
This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

Google™ books

<https://books.google.com>





A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

Stanford University Libraries



3 6105 127 818 511



AUGUSTE CHIRAC

LES

ROIS DE LA RÉPUBLIQUE

HISTOIRE DES JUIVERIES

II

Synthèse éthologique, Monographies et Conclusions

NOUVELLE ÉDITION, ANNOTÉE ET AUGMENTÉE



PARIS

E. DENTU, ÉDITEUR

LIBRAIRE DE LA SOCIÉTÉ DES GENS DE LETTRES

3, PLACE DE VALOIS

1888

LES

ROIS DE LA RÉPUBLIQUE

HISTOIRE DES JUIVERIES

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

LA VÉNALITÉ DANS LE JOURNALISME (1887)	brochure.
L'AGIOTAGE DE 1870 A 1881.....	brochure.
LA PROCHAINE RÉVOLUTION (1886).....	1 volume.

LA HAUTE BANQUE ET LES RÉVOLUTIONS. (Éditions de 1876-1877 épuisées).....	1 volume.
LES ROIS DE LA RÉPUBLIQUE. — <i>Histoire des juiveries</i> . (Éditions de 1883-1885 épuisées).....	2 volumes.
LES MYSTÈRES DU CRÉDIT (1876. Épuisé).....	brochure.
LETTRES D'UN MARSEILLAIS <i>sur l'Exposition universelle de 1867</i> (avec gravures) (1866)	1 volume.

SOUS PRESSE :

LA HAUTE BANQUE ET LES RÉVOLUTIONS. (Nouvelle édition, revue, complétée, augmentée d'une préface anecdotique et de planches gravées).....	1 volume.
LES BRIGANDAGES HISTORIQUES. L'AGIOTAGE <i>sous la troisième république</i> . — (Histoire contemporaine 1870-1887) avec planches coloriées.....	
Sommaire de cet ouvrage : I. — SOLIDARITÉS SÉCULAIRES : <i>Routine historique</i> . — <i>Les caractéristiques</i> . — <i>Incubation de la troisième république</i> .	
II. — PROGRESSIONS ANARCHIQUES : <i>Lutte sur les cadavres</i> (1870-1872). — <i>Vautours multicolores</i> (1873-1875). — <i>Évohé! Jehovah!</i> (1876-1878). — <i>Les ciseaux de Dalila</i> (1879-1881). — <i>Trompettes de Jéricho</i> (1882-1884). — <i>La roche Tarpeia</i> (1885-1887).	
III. — LES RÉSULTATS : <i>Contrôle scientifique</i> . — <i>Prévisions</i> . — <i>Conclusion</i> .	

Imprimerie de Poissy — S. Lejay et C^{ie}.

AUGUSTE CHIRAC

LES

ROIS DE LA RÉPUBLIQUE

HISTOIRE DES JUIVERIES

SYNTHÈSE HISTORIQUE & MONOGRAPHIES

J'appelle, comme le peuple, de ce nom méprisé de juif, tout trafiquant d'espèces, tout parasite improductif vivant de la substance et du travail d'autrui... Il ne dépend pas de l'écrivain d'altérer la valeur d'une expression consacrée par l'usage...

« Le juif règne et gouverne en France ».

A. TOUSSENEL.

(Histoire de la féodalité financière).

II



PARIS

E. DENTU, ÉDITEUR

LIBRAIRE DE LA SOCIÉTÉ DES GENS DE LETTRES

PALAIS-ROYAL, 3, PLACE VALOIS

1888

Tous droits réservés.

NOTE DES ÉDITEURS

Cette nouvelle édition des *Rois de la République*, est exactement conforme aux précédentes dans toutes les parties *synthétiques, monographiques et documentaires*.

L'auteur a cru, seulement, devoir ajouter, comme il le dit dans sa préface de Novembre 1887, les graphiques des crises sociales dont tous les éléments scientifiques ou chiffrés sont développés dans les conclusions du second volume.

Une table analytique et un index des noms cités ont été aussi ajoutés, pour faciliter au lecteur la recherche des nombreuses matières traitées dans les deux volumes.

AUX ÉLUS

RÉPUBLICAINS ET MONARCHISTES

*Je dédie cette seconde partie de mon œuvre à
ceux qui seront les maîtres de sauver ou de perdre
à jamais la France!*

L'AUTEUR

Paris, Octobre 1885.

AU LECTEUR

L'œuvre que je poursuis et dont je livre au public la seconde partie, consiste, principalement, à dire *tout haut* ce que chacun dit *tout bas* et à écrire, en le *signant*, ce que d'autres écrivent en se *cachant sous l'anonymat*.

C'est donc, en quelque sorte, l'ÉCHO DE LA CONSCIENCE PUBLIQUE.

Dans la première partie, je me suis attaché, surtout, à rapprocher *historiquement*, les *hommes* et les *faits*.

Dans la seconde, j'ai cherché à dégager les *agencements humains*, en les condensant sous leur *forme sociale* ; car les mœurs, les lois, l'organisation économique et administrative, sont les produits directs de la succession des faits historiques. Ces faits retracent donc des *exemples*, mais ils contiennent aussi les *réformes*.

Après cela, il ne me restera plus qu'à peindre, d'une façon *vivante*, les *actes* et les *caractères* ; c'est pourquoi, dans une troisième partie, indépendante des deux autres, je ferai se *heurter les hommes, les faits, et leur organisation dans notre société contemporaine* ; il en ressortira, évidemment, une *épopée dramatique*, ayant pour but d'achever, en parlant aux *sentiments et aux passions*, ce que les deux autres parties auront commencé, en s'adressant à la *mémoire* et à la *raison*.

En attendant ce dernier terme de ma trilogie, je dénonce, dans l'ouvrage actuel, et *abstraction faite de toute préférence politique*, l'abîme vers lequel on pousse perpétuellement la France, en *pratiquant, sous tous les régimes, le même PARASITISME et la même IMPROBITÉ*. Aussi, dois-je prévenir le lecteur que, si préparé qu'il soit, par mes premiers récits, à voir se dérouler une nouvelle série d'abominations, celles

dont l'exposé va suivre, lui apparaîtront encore plus épouvantables dans leur réalité, et plus terrifiantes dans leurs conséquences.

En effet, dans la *synthèse éthologique*, comme dans les *monographies*, j'ai montré à quel point la *corruption de l'homme* envahissait la *fonction* pour dépouiller le peuple, et j'ai étalé le mal *dans toute sa nudité*.

Mais cela ne suffisait pas; il fallait tirer des *conclusions*, formuler les *calastrophes* et, RIEN N'ÉTANT FATAL, indiquer le *moyen de les conjurer*. C'est ce que j'ai fait, dans un dernier chapitre, sans plus d'égard pour les avidités des *grands* que pour celles des *petits*.

Certainement, les HOMMES FORTS, qui détiennent TOUTES LES ROYAUTES, s'irriteront de ma franchise et chercheront, dans l'avenir, comme ils l'ont fait dans le passé, à étouffer ma voix.

De leurs efforts je n'ai cure ! *j'écris* ce que *j'écris* parce que je le crois utile au relèvement et à la prospérité de mon pays ; aussi, me rappelant ces vers magnifiques du poète latin (1) :

« Justum et tenacem propositi virum,
 « Non civium ardor prava jubentium,
 « Non vultus instantis tyranni
 « Mente quatit solida.
 «
 « Si fractus illabatur orbis
 « Impavidum ferient ruinæ ! »

Suis-je prêt à les traduire par mes actes.

Auguste CHIRAC.

Paris, octobre 1835.

(1) HORACE, ode III, livre III.

LES
ROIS DE LA RÉPUBLIQUE

HISTOIRE DES JUIVERIES

I
SYNTHÈSE ÉTHOLOGIQUE

GENÈSE DE LA SOUVERAINETÉ. — FONCTIONS SOUVERAINES. — LES
FONCTIONS AUXILIAIRES. — LES FABRICANTS DE LOIS. — AUXI-
LIAIRES POUR LES LOIS. — RÉFORMES. — LES DÉPOSITAIRES DE LA
JUSTICE. — AUXILIAIRES POUR LA JUSTICE. — RÉFORMES. —
LES DÉTENTEURS DE LA FORCE. — AUXILIAIRES POUR LA FORCE.
— RÉFORMES. — LES DIRECTEURS DE L'OPINION. — RÉFORMES.

I

Genèse de la Souveraineté.

Hors du métal point de salut. — Parasitisme théocratique. — Les propriétaires. — Droit de vivre. — L'acte et l'idée. — L'emphytéose. — La France vendue à l'étranger. — Équilibre des subsistances. — Électeurs, contribuables, rentiers. — Mille accapareurs. — Cataclysmes.

J'espère avoir démontré, dans le premier volume de cet ouvrage, que « les religions » coalisées contre la masse humaine ont incarné leur hypothèse déiste dans la toute-puissance de l'or.

Aussi, quelles que soient les doctrines, quels que soient les autels, quels que soient les prêtres, toutes se sont entendues pour imposer aux nations une sorte « d'Eucharistie » universelle ayant pour *espèces*, ou pour *hostie* LA PIÈCE D'OR.

Malheur à qui ne *communie pas* !

Il est hérétique ; il est damné ! « Hors du métal, pas de salut. »

L'hérétique des religions, aujourd'hui condensées en théories économiques, c'est LE PAUVRE !

Lépreux des sociétés modernes cent fois plus répudiés que ne le furent jamais ceux du moyen âge, les pauvres sont toujours et partout systématiquement sacrifiés.

Fatalité sociale ? non ; férocité ! car l'indigence n'est pas, comme la maladie ou la mort, une infirmité inséparable de la nature humaine ; elle est, au contraire, une déformation artificielle de l'équilibre social, énergiquement voulue par l'organisation basée sur le parasitisme.

La condamnation du pauvre est, d'ailleurs, prononcée par le Dieu des Évangiles catholiques, dans les termes suivants :

« A chacun qui a il sera donné et à celui qui n'a rien cela même lui sera ôté. »

Cette formule épouvantable se trouve répétée jusqu'à cinq reprises dans le Nouveau Testament (Mathieu, chap. xiii, verset 12 et chap. xxv, verset 29 ; — Marc, chap. iv, verset 25 ; — Luc, chap. viii, verset 18 et chap. xix, verset 26), et le sens n'en saurait être discutable de bonne foi, je l'ai établi dans le premier volume (1).

Eh bien, c'est sur cette formule que toutes les lois ont été édifiées ; c'est de cette formule que les économistes ont pu s'inspirer au point que l'un

(1) Pages 52 à 55.

d'eux, J.-B. Say, a osé dire cyniquement : « *qu'il n'y a pas de place pour le pauvre au banquet de la vie... qu'à rigoureusement parler, la société ne doit rien à ses membres.* »

D'autres aussi nets, Malthus et Mill, ont démontré le danger de l'accroissement de la population excédant celui des moyens de subsistance, et, pour tout remède, ont marqué la nécessité de « *limiter le nombre des naissances* ».

Finalement, tous se sont unis pour prêcher l'amortissement du peuple par l'indigence, laquelle est la collaboratrice née de la maladie et conduit plus vite, par la suppression de l'être, à la diminution des bouches.

Dès lors on comprend que les *maîtres* aient tenu la main à toute compression et que leur préoccupation ait consisté uniquement à consolider ce que j'appellerai « *leur parasitisme théocratique* ».

Qu'il s'exprime au moyen de l'aumône, ainsi que l'a voulu le fondateur du christianisme (pieusement obéi d'ailleurs par tous les ordres religieux), ou au moyen de la constitution d'une propriété perpétuelle venue de Dieu, ainsi que Moïse l'a réglé au profit des *lévites*,¹ lesquels ont conservé cette tradition jusque dans la société moderne, le *parasitisme théocratique* se résout, finalement, dans un droit domanial imprescriptible et souverain.

Et, en effet, le don volontaire ou la prise de possession violente sont des causes égales de propriété.

Les brutalités sociales ont d'abord placé la souveraineté dans la possession du sol; puis, lorsque, des entrailles mêmes du sol, on a extrait le métal, propriété à la fois maniable et mobile, pouvant, par ainsi, représenter toutes les autres, la souveraineté s'est incarnée dans le plus précieux de tous : L'or.

Il n'y a donc eu, au fond, qu'une substitution. Les utilités, au lieu de se réaliser par l'échange de parcelles terrestres ou de leurs produits, se sont réalisées au moyen du métal concrétant en lui-même la valeur du fonds, du tréfonds et de la surface.

Toutes les lois, d'ailleurs, ont consacré la propriété et l'ont dotée d'un droit domanial souverain; nos bases sociales actuelles sont la *famille* et la *propriété*, et le seul tyran que nos démocraties tolèrent, c'est le *propriétaire*.

Or comme la propriété perpétuelle, c'est-à-dire la propriété du sol, telle qu'on l'entend toujours, a une origine purement théocratique; comme la théocratie a pour base l'hypothèse déiste; comme Dieu, chose invisible, intangible et inerte, ne peut, en aucune façon, servir d'assise à un édifice social (étant bon, tout au plus, à faire luire aux esprits effarés par la mort une sorte de mirage, reflétant, dans les loin-

ains de l'horizon, le bleu qui s'efface à leurs regards), la propriété simple hypothèse, dépourvue de toute raison logique, la PROPRIÉTÉ N'EXISTE PAS.

Prétention imposée par la force, elle est même contraire à l'ordre physique.

Dans la nature, en effet, tout est transformations et tout est échange.

Entre la plante et le sol il y a un échange perpétuel. Ce que la plante prend en nourriture, elle le restitue en détritux et la fécondation est réciproque. Est-ce à dire, pour cela, qu'entre la plante et son sol existe ce lien, perpétuellement indissoluble, que l'homme appellerait son droit de propriété? En aucune façon. Portée dans une autre terre, la plante et le sol nouveau continueront leurs échanges et se féconderont réciproquement.

Entre la nue et la terre, l'échange est le même sans qu'un lien indissoluble en ait jamais été la conséquence.

Mais le climat? dira-t-on, le climat qui fait vivre l'ours blanc où l'éléphant mourrait; le climat n'implique-t-il pas une appropriation entre l'être et le sol?

Eh bien quoi? le climat? c'est la patrie! c'est la patrie que les internationalistes de l'échange ont fini par nier; car cela est étrange! les mêmes qui chantent le propriétaire raillent le patriote.

C'est le climat qui a créé les races et ce sont les langues, ce climat des idées, qui ont créé les nations. Au nom de son droit de vivre, l'homme est donc fondé à dire : Je veux parler cette langue et demeurer sous ce soleil, parce que, ailleurs, je mourrais ! Son droit de vivre étant sacré, à la force qui l'attaque il a le devoir d'opposer celle qui le défend.

Rien de pareil entre le propriétaire et le sol, car, dans tous les cas, son droit de vivre est sauf.

En fait, la propriété n'est pas un principe, c'est une illusion !

Son instinct même est artificiel ; il est le résultat du préjugé théocratique invétéré, dans lequel notre cerveau s'est moulé d'une certaine façon pendant une accumulation de siècles ; de telle sorte que, au premier abord, la négation de sa légitimité est apparue comme une hardiesse inouïe, sinon comme une apologie du vol ! Cependant, en y regardant de près, on ne tarde pas à s'apercevoir que, comme instinct, la propriété procède uniquement d'un vice égoïste et d'une sorte de férocité toute spéciale aux êtres animés, vice et férocité d'autant plus raffinés qu'on s'élève davantage dans l'échelle des êtres.

L'attraction sexuelle, l'amour, si l'on veut, s'exprime immédiatement comme un propriétaire égoïste : la femme aimée est une propriété ; malheur à qui y touche ! le premier baiser est toujours

une prise de possession *éternelle* ! Piteuse éternité ! qui se mesure par années, par mois et par jours et qui disparaît, bientôt, sans laisser plus de trace, qu'une vague dans l'océan.

La théocratie a violenté la nature en créant le mariage indissoluble ; c'était là, encore, une forme de la propriété souveraine.

Comme la plante et le sol, comme la terre et la nue, l'homme et la femme échangent leur fécondité ; mais, si tendres que soient leurs volontés réciproques, elles n'en sont pas moins impuissantes à créer un droit domanial perpétuel de la femme sur l'homme ou de l'homme sur la femme. Je me hâte d'ajouter que la foi jurée et le respect des promesses sont, ici, hors de cause et que la perpétuité elle-même n'a plus qu'un sens relatif, car elle est forcément renfermée dans les limites de la vie humaine.

Tout, donc, dans l'échelle des êtres, depuis la plante jusqu'à l'homme, est négatif de la *propriété*, source de toute souveraineté.

L'homme n'a qu'une seule possession : la chose agencée et créée par son travail direct ; qu'un seul droit : le droit de vivre ; il n'a qu'un seul moyen d'exercer son droit : c'est d'échanger son travail.

Donc, après des expériences séculaires, ayant démontré l'inanité du principe de la propriété et la

férocité de ses manifestations, le progrès social n'a pour formule que l'ÉCHANGE.

Au lieu de continuer à interpréter le droit de vivre par la *nécessité de posséder*, comme l'a fait Jésus, en enseignant à ses disciples le principe du parasitisme sanctionné par cette menace : « à chacun « qui a il sera donné et à celui qui n'a rien cela « même lui sera ôté », il vaudrait mieux appliquer les théories économiques de Moïse, en supprimant, toutefois, la caste des lévites au profit de laquelle il les avait édictées.

Cette suppression faite, on se trouverait en présence des *jubilés*, série de liquidations sociales pacifiquement organisées et qui, au fond, étaient nées du besoin d'effacer, périodiquement, les inégalités que la multiplicité des maladies et des infirmités, suite de l'absence d'hygiène et de l'accumulation de toutes les ignorances, avaient créées chez le peuple hébreu, menaçant ainsi la fortune des lévites dans ses éléments primordiaux.

Ce jubilé une fois exécuté sur la société actuelle, la génération suivante pourra très bien organiser son existence sociale, en se passant de la propriété; il lui suffira d'*échanger les utilités* et d'*amortir l'usure des êtres*, pour que ceux, arrivant à la période d'invalidité, aient leur droit de vivre assuré sans être une charge pour les autres.]

Ceci revient à dire qu'il faut tout d'abord faire disparaître la contradiction odieuse et choquante des lois punissant de *mort* ceux qui *ôtent la vie* et tressant des couronnes à ceux qui *suppriment le moyen de vivre*.

Et si la suppression de cette injustice ne peut être obtenue par les moyens pacifiques du jubilé mosaïque, alors, au nom du *droit de vivre*, indiscuté par ceux-là même qui l'entravent, la masse des opprimés a le devoir d'employer la violence.

Maintenant, il faut s'entendre.

Le droit de vivre est primordial et indissolublement attaché à l'être; il constitue donc, en réalité, une propriété, un *jus perpetuum*, une souveraineté que le père transmet au fils.

Mais cette transmission, qu'on veuille bien le remarquer, ne réalise pas le transport d'un *droit*, elle crée un fait : l'échange entre les sexes a produit un être, voilà tout; cet être ne reçoit pas le *droit de vivre*, il l'a *ipso facto*.

Il n'y a pas de *jus in perpetuum* du père sur le fils : il y a solidarité de leur droit de vivre. Donc la souveraineté de l'homme ne sort pas de lui-même, ne s'exerce que sur lui-même, et c'est seulement en s'additionnant qu'elle peut socialement engendrer la loi générale.

Il n'y a plus maintenant qu'à rédiger la loi

de façon à ce que le droit de vivre y soit écrit.

Tout cube de chair humaine exige, pour entretenir sa vie, un autre cube de matières azotées.

La science donne à cet égard des formules précises. La vie entretenue dans le cube de chair humaine se montre par des effets musculaires et intellectuels. C'est-à-dire que la réaction électrochimique dont la science moderne n'a pas encore pénétré le mystère, mais dont elle constate le résultat que nous appelons *la vie*, se manifeste par des mouvements de deux sortes : l'acte et l'idée.

L'idée tend à perfectionner l'acte ; parce que l'acte est une concrétion, tandis que l'idée est une expansion ; d'où il suit que l'acte n'a qu'un effet personnel alors que l'idée a une influence collective.

L'aliment nécessaire à l'acte peut se mesurer au cube des matières azotées, celui nécessaire à l'idée n'a pour mesure que l'idée elle-même.

D'où deux éléments du droit de vivre : l'un fixe et calculable par des formules mathématiques, l'autre essentiellement variable, mais que les conventions sociales peuvent mesurer à leur *utilité*.

Dès lors, pour me servir des termes usuels, le droit de vivre comprend le nécessaire et l'agréable. Mais tous deux n'existent que par l'*échange*, et quand je dis que les moyens de vivre sont *dus* à l'être par la société, j'entends que, en fait, l'échange est inter-

venu; en réalité, donc, le droit de vivre, c'est le *droit à l'échange*.

Or il n'y a point d'échange entre le *propriétaire souverain in perpetuum* et celui dont il exige une redevance perpétuelle, en vertu de son prétendu droit souverain.

Il y a échange, au contraire, quand, pour un usage déterminé, on associe l'outil et le travail.

De sorte que je comprendrais très bien le sol français divisé en baux emphytéotiques à cheptel simple (partage des gains et des pertes), mais sans propriétés individuelles; le *propriétariat* s'appellerait : *droit d'usage*; le *souverain* serait la nation toute entière, considérée comme *propriétaire de fait* au nom de la collectivité et percevrait, à ce titre, comme contribution aux frais communs (impôt), une minime partie de ce qu'exige le propriétaire actuel, majorant sans cesse la valeur de son fonds.

A l'expiration de l'emphytéose, les améliorations profiteraient donc non pas à une famille, comme en Angleterre, mais à leur masse, la *nation*.

Cette organisation permet de régulariser très exactement l'échange des utilités; elle assure l'*aliment* de l'*acte* et celui de l'*idée*, ce dernier comportant les réserves personnelles et les amortissements généraux; c'est-à-dire *universalisant le nécessaire et*

l'agréable actuellement monopolisés à des classes de citoyens.

On ne saurait croire à quel point la réforme que je viens de résumer simplifierait les relations civiles et purgerait les lois des injustices qu'elles consacrent.

Avec elle, l'équitable répartition de l'impôt deviendrait possible et tous les problèmes agraires seraient résolus.

Ceux qui l'étudieront de bonne foi, s'apercevront qu'étant accomplie par *une loi*, elle ne comporte aucune spoliation violente; elle réalise seulement une liquidation progressive et pacifique.

Il s'agit simplement de définir ce qu'on appelle aujourd'hui la *propriété*. L'art. 544 du Code civil la définit : « droit de jouir et disposer des choses, de la manière la plus absolue.... en se conformant aux lois. »

Il suffira d'écrire :

« La propriété est le droit de jouir du sol français et de disposer des choses mobiles ou fongibles en se conformant aux lois. »

Tout possesseur actuel du sol recevrait, en échange de ses anciens contrats de propriété, un titre emphytéotique établissant son droit *de jouir* et son devoir de verser à la collectivité (l'État) une contribution. Ce titre serait transmissible, par don ou par échange, tout comme l'ancienne propriété ;

l'emphythéose n'ayant d'autre but que de limiter les périodes, quant au chiffre des contributions (ancien impôt).

Sauf l'illusion du mot *propriété absolue et perpétuelle du sol*, que, dans l'état actuel, la mort ou les créanciers se chargent de détruire brutalement, la réforme indiquée ne changerait rien aux jouissances, elle supprimerait seulement les abus.

Sait-on jusqu'où peuvent aller les abus ? En voici un exemple, logiquement déduit du principe même de la propriété absolue ; il constitue, il est vrai, un raisonnement *par l'absurde*, mais, tel qu'il est, il suffit largement à condamner le principe.

Concevez que, par l'hypothèque et les achats directs, appuyés de toute la série des combinaisons financières, deux ou trois Rothschilds aient fini par devenir acquéreurs de tout le sol français. Ils auront payé leur propriété, ils seront donc les maîtres d'en disposer de *la manière la plus absolue* (art. 544 du Code civil); bref ils seront rois tout-puissants.

Dès lors qu'il leur plaise de vendre tout ce qu'ils possèdent, par conséquent la France, à M. de Bismark, par exemple, je voudrais bien savoir où l'on trouvera *dans la loi* un obstacle à cette transmission de propriété ?

J'ai annoncé un raisonnement par l'absurde; est-ce que vraiment l'hypothèse est si absurde qu'elle

le paraît? — est-elle donc si impossible? Sait-on bien à quel point les juifs d'Alsace ont pu faciliter à l'Allemagne l'annexion de cette partie de la France? Et, par ce temps d'agiotage anonyme, qui donc peut savoir ce qui se passe? L'Angleterre n'a-t-elle pas acquis une grosse part du canal de Suez? Est-ce là un fait unique? Sait-on où se trouvent tous les titres de nos Compagnies de chemins de fer qui, par leurs tarifs, favorisent si étonnamment tous les commerces étrangers?

Qu'on y prenne garde!

En face d'un principe qui s'applique logiquement et, qui, en fait, peut conduire à un résultat aussi étrange, tout Français vraiment honnête et sincèrement patriote ne devrait pas hésiter. — Péril au dehors, péril au dedans, voilà les conséquences de la routine économique et législative.

La masse populaire et la véritable science applaudiraient à la réforme du propriétériat.

Il est vrai que toute l'armée de l'usure : les prêteurs sur hypothèques et les parasites de l'hérédité pousseront des hauts cris, mais, justement, ce sont ceux-là qui provoquent le cataclysme et s'effrayent ensuite de le voir arriver.

Qu'ils cessent donc d'être hypocrites : ce n'est pas la révolution qui les assassinera, ce sont eux qui se suicideront.

En attendant, la constatation du *paupérisme* a soulevé les préoccupations des classes dirigeantes, et il n'est pas rare de voir leurs orateurs ou leurs écrivains invoquer l'hypothèse suivante :

« Placez, disent-ils, dix familles dans un continent désert ; elles se partageront le sol et au bout de cent ans il y aura des riches et des pauvres, des propriétaires et des prolétaires. »

Lorsqu'on leur répond qu'ils refont, là, l'histoire des ignorances de l'humanité, soumise au parasitisme théocratique et dévorée par lui, ils ajoutent aussitôt :

« Nous supposons les dix familles envoyées, accidentellement, dans une terre vierge, munies de tous les progrès modernes, et fondant, en un mot, une colonie sous la protection de la mère patrie. Eh bien, nous soutenons qu'à eux seuls la paresse et les vices engendreront les classifications en riches et pauvres. »

L'erreur subsiste ; car l'hypothèse a admis que les dix familles ont emporté avec elles les lois et la constitution sociale qui avaient empoisonné leur berceau ; en outre, elle a supposé un continent désert où les déplacements permettront, pendant des siècles, des dispersions de nature à retarder l'heure à laquelle les accaparements se feront sentir.

Or il ne s'agit pas de savoir comment on ira peupler une terre déserte ; mais comment, sur notre continent fermé, sur notre sol français entouré de frontières, on réformera l'ordre social pour assurer le *droit de vivre* dont la méconnaissance amène périodiquement des bouleversements sanglants, provoque des guerres et engendre des cataclysmes. Il s'agit, non pas de faire entrer la destruction des êtres dans les principes des gouvernements, mais, au contraire, de multiplier à la fois les forces qui produisent et les bouches qui consomment, en enlevant aux accapareurs les moyens *que la loi leur donne* de réduire les subsistances, ou, ce qui revient au même, les moyens de se les procurer, à des proportions inconciliables avec les besoins de la population.

C'est, comme on le voit, tout juste l'opposé de la formule de Malthus, laquelle est aujourd'hui la base officielle de l'enseignement économique.

Malthus avait dit : « En considérant l'état présent
« du globe en général..... l'espèce humaine croît
« trait comme les nombres 1, 2, 4, 8, 16, 32, 64,
« 128, 256 (c'est-à-dire en se doublant tous les
« 25 ans), tandis que les subsistances croîtraient
« comme ceci : 1, 2, 3, 4, 5, 7, 8, 9. Au bout de
« deux siècles, la population serait aux moyens de
« subsistance comme 256 est à 9. »

C'est-à-dire que, d'après Malthus, le développement de la race humaine et celui des subsistances ont une marche telle que, en prenant comme point de départ 1 pour les subsistances et 1 pour la population, au bout de deux siècles 28 êtres environ auraient à se disputer l'unité de subsistance.

Mill tire des principes précédents cette conclusion : « qu'à un moment donné les salaires seront « tellement réduits qu'une portion de la population « mourra régulièrement de faim. »

Pour conjurer un pareil désastre, les économistes ont posé ce dilemme : ou faire marcher les moyens de subsistance aussi vite que la population ou limiter régulièrement le nombre des naissances.

Examinons d'abord ce second point :

L'Angleterre, malgré les débauches signalées, et l'Allemagne, malgré la même plaie, sont plus prolifiques que ne l'est la France.

Or voici comment ils appliquent la théorie de Malthus : limiter le nombre des naissances leur a paru diminuer, en même temps, le nombre des êtres dans leur période valide ; alors, pour maintenir l'équilibre des subsistances, ils ont favorisé la destruction des êtres, en usant plus rapidement leurs forces, de sorte que les valides disparus sont remplacés par les valides naissants.

La France a, simplement, appliqué les deux sys-

tèmes; sa constitution sociale pousse à diminuer le nombre des naissances, et son fonctionnement social à réduire plus rapidement le nombre des forces agissantes.

Les aspirations à la propriété et à l'hérédité produisent le premier effet; la concentration des fortunes dans un petit nombre de mains produit le second.

A l'encontre des constatations précédentes on objecte qu'en France la *propriété*, loin d'être concentrée, est, au contraire, extrêmement divisée.

Si cette division existait en réalité, telle qu'on l'affirme, elle viendrait à l'appui de ma thèse, en expliquant que les tendances du *propriétariat* à la *souveraineté* ne peuvent que favoriser le rétablissement d'un gouvernement monarchique : d'ailleurs la souveraineté du métal est, elle-même, une monarchie.

Cependant, pour prouver la division de la propriété, on invoque l'accroissement du nombre des cotes foncières : on en comptait 10,900,000 en 1835, et on en compte 14,300,000 en 1881. Cet accroissement ne signifie absolument rien : il exprime le nombre des parcelles cotées, mais non pas le nombre de leurs propriétaires ; le même propriétaire paye à divers endroits pour diverses propriétés, voilà tout. La meilleure preuve que je puisse en donner est la

comparaison suivante : en 1835, pendant que l'on comptait 10,900,000 cotes foncières, on ne relevait qu'à peine 6 millions de cotes personnelles-mobilières. Or, il est évident que la cote personnelle mobilière contient plus de *personnes propriétaires* que les cotes foncières; est-ce changé depuis 1835 ?

Non, car voici les chiffres de 1881.

Nombre de cotes foncières	14,300,000
Nombre de cotes personnelles mobilières	8,300,000

Il y a plus, encore : en comparant les accroissements, on arrivera à constater une diminution dans la division de la propriété. En voici la preuve :

	Population.	NOMBRE des cotes fon- cières	NOMBRE des cotes per- sonnelles - mobilières
	MILLIONS	MILLIONS	MILLIONS
1881	37,6	14,3	8,3
1835	33,5	10,9	6,0
accroissement : .	4,1	3,4	2,3

Les différences que je viens d'obtenir montrent bien que la population a crû plus vite que les cotes foncières, lesquelles ont crû plus vite que les cotes personnelles-mobilières; que l'accroissement de ces dernières représente, à peu près, la moitié de l'accroissement de la population et, cela, dans un espace de 46 ans.

Dans le même espace de temps, l'excédent des naissances sur les décès est d'environ 2 millions, pour 4 millions 1/10 d'accroissement total, de telle sorte que l'augmentation des cotes personnelles-mobilières équilibre seulement celle des naissances ; de là on peut induire que, dans l'augmentation de la population française, l'élément étranger entre environ pour moitié. Or les étrangers payent, comme propriétaires et comme personnes, les cotes foncières, personnelles et mobilières. Il y a donc de fortes probabilités pour que l'augmentation de ces cotes soit due plutôt aux étrangers qu'à la population autochtone.

En conséquence, nous serions en 1881 en présence d'un nombre de contribuables français sensiblement égal à celui de 1835.

Poussant plus loin les investigations et comparant à la fois le nombre des *électeurs*, le nombre des contribuables pour la *cote personnelle-mobilière* et le nombre des *inscriptions de rente*, entre 1864 et 1881, j'obtiens les chiffres suivants :

	MILLIONS		
	Nombre d'électeurs inscrits	Nombre des contribu- bles (cote per- sonnelle-mo- bilière.)	Nombre des inscrip- tions de rentes
1864 (en moyenne)	10,0	7,1	1,2
1881	10,6	8,3	3,8

Le chiffre des électeurs inscrits ne varie pas sensiblement; mais son augmentation est juste la moitié de celle des cotes personnelles (600,000 pour les uns, 1,200,000 pour les autres); et encore il faut remarquer que les *prestations* portent sur plus de 5 millions d'hommes, et que la statistique révèle que les 2/3 sont réduits à *payer en nature*. Pendant ce temps les inscriptions de rentes ont plus que triplé, et il est impossible de croire que les porteurs de ces inscriptions ne soient pas électeurs, sinon il faut conclure qu'ils sont en majorité étrangers, ce qui n'est nullement invraisemblable.

Au surplus, nous avons comme point de repère le nombre d'inscriptions nominatives, lequel dépasse à peine 1 million.

Il est bien entendu qu'il s'agit, non pas des unités de rentes, mais du nombre des inscriptions portées sur le grand-livre, leur total supposant, d'ailleurs, une moyenne d'environ 195 francs de rente par inscription.

Malheureusement l'existence de titres au porteur empêche d'arriver à un dénombrement exact.

Néanmoins, en opérant un rapprochement entre les chiffres précédents et le montant total des *successions* taxées aux mêmes époques; en constatant que les mutations par décès, qui se totalisaient par 1 milliard 1/2 en 1835, 3 milliards en 1865 et 5 mil-

liards en 1881, ont progressé dans une proportion de plus du triple (c'est-à-dire 333 0/0) pendant que, dans la même période, la masse des décès n'a progressé que de 5 0/0, nous arriverons à conclure que, quelle que soit la plus-value du capital des successions, il est incontestable que les chiffres obtenus révèlent une concentration considérable de la fortune publique.

Ainsi, en 1881, il est mort, en chiffres ronds, 871,000 personnes, et les mutations par décès indiquent une valeur de 5 milliards.

Or, sur les 5 milliards, la moitié est en immeubles ; il y a donc là une trace à retrouver dans le mouvement des cotes foncières. En outre, il faut tenir compte des indigents, des femmes mariées dont le mari survit, des enfants morts-nés, des enfants naturels non reconnus ; il faut aussi distinguer entre les décès urbains et les décès ruraux, entre les décès de Paris et ceux de la province, et, cela fait, nous trouverons que, sur les 5 milliards de successions ouvertes :

3.500	représentent en moyenne 1 million		
	chacune	soit 3 milliards	1/2
100.000	représentent 10.000 fr. chacune. .	soit 1	—
106.500	varient de 3 à 5.000 fr. chaque. .	soit 0	— 1/2
200.000	successions représentant	5 milliards,	

Ce résultat, qui est évidemment maximum quant

au nombre des successions, met en pleine lumière l'inégalité flagrante de la répartition des richesses et conduit à cet autre résultat qu'en fait la France, malgré ses 10 millions d'électeurs, est absolument sous la main d'un million de *capitalistes ou propriétaires*, à la tête desquels se trouvent *mille accapareurs*, ces derniers représentant, par leur fortune territoriale et mobilière, dix fois plus peut-être que ne révèle le total annuel des mutations par décès.

Ce sont ceux-là qui détiennent la souveraineté, ce sont ceux-là que j'ai appelés les ROIS DE LA RÉPUBLIQUE, ce sont ceux-là qui planent de très haut sur tous les pouvoirs agissants.

Ce sont ceux-là qui, sous prétexte d'alimenter la France, se sont emparés de tous les échanges extérieurs, s'étant réservé, par le crédit, le moyen de l'affamer à volonté; ce sont ceux-là qui la poussent, par le morcellement des terres, et la mobilisation du sol, vers le système qui perdit l'ancien empire romain; car la transformation de l'Italie entière en jardins de plaisance, l'avait rendue tributaire de tous les peuples.

Du jour où la France, dégoûtée du travail, méprisant l'austérité, séduite et amollie par les promesses des traitants, ne songera plus qu'à vivre par l'*agiotage* aux dépens de l'étranger, de ce jour-là

elle marchera avec une rapidité effrayante vers la décadence qui, pendant près de dix-huit siècles, avait effacé l'Italie de la carte d'Europe.

Voilà pourquoi je dénonce la *souveraineté* des PARASITES THÉOCRATIQUES et voilà pourquoi je veux la suivre et la démasquer dans toutes ses fonctions depuis la plus élevée jusqu'à la plus obscure.

II

Les Fonctions souveraines.

Triomphe des juiveries. — Trinité, unité. — Le veau divinisé. — Lois et coutumes. — Code civil. — Trafic. — La justice et le pape. — La force. — Nobles et mercenaires. — Héroïsme moderne. — L'opinion publique. — La lutte. — La brutalité.

La souveraineté du métal a grandi lentement jusqu'à la découverte de l'Amérique.

Mais, depuis ce moment, je l'ai raconté dans le premier volume, les juiveries, qui sont l'expression du *parasitisme théocratique* dans ses instruments les plus odieux, ont marché de triomphe en triomphe.

La France despotiquement gouvernée avait déjà entendu, depuis longtemps, le cri « guerre au tyran » poussé par *Étienne de la Boétie*, dans son célèbre Discours sur la *Servitude volontaire* plus connu sous le nom de *Contre un*.

Le tyran détenait tous les pouvoirs; il régnait : son bon plaisir était la loi; il dominait : son bon

plaisir faisait la justice; il contraignait : son bon plaisir dirigeait la force.

Quant au peuple? peu importait ce qu'il pensait; il lui était défendu de le dire. Mais justement cette défense l'éclaira.

L'un des calmants de la souffrance, c'est de pouvoir la dire.

Le silence imposé ayant alourdi le joug, les peuples cherchèrent à le secouer.

Les rois comprirent alors que régner, dominer et contraindre, vieille trinité en une seule personne, devait revêtir une forme nouvelle.

Puisque le bon plaisir était devenu impossible, puisque *contre un* avait servi de cri de ralliement, UN devait changer de peau.

Devant la colère du peuple, il prit un masque et se détripla. Il abandonna, généreusement, le titre de roi, mais de la puissance royale il fit trois morceaux qu'il garda.

C'est alors que la société moderne vit briller trois pouvoirs séparés, mais gradués et groupés sous les mots synthétiques : *lois, justice, force*.

Seulement, derrière ces mots, une armée de tyrans s'organisait en fonctionnaires-rois : parasites de la théocratie.

En apparence on chargeait le peuple de se régir lui-même ; la fonction était souveraine, non

l'homme. Prestige, autorité et royauté de la masse étaient accumulés sur l'individu, mais pour l'heure de la fonction seulement.

Rêve, dans un mirage !

Le parasitisme théocratique sous la forme du dieu OR a conservé la souveraineté et le tyran est demeuré réellement UN.

Quoi qu'il en soit, les trois pouvoirs se subdivisèrent eux-mêmes et s'incarnèrent dans les *fonctions*.

Les fonctions furent confiées à des hommes.

L'armée des fonctionnaires apparaît donc pourvue des insignes royaux ; elle agit au nom du peuple et se recrute dans son sein.

Seulement ce « sein » du peuple est étrangement constitué ; les castes s'y épanouissent comme autrefois ; les nouveaux dominateurs n'ont plus, il est vrai, les rubans de soie du marquis, mais ils ont les broderies *métalliques* de l'uniforme.

Inspirent-ils le respect de leur mission sociale, au moins ?

Hélas ! ni dignité ni prestige ! ils sont apparus, au contraire, comme vêtus d'une livrée et, loin d'affirmer, par leur attitude, qu'ils sont les délégués d'une humanité où l'indépendance de l'individu n'existe que pour veiller aux intérêts de la masse, ils donnent le spectacle d'une ignoble valetaille lavant, avec les moiteurs de son front, les marches

de je ne sais quel temple où trône un veau divinisé.

Ce qui précède suffit à indiquer que les souverainetés sociales ont dû se répartir en divisions.

En premier lieu, sont les *lois*.

A elles est dévolue, en apparence, la véritable royauté; c'est, même, la spécialité de la forme gouvernementale appelée « république » de ne proclamer d'autre pouvoir suprême que celui de la loi.

Chaque génération, en arrivant à la vie civile, s'est trouvée en présence d'un amas de dispositions édictées par la génération précédente; aussi, pour établir le point de départ, faut-il remonter l'ordre des siècles; et c'est alors qu'on aboutit, infailliblement, aux décrets primitifs qui ne sont autres que l'expression, soi-disant révélée, d'une volonté divine.

J'ai déjà indiqué comment le parasitisme a inspiré à l'homme ce qu'on appelle l'idée ou le culte d'un Dieu (1); il est donc à peine nécessaire de constater, ici, que les lois codifiées n'ont pas été autre chose que l'organisation du parasitisme. Cette organisation affecta des formes diverses, suivant les temps et suivant les lieux; en France la volonté du maître s'appuya sur le clergé et engendra la coutume.

L'ensemble des coutumes, qu'on osa qualifier

(1) *Les Rois de la République*, premier volume, pages 17 à 68.

« droit coutumier », n'était pas autre chose que l'énumération des habitudes vicieuses de la servilité et la preuve de leur pénétration.

Cette pénétration fut telle que les réformateurs, rois ou peuples, ont toujours rencontré des résistances inouïes.

Il n'a fallu rien moins que la grande explosion révolutionnaire de 1789 à 1793, pour qu'un jour la nation française pût croire être enfin dotée d'un véritable recueil de conventions sociales, sous le nom de Code civil.

Progrès immense pour l'époque, ce Code fut l'objet de louanges universelles et, sans considérer que presque un siècle s'est écoulé depuis son élaboration, on affirme qu'il est encore le dernier mot de l'organisation des progrès sociaux.

C'est là une erreur funeste.

Les lois codifiées et les lois nouvelles, loin d'être affranchies du parasitisme théocratique, l'imposent dans toutes leurs dispositions.

Pourtant, des luttes ont été essayées, depuis le commencement de ce siècle, qui a vu, pour la première fois, le peuple nommer des délégués ayant pour fonction de légiférer ; mais, hélas ! on ne peut pas dire qu'un esprit de progrès, réellement affranchi de la domination parasite, ait remporté un vrai triomphe.

La fabrication des lois, au lieu d'être l'exercice d'une investiture procédant des intérêts généraux, est devenue un *trafic*; c'est ce trafic que je suis obligé de qualifier « fonction souveraine » et d'étudier, en cette qualité.

Après avoir institué les lois, il a fallu confier à des hommes le soin de les appliquer, d'où la grande corporation de ceux qui se consacrent à la *justice*.

En théorie, il s'agissait de recruter un certain nombre de *très honnêtes gens*, n'ayant ni passions, ni intérêt personnel, connaissant bien tous les textes et capables de les appliquer équitablement à ceux qui venaient devant eux exposer leurs griefs réciproques.

Aux époques de pouvoir absolu, les actes de justice étaient une manifestation de la Divinité.

Le roi, représentant de Dieu, avait pour prérogative le droit de rendre la justice; par délégation du roi : le marquis, le comte et le baron.

Au-dessus des rois : l'empereur; au-dessus de l'empereur : le pape. Celui-ci jugeait les querelles des rois, les nommait, ou les déposait, parce que le pape, c'était comme le bras de Dieu, en chair et en os.

L'élévation progressive de l'esprit moderne a détruit ce privilège.

Entre eux les rois ont secoué le joug de Dieu, mais ils l'ont conservé contre le peuple; aussi, malgré

les révolutions, le personnel de la justice s'est-il perpétué dans la routine cléricale ; si les papes, devenus valets des rois, leur asservissent le peuple, les magistrats, valets du souverain, collaborent avec lui.

De là, une double hypocrisie : la justice, restée théocratique, affecte des allures indépendantes ; mais, servile sous son impertinence, elle ne s'affuble d'un appareil majestueux que pour faire accroire à un effacement loyal des intérêts ou des passions, devant l'investiture divine où elle prend son origine.

Les *dépositaires de la justice* viennent donc immédiatement après les *fabricants de lois* et composent la deuxième section des fonctions souveraines que j'aurai à étudier.

Lorsque le législateur a fabriqué la loi, lorsque le dépositaire de la justice l'a appliquée et lorsque, tous deux, agissant au nom du parasitisme théocratique, veulent obliger le populaire à lui obéir pieusement, ils ont recours à la violence ; d'où une troisième section de fonctions souveraines, dans laquelle je comprendrai tous les *détenteurs de la force*.

L'emploi de la force a toujours été le dernier mot de la lutte brutale, dont j'ai constaté l'existence, dans le premier volume de cet ouvrage, au chapitre intitulé « la Nuit des temps. »

Les nations, prises comme individus, ont toujours

eu besoin d'organiser leur défense contre les appétits de leurs voisins ; mais la défense implique également l'attaque : or ces deux brutalités ont été exercées, tour à tour, par les mêmes nations.

Cependant les nécessités de l'alimentation, c'est-à-dire les soins à donner à l'agriculture, n'ont pas tardé à provoquer la naissance d'une spécialité consistant à combattre ; d'où le métier des armes.

Sans remonter trop loin dans l'histoire des peuples, nous trouvons, au moyen âge, une organisation complète d'hommes d'armes, au service des grands propriétaires du sol.

Il était naturel que les maîtres défendissent leurs serfs, c'est-à-dire leurs richesses.

Toute la gentilhommerie française puisa d'abord sa noblesse dans l'exercice de cette spécialité.

Aux yeux des pauvres diables, qui, attachés à la glèbe, « trimaient » pour conserver leur vie, le maître, qui n'hésitait pas à s'exposer à une mort prompte et sanglante, apparaissait comme un héros ; celui-ci était si haut placé que le serf ne pouvait apprécier sainement combien était étroite la solidarité existant, pour son maître, entre la mort aléatoire sur le champ de bataille ou la ruine par la dévastation de ses propriétés.

Pour le peuple donc, la cupidité du prince dis-

paraissait complètement devant la vaillance de son attitude.

Plus tard ce même peuple imitera ses chefs, donnera naissance aux troupes mercenaires, et fera de la vaillance au tarif. Mais l'ère moderne seule, et surtout l'ère républicaine, fera connaître le véritable héroïsme, celui du soldat obscur qui, sans intérêt et sans fortune personnelle, se jettera dans la mêlée à l'heure du danger et risquera généreusement sa vie pour le salut de la patrie commune.

A coté de l'armée, défense contre l'extérieur, il y a l'armée, maintien de l'ordre à l'intérieur.

Ici les détenteurs de la force se divisent : des corps spéciaux sont créés et si leur héroïsme est moins fréquent à la bataille, il n'abonde pas moins au danger.

Sur ces deux ordres de détenteurs de la force j'étudierai l'influence du parasitisme théocratique et je chercherai jusqu'à quel point *les rois de la république* trouvent là des adorateurs aveugles de leur dieu.

Les *lois*, la *justice* et la *force*, ont longtemps suffi à gouverner la masse humaine ; mais, depuis le grand éblouissement produit par l'esprit philosophique, au dix-huitième siècle, depuis que le peuple français s'est levé, à plusieurs reprises, pour

conquérir son libre arbitre et défendre sa liberté, depuis, en un mot, que la souveraineté refusée à l'absolutisme divin, à l'autocratie royale, à la dictature d'une coalition, a été restituée, en principe du moins, à la nation tout entière, un quatrième pouvoir s'est élevé, juge, sans appel, des actes des trois autres.

Ce pouvoir s'appelle, aujourd'hui, *l'opinion publique*.

On peut dire que la France l'a inventé et que c'est de la France qu'il a pris son essor pour rayonner sur l'Europe et sur le monde.

De là est sortie une quatrième fonction souveraine et je groupe ceux qui l'exercent sous le nom de : *directeurs de l'opinion publique*.

C'est sur cette fonction nouvelle que le parasitisme théocratique s'est précipité avec le plus d'acharnement. Ici la lutte est grande, elle compte des victimes et des héros et son étude sera palpitante.

*
* *

Telle est l'organisation des quatre branches de souverainetés dont l'action échelonnée et solidaire a eu pour but de supplanter la prépondérance de la brutalité; par malheur, le *parasitisme théocratique* ronge cette organisation, tend à détruire son équi-

libre et menace de rétablir, définitivement, la *brutalité* dans toute la hideur de sa sauvagerie.

L'étude des fonctions elles-mêmes démontrera cette vérité. Mais, comme ces fonctions empruntent des concours secondaires, rendus nécessaires par le nombre des citoyens et l'étendue des juridictions, je dois, avant d'aller plus loin, dire quelques mots de ce que j'appelle les *fonctions auxiliaires*, qui, elles aussi, sont en réalité « souveraines ».

III

Les Fonctions auxiliaires.

Les irresponsables. — Les magistrats et la basoche. — Les subalternes. — Armée et police. — Bailleurs de fonds et journaux.

Plus le domaine d'une souveraineté est large, plus ceux qui l'exercent sont obligés d'avoir recours à des auxiliaires.

Aussi, partout, le personnel est-il innombrable.

Chose bizarre! cependant, c'est à la fabrication des lois que les collaborateurs manquent le plus.

En effet, lorsqu'on a épuisé la liste des chefs de file : ministres, députés et sénateurs, on découvre que la préparation des lois est, le plus souvent, l'œuvre de quelque chef de bureau résumant le personnel des ministères.

J'aurai donc à me préoccuper de cette catégorie d'auxiliaires, plus importante par la force que par la quantité.

Hélas! pourquoi faut-il ajouter, aussitôt, que la vé-

ritable puissance effective est entre leurs mains, bien plus que dans celles du ministre, du député ou du sénateur; que le plus souvent les tentatives de réforme, les plus intelligentes, échouent uniquement devant la volonté occulte d'un fonctionnaire subalterne, d'un auxiliaire sans responsabilité publique, d'un simple chef de bureau ?

*
* *

Au rebours des fabricants de lois, les dépositaires de la justice disposent d'un personnel innombrable.

Là, après avoir énuméré les *présidents*, les *juges* et les *procureurs*, nous arrivons tout de suite aux *garçons de service*, aux *greffiers*, aux *huissiers*, aux *arbitres* et aux *experts*, aux *liquidateurs*, aux *syndics*, aux *notaires*, aux *avoués* et enfin aux *avocats*.

Ce n'est pas sans intention qu'en tête des souverains auxiliaires j'ai placé le *garçon de service*, alors que j'ai clôturé la liste par l'*avocat*.

Le garçon est l'intermédiaire direct irresponsable et obscur entre les chefs et les subalternes, et j'ai remarqué que, dans les fonctions de ce genre, plus le rôle est petit, plus la puissance est grande.

Aussi j'aurai à expliquer, qu'en matière criminelle, comme en matière civile, il dépend absolument d'un simple garçon de service de peser, effica-

cement, sur des solutions intéressant et la fortune et la vie des citoyens.



Quant à la force, l'ordre des phénomènes est tout différent ; les grandes divisions des pouvoirs, selon que ceux-ci concernent l'extérieur ou l'intérieur, se résument dans le *général* et le *préfet* ; ils ont toute la responsabilité et tous les honneurs ; ils les méritent souvent, mais ils absorbent, ordinairement, plus que de raison, le résultat des belles actions dont l'accomplissement appartient à l'*officier*, au *soldat*, au *commissaire* ou à l'*agent*.

L'influence du parasitisme théocratique sur ces différents auxiliaires est des plus curieuses à étudier et les rois-prêtres du dieu Or dirigent sur eux leurs attentats les plus cyniques.



Pourtant, ce ne sera rien encore, et lorsque j'arriverai aux auxiliaires des directeurs de l'opinion, lorsque, après avoir examiné le *journaliste* et l'*orateur*, je rechercherai comment se recrutent les bailleurs de fonds des propagandes écrites et des propagandes parlées, j'aurai à signaler les trafics les

plus épouvantables , les combinaisons les plus éhontées et le banditisme le plus sauvage.

Et, alors, on comprendra comment il peut se faire que lois, justice et force, dénaturées dans leur essence, détournées de leur but naturel, embrigadées, d'une manière fatale, sous les ordres mystérieux du Moloch-Baal des juifs, bouleversent incessamment toutes les aspirations les plus saines de l'honnête homme qui travaille, jettent le désespoir dans son âme et fomentent les révolutions qui dévorent l'humanité.

IV

Les Fabricants de lois.

Convoitises. — Moïse et Justinien. — Les papes sanctifiant les rentes perpétuelles. — Monts-de-piété. — Fausseté du droit. — Les médecins. — Les financiers. — Hypnotisme. — Nouvelle hypothèque. — Contrainte par corps. — Divorce. — Rachat des chemins de fer. — Transactions. — Les anonymats. — Morale moderne.

LE DÉPUTÉ. — Provincial et parisien. — Solliciteur. — Vieux bonze. — L'homme et l'idée. — Palinodies. — Scandales financiers.

LE SÉNATEUR. — Invalide. — Académicien. — Réactionnaire. — Sauveteur de cabinets. — Un rapport en blanc. — compromissions financières.

LE MINISTRE. — Enrichissement. — Risée des bureaux. — Serf de la haute banque. — Gardien de sérail.

Voici les fonctions législatives; elles consistent aussi bien à surveiller les lois anciennes qu'à en provoquer de nouvelles, soit au point de vue des principes généraux, soit au point de vue des faits particuliers.

Dès lors, deux devoirs s'imposent à ces fonction-

naires : la vigilance à améliorer et la sollicitude à créer.

Hélas ! si j'examine, à la fois, la quantité et la qualité des changements introduits dans la législation depuis le commencement de ce siècle, voici que je découvre seulement une effrayante persistance à maintenir les principes théocratiques des codes passés et une dangereuse ardeur à favoriser, par des dispositions nouvelles, toutes les convoitises des intérêts individuels.

Nulle part je ne vois apparaître un indice révélant, chez les législateurs, une notion des transformations sociales.

Le vieux droit romain domine toujours la législation et, chose remarquable, les seules dérogations qui y aient été introduites ont été empruntées soit aux *bibles israélites*, soit aux *bibles catholiques*.

Je donnerai d'abord un exemple pris en matière purement financière, c'est-à-dire en ce qui paraît être le plus éloigné des préceptes de morale pieuse qu'on croit être la spécialité des dogmes religieux. Le voici :

En droit romain le prêt à intérêt était admis ; la loi des Douze Tables en avait fixé le taux à 12 0/0. Objet de plaintes nombreuses, l'intérêt fut prohibé, rétabli, modifié par des lois successives.

Justinien eut la singulière idée de fixer des taux

divers, selon la qualité des personnes : les *personnes illustres* pouvaient emprunter à 4 0/0, les *commerçants* à 8 0/0 et les *autres citoyens* quelconques à 6 0/0.

J'appelle l'attention sur ce système bizarre, parce que j'y reviendrai tout à l'heure.

Or, à l'époque où la France était sous l'entière domination de l'Église et où les juifs n'étaient pas en faveur, le prêt à intérêt fut prohibé par ordonnances royales et notamment par la déclaration de Philippe le Bel à Poissy, en 1302, puis par l'ordonnance de Blois.

D'où, grand émoi parmi les capitalistes catholiques, car, de par l'Évangile, prêter à intérêt, c'était commettre un péché.

Mais ce bon monsieur Tartufe, qui, pour n'avoir pas encore été chanté par Molière, n'en existait pas moins dans toute sa splendeur, suggéra l'ingénieuse idée suivante :

Il ne faut pas prêter, il faut vendre.

« Il est avec le ciel des accommodements. »

Avant tout, écartons le péché !

Que l'emprunteur se fasse *vendeur* et déclare qu'il *vend* 5 francs de *rentes perpétuelles* à un certain prix à débattre ; mais, bien entendu, avec droit de rachat, à toute époque (le droit de rachat, c'est le jubilé juif, voyez le premier volume, page 38). Dès

lors, ce n'était plus le *prêt défendu par l'Église*, c'était une *vente à réméré*.

— Qui veut 5 fr. de rente ? disait l'emprunteur faux vendeur.

— Moi, répondait un prêteur pseudo-acheteur. Je vous l'achète moyennant 50 francs.

Et le marché était conclu.

Et le monsieur, qui donnait 50 fr. d'une rente de 5 fr. *n'était pas un prêteur à 10 0/0 ! Oh ! non ! grand Jéhovah !* c'était l'acheteur d'une rente constituée, avec faculté de réméré. Voilà tout !

Il faut croire que les personnes pieuses qui avaient emprunté à 10 0/0 eurent, *après coup*, un scrupule de conscience, car de bons prêtres se demandèrent si la chose « était licite ». On consulta le pape et, à 32 ans de distance, le pape Martin V, par sa bulle de 1423, et, ensuite, le pape Calixte III, par sa bulle de 1455, devançant Loyola, rassurèrent les prêteurs audacieux et les emprunteurs timorés, en déclarant *parfaitement licites*, les constitutions de rentes que je viens de décrire ; aussi devinrent-elles d'un usage général. *Et voilà comment les papes catholiques ont favorisé l'éclosion des RENTES PERPÉTUELLES dont les gouvernements modernes font un si bel usage.*

Sur ce point le code catholique avait triomphé, luttant de subtilité avec le code israélite ; celui-ci prit bientôt sa revanche de concert avec le vieux

droit romain et, en 1789, le *prêt à intérêt*, jusque-là proscrit, fut rétabli, si bien qu'il pénétra ensuite, sous le numéro 1905, dans le Code civil aujourd'hui en vigueur.

On alla, même, plus loin : tout comme l'empereur Justinien, nos législateurs ont créé un *taux* pour les *commerçants* et un *taux* pour les *particuliers* ; ils n'ont pas, il est vrai, osé favoriser d'un *taux* spécial les « *personnes illustres* », mais tout le monde sait qu'en fait notre *haute et illustre banque* se procure de l'argent à très bon compte, pour le prêter ensuite très chèrement. Quant aux *pauvres*, les monts-de-piété leur prêtent à 10 et 15 0/0.

J'avais donc raison d'affirmer que nos codes s'étaient inspirés de toutes les bibles et en avaient distillé toutes les juiveries, pour les mettre au service du parasitisme théocratique. Aussi les escobarderies s'y sont tellement donné rendez-vous, que la science du droit, devenue elle-même une *vraie religion*, a eu ses *prêtres* qualifiés *jurisconsultes*, et ses *schismes*, dont une sorte de *concile*, appelé *Cour de cassation*, infallible comme le *pape*, cherche constamment à effacer les disparates, en fabriquant un corps de doctrines qualifié *jurisprudence*.

Or, cette *jurisprudence* n'est pas autre chose qu'un masque ajusté, après coup, aux difformités nombreuses de toutes nos lois ; s'emboîtant à des

difformités, le masque est devenu difforme lui-même ; de telle sorte qu'on ne saurait imaginer à quel point ont été aggravées les iniquités, les idées fausses, les invraisemblances et les imbécillités.

*
* *

Il semble donc que, pour améliorer notre législation, il soit nécessaire de choisir les représentants du pays, non seulement parmi les plus éclairés, mais, encore, parmi les plus indépendants, c'est-à-dire, parmi ceux qui, ayant vu de près toutes les erreurs et toutes les difformités, n'ont jamais voulu s'incliner devant elles et les accepter comme dogme.

Il n'en n'est rien, et c'est purement le hasard de l'intrigue qui fait sortir de l'urne le nom des élus.

Je n'ignore pas que, très souvent, les électeurs ont cru bien faire en choisissant des *avoués*, des *avocats*, des *notaires* ; mais justement ces hommes, vivant du droit et ayant établi leur budget sur les vices et les difformités de la législation, n'ont aucune envie de faire disparaître les causes de leurs bénéfices annuels.

Il leur faudrait une dose de générosité et une grandeur d'âme que le métier étouffe promptement en eux.

J'expliquerai plus bas, lorsque je m'occuperai des

auxiliaires, comment l'intelligence des basochiens est invinciblement déprimée et la rectitude de leur jugement inévitablement faussée.

En dehors de la légion des basochiens, les législateurs se recrutent encore parmi d'anciens magistrats entachés des mêmes défauts; parmi des fonctionnaires, qui, empreints de la routine administrative, ne veulent point en sortir, parce que cette routine est la raison d'être de leurs fonctions.

Les législateurs se recrutent aussi parmi les gros propriétaires, ceux-là sont jugés; puis parmi les commerçants et les industriels; il y aurait là une pépinière à innovations ou à réformes utiles; par malheur, celles qu'on agite n'ont presque jamais un caractère général et les luttes qu'elles engendrent ont, pour marque d'origine, des combinaisons de boutique.

On trouve, çà et là, quelques professeurs, quelques prêtres de différents cultes; on trouve, enfin, en assez grand nombre, des médecins.

Ceux-ci étudiant la nature, qui est le réel, ont le sens plus droit que ceux étudiant la religion, qui est le fictif; sortes d'experts ès corps humain, réputés psychologues et, certainement, dissecteurs, ils paraîtraient donc, au premier abord, devoir posséder les aptitudes les plus sérieuses à diagnostiquer les

plaies sociales, causées ou négligées par la législation.

Quelques-uns, il est vrai, n'ont point trompé cette attente ; mais pourquoi y en a-t-il si peu ?

Le mode d'élection a favorisé l'avènement des illustrations de clocher ; or, il est malheureusement vrai que la profondeur scientifique et la largeur des vues décroissent en raison directe de l'éloignement du lieu où siège le gouvernement ; de là des insuffisances et des exagérations dont le point de départ s'est, presque toujours, trouvé entre le presbytère et la mairie.

Planant sur ces diverses catégories où grouillent les candidats législateurs, petite par le nombre, terrible par sa force, apparaît la secte des financiers.

Ceux-ci, presque toujours d'une ignorance épaisse et d'une vanité incommensurable, incarnent l'avidité, la cupidité et la corruption.

Les plus imbéciles d'entre eux achètent, brutalement, leur collège ; ceux qui veulent paraître savants s'intitulent économistes.

Sous cette dénomination ils affectent de parler un jargon bizarre, obscur par intention, incompréhensible en fait, mais très sonore dans ses mots ; d'autant plus sonore qu'il y a toujours, au fond de leurs paroles, le tintement d'une pièce d'or.

Les quelques orateurs de cette bande sont de

véritables endormeurs ; acrobates habiles à jongler avec les chiffres, ils assomment leur auditoire et quand celui-ci ne comprend plus, il se dit naïvement : « Ça, c'est de l'intérêt général ! »

Alors, dans son demi-sommeil, il croit entrevoir, au bout du doigt du célébrant, l'hostie jaune de Moloch-Baal, mystère de la pièce d'or ; le sommeil aidant, la pièce étincelle comme un diamant et, l'hypnotisme arrive. Tout à coup, une secousse ébranle l'endormi ; c'est la fin du discours et le commencement du vote. — Triomphe de Moloch-Baal !

Cette victoire est ordinaire à l'orateur financier ; toujours elle a agrandi le regard de la masse des auditeurs.

Être financier ! entrer dans une affaire financière ! émarger, en maint endroit, des jetons de présence ! être dans la confidence des grands coups de bourse ! quel rêve !

Aussitôt, tout doucement, avoués, avocats, notaires, anciens juges, anciens préfets, professeurs, prêtres quelconques et même médecins, tout cela bouillonne.

Tout cela bat la fièvre et tout cela se dit qu'à côté des milliards de l'État, il y a les millions des sociétés anonymes.

Et, là-dessus, allez donc leur parler des grandes

réformes sociales, allez donc leur dire que tout n'est pas pour le mieux, dans le meilleur des codes possible, vous verrez comme vous serez reçus !

Ah ! s'il s'agit de créer une banque et si, par hasard, les lois existantes ont commis la maladresse de receler un obstacle ? vite on réformera ; les vieux procédés d'hypothèque, parfaits et solennels hier, empêchent-ils une danse de millions ? aussitôt on les constate vermoulus et ridicules. Au nom du progrès, à bas la routine !

Et vite le vieux code est rajeuni !

Un abus invétéré, la contrainte par corps, qui avait résisté à des siècles de plaintes, menace-t-il de peupler Clichy de tous les souteneurs du gouvernement en fonction (j'ai suffisamment désigné l'Empire) ? vite, au nom de l'humanité, on réforme le Code et l'abus disparaît comme un songe.

Je n'en finirais pas, si je voulais énumérer les modifications, dictées par des intérêts inavouables, et qui, néanmoins, ont mis fin, *par hasard !* à des abus et à des injustices.

Je passe sur le *divorce* qui, répondant à un besoin public, n'a trouvé de difficultés sérieuses qu'en ce qui concerne la *liquidation des biens* entre époux.

Car, il faut le dire, sexuellement, tout le monde admettait le divorce.

Mais, au point de vue financier, mais à l'égard du changement que le divorce apporte dans la réalisation des « espérances », joli mot dissimulant la cupidité d'hériter, tous les intérêts étaient en éveil.

Les scrupuleux, les dévots, ceux qui ont eu l'hypocrisie d'invoquer le dogme, même en ne pratiquant pas, n'avaient, au fond, je le tiens pour certain, d'autre terreur que celle de perdre un héritage convoité.

Comme mari, on met la femme à la porte, mais, comme père, on réserve ses droits sur les fortunes à venir.

Or, financièrement, le divorce, seul, dépouille les époux et non pas la séparation.

Laissons ces calculs ignobles aux Tartufes qui, trafiquant du mariage, ont d'avance préparé les scandales de leur intérieur.

Hâtons-nous de traverser l'histoire, en négligeant les petites bassesses, pour arriver à la grande infamie de cette époque, celle qu'on a le mieux su couvrir du masque des intérêts généraux, en l'environnant de toute la phraséologie jésuitique du jargon économique :

LE RÉGIME DES CHEMINS DE FER.

Pendant un certain temps, les chambres républicaines avaient unanimement crié bien haut qu'il fallait en finir avec le despotisme des Compagnies,

qu'il fallait, énergiquement, procéder au rachat et restituer à l'État, c'est-à-dire à la nation, des droits qu'une coalition d'accapareurs, dirigée par l'Empire, avait odieusement confisqués.

Pendant des mois, les échos de nos palais souverains avaient retenti des arguments les plus convaincants, les plus clairs et les mieux étudiés en faveur du rachat ; députés et, même, sénateurs étaient partis en guerre !

Eh quoi ! cela crevait les yeux !

Les routes à rainures de fer où l'on va plus vite, comme les routes à simple empierrement où la course est plus rude, tout comme les canaux, ces routes automatiques, comme les rues, pavées, macadamisées ou boisées, étaient une propriété essentiellement nationale !

En écrivant ce dernier mot, je dois dire, tout de suite, aux jésuites de la loi, qui contesteront mon expression de *propriété nationale*, que la rue gérée par la commune, la route ou le canal, soumis au département, ne sont classés ainsi que par délégation nationale : qu'en un mot une nation autonome, comme est la France, possède ses voies de communication, directement, ou par intermédiaires, mais *toujours pleinement*, et que les appellations administratives ne changent absolument rien au fait.

Donc la nation française est propriétaire de toutes ses voies.

Un jour, on a conçu l'étrange idée de choisir les meilleures, de les perfectionner par le système ferré, et de dire à une coalition d'hommes : Vous régnerez sur ces chemins, nul n'échappera à votre puissance, la France entière vous payera la dîme et, par ce moyen, vous concentrerez entre vos mains toute la fortune publique.

Une simple comparaison :

Que deviendrait le maire de la plus humble commune, s'il donnait, à une société, droit de haute et de basse perception sur la place publique et sur la rue principale, sous prétexte que ladite société a planté des arbres, posé des bancs et bordé les trottoirs ?

Évidemment, d'abord sifflé à outrance, il serait honteusement expulsé de sa commune, sinon reconduit à coups de triques !

Eh bien, ce qu'un maire n'aurait jamais osé faire, il s'est trouvé deux souverains pour l'accomplir !

Quelque vingt-cinq ans après, une république s'éveille ; elle constate la spoliation et déclare bien haut, par l'organe de ses mandataires, qu'elle va y mettre un terme.

Alors, phénomène étrange ! des discussions s'élèvent ; des parleurs et des écrivains, économistes à

tous crins, sans honte de se démentir à court intervalle, découvrent, tout à coup, un amoncellement d'impossibilités et arrachent de l'étui à poussière les vieux principes économiques de la grande science.

Les bandits ont confisqué la propriété de la nation ? il serait *immoral* de la leur reprendre ; et comme, vu le milieu, l'immoralité n'était pas encore un argument assez topique, les économistes ont ajouté, soudain, que *cela serait ruineux pour le pays !*

Bon nombre de sénateurs pleuraient, déjà, sur la désorganisation économique de la France !

Mais tous les députés avaient promis un chemin de fer à leurs électeurs ; pas de chemin de fer, pas de réélection ; là était le grand argument en faveur du rachat, car les compagnies ne se montraient point disposées à construire la masse des petits chemins électoraux.

Le plus grave, c'est que, réellement, accomplir le rachat sans paralyser la féodalité financière régnante, c'était exposer le pays à une crise épouvantable. Et faire tous les chemins sans opérer le rachat conduisait aussi à une ruine imminente.

Au fond qu'importaient et la crise et la ruine, s'il y avait réélection ?

Par un phénomène extraordinaire, nos élus souverains sont arrivés, en rognant sur leur prétention

première, à faire accepter aux compagnies assez de chemins de fer pour sauvegarder les apparences, et, alors, nous avons assisté à la grande déroute des principes, à la grande campagne contre l'*opportunité* du rachat, à la consolidation la plus inouïe de la féodalité financière, et, tout cela, sous la forme, simple, en apparence, de *conventions nouvelles* avec les compagnies.

Les députés, moyennant une somme modique, ont obtenu une carte de circulation ; les sénateurs ont applaudi et le parlement républicain, tout comme l'avait fait l'Empire, a vendu la France aux prêtres de Moloch-Baal.

*
* *

Comment cela a-t-il été possible ?

La chose est bien simple : une ordonnance et une loi, prétendues d'intérêt général, avaient tout préparé, dès l'origine.

L'ordonnance a pour auteur le roi de l'agiotage qui, en 1831, créa l'anonymat du titre au porteur.

La loi est due à l'Empire et à ses législateurs qui, en 1867, ont ajouté à l'anonymat du titre l'anonymat de l'association.

Toutes les démoralisations de notre époque découlent de ces deux anonymats.

Des gens, qui eussent cru déchoir rien qu'à être

vus derrière un guichet financier, se sont jetés à corps perdu dans tous les tripotages.

Les anciens nobles et les nouveaux, les parvenus d'hier et ceux d'aujourd'hui ont communiqué sous les mêmes *espèces*, à l'autel de Moloch-Baal; sous prétexte de crédit, ils se sont emparés de toutes les forces vives de la nation et, sous des formules scientifiques, ils ont organisé le servage du travail à leur profit exclusif.

Dès lors tout un monde de souteneurs d'abus s'est recruté, associant puissamment les vols anonymes aux fortunes sans nom; et j'en serai réduit à expliquer, plus loin, pourquoi il faut attribuer à la loi de 1867, sur les sociétés anonymes, les défaillances grandissantes qui se sont abattues jusque sur la phalange sacrée des dépositaires de la justice.

En fait, la morale moderne repose entièrement sur ce principe étrange : *tout est permis pourvu qu'on ne le sache pas*.

Pendant un certain temps, la jurisprudence avait ajouté : *tout ce que la loi ne défend pas est permis*.

Mais, petit à petit, les législateurs ont laissé passer les permissions au travers des défenses, et la jurisprudence, imitant et aggravant cette erreur, a favorisé à son tour les manœuvres les plus extraordinaires.

Je suis obligé de borner ici mes constatations, car,

avant de les vérifier par l'étude des dépositaires de la justice, je dois parcourir la liste des plus hautes fonctions qui s'agitent autour de la fabrication des lois.

LE DÉPUTÉ.

Y a-t-il en France un citoyen qui, en s'offrant aux suffrages des électeurs, ait eu pour but unique d'améliorer la situation du pays ?

Je ne voudrais pas me prononcer carrément pour la négative, n'ayant pas eu connaissance des intentions ; mais ce que je puis affirmer, ayant connaissance des faits, c'est que le député patriote, uniquement inspiré par le désir de réformer toutes les plaies sociales, est encore à l'état de mythe.

Généralement, le député de province arrive à Paris avec l'intention bien arrêtée d'obtenir, pour sa circonscription, tous les avantages possibles ; d'obéir, s'il le peut, à toutes les clauses de son programme ; de décrocher un portefeuille, s'il se sent l'aplomb nécessaire ; ou, tout au moins, de manœuvrer de telle sorte qu'il se perpétue sur son siège dans une série de réélections.

De la circonscription voisine, du département voisin, du pays tout entier, il n'a garde de se préoccuper d'avance ; cela viendra... à l'occasion.

Une fois dans le palais législatif, il contracte des liaisons ; il prend, comme on dit, l'air du bureau ; puis, quand il a suffisamment appris l'art d'être à propos dans les couloirs, à la buvette ou sur son siège, il tâte les commissions et entoure les ministres.

Alors commence le siège des demandes ; les ministres, sachant que les provinces font le nombre, leur accordent, généralement, plus de faveurs ; aussi, en dehors des élus ayant

une étiquette par trop hostile au gouvernement établi, la majorité se recrute-t-elle parmi ceux qui, de nuance indécise, peuvent sans trop de scandale être qualifiés d'officieux.

C'est ainsi que se constitue la grande masse des votants, gens généralement muets, mais assidus à voter pour le ministre qui a écouté ou écouterait avec faveur leurs requêtes électorales.

Quand le ministre a tant accordé qu'il ne peut plus accorder davantage, il est usé. A la première occasion, et à propos d'une question, un peu grosse par les mots, mais dont les électeurs ne connaissent jamais le fond, on votera contre lui et le public assistera, avec stupéfaction, à une crise dite « ministérielle ».

Nouveau ministère, nouvel assaut, parce que les requêtes sont incessantes et les besoins toujours inassouvis.

Nouvelle usure ministérielle, nouvelle question quelconque comportant des mots relentissants; nouveau renversement, nouvelle crise, et ainsi de suite.

Et voilà comment, depuis quatre ans, on a usé sept ministères, celui qui a duré davantage ayant compté dix-huit mois, d'où l'on peut conclure que ce ministère, tombé en mars 1885, a dû vraisemblablement accorder le plus de faveurs.

C'est bien, en effet, ce qui ressort de certains faits signalés et constatés, notamment sur la plainte des députés de Paris.

Le député de Paris est un être à part; il n'est pas précisément nécessaire que son collège électoral soit à Paris; il suffit que, par ses relations et ses fréquents séjours, il ait acquis ce qu'on appelle « le pied parisien ».

D'ailleurs, le député parisien se présente volontiers dans tous les collèges de France; c'est encore le député parisien qui prend, le plus souvent, la parole (les grands parleurs, même élus en province, appartiennent au genre parisien); c'est lui qui organise les oppositions et qui, ordinairement, fait déplacer les majorités.

Il est extrême en tout :

Ou sceptique et viveur, ou austère et convaincu.

Cette dernière catégorie est rare, souvent raillée et il arrive, même, que la conviction et l'austérité valent à ceux qui osent les pratiquer, les épithètes de *pontifes* ou de *vieux bonzes*.

Lorsque, par hasard, une conviction se développe à la tribune, en opposition avec les idées d'une certaine majorité, l'orateur peut être assuré d'avance qu'une fois descendu, il sera accueilli, dans les couloirs ou à la buvette, par cette question :

— Mais, quelle mouche vous pique ? quel diable d'intérêt avez-vous donc ? pourquoi faites-vous ça ?

Si le député ainsi interpellé est un blasé, il répondra tranquillement :

— Ah ! mon cher, j'ai parlé pour mes électeurs.

Devant un pareil argument, tout le monde s'incline, car être réélu, c'est tout.

Si, au contraire, le député est un convaincu, il cherchera à accentuer son attitude et, alors : s'il est jeune, on l'appellera rêveur ou utopiste ; si son âge et son allure inspirent le respect, on murmurerà, tout bas : C'est un ambitieux.

Il ne vient pas à l'idée que, sans un mobile personnel, un mandataire du pays se donne un mal quelconque pour supprimer les abus et pousser au progrès.

Avec un pareil agencement, il est, pour ainsi dire, impossible de voir une réunion de députés se passionner pour une idée.

Un socialiste de haut mérite me disait un jour à ma grande confusion, je l'avoue :

— Ne vous y trompez pas, les foules se passionnent pour un homme, jamais pour une idée.

Foule ou assemblée me paraît être tout un, et l'histoire quotidienne de la Chambre des députés justifie, singulièrement, cette étrange opinion.

Mais, s'il en est ainsi, et s'il n'en peut jamais être autrement, c'est encore une preuve manifeste de la dépression du

cerveau humain, déformé depuis des siècles par l'habitude du culte religieux.

Se passionner pour un homme, statue en chair, ressemble fort à l'idolâtrie d'une statue en marbre; l'idolâtrie est un culte; tout culte implique un clergé, tout clergé suppose une caste ou une sélection ou une coalition.

C'est encore de la théocratie, par suite, du parasitisme.

Est-ce donc à dire qu'on ne trouve pas, en France, une effervescence pour une idée? Faut-il donc que l'idée, s'incarnant dans un homme, lui crée une clientèle dont il sera le serviteur?

Mais cela nous conduit tout droit à la monarchie, et c'est la négation de la république!

Quoi qu'il en soit, cette épouvantable théorie, dont l'application est constatée, explique, surabondamment les votes contraires des majorités applaudissant, chez celui-ci, les mêmes actes qu'elles ont hués chez d'autres. C'est pour l'homme actuel qu'elles votent et non point pour l'idée proposée.

∴

Je n'ai pas l'intention de faire ici des personnalités, mais je ne puis m'empêcher de signaler l'étrange perturbation du sens moral de certain député ayant pris la parole, pendant plusieurs années, sur la situation budgétaire et qui, selon que les ministres en fonction étaient ou non de ses amis, a trouvé, tour à tour, la situation budgétaire merveilleuse en 1879 et 1880; déplorable en 1881 et 1882, excellente en 1883, déplorable en 1884 et très rassurante en 1885.

Cette honteuse palinodie est d'autant plus étonnante que le député en question a toujours été membre de la Commission du budget et a toujours su qu'annuellement la situation devenait de plus en plus grave.

. . .

Lorsque, pour une raison ou pour une autre, le député est fatigué de traverser les périodes électorales, ou craint de n'être pas réélu, il transforme son ambition et cherche à devenir sénateur.

Au Sénat on est bien tranquille, on est moins exposé aux sollicitations des électeurs et on court la chance d'être ajouté à un ministère qui a besoin d'avoir un pied dans les deux chambres.

En présence de ces aspirations, le député devient modéré, affecte des allures de père conscrit et, souvent, il lui est arrivé, étant encore à la chambre, d'y prendre la défense des prérogatives budgétaires ambitionnée par le Sénat.

Pour d'autres députés, les alternatives sont plus agitées.

Soit qu'ils sentent trembler, sous leurs pas, le terrain électoral, soit que leur fortune personnelle leur paraisse insuffisante à satisfaire leurs appétits, soit, enfin, que la même cause gêne leur ambition, ils aspirent à un autre genre de sénat et se jettent à corps perdu dans les affaires financières.

Combien en ai-je vus depuis quinze ans, gravir les sommets escarpés et disparaître dans un gouffre !

Car, de temps en temps, un gouffre est ouvert par la magistrature, et il faut reconnaître que ce ne sont pas toujours ni les plus téméraires ni les plus criminels qui sont jetés à bas.

Généralement, c'est le menu fretin qui saute ; les plus dangereux restent vissés à leur siège et on dirait que les quelques scandales rendus publics ont pour seul but de faire accroire que les inattaqués sont réellement inattaquables.

Hélas ! que j'en dirais long sur ce chapitre si je voulais citer des noms !

Mais pourquoi faire ?

Le mal est surtout dans l'organisation sociale qui assure le

triomphe au parasitisme théocratique. C'est Moloch-Baal qu'il faut écraser, car supprimer l'idole est bien plus simple et plus pratique que de décimer ses adorateurs.

LE SÉNATEUR.

En théorie, le Sénat ne doit pas être autre chose qu'une sorte de conseil des anciens, une assemblée de gens rompus à la pratique des affaires publiques et n'ayant d'autre parti pris que celui de leur vieille expérience.

L'idée de l'immovibilité, généreuse dans un sens, avait un inconvénient tiré de la marche fatale de l'humanité; elle menaçait de transformer le palais du Sénat en asile des invalides.

Il était devenu nécessaire d'infuser un sang nouveau à la vieille institution et, dans ce but, plusieurs modifications ont été introduites, non sans tâtonnements.

Actuellement, l'aspirant sénateur sait fort bien que le Sénat n'est pas le repos définitif, qu'il n'est accompagné d'aucune pension de retraite, et cette circonstance a donné à ses aspirations un caractère plus aventureux.

Entre les dangers de la décrépitude et ceux de l'esprit d'aventure, on n'a pas su trouver un juste milieu; de sorte que, par sa constitution même, le sénateur est appelé à disparaître.

Cela ne se fera pas sans peine et sans lutte.

Le sénateur est, ordinairement, un homme d'État usé, un général âgé, un magistrat récompensé, un grand propriétaire amoureux du passé et fou de conservatisme; plus rarement un grand savant, plus rarement encore une grande illustration des lettres; bref, les transfuges du suffrage universel, c'est-à-dire tous ceux qui s'exilent du mouvement progressif, briguent aisément une place au Sénat.

Le sénateur, qui n'a point d'abord passé par la Chambre des députés, fait peu parler de lui et lui-même parle peu; il

siège, pourtant, en affectant une certaine prétention à je ne sais quelle supériorité plus ou moins justifiée.

Bourré de préjugés, imprégné des traditions cléricales, il a toutes les peines du monde à ne pas rompre constamment en visière à la Chambre des députés.

Le sénateur, sur son siège, n'a que trois passions : ses prérogatives financières, le respect du Concordat et les traditions de gouvernement.

S'il a quelque énergie, c'est pour sauver les ministères ; en quoi il cherche à se venger de ne pas pouvoir les renverser. — Le reste lui importe peu.

L'intérêt des citoyens lui est, même, indifférent à ce point, qu'il ne craint pas de recourir à des supercheries indignes pour échapper au blâme sévère qui lui serait infligé si l'on parvenait à connaître l'énormité de son indifférence.

En voici la preuve :

Un projet de loi, voté par la Chambre des députés, avait réglé *les rapports des compagnies de chemins de fer avec leurs agents commissionnés*. Il ne lui manquait plus que la sanction du Sénat.

En 1882 un sénateur du département de l'Oise avait été chargé de faire le rapport. Pendant trois ans, il le garda en portefeuille.

Cependant, le 26 juin 1885, le *Journal officiel* annonçait enfin le dépôt de ce fameux rapport et, bien qu'il fût un peu tard, on pouvait espérer qu'une solution interviendrait avant la fin de la session. Pure illusion !

Les jours s'écoulaient et la session se termine sans aucun résultat. Alors on s'inquiète, on cherche et on découvre *que le rapporteur avait remis au Président du Sénat une simple feuille de papier blanc*.

Ainsi tous les intéressés — et ils sont nombreux, — les secrétaires du Sénat et le *Journal officiel*, lui-même, ont été trompés par le simulacre de dépôt fait par cet étrange sénateur. Ce jésuite a dû compter sur l'encombrement des pape-

rasses pour faire accroire qu'il avait accompli son travail ; mais si, au premier moment, il a pu induire en erreur jusqu'au Président, que dire du silence de ce dernier ? — Dans tous les cas la durée de son erreur implique une négligence coupable ; et si je dis *négligence*, c'est simplement pour n'avoir pas à écrire le mot complicité.

L'exemple que je viens de donner peut paraître étrange, au premier abord ; au fond il n'a rien qui doive surprendre.

Le projet de loi soumis au Sénat était fort désagréable aux compagnies. Le rapporteur était en même temps sénateur et ingénieur ; il faut savoir que le corps des ingénieurs est divisé en deux camps, l'un dévoué et l'autre hostile aux compagnies.

Il est inutile de dire que le sénateur, dont je viens de narrer le haut fait, n'était point un hostile, sans quoi la feuille de papier remise au Président n'aurait pas été blanche.

Or, les grands loisirs que le Sénat laisse à ses membres, permettent à ceux-ci d'approfondir les avantages qu'offrent aux désœuvrés les conseils d'administration de sociétés anonymes. Malgré les railleries dont on gratifie le conseil des anciens, il est certain que :

Pour être sénateur, on n'en est pas moins homme.

Aussi l'homme use de sa liberté et, entre temps, il se met à patronner les grandes et petites sociétés financières ; dans les grandes, il contracte, en quelque sorte, l'obligation de défendre, au Sénat, tous les empiètements de la féodalité (on vient de voir comment) et il s'en glorifie ; dans les petites, il couvre de son nom un tas de spéculations plus ou moins avouables et il se compromet sans vergogne.

En effet, aussi bien que le député, le sénateur a eu quelquefois à subir les interventions de la justice, j'en pourrais, même, donner des exemples assez nombreux.

Cependant, bien moins que le député, il se trouve mêlé aux

petits scandales de la vie parisienne; il trône moins à Paris qu'en province; il va du Sénat à l'Institut et de l'Institut à un conseil d'administration.

En somme, il y a chez lui plus d'apparat que d'action; peut-être plus de mérite que d'utilité et, au fond, moins de république que de monarchie.

Pour ceux qui sont soumis à l'élection et dont le mandat est renouvelable, la campagne électorale est des plus faciles; le collège des délégués, peu nombreux, a la gentillesse de se déplacer; le programme est généralement simple: la base principale en est, presque toujours, soit l'affirmation, soit la négation de l'existence même du Sénat.

Moins solliciteur auprès des ministres que n'est le député, le sénateur se borne à quelques apostilles; c'est pourquoi les ministres sont presque toujours assurés d'être soutenus par le Sénat.

J'ajoute, en terminant, que je ne ferai point, ici, de personnalité, pour le même motif que j'ai exprimé à l'égard des députés.

LE MINISTRE.

Celui-ci est, presque toujours, ou un ambitieux ouvert ou un ambitieux fermé.

Essentiellement, il est l'expression de la majorité et toujours son esclave.

Exposé à se faire beaucoup d'ennemis, il a, en quelque sorte, l'obligation de se préparer, pour le jour de sa chute, un asile fortifié dans lequel il puisse se défendre contre les rancunes, sous la protection toute puissante de l'or.

Le ministre est généralement riche quand il prend le pouvoir; plus généralement encore, il est très riche lorsqu'il en sort.

Rares, très rares sont les hauts fonctionnaires du pouvoir

qui, pendant leur gestion, ont vu diminuer leur fortune ; presque introuvables sont ceux qui pauvres sont entrés et pauvres sont sortis.

Au point de vue de l'élaboration des lois, le ministre ne fait presque rien par lui-même ; il a, pour cette besogne, une légion de chefs de bureau, lesquels n'ont d'autre préoccupation que de l'induire en erreur.

Placé, de la veille au lendemain, à la tête d'administrations complexes, dont il lui est impossible de connaître tous les rouages, il est bien obligé de s'en rapporter à des subordonnés.

Rarement, il prend l'initiative de réformes législatives générales, sauf celles qui touchent au budget et concernent son département.

On compte ceux qui, arrivés au pouvoir, en ont profité pour mettre en pratique un plan de réformes sociales ; quelques-uns ont donné un corps et fait sanctionner quelques innovations spéciales, mais ils n'ont pas tardé à voir, même en réussissant, de quelle singulière façon on a malmené leur travail.

En présence des corps délibérants, je l'ai déjà dit sous une autre forme, ce n'est point une idée qui triomphe, ou qui est combattue, c'est un homme qui est soutenu ou renversé, suivant les cas.

Le plus souvent encore, phénomène étrange, les ministres au pouvoir sont induits à faire justement le contraire de ce qu'ils avaient annoncé étant ou députés ou sénateurs.

D'où nait ce phénomène ?

Il y a une grande différence entre le mandataire élu et le même mandataire devenu ministre.

Dans son nouvel emploi, il est mis en possession d'un certain nombre de secrets, dont il n'avait pas soupçonné l'existence, au moins quant à leur gravité ou à leur puissance immédiate.

La première préoccupation d'un ministère a toujours été de s'assurer le concours de la haute banque.

L'organisation économique française est si stupide que si un ministère est salué par une *grande baisse* des fonds publics sur les principaux marchés du pays, il est, pour ainsi dire, discrédité dès le premier jour.

La haute banque qui peut ce qu'elle veut, en pareille matière, ne manque jamais de donner ce qu'elle appelle : un avertissement, à ceux dont elle n'est point sûre. C'est ainsi qu'elle a tué le ministère qu'on désigna sous le nom de *grand*; c'est ainsi qu'elle a procédé, en maintes circonstances, pour provoquer des crises qui sont devenues sociales et, ensuite, révolutionnaires.

Qu'il s'agisse d'expéditions lointaines, d'échanges commerciaux, de travail industriel et même de questions religieuses, tout ministère à l'œil fixé sur la Bourse.

Le peuple français est à ce point ignorant que, dans les moments de crises ministérielles, il interroge le mouvement des fonds d'États pour savoir si la solution de la crise est bonne ou mauvaise.

La bande des parasites théocratiques sait cela, elle en abuse à outrance et voilà pourquoi les ministères qui sont responsables de faits dont ils ne sont pas la cause, tremblent incessamment devant Moloch-Baal, qui les dévore sans pitié malgré leur soumission, parce que sa voracité est immense et qu'il ne sera rassasié qu'après avoir dévoré le peuple tout entier.

∴

Triste fonction souveraine ! n'est-ce pas ? que celle de ces esclaves, que saluent les tambours et auxquels les factionnaires portent les armes !

Pauvres fabricants de lois ! pauvres gardiens de sérail !

V

Auxiliaires pour les lois.

**Bureaucrates. — Domestiques grincheux. — Échange de niches. —
La pelote. — Les bourgeois.**

Chaque ministre qui, soit par l'initiative parlementaire, soit par l'initiative gouvernementale, soit, enfin, par sa propre initiative, est chargé de l'élaboration ou du contrôle d'un projet de loi, a recours au personnel de son ministère.

Pris en bloc, ce personnel peut être divisé en deux grandes catégories : les archivistes et les rédacteurs.

Indépendamment de l'appellation qu'on a cru devoir donner à ses fonctions, ce personnel a pour mission de résumer les dossiers, c'est-à-dire de réunir tous les documents législatifs se rapportant à la loi projetée, et de préparer, soit les rédactions, soit les modifications de texte.

Les rédacteurs ont, pour ainsi dire, une besogne

modeste ; mais les archivistes le prennent de haut envers toute nouveauté et avec tous leurs auteurs et, si les premiers raillent, assez volontiers, les rédactions qui leur sont transmises, les seconds ne se gênent pas pour traiter d'ignorants tout le monde qui n'est pas eux.

Le pire, c'est qu'ils n'ont pas toujours tort.

Le personnel de tous les ministères, comme celui de toutes les administrations d'État, se recrute, ordinairement, parmi des jeunes gens auxquels on impose de faire la preuve de leur capacité, ou, tout au moins, d'un temps de travail passé à l'étude. La plus élémentaire de ces preuves égale ou, même, dépasse celles que la nation néglige absolument de réclamer à ceux dont elle fait ses législateurs.

Il en résulte que ces auxiliaires, après avoir passé quelques années dans les bureaux, ont ajouté à leur diplôme d'entrée, pris seulement comme certificat d'études, une dose d'expérience que la pratique seule peut donner.

D'un autre côté, comme les appointements sont toujours faibles, l'avancement très lent et absolument borné à un service subalterne — car il est sans exemple qu'un simple employé civil soit jamais devenu ministre, par la voie hiérarchique — il arrive que les besoins de l'existence prennent une prépondérance extrême sur toute leur attitude, si bien que

leur science incontestable revêt une attitude envieuse et servile qui les rend, finalement, des domestiques grincheux.

Pour les chefs, qui sont appelés directeurs, et pour tous ceux qu'ils résument, tel ministre, tel député ou tel sénateur n'est pas autre chose qu'un monsieur ignorant parfaitement où l'on peut trouver le dossier 3824 et incapable de découvrir le carton Z, série 12, 30° rayon.

Et c'est fini ! ce sont des ignorants, et s'ils trouvent le moyen, sans être « pincés », de faire commettre au ministre une bourde en plein parlement, soyez certain qu'ils n'en laisseront jamais passer l'occasion.

Cette occasion s'est présentée souvent, non seulement depuis une quinzaine d'années, mais, encore, sous les ministères précédents ; néanmoins, comme, sous prétexte d'opinion politique (et, en réalité, à cause du besoin éprouvé par les nouveaux élus de caser leur clientèle), il y a eu, depuis cette même période de quinze ans, de nombreux changements dans les administrations, celles-ci ont, plus que jamais, fait sentir leur tyrannie en mettant dans leurs travaux des lenteurs inouïes, en laissant subsister, dans les dossiers, des lacunes dangereuses.

Après quoi on a vu ces singuliers Français se

frotter, joyeusement, les mains à la pensée qu'ils ont un peu « *fourré dedans* » leur chef, sans qu'ils aient pris garde qu'en même temps ils ont « *fourré dedans* » leur propre pays.

Oui, il y a des projets de lois qui ont dormi des années et, même, des législatures entières dans les cartons d'un simple chef de bureau ; il y en a d'autres qui sont sortis des mêmes cartons si bizarrement accoutrés, qu'ils n'ont pu supporter la discussion publique.

Le même esprit de taquinerie, que je signale de bureaux à législateurs, existe de ministère à ministère.

Des chefs échangent, pendant des mois, des communications n'ayant d'autre but qu'une réciprocité de « niches ».

Combien en ai-je vus renvoyant un dossier à un collègue, *sans lui signaler franchement une lacune* (souvent intentionnelle elle-même) et riant, dans leur barbe, quand le garçon de bureau est parti avec le portefeuille, en ajoutant :

— « Tant pis pour lui ! il cherchera. »

Il cherchera ! et, pendant ce temps, une veuve qui réclame sa pension verra ses enfants mourir de faim.

Il cherchera ! et pendant ce temps un traité de commerce des plus urgents subira des mois de retard et ruinera vingt ou trente industries.

Il cherchera! et, pendant ce temps, une colonne de 2 ou 3,000 hommes, dans une marche dangereuse contre l'ennemi, n'aura ni convoi ni munitions.

Et quand, plus tard, l'histoire cherchera à son tour, derrière le ministre ayant couvert de pareils actes, le nom du *tout puissant* qui a, ainsi, suspendu le gouvernement d'un pays, elle ne trouvera rien.

J'ai trouvé ton nom, moi, valet qui fais le « roi », tu n'es qu'un misérable!

*
* *

Jusqu'ici, je n'ai point compté avec des bassesses plus grandes encore.

Le besoin d'avancer et d'accroître les appointements, avait suffi à engendrer l'esprit de servilisme, allant, j'en atteste Balzac! jusqu'à salir le foyer conjugal.

Le scepticisme, que j'ai relevé dans les fonctions législatives, y a ajouté l'esprit de trafic; aussi, les mutations dans le personnel ont-elles orné l'ancienne domesticité d'une corruption nouvelle.

L'employé supérieur, menacé, comme un simple ministre, de perdre son portefeuille, et n'ayant, derrière lui, qu'une pension de retraite, souvent aléatoire, cherche, comme on dit, à « *faire sa pelote* ».

Qu'on juge de ce que peut produire une pareille disposition, en face des milliers de projets de lois d'intérêt particulier qui s'élaborent, annuellement, sans compter la masse de ceux qui sont compris sous la dénomination générale de *lois budgétaires*.

C'est là que s'exercent le mieux les manœuvres souterraines des prêtres de Moloch-Baal; c'est là que les parasites de la théocratie aurifère, dont j'ai tracé et tracerai les monographies, manifestent leur toute-puissance.

Les exemples abondent et un volume entier ne suffirait pas à en épuiser le récit (1).

Mais, hélas ! que peuvent devenir, dans un pareil milieu, les fils de bourgeois qui, dans leur famille, ont déjà vu le vin frelaté ou le faux poids arrondir la dot de leur sœur et payer leurs propres examens ; qui, en outre, passant à l'école de droit, y ont appris comment une justice de convention a supplanté l'éternelle équité ; qui, enfin, voient triompher sans cesse autour d'eux et au-dessus d'eux les audaces les plus cyniques ?

(1) Oui, certes ! car j'ai à dessein, omis les « petits attachés », nouveau genre de parasites ministériels, qui enjambent la hiérarchie et barrent la route aux anciens fonctionnaires.

VI

Réformes.

Le budget. — L'électorat. — L'école. — Limites d'âge.

Il est trop facile de constater que le premier venu, savant illustre ou immense ignorant, depuis l'avocat jusqu'au concierge, sont aptes à faire un député, un sénateur et, par suite, un ministre.

Aussi, combien, parmi eux, ont une notion nette de ce qu'on appelle le gouvernement, c'est-à-dire l'art de mettre en pratique la synthèse des intérêts généraux ?

Si l'on consulte les faits, la réponse sera désolante.

Aux premiers temps de l'émancipation populaire, plus rares et plus vivement flétris étaient ceux qui abusaient de leur mandat politique au bénéfice de leur enrichissement personnel.

De 1830 à 1870 les scandales ont augmenté, malgré le soin infini qu'apportaient les partis à dissimuler les défaillances de leurs membres.

Aujourd'hui on ne compte plus les chutes et l'on ne peut ouvrir un journal sans s'y heurter à des accusations formidables.

La gauche accuse la droite ; la droite accuse la gauche ; et le centre, accusé des deux côtés, se défend comme il peut en insultant tous ses adversaires.

C'est que l'histoire des emprunts, des concessions de mines, de chemins de fer, d'éclairage, de pavage, de fournitures militaires et civiles est, vraiment, lamentable et que, simultanément, lamentable au même degré est l'indifférence des législateurs à l'égard des intérêts généraux.

Voici un exemple choisi dans les préoccupations budgétaires, celles qui, précisément, semblent dominer plus vivement les esprits :

On sait qu'en dépit de tous les artifices de comptabilité les recettes sont insuffisantes à couvrir les dépenses annuelles. On sait, en outre, qu'en dehors des impôts le Trésor dispose de sommes qu'il emprunte aux déposants, sans leur autorisation, et qu'il est obligé de leur restituer à leur première demande.

Ces emprunts indirects, avec d'autres publiquement réglementés, composent ce qu'on appelle la *dette flottante*, qui s'élève à un milliard et demi.

Rembourser cette dette est un souhait aussi universel qu'il est platonique ; pourtant, en cas

de troubles politiques, elle contient un danger menaçant.

Ainsi, depuis de longues années, l'équilibre du budget inquiète tout le monde ; depuis quatre ans surtout, cet équilibre sert de plate-forme à toutes les attaques contre la République,

Les uns nient, les autres affirment le manque d'argent ; en fait, on n'a, prétend-on, respecté les monopoles que *faute d'avoir eu assez d'argent* pour les supprimer et, tout en disant cela, on leur a emprunté, dans l'ombre, à des conditions onéreuses.

Cependant, en dehors de l'impôt et de l'emprunt, il existe un réservoir métallique d'une richesse inouïe et uniquement alimenté par une série d'abus : c'est, d'abord, la cupidité despotique des propriétaires d'immeubles qui, comme on sait, gardent, pendant tout le bail, les semestres de loyer déposés par les commerçants et encaissent, d'avance, les trimestres des petits locataires en traitant ces derniers avec d'autant plus de férocité que leur mobilier est moins luxueux ; c'est, ensuite, l'avidité de toutes les administrations monopoleuses qui, comme les compagnies de *gaz* et d'*eaux*, se font verser des cautionnements ; c'est la malhonnêteté de ceux qui, sous couleur de cautionnements, volent l'honnête employé auquel ils promettent toujours la fortune par son travail.

Dans tous ces cas, les sommes énormes, abusivement récoltées, ne sont productives d'aucun intérêt.

Dès le mois d'avril 1883, à l'aide du seul moyen qui soit à la disposition des simples citoyens, le pétitionnement, un projet de loi fut rédigé et soumis à la Chambre des députés.

Ce projet était ainsi conçu :

Art. 1^{er}. — « Toute somme dont le dépôt aura
« pour but de garantir l'exécution d'une obligation
« verbale ou écrite est un cautionnement.

Art. 2. — « Tout cautionnement n'aura de valeur
« légale que si la somme le représentant a été
« déposée, avec affectation spéciale, à la Caisse des
« dépôts et consignations qui en payera l'intérêt au
« titulaire à raison de 3 0/0 l'an.

Art. 3. — « Seront obligatoirement déposés à la
« Caisse des dépôts et consignations :

« 1° Tout loyer versé d'avance et imputable sur
« le dernier terme d'une location ou d'un bail.

« 2° Toute somme versée d'avance aux compa-
« gnies du gaz et des eaux et imputable sur la der-
« nière échéance d'un abonnement.

« 3° Toute somme versée aux mains d'un patron,
« par un employé, en garantie de sa gestion.

Art. 4. « Tout acte, bail, promesse, engagement,
« reconnaissance qui, signalant un dépôt d'avance,
« n'en mentionnera pas le versement à la Caisse des

« consignations sera nul et tous ses signataires
« seront passibles d'une amende de 50 à 300 francs.

Art. 5. « Pendant les six mois qui suivront la
« promulgation de la présente loi, toute personne
« détenant un cautionnement sera tenue d'en opérer
« le dépôt comme il est dit aux articles 2 et 4.

« Disposition additionnelle. »

« Les ressources créées par la présente loi seront
« appliquées :

« 1° A éteindre la dette flottante existante au
moment de sa promulgation.

« 2° A équilibrer le budget.

« Tout solde disponible devra servir à des dégrè-
« vements. »

L'adoption de ce projet de loi devait procurer 1,800 millions au pair et ne coûtant, comme intérêt, que 54 millions par an, pendant que, dans leur ensemble, les 1,400 millions de la dette flottante coûtent 84 millions ; on pouvait donc rembourser la dette flottante, avoir 400 millions liquides et économiser 30 millions sur les annuités.

Malgré toutes les démarches, malgré l'intervention très favorable de la presse, ce projet a dormi pendant plus de deux ans ; c'est seulement en mai 1885 qu'une commission des pétitions l'a accueilli en faisant, toutefois, quelques restrictions en faveur des *propriétaires*.

Tout s'est borné là ; ni le ministre des finances ni celui de la justice, saisis en même temps par la commission, ne se sont occupés de réaliser cette ressource absolument morale et toute prête, d'ailleurs, à subir l'examen parlementaire sous sa forme de projet de loi.

Nonobstant on a voté un emprunt de 300 millions ! ce qui était fort agréable à la *haute banque* ; quant au contribuable ? vraiment qui songe à lui ?

La réforme proposée avait un défaut : elle offensaient les gros propriétaires et beaucoup de sociétés anonymes ; cela a suffi pour que la session et la législature elle-même se terminassent dans un silence complet.

*
* *

A cet exemple j'en pourrais joindre une foule d'autres, tant de l'indifférence parlementaire pour l'intérêt général que de ses complaisances coupables envers le contrôle des finances. — Mais il existe déjà une sorte de nomenclature de ces abus, dont l'auteur est un ancien conseiller d'État, M. le Trésor de la Roque ; je renvoie donc le lecteur à son livre intitulé : *Les finances de la République*, lequel mériterait quelques éloges s'il ne révélait un parti pris à ne choisir, parmi les dépressions morales,

que celles pouvant servir à calomnier le principe républicain.

Il est certain, dans tous les cas, que des réformes s'imposent; malheureusement il s'agit, précisément, de corriger ceux qui ont seuls l'initiative des corrections; la difficulté est donc grande, surtout à cause de la profonde ignorance dans laquelle est entretenue la masse des électeurs.

Espérer que, tout d'un coup, celle-ci s'imprègnera des saines doctrines capables de défendre ses vrais intérêts, serait sans doute aventureux.

Il faut donc faire appel à la conscience des élus en les suppliant d'édicter eux-mêmes, dans un moment de généreux élan, les lois destinées à tenir en bride leurs propres entraînements.

*
* *

Peut-on discuter, sérieusement, qu'un pays autonome comme est la France ne devrait accorder le droit de suffrage qu'à ceux pouvant prouver une instruction élémentaire suffisante? Je ne le crois pas.

On m'opposera des objections de forme ou d'opportunité, mais le fond restera debout.

A fortiori donc pour les élus; tous devraient avoir fait la preuve qu'ils ont étudié en détail le fonc-

tionnement de tous les intérêts dans leurs industries et dans leurs relations extérieures.

Ils devraient, en un mot, justifier d'une fréquentation, d'abord résumée par une *thèse* écrite, puis publiquement soutenue, à quelque chose comme l'école d'administration que la république de 1848 avait instituée et qui serait, sans cesse, tenue au niveau des perfectionnements nés de l'expérience.

Tout cela, bien entendu, *gratuitement* afin que la question d'argent ne favorise pas, au seuil du mandat politique, les œuvres du *parasitisme théocratique*.

On aurait tort de prétendre que les **assemblées** périodiques de la franc-maçonnerie suffisent à éprouver la valeur des hommes.

La *franc-maçonnerie* opposée à la *maçonnerie jésuite* avait du bon : dégénérée en corporation secrète, n'entendant le mutuellisme que comme moyen de faciliter les trafics, elle devient un danger.

Telle qu'elle fonctionne, la maçonnerie est un syndicat d'intérêts dissimulant ses œuvres réelles sous des prétextes humanitaires.

Les députés qu'elle fait triompher au scrutin arrivent à la chambre pénétrés de l'idée de rendre à leur t. . c. . f. . services pour services. Ce n'est pas là le rôle d'un député français, et une statistique serait terrible.

Rien, donc, ne vaut l'épreuve libre, gratuite et publique, de *capacité* dont je viens de noter sommairement la conception.

Avec cette réforme l'électeur serait certain de choisir parmi des « capacités » et, alors, il n'aurait plus à consulter que ses sympathies personnelles.

Actuellement il n'existe rien de pareil et la chambre sert d'école aux députés; il en résulte que les contribuables payent, très chèrement, et leurs ignorances et leurs inexpériences.

Or, si tant est que, parmi les législateurs, il s'en trouve qui, reconnaissant de bonne foi, à la fin de leur mandat, la lourdeur des fautes commises par eux, sollicitent de nouveau le suffrage des électeurs, il est généralement trop tard, parce que ceux-ci, mécontents, ne les réélisent pas et choisissent d'autres écoliers qui leur coûteront aussi cher.

Tel est le cercle vicieux auquel mettrait fin la création d'une épreuve solennelle ouvrant au citoyen les portes de l'éligibilité.

Je signale, pour résumer les autres réformes : 1° Une bonne loi sur les cumuls incompatibles, mise en pratique par les électeurs avant même qu'elle soit votée; 2° quelques modifications dans l'électorat et l'éligibilité.

Des infamies du cumul, je ne dirai rien à cette place, car c'est la thèse de mon œuvre tout entière;

mais j'ajouterai un mot sur les réformes électorales :

Point d'éligibilité avant 35 ans ; il est absurde que le citoyen français soit jugé apte à gouverner son pays quand, et avec raison, il n'est pas jugé capable de choisir tout seul son épouse.

Point d'électeur avant 30 ans ni après 70.

Il faut admettre que l'instruction, plus ou moins élémentaire, n'acquiert sa valeur réelle que par l'expérience ; or choisir un mandataire est plus difficile que choisir une femme.

Le service militaire prend le citoyen à 21 ans, le mariage le prend à 25 ans. Après ces deux épreuves, son jugement doit être formé, sinon il y a folie... Je dois signaler, ici, que les statistiques révèlent un accroissement étrange des crimes de droit commun jusqu'à l'âge de trente ans ; après cet âge la proportion diminue sensiblement ; il y a donc là une période de perturbation morale.

Quant à la limite extrême de soixante-dix ans commune à l'électeur et à l'éligible, elle emprunte sa raison d'être à deux considérations différentes.

D'abord la statistique prouve que cet âge fournit le plus grand nombre des abstentions au scrutin ; ensuite, il est démontré qu'au déclin de la vie l'esprit est las et, par suite, hostile à tout progrès.

La vieillesse est avide de suprématie et de parasitisme. J'ai établi ailleurs que le premier

vieillard fut à la fois le premier prêtre et le premier roi (1).

Enfin, c'est toujours en avançant vers la mort, que l'homme apeuré s'accroche au mysticisme, d'où le spectacle fréquent de conversions venant démentir les actes de l'âge viril.

Sans doute, après 70 ans, on peut trouver des vieillards encore verts, solides du cerveau et du jarret; tant mieux! ceux-là se consacreront aux travaux, dont les fonctions ne laissent pas toujours le loisir aux hommes qui sont dans la force de l'âge.

Mais l'organisation sociale gagnera en validité et en clairvoyance ce qu'elle perdra en cheveux blancs, et les progrès n'en seront pas ralentis.

Il ne faudrait pas croire, pourtant, que ce plan de réforme modifie sensiblement le nombre des électeurs.

Voici, à l'appui de cette affirmation, le chiffre des *votants* à différentes époques :

Proclamation de l'Empire en 1852	8.140.660 votants.
Élections législatives de 1857.	6.136.664 —
Plébiscite de 1870.	9.044.703 —
Élections de 1877.	8.000.000

Or le nombre des citoyens français âgés de 30 à

(1) 1^{er} volume, page 27.

70 ans s'élève à 8,500,000 ; si l'on veut ajouter les jeunes gens de 25 à 30 ans, on obtiendra 10,000,000, chiffre plus près des électeurs inscrits que des électeurs votants. Enfin, si l'on se souvient qu'il n'y a point de votants parmi les soldats sous les armes, on verra que la modification proposée, tout en augmentant les garanties de sagesse, ne diminue pas la majesté du nombre.

*
* *

Au moyen de cette réforme on peut, même, concevoir un état social dans lequel l'honneur aurait sa constatation solennelle, non plus sous la forme tant prostituée d'une étoile d'or émaillée, non plus sous la forme mercantile d'une récompense tarifée, sorte de honteux réméré d'un dévouement vendu contre reconnaissance, mais sous la seule forme digne de l'homme et digne de l'honneur.

En effet, prolonger l'électorat et l'éligibilité pendant cinq ou dix ans après la limite extrême, ne sera-ce pas témoigner éloquentement en faveur d'une vie sage, équilibrée, honorable, véritable épanouissement de l'honneur humain ?

Récompenser l'homme en pleine fonction de son service viril, c'est acheter sa conscience et empoisonner son libre arbitre.

Au contraire, constater, le jour venu, l'austérité d'une vie sans souillure, et cela à un âge où, jusqu'ici et d'après le *désordre* établi, la décrépitude se charge de signer, elle-même, un certificat authentique de débauches et d'improbités, voilà l'exemple ; donc voilà la justice, voilà le droit, voilà l'honneur !

VII

Les Dépositaires de la justice.

Les infailibles. — Tonsure et moustaches. — Personnalisme. — Les perruques. — Récidivistes. — Culte du riche. — Les jurys. — Contradictions du droit. — Les abus de confiance. — Déviation morale de la justice. — Exemples. — L'anonymat. — Étrange jurisprudence. — Le faux n'existe plus. — Les sollicitations. — 1860 et 1867. — Zèle des jeunes, tiédeur des vieux. — Les antécédents. — L'avancement. — Magistrats spéculateurs. — Les plaintes. — L'escroquerie légale. — 23 millions contre zéro. — La finance et la Cour de cassation. — Discipline.

LE PROCUREUR. — Scepticisme. — Mise en scène.

LE JUGE. — Au commerce. — Au civil. — Indépendance et générosité.

LE PRÉSIDENT. — Surveillant. — Les incartades. — Caractères. — Exemples divers. — Juifs et chrétiens. — Le hasard et les avancements.

Les magistrats sont de véritables prêtres ; ils en ont la robe noire et le devoir austère ; si l'un a le vœu, l'autre a le serment ; pour le reste ils se valent et s'entendent à merveille.

Comment voudrait-on que, dépositaires de la justice, ces officiants solennels ne se comparassent pas

un peu aux prêtres, dépositaires sacrés du pouvoir divin dont la justice est, elle-même, une prétendue émanation ?

Pour eux, la comparaison est si étroite qu'ils n'hésitent pas à se croire infaillibles !

En effet, si le pape l'est *ex cathedra*, le juge ne l'est pas moins *ex sede* ; et l'on dit couramment, avec cette rage écolière de fourrer, dans l'argot judiciaire, comme dans l'argot religieux, je ne sais quelle déformation de la langue de Juvénal (qui en pâlerait, s'il l'entendait) : « *Res iudicata pro veritate habetur.* »

N'est-ce pas proclamer audacieusement l'infaillibilité ?

D'ailleurs tout : prétentions, cérémonial, ornements, tout rappelle le culte, par suite le clergé, par suite la coalition contre les intérêts des masses.

Même hors de son siège, on a voulu que le magistrat conservât une allure particulière ; le prêtre avait la tonsure ; le magistrat devait couper ses moustaches et sa barbe ; tout au plus permettait-on les favoris.

En 1859 l'homme qui gardait les sceaux publia trois circulaires. Par la première, il ordonnait aux magistrats de ne plus porter de vêtements de couleur ni de cravate noire ; le frac, le pantalon noir et la cravate blanche étaient la tenue de rigueur. Par

la seconde, il les engageait à s'abstenir de fumer en public. Par la troisième, enfin, il leur imposait de justifier la légalité de leur nom, lors même qu'ils n'auraient ni titre ni particule.

Ces diverses prescriptions, tyranniques dans la forme, cléricales dans leur esprit, étaient, dans quelques-unes de leurs parties, un acte de sagesse.

Toutes celles dont l'effet certain devait être d'uniformiser l'aspect d'un tribunal en fonction, d'empêcher que la justice, rendue par lui, apparût comme l'incarnation de M. X... ou de M. Y..., président ou juge, au lieu d'être, seulement, l'expression du bon droit résultant des faits examinés, toutes ces prescriptions obtenaient un résultat de haute moralité.

Mais celles qui, jusque sur la voie publique, prétendaient imprimer à l'homme le cachet de la fonction, perpétuant ainsi une classification absolument opposée à l'esprit démocratique, ces prescriptions étaient mauvaises et méritaient de tomber en désuétude.

Je sais bien qu'elles avaient aussi un autre but : elles servaient à retenir le magistrat dans un certain respect de lui-même et à faciliter la surveillance du chef suprême ou de ses délégués. Par malheur ! la respectabilité de la magistrature a toujours plus perdu que gagné à cette surveillance,

et, grâce aux principes d'inamovibilité et d'avancement hiérarchique, qui sont absolument inconciliables, le cachet de la fonction, perpétué dans la vie civile, a, surtout, aidé à la corruption des consciences et à la servilité politique de ceux qui ne devraient jamais distinguer entre les partis.

Le gouvernement installé depuis 1870 a donné aux magistrats une plus grande latitude ; mais justement, il est tombé dans l'excès contraire et nous avons assisté, depuis lors, malgré la prétendue réforme de la magistrature, à un personnelisme outré, destiné à mettre en relief tel juge plutôt que tel autre, ce dont la droiture de la jurisprudence a profondément souffert.

On s'est beaucoup moqué en France des perruques solennelles que l'on portait sous Louis XIV et que l'on porte, encore, en Angleterre, dans le monde des fonctions. Sous cette perruque uniforme, toutes les têtes apparaissent les mêmes et, au fond, rien n'est plus favorable au prestige d'un tribunal, car, en effaçant totalement la personnalité de l'homme, on ne laisse en relief que le prestige de la fonction. En France, la perruque n'est plus possible, soit ; mais, alors, qu'on cherche autre chose !



Ceci dit, je ne remonterai pas jusqu'aux origines de la magistrature ; je crois avoir assez nettement indiqué qu'avant 1789 elle était justement accusée de toutes les vénalités, ayant eu, elle-même, l'habitude d'acheter, à beaux deniers comptants, le droit régalien que Louis IX exerçait au pied de son chêne légendaire, et qu'elle exhibe avec orgueil dans une salle suffisamment ornée de boiseries et de banquettes.

Je ne m'occuperai donc que de la magistrature organisée en même temps que le Code civil, dominée par lui, et dont elle doit faire l'application sans y avoir collaboré ; d'où elle éprouve je ne sais quelle sottise jalousie contre ceux auxquels incombe le soin de retoucher ou d'augmenter les lois.

En mainte occasion, d'ailleurs, elle s'est donné le malin plaisir de faire ressortir les inexpériences ou les inconséquences d'un certain nombre de dispositions nouvelles.

Je pourrais citer des cas nombreux ; mais je craindrais d'imposer au lecteur une trop grande fatigue ; aussi me bornerai-je à des faits assez présents à la mémoire de tous, pour que les conclusions que je prétends tirer se dégagent,

sans recourir aux compilations arides des textes.

On sait qu'une récente loi sur les *récidivistes* a remplacé la surveillance de la haute police par l'interdiction, faite aux condamnés, de paraître en certains lieux devant leur être désignés par le pouvoir exécutif, en vertu d'un règlement prévu dans la loi même.

Des difficultés d'un ordre matériel ont été la cause que la désignation des lieux n'a pas été portée, dans les trois mois voulus, à la connaissance des condamnés.

Ceux-ci, que leur situation même révèle comme étant pourvus d'une médiocre délicatesse, ont aussitôt profité de la lacune, pour se soustraire à la surveillance, c'est-à-dire pour rompre leur ban.

Les tribunaux ont été saisis.

Or il s'est trouvé trois cours pour juger que, d'après la loi, le délit de rupture de ban n'existait plus; une seule a eu assez de bon sens pour reconnaître que la surveillance ne serait définitivement supprimée, que le jour où le règlement d'administration publique aurait été promulgué.

Cette solution était si naturelle et si conforme à l'équité que toute divergence d'opinion à son égard est stupéfiante.

Une loi n'est jamais autre chose qu'une protection de l'intérêt public; la surveillance de la police est

une protection essentielle et le même intérêt public commande son maintien tant que ce qui la remplace n'aura pas été appliqué.

Mais voilà ! la loi sur les récidivistes a soulevé la désapprobation d'un certain parti dont elle n'était pas l'œuvre.

Ridiculiser son auteur et ceux qui ont voté pour lui, était un acte « politique » ; dès lors foin de l'intérêt général ! Les récidivistes sont subitement devenus sympathiques ; des gens qui ne leur eussent pas tendu la main leur ont ouvert les bras et, avec les bras, la *jurisprudence* ; conclusion : la masse des citoyens, troublée dans sa sécurité, voit, non sans stupéfaction, la magistrature donner raison à des repris de justice.

En fait, la loi ne contient aucune *suppression*, mais seulement la *substitution d'une peine* à une autre.

Or, a-t-on jamais entendu dire, lorsque le Président de la République commue en travaux forcés une condamnation capitale, c'est-à-dire *substitue*, par grâce, une peine à une autre, qu'entre le moment où la commutation est prononcée et celui où elle est signifiée, puis entérinée, le condamné doit être libre ?

Nul assurément n'oserait articuler une semblable énormité.

On l'ose cependant à propos des récidivistes

puisque des magistrats *avisés* prétendent, sans souci du bon sens, qu'entre la promulgation de la loi supprimant la surveillance et la signification du règlement désignant la relégation, il y a suspension intégrale de toute pénalité.

Que dire après cela du retard apporté à la signification de ce règlement?

Sûrement, il a dû s'égarer dans quelque dossier servant à son élaboration.

Il est, dans tous les cas, impossible de mieux prendre sur le fait la collaboration de l'indifférence professée par les *auxiliaires des lois*, avec la fausseté de jugement (pour ne pas dire plus) dont font preuve les *dépositaires de la justice*.

*
* *

Je n'aborderai pas l'attitude de la magistrature à l'égard des décrets sur les *congrégations religieuses*.

Dans cette affaire, les origines théocratiques de nos codes se sont merveilleusement alliées à la confraternité de la magistrature et du clergé.

Je veux arriver, directement, à la férocité avec laquelle les dépositaires de la justice appliquent la fameuse maxime évangélique :

« A chacun qui a, il sera donné, et à celui qui n'a
« rien cela même lui sera ôté. »

Si jamais précepte évangélique a dominé les cervelles magistrales, c'est bien celui que je viens de rapporter.

Le culte du riche et la présomption de bon droit que la fortune lui monopolise est un des préjugés inhérents à la corporation judiciaire; elle le laisse éclater dans tous ses actes et dans toutes ses institutions; il n'est pas jusqu'à sa manière d'*assister* les indigents, pour leur faciliter l'accès du prétoire, qui ne soit, à la fois, une amère ironie et une épouvantable hypocrisie.

J'aurai l'occasion de m'expliquer à cet égard au chapitre des *Auxiliaires*, lorsque je m'occuperai de l'*assistance judiciaire*.

Il me suffira de constater, pour le moment, que toute l'organisation de la justice est basée sur des paiements tarifés et minutieusement réglementés. Le malheur est que l'intervention de l'argent est passée de l'état de *conception défectueuse* dans la théorie à l'état de *préjugé juridique* dans les faits; qu'en conséquence il faut écrire au fronton de ses palais :

Pas de justice pour le pauvre !

Au criminel, comme au civil, cette formule est un axiome; au civil, elle supprime l'exercice de tout droit; au criminel elle crée une présomption défavorable à l'accusé.

Longtemps, on avait cru trouver dans les jurys un salubre obstacle aux entraînements des juges. C'était une erreur.

Les jurés mal choisis, siégeant en nombre insuffisant, et ne pouvant, à aucun degré, représenter l'opinion publique, « juge souverain des grands crimes », les jurés, dis-je, se laissent entraîner de plus en plus par le préjugé de la caste sociale et surtout par le *roman des antécédents*.

Dix fois sur quinze, ils admettent plus facilement l'assassinat commis pour voler 100 francs (souvent moins) que le faux ou l'abus de confiance commis pour voler un million.

Pourtant, dans l'ordre logique des probabilités, l'assassinat a mille chances de plus que le faux d'être découvert et, en outre, il révèle une rude partie : cent francs ou mille francs contre la guillotine sont des enjeux de désespérés.

La misère peut, quelquefois, expliquer l'assassinat, mais la soif des jouissances millionnaires est comme avouée par les grands faux ou les grands abus de confiance.

Quoi qu'il en soit, voici comment jurés et magistrats témoignent que leur conviction est faite et voici comment ils mesurent les culpabilités.

En août 1885, le jury de Seine-et-Marne, revenant sur une condamnation capitale prononcée par

le jury de la Seine, a condamné un horloger, nommé Pel, aux travaux forcés à perpétuité pour avoir assassiné sa servante, Élise Bœhmer.

Pas de preuves, point de cadavre, disparition d'Élise, voilà tout.

Cela étant, le ministère public, représenté par M. Quesnay de Beaurepaire, a dû, suivant son habitude, employer le système des *antécédents*. Ceux-ci étaient, je l'avoue, peu sympathiques; non que l'horlogereût un casier judiciaire! — jamais il n'avait été condamné; — mais son aspect était répugnant, sa vie fermée, et les commérages avaient pullulé; il avait commis le crime de se parer de titres, ou de diplomes, ou de décorations qu'il n'avait pas le droit de porter; sa mère étant morte, il avait dit : « ça y est ! » Il était veuf, remarié, séparé de sa seconde femme; enfin la servante, prétendue tuée, lui avait prêté, je crois, 1,800 francs.

Aussi, l'avocat Quesnay s'en donna à cœur joie, c'est-à-dire qu'il comméra, à faire pâlir de jalousie tous les portiers de la capitale.

Pour lui, aucun doute : Élise Bœhmer est morte et c'est Pel qui l'a tuée. — *Travaux forcés à perpétuité.*

Maintenant voici où éclate la beauté de la magistrature.

M. Quesnay de Beaurepaire, avocat général en

cour d'assises, peut, aussi, être appelé à conclure dans un procès civil.

Or, imaginez que les héritiers d'Élise Bœhmer se présentent devant le tribunal civil pour être « envoyés en possession » de sa succession et écoutez le même avocat Quesnay :

— « Les héritiers produisent-ils l'acte de décès ?
« non, Messieurs ! cette preuve nous manque. Dès
« lors, sais-je, moi, si la succession est ouverte ?
« sais-je, même, si Élise Bœhmer est morte ? Ne re-
« paraîtra-t-elle pas demain, dans un an ? En pareil
« cas la loi permet la nomination d'un administra-
« teur, mais non pas l'ouverture de la succession ;
« pour moi, la mort du *de cujus* n'est pas établie.
« Je conclus au débouté de la demande et à la con-
« damnation aux dépens. »

Ainsi, de la même voix et du même geste, l'avocat Quesnay pourra déclarer, aux jurés, qu'il est certain qu'Élise est morte, et, aux héritiers, qu'il n'en sait absolument rien.

Et cette malheureuse créature, assez morte pour entraîner la condamnation d'un homme à la peine capitale, puis, comme par précaution, aux travaux forcés, ne l'est plus assez quand ses héritiers veulent jouir de ses biens.

La logique aurait voulu que Pel fût condamné à la surveillance, pendant le temps fixé par la loi, pour

déclarer l'*absence* d'une personne disparue sauf, à statuer, après ce délai expiré.

Dans tous les cas, le meurtre précité aurait eu pour mobile l'annulation d'une dette pouvant s'élever à 1,800 francs environ, — soit une sorte de vol.

Voyons maintenant comment les jurés punissent les vols non accompagnés d'assassinats supposés ou constatés.

Vers la fin de juillet 1885, la cour d'assises des Alpes-Maritimes a rendu deux arrêts, à deux jours d'intervalle.

Le premier arrêt a condamné à *trois ans* de prison un individu coupable d'avoir *volé trois saucissons et un fromage*.

Le second arrêt a *acquitté* un individu qui, investi des fonctions de maire et de conseiller d'arrondissement, était accusé *d'avoir détourné 88,000 francs*.

Aucun doute dans les deux cas, les accusés ayant avoué.

Voici un autre exemple :

Un agent de change, ayant ruiné plusieurs familles, par des détournements s'élevant à près de 400,000 francs, avait été condamné, par la même cour d'assises, à quatre ans de prison.

Il se pourvut en cassation et l'affaire revint devant la cour d'assises du Var. Celle-ci, deux jours aupa-

ravant, avait condamné à la *réclusion* deux individus coupables d'avoir *émis vingt francs de fausse monnaie*.

Mais l'agent de change, qui avait volé 400,000 fr. *dans un département voisin*, lui a paru, probablement, moins coupable ou « plus digne d'égards », car la peine de quatre années de prison a été réduite à dix-huit mois.

Je pourrais multiplier les exemples; les constatations seraient les mêmes et conduiraient à cette conclusion : que le *petit vol* est sévèrement puni et que le *grand vol* appelle toutes les indulgences.

Or, cette immoralité se multiplie, surtout depuis que les procès financiers, cessant d'absorber les tribunaux civils ou correctionnels, ont abordé les cours d'assises.

Ce déplacement est presque une nouveauté.

Pendant longtemps, la juridiction des assises n'avait eu à connaître que des vols brutaux ou compliqués d'assassinats. Le détournement et l'abus de confiance, commis par les hauts seigneurs de la bourgeoisie, aspirant à la féodalité financière, étaient ou rares ou facilement étouffés.

D'où vient leur fréquence actuelle? Est-ce à dire que les parquets ont plus conscience de leur devoir? ou que les cris des plaignants sont plus retentissants?

Problème difficile à résoudre ! mais, étant donnés les résultats de ces procès, mieux vaudrait, peut-être, leur étouffement que l'écœurant exemple d'impunité ou d'indulgence dont ils sont l'occasion.

Les jurys des départements se vengent ou pardonnent avec un égal excès ; ils manquent, dans tous les cas, du sang-froid nécessaire au juge ; et il n'est pas rare d'apprendre que des procureurs généraux sollicitent le renvoi de certains procès *à une autre cour*, pour cause de suspicion légitime. C'est ce que fit le procureur général d'Aix en octobre 1882 dans une affaire de fausse monnaie, ayant eu quelque retentissement ; il donnait pour motif que les accusés possédaient, à Marseille, une haute influence de parenté et d'amis et que la presse locale avait passionné l'opinion publique,

C'est un triste spectacle que de voir la dépression morale de la finance envahir jusqu'aux plus petites localités et arriver jusqu'à déshonorer l'indépendance des jurys.

Le mal vient de loin et de haut ; l'exemple a été donné par la magistrature, même quand elle fonctionne seule, c'est-à-dire, lorsqu'elle juge sans jurés et applique la peine en même temps qu'elle en établit la légitimité.

L'origine de cette déviation morale est, toute entière, dans la nécessité où la magistrature s'est

trouvée d'interpréter et d'appliquer la loi sur les *sociétés anonymes*.

L'anonymat lui a procuré de telles surprises, elle a trouvé au fond des *statuts* des noms si retentissants et jusque-là si respectés, qu'elle s'est effarée en perdant, du même coup, la notion du bien et du juste, dont elle s'était dévotement habituée à prendre la mesure sur la *qualité des personnes* (1).

Sans remonter aux scandales du Directoire, de la Restauration, de la monarchie de 1830 et même du second Empire, n'avons-nous pas vu des idoles de l'aristocratie se mêler, effrontément, aux affaires spoliatrices et violatrices des lois? n'avons-nous pas

(1) C'est encore ainsi : voici un exemple datant du 6 octobre 1885 :

Plusieurs journaux, entre autres l'*Intransigeant* et la *Ligue* (en date des 8 et 7 octobre 1885) ont annoncé l'arrestation d'un financier, très estimé, paraît-il, et qui, grâce à ses relations, avait pu escroquer de fortes sommes d'argent à de nombreuses victimes : la dernière était un *simple caissier*.

Voici comment ces journaux, reproduisant *identiquement* le même texte, d'origine *officielle*, incontestablement, terminent leur entrefilet :

« Malgré toutes ses démarches il (le caissier) ne put être « payé. Après avoir restitué personnellement l'argent à la « caisse, le caissier porta plainte.

« Un personnage TRÈS HAUT PLACÉ ayant, également, formulé une autre plainte, LE PARQUET S'EST DÉCIDÉ A AGIR (!) »

On le voit, c'est bien du cynisme ; et il est inconscient, au point que la plume m'en tombe des mains !

vu des *princes de Broglie* dans l'*Union générale* et, plus récemment encore, des *Clermont-Tonnerre* dans la honteuse affaire de la *Compagnie de réassurances générales*, créée par le cynique Erlanger?

Il semble néanmoins que cette dernière affaire, encore chaude des décisions humiliantes du tribunal de commerce, ait eu le don de réunir toutes les complicités de haut lignage.

On trouve là, parmi les condamnés de juillet 1885 : un ancien procureur général *M. Clément Simon*, un ancien conseiller d'État *M. Alfred Blanche*, un ancien préfet, ancien député, ancien conseiller d'État, *M. Léon Chevreau*, et enfin un ancien avoué, *M. Petit Bergonz*; tous CHEVALIERS OU OFFICIERS DE LA LÉGION D'HONNEUR !

Et ces gens-là ignoraient la loi ! et ils ont administré ou fondé une société nulle, parce que les *actionnaires souscripteurs étaient ou des insolubles ou des êtres imaginaires* ! — et le capital était de 35 millions !

*
* *

D'aucuns ont prétendu que cette société d'assurances cachait, au fond, une propagande politique ; la politique aurait donc atténué, aux yeux des administrateurs, l'incorrection des moyens employés ? il

s'agissait, d'ailleurs, de politique impériale ; mais, vraiment, l'excuse est piteuse.

Quoi qu'il en soit, leur responsabilité civile a été engagée par un jugement émané du tribunal de commerce.

Malheureusement, dans la plupart des cas, la responsabilité consacrée par les juridictions civiles, manque de sanction, et les spéculateurs malhonnêtes y échappent très facilement. C'est alors qu'apparaît la nécessité de la juridiction criminelle.

Or, je vais montrer comment celle-ci pratique son intervention :

Il est entendu que, dans une société anonyme, le capital seul est responsable, mais que les administrateurs sont reprochables dans la limite de leur gestion.

La théorie admise par la loi est donc que, gains ou pertes, sont au compte de l'être fictif social, sauf à apprécier les actes de l'administration.

Or il arrive ceci : l'être social est ruiné, mais les administrateurs s'enrichissent.

En cas de sinistre, ces mandataires le prennent à l'aise envers leurs mandants et se contentent de donner leur démission, en « déplorant la fatalité des circonstances ». Cependant, ils ont perdu le capital, « ils ont dissipé des deniers, marchandises, « etc., au préjudice de leurs propriétaires, qui ne

« les avaient remis que pour en faire un usage « déterminé. » L'article 408 du Code pénal a beau appeler cela *abus de confiance*, il est très rare que les magistrats soient d'accord avec le Code pénal.

Les usages de la Bourse, les pratiques des agents de change, la juiverie des trafics, la hausse et la baisse, tout cela vient s'interposer entre la spoliation et les spoliateurs.

Les exemples abondent; je me bornerai à choisir le plus récent en date; les faits s'étant déroulés devant la chambre des appels correctionnels de la Cour de Paris en juin 1885.

Je préciserai les circonstances pour éviter le vague des interprétations, mais je mettrai des prénoms arbitraires pour ne pas égarer l'attention :

Un sieur Pierre était, en même temps, président du *Comptoir industriel de France* et principal propriétaire d'une société dite *des Transports*. Le Comptoir industriel de France avait en portefeuille des obligations des *Messageries fluviales de Cochinchine*; la *Société des transports* avait en portefeuille des actions du *Comptoir industriel de France*.

Or Pierre, comme président et administrateur délégué du *Comptoir industriel de France*, se fait remettre, par un employé, 3,200 obligations des *Messageries fluviales*, sous le prétexte de payer un

certain Jacques, marchand de publicité; la remise des titres fut consignée sur les livres.

Le même jour, Pierre, cette fois comme principal propriétaire de la *Société des transports*, enregistrait sur ses livres un achat fait à Jacques de 3,200 obligations des *Messageries fluviales*, moyennant 800,000 francs; le même jour, encore, la *Société des Transports* vendait à son tour, à Jacques, 1600 actions du *Comptoir industriel de France* pour le prix de 800,000 francs.

Tout ce tripotage se résume à ceci :

L'administrateur du *Comptoir industriel de France* prend, dans la caisse, 800,000 francs de titres, soit-disant pour payer une dette sociale; l'individu qui est censé avoir reçu ces 800,000 francs de titres est censé également les échanger contre 800,000 francs d'actions du *Comptoir industriel de France*, possédées par la *Société des transports*; comme résultat, l'arrêt de la cour déclare que cette double opération et ces écritures mensongères imposaient au *Comptoir industriel de France* une perte de 500,000 francs pendant que la *Société des transports* gagnait la même somme; c'est-à-dire que le même personnage s'enrichissait de ce qu'il faisait perdre à la société qu'il administrait.

Le juge d'instruction avait vu dans cette opération une *escroquerie*; le tribunal correctionnel de pre-

mière instance y avait vu un *abus de confiance*; mais s'était déclaré incompétent, ce crime appartenant à la cour d'assises. Eh bien, la cour d'appel, jugeant au correctionnel, n'a vu là dedans *ni crime ni délit*.

Or les arrêts de la cour d'appel servent à former la jurisprudence que consacre, ensuite, la Cour de cassation. Aussi statue-t-elle en ajoutant à ses dispositifs des considérations générales.

C'est ce qui a été fait, le 24 juin 1883, sous la présidence de M. Boucher-Cadart; mais au fond ce président n'a rien innové, il a seulement appliqué la jurisprudence courante, laquelle, une fois de plus, va se manifester dans toute la splendeur de sa dépression morale.

L'arrêt argumentera sur le sens du mot *confiance*; il trouvera que les titres n'ont pas été *confiés* à l'administrateur, pour en faire un usage *spécialement indiqué* et que, par suite, il n'y a pas *abus de confiance* dans le sens de l'article 408.

Il oubliera, seulement, que si, matériellement, il n'y a pas eu de titres remis pour un emploi particulier, il y a eu *mandat confié* pour gérer la chose commune et que l'*abus de confiance* est, ici, un *abus du mandat confié*, c'est-à-dire, exactement la même chose; il oublie aussi que, d'après l'art. 1992 du Code civil, le mandataire est responsable du *dol* qu'il commet et que ce même article renvoie, pour

le dol, précisément à l'*abus de confiance* détaillé dans l'article 408 du Code pénal.

Ainsi la vérité absolue, inspirée par la morale ; de même que la vérité conventionnelle écrite dans les petits paragraphes numérotés, qui composent le code, sont ici parfaitement d'accord.

Tout cela n'a pas empêché la cour d'appel de déclarer que le fait précédent, « si indélicat et si « répréhensible qu'il puisse être, ne *tombe sous* « *l'application d'aucun article* » !

On pense bien que les juges ne se sont pas contentés de formuler l'impunité ; ils sont obligés, d'ailleurs, de motiver leur décision ; et voici les raisons singulières qu'ils ont invoquées :

« Les manœuvres spécifiées n'ont pas eu pour
« effet de déterminer la remise des valeurs, car
« l'employé les a délivrées, sans difficulté, à l'ad-
« ministrateur qui avait autorité pour les obtenir
« contre décharge. »

On croit rêver, en lisant une pareille affirmation ; l'administrateur, chef suprême de l'employé, ne lui a pas dit et n'avait pas à lui dire quelle était l'opération qu'il combinait ; le fait seul d'user de sa qualité pour se faire remettre les titres, suffit à qualifier la manœuvre ; par suite, l'énoncé même de la cour suffit à combattre ses conclusions :

Continuons :

« Les écritures mensongères ont eu plutôt pour
« but de préparer des justifications ultérieures que
« d'obtenir la délivrance des valeurs. »

Préparer des justifications ultérieures est un pur chef-d'œuvre ! mais invoquer une pareille considération pour atténuer la manœuvre, alors qu'au contraire elle révèle la *préméditation la plus absolue du dol, de la spoliation et de la tromperie envers la société*, c'est dépasser les limites de l'invraisemblance.

Or, les deux considérants qui précèdent ont eu pour but d'écarter le délit d'*escroquerie*.

Ce n'est pas tout ; la cour ajoute :

« Les valeurs étaient à la disposition de l'administrateur délégué en sadite qualité, mais elles
« ne lui ont jamais été remises, pour en faire un
« emploi déterminé à l'avance, dans le sens de l'art.
« 408 du Code pénal. »

J'en demande pardon à la cour, mais l'administrateur *se remettant à lui-même* des valeurs, c'est absolument la *société les remettant à son mandataire pour en faire l'emploi, essentiellement déterminé, qui consiste à ne pas les dissiper à son préjudice* ; et, loin d'écarter l'abus de confiance, ce même énoncé le justifie pleinement.

Voici le bouquet. La cour dit encore :

« Enfin les cessions, portées sur les écritures,

« ayant *juridiquement* existé, il n'y a pas faux. »

Ainsi, écrire sur un livre-journal, produit en justice, une cession *constatée mensongère* ne constitue pas un faux !

Je sais bien que la belle jurisprudence exige, généralement, une contrefaçon ou altération matérielle, pour caractériser le faux ; mais l'article 147 n'en déclare pas moins que la « fabrication de conventions, dispositions, obligations ou décharges, « en écritures de commerce ou de banque » CONSTITUENT LE FAUX.

Or, inscrire des cessions imaginaires et des opérations fictives dans un livre destiné à leur donner un caractère de vérité, c'est, essentiellement, *fabriquer des conventions, obligations, etc.*, sinon, il faut dire que la langue française, en usage dans le Code, est simplement du tonkinois.

L'affaire dont je viens de m'occuper contient, en outre, les mêmes agissements que ceux relevés dans le célèbre procès de l'*Union générale* et qui ont valu à leurs auteurs le maximum de l'amende et cinq ans de prison.

Comment se fait-il qu'ici ils ont abouti seulement à une amende réduite ?

Il y a mieux : les administrateurs du *Crédit général français* ont fait, absolument, ce que l'on a reproché à ceux de l'*Union générale* et à ceux

du *Comptoir industriel*, et ils ont été acquittés !

Il est vrai que, depuis, on a relevé contre quelques-uns d'entre eux : MM. d'Erlanger et Berthier, exactement les mêmes délits que ceux ayant entraîné la condamnation, *en première instance*, des administrateurs du *Comptoir industriel de France*, avec la même redoutable réserve d'un fait qualifié crime et impliquant, non le tribunal correctionnel, mais la cour d'assises.

Il est vrai que le tribunal de commerce a mis au compte d'Erlanger, notamment dans l'affaire de la *Compagnie de réassurances générales*, des faits de souscriptions fictives allant jusqu'à dresser des listes d'actionnaires n'ayant jamais existé, même dans le Bottin, et impliquant la nullité d'une société au capital de 35 millions !

Mais tout cela est secondaire. Les condamnations civiles n'effrayent pas des gens qui savent faire disparaître tout ce qu'ils possèdent de *visible* en France, et, pour peu que la cour d'appel correctionnel généralise, à leur profit, les considérants d'atténuation ou d'innocence qu'elle a appliqués, le 24 juin 1885, à certains députés et aux financiers du *Comptoir industriel de France*, tous les Erlanger du monde peuvent dormir sur leurs deux oreilles, ils ne seront pas incarcérés, pas plus, d'ailleurs, que ne seront indemnisées leurs victimes.

Ainsi se vérifierait le pronostic que j'ai dû formuler lorsque je me suis occupé spécialement d'Er-langer (1).

*
* *

Ces disparates, ces étrangetés, ces justices diverses seraient-elles donc une règle générale dont l'avenir ne nous affranchira jamais?

Tous les magistrats sont-ils donc démoralisés?

Tous? Non, heureusement.

Il y a encore, en France, des cœurs loyaux, des natures droites qui, même à travers les préjugés de tradition, sentent jaillir leur indignation.

Ce qu'il y a? le voici :

Il y a, sur les tribunaux, une pression occulte, puissante, tenant lieu, pour eux, des influences de famille qui passionnent les jurés.

Il y a des sollicitations incessantes.

Ce n'est pas moi qui le dis. Je n'aventure pas une affirmation audacieuse ou, seulement, légère.

C'est un membre de la magistrature, un président : *M. Ruben de Couder*, qui parle :

En pleine audience, cet honnête homme a porté la formidable accusation suivante, dans un procès relatif à un nommé Lepelletier, qualifié « d'ancien conseil du *Crédit de France* ».

(1) 1^{er} volume, page 279, note.

« Le tribunal, dit-il, regrette qu'on ait fait agir
« auprès de lui des influences et des recommanda-
« tions qui, bien loin d'être utiles aux prévenus, ne
« pourraient que leur nuire, car elles semblent être
« un aveu indirect de culpabilité. »

Que penser, lorsqu'on s'aperçoit que ce même magistrat est celui dont la cour d'appels correctionnels vient de détruire, aux trois quarts, le jugement dans l'affaire du *Comptoir industriel*, au moyen des considérants dont j'ai, plus haut, exposé la surprenante économie?

Devant ces diversités de principes et ces subtilités d'interprétation, à l'aide desquelles on opère, entre les coupables de même ordre, de véritables sélections, le moraliste est effaré et se trouve mal à l'aise pour dégager ses conclusions.

Je me refuse à croire à une dégénérescence essentielle de la conscience humaine, affectant, spécialement, les dépositaires de la justice.

Mais il y a, évidemment, un phénomène psychologique.

Avant 89 et la liquidation sociale qui l'a suivi, l'arbitraire était une habitude prise et le culte de Moloch-Baal ne cherchait même pas à déguiser sa brutalité.

Depuis, on a voulu réorganiser, on a, surtout, cherché à faire disparaître les traces de tout ce qui

rappelait le régime du bon plaisir. Mais le parasitisme théocratique veillait et, dès lors, il a imprimé je ne sais quel caractère hypocrite à toutes les réglementations, pour leur donner les apparences d'un grand souci scientifique des intérêts généraux.

Aussi les doctrinaires de l'économie politique officielle sont-ils de véritables jésuites dont la suprématie s'est, graduellement, affirmée pendant la première moitié du dix-neuvième siècle et a triomphé définitivement en 1860 et en 1867.

En 1860, par la célèbre réforme économique du second Empire ; en 1867, par le complément de cette réforme : la loi sur les sociétés anonymes.

Quant aux dépositaires de la justice, ils sont demeurés affolés devant ces innovations ; instinctivement, ils ont cherché leur voie ; ne pouvant se reconnaître au milieu des intérêts divers nouvellement créés, ils se sont, naturellement, reportés à leur ancienne boussole évangélique dont j'ai, tant de fois déjà, reproduit la maxime : *væ miseris ! Malheur aux pauvres !* Mais la réciproque est éclatante : *bonheur au riche !*

De là à regarder avec admiration, puis avec envie, se dérouler l'orgie des millions, il y avait un pas ; il fut franchi : gagner beaucoup d'or sans qu'on le sache, était une *tentation terrible !*

Les magistrats y ont succombé ; les procureurs

généraux ou premiers présidents, comme les autres; le procès de l'agent de change Barraïa, jugé à Nice, au commencement d'août 1885, en donne une preuve nouvelle; les témoignages recueillis ont été accablants sur ce point spécial; mais ces révélations épouvantent les magistrats.

De là des alternatives de colère et d'indulgence pour les hommes de la finance et, instinctivement, une grande vénération pour le succès, quels qu'en aient été les éléments.

Car, c'est un fait : par moments on dirait que la magistrature se mette en colère contre les financiers.

Seulement, qu'on y regarde de près :

Si le condamné par la morale est aussi un vaincu définitif du dieu OR, son affaire est claire et la sévérité sera inouïe. Mais, si le condamné par la morale est demeuré du dernier bien avec Moloch-Baal, alors, l'indulgence sera maternelle.

Cependant, quelquefois, des jeunes magistrats, pleins de sève et croyants, s'attaquent à un colosse en fonction d'accaparement. Celui-ci, un moment surpris, regarde, ne dit mot et s'incline en souriant. Jamais, dans ce cas, les solutions ne sont graves.

De son côté, le jeune magistrat avance, puis il vieillit; alors, il rentre dans l'*uniformité* magistrale et incarne tous les préjugés de la corporation; bien mieux : quand il en sortira, d'une façon quelconque,

il se joindra, lui-même, aux sociétés anonymes et donnera son nom :

Ainsi : M. Cazeaux, ancien magistrat, est administrateur de la *Société des Immeubles de France*.

M. Clément Simon, ancien procureur général, a administré la *Compagnie de Réassurances générales*.

M. Numa Baragon, ancien magistrat, a administré le *Crédit de France*.

Après ce que je viens d'écrire se douterait-on, aujourd'hui, que des hauts seigneurs comme *Rothschild, Biesta, Decaze, Cibiel*, etc., ont été condamnés à indemniser certaines personnes lésées par leur façon d'administrer les forges de Decazeville ?

Se douterait-on qu'à leur adresse, un substitut du nom de Vaney a osé prononcer les paroles suivantes :

« J'admets les intentions les meilleures de la
« part des défenseurs (Rothschild, Decaze, etc.), mais
« ce que je n'admettrai jamais, c'est que, sous le
« couvert d'une société anonyme, société essentiel-
« lement de capital, il soit possible à un conseil
« d'administration d'accomplir, sans responsabilité
« aucune, les actes et les expédients que la loi
« interdit absolument à tous les débiteurs, et qui
« les exposent à des atteintes et dans leurs personnes
« et dans leurs biens. »

Les actes et les expédients reprochés à Rothschild

et autres par le substitut Vaney, consistaient à avoir créé une circulation de papier, à avoir eu recours à des emprunts indirects, jetant, ainsi, la fortune d'autrui dans les hasards d'une entreprise à laquelle ils ne sacrifiaient rien, parce qu'ils en connaissaient parfaitement les dangers. — Ils furent condamnés; seulement — il y a un seulement — les indemnisés n'étaient pas, comme on pourrait le croire, de vulgaires porteurs de titres; c'étaient des BANQUIERS ! De sorte que la magistrature avait daigné protéger des banquiers contre d'autres banquiers.

L'éloquence du substitut Vaney perd, donc, beaucoup de sa valeur, et sa prose pleine de sens, que je viens de citer, n'arrive, en somme, qu'à faire mieux ressortir le préjugé féroce avec lequel un Vaney, devenu président, a dirigé les débats d'une affaire célèbre connue sous le nom de *drame de Neuilly*, jugée par la cour d'assises de la Seine en février 1877.

Il s'agissait d'un débiteur nommé Godefroy, accusé d'avoir tué d'un coup de pistolet son créancier nommé Courtefois.

Aucun témoin n'avait assisté à la scène; l'accusé affirmait que sa prétendue victime s'était suicidée.

Voici les débuts de l'interrogatoire mené par le président Vaney :

« Le 8 septembre, dit-il à l'accusé, un *honnête*

« *homme a été tué, dans votre salon, avec ce pistolet.* »

Le magistrat ne doute pas ; pour lui l'accusé est coupable ; aussi, comme, un peu plus tard, ce dernier, constamment malmené, croyait pouvoir protester en disant : « Je suis un homme d'honneur ! » Vaney lui coupa la parole par deux fois en lui disant : « Non ! » et comme le défenseur protestait, à son tour, faisant valoir que son client n'était encore qu'un accusé, l'étonnant Vaney répondit :

« — Je dis et je répète, avec toute l'autorité de mon caractère, que l'accusé n'est pas un homme d'honneur. »

Est-il nécessaire d'ajouter, après cela, que Godefroy fut jugé bien moins sur le fait du meurtre, au quel personne n'avait pu assister, que sur les probabilités qui furent tirées de ses antécédents.

Parmi ces antécédents, il en est un tellement extraordinaire, que le seul fait de l'avoir formulé amena, dans la presse, une explosion d'indignation.

Le président Vaney, fouillant, en pleine audience, la vie de l'accusé, osa lui reprocher *d'avoir été le produit d'un adultère commis par sa mère.*

Toute la genèse des antécédents est là ; Godefroy était un prolétaire parvenu, un brasseur d'affaires, peu sympathique si l'on veut ; et *sa vie privée* accusait certaines débauches ; mais rien de tout cela n'im-

pliquait la férocité d'un assassinat qui, au fond, lui était inutile, car il ne le déchargeait d'aucune dette.

Les preuves matérielles ont fait défaut, néanmoins la condamnation a été : dix ans de travaux forcés.

J'ai rapporté cet épisode de droit criminel, parce que les transformations morales du substitut Vaney en président du même nom me semblent de nature à donner une notion exacte de l'état morbide auquel est en proie la magistrature. — Cet état a deux phases distinctes : l'une qui se développe au point de départ de la carrière, c'est l'*ataxie* de l'avancement ; l'autre, qui se fait sentir au point d'arrivée, c'est-à-dire lorsque l'avancement est si voisin de la retraite qu'il se confond presque avec elle ; c'est l'*asthénie* de l'ambition.

Cette dernière phase ouvre l'ère des impertinences, contenant, bien plus qu'on ne saurait le croire, le total des petites déceptions et des menues humiliations subies pendant la période ascendante.

Or la soif de l'avancement n'est pas seulement l'œuvre d'une ambition acceptable, elle est aussi la résultante des besoins impérieux de la vie matérielle.

Ici éclatent les dangers de la fascination millionnaire.

Il est certain, dans tous les cas, que, célibataire ou marié, le magistrat a le vouloir absolu de pos-

séder assez de fortune pour être *à tout jamais* à l'abri des aléas et, surtout, pour ne jamais être aux prises avec les difficultés qu'il juge quotidiennement, lui-même sachant mieux que personne ce que vaut l'aune de sa justice.

Nul n'échappe à cette nécessité financière ; aussi bien le magistrat recruté parmi les grandes fortunes que celui, plus rare, recruté parmi les fortunes médiocres ; la raison en est simple : le mouvement agioteur a eu pour résultat direct de majorer le prix de toutes choses, depuis le pain jusqu'au logis ; et tel magistrat ayant passé pour riche il y a trente ans, s'il est resté honnêtement conservateur de son revenu, est, aujourd'hui, dans une gêne relative ; s'il a des filles, il est pauvre.

Dès lors, un sentiment de cupidité naît en lui à l'aspect de ces joueurs qui, dans 48 heures, savent gagner en bourse plusieurs millions. Dès lors, invinciblement et même inconsciemment, un respect s'implante dans son esprit : le respect du spéculateur heureux ; un culte s'impose : le culte du milliardaire omnipotent, qui lui, matériellement au moins, ne peut plus jamais déchoir à la médiocrité.

Dès lors, et par une conséquence toute logique, il sent un profond mépris pour le spéculateur qui succombe, mépris haineux, car une peur y est mêlée.

J'ai dit, plus haut, que les magistrats avaient,

comme d'autres gogos, mordu à l'appât des gros bénéfices anonymes, tendu, par les faiseurs, à l'avidité publique.

Or, quand un faiseur succombe, ses livres saisis révèlent des noms ; et on ne saurait croire combien sont interminables les listes de curés et de magistrats s'étant laissé séduire par la promesse de bénéfices à 30 0/0.

Il y a, même, actuellement, à Mazas un spéculateur aussi justement puni que devraient l'être plusieurs milliers d'autres ayant échappé à la justice, et qui avait eu la spécialité d'attirer les capitaux des magistrats et des prêtres.

Je l'avais désigné d'ailleurs, dans la partie documentaire du premier volume, comme résumant, assez parfaitement, l'idéal des procédés agioteurs dont il fallait supprimer la pratique.

Il avait choisi la banque juive pour adversaire ou pour victime, cela même lui avait valu une bonne part de sa clientèle.

Or, en constatant sa chute, je ne puis m'empêcher de la rapprocher de celle de l'*Union générale* ; celle-ci était qualifiée banque catholique et luttait contre la banque juive ; or la banque juive comptait, parmi ses membres les plus puissants, le financier Erlanger ; bizarrerie des choses ! la justice tourne depuis des années autour de ce dernier, comme si elle

n'osait pas le toucher, alors que, en un tour de main, elle a écrasé tous ses anciens adversaires !

*
* *

D'où vient cela ?

Pourquoi les parquets livrent-ils tel accusé aux chambres correctionnelles célèbres par leur sévérité et tel autre à celles connues pour leur indulgence ?

Pourquoi, enfin, tel autre accusé est-il écarté de l'audience publique et réservé à l'instruction secrète, qui l'innocente ?

Car, il faut bien qu'on le sache, le citoyen voulant user du droit de citation directe pour parler en audience publique — (et il ne se résigne, généralement, à prendre cette voie, qu'après avoir éprouvé l'inertie des parquets et leur disposition à ne pas donner suite aux plaintes portées devant eux), — ce citoyen, dis-je, est encore obligé de *faire viser* son assignation par le parquet qui, seul, peut lui désigner sinon la chambre, du moins le jour.

Donc, au seuil de tout débat correctionnel, on rencontre le parquet, lequel représente, comme on sait, l'action publique.

Aussi, en dehors des indulgences ou des acquittements scandaleux, jugés en public, c'est au parquet que revient la responsabilité de l'impunité accordée à des milliers de voleurs.

Je veux bien admettre que, placé en face de plaintes innombrables, dont un grand nombre ne sont pas sérieuses, les substituts éprouvent quelque fatigue et s'abandonnent à quelques négligences.

Cependant, toutes les fois qu'un financier connu, est l'objet d'une plainte, le parquet est en éveil; on peut être certain que ces sortes de plaintes sont lues soigneusement et que, s'il n'y est pas donné suite, c'est qu'il existe une opinion faite, d'avance, une sorte de préjugé, lequel n'est jamais la conséquence d'une discussion contradictoire.

Malheur au plaignant qui ose, après cela, essayer de la citation directe! le ministère public lui sera ou hostile ou indifférent, et comme, dans les deux cas, il n'aura pas eu la possibilité d'apporter des preuves que le procureur de la République peut seul obtenir, il ne pourra pas faire valoir ses droits.

C'est bien pis, encore, quand il s'agit d'un crime; là, le citoyen ne peut absolument rien sans le concours du parquet; seul celui-ci a le droit de mettre en mouvement la cour d'assises.

Il dépend donc absolument du parquet, pouvoir occulte et non contrôlé par le citoyen ou par l'opinion, de soustraire au grand jour de la discussion publique les agissements financiers les plus frauduleux et les plus dangereux à l'intérêt public.

En outre, les parquets ont une manie : elle con-

siste à décriminaliser les faits servant de base à la plainte.

90 fois sur 100, lorsque, par hasard, le plaignant a eu l'heureuse chance d'être appelé, il s'entend dire : « Adressez-vous aux tribunaux civils. »

Or, pour qui connaît la procédure civile, les embarras, les lenteurs, les chicanes et les obstacles de toute sorte dont elle entoure la production des preuves qu'elle permettra d'offrir à l'examen du tribunal, la réponse du parquet équivaut à un déni de justice.

En effet, les escroqueries, abus de confiance et faux, commis en matière financière, ne peuvent se prouver, dans la plupart des cas, qu'au moyen d'une saisie, faite à l'improviste, des livres sociaux.

Or, le seul fait d'être avisé par un exploit d'huissier, donne au coupable tout le temps nécessaire pour faire disparaître les preuves de son méfait.

Bien mieux : grâce aux lenteurs de la justice civile, le voleur peut impunément disparaître avec l'argent volé, même en prenant ses aises et narguant ses victimes !

*
* *

Ce qui me reste à dire est épouvantable. Subtilités, sélections, insouciances des dépositaires de la justice, tout cela n'est rien ! ils font plus : au nom du

droit ils osent inscrire à côté de la loi des jurisprudences torses qui permettent, ni plus ni moins, de commettre légalement tous les délits que les législateurs avaient voulu atteindre et punir.

Voici une doctrine professée par la chambre des appels correctionnels, présidée, le 24 juin 1885, par M. Boucher-Cadart — (affaire du *Comptoir industriel de France*).

Cette doctrine condense, habilement, toutes les doses d'indulgence que les dépositaires de la justice pourront tenir en réserve pour sauver les financiers qui leur seraient « recommandés ».

Il s'agit encore des sociétés anonymes et, tout particulièrement, d'une facilité étrange à constituer un capital social *sans bourse délier*.

C'est-à-dire que le procédé licite va consister à ne pas verser de métal pour se procurer des titres, et à ne garder ceux-ci que le temps nécessaire à exciter la Bourse, pour les revendre avec bénéfice ; *c'est le jeu sur parole dans toute la beauté de son parasitisme*.

La fameuse loi de 1867 exige, on le sait, le versement réel du quart du capital souscrit.

D'après la jurisprudence que je signale, voici comment, désormais, on pourra établir le capital d'une société anonyme :

Je veux constituer un capital de 4 millions, dont

un million versé. Dans ce but, je m'entends avec huit ou dix personnes et, ensemble, nous souscrivons la totalité des actions ; puis nous tirons des traites, à trois mois, par exemple, pour obtenir, par l'escompte, la somme de 1 million ; c'est ce million que nous faisons passer sous les yeux du notaire et, lors de l'assemblée constitutive, nous pouvons déclarer que le quart a été versé en espèces.

C'est le moment de rappeler que la société anonyme est, essentiellement, *une société de capital*, comme disait le substitut Vaney, et que ce capital est seul responsable.

Mais cette responsabilité n'est réelle que si le capital est libre et liquide.

Or, par le procédé que je viens d'indiquer, le *capital versé est intégralement dû*, avant même que la société ait fonctionné.

On m'objectera que les fondateurs ne sont pas encore l'être social ; *maîtres Jacques*, ils n'ont que le tablier de cuisinier, et ne revêtiront qu'après la casaque du cocher.

On dira également, que le souscripteur est engagé pour les quatre quarts ; que, par suite, le premier million peut être dû et perdu, cela importe peu, parce qu'il y a encore trois millions à verser ; je répondrai que le capital à verser est une simple hypothèse ; qu'en effet, je n'ai qu'à recommencer,

pour un second million, mon émission de traites, afin de pouvoir dire que mes actions libérées de moitié sont au porteur et, par suite, afin de les négocier en Bourse.

Dès lors, à l'aide de procédés connus, je crée ce qu'on appelle un marché et j'arrive à écouler dans le public, avec 50 ou 60 francs de prime, des actions sur lesquelles *rien n'a été versé*.

Nous avons donc réalisé, à huit ou dix, un bénéfice de 60 francs par titre, soit 480,000 francs, et ce bénéfice ne nous a pas coûté un centime; nous remboursons les billets et c'est tout au plus si nos 480,000 francs sont diminués des frais d'escompte.

A première vue, le moraliste trouverait qu'il y a là une gigantesque escroquerie; il n'en est rien, car la chambre des appels correctionnels a dit, le 24 juin 1885: « peu importe que le versement du
« quart soit absorbé d'avance par le paiement de
« traites tirées antérieurement à la constitution de
« la société; la loi n'a voulu exiger que l'existence
« d'un versement, sans se préoccuper de son emploi
« ultérieur. »

*
* *

Il y a mieux encore; toujours grâce à la jurisprudence, je peux me dispenser absolument de payer les traites tirées :

Il me suffit, pour cela, de traîner leur circulation pendant deux ans et un mois, pourvu que j'aie eu la précaution de créer, dès le premier jour, des actions libérées de moitié et mises au porteur.

Les premières traites tirées pour constituer la société sont remboursées à l'aide d'une seconde série de traites tirées, cette fois, par des insolvables, mais revêtues de l'endos de la société.

Il faut qu'on sache, en effet, qu'il y a, à Paris, toute une armée de gens sans aucune fortune, dont la seule position sociale consiste à faire des billets à ordre à circulation renouvelable et à jouer le rôle d'actionnaires le jour de l'assemblée générale. C'est ce que j'appellerai des *camionneurs de titres et de billets à ordre*.

On leur donne un salaire, on les prévient du moment où les *intéressés* ne rembourseront plus ; à ce moment ils sont démenagés, séparés de biens avec leur femme, partis au Tonkin, etc...

Mais, à ce moment, c'est l'*être moral* : la société, qui est devenue responsable à cause de son endos.

Aussi, quand les traites ne seront pas payées, c'est elle qui sera poursuivie. Mais pendant deux ans et un mois, sous prétexte d'affaires diverses, il aura été possible de soutenir une circulation.

Précisons et forçons les chiffres, pour révéler l'énormité des bénéfices.

Nous sommes dix sociétaires. Cela suffit de par la loi ; capital : 40 millions libérés de 20 millions, grâce à des traites tirées avant la constitution et remplacées, ensuite, par d'autres traites ayant la signature sociale, mais créées par des insolvable.

Pendant deux ans et un mois, les frais d'escompte et de circulation nous auront coûté 2,400,000 francs. Mais, au moment voulu, nos *camionneurs de titres* ont vendu *pour notre compte* en Bourse, toutes nos actions pour le montant versé, plus 100 francs de prime, soit 350 francs ; de telle sorte que, deux ans et un mois après l'assemblée générale, ayant à la fois constitué la société et mis les titres au porteur, nous ne sommes plus possesseurs d'une seule action. Nous avons donc encaissé 28 millions. Au moment où la dernière série de traites vient à échéance, nous ne sommes plus ni actionnaires ni administrateurs ; une nouvelle couche nous a remplacés ; sur nos 28 millions, nous avons pu prélever 2 millions pour faire face, pendant deux ans, aux frais généraux et figurer comme encaisse dans les bilans. Ces 2 millions et les 2,400,000 francs d'escompte, soit, au total, 4,400,000 francs, plus le salaire des camionneurs, soit enfin, 5 millions, nous en faisons le sacrifice.

Vient la catastrophe, la société ne paye plus, elle est mise en faillite, le syndic appelle la seconde

moitié ; cela nous est parfaitement égal : la *Cour de cassation* nous affranchit de toute responsabilité. Il y a plus de deux ans que l'action est au porteur.

Quant à nous, nous avons encaissé 28 millions, moins 5 millions, soit net 23 millions, soit, par personne 2,300,000 francs, qui sont le produit de ZÉRO franc versé à l'origine ; nous pouvons en jouir tranquillement, sans que personne puisse les revendiquer.

Deus nobis hæc otia fecit !

Ce dieu ou plutôt ces dieux sont les cours d'appel et de cassation.

Cette dernière, le 29 juin 1885, vient, en effet, de décider dans son infaillible souveraineté : « que
« l'essence du titre au porteur est de n'établir aucun
« lien entre les porteurs successifs ; la transmission
« qui en est faite a simplement pour effet de rendre
« le nouveau porteur membre de la société anonyme
« et de l'obliger, envers elle ; les droits que lui confère sa qualité d'associé étant inséparables de
« l'obligation qu'elle lui impose ; mais du moment
« où, par une cession nouvelle, il a lui-même trans-
« porté à autrui cette qualité d'associé, il ne saurait
« pas plus être recherché par le cédant que par la
« société elle-même à raison d'obligations qui ont
« pris fin avec la détention des titres ; il s'ensuit que
« le cédant, dans le cas où il est obligé de libérer

« ses actions par lui cédées (ce qui n'existe plus
« après deux ans de mise au porteur), n'a de recours
« que contre le détenteur actuel sur qui porte, en
« droit, la charge définitive du paiement. »

Et voilà comment dix personnes habiles, abritées sous le crédit d'une société, soit-disant constituée au capital de 40 millions, peuvent, impunément, prélever, dans la poche du public 23 millions nets, en deux ans, sans travail et sans débours, par le seul abus d'un crédit fictif.

Après cela, on dira encore que la Cour de cassation est la sauvegarde de la morale publique !

La Cour de cassation se désintéresse du *fait* ; son intervention est efficace quelquefois, souvent même si l'on veut, en matière de *procédure civile*, mais, en matière de droit pénal, elle est, tout juste, comme une cinquième roue à un carrosse.

Je ne lui ferai certainement pas l'injure de croire qu'elle voit ou ne voit pas des violations de la « forme » dans les procès criminels, suivant qu'elle trouve plus ou moins juste le verdict des jurés ; mais, comme elle statue par voie de dispositions générales, pour fixer l'interprétation des lois, tout en laissant le juge du *fait* apprécier les « intentions », elle n'arrive, en somme, qu'à enchevêtrer prodigieusement les juridictions civiles dans les juridictions criminelles et réciproquement.

En matière de *droit financier*, lequel est réellement un droit à part, à refaire entièrement et à créer de toutes pièces, la Cour de cassation patauge avec la plus parfaite bonne foi, mais aussi avec la plus parfaite ignorance.

Le respect du parasitisme, qui la dominait d'une façon latente, l'envahit ostensiblement et brutalement; l'arrêt que je viens de rapporter plus haut en est une preuve évidente; je pourrais multiplier les exemples si je ne craignais de transformer cette *synthèse éthologique* en un cours de droit; je crois, d'ailleurs, en avoir dit assez pour mettre en relief les vices de l'organisation judiciaire.

Je ne dirai qu'un mot de la Cour de cassation prise comme chambre de discipline de la magistrature.

Elle apporte, en cette fonction, une indulgence fatale aux intérêts moraux de ce pays. Elle obéit, je le sais, au désir de ne pas multiplier les scandales en vue de toucher le moins possible au respect dû à ceux qui rendent la justice.

Mais ce but est-il mieux atteint par l'indulgence ou l'abstention, qui laissent subsister les faits dont l'opinion publique s'empare, avec plus ou moins de compétence, que par une série de sévérités capables de rassurer cette même opinion, profondément émue à tort ou à raison dès qu'elle a connaissance de partialités ou de manœuvres scandaleuses?

Enfin, n'y a-t-il pas, dans les rares occasions où l'on voit se manifester l'action de la cour, plus de théorie politique que de discipline pratique?

Que devient la morale au milieu de tout cela? Comment le peuple, plus ou moins éclairé, peut-il s'élever au culte de l'honneur, quand il voit le crime impuni et la probité sacrifiée, dans une foule de jugements émanés des juridictions civiles et pénales? quand il voit enfin, dans des affaires, au fond desquelles se dresse l'ombre sinistre de la guillotine, une puérilité de forme, démolir toute une procédure, pendant que, dans celles où il s'agit des moyens d'existence de sa famille, des fruits de son travail, la fraude et le vol, ayant eu l'habileté de ne recourir ni au couteau ni au poison, triomphent de son honnêteté, sans que cette honnêteté puisse bénéficier du tribunal suprême, grâce aux barrières sans nombre qui sont accumulées entre elle et lui.

N'ai-je pas le droit de dire, après cela, que la justice, entre les mains de ses dépositaires, loin d'assurer l'équilibre social, fomenté sa désorganisation?

*
* *

Après avoir étudié la collectivité, dans sa jurisprudence et son esprit, il est nécessaire de parcourir rapidement les principales incarnations de sa sou-

veraineté agissante, c'est-à-dire, le Procureur, le Juge et le Président.

LE PROCUREUR

Chef du parquet au premier ou au second degré, il est surtout l'appréciateur incontrôlé du « fait et des intentions ». Il poursuit ou ne poursuit pas. Ses erreurs, plus ou moins inconscientes, peuvent paralyser entièrement l'application des lois.

On devient procureur de la République comme on devient avocat ou juge, c'est-à-dire en se pénétrant à l'école de droit de tous les préceptes du parasitisme théocratique, tendant à fabriquer de la justice avec les débris de l'équité.

Le futur procureur entre au parquet sous la forme d'un jeune étudiant vif et sceptique : le bourgeois moderne, imitant le seigneur antique, répartit assez volontiers ses garçons entre la banque ou l'Église, la justice ou l'armée.

Ces néophytes essayent leur ignorance dans les parquets les moins importants ; les citoyens des petits pays payent donc les frais de leur éducation.

Le rêve du substitut est de requérir dans un grand tribunal. Les rares travailleurs sont, au début, pris d'un beau zèle ; ils cherchent à se signaler contre quelque colosse. Cela fait, ils sont presque certains d'avancer et de toucher les honoraires de procureur. Arrivés là, leur zèle s'attédie ; dans une grande ville, cependant, ils sont plus en éveil ; à Paris, leur triomphe est un procès politique. C'est ce qui décide l'avancement. Cet avancement a deux issues : on devient président de chambre ou procureur général.

Plus le fonctionnaire monte, plus il a de pouvoir ; plus il a de pouvoir, moins il a de ferveur. Quand, par hasard, on devient procureur général près la Cour de cassation, on est fini.

C'est, surtout, dans les fonctions du parquet que l'insuffi-

sance des appointements et les dangers de l'avancement se font le plus sentir.

Cette organisation est le renversement de la logique. Mettre au seuil même de l'application de la loi les plus jeunes et les plus inexpérimentés, au lieu d'y placer les plus éclairés par l'étude et l'expérience, c'est préparer à la fois les injustices et les scandales ; par suite, c'est ébranler l'équilibre social.

La grande plaie de la magistrature debout est, justement, le personnalisme dont j'ai, plus haut, signalé les périls.

Cela saute aux yeux à l'audience. Le ministère public est constamment en scène ; ce n'est plus un homme ayant étudié une affaire ; c'est un comédien remplissant un rôle.

Il n'est point rare, à notre époque, d'apprendre qu'un jeune magistrat debout s'est exhibé pour la première fois aux yeux de celle qu'il veut épouser, dans l'exercice d'un beau réquisitoire.

Les ridicules sont vraiment éternels et, si Molière vivait, il recommencerait sur la magistrature ce qu'il a fait sur la médecine en nous montrant un *Thomas Diafoirus substitut*, invitant gracieusement sa fiancée à venir voir, « pour se divertir », la dissection d'un crime « sur quoi il doit raisonner ».

Il n'y a pas à dire « non », nos jeunes prêtres de l'action publique font des grâces avec leur lorgnon et leurs longues manches, et l'on frémit à voir s'épanouir au-dessus des pleurs, des ruines et des déshonneurs, ou le silence de leur sourire ou les ironies de leur faconde.

On frémit bien davantage encore, lorsqu'on songe que c'est parmi ces jolis parleurs qu'on choisira un jour des juges.

LE JUGE

L'escalier des juges a plusieurs degrés ; c'est d'abord l'échelon des suppléants ; puis c'est l'escabeau des juges titulaires ; enfin c'est le fauteuil du juge détaché à l'instruction.

— Au tribunal de commerce, les juges sont pleins de timidité sur les questions de droit et remplis d'audace dans les questions de fait ; en thèse générale, ils respectent mieux l'équité ; mais, comme souvent ils offensent le droit, les juges civils disent volontiers d'eux : « Ils n'y entendent rien. »

Bien que non affranchi de quelques défaillances, le collège des juges consulaires a donné des preuves de bon sens à propos de maintes questions financières. En cette matière, les juges civils réforment rarement leurs décisions ; s'il se manifeste un désaccord, c'est plutôt lorsque les mêmes agissements financiers sont soumis, séparément, aux tribunaux correctionnels et aux tribunaux de commerce.

Le juge consulaire a, généralement, une fortune commerciale indépendante ; son ambition se meut entre la Chambre, le Sénat ou la décoration ; il a des idées assez larges ; non exemptes, toutefois, du parasitisme théocratique dont elles accusent plutôt la nuance juive. Sa grande faiblesse, comme je le dirai plus loin, se manifeste par les auxiliaires qu'il emploie.

— Le juge civil n'a pas grande initiative ; qu'il travaille ou non, il est absorbé par la personnalité du président.

D'ailleurs il est choisi parmi ceux qui ont le moins le don de la parole.

Cependant, depuis la réforme de la magistrature, le juge semble aspirer à l'importance ; en audience il prend des notes, il parle à l'oreille du président, il s'accoude ou se carre avec des intentions dans la pose, pour écouter le substitut ou l'avocat ; bref, il fait ce qu'il peut pour attirer l'attention.

— Une de ses bonnes fortunes, c'est d'être détaché à l'instruction, parce que, là, il pourra trouver un moyen quelconque de se signaler et d'espérer un fauteuil.

Aussitôt nommé, ce juge, naguère silencieux et opinant du bonnet aux jolis mots du président, devient, tout à coup, un petit despote ; volontiers, il met dans leur tort, et le parquet et la préfecture de police.

Chose extraordinaire, sur 100 affaires : vol avec effraction, assassinat, délit politique, il en renvoie 90 à la chambre des mises en accusation.

Mais, sur 100 affaires : crimes ou délits financiers, ayant leur source dans l'interprétation de la loi sur les sociétés anonymes, c'est à peine si 15 ou 20 sont retenues pour aboutir à l'audience.

Malgré cela, le juge d'instruction rend de grands services ; mais, comme le juge de commerce, il est atteint d'une infirmité ; il emploie des auxiliaires presque toujours mal choisis, et il leur accorde une confiance exagérée.

— En thèse générale, et, malgré son désir de se distinguer, le juge civil est un serf attaché à la lettre du Code.

Juge de paix, juge de première instance ou d'appel, il ne lui arrivera jamais de souligner, par une ingéniosité, bienveillante aux pauvres, les nombreux défauts de la loi qu'il applique. Les douceurs, il les réserve aux criminels de la finance ; à leur propos il daigne torturer les textes.

En politique son indépendance n'est peut-être pas tout à fait égale à celle des juges allemands (ceux de l'époque où régnait le prince ami de Voltaire) ; mais, en jurisprudence, sa générosité semble être inférieure à celle du juge anglais.

Je ne sais pas si un meunier de Sans-Souci trouverait, aujourd'hui en France, des juges capables de le protéger contre les prétentions d'un propriétaire qui s'appellerait Grévy ; mais, à coup sûr, il me serait difficile de citer un jugement aussi spirituellement légal que celui d'un juge anglais dont je vais rapporter le cas :

La loi anglaise permet l'usure, à tous les taux, même à celui de 130 pour 100, qu'avait choisi certain prêteur pour calculer l'intérêt annuel de 20 livres sterling. Cité devant le juge, son débiteur demandait du temps; celui-ci était malheureux au point de mendier. Nul doute sur la légitimité de la créance, les preuves étant indéniables. Livrer ce pauvre diable à son créancier, c'était, à brève échéance, le condamner à mourir de faim; si abusif que fût l'intérêt, la condamnation ne pouvait être évitée; le juge n'avait qu'une latitude : c'était d'accorder du temps.

Il en usa : il condamna le débiteur à payer six pences par mois jusqu'à due concurrence du capital et des intérêts. A ce compte, il accordait un délai d'à peu près soixante-dix ans pour les intérêts et frais.

Au fond, ce juge a laissé aux chances de la vie le soin de réduire à des proportions normales l'amortissement et l'intérêt du capital prêté.

Mais qu'aurait fait un juge français en pareille occurrence ? Il aurait condamné le débiteur sans s'inquiéter du plus ou moins de férocité de sa décision, et il se serait endormi tranquille, dans la placidité du devoir accompli.

LE PRÉSIDENT

Substitut, procureur, juge civil, correctionnel ou d'instruction, il a passé par un petit nombre de villes et par un grand nombre de dossiers; enfin le voilà président !

En première instance, un seul est réellement *président* : toutes les chambres civiles ou correctionnelles sont tenues par des vice-présidents; de même aux cours d'appel et de cassation, il y a un premier président et des présidents de chambres.

Quant aux cours d'assises, elles sont présidées par un con-

seiller à la cour d'appel, spécialement désigné à cet effet, et dès lors candidat à un grade supérieur.

Les présidents de tribunaux civils et les premiers présidents de cours sont donc, purement et simplement, des magistrats gradés, exerçant en fait les fonctions de commissaires-rapporteurs sur la tenue et les aptitudes de leurs inférieurs.

De même les vice-présidents, ayant la direction d'une chambre, sont délégués par le titulaire et, à l'égard de leurs assesseurs, ils remplissent assez exactement le même rôle de censeurs.

Je m'occuperai, principalement, de cette fonction en ce qui concerne la direction des débats dans les audiences publiques.

C'est surtout là qu'elle prend des allures personnelles merveilleusement servies, d'ailleurs, par le pouvoir discrétionnaire que la loi lui attribue.

En audience, le président est un souverain absolu ; tout lui est permis et, si je voulais citer les nombreuses incartades présidentielles, il me faudrait reproduire, à cette place, tout le volume intitulé : *Le dossier de la magistrature*, auquel mon très spirituel confrère Aurélien Scholl a ajouté une préface, dans le style étincelant qu'on lui connaît.

Je me bornerai seulement à signaler cette particularité de la nature humaine en vertu de laquelle tous les défauts et les travers de l'homme se manifestent subitement, comme malgré lui, toutes les fois qu'il se sent *maître*, c'est-à-dire en possession d'une souveraineté absolue.

Le substitut et le juge parviennent assez à se maintenir dans une note à peu près uniforme.

Le président n'y réussit presque jamais ; c'est pourquoi accusés, témoins ou plaideurs ont pu connaître des présidents rogues, bons enfants, plaisantins, ironiques, emportés, soit toute la lyre des caractères qui, ordinairement, ne se développent qu'en famille et entre les quatre murs de la vie privée.

Dans les affaires civiles, leur activité verbeuse se manifeste moins ; le dialogue est, d'ailleurs, circonscrit entre les gens de

robe : quelques observations plus ou moins sèches sur la durée des plaidoyers ; des remises accordées ou refusées, non sans quelque malice ; une façon particulière de dire :

— « La cause est entendue ; à quinzaine, pour le juge-
« ment. »

Et c'est tout.

Au petit et au grand criminel, les choses changent ; là le président interroge et se trouve en contact direct avec le simple citoyen.

J'ai déjà eu l'occasion de montrer un président préjugeant, par ses paroles, la culpabilité de l'accusé ; je n'ajouterai qu'un seul exemple parce qu'il indique l'antagonisme existant, plus que jamais, entre les magistrats, depuis la prétendue réforme accomplie dans ces derniers temps.

Le fait s'est passé à Corbeil vers les derniers jours de juillet 1885.

Un juge d'instruction, M. Birague d'Apremont, présidait la chambre correctionnelle. La seule inspection de ce nom rappelant ce Birague, cardinal (un Italien), ayant, dit Voltaire, fortement poussé les esprits au massacre de la Saint-Barthélemy, prédispose à découvrir, chez celui qui le porte actuellement, un clérical enraciné.

D'un autre côté, le magistrat représentant le ministère public avait nom « Cahen », accusant, sans détours, une origine israélite.

Il s'agissait d'un enfant de quatorze ans accusé d'avoir démoli une croix.

L'organe du ministère public réclamait, lui-même, l'indulgence en ces termes :

— Ah ! si c'était un objet d'art, un tableau de prix, je demanderais une condamnation en conséquence.

Alors le président l'interrompt en disant :

— Oui, si c'était un objet d'art, comme celui qui est au-dessus de votre tête, n'est-ce pas ?

Or, au-dessus de la tête de l'orateur se trouvait le buste de

la République ; Cahen ne se déconcerta pas et répondit :

— Je n'ai pas pour habitude, Monsieur le président, de faire dégénérer mes réquisitoires en dialogues.

Après quoi il donna ses conclusions.

Il est probable que c'est sur le dos du petit accusé que l'orage ainsi grondant a dû crever.

J'avoue que l'organe du ministère public n'avait peut-être pas été très heureux dans le choix de ses comparaisons ; par l'*objet d'art*, le bric-à-brac juif avait un peu trop montré le bout de l'oreille ; il aurait pu invoquer d'autres considérations ; l'étourderie de la jeunesse ou la mauvaise éducation qui ne choisissent guère entre un objet d'art et une borne-fontaine.

Mais que dire de l'allusion du président et de son opposition de la croix aux emblèmes officiels ?

Il y a, dans ce court dialogue, une étroitesse d'esprit peu faite pour donner une haute idée du niveau actuel de notre magistrature.

Dans tous les cas, l'exemple que je viens de citer confirme mes observations précédentes, et je parierais volontiers que le président du tribunal correctionnel de Corbeil n'arrivera pas rapidement à être conseiller.

Mieux eût valu, pour lui, avoir à juger une belle contravention à la loi de 1867 sur les sociétés anonymes. C'est en pareille matière qu'on peut se signaler ; non qu'il existe une ligne de conduite certaine ; mais, avec un peu de flair, on peut arriver à des résultats inattendus.

Aussi terminerai-je cette étude des présidents en enregistrant simplement les faits qui vont suivre :

Un ancien avocat général à Toulouse, auteur d'un projet de modifications au Code d'instruction criminelle, a été, un beau jour, expédié à Paris et bombardé président d'une chambre correctionnelle. Son nom le vouait à l'étude des crimes : il s'appelait Bagnérís ; comme on le voit, le bain est dans ce mot.

A peine installé, il trouva l'occasion de se manifester

bruyamment ; car c'est lui qui, en décembre 1882, eut à condamner les deux malfaiteurs de l'*Union générale*.

Moins d'un an et demi après, autre tapage ; le même Bagnéris signait un jugement proclamant l'innocence des administrateurs du *Crédit général français* et, entre autres, de MM. d'Erlanger et Berthier. Un an s'écoula et le roulement de la magistrature, publié en août 1885, révèle que le même Bagnéris, déjà promu conseiller, fait actuellement partie de la chambre des mises en accusation.

Pareille aventure n'est pas advenue à un autre président dont j'ai déjà parlé : M. Ruben de Couder.

En janvier 1884, ce magistrat condamnait, dans des circonstances solennelles, certains financiers du *Crédit de France* fort bien vus, paraît-il, dans le parti républicain ; non content de cela, en septembre 1884, il condamnait encore des administrateurs du *Zodiaque*, parmi lesquels se trouvaient des députés élus comme républicains. Or le même roulement de la magistrature, publié en août 1885, nous apprend que ce magistrat reste vice-président, à la juridiction de première instance, mais passe de la onzième chambre correctionnelle à la troisième chambre civile.

Ainsi la finance ne porte pas également bonheur à tout le monde, et je me demande quelles peuvent être les réflexions des magistrats qui, avec un intérêt personnel, bien plus attentif que l'esprit d'investigation que j'apporte en cet ouvrage, assistent à des avancements ou à des retards qui, même imputables au hasard, ne sont pas moins extraordinaires.

VIII

Auxiliaires pour la justice.

Le garçon de service. — Le greffier. — L'huissier. — Les arbitres. — Les liquidateurs. — Les syndics. — Les experts au civil et au criminel. — Les notaires. — L'avoué. — L'assistance judiciaire. — Un coup de pistolet. — Les adjudications. — Les avocats. — Les questions d'argent. — Conseil de l'ordre. — Tolérance. — Scandales divers. — Ambitions.

Voici l'interminable séquelle des auxiliaires employés par les *souverains de la justice* :

— Le plus puissant de tous et le plus irresponsable, c'est, je l'ai annoncé, le *garçon de service* ; de lui dépend en dernier ressort, sans appel et sans cassation, l'ouverture ou la fermeture de la porte derrière laquelle se trouve le substitut ou le procureur dont vous avez besoin ; le président ou le juge dont il véhicule les dossiers.

Quiconque : avoué, huissier, avocat, expert, syndic ou commissaire, passe par ses mains.

Il dépend de lui qu'un dossier soit oublié *par mégarde* sur le bureau de Monsieur ; qu'une lettre

soit remise exactement ou trop tôt ou trop tard ; qu'un citoyen, à la poursuite de son droit, puisse ou ne puisse pas joindre le fonctionnaire dont, souvent, dépendent sa vie et son honneur.

Allez donc, à un garçon qui vous dit : « M. le Procureur de la République est sorti, » répondre : « Vous mentez, il est dans son cabinet. »

Le président, même, qui a chargé son garçon de transporter les dossiers qu'il va examiner ou qu'il examinera ; ce chef qui vit au milieu d'un fouillis, que peut-il répondre à ce subalterne, lorsque peu tranquille, lui-même, sur l'ordre parfait de ses documents, il l'interroge dans les circonstances suivantes :

— Vous n'avez rien touché sur mon bureau ?

— Non, Monsieur le président.

— Mais je vous avais prié de porter cette liasse à tel endroit.

— C'est fait, Monsieur le président.

— Vous n'avez rien égaré, au moins ?

— Oh ! (avec un sourire) monsieur le Président sait bien que *moi*, je n'égaré jamais rien.

Et cependant une pièce importante a disparu ; et c'est l'honneur ou la fortune d'une famille qui est en jeu !

Croyez-vous que ce magistrat se résignera à confesser une négligence dont, qu'il en soit l'auteur ou

non, il est responsable, quand même? Mais, pour avoir le cœur net d'un pareil accident, il faudrait scruter sa façon de vivre, disséquer les visites qu'il reçoit, et le garçon de service sait tant de choses!

Eh bien, il est épouvantable d'avoir à déclarer que, dans bien des cas, sur l'indication « habile » d'un intermédiaire, des pièces importantes sont, ou disparues, ou retrouvées *trop tard*.

Généralement, les *garçons de service* sont honnêtes : mais, à une époque où la conscience publique est si profondément troublée par les agissements de la finance; à une époque où les vieux serviteurs, blanchis sous le harnais, disparaissent successivement de tous les postes de confiance; à une époque, enfin, où le choix des fonctionnaires est presque entièrement livré aux hasards des intrigues, qui donc oserait envisager d'un œil tranquille les mystères redoutables pouvant se dissimuler derrière la négligence d'un garçon de bureau?

Et puis, qui osera raconter ces autres mystères, toujours ensevelis entre l'huissier et ce même garçon, lorsqu'il s'agit de cette opération courante : *la taxe des frais*? Qui racontera comment, grâce à certaines complaisances, les pauvres débiteurs payent des frais qu'ils ne doivent pas?

Qui dira comment s'obtiennent les retards d'au-

dience, de plaidoiries et de jugement? comment une affaire, venant en ordre utile, va se trouver subitement rejetée au dernier rang? comment, d'années en années, un procès, après avoir subi tous les retards de l'huissier, de l'avoué ou de l'avocat, peut subir encore des retards suprêmes, capables de le faire durer quatre ou cinq ans encore? — Passons.

— Au-dessus de Sa Majesté le garçon de service trône le *greffier*.

Personnage diplômé très important; toujours dur au solliciteur, toujours couvert par le président, auquel il doit les fréquentes fonctions subsidiaires de liquidateur de successions et d'autres travaux lucratifs.

Le greffier est, surtout, rogue d'attitude quand il est à l'audience; dans son cabinet, il est charmant. Il se subdivise, d'ailleurs, en nombreuses fractions et les greffes sont presque des ministères. Généralement, le greffier offre peu de prise à la critique; quelques cas se sont produits de dispositifs, tronqués dans les arrêts ou jugements, mais ils sont assez rares, heureusement, et, le plus souvent, on réussit à les soustraire à la connaissance du public.

— Voici l'*huissier*; celui-ci comporte trois classes: l'*audiencier*, le *membre de la chambre syndicale* et

le simple *huissier*. Ceux des deux premières classes ont une très grande circonspection ; tout au plus si, dans des cas exceptionnels, ils cherchent des « avantages » pour la taxe de leurs frais. Néanmoins, ils ont un respect particulier de leur profession, dont le caractère est souvent très pénible.

Le *vulgum pecus* contient : l'*huissier brutal*, l'*huissier banquier* et l'*huissier agent d'affaires*. C'est parmi ces derniers qu'on rencontre les moins scrupuleux ; ceux-ci ne s'arrêtent jamais devant un artifice de procédure augmentant leurs profits ; le public ignorant est incapable d'en conjurer les effets, qui sont, presque toujours, la perte d'un procès ; ces huissiers, la chambre de discipline les connaît bien.

Tous, à quelque classe qu'ils appartiennent, ont acheté leur charge ; à Paris, le prix en est très élevé.

Malgré la surveillance de la chancellerie qui, plus d'une fois, a exigé des réductions, l'*huissier vendeur* et le futur *huissier acheteur*, s'entendent entre eux pour dissimuler le chiffre véritable, au moyen de traités secrets à longue échéance ; dès lors, leur profession devient un trafic comme un autre dont ils sont obligés de *forcer* les bénéfices.

Ces faits ont été discutés, il y a dix ans, lorsque les huissiers ont adressé une pétition à l'Assemblée

nationale, pour obtenir une augmentation de leurs tarifs.

Ceci dit, il faut reconnaître qu'il y a certainement, à Paris et même en province, des huissiers austères et bienveillants à la fois ; qui, loin de traiter avec férocité les gens auxquels ils ont affaire, leur sont souvent doux, et même secourables.

Les huissiers ne sont point reconnus comme fonctionnaires publics ; c'est, du moins, ce qui résulte d'un arrêt de la Cour de cassation du 17 juillet 1885 ; ils ne sont, d'après cet arrêt, ni « dépositaires ou agents de l'autorité publique ni « chargés d'un service ou d'un mandat public, « même lorsqu'ils agissent à la requête du par-
« quet. »

Cette jurisprudence, née à l'occasion d'un procès où l'on offrait la preuve des allégations diffamatoires, est difficilement justifiable ; en fait : est fonctionnaire public « *tout homme dont la fonction est imposée par la loi et soumise au serment.* »

Or, il est notoire qu'aucun acte de procédure n'a un caractère officiel s'il n'a été signifié par huissier. La Cour de cassation a voulu, sans doute, soustraire les huissiers aux jugements des jurés, et a préféré paralyser la diffamation, parce qu'elle savait très bien que l'action directe d'un particulier, contre un huissier, pour faits relatifs à ses fonctions, est

recevable non seulement devant la chambre de discipline de la corporation, mais, encore, devant les tribunaux correctionnels.

Sa jurisprudence n'en est pas moins très dangereuse.

C'est un nouvel exemple des cas où ce concile des interprétations modifie le fond tout en ayant l'air de respecter la forme.

Il eût été beaucoup plus franc de déclarer que la diffamation contre l'huissier ne serait pas portée devant le jury ; faute de cette franchise, elle a posé en principe une *contre-vérité*, dont on pourra abuser pour violer, une fois de plus, la loi sur la diffamation telle que l'a modifiée la loi sur la presse.

Si cette jurisprudence concernait seulement les huissiers de Paris, peut-être serait-elle tolérable ; mais comme elle s'applique, également, aux huissiers répandus sur toute la surface du pays, elle conduit à des résultats odieux.

Un très grand nombre de communes ont pour *maire* un huissier. Les électeurs ont vraisemblablement voulu faire honneur à ce *fonctionnaire* (malgré la jurisprudence), et, peut-être aussi, avoir des droits à ses bonnes grâces.

Or, dans les petites communes, l'huissier est une puissance et un épouvantail. Imaginez donc l'huissier-maire fonctionnant en sa double qualité,

et vous verrez comment les abus de pouvoir s'ajouteront aux exactions.

Alors, adressez-vous à un tribunal et demandez à faire la preuve d'une malversation commise par le maire-huissier ? Dans la plupart des cas, le maire couvrira l'huissier, et l'huissier défendra le maire ; il sera très difficile de séparer les deux pouvoirs.

Il est inouï que l'autorité morale, attachée à la fonction municipale, n'ait pas été jugée incompatible avec le ministère de l'huissier saisissant et vendant un débiteur.

Un grand nombre de communes subissent ainsi une tyrannie intolérable. Au chapitre des *Détenteurs de la force*, je raconterai comment, dans une petite ville du Calvados, le fils du maire a pu se faire adjuger l'usine d'un citoyen, après lui avoir pris, préalablement, sa femme et l'avoir fait expulser comme *étranger*.

Autant le niveau intellectuel de l'huissier des grandes villes, Paris en tête, est relativement élevé, autant est bas celui de l'huissier de province, établi dans les petites communes.

En face du paysan ignorant, l'huissier est comme une lumière « *dans l'ancre noir de la justice* ». Il a remplacé le *clerc* du moyen âge, si bien que ce nom est resté à ses employés ; bref, il résume toute la

basoche, mais, ayant moins d'étude, il en exagère les déformations et les juiveries.

Et, maintenant, où se recrute-t-il? Partout! — On n'exige, de lui, aucun diplôme, comme on le fait pour les greffiers de tribunaux. Les huissiers n'ont même pas besoin d'être bacheliers.

Tous les fruits secs du travail intelligent peuvent donc aspirer à acquérir une étude ; il leur suffit, étant âgés de vingt-cinq ans, d'avoir satisfait aux lois sur le recrutement militaire ; d'avoir travaillé, au minimum, soit deux ans chez un notaire, un avoué ou un huissier, soit trois ans au greffe d'un tribunal de première instance ; après quoi, sur un certificat de moralité, délivré par la chambre syndicale, ils versent un cautionnement et prêtent serment.

— Entre les huissiers et les autres officiers ministériels dont le choix est laissé aux plaideurs, se placent, comme auxiliaires de la justice, les *arbitres*, les *experts*, les *liquidateurs* et les *syndics*.

Ces différents parasites sont imposés par les juges. Quant à leur recrutement, il est invraisemblable de négligence. Le premier venu peut solliciter et obtenir l'un des quatre titres que je viens d'énumérer.

Ces gens sont, cependant, des plus redoutables, car, officiellement ou officieusement, les juges leur accordent une confiance absolue.

Je sais bien qu'on trouve, parmi eux, des avocats ratés et des avoués ruinés, surtout dans la catégorie des *arbitres* et des *syndics*, mais ce n'est pas là une garantie.

Dans tous les cas, ils *préparent* presque toute la besogne des tribunaux de commerce : comment ? Eux seuls le savent et, aussi, les malheureux justiciables.

— Les *arbitres* se taxent eux-mêmes et ne travaillent pas tant qu'ils n'ont pas leur *provision*. Cette provision est versée par l'un ou l'autre des adversaires, peu leur importe ; le versement décide la convocation des parties dans leur cabinet ; ensuite ils dressent un rapport dont il est extrêmement rare que le tribunal de commerce n'accepte pas les conclusions. On peut juger des abus qui sont la conséquence de cette organisation, surtout pour le pauvre diable qui ne peut verser la *provision* ; il n'y a même pas, ici, d'assistance judiciaire possible, comme devant les tribunaux civils ; le malheureux qui, après avoir pu dépenser 7 ou 8 francs, pour payer l'huissier indispensable à l'assignation, puis 2 ou 3 francs de placement au greffe, dans l'espoir de suivre lui-même son affaire et de la défendre, afin d'éviter les frais d'agréé, se trouve, tout d'un coup, désarçonné lorsque, huit fois sur dix, et malgré ses protestations, il est renvoyé devant *arbitre*.

On lui donne, même, souvent, le conseil d'accepter cette voie *pour aller plus vite* ; car, dans le cas contraire, il sera exposé à perdre quatre heures tous les quinze jours, pendant six mois au moins, avant d'arriver en ordre utile à l'audience. S'il accepte l'arbitre, il est tout à coup en présence d'un versement exigé et, s'il ne peut y satisfaire, sa réclamation *dormira pendant des années jusqu'à ce qu'il ait trouvé l'argent*.

Qu'on applique ce cas à un pauvre diable réclamant plus que le juge de paix ne peut juger, par exemple : 500 francs.

Imaginez qu'il compte, pour *manger*, sur la somme qu'on lui doit et vous verrez par quelles terribles angoisses il sera obligé de passer ! Un seul moyen lui reste : c'est de *réduire, volontairement*, sa demande à cent francs, parce qu'alors le juge de paix pourra lui donner, dans un délai d'environ 40 jours, un jugement définitif et exécutoire. Cette *juiverie* est, comme on le voit, tout indiquée par nos codes.

— Passons aux *syndics*. Ici, c'est bien une autre affaire ! Leur existence en corporation est un abus incompréhensible ; ils n'ont aucune raison d'être légale ; cependant, ils sont et agissent comme des petits rois, tranchant, coupant et, par exception, payant les créanciers. Couverts par le juge consu-

laire qui les a nommés, ils font ce qu'ils veulent et ce serait un bien mauvais tour à jouer aux juges de commerce que de rechercher, un jour, leur responsabilité écrite dans la loi, pour réparer les abus commis par ces étranges parasites.

Dans la pensée du législateur, le syndic devait être un des créanciers chargé d'agir pour le bien commun; c'est seulement par tolérance que les tribunaux de certaines grandes villes ont admis des syndics de profession auxquels ils confient, habituellement, la gestion des faillites. Rien n'est plus nuisible aux intérêts des débiteurs et des créanciers. Le fait seul de voir un même syndic gérer plusieurs faillites devrait ouvrir les yeux de la justice sur les dangers sans nombre auxquels ce cumul expose la probité publique.

— Otez la faillite, et le syndic s'appelle *administrateur ou liquidateur judiciaire*. Dans les deux cas, leur histoire abonde en terreurs. Les suicides des *administrés judiciairement* sont fréquents. Les journaux de juillet 1885 en ont raconté un, véritablement navrant! pourtant, ce n'est qu'un cas ordinaire.

— Passons aux *experts*.

Ceux-ci sont des spécialistes.

Un médecin, un comptable, un linguiste, font une demande; s'ils ont des appuis et intriguent active-

ment : au bout de quelque temps, ils se verront inscrits au tableau des *experts jurés et assermentés*. L'expert ne se taxe pas, il est payé par le tribunal ; cela représente, au minimum, pour lui, 500 francs par mois, qu'il travaille ou ne travaille pas.

Sortis on ne sait d'où, ils sont *rois* de la veille au lendemain ; rois mal payés, il est vrai et, de par la morale humaine, d'autant plus infailibles. C'est l'expert chimiste qui trouve du poison où il n'y en a pas et n'en trouve pas où il y en a. C'est l'expert médecin qui criminalise ou décriminalise les actes.

C'est l'expert en écritures qui pontifie sur les jambages et attribue imperturbablement à Pierre ce que Paul a écrit ou réciproquement. C'est l'expert comptable qui voit ou ne voit pas les artifices de comptabilité.

Volontiers, à cette énumération, j'ajouterais l'*expert-fumiste*, comme dirait Rochefort, si tous ne me paraissaient pas remplir merveilleusement ce dernier emploi.

Le plus grave, c'est que toute la justice criminelle, et souvent la justice civile, est entre les mains de ces gens-là.

Parquet, juge d'instruction et même jurés de cour d'assises, se hâtent d'accepter leurs conclusions ; on les dirait heureux de décharger ainsi leur

responsabilité sur des irresponsables, car l'expert est irresponsable et inattaquable.

La justice le couvre de sa majesté ; le *fait matériel* étant admis et jugé par lui, la Cour de cassation, formaliste, devra se borner à rechercher s'il n'a pas, par hasard, prêté serment de la main droite ou de la main gauche. Si c'est de la *main gauche*, tout est à recommencer. C'est vraiment de la chinoiserie !

Quant aux malheureux ruinés, quant aux incarcérés à tort ou aux guillotins par erreur, tant pis pour eux ! l'expert à 500 francs par mois a donné des ordres et la justice s'est inclinée.

— Je passerai très rapidement sur les *notaires*, prudhommes légendaires en province et gommeux de hauts parages à Paris ; leur corporation a vu se multiplier le nombre des sinistres, en même temps que se multipliait le nombre des sociétés anonymes.

L'antique probité du notaire est devenue de plus en plus rare et, j'en atteste la *Gazette des Tribunaux*, la délicatesse du notariat a baissé en même temps que montaient les loyers.

Les charges de notaires se payent très cher et, normalement, leur clientèle a diminué à mesure que la finance s'est popularisée.

Or, à une époque où l'augmentation du revenu n'a d'autre but que de motiver une enflure exagérée du capital, le véritable revenu, c'est la série des

ventes sur majorations de ce capital. — Une étude valait-elle 50,000 fr., il y a trente ans? elle est cotée 150,000 aujourd'hui; il faut donc qu'elle produise trois fois plus. Dès lors la charge est une industrie, avec autant de monopole que celle des chemins de fer et moins de contrôle, encore, si c'est possible.

La conclusion est facile à tirer.

* *

* *

Voici maintenant l'*avoué*.

Celui-ci, comme le notaire, paye très chèrement sa charge; son monopole est encore plus direct, car, devant la justice civile, le ministère de l'*avoué* est obligatoire.

Le véritable mérite d'un *avoué* est d'être retors. Il doit connaître, à merveille, les milliers de chausse-trappes, de ruses et de pièges dont les juifs qui ont inspiré le Code ont semé la procédure civile.

Comme, à rigoureusement parler, toutes les malices de l'*avoué* sont *écrites* dans la loi, il les pratique avec une sécurité absolue; être *canaille* avec la loi, c'est être *honnête*. Tromper, le Code en main, c'est *mettre* l'adversaire *dedans* le plus légalement du monde!

Certains *avoués* disent, avec bonhomie, quand l'exposé de « leur *tactique habile* » fait faire un haut-

le-corps à un client honnête : — « Que voulez-vous ?
« c'est peut-être bien un peu canaille, mais c'est
« absolument régulier. » Ils déroulent, alors, aux
yeux du client ébloui, les mille procédés que l'adversaire emploie ou emploiera ; il explique comment il paralysera telle manœuvre, déjouera telle autre ; prévendra celle-ci, provoquera celle-là et il montre enfin comment l'adversaire s'enferrera lui-même.

L'avoué est un maître d'armes qui fait de l'es-crime avec un rouleau de papier. Par malheur, ce rouleau décroche, quelquefois, le glaive de la justice dont la pointe, en bon acier, est très capable de tuer « avec forme de procès ».

En conséquence, l'avoué n'a d'autre préoccupation que de biaiser en trompant son adversaire. Il acquiert, ainsi, l'habitude de la duplicité ; il apporte dans toutes les affaires un esprit de chicane qui, pour un homme d'honneur, dans le sens élevé et généreux du mot, frise de si près l'improbité, qu'il a peine à ne pas les confondre.

Il y a, cependant, des avoués d'une rigidité et d'une délicatesse à toute épreuve ; je ne parle pas de la délicatesse professionnelle qui, pour eux, consiste à pratiquer *honnêtement* toutes les *malhonnêtetés de la procédure*, mais de la délicatesse absolue, celle que j'appellerai : généreuse et chevaleresque.

J'en connais de ceux-là ; ils sont, généralement,

les successeurs de leur père ; dans leur héritage ils ont trouvé leur étude toute montée et souvent des traditions respectables. Ce sont ceux-là que le métier moderne dégoûte le plus ; ce sont eux encore qui m'ont fait leurs confidences.

Sauf quelques honorables exceptions, l'avoué moderne est, en effet, très différent de ce qu'il était il y a trente ou quarante ans. Lui, aussi, tourne à la finance ; il est devenu ambitieux ; il rêve le mandat municipal ou la députation ; cela coûte cher ; aussi est-il féroce sur le chapitre des honoraires.

J'ai dit que son ministère était obligatoire. Un seul moyen existe de s'en affranchir, ou, du moins, de ne pas avoir à le payer, c'est de demander l'*assistance judiciaire*.

On a créé, sous ce nom, un comité composé d'un agent de l'enregistrement, d'un agent préfectoral, et de trois autres personnes prises parmi d'anciens magistrats, et parmi des avocats, avoués ou notaires, exerçant ou n'exerçant plus leur profession. Le choix est fait par le tribunal civil à la juridiction duquel sera soumis le litige.

Malheureusement, bien restreints sont les cas où cette assistance réussit à ne pas se dérober ; car se dérober est sa préoccupation constante !

En matière criminelle, elle s'accorde assez facilement ; elle ne pourrait, d'ailleurs, s'abstenir, car

l'une des parties en cause est toujours le ministère public, c'est-à-dire l'un des membres de la corporation, lequel *doit agir dans l'intérêt même de son avancement.*

Mais, en matière civile, elle est revêche au possible. Elle se restreint, presque uniquement, aux choses essentielles du droit social, telles que : la séparation, le divorce, les pensions alimentaires ou les désaveux de paternité ; en un mot, elle se borne aux actions *personnelles*, dans lesquelles l'indigence de l'individu n'offre aucune espérance à l'appétit des honoraires.

Mais que, par malheur, il s'agisse d'un citoyen ruiné, justement parce qu'on ne lui paye pas ce qu'on lui doit, et impuissant à obtenir justice, parce qu'il n'a pas les moyens de la payer, toutes sortes de difficultés sont soulevées.

L'assistance judiciaire est maîtresse de s'accorder ou de se refuser. Elle n'est pas tenue de motiver ses décisions. D'ordinaire, elle préjuge la cause dont elle s'est fait remettre les dossiers ; *elle décide ainsi, sans entendre personne*, que le malheureux réclamant perdra ou gagnera son procès. De telle sorte que, pour l'indigent, il n'y a *ni discussion ni contradiction, ni jugement ni justice.*

« A celui qui a, il sera donné ; et à celui qui n'a
« rien cela même lui sera ôté. »

Dresser un état des innombrables spoliations ainsi favorisées est presque impossible.

On soupçonnera, néanmoins, une partie de la grandeur du mal, quand on saura que, dans le comité décidant souverainement le refus ou l'accordance, l'avoué *adverse* est présent. Celui-ci a le droit de discuter l'indigence ; or, 99 fois sur 100 il prouve que le réclamant est un millionnaire déguisé en pauvre, sinon un plaideur enragé et de mauvaise foi ; car, sachez-le, ô lecteur qui aurez affirmé votre fortune en achetant mon livre, on ne remplit les conditions voulues pour être assisté *qu'en prouvant qu'on n'est pas imposé aux contributions mobilières*.

Ainsi vous payez 2,000 francs de loyer ; un misérable vous vole et vous ruine ; votre propriétaire, n'ayant pas touché son terme, vous poursuit et va vous vendre. Vous sollicitez l'assistance pour obtenir ce qu'on vous doit et, aussi, pour retarder la vente de votre mobilier.

Peine perdue ! le percepteur affirmera que vous êtes imposé, donc vous serez vendu tout de suite.

Mais aussitôt cela fait, quand vous aurez été expulsé, quand vous serez devenu un simple vagabond, *non imposé* et pour cause ! oh ! alors, vous remplirez toutes les conditions et si votre débiteur ne dispose pas d'influences trop puissantes, PEUT-ÊTRE pourrez-vous obtenir l'assistance, afin de plaider

contre lui. Cela pourra durer deux, trois, quatre, cinq ans, pendant lesquels, *vous*, vous aurez le droit de mourir de faim, et *lui*, la facilité de cacher sa fortune sous le nom d'un tiers, s'il n'aime mieux s'enfuir à l'étranger. Une pareille organisation a dû provoquer bien des colères.

En fait les procédés persécuteurs de certains avoués leur ont attiré des représailles.

On va voir, notamment par l'exemple suivant, que leur naturel retors s'ajoutant aux difficultés dont le Code de procédure entoure la rectification d'erreurs commises en matière civile, ont, quelquefois, poussé les victimes de ces erreurs à commettre un crime uniquement pour *obtenir des juges*.

L'affaire a été retentissante et s'est déroulée devant la cour d'assises de la Seine en juin 1884.

Voici le fait : un homme, victime d'une erreur judiciaire, avait été exaspéré par les agissements d'un avoué et avait fini par lui tirer un coup de pistolet.

A l'audience, nulle obscurité sur l'erreur commise ; tout roule sur la tentative de meurtre.

L'avocat général, soutenant l'accusation, n'a d'autre moyen de charger l'accusé, que de le présenter comme « exploitant, pour s'enrichir, l'erreur commise par la justice vis-à-vis de lui. »

L'homme est ruiné par un jugement erroné ; il

prouve l'erreur; l'accusé lui oppose la « *chose jugée* »; *il a un titre, il s'en sert.*

En équité, l'erreur ne fait pas compte ; pour l'avoué, au contraire, elle compte deux fois.

L'homme est père de famille; spolié, il s'affole; un seul moyen, pour lui, d'avoir des juges : commettre un crime. Il le commet.

C'est cet homme que l'avocat général appelle un exploiteur ; il le dépeint, suivant la théorie du parvenu bourgeois, comme un individu ayant fait tous les métiers « sans prospérer dans aucun », et il termine en lui jetant à la tête l'épithète de « *déclassé* ».

N'avoir pas réussi et, par surcroît, avoir été spolié, tels sont les deux premiers crimes de cet homme ; dès lors sa tentative de meurtre est une récidive et il a mérité toute la sévérité des lois.

Mais le jury était composé de justiciables, ayant, vraisemblablement, connaissance de ce que pèse la procédure civile ; il s'est apitoyé sur l'accusé et a rendu en sa faveur un verdict d'acquittement.

L'affaire dont je viens de parler a été connue du public sous le nom de *drame de la rue de la Paix* ; l'accusé se nommait Pagot et l'avocat général était M. Quesnay de Beaurepaire.

Si j'ai rappelé la théorie criminaliste de cet avocat, c'est, d'abord, parce que lui-même est haut placé

dans l'esprit des gens de justice, et que, par suite, il représente assez fidèlement l'état psychologique du plus grand nombre de nos magistrats.

Si, au lieu de s'adresser à des juges subordonnés à un jury, son réquisitoire s'était adressé à des juges chargés de condamner et d'appliquer la peine (ce qui est le cas de la juridiction correctionnelle), il est certain que Pagot aurait été condamné.

Jusqu'ici, je n'ai examiné que l'avoué agissant en vue d'un procès ; mais son ministère s'étend bien au delà de l'audience.

De concert avec le notaire, il a, en quelque sorte, monopolisé les ventes d'immeubles et on peut dire que ces auxiliaires de la loi sont réellement les agents de change de la propriété immobilière. Aussi, comme leurs confrères de la Bourse, peuvent-ils, aisément, arriver à créer des *cours moyens*.

En dehors des ventes traitées de gré à gré et qui sont les moins nombreuses, toutes les fois qu'il s'agit de réaliser un immeuble, pour satisfaire une créance ou pour le partage d'une succession, il faut avoir recours à l'avoué.

La loi, elle-même, interdit toute convention par laquelle un créancier se réserverait le droit de faire vendre les immeubles de son débiteur, sans remplir les formalités de saisie immobilière. Produite en justice, une pareille convention serait déclarée nulle.

Donc tout se passe sous l'œil du tribunal et par ministère d'avoué.

Je ne détaillerai pas les mille ruses, permises par la loi, en matière de vente immobilière ; je dirai, seulement, que l'avoué poursuivant fixe la *mise à prix*, rédige le cahier des charges et que, faute d'enchérisseurs, il reste adjudicataire.

Les traités qui commentent cette partie de la procédure ont, même, le cynisme d'enregistrer la réflexion suivante :

A cette question posée par le professeur :

— Si aucun enchérisseur ne se présente ? que fait-on ? Le traité répond :

— Le poursuivant sera déclaré adjudicataire pour la mise à prix portée au cahier des charges ; CE QUI EST SANS INCONVÉNIENT POUR LUI, PARCE QUE, S'IL NE VEUT PAS DU BIEN DU SAISI, IL PEUT METTRE UN PRIX TEL QU'IL N'AIT POINT À CRAINDRE QU'ON LE LUI LAISSE.

Je voudrais bien savoir à quel signe un honnête homme peut reconnaître *le prix capable de ne lui inspirer aucune crainte* ? Évidemment ce n'est pas un prix *trop élevé* ou seulement dépassant le total de sa créance. Car, alors, le créancier aurait à faire un versement. — C'est donc un prix *très bas* et, généralement, très au-dessous de la somme qu'on lui doit. Voilà le prix qui lui donne toute sécurité.

Or, il suffit de réfléchir à la juiverie de cette cir-

constance, pour pressentir les manœuvres auxquelles on peut se livrer, en vue d'éviter la concurrence, au jour des enchères ; aussi on frémit à la pensée des abus pouvant se produire, rien qu'en ce qui concerne les opérations du *Crédit foncier*.

Les ventes immobilières sont un des gros profits des avoués ; elles sont, pour ainsi dire, cousues à leur monopole et, si la loi leur a imposé quelques responsabilités, elle leur a, en échange, accordé tant de privilèges, pour le recouvrement de leurs frais, que cette responsabilité trouve rarement l'occasion d'être exposée.

Et, pour finir : l'avoué étant très souvent élu député, comment peut-on espérer obtenir par lui soit des réformes utiles en matière de procédure, soit des lois égalitaires sur la propriété immobilière ?

Passons aux avocats.

*
* *

L'*avocat* en robe est un des souverains les plus importants de l'ordre judiciaire.

En fait, c'est lui qui inspire les jugements et, pourvu qu'il se renferme dans certaines limites prévues par les règlements, il jouit, à la barre, d'une immunité complète.

La profession d'avocat est libre. Tout citoyen

français qui, jouissant de ses droits civils, justifie de la possession d'un diplôme de licencié en droit, peut se faire inscrire au tableau, après trois années de stage.

Malgré ce libéralisme apparent, il ne faut pas croire qu'à Paris, par exemple, tout licencié en droit puisse exercer la profession d'avocat. Il est arrivé quelquefois qu'en dehors des cas prévus par les règlements organiques, certaines prohibitions ont barré la route à des licenciés.

Quoi qu'il en soit, pour l'avocat, point de charge à acheter — (excepté dans deux cas dont je m'occuperai plus tard), point de patente à payer ; un simple droit, très minime, lors de la prestation du serment et c'est tout ; de par la loi, donc, c'est la profession libérale par excellence.

Grâce à deux expressions sentimentales où l'on s'est plu à réunir « la veuve et l'orphelin », la profession d'avocat a toujours été considérée comme ayant un caractère particulier de noblesse et de générosité. Aussi les rejetons de l'ancienne aristocratie, en invoquant tout bas le « *cedant arma togæ* », prenaient la robe sans déchoir ; pour les rejetons de la bourgeoisie la toque était une élévation ; pour les fils de commerçants, d'industriels et de cultivateurs, c'était le rêve !

L'histoire des avocats justifie ce prestige, car

elle est féconde en traits de loyauté, de générosité et de grandeur.

Par malheur, ce qu'on appelle les « progrès de la « société moderne » tend visiblement à transformer l'histoire en légende.

Nos avocats ont beau se draper, aujourd'hui, dans la solennité de leur corporation ; ils ont beau, perpétuant une appellation empruntée aux anciens états généraux, vouloir être un *ordre* dans la nation ; ils ont beau s'enorgueillir, à juste titre, il est vrai, de l'austérité de leur conseil directeur, le redoutable contact de la question d'argent est monté jusqu'à eux et menace leur antique prestige.

Je n'entreprendrai pas de faire une histoire complète de la corporation ; je me contenterai de signaler que c'est, surtout, au lendemain des grandes fièvres agioteuses que les dépressions morales envahissent les classes les plus respectées.

Il en a été ainsi après les orgies du Directoire. après les spoliations des alliés en 1818 et c'est ce qui explique les prescriptions sévères du décret de 1810 réglementant la profession d'avocat et celles de l'ordonnance de 1822 qui en a laissé subsister presque toutes les dispositions.

Les plus topiques de ces dispositions sont les suivantes :

« Nous défendons expressément aux avocats...

« de faire des traités pour leurs honoraires ou de
« forcer les parties à reconnaître leurs soins avant
« les plaidoiries. »

« Nous voulons qu'ils s'abstiennent de toute sup-
« position dans les faits, de toute surprise dans les
« citations et autres mauvaises voies... »

« Nous voulons que les avocats taxent, eux-
« mêmes, leurs honoraires avec la discrétion qu'on
« doit attendre de leur ministère. Dans le cas où la
« taxation excéderait les bornes d'une juste modé-
« ration, le conseil de discipline la réduira eu
« égard à l'importance de la cause et à la nature
« du travail ; il ordonnera même la restitution s'il
« y a lieu. En cas de réclamation contre la décision
« du conseil de discipline, on se pourvoiera au tri-
« bunal. »

Il est clair que cette réglementation a été rendue nécessaire par des pratiques récemment constatées.

On cite peu d'exemples de procès intentés par des avocats à leurs clients ; néanmoins, en février 1860, une affaire de cette nature, portée devant la cour d'appel de Paris, fit quelque impression dans le monde du palais et dans le monde de la presse.

Un avocat du barreau de Troyes avait défendu, en cour d'assises, un jeune homme accusé de viol et d'assassinat ; il avait fait, dans l'intérêt de cette défense, un voyage à Paris pour consulter un mé-

decin-légiste. L'accusé fut condamné aux travaux forcés.

L'avocat avait reçu du père de celui-ci une somme de 500 francs; il demanda, comme complément d'honoraires et déboursés de voyage, une autre somme de 2,500 francs, s'appuyant sur une correspondance *antérieure aux débats*, pour démontrer que les honoraires avaient été convenus à 3,000 francs.

A l'unanimité, la cour d'appel déclara que de pareils procès étaient regrettables et exprima le vœu qu'ils ne se reproduisissent plus dans l'avenir; que, si, à Troyes, les premiers juges avaient cru devoir accueillir les prétentions de l'avocat, ces prétentions étaient contraires aux usages du barreau de Paris. Cela dit, et, comme il fallait résoudre la question posée, la cour rendit l'arrêt suivant sur les conclusions conformes de l'avocat général :

« Considérant que la convention articulée par
« X... est en dehors des usages honorables du bar-
« reau, et qu'elle n'est pas établie; qu'en effet il est
« bien reconnu qu'il l'a proposée, mais que, loin qu'il
« soit constant qu'elle ait été acceptée, le contraire
« résulte de la lettre adressée par l'un des fils du
« défendeur à X... à une date postérieure;

« Considérant que, dans cette situation et dans
« les circonstances qui ont accompagné l'affaire
« dont il s'agit, le paiement fait par le défendeur

« à X... et accepté par celui-ci a été suffisamment
« rémunérateur; déboute X... de ses demandes et
« le condamne aux dépens. »

La cour n'avait même pas besoin de rechercher si la convention était ou non établie. Il suffisait que l'avocat ait voulu « forcer la partie à reconnaître ses soins avant les plaidoiries », et que le conseil de discipline, dont c'était le droit, ait émis l'avis que la demande supplémentaire était exagérée.

L'exemple précédent est, si je suis bien informé, presque unique, et nos avocats français montrent, généralement, beaucoup de loyauté et de désintéressement.

Les prescriptions du 10 décembre 1810 et du 20 novembre 1822, réglementant la profession d'avocat, la déclarent incompatible avec toutes les fonctions de l'ordre judiciaire, à l'exception de celle du suppléant; avec les fonctions de préfet, de sous-préfet et de secrétaire général de préfecture; avec celles de greffier notaire ou avoué; avec les emplois à gages et ceux d'agent comptable; et enfin, avec toute espèce de négoce. Elles prononcent même l'*exclusion* à l'égard de toute personne exerçant la profession d'*agent d'affaires*.

Ces prescriptions, si honorablement sévères, ont été l'objet de la sollicitude du conseil de l'ordre.

Par malheur, la plaie financière qui s'est abattue

sur la France et qui, depuis 1815 jusqu'à aujourd'hui, n'a jamais arrêté ses envahissements, a causé, depuis la guerre surtout, et surtout, aussi, depuis le grand vertige agioteur de ces dernières années, des désordres et même des scandales jusque dans l'ordre des avocats.

Au grand préjudice de la dignité professionnelle et en violation des incompatibilités, au moins morales, que comporte la profession, on a assisté à cet étonnant spectacle d'un avocat sorti du tableau pour aborder la politique et étant, non pas secrétaire général, sous-préfet ou préfet, mais député présidant une assemblée délibérante, descendre de son siège pour plaider, devant la magistrature civile et dans des circonstances solennelles, un simple procès commercial, roulant, il est vrai, sur de nombreux millions.

Les plaidoiries terminées et, vraisemblablement, des honoraires en rapport avec l'affaire ayant été reçus, cet avocat a repris son siège présidentiel.

Il s'appelait Jules Grévy.

Certes ! je n'ai point l'intention d'incriminer, ici, la loyauté de l'homme, devenu depuis le premier magistrat de France, mais je constate que, pour lui, décrets et ordonnances sont demeurés « lettres mortes ».

Cet exemple, venant de haut, n'a peut-être pas

peu contribué à relâcher la discipline de l'ordre, et, comme plus on descend la gamme des notoriétés, plus les agissements se trouvent à l'aise dans leur obscurité, on a fini par découvrir que les trafics d'argent étaient venus se juxtaposer aux honoraires, dans un certain nombre de procès financiers.

Les faits auxquels je fais allusion sont encore tout récents et ont causé quelque émotion.

Des avocats, ayant remarqué le nombre de plus en plus croissant des actionnaires spoliés par les financiers, ont pensé qu'il y avait là, pour eux, un champ fertile à cultiver ; aussi se sont-ils avisés de faire de la conciliation préventive, après avoir syndiqué avec l'aide « d'agents d'affaires », un certain nombre d'actionnaires et avoir intimidé par une terrifiante procédure, les administrateurs responsables des sociétés visées.

Déjà, un avocat assez connu et exerçant depuis longtemps, avait réussi à toucher, par ce moyen, de très fortes indemnités, *sans plaider*.

Alléché par ce succès d'un ancien, un jeune avocat qui, lui, était né dans la finance, osa aller plus loin et, non content de l'indemnité officielle qu'il recevait, il *préleva le tiers de celle qu'il avait obtenue pour ses clients*.

Le conseil de discipline dut sévir ; il venait, d'ailleurs, de découvrir ce qu'il ne cherchait point,

car il était alors, seulement, sur la piste d'une espèce de syndicat d'avocats, ayant pour but d'accaparer la défense de certains criminels célèbres. Une organisation complète fonctionnait ; des subalternes en étaient les agents, et faisaient *de la réclame*, non désintéressée, à coup sûr, auprès des criminels, en faveur de certains avocats.

Ces différentes manœuvres où la finance avait toujours sa part, tendaient aussi à un autre but ; des avocats ayant une situation électorale, espéraient trouver, dans une cause célèbre, une sorte de plateforme où ils s'exhiberaient mieux à l'attention publique, donnant ainsi aux œuvres de la justice, un caractère de mise en scène et de jeu théâtral, que j'ai déjà signalé à propos des substituts.

Bien entendu, je n'avance rien qui ne soit matériellement exact, et ceux qui voudront des détails plus circonstanciés n'ont qu'à lire certain journal, non suspect d'anarchisme ou de haine envers la magistrature : *le Figaro* du 5 juin 1885.

Ce besoin de réclame, cette sorte d'histrionisme, ont eu, cependant, des moyens beaucoup plus honorables de se satisfaire.

On sait que la magistrature, en audience, exige un grand respect, tout en laissant aux avocats toute latitude, quant à l'affaire objet de leur plaidoyer.

Rarement, en matières civiles ou même crimi-

nelles, il lui est arrivé de se fâcher sérieusement.

Mais, en matière politique, il n'en a pas toujours été ainsi.

Sous l'Empire, une affaire retentissante a agité l'opinion.

C'était en 1860 ; M. Émile Ollivier, qui n'était pas encore le naufragé que l'on sait et qui, au contraire, tenait alors très haut le drapeau républicain, avait osé dire, en défendant Vacherot, auteur du célèbre ouvrage *la Démocratie*, que l'avocat impérial avait prononcé un réquisitoire contenant des parties irritantes, un appel aux passions, et que cela était « mauvais ».

Aussitôt, le président l'avait interrompu par ces mots :

— « Vous venez de dire une inconvenance, rétractez-la. »

Ainsi interpellé, l'avocat déclara que, ne croyant avoir rien dit d'inconvenant, il n'avait rien à rétracter.

En lisant, aujourd'hui, les interminables débats qui se sont déroulés, en cour d'appel, à propos de cette affaire, évoquée uniquement dans le but de punir Émile Ollivier d'avoir osé qualifier le langage de l'avocat impérial, on est confondu de voir que cette même magistrature, si délicate, quinze jours auparavant, à propos des honoraires d'un avocat, et

de la dignité professionnelle du barreau, perd, tout à coup, son sang-froid dès qu'il s'agit d'une question politique et ne donne plus que le spectacle d'une remarquable platitude envers le pouvoir établi.

Émile Ollivier fut suspendu pendant trois mois de l'exercice de sa profession.

Voici quelques-uns des motifs de l'arrêt de la cour :

« Considérant..... qu'à aucun titre il ne saurait
 « être permis aux avocats de se faire les juges de
 « la conduite de l'organe du ministère public et de
 « s'arroger le droit de censurer soit ses actions, soit
 « ses paroles, soit, surtout, ses intentions pour leur
 « infliger un blâme public.

.

« Qu'il est judiciairement établi que, parlant
 « d'un appel fait, disait-il, par le ministère public,
 « dans son réquisitoire, aux passions les plus
 « irritantes, M^e Ollivier a ajouté que *cela était mau-*
 « *vais*; qu'une telle expression contient, évidem-

« ment, un reproche adressé à l'organe du ministè-

« re public; que, par là, M^e Ollivier s'est écarté

« du respect dû à la magistrature et a manqué aux

« devoirs de sa profession. »

Suit la condamnation.

Aujourd'hui, un arrêt de ce genre, où l'impertinence et la puérilité se disputent le pas, est heureu-

sement devenu impossible ; mais peut-on affirmer que la servilité dont il est l'indice ait totalement disparu ?

Le servage politique de la magistrature n'a jamais abouti qu'à diminuer sa propre autorité et à détruire celle des gouvernements.

Il en a été ainsi pour l'Empire, lors du procès Baudin, qui fit la fortune électorale de Gambetta ; il en a été ainsi, sous le septennat, lorsque les magistrats de la coalition du 16 mai condamnèrent le même Gambetta et 3,249 de ses confrères, soit à la prison, soit à l'amende pour le fameux dilemme : *soumission, démission*, posé à la face du pays, au loyal soldat qui, homme d'État médiocre, tenait alors les rênes du gouvernement.

Depuis que la constitution [de 1875] est en vigueur, les procès politiques, un peu raréfiés, n'ont pas eu ce caractère qui donne à l'avocat l'allure d'un chef de parti.

Cela vient de ce que le pouvoir établi a un peu fustigé l'attitude frondeuse que la magistrature affectait envers lui.

Quant aux avocats, ils sont arrivés à se soucier bien moins de sauver leurs clients ou, même, d'afficher une ligne politique, que de faire parader leur éloquence dans un prétoire envahi par la foule et au milieu d'un bruit retentissant.

Malgré cela, il est surprenant que le caractère de noblesse, imposé, par ses statuts, à l'ordre des avocats, n'ait pas suscité dans son sein l'éclosion d'un réformateur à la fois convaincu et expérimenté.

Hélas ! ni réforme ni conviction, quand l'expérience ne sert qu'à faire du scepticisme.

Entre la jeunesse et la sénilité, la génération actuelle ne trouve plus sa voie : on croirait morte la virilité !

D'une part, l'avocat pourvu d'une clientèle nombreuse, consent rarement à l'abandonner pour échanger ses revenus contre la maigre rétribution allouée aux députés.

D'autre part, s'il prend ce parti, c'est, le plus souvent, parce qu'il est près de la retraite et, dans ce cas, il ne peut plus consacrer aux travaux législatifs qu'une activité diminuée.

Le mandat électoral est donc, surtout, brigué par les jeunes, c'est-à-dire, par ceux dont la clientèle n'est point faite, dont la fortune est à construire, dont l'expérience est à venir.

Sortis de l'école, imbus de tous les défauts de nos codes et nourris de tous les préjugés, ils sont incapables de s'affranchir des traditions parasitiques, dont la pénétration est effrayante d'universalité.

Élus députés, ils plaident pour leurs électeurs de la même façon qu'ils eussent plaidé pour un client

à honoraires ; et comme, dès lors, le moindre emprunt, le moindre chemin de fer soulèvent, autour d'eux, les malfaiteurs de la finance anonyme, ils finissent par absorber dans « *les affaires* » une aptitude au travail et une intelligence que les réformes sociales eussent merveilleusement utilisées.

*
* *

Pour en finir avec les *auxiliaires de la justice*, je n'ai que quelques mots à dire de l'*agrée* et de l'*avocat à la Cour de cassation*.

— L'*agrée* est un avocat qui est, en même temps, *avoué spécial* aux tribunaux de commerce où l'intervention de ce dernier fonctionnaire n'est pas obligatoire.

Le ministère de l'*agrée*, lui-même, ne l'est pas, en théorie ; mais il l'est devenu, en fait, parce que les nombreux retards de l'audience fatiguent et déconcertent les plaideurs ; or, un homme qui, par profession, assiste, tous les jours, à toutes les séances, y étant occupé lui-même pour plusieurs affaires, a de plus grandes facilités pratiques et matérielles que le commun des martyrs.

Leurs honoraires tarifés sont minimes, étant calculés isolément, mais, comme toutes les affaires sont appelées au minimum quinze ou vingt fois avant

d'aboutir, c'est par ce nombre qu'il faut multiplier leurs vacations tarifées. Cela dit, j'ajouterai qu'ils ont, à la fois, toutes les qualités et tous les défauts des avoués et des avocats.

— *L'avocat à la Cour de cassation* l'est aussi *au conseil d'État*; il y fait de la procédure comme avoué et il y parle comme avocat.

C'est la haute juridiction judiciaire ou administrative; leur mandat, généralement pur de toute espèce de soupçon, s'exerce avec une loyauté peu commune. Ils sont bien obligés de connaître les chicanes de la procédure, dans tous leurs secrets, mais, comme ils ne les étudient que dans un sens de réforme, ils finissent toujours par être les ennemis les plus convaincus de tous les abus.

C'est parmi ces fonctionnaires qu'on pourrait puiser largement des collaborateurs éclairés, le jour où l'on voudra réformer nos codes.

IX

Réformes.

Exemples d'honneur. — Comparaisons. — Traitements uniformes.
— Limites d'âge. — Brevet et élection.

Mes critiques sont terminées. Me voici maintenant bien à l'aise pour déclarer que, malgré leurs nombreux défauts, les *dépositaires de la justice* et *leurs auxiliaires en France* méritent, incontestablement, d'être mis au premier rang de tous ceux qui, en Europe, occupent les mêmes fonctions.

Du moment que l'*idéal du juste absolu* ne domine plus mes comparaisons, du moment que je mesure les humains entre eux, j'éprouve une grande joie à affirmer que la plus grande somme de probité, de loyauté, d'indépendance et d'honneur se trouve chez les Français qui servent la justice.

Les grands dévouements ont des héros parmi les magistrats ; les délicatesses professionnelles y sont nombreuses et j'en pourrais citer beaucoup qui,

comme M. Saillard, conseiller à la Cour de cassation, ont donné des preuves d'un tact et d'une délicatesse, que je vais rapporter brièvement.

Étant avocat général à la cour d'appel d'Orléans, M. Saillard avait pris la parole dans un célèbre procès intenté par M. Parent pour arrestation illégale, et avait conclu contre ce dernier.

Débouté, M. Parent s'était pourvu en cassation. Dans l'intervalle, M. Saillard avait été promu conseiller à la cour suprême.

Or il faisait partie de la chambre devant laquelle arrivait le pourvoi. Après la lecture du rapport et les explications de l'avocat qui, comme on sait, ont lieu en séance publique, la cour se retira dans la salle des délibérations. M. Saillard demeura sur son siège et n'accompagna pas ses collègues; il s'abstenait ainsi de prendre part à la décision, parce qu'il avait précédemment formulé son opinion dans un prétoire inférieur.

Cette attitude fut remarquée et lui valut les félicitations de la presse.

Depuis le haut jusqu'au bas de l'échelle des magistrats, il me serait facile de trouver des exemples analogues. J'en trouverais, aussi, parmi les auxiliaires de toute catégorie.

Quant aux avocats, non seulement leur désintéressement est notoire en France, mais encore, dans

leur grand nombre, on ne rencontre pas de ces faiblesses comme on en signale à l'étranger ; par exemple celle de cet avocat anglais qui, réduit à la plus extrême misère, s'est laissé aller à dérober et à vendre un ouvrage précieux appartenant à la bibliothèque de l'ordre ; cet Anglais fut, pour ce fait, condamné, en avril 1873, à six mois de prison. Il est également sans exemple, en France, que, profitant de ses immunités, un avocat se soit avisé de dérober plusieurs millions à des voleurs pour lesquels il avait plaidé et qui lui avaient indiqué leur cachette ; or, c'est ce qu'a fait un avocat italien arrêté à Rome en juin 1883.

Des avoués et des huissiers se refusant à certaines « habiletés », des experts repoussant des offres de corruption, tout cela existe, mais cela prouve aussi, par le seul fait *qu'il faut le signaler*, que l'honneur n'est point général et qu'un mal secret ronge l'organisation dans sa masse.

Peut-on la réformer ?

Certes, je n'irai pas jusqu'à dire, comme M. Grévy, que la meilleure réforme consiste à supprimer la magistrature.

Mais, en admettant qu'on soit d'accord sur la nécessité de refondre les codes, et de réviser la législation ; étant admis, aussi, que Moloch-Baal est véritablement le tout puissant destructeur de la

probité, il faudrait que tous les juges et tous les procureurs, sans distinction de grade, reçussent *identiquement le même traitement*, et cela depuis le juge de paix jusqu'au Président de la Cour de cassation.

Ce serait là supprimer l'avancement dans tout ce qu'il a de perturbateur.

Certains hauts dignitaires sont-ils tenus, par leur résidence, à certaines dépenses de représentation ? il serait très simple d'attacher un crédit limité, à la résidence et non à la dignité ; aucune somme ne serait versée de ce chef au titulaire, mais celui-ci viserait, purement et simplement, les factures pour être payées par le Trésor, jusqu'à concurrence du crédit ouvert.

Quant à la fixation des honoraires communs à tous les magistrats, un calcul facile et basé sur les nécessités de la vie aboutirait, vraisemblablement, à une somme d'environ 15,000 francs par an.

Comme preuve de capacité, l'école que j'ai déjà indiquée au chapitre des *fabricants de lois*.

Aucune fonction de la magistrature ne pourrait être exercée avant l'âge de 45 ans ni après l'âge de 60. On voit, tout de suite, qu'en fixant à 45 ans la durée des fonctions et à 60 ans la limite d'âge, on peut, par un système d'amortissement, assurer les pensions de retraite et même, en tenant compte

de l'état actuel de l'économie financière, *créer*, au bout d'un certain temps, *un fonds* d'où sortirait automatiquement le total des traitements de la magistrature, dégageant d'autant le budget annuel.

Comme recrutement : l'élection ; comme éligibilité : la preuve de capacité dont j'ai déjà parlé.

Cet ensemble de réformes rapprocherait la magistrature de l'idéal auquel le moraliste doit aspirer ; il a, même, cet avantage de ne pas être inconciliable avec l'ensemble de l'organisation sociale en vigueur dont, cependant, les bases fondamentales doivent être changées.

Quant au reste et pour ne pas surcharger davantage ce chapitre, je résumerai les réformes en quelques mots :

La justice doit être gratuite ; par suite, il faut supprimer les huissiers, les avoués, les notaires, etc. ; en un mot, toutes les charges qui s'achètent.

La lettre chargée remplacerait l'exploit : et une seule classe de fonctionnaires donnerait date certaine aux actes.

Ce que je pourrais dire, en addition à ce qui précède, concerne directement la réforme de la procédure et celle des lois ; le détailler, exigerait un volume ; or les grandes lignes que j'ai tracées aux chapitres précédents suffisent, amplement, à ma synthèse actuelle.

1
2

X

Les Détenteurs de la force.

Les faiblesses. — Devoir militaire. — Les brutalités. — Les marins.
GÉNÉRAUX ET PRÉFETS. — Régions et départements. — Ambitions
diverses. — Les questions d'argent. — Les femmes. — Scandale
de 1875. — Cartouches gaspillées. — Une société anonyme. —
Insouciance des législateurs. — Les virements préfectoraux.

Ces souverains très agissants n'ont pas d'initiative; ils sont absolument passifs; sans leur majesté j'aurais pu les ranger dans la série des auxiliaires.

Tout leur mérite se borne à exécuter *des ordres*; aussi, dans la série des fonctions, sont-ils plutôt une expression qu'un principe.

Je ne parlerai pas des guerres; de celles de l'extérieur pas plus que de celles de l'intérieur; je me bornerai à résumer très brièvement les *faiblesses* de la *force*.

*
* *

L'armée nationale, trop souvent réorganisée, a

certainement souffert des indécisions et des tâtonnements des législateurs; telle qu'elle est, elle semble avoir perdu en élan tout ce qu'elle a gagné en nombre et subir, sous cette forme, le contre-coup des vices que j'ai signalés en étudiant les deux fonctions précédentes.

Il est malheureusement vrai que, si le sentiment des *droits* est devenu plus vif que jamais, au contact des injustices sociales, en revanche on dirait que le sentiment des *devoirs* est mort.

Le devoir militaire, auquel nous sommes contraints par l'attitude des nations qui nous environnent, apparaît insupportable au citoyen français. Avec raison on lui a retiré les moyens de s'en affranchir à prix d'argent, mais, simultanément, on a donné à ce même argent une telle suprématie dans tous les faits de la vie civile, que la comparaison vient naturellement à l'esprit du soldat et lui inspire la haine de cette obligation exceptionnellement placée hors du pouvoir du dieu des juifs.

Cependant, une fois incorporé, le soldat est tout autre; l'émulation le gagne, le vieux sang français reprend ses droits et, vienne le danger, il sera brave!

D'un autre côté, si les procédés scientifiques de la guerre moderne ont abrégé les heures du danger, tout en les aggravant, ils ont, en revanche, singulièrement allongé les énervements de l'attente. Dans

cet énervement le soldat fait moins bonne figure qu'en face de l'ennemi, et c'est alors que la discipline souffre des comparaisons que suggère le souvenir des habitudes de la vie civile.

Il faut oser le dire : le nouveau mode de recrutement militaire a cru mettre la fraternité là où les distinctions sociales persistent à ne voir que la promiscuité ; de là, deux excès contraires, suivant les positions respectives de l'officier et du soldat avant leur militarisation.

Jamais on n'avait vu, comme à notre époque, des populations avoir l'occasion de s'indigner pour des actes de brutalité commis d'officier à soldat, tels que ceux dont les journaux ont imprimé plusieurs récits.

Y aurait-il donc, entre l'officier et le soldat, plus d'antagonisme et moins de camaraderie ?

Comment se fait-il qu'en dépit d'une discipline beaucoup plus sévère, les rapports de capitaine à matelot n'ont presque jamais provoqué des scandales analogues à ceux de l'armée de terre ? La réponse est simple ; elle n'est pas, comme on pourrait le croire, dans la soumission dévote qu'on prête si gratuitement au marin, mais bien dans l'identité et la continuité des dangers courus en commun par le chef et le soldat.

La marine, d'ailleurs, continue à être une car-

rière, tandis qu'il n'en est plus ainsi de l'armée. Là peut-être faut-il chercher la cause de certains découragements.

Des théoriciens, fort respectables à coup sûr, souhaitent et prêchent l'abolition des armées permanentes; le soldat actuel les a écoutés et, dans son cœur, caresse ce beau rêve.

Électeur, insensiblement il s'habitue à aller à l'armée comme nos candidats sénatoriaux vont au sénat, c'est-à-dire, en se promettant de voter pour sa suppression; et cette suppression, c'est la nation armée à l'heure du danger!

Hélas! je crains bien que, pour pouvoir retrouver les héroïsmes des soldats de la Convention, il ne nous faille traverser, aux époques symétriques, les préambules sanglants qui ont marqué la grande révolution.

GÉNÉRAUX ET PRÉFETS.

La force militaire et la force civile ont deux sortes de chefs : les *généraux* et les *préfets*. Mais, pendant que les chefs militaires sont répartis en 18 régions, les chefs civils sont répartis en 87 départements.

Cette inégalité du nombre a des conséquences *morales*; des conflits s'élèvent quelquefois, — le plus récent est celui qui s'est produit en Tunisie à propos d'une décision judiciaire. En France il y a aussi des exemples, mais on les cache à l'opinion.

C'est que généraux et préfets font de la direction et de la

justice ; l'un a des conseils de guerre, l'autre des conseils de préfecture.

Bien que les attributions soient nettement séparées, le sens de l'autorité qui s'en dégage domine tous les actes de leur pouvoir respectif.

Au point de vue technique le général a une supériorité : il a passé par les grades inférieurs souvent les plus subalternes et son instruction a fait ses preuves.

Le préfet est nommé un peu au hasard. L'instruction théorique est ordinairement bonne, la pratique, presque nulle.

Le général est dans l'impossibilité d'aborder le corps électoral et de se préparer une candidature au ministère. Le préfet, au contraire, a cette unique préoccupation.

Tous deux ont des batailles à conduire. Le général a plus de péril et moins d'espérances.

Moloch-Baal les surveille tous les deux ; presque toujours méprisé par le général, il est souvent adoré par le préfet ; la plaie juive est grave au corps préfectoral.

L'armée, cependant, n'est pas à l'abri de ses contagions ; mais alors il faut reconnaître que le général, personnellement, est rarement atteint.

L'administration militaire a aussi des officiers ; l'intendance contient des fonctions multiples. C'est là que le paletot du trafiquant se frotte, plus intimement, à l'uniforme du soldat.

L'histoire de l'intendance en 1870 est odieuse. Les marchés militaires de Lyon, l'enquête sur la défense nationale ont révélé des faits épouvantables.

. . .

Les trafiquants emploient tous les moyens, même l'intermédiaire de la femme.

Qui ne se souvient du grand scandale qui éclata en 1880 autour du ministère de la guerre et à propos d'un ancien ministre. Il s'agissait moins de fournitures que de secrets d'État,

surpris par une femme qui en trafiquait. Tout un échafaudage d'accusations s'est élevé contre le monde interlope dont la fréquentation était admise à ce ministère. De nombreux procès ont eu lieu devant la juridiction correctionnelle. Mais comme, tout en consignant le fait, je ne veux point m'égarer dans les récits, fondés ou non, qui ont été produits, je me contenterai de transcrire à cette place quelques phrases prononcées par un avocat plaquant au mois d'octobre 1880 et gagnant son procès :

« Je rappelle, disait-il, qu'en 1875 une certaine dame a abusé de ses relations avec un ministre de la guerre français. Elle a su captiver la confiance du haut fonctionnaire au point de lui dérober les secrets les plus importants qu'elle vendait à l'autorité allemande.

.
« En 1875, elle a eu, au ministère de la guerre, une influence énorme, déplorable..... Elle a de l'argent, beaucoup d'argent ! Ce n'est pas l'amour qui rapporte autant ; les généraux français n'ont pas les moyens de jeter l'argent par les fenêtres. D'où provenait-il donc ? »

Or l'avocat qui parlait ainsi est aujourd'hui sénateur, et s'appelle M^e Allou ; quant à ses paroles, elles suffissent à révéler l'existence d'une situation douloureuse, à peu près générale.

Peu importe après cela que je donne une liste, plus ou moins longue, d'autres scandales, ou d'autres accusations ou d'autres procès.

Dix ans se sont écoulés ; est-ce fini au moins ? Les griffes du monstre juif se sont-elles émoussées au contact de la rigidité militaire ?

Hélas ! j'ai grand peur que non.

En effet, depuis environ une année, il circule une histoire de cartouches avariées et de millions gaspillés, d'un caractère étrange. Le Parlement, les journaux, les brochures, tous s'en sont occupés.

Comment se fait-il, a écrit, au mois de juin 1883, un député, M. de Janzé, que, de 1874 à 1884, c'est-à-dire pendant dix ans, l'administration de la guerre ne se soit pas aperçue que les cartouches, à elle livrées par des monopoleurs, s'avaient avec une rapidité effrayante ? Comment se fait-il que seulement au bout de dix ans et, seulement, après avoir gaspillé des *centaines de millions*, on a découvert que le laiton de ces cartouches s'oxydait en faisant perdre à la poudre une bonne partie de sa force expansive ?

On a même cité une guerre étrangère où ces cartouches employées avaient amené une infériorité de tir, absolument terrifiante quand on songe que l'armée française eût pu être exposée à en éprouver les effets. Et, encore, est-on certain que rien de pareil ne soit arrivé ?

Il n'est pas besoin d'être ni polytechnicien ni chimiste pour savoir que, même l'argent, se sulfure ou s'oxyde au contact de certaines vapeurs ou de certains sels ; or le laiton, *le plus oxydable des alliages*, est en contact avec la poudre, mélange d'éléments divers non combinés entre eux et conservant ainsi leurs propriétés particulières ; sur 100 grammes de poudre, il y a 75 grammes de nitre ; la moitié du poids du nitre représente de l'oxygène ; tout ce que, pour s'oxyder, le laiton prendra d'oxygène au nitre, la poudre le perdra en force ! c'est élémentaire !

Et on a mis dix années à découvrir les effets de ce principe archi-connu. Et au cours des expériences un officier a demandé à un métallurgiste ce qu'il entendait par *cuiivre rouge*. Et dès 1869 un capitaine d'artillerie avait publié « qu'avec « des cartouches métalliques, les approvisionnements étaient « impossibles, parce que des actions chimiques agissent pour « détruire l'enveloppe. »

Et le fournisseur du laiton ainsi employé, réduit aux expédients au moment où il obtenait les fournitures, est actuellement archi-millionnaire !

En 1881 il a constitué une *société anonyme* de métaux au

capital de 25 millions, dont 24 en apports, et empruntant aussitôt 20 millions en obligations, — il est vrai que depuis 1884 les profits de sa société sont subitement tombés de 3 à 1, et il a invoqué la baisse des métaux ! Coïncidence étrange, on commençait à découvrir les vices du laiton ! Seulement on avait déjà consacré 350 millions de francs à refaire notre approvisionnement.

Quand l'anonymat s'ajoute à une industrie en prospérité, on peut être sûr qu'il sert à dissimuler des tripotages passés ou à préparer les moyens de rejeter sur autrui des pertes en perspective.

Le fournisseur de laiton a commencé ses fournitures en 1874, répartissant sur huit années ses dettes parmi ses créanciers. Quatre ans après, en 1878, les créanciers étaient payés et il consacrait 8,250,000 francs à acquérir ou à agrandir des usines.

Pourquoi donc, un an avant l'expiration des huit années, soit en 1881, a-t-il eu besoin de créer une société anonyme, c'est-à-dire, *en apparence*, de partager ses gains avec des actionnaires ?

Et pourquoi 24 millions d'apports, soit 12,000 actions de 500 francs chacune, libérées sans aucun versement ? Admettons que, par impossible, des fonctionnaires attachés aux fournitures militaires aient reçu de ces actions et qu'on les interroge sur leur provenance ; ils ont la réponse prête : je les ai achetées à la Bourse. Et, en effet, ils auront pu les acheter et les revendre. L'agent de change est tenu à garder le secret sur les opérations auxquelles il prête son ministère et, vérifiât-on ses livres, on ne trouverait aucune trace pouvant démontrer que les vendeurs des actions n'en avaient pas, originairement, payé la propriété.

Tels sont les étranges trafics que peut favoriser la création et la circulation de titres anonymes ; aussi admettez une enquête chargée de découvrir : 1° pourquoi on a continué pendant huit ans à recevoir des cartouches, d'autant plus souvent

renouvelables qu'elles s'avariaient plus vite ; 2° comment on a pu payer du laiton à un prix majorant, d'un tiers, les valeurs courantes du commerce des métaux ? et il se trouvera que les enquêteurs, ministre de la guerre, généraux ou préfets ne découvriront absolument rien.

Quant à l'insouciance des législateurs, à l'impassibilité de la commission du budget, elles sont réellement invraisemblables.

*
*
*

L'œuvre démoralisatrice de la finance qui tourmente les généraux entraîne aussi les préfets.

Ces chefs départementaux, qui centralisent tous les pouvoirs ont, eux aussi, été l'objet d'accusations nombreuses.

Mais elles furent provoquées bien plus par les besoins de la politique personnelle des députés et de leurs intérêts électoraux, que par le désir d'économiser les ressources de l'État ou de paralyser certains marchés onéreux.

On a signalé des préfets ayant, en matière d'argent, les virements faciles ; on a même assisté à ce spectacle surprenant d'un préfet, mis en disponibilité, dans des circonstances telles qu'on eût été fondé à croire, jusqu'à un certain point, qu'il portait la peine d'avoir révélé à ses chefs des irrégularités commises par son prédécesseur. Je dois dire que depuis la lumière s'est faite.

La situation psychologique, soulignée par ce détail, me dispense de recourir à d'autres exemples.

Seulement je dois ajouter que si la lumière a été faite, ce n'est pas pour rendre justice au fonctionnaire méconnu, mais parce que des brutalités, commises dans un autre département, sous la responsabilité dudit prédécesseur, ont soulevé des discussions publiques sur ses antécédents.

Ceci me conduit directement à parler du préfet, chef de la force publique, de celle qui a pour but unique d'assurer l'ordre et la paix parmi les citoyens.

XI

Auxiliaires pour la force.

Officiers et commissaires. — Une histoire navrante. — Le soldat de l'ordre. -- La manie du galon. — Consigne. — Actes de probité. — Le gendarme.

Le préfet peut requérir l'armée en cas de trouble.

Le plus souvent, il se contente de son armée spéciale qu'il dirige, à son gré, comme préfet de police.

A Paris le pouvoir préfectoral est scindé; dans les départements il est réuni dans une seule main.

Ce que le général est à l'officier, le préfet l'est au commissaire de police. A son tour, ce que l'officier est au soldat le commissaire de police l'est à l'agent. Seulement le commissaire, comme le préfet, a des fonctions multiples où les choses d'administration et de justice viennent côtoyer l'emploi direct de la force.

Cette jonction des deux pouvoirs amène quelque-

fois des abus effroyables; même avec des *formes légales*, des actes odieux de spoliation s'exécutent au grand jour, renouvelant ainsi, au dix-neuvième siècle, les lettres de cachet qui fleurirent si bien deux siècles auparavant.

Je ne parlerai pas de l'éternelle question des fous arbitrairement séquestrés; cette histoire est si ordinaire et si connue qu'il est même superflu de la mentionner.

Mais voici un fait où il ne s'agit ni d'un fou ni d'un criminel; tout se résume en une manœuvre habile de gens influents qui, voulant prendre, à la fois, la femme et l'usine d'un citoyen, y ont réussi avec le concours du ministre, par conséquent du préfet, puis du commissaire de police.

Ce que je vais reproduire résulte d'un rapport fait par M. Leconte, député, à une commission parlementaire saisie de la pétition d'un citoyen nommé Gillebert; or ce député, assisté d'un de ses collègues, a fait une enquête d'où le bien fondé des faits articulés par le pétitionnaire est pleinement ressorti :

L'histoire est navrante :

« En vertu d'un arrêté du ministre de l'intérieur, en date du 5 juillet 1883, M. Gillebert a été expulsé comme *étranger*, pour ces motifs : qu'il vivait dans l'oisiveté, s'adonnait à la boisson, et par les me-

naces de mort et d'incendie qu'il proférait, était un sujet de terreur pour les habitants de Carentan. Alors qu'il était en Belgique, par suite de cette expulsion illégale, la cour de Caen, qui l'avait déclaré français, autorisait sa femme à vendre à ceux qui avaient provoqué son expulsion, au fils du maire de Carentan et à son associé, amant de madame Gillebert, son usine de céramique. Or, Gillebert, ainsi que l'ont reconnu les tribunaux, le ministre français qui l'a expulsé, M. Constans, et le ministre des affaires étrangères de la Belgique, était Français, né en France d'un père français et ayant joui de ses droits de citoyen. On ne pouvait donc l'expulser comme étranger.

« Les nombreuses dépositions recueillies à Carentan, par les deux députés qui ont procédé à l'enquête sur les lieux, MM. Leconte et Lagrange, constatent que les motifs invoqués à l'appui de l'arrêté d'expulsion sont *une calomnie*. D'après ces dépositions, Gillebert n'était pas oisif, puisqu'il avait relevé et mis en pleine prospérité l'usine qu'il avait achetée délabrée; loin d'être ivrogne, il avait laissé à Carentan les souvenirs très affirmatifs d'un homme extrêmement sobre. Loin d'être un sujet de terreur, il était d'un naturel très calme, même devant les provocations incessantes qu'il recevait de ses ennemis. Un commissaire de police déclare, en outre,

« qu'on lui a offert cinq cents francs pour faire un rapport mensonger » sur Gillebert. Aucune de ces attestations n'est légalisée, dit le rapporteur, et cela s'explique puisque M. Gauville est maire de Carentan, qu'il était notoirement l'ennemi de M. Gillebert et que c'est son fils qui est devenu l'acquéreur de l'usine. »

« D'après le rapport, Gillebert, a fait, au parquet de la cour de Paris, deux plaintes qui n'ont abouti à aucun résultat ; quand il s'adressa au garde des sceaux, on ne lui répondit pas, et quand il porta sa cause au conseil d'État, en demandant l'assistance judiciaire, on lui répondit qu'il n'y avait pas lieu de statuer sur sa demande.

« Gillebert est mort à l'hôpital de la Pitié, le 3 mai dernier, avant que la commission des pétitions eût terminé son travail, mais comme il laisse une fille de treize ans, intéressée à voir laver la mémoire de son père des imputations mensongères formulées contre lui et qui ont amené sa ruine, la commission ne s'est pas crue dessaisie par la mort du pétitionnaire.

« Elle renvoie donc au ministre de l'intérieur la pétition de Gillebert, réclame une juste indemnité pour les pertes que lui a fait subir l'ordre d'expulsion, en le priant de lui donner la sanction qu'elle mérite. »

Cet invraisemblable récit, qui pourtant a été officiellement reconnu vrai, contient en lui-même tout un enseignement.

On a offert à un commissaire de police 500 francs pour faire un rapport mensonger sur la victime de la trame la plus ignoble ; le rapport ne dit pas qu'on les ait acceptés, mais il constate l'expulsion ; d'ailleurs, un ordre du ministre couvrait le subordonné.

Celui-ci pouvait savoir que l'ordre était injuste ; mais il devait l'exécuter, désobéir étant la perte de sa fonction.

Et, cependant, lorsqu'on songe qu'en faisant son devoir, ce fonctionnaire commettait une iniquité, on se sent pris d'une indignation légitime !

Il y a donc des cas où l'abnégation du soldat de l'ordre est exposée à des alternatives épouvantables.

Eh bien, il en est de même de son courage.

En effet, maintenir l'ordre à l'intérieur a ses dangers tout comme repousser l'attaque à l'extérieur.

En fait il est établi que les courages et les probités sont ordinaires parmi les plus humbles fonctionnaires de la police et que, chez eux, les cas de vénalité sont extrêmement rares.

Pourquoi donc les masses populaires sont-elles en hostilité presque permanente avec ce que les préfets appellent « leur armée de l'ordre » ?

Pourquoi cet antagonisme ?

Au moment d'aborder l'examen de ce problème, j'ai besoin de rappeler que l'insurrection permanente du citoyen contre l'agent est un fait à peu près spécial à la France.

Le Français trouve le moyen d'accoter l'amour de sa propre autorité à la haine de l'autorité des autres ; il a la manie du galon.

Le galon a tous les noms :

C'est le ruban rouge, c'est la toque, l'hermine, le collet brodé, le parement doré ; c'est la barrette du cardinal, comme le cordon violet de l'évêque.

Qu'on ne croie pas que cette nomenclature s'arrête aux classes riches, ou aux bourgeois ; la manie du galon est d'autant plus grande que l'homme est plus petit ou la fonction modeste. Elle dépasse les limites du vraisemblable ; elle existe chez l'infirme et elle existe chez l'infâme.

Avez-vous jamais surpris un dialogue entre deux de ces malheureux implorant, journellement, la pitié publique ? L'un est cul-de-jatte, l'autre manchot. Or, dans la confrérie des mendiants, le galon est au cul-de-jatte, car il possède un moyen bien supérieur à celui du manchot, d'attendrir le cœur du passant.

Dans le crime, même vanité ; quiconque a été mis à même d'ouïr, sans être vu, les conversations

qu'échangent au dépôt les criminels récemment arrêtés, ou dans les préaux, les prisonniers après leur condamnation, emporte cette impression que plus le crime est grand, plus les co-détenus ont d'égard pour son auteur.

Au bagne, assurément, le galon revient de droit à celui qu'un triple assassinat, exécuté par lui seul, eût envoyé à l'échafaud, sans la clémence du chef de l'État.

Partout, donc : dans l'horrible, dans le triste, dans le gai et dans l'ordinaire, dans le petit et dans le grand, le Français court après le galon.

Combien de fois un simple citoyen, sans fonction comme sans mandat, mais entraîné par la chaleur d'une querelle, n'a-t-il pas menacé son adversaire de le « faire emballer » !

Le plus drôle, c'est que, dans bien des cas, si, par hasard, le souhait-menace est réalisé, c'est sur l'exécuteur qu'éclate le « haro », et le Français, comme la femme de Sganarelle, déclare volontiers qu'il lui « plaît d'être battu » par quiconque « hormis par la police ».

Eh bien, voilà toute l'histoire ; la querelle n'existe en réalité qu'entre le galon matériel de l'agent et le galon moral du citoyen.

Or, la plupart des agents en uniforme, les seuls dont je veuille m'occuper ici, les seuls même qui

soient en contact officiel avec les citoyens dans leur vie civile publique, ont, généralement, fait partie de l'armée. Ils y ont contracté l'habitude de l'obéissance et le respect de la consigne; bornés dans leur ambition, ils ne font que changer de service, sans presque changer de fatigue. Dressés pour la lutte, on leur ordonne d'être pacifiques. Par contre, aux heures de ses exaltations, le populaire est batailleur.

Dans une foule de circonstances, l'agent, qui est l'incarnation de la loi agissante sous forme de consigne, est en contact immédiat avec l'auteur d'une infraction; son intervention passe rapidement de la langue à la main; il est, dès lors, ce que le pion est à l'écolier; la foule étant toujours écolière et essentiellement gamine : voilà l'antagonisme.

Plus d'instruction et d'éducation chez les uns comme chez les autres arrondirait les angles; plus d'attention chez ceux qui donnent la consigne raréfierait les conflits.

Dans tous les cas, je ne puis m'empêcher d'avoir une haute estime pour les soldats de la paix publique, à tous les degrés, parce que chez eux, bien plus que partout ailleurs, les statistiques m'ont révélé l'existence d'une probité robuste.

Combien a-t-on d'exemples d'agents arrêtant des

malfaiteurs millionnaires et se laissant séduire par leurs offres d'argent?

Croyez-vous que ce haut personnage arrêté il y a quelques années dans les Champs-Élysées, au milieu de ses exploits lubriques, n'ait pas tout essayé pour échapper à l'agent dont il sentait la main à son collet?

On compte par centaines, même des financiers de haut lignage qui, arrêtés, ont offert des liasses de billets de banque aux agents de la force publique! Combien de ceux-ci ont accepté?

Il n'y a que les grands chefs, ou les hauts souverains qui soient capables de faire évader Bazaine; il n'y a qu'eux pour savoir donner *inutilement* l'ordre de mettre la main sur un *seigneur* à ménager.

On a chansonné le gendarme; allez donc, au dernier d'entre eux, offrir un billet de mille francs pour qu'il ferme les yeux même sur un simple délit de chasse dont la constatation lui rapportera peut-être cent sous!

Enfin, demandez à la *Banque de France* où elle recrute ses garçons de recettes?

Hélas! combien compte-t-on de banquiers, d'agents de change, de notaires, de hauts fonctionnaires et même de députés capables de pots-de-vin et de vols? et combien trouve-t-on de ces modestes agents qui, sacoche au côté ou mandat d'arrêt à la main, ont

éprouvé une défaillance au contact de l'or? additionnez et pourcentagez et vous trouverez 1 pour 1,000 dans les humbles et 20 pour 1,000 dans les grands.

Et on voudrait, après cela, que je sois impitoyable pour une brutalité ou une erreur ou une bêtise ! Oh ! que non pas !

A cette époque immonde où l'improbité est générale, il faut saluer respectueusement l'honnête homme qui fait son devoir.

XII

Réformes.

Éducation militaire. — Pièges aux décorés. — La carrière. —
Armée active. — Réserves. — Permutations.

Il faut conclure.

Sur les détenteurs de la force, les agissements corrupteurs n'ont qu'une action réflexe.

Les plus humbles subalternes sont les plus purs ; en remontant l'échelle des grades, on trouve plus d'hésitation.

Donc il faut des réformes ; mais , en traitant ce sujet, je ne m'occuperai plus du préfet qui, par son instruction, appartient aux classes déjà étudiées.

Le militarisme seul et la fréquence de ses naufrages dès que la discipline le lâche absorberont mon attention.

Il est notoire que les chefs de l'armée punissent sévèrement les indécotesses ; ce nonobstant, combien d'exemples a-t-on de sergents-majors ayant,

comme on dit, « mangé la grenouille », mais ayant pu la rembourser, qui ne gardent de cet épisode de leur vie militaire qu'un souvenir folâtre, comme serait celui d'une amourette !

Dans l'ancienne armée, tant qu'il était sous l'uniforme, le soldat « blaguait » l'argent et ne le prenait pas au sérieux.

Une fois sorti, et surtout quand il avait la retraite d'un grade ou la croix, les administrations financières lui ouvraient leurs portes. Les humbles devenaient garçons de recette ou surveillants ; de simples sergents sont devenus banquiers et ont continué à « manger la grenouille ».

Quant aux grades élevés, on leur offrait des fauteuils dans les conseils d'administration.

Il y a beaucoup de noms sonores dans l'armée ; quand à cette sonorité s'ajoute un titre de commandeur ou d'officier de la Légion d'honneur, le clan des financiers les entoure, les séduit et en fait une enseigne.

Alourdis par les fatigues, souvent couturés de blessures, de vieux braves se trouvent, tout à coup, en face d'un service consistant à siéger au conseil une fois par semaine ou une fois par mois, en échange d'une rémunération telle que, jamais, ils n'en eussent rêvé la millième partie, même en risquant leur peau à l'assaut d'une forteresse.

Jugez donc ! en dehors des jetons de présence variant de 10 à 20 francs par séance et représentant la modique somme d'environ 1,000 francs par an, un administrateur touche une part des bénéfices sociaux. Généralement, ils sont dix par société ; une société qui se respecte a toujours un million par an de bénéfices à distribuer ; 10 pour 100 sur un million font tout juste 100,000 francs, et, par administrateur, 10,000 francs.

Cinq sociétés et cinq jours de séance par mois rapportent donc 50,000 francs par an : comment ne serait-on pas séduit !

D'ailleurs, bons enfants, n'entendant pas malice, ignorants comme des carpes en matière de législation financière ; ne soupçonnant pas le mal, ou, même le soupçonnant, ayant conservé du régiment la tolérance du « gobelotage », ils dorment ainsi quelques années ; puis, un jour, ils sont fort ahuris d'être priés de s'asseoir sur les bancs de la police correctionnelle. C'est pourtant ce qui arrive et leur décoration n'a servi qu'à blasonner des escroqueries.

Et voilà comment les lanceurs d'affaires arrachent à la poitrine de braves soldats l'étoile à cinq branches qu'ils impriment sur leurs prospectus.

Si l'ancienne armée préparait ainsi des proies vouées d'avance aux cavernes de Moloch-Baal, qu'on juge ce que peut préparer celle dont le soldat

brûle de sortir ; où il a fréquenté avec les « dégoûtés et les cyniques », où il n'espère aucune carrière, où il ne voit, enfin, qu'un servage odieux, sorte de coupure importune propre, tout au plus, à entraver ses projets d'avenir !

Qu'on ne s'y trompe pas, le « remplacement » avait du bon ; son seul tort était de reposer sur une question d'argent.

Or il est aisé de trouver autre chose, surtout dans un pays où l'instruction gratuite est la préoccupation dominante ; mais il importe sérieusement à sa sécurité qu'une première armée *nombreuse* n'ait pas d'autre occupation que de développer sans arrière-pensée, sa science et sa force. En temps de paix, les travaux publics et l'agriculture trouveraient là ce dont ils ont tant besoin, des bras disciplinés, des travailleurs instruits, qu'ils rémunéreraient largement sans interrompre le métier militaire, lequel y trouverait, à son tour, un entretien de sa force et de sa validité.

Rien n'empêcherait, alors, une seconde armée d'être recrutée pour des courtes périodes afin d'entrer en ligne au jour des grands dangers. Rien n'empêcherait, non plus, l'existence d'une troisième armée, et l'on continuerait la division déjà admise en *armée active*, pourvue d'une réserve, et en *armée territoriale* avec d'autres réserves.

Il n'y a jamais eu d'objection sérieuse contre une pareille organisation militaire si ce n'est celle tirée de la crainte des cohortes prétoriennes trop inféodées à la personne d'un chef d'État.

La République, qui a supprimé la personnalité du chef, écarte également les dangers de ce qu'on appelle en Espagne les *pronunciamientos*. Mais c'est à la condition qu'elle ne se livre pas, comme elle le fait, pieds et poings liés, aux idolâtres de l'or, tyrans anonymes auxquels j'ai donné le nom de Rois.

XIII.

Les Directeurs de l'opinion.

Le forum. — L'opinion publique. — Pouvoir du journal. — Statistique. — Girardin. — Moloch-Baal. — Quatre mensonges pour une vérité. — Subventions. — Comment on trompe l'opinion. — Témoignages divers. — L'affaire Kaulla. — La presse reptilienne en 1866. — L'agence Havas. — La main de l'Allemagne. — L'internationalisme. — La finance et la presse. — Genèse d'un journal. — Rédacteurs et fermiers. — *Figaro*. — *Gil Blas*. — *Débats*. — Leroy-Beaulieu. — Édouard Hervé. — *Le Messager*. — *La Lanterne*. — *La Revue*. — Budget de la presse financière. — Habitudes vénales. — Un syndicat. — Banque nationale. — *Le Petit Journal*. — Témoignages.

Pouvoir absolument nouveau, — bien que la Rome des Césars s'inquiétât du *forum* et la Rome des Papes invoquât la *vox populi*, — l'*opinion publique* n'est, réellement, devenue *souveraine* que depuis le jour où les communications de peuple à peuple, de province à province, de ville à ville et de citoyen à citoyen ont pu s'effectuer dans la plus petite unité de temps ; il y a donc cinquante ans à peine.

Mais, hélas ! ce pouvoir qui avait cru trouver à la fois l'instrument et la consécration de sa souveraineté dans le moyen de faire circuler rapidement la parole imprimée, n'a pas tardé à subir des atteintes sérieuses.

Je ne veux pas dire, pour cela, que l'opinion soit une reine détrônée ou le journal un pouvoir affaibli ; je veux dire seulement qu'entre l'opinion qui croit s'exprimer par le journal et le journal qui prétend diriger l'opinion, un monstre terrible s'est glissé.

Le pouvoir du journal est certain ; le livre, depuis 400 ans que l'imprimerie existe, n'a commencé à se répandre qu'au dix-huitième siècle et il lui a fallu tout ce temps pour ébranler « à peine » le prestige des 36,000 orateurs en soutane qui, dans leur chaire paroissiale, possédaient depuis quatorze siècles toutes les oreilles de la commune et même du plus petit hameau.

Au journal seul était réservée la possibilité de faire, en cinquante ans, la route qui avait pris quatre siècles au livre et, tel qu'il est outillé aujourd'hui, il peut obtenir avec dix lignes et en quarante-huit heures, l'effet que le livre obtiendra peut-être au bout de dix années d'incessante propagation.

Comme le livre, le journal a subi tous les véto, toutes les coalitions de l'obscurantisme et de la théo-

cratie : est-il libre maintenant ? Il est certainement nombreux ; quant à son indépendance, j'en parlerai tout à l'heure. Toujours est-il que, de nos jours, le monde entier lit les journaux.

Une statistique nous apprend qu'il existe dans l'univers 35,000 publications périodiques.

La France occupe le second rang qu'elle partage avec l'Angleterre, l'Allemagne tenant le premier rang.

Le nombre total des publications périodiques est de 4,092 dont 1,586 à Paris et 2,506 en province. Sur ce total il y a 360 feuilles quotidiennes. En établissant une moyenne entre tous les tirages, on peut dire que, par semaine, au moins 41 millions d'exemplaires sont jetés dans le public, soit un peu plus d'un exemplaire par habitant.

En prenant seulement les feuilles quotidiennes, on peut affirmer que, journellement, 18 millions d'exemplaires sont lancés dans la circulation, soit 1 pour 2 habitants ; mais, en ne tablant que sur le nombre des électeurs, on trouve que chacun peut lire tous les jours 2 feuilles différentes.

Il est clair que la communication ainsi établie entre l'écrivain et le lecteur, a une influence incontestable, et le Tartufe qui répondait au nom d'Émile de Girardin le savait bien lorsqu'il publiait ses palinodies sur *l'impuissance de la presse*.

Dans un pays de suffrage universel, l'opinion, par l'électeur, a le pouvoir suprême. Aussi, devant elle, la vieille trinité : loi, justice et force, a-t-elle dû s'incliner tout d'abord ; seulement, courtisane fort habituée aux prostitutions royales, elle a bien vite bâti son plan.

J'ai dit, au début de cette synthèse, comment la trinité des pouvoirs s'était reconstruite et condensée dans le métal ; souteneur de la trinité, Moloch-Baal ne pouvait assurément pas tolérer l'apparition d'un souverain, hors cadre, qui venait, si extraordinairement, déranger l'antique symétrie du *trinus et unus*.

Il le lui fit bien voir et la lutte fut courte ; il l'entraîna bientôt dans son laboratoire infernal et, quand elle en sortit, c'était fini ! de souveraine l'opinion était devenue esclave... elle avait *communié* !

*
* *

Lecteur de bonne volonté qui voyez briller à vos regards toutes les couleurs du prisme, sous la forme de *journaux*, ayez donc la complaisance de fixer votre attention sur trois ou quatre d'entre eux, et veuillez y chercher comment, le même jour, à la même heure, le journaliste a trouvé le moyen de colorer le même fait.

Qu'il s'agisse, par exemple, d'une séance de la

Chambre des députés où MM. Paul et Pierre ont pris la parole.

Un premier journal imprime ceci :

« Dans un discours serré et rempli d'éloquence
« M. Paul a complètement élucidé la grande ques-
« tion à l'ordre du jour ; après lui, M. Pierre s'est
« imposé à la tribune pour y débiter ses calembre-
« daines habituelles, dans le langage terne et plat
« dont il a le secret. »

Maintenant, ouvrez un autre journal d'une couleur différente, vous y lirez ce qui suit :

« Le ridicule discours de M. Paul, débité sur un
« ton fade et monotone, ne saurait compter dans le
« débat ; il est impossible d'étaler mieux son igno-
« rance de la grande question mise à l'ordre du
« jour ; aussi M. Pierre, dans une éloquente impro-
« visation, n'a pas eu de peine à réduire en pous-
« sière la piteuse argumentation de son adversaire. »

Et, cependant, Pierre et Paul *ont été ce qu'ils ont été*, et le journal est impuissant à rien changer au fait.

Mais, dira-t-on, il s'agit là d'interprétations, et les interprétations sont libres.

Soit ! Prenons un autre cas : voici un entrefilet :

« Le ministre de... vient de lancer l'étrange cir-
« culaire suivante (suit le texte). »

Immédiatement un autre journal réplique :

« Nous sommes autorisés à démentir, absolument,
« l'envoi de la circulaire que notre confrère attri-
« bue au ministre de... »

Survient un troisième journal :

« Nos deux confrères ont raison et tort à la fois :
« la circulaire indiquée a bien été préparée, mais
« elle n'est pas encore envoyée. »

Alors, un quatrième journal prend solennellement la parole :

« Ce sort là des racontars absurdes, il *n'existe pas de circulaire !* »

Pour qui n'est pas initié aux secrets de boutique, avouez qu'à la lecture de ces quatre informations il y a de quoi devenir fou.

Eh bien, j'étonnerai sans doute grandement le lecteur en lui apprenant que, très souvent, les quatre informations ci-dessus rapportent, par divers moyens, de fortes sommes à chacun des journaux ; que, dans certains cas, elles sont émanées de la même main, payées par elle et qu'on appelle cela : « faire de la politique ».

Égarer l'opinion est un principe, et je puis, à cet égard, enregistrer un témoignage aussi peu discutable qu'inattendu :

Un procès célèbre avait appelé en France, vers la fin de juillet 1885, un homme d'État italien qui est en même temps un avocat distingué : M. Crispi.

Il s'agissait d'une matière délicate. Un bâtiment couvert par l'immunité postale, et appartenant à une compagnie italienne, avait été saisi par un créancier. En l'état d'agitation, entretenu par la presse italienne et française, entre les deux pays, l'affaire avait promptement dégénéré en querelle internationale. On se plaisait, d'ailleurs, à représenter M. Crispi comme un gallophobe enragé, non pas seulement dans la circonstance actuelle, mais encore depuis de longues années.

Cependant, interrogé sur les dispositions plus ou moins agressives de son futur plaidoyer, M. Crispi protesta vivement contre la réputation qu'on lui avait faite et s'en expliqua dans les termes suivants :

« En 1877, au moment où, en France, la rentrée
« au pouvoir du parti de « l'ordre moral », sem-
« blait une menace pour les intérêts de l'Italie, je
« dus faire des voyages presque officiels en Alle-
« magne, en Suisse, en Angleterre, etc. Je reçus,
« entre autres, à Berlin, un accueil à la fois solennel
« et cordial dont la presse européenne se préoccupa.
« On me représenta comme un ennemi acharné de
« la France. »

« A mon retour à Paris je me plaignis amère-
« ment, à mon ami *É. de Girardin*, du rôle haineux
« qu'on me prêtait.

« — Laissez donc faire ! me dit-il, nous avons
« besoin de vous traiter ainsi, pour chauffer les
« élections.

« — Mais je m'y oppose, c'est une fausseté !

« — Je le sais fichtre bien ! mais, encore une
« fois, laissez dire, c'est une manœuvre nécessaire. »

Le témoignage de M. Crispi, se manifestant au moment où, pour un procès, il avait besoin des sympathies de la France, pourrait être suspecté ; aussi, laisserai-je en dehors les sentiments intimes de l'homme d'État, pour ne retenir que la manœuvre imputée à Girardin ; et encore, aurais-je peut-être hésité à en admettre la réalité si je n'avais trouvé dans les journaux de 1880, écrit et signé par la femme d'un député français, un témoignage très net des attentats qu'avaient pu commettre, contre l'opinion publique, non seulement le même Girardin, mais encore une partie de la presse française.

On se rappelle que le spectre prussien a été fort agité en 1877 et en 1878 ; que M. de Girardin et, avec lui, bon nombre de journalistes avaient pris à ce propos une attitude singulière.

Quelle ne fut pas la stupéfaction lorsque, à l'occasion d'un procès scandaleux auquel j'ai déjà fait allusion au chapitre précédent, on apprit qu'un espionnage prussien était organisé, à Paris, par des femmes ; qu'une certaine baronne K... avait sur-

pris des secrets d'État à un brave général français, pour les vendre à la Prusse; que M. de Girardin lui-même favorisait la création de salons cosmopolites dont la dite baronne K... était l'ornement.

Ces faits divulgués amenèrent la dame en question à intenter à plusieurs journaux un procès en diffamation. Chose étrange! le journal qui prenait sa défense avec le plus d'acharnement était *la France*, alors dirigée par M. de Girardin; ce dernier toutefois prétendait ne pas connaître la susdite baronne.

Les faits prenaient un caractère tellement grave qu'une enquête parlementaire avait été décidée :

Des témoins furent convoqués et, parmi eux, figura madame Georges Graux, femme du député de ce nom. J'ignore comment sa déposition est devenue publique. Toujours est-il que je l'ai sous les yeux; elle porte la date du 22 novembre 1880 et j'en extrais les phrases suivantes, qui concernent une dame de B... amie de M. de Girardin comme la baronne K... déjà citée.

« Elle (madame de B...), dit la déposition, voya-
« geait pour le compte de M. de Girardin. A ce
« moment même — avril 1879 — elle arrivait de
« Berlin. Elle y avait passé une semaine et avait
« vu plusieurs fois M. de Bismarck, à qui elle avait
« remis, de la part de M. de Girardin, *un exposé*
« *confidentiel de l'état de notre armée*. Elle ajouta

« même que si la réorganisation de l'armée se pour-
 « suivait trop activement, M. de Bismarck saurait
 « bien l'empêcher : il y a 100,000 hommes prêts à
 « passer la frontière.

.
 « En avril, mai et juin 1879, vous trouverez
 « dans *la France* des articles de M. de Girardin
 « sur l'occupation probable de nos frontières de
 « l'Est par 100,000 Allemands, et peut-être bien
 « aussi dans le *Télégraphe* vendu en secret, à ce
 « moment-là, 40,000 fr. pour trois mois à
 « M. Portalis. »

Telles furent les révélations ; comme on le voit, la manœuvre attribuée, par M. Crispi, à M. de Girardin est très vraisemblable, et elle se concilie, d'ailleurs, fort bien avec celle dont parle madame Graux.

Ces mêmes révélations donnent en outre un caractère extrêmement grave à celles d'un genre analogue, quoique moins précises, portées en 1867, par un député, M. de Kerveguen, à la tribune du Corps législatif. Ce député donna connaissance d'une lettre venue de Berlin ; l'auteur y signalait un rapprochement étrange entre l'augmentation subite des fonds secrets prussiens et l'attitude prussienne d'un grand nombre de journaux français pendant la guerre de 1866, entre l'Autriche et la Prusse ;

les journaux furent nommés en toutes lettres et les chiffres cités.

Un procès correctionnel où le député fut acquitté et un jury d'honneur proclamant l'innocence des journaux, ne sont pas parvenus à faire une entière lumière, et le doute pèse d'autant plus qu'on a pu lire en 1884, soit dix-sept ans après, dans l'ouvrage de Victor Tissot : *la Police secrète prussienne*, des détails extrêmement concordants avec les allégations de M. de Kerveguen.

Tissot raconte, entre autres choses, comment l'Agence Havas qui, moyennant finances, portait aux nues le Khédive, avait envoyé à Berlin un de ses traducteurs, M. Wollheim (lequel fut, en 1870, à Reims, pendant l'occupation, journaliste à la solde de l'Allemagne) afin de solliciter des *abonnements* auprès de M. de Bismarck ; ces abonnements furent pris et payés, dit l'auteur, par M. Bamberg, grand dispensateur de la manne reptilienne. Tissot raconte également, dans le même ouvrage, que M. de Bismarck avait notifié à son parlement « la « nécessité d'imprimer une direction à la presse « étrangère. » Et cela fut fait en mainte occasion, principalement au mois de décembre 1870, époque à laquelle le même Bismarck disait en propres termes au docteur Busch, son agent, qu'il serait bon d'insinuer que « l'emprunt du gouvernement de la Dé-

« fense nationale pourrait bien ne pas être reconnu
« par le gouvernement avec lequel on ferait la
« paix. » Il s'agissait de l'opération connue plus
tard sous le nom d'emprunt Morgan, et contre la-
quelle je me rappelle fort bien avoir lu des attaques
très vives.

*
* *

Cette dernière manœuvre du chancelier prussien m'amène, tout naturellement, à étudier le rôle de la finance dans la presse, au double point de vue des théories et des pratiques.

Il est quelquefois difficile à des journaux français de soutenir carrément des idées politiques capables de blesser le sentiment patriotique. Mais au moyen de *l'économie politique*, en agitant le *drapeau de l'internationalisme* et de la *fraternité des peuples*, les mêmes journaux peuvent impunément propager les théories les plus propres à amener le démembrement de notre pays.

Si, sous prétexte de développer des théorèmes scientifiques, le journalisme se fait subventionner largement, il a du moins la pudeur de ne pas l'avouer; mais sous la forme d'affaires financières tout change; le système des subventions est d'une application générale; la pudeur n'est plus néces-

saire, la *réclame et l'annonce payées* sont avouées publiquement.

« Or, qu'on le sache bien, toute affaire financière, même d'aspect le plus anodin, peut dissimuler une œuvre à la fois attentatoire à l'indépendance nationale et destructrice de la liberté civique. »

Ayant écrit cela, je frémis d'avoir à constater que pas un journal ne peut se créer sans s'être pourvu d'un traité en bonne forme avec des entrepreneurs de publicité financière.

Ici apparaît dans toute sa force le cercle vicieux dont se meurt la probité du journalisme.

Plus le journal est répandu et plus le fermage des réclames financières est richement payé; et, réciproquement, moins le journal est connu, et moins son fermage, lui rapporte si, même, il en trouve un, de telle sorte que les réclames de la juiverie financière disposent des organes les mieux accrédités.

Toute l'ambition des journaux non dotés par la finance est de faire assez de bruit, n'importe comment, pour pouvoir prétendre à la manne bienheureuse; et si, par hasard, l'un d'eux veut s'enfermer dans sa rigidité, il peut compter sur, environ, 7 à 800 lecteurs, pendant que ses confrères les compteront par centaines de mille.

Voici donc la genèse d'un journal :

Un traitant quelconque veut avoir un organe pour pousser au débit de sa marchandise — le plus souvent un papier à vignettes de valeur douteuse. — Il sait que cela lui coûtera, tout d'abord, en pure perte, 2 ou 300,000 francs. Il porte cette somme dans les livres de son officine au compte Profits et Pertes, frais de publicité, car, pour le moment, il la considère comme perdue.

Il s'abouche ensuite avec des écrivains ; généralement ceux dont le nom est connu par des œuvres antérieures.

Ceux-ci ont presque tous l'horreur instinctive et le mépris absolu du trafiquant ; aussi se hâtent-ils d'établir une démarcation profonde entre la partie politique et littéraire et la partie des annonces et réclames. Le trafiquant accepte. Le rédacteur en chef dirige exclusivement la politique du journal ; quant au trafiquant, il administre sa publicité ou la met en régie.

Mais la direction politique comprend, également, les grandes questions d'économie et, en vertu de ce principe, le rédacteur chargé des questions financières fait quotidiennement un bulletin de bourse et hebdomadairement une revue financière. C'est en la personne de ce rédacteur que se manifesterait le premier conflit. Dans ses études périodiques il est soumis au contrôle du rédacteur en chef, mais

comme ses articles contiennent aussi des appréciations sur les résultats pratiques de l'économie financière, c'est-à-dire, sur les titres au porteur et les sociétés qui les ont émis, il se trouve également sous l'autorité de l'administrateur chargé de la publicité.

Celui-ci, en effet, a promis, moyennant finance, de recommander au public certaines valeurs financières ; il faut donc qu'il y ait concordance absolue entre les conseils et les appréciations du bulletin financier.

Dans ce conflit, le rédacteur en chef politique finit toujours par céder, tantôt parce que, faute d'étude, il n'attache pas d'importance aux questions financières, tantôt parce qu'on lui fait valoir que, moyennant accord, on déchargera son budget de rédaction des appointements du bulletinier.

Cela marche ainsi jusqu'au jour où, à propos d'une question de paix ou de guerre, ou de la loi budgétaire, le traitant le prendra de haut, donnera des ordres au rédacteur, lequel ou se soumettra ou se démettra.

Or veut-on savoir le grand intérêt qui soulève ce conflit ? C'est que le bulletin et la revue hebdomadaire peuvent procurer au journal une rente annuelle de plusieurs centaines de mille francs.

Ainsi, par exemple, *le Figaro* a aliéné sa rédac-

tion financière, bulletin de bourse et revue, contre une annuité fixe de 175,000 francs à lui payée par une société anonyme, laquelle, comme on le pense bien, est obligée de faire produire à cette rédaction au moins le double de l'annuité, soit 350,000 francs.

Le *Gil Blas* perçoit de la même façon une rente annuelle de 105,000 francs à lui versée par un nommé B..... qui n'a employé l'anonymat qu'en signant Don Caprice. On pense bien que ce négociant de la finance ne donne pas 105,000 francs par an pour faire plaisir au *Gil Blas* ; donc, il achète en gros une publicité qu'il revend en détail.

Je pourrais citer beaucoup d'autres journaux qui, tous, indépendamment de la feuille d'annonce-placard, ou réclames avouées, non seulement ne payent plus les rédacteurs de la partie financière, mais, encore, se font payer par eux.

J'ai cité ces deux journaux parce que, grâce à leur genre léger et à leur politique nuageuse, ils ont pu laisser à la finance, qui les paye si chèrement, des allures plus libres.

Cependant, il ne faudrait pas croire pour cela que des journaux réputés sérieux, comme les *Débats*, le *Temps* et la *République Française* n'exploitent pas leur rédaction financière.

Le journal des *Débats*, surtout, est l'incarnation de la finance ; tout dans ce journal est fait pour ser-

vir les intérêts de ses patrons, lesquels ne sont autres que la haute banque elle-même.

Leroy-Beaulieu, rédacteur en chef de l'*Économiste français*, mélange indigeste de finance et d'économie, faisant au besoin lui-même les campagnes à gros profits, étale aussi sa lourde prose dans des colonnes du *Journal des Débats*.

D'autres journaux politiques, affectant des allures puritaines, sont doublés d'un exutoire absolument financier, où les patrons, sous un titre différent, exécutent tous les trafics dont, au besoin, ils dénoncent l'immoralité dans la feuille ostensiblement dirigée par eux.

Par exemple, tout le monde connaît M. Édouard Hervé, le sympathique rédacteur en chef du *Soleil*; on le sait orléaniste; la franchise de ses opinions a fait respecter à la fois l'homme et l'écrivain; bref, c'est un puritain.

Mais il y a un autre Édouard Hervé que peu de gens connaissent; il y a Édouard Hervé ayant des intérêts très intimes avec le *Messenger de Paris*, journal seulement financier. Là peuvent se faire toutes les campagnes fructueuses dont M. Hervé rougirait d'encaisser les profits par le *Soleil*, mais qui, par le *Messenger*, sont tout à fait naturelles.

Depuis le haut jusques au bas de l'échelle des journaux, on pourrait découvrir les mêmes phénomènes.

Qu'un orléaniste ait un faible pour l'agiotage, cela se comprend et c'est l'essence même de ceux qui rêvent le retour du régime de 1830.

Mais que des républicains ou des gens se disant tels se livrent aux mêmes pratiques, c'est ce qu'on a peine à concevoir. C'est pourtant ce qui est.

Ainsi la *Lanterne* qui, de temps en temps, affiche des indignations vigoureuses contre certains tripotages, la *Lanterne* a une doublure vouée à la spéculation, et cela s'appelle la *Réforme financière*.

Du temps de Girardin, la *France* avait pour exutoire la *Semaine financière* ; mais, depuis l'introduction du trafiquant Charles Lalou, une dislocation s'est produite ; une partie de l'ancien personnel de la *Semaine* l'a quitté avec éclat et a fondé la *Revue*.

Mentionnerai-je, maintenant, les innombrables feuilles hebdomadaires ou bi-hebdomadaires exclusivement vouées à la spéculation et dont l'abonnement varie entre 1 franc et 4 francs par an ? Comprend-on qu'un journal de 16 pages de texte donne, pour 1 franc, 52 numéros par an et réalise, ainsi, une perte annuelle de 4 centimes par abonnement, le journal étant compté pour rien, car l'affranchissement à lui seul coûte 1 f. 04 ?

Il est certain que les propriétaires de ces feuilles ne les impriment pas pour le seul plaisir de dépenser leur argent. D'où tirent-ils leurs profits,

si ce n'est de l'exploitation même de leur clientèle et des subventions qu'ils accrochent aux financiers ?

Il y a, à Paris, ai-je dit plus haut, 360 feuilles quotidiennes auxquelles j'ajoute 100 journaux financiers. En moyenne, chacun de ces journaux reçoit de la finance 50,000 francs par an ; une simple multiplication me conduit à la somme fantastique de 23 millions !

Tel est, au minimum, le budget d'entretien que l'ensemble des *rois de la République* a consacré au journalisme.

Le chiffre que je viens d'écrire est minimum, ai-je dit. Le budget de l'État se charge de nous démontrer à quelle somme vertigineuse peuvent s'élever les fonds secrets servant à entretenir la presse française, dans le seul but de « faire réussir des emprunts nationaux ».

Ainsi, je trouve dans l'ouvrage de M. le Trésor de la Rocque, que M. Thiers, pour les seuls frais d'émission, a pu distribuer, sans être soumis au contrôle de la Cour des comptes, 253 millions à l'occasion des deux emprunts de rançon dont le total s'éleva à 5 milliards.

Et il en est ainsi, toutes les fois qu'un emprunt est émis ; et quand certains journaux ne trouvent pas la manne assez abondante, ils « éreintent » l'opération qui n'a pas satisfait leur avidité.

Et alors le lecteur naïf se demande par quel phénomène son journal est ainsi furibond ? et il comprend de moins en moins l'enchevêtrement de la politique et de la finance.

Ces habitudes vénales ne sont point venues spontanément à la presse : elle les a contractées en même temps que le régime impérial, continuant les traditions des gouvernements précédents, lui avait imposé l'obligation du cautionnement, c'est-à-dire l'arbitraire suprême du capitaliste.

Une fois délivrée de cette entrave fiscale et même du timbre, elle continua, car, ayant bu à la coupe empoisonnée des subventions, elle voulut y boire encore.

En outre, la publication d'un journal implique des frais indispensables ; ni le marchand de papier, ni l'imprimeur ne peuvent donner gratuitement leur travail ; une feuille quotidienne un peu complète coûte 100,000 francs par mois. Comme on le voit, la parole imprimée est le plus cher des moyens de communiquer la pensée, et l'on peut dire que l'indépendance absolue du journaliste n'existera que le jour où les accapareurs de capitaux auront cessé de confisquer à leur profit le signe de l'échange.

Le lecteur, il est vrai, pourrait accélérer cette émancipation, en s'attachant, de préférence, à l'or-

gane le plus franc, le plus probe et le plus exact. Par le nombre, l'obole individuelle peut suffire largement à la prospérité d'un journal.

Mais à quel signe reconnaîtra-t-il la triple qualité que je viens de mentionner ? qui la lui révélera ?

Comme on le voit, il y a là encore un cercle vicieux, dont il est bien difficile de sortir.

*
* *

De temps en temps, néanmoins, des vérités cruelles aux financiers se font jour dans la presse, mais c'est particulièrement en vue de quelque combinaison personnelle, et jamais pour la défense impartiale des intérêts généraux.

Afin de donner la mesure des vérités publiées, je dirai que les journaux réactionnaires dévoilent exclusivement les malversations républicaines, et, réciproquement, les journaux républicains, exclusivement, aussi, les malversations de leurs ennemis politiques : de telle sorte que, pour avoir connaissance des infamies, quelle que soit leur provenance, il faut pouvoir lire assidûment presque tous les journaux et encore, malgré cela, certains *rois* parviennent aisément à imposer silence partout. Parmi ceux qui ont le mieux obtenu ce mutisme figure le Prussien Erlanger.

Lorsque le *Figaro* éprouve le besoin de se faire valoir ou d'obtenir l'oubli de quelques trafics à lui seul imputables, il daigne expliquer à ses lecteurs le fonctionnement des agences financières ; il se croit, d'ailleurs, parfaitement indépendant parce qu'au lieu de tirer annuellement une somme variable de sa page financière, il perçoit une somme fixe.

Lorsque mourut le trafiquant Gibiat, condamné pour ses agissements au sujet des chemins de fer de la Vendée, et auteur de nombreuses ruines, le *Figaro* fut pris d'un beau zèle et sous le titre de « Fragments d'histoire financière » il imprima les lignes suivantes :

« Avec M. Gibiat, disparaît le dernier survivant
« du fameux triumvirat : Girardin-Jenty-Gibiat, qui
« durant quelques années et jusqu'en 1879 exerça
« sur les affaires financières une réelle puissance. »

Le journal que je cite énumère ensuite les journaux syndiqués par le triumvirat ; c'étaient : la *Semaine financière*, la *France*, le *Constitutionnel* et le *Pays* ; le *Petit Journal*, la *Correspondance universelle*, ayant un bulletin financier inséré dans 200 journaux de province, et l'*Indépendance belge* ; puis il ajoute :

« Ils auraient voulu fortifier le groupe par l'ad-
« jonction du *Figaro*, du *Temps* et du *Moniteur*

« *universel* ; MM. de Villemessant, Adrien Hébrard, « et Paul Dalloz furent, à diverses reprises, l'objet « de sollicitations, mais firent la sourde oreille...

« Ils conçurent alors le projet de fonder une « banque au capital de 30 millions, qui aurait pour « base l'exploitation de l'instrument de publicité « devenu dans leurs mains une source de richesses. « C'est ainsi que fut fondée la *Banque nationale*. »

Ainsi, voilà qui est net ; des financiers, déjà gorgés d'or, osaient demander au public 30 millions pour mieux continuer leur métier de déprédateurs.

La *Banque nationale* passa bientôt aux mains d'un nommé Lalou, charbonnier, dit-on, par son premier métier et auvergnat par sa dernière orthographe. C'était, pour ce tripoteur, un moyen d'avoir les journaux et de pêcher parmi les millions.

Président de la *Banque*, il rêva lui aussi, comme Girardin, de collectionner les feuilles ; Lalou après Girardin ! c'était bizarre ! ils étaient bien tous deux des hommes de grand vol, mais Girardin avait au moins la plume.

Que dirai-je de plus ?

Il me faudrait raconter ici toute l'histoire du *Petit Journal* et quelle histoire ! Une lutte de sauvages ! Pourquoi cette cupidité ?

Ah ! c'est que, le *Petit Journal* ! c'est 800,000 lec-

teurs ! savez-vous ? Pour un trafiquant quel champ et quelle moisson !

C'est à grand'peine qu'après avoir été violemment arrachée à l'unique survivant de ses fondateurs, Alphonse Millaud (un israélite qui avait oublié d'être juif, sans quoi jamais on ne l'aurait dépossédé) ; c'est à grand'peine, dis-je, que cette feuille toujours grandissante a pu échapper définitivement au charbonnier Lalou, heureusement pour sa blancheur.

Que dirai-je encore ?

Raconterai-je comment et pourquoi certain imprimeur donna cent mille francs, sans sourciller et sans leur *imposer aucune condition*, aux rédacteurs qui, par dégoût, quittant le journal *la France*, allaient fonder la *Nouvelle Presse* ?

S'il vivait encore, que dirait Camille Farcy, ancien rédacteur en chef de la *France* ?

Qu'a dit M. Judet dans une lettre demeurée célèbre, et qu'a dit aussi M. Ch.-L. Limousin dans une lettre à M. Gustave Rivet, datée du 20 juin 1884 ?

A quoi bon insister ?

Tous crient à la vénalité des juifs, maîtres absolus du journalisme, et leurs plaintes sont devenues banales à force d'être répétées !



Féodalité de l'or qui disais, en 1865, par une circulaire signée : *Couche*, ingénieur, et adressée aux commissaires de surveillance, chargés de relever les causes des accidents de chemins de fer :

« Vous ne renseignerez la justice qu'après être
« venus prendre mes ordres. »

Féodalité de l'or qui dis, en 1885, aux journalistes :

« Vous ne renseignerez le public que par mes
« ordres et pour mes intérêts ; vous mentirez sui-
« vant ma volonté et vous insérerez, *parce que je*
« *vous paye*, le même entrefilet menteur à la même
« heure et, simultanément, dans tout le pays, pour
« tromper l'opinion. »

Féodalité juive ! Moloch-Baal vorace ! payant les orateurs qui écrivent et les écrivains qui parlent, payant le prêtre, le rabbin, le sénateur, le député, le ministre, achetant et payant tout, qui donc aura la force de châtier tes crimes ?

XIV

Réformes.

• • • • •
• • • • •

?

II

MONOGRAPHIES

FERDINAND DE LESSEPS. — BOCHER. — ALBERT CHRISTOPHE. —
HENRI GERMAIN. — SEILLIÈRE. — BEOUNT. — ÉPHRUSSI. —
HOTTINGUER. — BAPST. — BERTHIER. — BUSSIERRE. — CAMUS.
— DAVILLIER. — DEHAYNIN. — DENIÈRE. — D'EICHTAL. —
DELESSERT. — DREYFUS. — GERMINY. — HACHETTE. —
HALPHEN. — HEINE. — HENTSCH. — MAGNIN. — OPPENHEIM. —
PILLET-WILL. — VEIL-PICARD. — WADDINGTON.

Ferdinand de Lesseps.

Ce grand international, qu'on appelle, à tort, « grand Français », est, surtout, un *humanitaire*.

Français ? il le serait d'une façon bizarre, car il a jeté son pays dans toutes les complications européennes en exécutant *Suez* et en patronnant *Panama*.

International ? il l'est, et par nature comme par ses anciennes fonctions diplomatiques ; quoique n'entendant rien à la science économique, il s'est, pourtant, découvert, un beau jour, libre-échangiste, et il a fait du libre-échange comme M. Jourdain faisait de la prose.

Humanitaire ? il l'est, certainement, à un très haut degré ; j'en appelle à tous les marins qui, grâce à lui, peuvent éviter le cap, si étrangement nommé « de Bonne-Espérance ».

Sa fonction humanitaire qui lui vaut tous mes

éloges, est couronnée par une vertu suprême : son ignorance parfaite des ficelles de la finance.

Cet homme, qui a remué des centaines de millions, comme Rothschild, et des monceaux d'idées, comme Pereire, est vraiment la figure la plus étrange de ce siècle ; dès à présent, je puis le dire : lors même que tous ses détracteurs l'auraient chargé des crimes financiers les plus abominables et les mieux établis, Ferdinand de Lesseps, à mes yeux, serait encore un Aristide, par comparaison avec les *Rothschild*, les *Cahen*, les *Stern*, les *Camondo* et autres juifs de l'agio. La raison est simple : tous les millions mis en mouvement par lui auront doté l'avenir d'une *utilité* ; tandis que les juifs que je viens de citer laisseront, après eux, un immense trou par lequel auront coulé l'or français et la dignité française en place de quoi, ils auront amoncelé du papier à vignettes, où le portrait du vol s'intitule *crédit*.

Qu'on dise ce qu'on voudra : derrière Lesseps, les générations futures trouveront des dangers évités, des distances rapprochées, des fécondités échangées.

Malgré tout ce qu'on pourra dire : il y a certainement quelque part, sur le globe, un endroit par lequel un vaisseau passe de la Méditerranée à la mer Rouge ; quoi qu'on fasse, entre Gibraltar et les

Indes on n'a plus à compter avec la menace du cap des Tempêtes : enfin, vraisemblablement, dans un délai rapproché les deux Océans mêleront leurs eaux à travers *Panama*.

Je n'examine pas, ici, les conséquences politiques des œuvres géographiques de Ferdinand de Lesseps. Un jugement, à cet égard, m'entraînerait à critiquer tous les gouvernements du globe ; et si, comme je le démontrerai, dans les conclusions de ce livre, le libre-échange est une menace continue de guerre, la faute en est aux dirigeants bien plus qu'aux dirigés. J'appelle donc Ferdinand de Lesseps non pas le grand Français, mais le grand *humanitaire*, parce que dans toutes les conceptions dont il adopte l'exécution, il y a des épargnes de vies humaines, plus ou moins chèrement acquises, il est vrai, comme tout ce qu'on surprend à la nature, mais il ne faut pas oublier que l'Amérique a, aussi, son cap des tempêtes qui s'appelle le cap Horn.

Comment le petit garçon qui naquit, un jour, à Versailles, en l'an XIV de la République et le 28 brumaire, est-il devenu perceur d'isthmes, simplificateur de transports outre-mer, promoteur géographique, agitateur international ?

Rien dans sa famille paternelle ne pronostiquait l'aventurier. Il y a, cependant, de l'Égypte dans son père ; Mathieu Lesseps est qualifié, dans l'acte

de naissance de Ferdinand, *commissaire général des relations extérieures en Égypte* et membre de la Légion d'honneur; il était en congé à Versailles et habitait rue des Réservoirs, lorsqu'il dut convier au baptême de son fils, un de ses amis, un receveur général, nommé Ferdinand D... Ce receveur général, qui donna son prénom à l'enfant, est tout ce qu'il y a de financier dans Lesseps.

Dès l'âge de vingt ans, le jeune homme courut le monde; son père l'avait jeté dans la carrière des consulats. De 1825 à 1835, il évolue entre Lisbonne, Paris, Tunis, Alger, le Caire et Alexandrie. En 1836 son tempérament humanitaire lui vaut la croix de la Légion d'honneur à l'occasion de son courage pendant la *peste*. La peste finie, il redevient diplomate et facilite les rapports entre Mehemet-Ali et le sultan; il quitte l'Égypte, il va à Rotterdam, à Malaga, à Barcelone. Là, en 1842, son instinct humanitaire se signale de nouveau : il sauve la ville des horreurs d'un bombardement; on le fait officier de la Légion d'honneur.

De 1842 à 1848, il est en Espagne : Barcelone et Madrid.

Pendant ce temps, à Paris, Infantin, le chef célèbre de l'école saint-simonienne, qui, en 1846 et depuis vingt ans, avait étudié tous les anciens projets relatifs au percement de l'isthme de Suez,

venait de réussir à créer une société composée de trois groupes : Allemands, Anglais et Français; le 30 avril 1847 une brigade d'ingénieurs s'établissait dans la baie de Tineh, pour faire les premières études. L'un des ingénieurs français s'appelait Paulin Talabot, et c'est lui-même qui raconte ces faits dans la *Revue des Deux Mondes* de mai 1855.

La révolution de 1848 détruisit tous les beaux projets d'Enfantin et de Talabot; quant à Lesseps, remplacé à Madrid par Napoléon-Joseph Bonaparte, en 1849, il venait d'être nommé à Berne, lorsque peu de temps avant le siège de Rome, l'Assemblée constituante l'y envoya comme chargé d'affaires.

Chose étrange! Ferdinand de Lesseps n'avait point pris parti pour le pape et il était moins clérical que le gouvernement républicain.

C'est à cette époque que, pour la première fois, il dut réfléchir sur l'intervention de la finance dans les affaires de la politique et sur la toute-puissance des juifs.

Le vieil entêté qui s'appelait Pie IX, bien qu'ayant vu son pouvoir restauré par l'armée républicaine française, faisait des coquetteries pour revenir à Rome, l'argent lui manquait. Où s'en procurer?

Je cueille dans l'œuvre d'un historien clérical la réponse à cette question, réponse qui est, d'ailleurs, une véritable perle :

« L'empereur de Russie, dit l'historien, offrait à Pie IX de
« lui prêter une somme considérable ; cette offre, émanant
« du chef d'un culte différent, ne fut pas acceptée. Le cardinal
« Antonelli *préféra faire un emprunt chez M. de Rothschild*, à
« des conditions onéreuses. »

Ferdinand, qui a connu tous les détails de ce singulier emprunt, dut éprouver un certain étonnement à voir le pape accepter d'un *juif* l'argent qu'il refusait d'un monarque dont le culte avait, cependant, bien plus de ressemblance avec le sien.

Je ne sais si le futur perceur d'isthmes en devint encore moins clérical, mais, à coup sûr, je retrouve dans le choix de ses moyens financiers, lorsqu'il s'occupe du Bosphore égyptien, le profond dédain du financier juif. Il est certain, toutefois, que le même Rothschild, qui s'empressait de prêter à la papauté, cette sangsue de l'argent catholique, eût refusé, avec autant d'empressement, de prêter à Lesseps fût-ce un million pour percer l'isthme de Suez.

Quoi qu'il en soit, Ferdinand réclama sa mise en disponibilité ; mais, mal vu par le gouvernement, dont il n'avait pas servi la politique, il disparut subitement de la scène diplomatique.

Fort insouciant, grand dépensier et ne comptant jamais, il traversa, à cette époque, une assez longue

période de gêne ; je ne lui en fais pas un crime ; je trouve, au contraire, que son absence de fortune, après les postes élevés qu'il avait occupés dans la diplomatie, est toute à son grand honneur.

Entre temps, la France s'était donné un maître et les saint-simoniens, peu prisés par l'Empire et, d'ailleurs dispersés, ne pouvaient plus guère utilement s'occuper de la grande affaire égyptienne ; dans tous les cas, je ne crois pas que l'idée en soit venue à Pereire. Il n'en fut pas de même de Talabot, qui dit un jour à Ferdinand de Lesseps :

— Toi qui connais le vice-roi et qui n'as rien de mieux à faire en ce moment, tu devrais bien te vouer au succès de cette grande idée.

Ferdinand bondit d'enthousiasme.

— Et surtout, ajouta Talabot, ne vas pas faire comme Félicien David qui, pour toute étude géologique, est allé composer *le Désert* au bout de l'Orient.

Ceci se passait au commencement de 1854. Napoléon III avait, depuis peu de temps, épousé Eugénie de Montijo, comtesse de Teba, cousine de Lesseps. C'était un atout dans le jeu de ce dernier.

Il put donc, avec quelque autorité, rendre visite au vice-roi d'Égypte et agir utilement auprès de lui.

Il réussit. Assurément, ni Infantin ni Talabot n'auraient pu faire ce que fit Ferdinand. Certains

détracteurs prétendent qu'en revenant, muni de la concession, après mille fatigues, non exemptes de dangers, notamment après avoir franchi à cheval les retranchements du camp du vice-roi, malgré la garde qui lui barrait le passage, il avait dépouillé ses anciens coréligionnaires en faisant mettre à son nom l'acte concessionnaire du canal de Suez ; je n'en veux rien croire. La concession fut bien donnée à Ferdinand de Lesseps lui-même ; mais je sais que ses anciens collaborateurs n'ont pas songé un instant à s'en plaindre, à telles enseignes que Talabot, dans son article de la *Revue des Deux Mondes*, parle tout naturellement de la concession faite à « M. de Lesseps par Mohammed-Saïd-Pacha ».

Je ne suivrai pas Lesseps jusqu'au bout de sa carrière : elle est d'ailleurs trop connue pour avoir besoin de commentaires.

Je me contenterai de remarquer que la haute banque juive, domestique née de la pieuvre anglaise, fut, dès l'origine, hostile au canal et que Ferdinand, simple diplomate, nullement ingénieur et à peine avocat, a, par la seule force de sa conviction, l'énergie de sa volonté et sa parole plus chaleureuse qu'éloquente, enlevé, sans le concours des financiers, 200 millions de souscriptions pour commencer les travaux ; je remarque également que jamais il n'a provoqué l'agiotage sur les titres créés dans la

suite, et qu'après Suez terminé il n'avait pas acquis une fortune importante.

Maintenant il a vaincu en Égypte, et il veut vaincre en Amérique.

Panama a-t-il été pour lui une aspiration non seulement à une gloire nouvelle, mais aussi à une fortune capable de doter convenablement la nombreuse génération que lui a donnée mademoiselle Autard de Bragard, la charmante créole qu'il a épousée à Ismaïlia en 1869 ?

La chose est bien possible ! en l'état de nos mœurs françaises, elle serait même naturelle.

Par malheur, l'émission des titres de Panama a été empoisonnée, à son origine, par ce seul fait qu'elle a dû invoquer l'appui de la haute banque. Celle-ci a abusé de sa force : toute l'armée des tripoteurs s'est abattue sur ces titres, et Ferdinand, après avoir discuté, d'égal à égal, avec la plupart des ministres d'Europe, a subi l'humiliation d'avoir à mettre à la porte un de ces entrepreneurs de scandales, qui vendent leur silence aux sociétés malheureusement adoptées par la spéculation.

Il y a mieux encore ; des écrivains publics qui se prétendent économistes ont entrepris, contre Lesseps et son Panama, une campagne de loups-cerviers. L'hypocrisie dont ils font preuve sous prétexte de *sauver l'épargne publique*, me révolte à ce point

que, disposé à être un peu sévère à l'égard de quelques détails de gestion de l'affaire de Panama, je détourne mes critiques pour les concentrer sur les agioteurs dont je connais très bien la visée véritable.

La campagne organisée par les Leroy-Beaulieu et autres juivaillons de la plume, n'a pas d'autre but que de faire baisser les titres de Panama afin de permettre à Lebaudy de supplanter Lesseps à la présidence du conseil d'administration.

Lebaudy ! Grand Jehovah ! ce dévorant des raffineurs, cet agent ténébreux du krach de 1882, dont j'ai déjà eu le désagrément de m'occuper dans le premier volume de cet ouvrage, oserait encore poursuivre sur Panama la série de ses exploits ? et Leroy-Beaulieu ose prétendre qu'il veut sauver l'épargne publique alors que c'est pour la donner à dévorer aux ogres de Rosny et de Bougival ?

Assez d'agioteurs, assez de juifs ! et lors même que Ferdinand serait devenu, sur le tard, quelque peu financier, je le préfère cent fois à ceux qui briguent sa succession.

Lesseps n'est point un parasite ; il y a dans sa vie la lutte et le travail ; sa verte vieillesse parcourt encore l'univers ; à l'âge où d'autres, depuis longtemps, savourent les jouissances du luxe et de la paresse, lui combine et combat.

On le croit à Paris, il est au Caire ; un soir, à six heures, on rencontre un monsieur sur le boulevard de la Madeleine hélant un fiacre ; il a un paletot gris sur le bras, un chapeau haut de forme sur la tête et un petit nécessaire de voyage à la main ; c'est un Parisien allant coucher à Saint-Cloud ? non ; c'est Ferdinand : il part pour l'Égypte !

Cette vie active marque une conviction profonde ; si l'homme s'est trompé, ce sera de bonne foi.

Suez a pu donner un corps aux éternels conflits orientaux ; Panama pourra changer la face de nos rapports avec l'Amérique ; qu'importe ! si la sagesse des gouvernants ne sacrifie pas les intérêts commerciaux de la France dans le seul but d'enrichir l'étranger par des traités de commerce déplorablement organisés ; Suez et Panama conserveront leur utilité humanitaire, et si jamais leur trafic venait à ne pas nourrir les capitaux employés, ce ne sera point la faute de Lesseps, mais celle des joueurs éternels qui tripotent sur les titres et enlèvent toute proportion à la répartition des bénéfices.

Pour mettre à la raison ces incorrigibles, il ne faudra rien moins qu'une liquidation sociale !

II

Bocher.

On lit dans le Bottin :

*Bocher. O. * administrateur des biens de la famille d'Orléans; sénateur.*

Cet homme a osé faire à la France l'insulte de placer la livrée du valet plus haut que l'habit brodé du sénateur !

Gérant fidèle, comptable scrupuleux, parfait honnête homme, suivant la loi, Bocher est encore un de ces parasites inconscients auxquels il me sera impossible de jamais persuader qu'ils ne sont ni des *citoyens français* ni des *travailleurs*.

Certes ! ce fonctionnaire en partie double de la souveraineté nationale régnante et de la souveraineté familiale déchue, n'est pas un ignorant. Je ne lui imputerai même pas à crime la déformation de son cerveau.

Bocher est fils d'agent de change ; Corvetto, ministre des finances, admet Bocher, le père, en même

temps que Demachy dans la fameuse corporation.

Le jeune Henri-Édouard Bocher avait alors cinq ou six ans à peine, car il est né en 1811. Il fit ses classes à Henri IV brillamment, dit-on, et alla achever de se pervertir le sens moral en faisant ses études de droit.

Il était mûr, dès lors, pour faire un auditeur au conseil d'État, parcourut diverses fonctions préfectorales, grâces auxquelles il cueillit un beau mariage dans la finance ornée d'une particule et épousa, lorsqu'il était simple sous-préfet d'Étampes, la fille du comte Alexandre de La Borde, député du même endroit.

Par ses origines, Édouard appartient aux fonctionnaires de la Restauration; par sa carrière, il appartient au monde régnant de 1830.

Je ne le suivrai pas sous le règne de Louis-Philippe, et je n'ai pas besoin d'un long examen pour deviner comment il devint intendant des biens de la famille d'Orléans.

Intendant, voilà sa vraie carrière; elle est bonne, paraît-il, car il la préfère à toutes autres, en y ajoutant néanmoins les bénéfices de la situation d'administrateur de la *Compagnie des chemins de fer du Midi*.

En dehors de cela, maintes fois on l'a vu refuser les portefeuilles ministériels, par raison de santé,

disait-il ; au fond, il n'y a qu'à regarder la liste des incompatibilités et on s'apercevra que, pour être ministre, Édouard eût été obligé de renoncer à ses fonctions d'intendant. Telle est l'aune à laquelle on peut mesurer son désintéressement et sa modestie.

Il a presque toujours filé doux avec les gouvernements établis, tout en protestant bien haut, contre le décret de 1852, par lequel Napoléon III confisqua les biens de la famille d'Orléans.

L'énorme fortune de cette famille d'agioteurs était, je le reconnais, remise en des mains sûres et je conçois très bien que d'Aumale et tous les siens lui aient voué une grande reconnaissance.

Dès le mois de mars 1870, Édouard, qui sentait la fin de l'Empire, se tenait à l'affût pour profiter du premier incident capable, soit de restaurer, en fait, soit seulement d'indemniser ses patrons.

Le moyen qui lui est habituel, en pareil cas, consiste à écrire des lettres et à agiter le spectre orléaniste. C'est ce qu'il faisait en mars 1870 en vue du plébiscite.

Les événements lui coupèrent brutalement la parole, et l'équité me fait un devoir de dire que, pendant la guerre, les membres de sa famille se conduisirent vaillamment.

On a, en France, la fâcheuse habitude de ne pas équilibrer les appréciations et, de ce que Bocher et

les siens se sont montrés patriotes, on veut conclure qu'ils ont toutes les vertus.

Les vertus d'incarnation bourgeoise s'accommodent bien du chauvinisme, mais, à l'égard des véritables intérêts français, ces mêmes vertus tournent à la sottise.

Il a fallu, en effet, un assez bel aplomb à Édouard Bocher, alors que la Prusse réclamait 5 milliards, pour oser demander à la nation française la restitution des biens de la famille d'Orléans et des indemnités.

L'Assemblée nationale eut le cynisme de voter cette prétendue restitution. On a argué que, moyennant cette dépense, on achetait le concours des orléanistes à la République.

Jolie acquisition !

Les Orléans juifs, les Bocher juifs, les Rothschild juifs, se tenaient la main dans la main, et lorsque, après le vote de la fameuse constitution de 1875, Édouard fut candidat sénatorial dans le Calvados, il osa dire à ses électeurs qu'il était nécessaire d'avoir confiance en la République, laquelle rendait au pays « sous un autre nom et sous une « forme nouvelle, les garanties essentielles du « gouvernement parlementaire. »

L'autre nom de l'orléanisme : c'est l'opportunisme ; les garanties essentielles : ce sont les beaux écus

payés aux d'Orléans; et quant au gouvernement parlementaire, c'est la belle série de corruptions et de scandales qui, depuis quinze ans, ruine notre pays.

Les orléanistes grands mangeurs, ont surtout pour adversaires les bonapartistes, non moins mangeurs; mais, tous deux, votent volontiers contre la République.

Eh bien, je le demande, qu'avons-nous à faire, dans les conseils du gouvernement, de ce défenseur du propriétaire dans son incarnation la plus directement souveraine : la monarchie parlementaire?

Cet homme est un danger, car il dispose sans cesse ses batteries contre la République.

Un pied dans l'armée par ses frères et ses alliés, les deux pieds dans la finance par lui-même, Bocher a encore un de ses parents représentant en France la *Compagnie des télégraphes du Nord*.

Cette compagnie, il faut qu'on le sache bien, est une société danoise ayant, en Chine, tout un réseau par lequel ont passé toutes les dépêches qui, depuis trois ou quatre ans, affolent la nation par une série de contradictions étranges. De nos jours, on le sait, le télégraphe est la clef d'or qui ouvre les écluses de la Bourse.

Que ne découvrirait-on pas si l'agiotage ces-

sait d'être anonyme? jamais Bocher ne s'associerait à cette mesure.

Dès lors, qu'avons-nous besoin de ce prétendu réformateur, de ce critique intéressé de nos dépenses publiques?

A quoi sert Édouard Bocher, percepteur, éternel de la dîme orléaniste, étant lui-même devenu fort riche et dispensant aux journalistes qui travaillent pour ses patrons la même manne reptilienne que les Busch et les Bamberg distribuent pour M. de Bismarck?

Corrupteur de consciences; n'employant sa présence au Parlement que pour obtenir, sous couleur d'intérêt général, des modifications légales pouvant grossir la fortune de ses patrons; défenseur hypocrite des petits propriétaires, mangés par les gros; que ce parasite nous laisse donc tranquilles et se consacre, dans l'ombre, qui lui sied mieux, à la gestion qui lui est confiée, jusqu'au jour où les réformes de l'avenir le mettront en disponibilité, ce que je souhaite pour le bonheur de la France!

III

Albert Christophle.

Au premier abord et, sans les deux lettres qui, en français, remplacent le φ grec, on croirait avoir affaire au fabricant d'orfèvrerie et de couverts argentés, tranchons du mot : au fabricant de ruolz ; il n'en est rien pourtant. A Paris Albert Christophle est seul de son nom, comme, à Tessé, il est seul châtelain du Gué-aux-Biches.

Mais, au second abord, on s'aperçoit que le premier était le bon : châtelain, homme politique, jurisconsulte et financier, ce qui domine en Christophle est encore du ruolz ; toutefois il est très convenablement argenté et même doré, surtout depuis qu'il est au *Crédit foncier*.

Avant de recourir à la galvanoplastie, Albert-Silas-Médéric-Charles Christophle était voué à de hautes destinées ; pour commencer, la *haute* Normandie le vit naître, à Domfront, mais il alla faire son droit dans la *basse*, c'est-à-dire à Caen. Ce

changement de niveau contient toute son histoire.

Silas apprit donc la chicane dans le pire des pays. J'ai dit souvent combien l'étude du droit pervertissait la raison : qu'on juge du résultat, dans un milieu bas-normand ! Albert se distingua, même parmi les plus forts ; il fut lauréat de la faculté de Caen et à vingt-deux ans il était docteur.

Les luttes ordinaires du barreau furent-elles insuffisantes à son amour-propre ? je ne saurais le dire. Toujours est-il qu'en 1856 il achetait une charge d'avocat au conseil d'État et à la Cour de cassation.

Mais on parle peu dans cette fonction et Médéric recherchait l'expansion ; aussi il quêtait et trouva un journal dans lequel il put compenser, en écrivant, les silences que lui imposaient les solennités de la cour ; de 1858 à 1859 on le trouve collaborant à *la Presse* ; il y a vu finir Girardin, commencer le juif Polydore Millaud, et il semble l'avoir quittée un peu avant l'époque à laquelle un jugement de police correctionnelle conduisit le même Millaud à mettre son journal en vente.

Le spectacle des agiotages a dû laisser des traces dans l'esprit de Médéric ; je parierais même que son court passage dans le journalisme, au moment du grand tourbillon spéculateur de 1857-60, a, lentement, préparé sa dernière incarnation financière,

sorte de chute, pour quelqu'un qui, planant au sommet de la loi, va se trouver bientôt en pleine lutte sous elle.

Pour en finir avec Christophle écrivain, je mentionnerai son *Traité des travaux publics* (deux gros volumes) et sa collaboration à la *Revue pratique et critique de jurisprudence* (1862).

Les natures que les études ont tordues et que l'expérience a redressées, ne désertent guère la Cour de cassation, sinon pour courir à des destinées plus élevées ou à des situations dans lesquelles l'instinct des réformes, développé au contact des imbécillités de la procédure pratique, peut s'exercer avec plus de liberté.

Or Albert avait obtenu toutes les dignités : de 1865 à 1869, il était membre du conseil de l'ordre ; rien donc ne le forçait à abandonner son cabinet d'avocat, pour se livrer aux hasards des préfectures. Est-ce la guerre qui fit dévier sa carrière ? Toujours est-il que je le trouve préfet de l'Orne, c'est-à-dire le grand chef de son propre département d'origine, le 6 septembre 1870.

Charles, évidemment, avait sucé les principes réactionnaires, dans sa famille, dans ses études, et dans ses fonctions sous l'Empire. Mais, conformément au vieux proverbe : Nul n'étant prophète en son pays, à Domfront on ne l'avait pas pris au

sérieux. Être préfet et trôner à la préfecture, poser en maître d'Alençon à Domfront, quelle aubaine !

La proclamation de la République sonna le branle-bas de ses ambitions. L'avocat à la Cour de cassation montre encore un peu le bout de l'oreille lorsque, par anticipation à une loi future, il prend l'initiative de soumettre la nomination des maires au conseil municipal. Mais qui dira si c'est le patriote, l'ambitieux ou le futur financier, qui inspirèrent au préfet l'idée d'obtenir, du conseil général, un emprunt de 2 millions 1/2 pour équiper quatre bataillons de mobiles et trois légions mobilisées ?

En décembre 1870 il donne sa démission, lorsque le gouvernement républicain eut dissous les conseils généraux et chargé les préfets de constituer des commissions départementales. C'était bel et bien un acte d'hostilité à la République. Évidemment Charles n'avait pas le tempérament républicain.

D'ailleurs, sous l'Empire, presque tous les avocats à la Cour de cassation faisaient de l'opposition ; mais la Cour elle-même était gouvernementale en diable. Quand on connaît bien l'organisation judiciaire, on n'est point surpris de rencontrer cet antagonisme entre le jugeant et le plaillant. Or il y avait deux sortes d'opposition : celle des salons et celle des cafés. Cette dernière était républicaine, ne

mâchait point ses paroles et quelquefois descendait dans la rue.

Celle des salons, parfumée, compassée, prenait volontiers la couleur orléaniste ; même elle se pourrait d'un peu de légitimité.

Le lauréat bas-normand aimait trop les gants jaunes pour faire de l'opposition dans les cafés ; il préféra celle des salons ; en quoi il visait à deux fins : il satisfaisait son instinct d'avocat et se « malaxait » avec ce qu'on appelle « la bonne société ».

Lorsqu'il vit que la République était définitivement établie, fidèle à Royer-Collard, il devint *centre gauche* ; puis, comprenant bientôt que, telle qu'elle était, cette Marianne était une dauphine du trottoir, il supputa que la bonne fille devait aimer un peu trop les *messieurs* et que, s'il savait renverser les rôles, il obtiendrait d'elle toutes les faveurs ; il se rallia donc publiquement à elle, un peu plus que Bocher, un peu moins que Ribot.

Nommé député à Domfront, il devient rapidement président du centre gauche ; Dufaure, en 1876, dans un de ses grognements, le fait ministre des travaux publics ; et voilà mon avocat épanchant un regain de réformes et inondant d'ingénieurs toutes les têtes de services.

Dès lors, son ambition grandit, mais elle prend

une allure de plus en plus pratique ; il donne des gages ; il démissionne au 16 mai ; il est parmi les 363 : seul moyen d'être réélu.

C'en était trop ! Marianne reconnaissante le bombarde gouverneur du *Crédit foncier de France* (13 février 1878) ; et Silas accepte. Peu lui importent, désormais, les aléas du scrutin ; il se consolera même volontiers d'échouer au Sénat en 1882 et à la Chambre en 1885, pourvu qu'il conserve le riche apanage dont on l'a pourvu.

Jusqu'ici, fonctionnaire ou homme politique, Christophle est d'une belle inutilité ; au *Crédit foncier* seulement, je le lui dis, car il ne s'en doute pas, il aura l'occasion d'être un grand homme.

Mais je ne veux point anticiper.

Ce n'est pas précisément une série d'heures de joie qui ont sonné pour lui, depuis le jour de son installation au grand Mont-de-Piété de la propriété française.

Le fonctionnaire impérial, que Silas chassait définitivement de son siège, ne devait pas en prendre facilement son parti.

Je ne m'occuperai pas, ici, de ce prédécesseur, ayant suffisamment qualifié sa carrière dans le volume précédent. Or Christophle s'aperçut tout de suite que Jean-Marie-Georges Girard de Soubeyran était un ennemi redoutable. Son effarement apparut

lorsqu'il constata la subite volte-face des quelques journaux qui, comme la *Liberté*, la *Lanterne* et la *Réforme foncière*, avaient, jadis, grandement frappé sur la gestion de son prédécesseur révoqué.

Ces mêmes journaux commencèrent, contre lui, une guerre au couteau, en prônant les nouvelles entreprises de Girard et éreintant le moindre acte de Christophle.

Le *Crédit foncier* étant constitué en société anonyme, le terrain de la lutte se plaçait principalement dans les assemblées générales.

Girard, qui connaît à merveille l'art de composer une assemblée d'actionnaires, avait pris ses mesures pour provoquer un scandale.

Voilà, du coup, mon pauvre Silas ahuri ! comment, lui, l'ancien ministre ! l'ancien réformateur à la Cour de cassation ! aux prises, directement, avec les petites vilenies dont il a eu si souvent à étudier les manifestations procédurières ! Quelle dégringolade ! Voilà-t-il pas que la *Lanterne* l'accuse formellement d'avoir fabriqué des actionnaires, pour être assuré de leur vote ? Le plus drôle, c'est que les sbires de Girard imputaient à Médéric, précisément ce que leur chef avait fait.

Je ne descendrai pas dans la conscience de l'ancien ministre ou de l'ancien avocat ; je ne veux pas savoir jusqu'à quel point la nécessité de défendre

une cause juste, surtout par comparaison avec les prétentions du fonctionnaire révoqué, ne lui a pas conseillé d'opposer manœuvre à manœuvre. Quoi qu'il en soit, le tribunal civil, appelé à statuer, a eu le bon sens de rendre, sous la présidence de l'honorable Aubépin, un jugement d'incompétence, peut-être un peu faible au point de vue du droit strict, mais fort équitable dans le fond, car il paralysait l'attaque odieuse d'un employé évincé, tendant à blanchir ses fautes en noircissant la gestion de son remplaçant.

Les choses allèrent au point qu'une plainte en diffamation fut déposée par Christophle contre la *Lanterne* et le *Soir*.

Je n'ai jamais entendu dire que cette plainte ait été suivie, pas plus contre la *Lanterne* que contre Girard de Soubeyran ; ce n'est pas la première fois, d'ailleurs, que je signale des lacunes dans l'égalité de la justice ; cependant les procès entre les deux rivaux occupaient les audiences civiles.

Mais Soubeyran, très bien vu de la haute banque juive, avait réussi à faire une sorte de vide autour du *Crédit foncier* et de son gouverneur.

J'ai expliqué dans la synthèse que, fût-on le *Crédit foncier*, on ne parvient à faire prendre au public le chiffon à vignettes, à un prix élevé, qu'en lui faisant accroire, tout d'abord, que ce même

chiffon a été demandé avec frénésie par un grand nombre de personnes. Le petit capitaliste est si *loyal* et si mouton, qu'une valeur financière ne lui paraît « habitable » que lorsque un autre a « essuyé les plâtres ».

C'est pourquoi les juifs madrés ont aussitôt inventé les syndicats. Lisez les journaux financiers ; il est sans exemple que l'émission la plus ridicule n'ait pas été cinquante fois couverte !

Or les compères qui servent à entretenir les illusions du public, ne sont autres que sept ou huit établissements de crédit, réputés les plus puissants.

Ceux-là, non pas avec leurs fonds, entendez-moi bien, mais avec l'argent déposé en comptes courants et appartenant à des milliers de naïfs, souscrivent les émissions qu'ils veulent faire réussir.

Quant au public, méfiant, tout d'abord, lorsqu'il voit ce « grand succès », il se dit tout bas :

— Vraiment suis-je bête ! tout le monde a souscrit, excepté moi ! J'ai raté une belle affaire !

Aussi lorsque, quelque temps après, les établissements de crédit lui disent :

— J'ai été clairvoyant pour votre compte, cher client, et seulement parce que c'est vous, seulement parce que vous avez de l'argent chez moi, je veux bien vous céder cette valeur, en me contentant d'un

petit bénéfice de quinze à vingt francs par titre.

Le gogo donne dans le piège ; il absorbe aussitôt les valeurs, que les établissements de crédit n'ont jamais voulu prendre comme souscripteurs convaincus et sérieux, mais *uniquement parce qu'ils savaient bien qu'en usant de subterfuge et feignant de tout prendre, ils arracheraient à l'épargne un argent que celle-ci n'aurait jamais donné spontanément.*

Je suis certain que Christophle, avocat, ayant à casser une procédure de financier contre gogo, aurait découvert qu'en équité les syndicats étaient perpétuellement en fonction *d'abus de confiance* ; et il aurait maudit la jurisprudence, qui, à la Cour de cassation, ne lui eût laissé aucune espérance de succès.

Pourtant, c'est au milieu de ce chaos qu'il s'agite, étant devenu gouverneur du *Crédit foncier* !

Combien de fois n'a-t-il pas senti l'impossibilité de saisir efficacement la justice criminelle ! c'est au point que si son ami Andrieux, attaqué à son tour par la *Lanterne*, et les gens de Soubeyran, ne lui avait pas fourni l'occasion de décharger sa bile et de traîner un peu dans la boue ceux dont il n'avait pu obtenir le châtiment (ce qu'il fit d'ailleurs en pleine chambre des députés, au mois de juillet 1879),

jamais on n'aurait su par quels ignobles procédés la finance arrive à tromper l'opinion publique.

Qui croirait après cela que, les attaques ayant continué, Christophle exaspéré obtint de son ami Boucher-Cadart une arrestation, peut-être juste au fond, mais arbitraire dans la forme, motivée sur des « attaques ou menaces » !

Enfin qui croirait que le *Crédit foncier* en a été réduit à sauver du naufrage son ancien mauvais génie, en recueillant les épaves de la *Banque hypothécaire*, moyennant quoi, désormais, le grand syndicat des établissements de crédit patronnerait les émissions de ses obligations ?

Voilà ce que la finance fait de la loi, de la justice et de ses interprètes !

Désormais Silas aura le vertige ; il empruntera, il prêtera ; les centaines de millions succéderont aux centaines de millions. Oh ! il ne prêtera pas au Khédive, comme Girard de Soubeyran, mais il prêtera au trésor français ; ce qui, pour être moins blâmable, n'en est pas plus statutaire.

Oserai-je l'avouer ? je compte sur tous les écœurements que Christophle aura subis en sentant, à tout coup, le juste, le vrai, l'équitable, même mal accoutrés par la jurisprudence, se dérober sous ses pas, pour réveiller l'instinct réformateur de l'avocat de cassation, et, le moment venu, lui sug-

gérer l'idée de laisser le *Crédit foncier* accomplir son rôle de grand instrument de la liquidation sociale qui s'impose.

Je dirai, plus loin, dans les conclusions de ce second volume, comment s'effectuera cette liquidation et la mission qui appartiendra au *Crédit foncier*.

En attendant, ce que j'écris là va paraître énorme à Christophle. Comment, dira-t-il, moi Albert-Silas-Médéric-Charles, faciliter une liquidation sociale et révolutionnaire ?

— Et pourquoi pas, cher monsieur ?

Tout arrive ! et quand on a été conservateur absolu, puis conservateur relatif, avec couleur orléaniste, puis rallié à la République et l'un des 363, on peut bien, pour sauver sa tête, essayer un peu de sauver son pays.

IV

Henri Germain.

Envahissant ! envahissant ! envahissant !

On ne voit que son nom dans les journaux, surtout lors des discussions budgétaires.

Cependant, il professe, en matière de presse financière, l'opinion de Girardin en matière de presse politique ; — peut-être avec la même conviction.

Il la déclare impuissante : il a tort ; il méprise ses attaques intéressées : il a raison. Mais pourquoi diable ne met-il pas d'accord ses théories et ses actes ? pourquoi suffit-il d'un journaliste comme Kergall, pour faire claquer ses dents ? Enfin d'où vient qu'il doit précisément aux journaux une réputation de compétence, aussi incontestée que peu justifiée ?

Ce sont là des contradictions étranges.

Au fond Germain n'en sait ni plus ni moins que le premier changeur venu ou le dernier épicier de

la rue des Lombards. Bon bourgeois, tout à fait inconscient de ses malfaisances financières, fort scandalisé si on lui prouvait jamais qu'on peut être un *Erlanger*, sans avoir sur le dos : *Bingham*, *Charbonnages rhénans* ou d'autres *emprunts-coton*, je le crois — tant ses intentions sont honnêtes ! — tout prêt à se convertir si on lui prouve qu'il a tort.

Seulement, voilà ! jamais on ne parviendra à le lui prouver.

Germain est tout simplement un petit banquier qui, ayant tout d'abord, comme il le dit lui-même, fondé un *Crédit lyonnais* « en chambre » au coin de la rue de Choiseul, éprouve un ébaubissement de parvenu à trôner, sous le même vocable, *au boulevard des Italiens*, dans un palais de pierre ! Et il se mire, et il se carre et il est comme un vieil homme, n'ayant qu'une fille à travers les yeux de laquelle il voit l'univers entier.

Sa fille adorée, c'est le *Crédit lyonnais* ; et il regarde la France par la vitre de son cabinet.

L'inventaire annuel est-il gros de profits ? la France est heureuse et la République est belle ! Les profits s'amoindrissent-ils ? Les dépôts deviennent-ils plus rares ? tout est perdu ! fi ! la vilaine Marianne ! hélas ! pauvre France !

Comme il ouvrirait de grands yeux si je lui disais que plus son *Crédit lyonnais* est prospère, plus la

France est malheureuse ! Pourtant, s'il veut s'instruire, sur ce point, il n'a qu'à lire le présent ouvrage.

Étudions donc un peu cette physionomie.

Six ans après avoir commencé à faire de la finance, il brigua le mandat politique ; naturellement, comme on était en 1869 et comme les affaires n'allaient pas, il fit de l'opposition. C'est pourquoi il fut élu député de l'Ain.

Rien d'exceptionnel dans sa famille ; il s'appelle Germain comme tout le monde ; à Paris il y en a 60 ; les plus gros sont des marchands de drap ; mais il y a aussi un député de la Haute-Garonne, un avocat, un chef de bureau au Mont-de-Piété, un acteur, un tas de marchands de vins traiteurs et enfin un fabricant de laque de Chine, *décoré*, tout comme M. Crédit Lyonnais.

M. Crédit Lyonnais s'appelle en réalité « Antoine-Henri-Marie ». La cité de Fourvières et des Brotteaux le vit naître en 1824 ; il avait donc quarante-cinq ans lorsque l'ambition politique le saisit. Il avait d'ailleurs un château dans l'Ain, et il était le gendre d'un haut fonctionnaire impérial : M. Vuitry. On lui prête quinze à vingt millions de fortune ; il est bon père de famille, il fréquente les dîners électoraux, il y parle volontiers et péroré, surtout à Trévoux.

Je ne sais si le fameux journal des jésuites a laissé dans l'air du pays le parfum « escobarien » si bien analysé par Pascal, toujours est-il que c'est le plus souvent de là que partent les palinodies dont les journaux s'occupent dans les termes suivants :

« Le monde politique et le monde financier se sont émus des paroles prononcées par M. Henri Germain, etc. »

Or que contiennent ces paroles ? A huit ans de distance j'ai eu la curiosité de les rapprocher.

En 1877, Germain avait déposé un projet pour le *rachat des chemins de fer*. A ce moment-là, il marchait avec Wilson ; seulement, à côté du rachat, il avait placé l'exploitation exclusive par les grandes compagnies. C'était bien digne de Trévoux !

Mais en 1885 tout change : le *réseau de l'État est dangereux, il coûte plus cher aux contribuables*, et, ajoute le journal auquel j'emprunte ces lignes, le remarquable discours de M. Germain *est fort applaudi*. Si je voulais rapprocher toutes les variations de ce bizarre économiste et de cet étonnant financier, il me faudrait un volume.

Il me suffira de condenser ses agissements et d'en tirer les conclusions.

La grande fortune du *Crédit lyonnais* date de l'emprunt de trois milliards en 1872. On sait que cet emprunt comportait des paiements échelonnés

très minimales ; on pouvait se libérer en vingt termes de 3 fr. 50 c. chacun ; l'escompte des versements était de 3,84 0/0 et le public avait le droit de se libérer par anticipation ; mais un versement de garantie de 14 fr. 50 c. était exigé. Or, pour 14 fr. 50, on était souscripteur de 5 francs de rentes, sauf à libérer aux époques prescrites. De telle sorte qu'en versant à peu près 57 millions, on s'assurait la totalité de la souscription. Le *Crédit lyonnais* fut un des plus gros souscripteurs ; dès lors, non seulement par la spéculation sur le marché, et par les commissions que le prodigue Thiers répandit à foison, mais encore en provoquant des paiements anticipés, tandis que, lui, retardait le plus longtemps possible sa propre libération, il raréfiait le titre et bénéficiait des fonds pendant un temps considérable.

On pourra se rendre compte des bénéfices probables, en se rappelant que, durant la souscription elle-même, l'emprunt émis à 84,50, fit, cours extrêmes : 85,80 et 85,15. En 1874 il avait atteint 100 francs.

Les profits, ainsi réalisés, se chiffrent par centaines de millions, et ils sont pris sur le *plus pur des forces productives du pays*.

En somme, et tout compte fait, *pour pouvoir payer 3 milliards à la Prusse, la France a dû verser*

près de cinq milliards, sans compter bien entendu l'emprunt de 1871.

Sur ces cinq milliards, deux milliards sont entièrement perdus pour les contribuables et ont enrichi 4 ou 500,000 personnes, parmi lesquelles la haute banque et parmi celle-ci le *Crédit lyonnais*. J'estime à environ *cinquante millions*, le gain de ce dernier établissement.

Germain, tout fier de son succès, avait déjà commencé à se glisser dans une foule de sociétés financières. On le trouve, simultanément, dans les *Chemins autrichiens*, dans ceux du *nord de l'Espagne* dans les *Assurances maritimes*, les *Houillères de Montrambert*, les *Forges de Châtillon*, le *Gaz et Hauts fournaux de Marseille*, l'*Omnium de Lyon*, c'est-à-dire ajoutant à son revenu 2 ou 300,000 fr. par an, comme part de bénéfices accordée aux administrateurs. Il est de tous les syndicats ; il avait un peu la main dans l'*Union générale*. A la chute de Bontoux, madame Germain disait à ses amies :

— Enfin mon mari va pouvoir dormir !

A l'agio sur le papier, Germain a ajouté l'agio sur les terrains ; la *Foncière lyonnaise* ne lui a point porté bonheur ; et quant au *Crédit lyonnais* lui-même, comment peut-il rémunérer ses dépôts, quand toute l'industrie est en souffrance ; quand des papiers, sans valeur sérieuse, bourrent ses coffres forts ; quand

il suffit d'un coup de baisse pour changer en pertes énormes au premier janvier, les bénéfices inscrits la veille au 31 décembre? Après cela Henri Germain se dit républicain utilitaire alors qu'il est seulement parasite du métal, parasite du papier, parasite de la pierre, parasite du sol et parasite de sa réputation !

Il aspire à être ministre des finances. Tous ses mécontentements puisent leurs amertumes dans ses perpétuelles déconvenues.

Un de ses amis interrogé par moi m'a répondu :
« Ministre? lui? jamais! ses opinions politiques sont trop fuyantes pour qu'un parti quelconque puisse avoir confiance en lui; il est à la fois l'homme de tout le monde et l'homme de personne, et tout dépend de son dernier bilan. »

L'ignorance publique rend dangereuse la réputation surfaite de ce financier. Que les électeurs y songent!

Centre-gaucher toujours hésitant, voué à prêter la main au premier prétendant venu, qui, embusqué au coin de la Bourse, guettera le pouvoir, Henri Germain ferait bien mieux de liquider le *Crédit lyonnais*, dans les deux ou trois années qui le séparent du cataclysme, et de se retirer paisible au milieu de ses domaines, pendant que la France se débattra dans les convulsions de la famine. S'il ne suit pas ce conseil, je

l'engage à aller consulter les échos de Trévoux ; il y trouvera, je l'en prévien, l'ombre de Blaise Pascal qui lui récitera dans un ricanement ces deux maximes d'Escobar et de Lessius :

« Ceux qui n'ont pas assez de bien pour subsister honnêtement, et, tout ensemble, pour payer leurs dettes, peuvent licitement en mettre une partie à couvert en faisant banqueroute à leurs créanciers. »

Et aussi cette autre du grand Vasquez, cité par Castro Palao, à savoir que, « quand on voit un voleur résolu et prêt à voler une personne *pauvre*, on peut, *pour l'en détourner*, lui assigner quelque personne *riche*, en particulier, pour la voler au lieu de l'autre. »

Je signale tout spécialement à Germain ce dernier précepte des journalistes de Trévoux, afin que si, par hasard, quelque malfaiteur résolu s'apprêtait à sauter sur le *Crédit lyonnais*, il puisse tout bas lui faire murmurer à l'oreille au nom du grand Vasquez :

— « Pardon, mon bon ami, mais vous feriez bien mieux de vous adresser rue Laffitte ! »

V

Seillière.

Au beau temps où les rois, ayant eu des malheurs, trouvaient toujours, chez un de leurs confrères en place, une sorte de pension de retraite sous forme de duché ou de comté, avec droit de haute et basse pillerie sur leurs malheureux habitants, les duchés de Lorraine et de Bar furent donnés à un pauvre diable détrôné nommé Stanislas Leczinski, ex-roi de Pologne et plus connu comme beau-père du Capet qui, numéroté quinzième Louis, exerçait alors la profession de roi de France.

Stanislas, disent les chroniques, fit le bonheur de son petit peuple ; je ne saurais apprécier à quel point les chroniques ont dit vrai. Mais il est certain que, très bas percé à cette époque, ce roi n'était pas revenu de Pologne, sans être accompagné de quelques bons juifs. Aussi, à peine arrivés, ceux-ci fouillèrent-ils le pays et ne tardèrent pas à s'aboucher avec

un fabricant drapier qui s'était installé à Pierrepont, à deux pas de la frontière du Luxembourg. Cette région, très boisée, était alors presque déserte ; aussi l'idée de la choisir pour y créer une manufacture était au moins étrange.

Quant au tisserand en question, il s'appelait *Seillière*.

Naturellement entre marchand et juif l'entente fut rapide ; si bien que, grâce à la protection de ce dernier auprès du beau-père du roi de France, le drapier obtint les fournitures des régiments d'Alsace et de Lorraine. C'était le commencement d'une fortune.

Les fournitures ont toujours été le moyen le plus prompt d'arriver au million.

Les Seillière l'ont bien compris et leur génération s'y est vouée. Leurs procédés même ne varient pas beaucoup et nous les retrouverons, à quelque cent ans de distance, se liant par des juifs à *monsieur gendre*, pour obtenir comme autrefois par les juifs de *monsieur beau-père*, les fournitures de l'armée.

Mais n'anticipons pas.

Le Seillière du roi de Pologne fit rapidement de très belles affaires avec les régiments du temps ; naturellement, ayant tâté des fournitures, il fut pris du vertige de l'accaparement et voulut fabriquer

aussi des armes ; c'est pourquoi, à la fin du règne de Louis XV et au commencement du règne suivant, on le trouve à la tête d'une fonderie de canons pour la marine.

Si ce n'était la détestable réputation qui, historiquement, s'attache aux fournisseurs, ce point de départ des Seillière *travailleurs* serait une noblesse qui en vaudrait bien une autre.

Par malheur, dans les trafics, le sens moral se pervertit et j'aurai la tristesse de constater que leur descendance a tourné rapidement au parasitisme : le premier pas du travail au trafic fut franchi par les fournitures ; le second pas du trafic aux honneurs fut franchi par la baronnie.

En effet nous trouverons, bientôt, Napoléon I^{er} qui, non sans quelque ironie et pour ne pas prodiguer la croix qu'il réservait à ses vieux braves, jetait volontiers à ses traitants des titres de noblesse en guise d'*honneur*, accordant à l'un des Seillière le titre de baron.

Entre temps la fonderie de canons avait prospéré ; un des Seillière répondant au nom de Nicolas avait même fondé en 1807 une maison de banque, à Paris, pour aider *ses industries*, car la manufacture de Pierrepont n'était point abandonnée.

En 1814 un autre Seillière, nommé Florentin, trônait dans la haute banque et, avec elle, cares-

sait la Restauration après avoir léché l'Empire.

La Restauration avait d'ailleurs accueilli, les yeux fermés, les réclamations du fameux arriéré des fournitures; pour mettre le comble à ses faveurs, elle confirmait à Florentin son tortil de baron.

Plus tard, un autre Seillière, nommé Alexandre, acheta, grâce aux œuvres de la bande noire, le beau château de Mello.

Enfin, en 1829, François Seillière, chef de la maison de banque, nolisa des bateaux à voile en vue de l'expédition d'Alger.

Comme on le voit, les Seillière avaient marché à pas de géants; tout ce qui touchait l'armée attisait leurs convoitises et ils obtenaient absolument ce qu'ils voulaient.

Quelques années après, c'est-à-dire en 1836, François s'associa avec un maître de forges, nommé Schneider, lequel fut, plus tard, président du Corps législatif, sous le second Empire; avec lui, il devint acquéreur du Creuzot moyennant 2 millions 1/2, soustrayant ainsi cette grande fonderie aux mains de Fould et d'Aguado qui, sous la Restauration, en avaient été les propriétaires.

De là sont nées les relations des Seillière et de Schneider; aussi lorsqu'en décembre 1875 ce dernier mourait au Creuzot, les Seillière furent-ils vus, au premier rang, le jour des funérailles.

Jusqu'ici ces fournisseurs ont réussi à augmenter leur fortune, sous l'œil bienveillant des monarques, sans que, jamais, un scandale trop retentissant ait pu arriver aux oreilles du public.

Il faut croire, néanmoins, qu'une trop longue série de succès rend la conscience large et pousse aux imprudences. C'est ce qui arriva.

En 1860, nous trouvons un Seillière dans une association de juifs, esquivant, il est vrai, la juridiction correctionnelle, mais se voyant condamner, cependant, par la deuxième chambre du tribunal civil de la Seine, à rembourser les souscripteurs des actions du *chemin de fer de Nassau*, pour les avoir amorcés au moyen de prospectus entachés de fraude et s'être fait remettre des actions sans en avoir payé le montant.

Nous trouvons, là, Seillière accouplé avec Polydore-Moïse Millaud, qui dirigeait le journal *la Presse*, et, si l'on se souvient qu'à peu près à la même époque l'avocat Christophle fréquentait ce journal, on comprendra comment ces deux hauts dignitaires de l'argent ont pu entrer en relations.

Il faut remarquer en outre cette intervention de Seillière, *manufacturier à Pierrepont frontière du Luxembourg*, dans les trafics concernant les chemins de fer de Nassau.

Environ neuf années après, un autre scandale

s'élève ; cette fois, c'est plus grave ; il y a encore des juifs dans l'affaire, notamment un nommé Louis-Isaac Cahen dit Lyon. Il s'agissait naturellement de fournitures pour l'armée et aussi de la manufacture de Pierrepont.

Seillière avait été déclaré adjudicataire, en 1868, de la fourniture des draps et autres étoffes accessoires nécessaires à l'habillement de la gendarmerie de la garde de Paris.

Des fraudes nombreuses ayant été relevées, des poursuites durent être commencées dès les premiers mois de 1869. En 1870, un juge d'instruction instrumentait. La guerre interrompit son œuvre, puis, ensuite, la commune et, circonstance aussi extraordinaire que triste pour la mémoire du baron adjudicataire, *le dossier et les pièces à conviction relatifs à la poursuite, furent consumés dans l'incendie du Palais de Justice pendant la semaine sanglante.*

La justice, néanmoins, ne crut pas devoir oublier des exactions qui avaient causé à l'État un préjudice considérable et, le 22 juillet 1873, elle les évoquait devant le tribunal correctionnel de la Seine, à la 7^e chambre présidée par M. Gérin.

Seulement, pendant l'instruction qui durait depuis 1872, M. le baron Seillière était *décédé*.

Dès lors, l'affaire n'avait plus qu'une importance

secondaire et je ne m'attarderai pas à raconter les détails des audiences et des plaidoiries.

D'ailleurs les culpabilités m'importent peu, ce que j'ai voulu signaler, c'est l'existence des fraudes, passées, pour ainsi dire, en habitude, dans une foule de marchés avec l'État.

Les Seillière actuels sont au nombre de quatre ; un seul est qualifié baron dans le Bottin ; les autres sont désignés par leur prénom.

Conformément aux habitudes des financiers millionnaires, presque toutes les filles de la maison Seillière ont été données à des fils de famille titrés.

L'une a épousé un marquis d'Hautpoul, une autre a épousé un comte de Boisgelin, une autre encore a épousé un prince de Sagan. Enfin, ce qui expliquerait bien des choses, les Galliffet eux-mêmes seraient alliés aux Seillière !

Entre temps, le baron Seillière continue à s'occuper de fournitures ; non qu'il ait besoin de commercer, il est immensément riche ; mais il a le trafic dans le sang et il obéit invinciblement à son atavisme.

Pour réussir, il s'est lié avec celui qu'on appelle le « dauphin de la République » ; au sujet de ce personnage j'ai signalé, dans le premier volume, la participation de Seillière à une *Société des sables aurifères du Cambodge*, ainsi que l'avaient, d'ail-

leurs, raconté le *Clairon* et le *Pays*. Depuis lors, on a cité bien d'autres affaires : notamment une lutte de fournitures contre Godillot qui, dit-on, dissimule Erlanger.

C'est très bien de lutter contre Erlanger ; c'est très bien, même, d'être, probablement, l'une des causes du réveil très apparent de la justice à l'égard de ce grand malfaisant ; mais, alors, il faut donner l'exemple de toutes les perfections, il faut que les fournitures soient irréprochables et que nos soldats n'aient jamais à se plaindre.

Est-ce qu'il en est ainsi ?

Quant aux moyens *moraux* que les Seillière actuels emploient pour triompher aux adjudications, qui pourra jamais les raconter ?

Qui dira jamais pourquoi, un beau matin, certains journaux entrent en campagne contre tel ou tel ministre de la guerre qui, hier, était encensé par eux ?

Qui donc sera assez fort pour *savoir* et assez pur pour *dire* ?

.

Quelle tristesse ! une famille de producteurs qui s'était distinguée par le travail dans les étoffes, comme dans la métallurgie, qui aurait pu rendre tant de services et acquérir une gloire si belle, avoir

versé dans la finance, avoir côtoyé la juiverie, s'être embourbée dans les trafics, et mériter que jusque dans ses alliances, on soupçonne ses intentions !

En effet, à côté de noms français, plus ou moins illustres, pourquoi ce nom prussien de Sagan ? A quoi cette alliance a-t-elle abouti ? Quel exemple nous donnent Seillière et Sagan dans l'emploi de leur immense fortune ? Pourquoi ce pourchas de je sais quelle célébrité malsaine, au moyen de fêtes bizarres, organisées par une femme seule et placées dans des palais somptueux dont le chef vivant est *absent*

Quelle honte, pour ce pays ! lorsqu'on parcourt la liste du monde soit-disant *selected* fréquentant les salons de la princesse de Sagan ! qu'a été cette fête des animaux où Seillière habillé en Buffon — en Bouffon — trônait paternellement ?

Lisez donc les comptes rendus de cette orgie, même dans les journaux « distingués » comme *le Figaro* ; vous y verrez que le beau monde — et quel beau monde ! toute la juiverie ! — se complaisait pour suprême distinction à faire des cris d'animaux et à parler l'argot des barrières ! Ces gens-là croient-ils donc qu'on fait un salon d'une courtille, parce que la bouteille d'où saute le bouchon est étiquetée Moët ou Cliquot ?

Et, cependant, sous ce masque, dans ces pré-

tendues fêtes, on a, dit-on, reconnu tous les ambassadeurs et un ramassis de princes !

Quant à moi, je ne saurais croire à l'inconsience de tant de futilité ou de tant de débraillé. Involontairement je me rappelle les sinistres histoires qui ont épouvanté le patriotisme de ce pays, et involontairement, aussi, je me demande si, derrière ces masques et sous ces orgies, ne se cachent pas des conciliabules internationaux d'où pourrait sortir un jour la destruction de la France ?

VI

Blount

Ce nom anglais aggravé d'un prénom tout aussi anglais — Edward — recouvre la personnalité du président du conseil d'administration d'une grande compagnie de chemins de fer français, qui, justement, étale les rails de son réseau sur une bonne partie de la côte française regardant la côte britannique.

En août 1884 le *Figaro* s'exprimait ainsi à l'égard de ce financier :

« Nous apprenons avec plaisir la nomination
« de M. Ed. Blount, président du conseil d'adminis-
« tration des chemins de fer de l'ouest, au grade
« de *commandeur* de la Légion d'honneur.

« M. Blount est très aimé dans le monde des
« affaires, où il occupe, depuis plus d'un demi-
« siècle, une situation exceptionnelle. Intéressé à
« la plus grande des entreprises commerciales, il

« est l'un des fondateurs de l'industrie des chemins
« de fer de France, et c'est, en grande partie, à son
« initiative et à ses efforts persévérants que nous
« devons les améliorations remarquables apportées
« depuis quelques années dans l'exploitation des
« lignes françaises.

« M. Blount était membre de la Légion d'hon-
« neur depuis plus de quarante ans. La distinction,
« dont il vient d'être l'objet, nous paraît une juste
« récompense des services exceptionnels qu'il n'a
« cessé de rendre au commerce et à l'industrie du
« pays. Indépendamment de sa haute situation à
« la compagnie de l'Ouest, M. Blount est aussi
« vice-président du conseil d'administration des
« chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditer-
« ranée. »

Tel est le dithyrambe ! il est cependant un peu incomplet, et le *Figaro* a été bien modéré dans le nombre des fonctions qu'il attribue à Blount. Non seulement il est président de la compagnie des *chemins de fer de l'Ouest* et vice-président à la compagnie des *chemins de fer de P.-L.-M.*, mais, encore, il touche des bénéfices à la *Société générale pour favoriser le développement du commerce et de l'industrie en France*, aux *chemins de fer du Sud de l'Autriche*, à ceux de *Madrid-Saragosse-Alicante*, à la compagnie royale des *chemins Portugais*, à la

Compagnie générale pour l'exploitation des chemins de fer de la Turquie d'Europe, à la Société générale de transports maritimes à vapeur, à la Compagnie générale des eaux, au Jardin zoologique d'acclimation.

J'en oublie sans doute, mais il est certain que ce joli cumulard a le pied, la main et, surtout, le gousset, dans dix sociétés, dont les capitaux sociaux réunis composent la modique somme de *un milliard trois cent deux millions!* et qu'en dehors des actions qu'il peut posséder, ce pauvre diable encaisse comme part de bénéfice, pour les bons soins qu'il accorde à ces dix administrations, environ 130,000 francs par an!

Le calcul est facile : la moyenne des dividendes, établis sur le *pair*, varie de 8 à 10 0/0 (et je suis modéré); à 10 0/0 les 1302 millions représentent 130 millions de dividendes; généralement les administrateurs prélèvent 1/10 des bénéfices nets, ce qui leur constitue une part bénéficiaire de 13 millions; or, en moyenne, il y a dix administrateurs par société, ce qui fait cent administrateurs pour les dix sociétés, soit 130,000 francs pour Blount, gagnés, comme on le voit, « à la sueur de son front ».

En dehors de cela Blount est, statutairement, obligé de posséder cent actions de chacune des sociétés dont

il est administrateur ; il a donc mille actions de 500 francs chacune, soit 500,000 francs engagés, dont les dividendes apportent 50,000 francs, aux 130,000 francs déjà cités, ce qui fait 180,000 francs ! Ajoutons à ce chiffre les appointements de président, et nous dépasserons certainement 200,000 francs.

Voilà donc un homme qui, à lui seul, *gagne à ne rien faire*, — car on m'accordera que, s'il se consacre à la compagnie de l'*Ouest*, il ne lui reste pas grand temps pour s'occuper des neuf autres sociétés, — vingt fois ce que le travailleur, le plus intelligent, parvient à peine à gagner en *usant sa vie dix heures par jour*.

Et encore ce n'est pas tout ! Je n'ai pas parlé de la fortune personnelle de Blount ; il possède un hôtel splendide rue de Courcelles ; il possède également en Angleterre, dans le comté de Sussex, à Imberhorn, une immense propriété où il faisait construire, en 1880, une église *pour les catholiques du pays*.

Le comble, c'est que cet homme n'est même pas français !

Il y a bien, il est vrai, un Henry Blount, connu et même complimenté bruyamment, pour avoir organisé une tombola de bienfaisance, en faveur de l'*hospitalité du travail* ; pour avoir, aussi, fait partie d'un comité des *ambulances urbaines*, et Henry serait naturalisé français.

Edward en a-t-il fait autant ? on l'affirme, mais il m'a été impossible de le constater matériellement. Dans tous les cas, au début de ses exploits financiers, lorsque avec Laffitte, Rothschild et Hottinguer, le 9 septembre 1845, il obtenait la concession du chemin de fer du Nord, ni Louis-Philippe, ni ses ministres, n'ont songé un moment à rechercher, si Rothschild et Blount étaient français. Or, ils ne l'étaient pas ; James est toujours demeuré allemand et consul d'Autriche, et j'ai raconté, ailleurs, qu'Alphonse fut naturalisé en 1848, grâce aux terreurs de monsieur son père.

Voilà l'homme dont le *Figaro* chante les *services* (?)!

Voilà l'homme qu'on a fait commandeur de la Légion d'honneur !

Si le ministre, qui a ainsi honoré Edward Blount, a voulu constater que son protégé n'avait jamais passé en police correctionnelle, il a eu raison ; en effet, je n'ai découvert, malgré toutes mes recherches, aucun procès scandaleux, tant au civil qu'au criminel, où le nom de Blount ait retenti.

Avec mon impartialité habituelle, j'ajouterai que c'est là une note excellente ; car chez les manieurs d'argent, pour lesquels la canaillerie s'appelle spéculation, et le parasitisme s'appelle travail, il y a une sorte d'improbité inconsciente, qui se qualifie seulement par un jugement du tribunal.

Chez les Blount, il y a parade de charité ; on donne 500 francs pour les pauvres et, du coup, les millions de l'agiotage deviennent le produit sacrosaint d'un labeur utile !

Cependant, honnête Blount ! vous avez eu, il n'y a pas longtemps, une belle occasion de faire montre de votre honneur : vous savez, comme moi, qu'on a découvert, au ministère de la guerre, 30 *millions perçus en trop*, par les compagnies de chemins de fer, pour transports au compte de l'État ; vous savez que le syndic des compagnies a reconnu l'erreur, en ajoutant, cependant, qu'il acceptait la vérification POUR L'AVENIR, mais ne consentirait jamais à rendre les sommes indûment perçues dans le passé.

Il a ajouté à cette énormité une théorie des erreurs, d'où il suit *qu'à l'égard de l'État* ERREUR FAIT COMPTE.

Ce syndic a parlé pour toutes les compagnies, et vous n'avez pas protesté, ô Blount, commandeur de la Légion d'honneur !

Vraiment c'est à confondre l'esprit, et à faire perdre toutes les notions du juste ! Pourtant je n'ai pas tout dit et si, du président je descendais à la compagnie, au scandale des tarifs de faveur, à tout ce qui, chez elle, soigne les intérêts anglais au préjudice des intérêts français, j'aurais encore à remplir des volumes.

Non, Monsieur, non ! Trouver bon qu'on garde

indûment 30 millions appartenant à l'État, ruiner le commerce français pour enrichir le commerce anglais, donner 500 francs aux pauvres après leur avoir pris des millions, bâtir des églises pour les Imberhorniens, mettre des restaurants et du gaz dans vos wagons, écraser quelquefois les voyageurs et, pour faire plaisir aux juifs, interdire la vente de mes *Rois de la République*, dans vos gares, tout cela peut bien valoir la croix de la légion, mais, assurément, pas celle d'honneur !

VII

Ephrussi.

Imaginez une pièce carrée ; sur les panneaux viennent aboutir des appareils téléphoniques et des appareils télégraphiques.

Au milieu : une table ; assis près d'elle et griffonnant, une espèce de gnome au regard luisant.

Les appareils carillonnent : c'est à droite, c'est à gauche, c'est au milieu ; le petit monstre se lève, court aux appareils ; il parle, il écoute, il répond ; puis il revient à sa table, griffonne des chiffres, regarde l'heure et murmure tout bas : le patron va arriver !

Presque au même instant la porte s'ouvre : quelqu'un entre, qu'au premier abord on prendrait pour un homme ; il est vêtu comme vous et moi et il parle français.

Silencieusement, il s'approche de la table, prend le papier que lui tend son employé ; c'est le résumé de toutes les dépêches du globe.

En lisant, sa figure s'illumine ; ses yeux brillent d'un éclat étrange ; un ricanement s'échappe de sa bouche et voici ce qu'il dit :

— Bon ! bien ! pas de récolte, la France va être obligée de s'adresser à l'étranger.

Puis il fait quelques chiffres, pose le papier sur la table et, montrant du doigt des lignes que son employé suit attentivement, il dit :

— Achetez là, là et là, tous les blés, toutes les cargaisons, les navires en partance ; si la France veut du blé, elle nous le payera cher !

Puis, après un court silence, il ajoute :

— Les huiles, maintenant !

Il parcourt de nouveau le papier, murmure comme tout à l'heure, « bon » « bien », montre à son employé des chiffres, des noms et répète :

— Achetez là, là et là ; si la France veut de l'huile, elle nous la payera cher !

Cela fait, il rejette les papiers, assure son chapeau sur sa tête, et se tournant une dernière fois vers l'employé, dit d'un ton sec :

— Et vite !

Puis il disparaît.

*
* *

Cet homme, pour ajouter quelques dizaines de

millions aux centaines qu'il possède déjà, vient peut-être d'affamer un pays !

Dans une nation moins judaïsée, un pareil homme aurait déjà été traduit en cour d'assises ! mais l'économie politique moderne, au nom de la liberté, a baptisé l'accaparement « spéculation » ; dès lors, il n'y a plus rien à dire, l'accapareur est un être honorable, auquel les gouvernants accordent « les honneurs », pour punir la morale de leur refuser « l'honneur ».

L'opération que je viens de mettre en scène, plus haut, sous une forme fantastique, est celle à laquelle se livrent couramment les juifs d'Odessa, connus en France sous les noms de Michel et Maurice Ephrussi.

Leur unique *travail* (?) consiste à charger arbitrairement le prix des choses, en créant artificiellement leur rareté.

C'est le trafic juif dans toute sa splendeur et, par conséquent, c'est le parasitisme dans tout ce qu'il a de plus hideux et de plus démoralisateur.

Or, à quoi leur servent les millions qu'ils entassent ainsi ?

La réponse à cette question ne se trouvera ni dans la liste des travaux d'utilité publique ni dans les grandes exploitations agricoles ou industrielles, ni dans quoi que ce soit qui représente *un travail*

utile ; mais si le lecteur parcourt soigneusement la nomenclature des fêtes, les chroniques des sports ou les soirées théâtrales, il se heurtera, à chaque ligne, au nom des Ephrussi.

C'est d'ailleurs convenu et les chroniqueurs abusent tellement de l'épithète et de l'hyperbole que j'ai la honte de constater qu'en 1885 l'idéal de l'élégance française s'appelle : « Ephrussi ».

Il n'est question que des toilettes de leurs « dames » et des attelages de leurs « messieurs », de leurs fêtes, de leurs tombolas, où l'amour du bric-à-brac est baptisé du nom ronflant de « culte des arts ».

Seulement, ce que le public ne sait pas et doit apprendre, c'est qu'il n'est pas un de ces diamants, pas un de ces chevaux de prix, pas une de ces voitures d'apparat ou de ces maisons splendides, qui ne soient le produit d'agiotages immondes, où se mêlent l'huile, le blé et quelquefois le sang ! Se souvient-on de l'étrange suicide du nommé Biedermann ? Eh bien, *Michel Ephrussi* a pris sa place et continue ses opérations.

A Paris, les Ephrussi sont nombreux ; on les trouve associés avec un tas d'autres juifs ; excellent moyen de constituer rapidement des syndicats, pour agrandir leurs accaparements.

C'est ainsi qu'il existe, entre autres, une maison

Ephrussi et Porgès. Quant aux Ephrussi, eux-mêmes, ils sont constitués en commandite simple, ayant Michel pour gérant avec pleins pouvoirs, par acte renouvelé de Persil, notaire, en date des 9-10 mai 1883.

Michel a épousé la nièce de Kœnigswarter, veuve de *Merton*, ce financier mort tragiquement, il y a plusieurs années, ruiné de fond en comble, pendant que sa femme gardait ses quatorze millions de dot ; décidément les Ephrussi ont les successions sinistres.

Michel, d'ailleurs, est le même qui, à Trouville, le 17 août 1872, essaya de provoquer une petite émeute contre la France, où il reçoit asile. Je n'invente rien ; on n'a qu'à lire le *Figaro* de cette date et tout le monde sait que ce journal n'est point un ennemi juré des traitants et des juifs. Je remarque, seulement, en passant, qu'un Ephrussi a trouvé le moyen de scandaliser même le *Figaro* !

Trop prudents pour se mêler, personnellement, aux conseils d'administration des sociétés financières, ils ont failli, pourtant, se compromettre avec Erlanger, Oppenheim, Lebaudy, un certain Coronio, — juif levantin peu connu, — Eugène Pereire et Léon Errera, en essayant de fonder un *crédit mobilier belge*, au capital de 40 millions.

Ce beau projet, absolument basé, comme le Mobi-

lier français et l'espagnol et tant d'autres, sur l'*agio-tage*, ne semble pas avoir réussi.

Au fond, la théorie des juifs de l'espèce Ephrussi consiste à n'exposer à l'aléa de la *fonction commerciale*, qu'une partie de leur fortune ; ils suivent ainsi l'exemple de Rothschild qui les domine tous.

Ceux-ci, en effet, par un acte en date du 14 octobre 1880, intervenu entre Alphonse, Gustave et Edmond, ont prorogé leur association jusqu'au 30 septembre 1905 ; or, le fonds social, fourni par tiers, s'élève seulement à 50 millions.

Les journaux qui ont mentionné ce fait se sont pâmés d'admiration devant le coût de l'enregistrement dudit acte : 62,500 francs

Ils n'ont pas réfléchi, que, moyennant ces 62,500 francs, les trois dévorants s'assuraient tout simplement un droit d'accaparement ILLIMITÉ sur la nation française, au nom de leur *être social reconnu en justice*, mais en LIMITANT LEURS RISQUES !

Car, notons bien cette particularité : si Rothschild *et compagnie* perdaient 100 millions, tant pis pour les créanciers. Rothschild *et compagnie* n'ont que 50 millions ! quant à Alphonse, Gustave et Edmond, il ne devraient rien à personne !

Ainsi, lorsque leur compagnie émet un emprunt, pour l'Égypte par exemple, le public s' imagine avoir pour garantie le *milliard des Rothschild* ;

grave erreur ! même moralement, la garantie de ces banquiers est une illusion ; ils ne se sont pas gênés pour suspendre le paiement du coupon égyptien, émis à leurs guichets, sans se préoccuper si ceux qui avaient souscrit avaient, ou non, compté sur leur solvabilité. J'ai, d'ailleurs, expliqué dans le premier volume, au chapitre *Rothschild*, par un exemple pris en 1848, que ces braves gens ne tiennent leurs engagements *que lorsque cela leur plaît*.

Le tempérament accapareur des Rothschild et des Ephrussi devait finir par une alliance ; elle a eu lieu sous la forme d'un mariage.

On aurait cru que toutes les filles Rothschild deviendraient princesses ou duchesses, comme de simples Seillière ? autre erreur ! ç'a été même une déception ; les Rothschild ont voulu sans doute essayer une manifestation *prolétarienne* en acceptant le très *roturier* Maurice Ephrussi. Il en est résulté que lors du mariage de mademoiselle Beatrix, au mois de juin 1883, beaucoup de journaux ont parlé de l'épouse et fort peu de l'époux.

Grand apparat d'ailleurs, circulation interdite rue de la Victoire ; grâce aux badauds et à la police, la tribu juive de Paris a pu s'offrir l'illusion d'un mariage princier, moins le prince ; à Pétersbourg le voyage de noce a été moins brillant : l'impératrice

n'ayant voulu se laisser présenter *mademoiselle de Rothschild* « qu'en passant ».

Mais qu'importe à Maurice? il n'en est pas moins de la famille; et il a un moyen de plus d'élargir les syndicats de Michel pour combiner des coups avec Porgès.

Bien mieux, un Ephrussi a pu s'offrir le luxe de protéger Alphonse et d'appuyer la candidature de celui-ci à l'Académie des beaux-arts.

Le patronnage n'a pas été heureux, j'en félicite l'Académie et surtout le grand artiste Meissonnier qui, vaillamment et loyalement, a montré que l'*art véritable* n'avait rien de commun avec la science du bric-à-brac.

Enfin, pour achever l'illustration de la famille, il y a un Ephrussi commandeur de la Légion d'honneur.

Cette croix est-elle due à ses grands mérites ou bien l'a-t-il payée à beaux deniers comptants? Je ne saurais le dire; seulement je trouve dans le supplément du *Figaro* daté du 11 février 1885, sous la rubrique *Gazette des Tribunaux, huitième Chambre*, la petite mention suivante, qui souligne, une fois de plus, le silence de ce journal à l'égard de l'époux, lors du fameux mariage.

La huitième chambre avait à apprécier un trafic de décorations imputé à l'agence Buret, Soudry et C^{ie} : or le rédacteur du *Figaro*, rendant

compte de l'audience, écrit les lignes suivantes :

« M^e Millerand, avocat de Buret, fait connaître
« que des négociations ont été entamées avec
« M. Ephrussi, le banquier bien connu : pour
« 100,000 francs, on devait lui obtenir la croix de
« commandeur de la Légion d'honneur ! M^e Mille-
« rand ajoute que M. Ephrussi a été effectivement
« nommé commandeur. »

Coïncidence ! pure coïncidence ! si ce n'est pour
l'honneur d'Ephrussi, que ce soit au moins pour
celui du gouvernement !

VIII

Hottinguer.

Les Hottinguer appartiennent à l'école de Genève ; ils sont comparables aux Mallet, quoique moins anciens qu'eux. En effet, l'almanach royal de 1764 contient le nom des *Mallet, banquiers rue Quincampoix* (qu'on écrivait aussi rue Quinquempois, — à *quinque campanis*, à cause des cinq paroisses auxquelles la rue appartenait en même temps), alors que nulle part, à la même époque, on ne trouve trace des Hottinguer.

Ces derniers, comme les Mallet, ont une réputation d'intégrité ; je puis dire même que, s'ils ont fait du mal à ce pays, ils n'en ont vraisemblablement pas conscience.

Cependant, toujours comme les Mallet, ils se sont un peu trop prêtés aux agiotages de la banque ottomane ; enfin comme pour pousser la ressemblance aux extrêmes, il se trouve qu'ils ont été baronnisés en même temps par la Restauration.

Anoblir des financiers était devenu presque une habitude depuis Louis XV ; en effet, ce roi voulant consoler la chambre des monnaies de Paris, à laquelle il venait de donner une concurrente à Lyon, décida que la noblesse « au premier chef », serait décernée, non personnellement, mais comme privilège accompagnant le grade, au *premier président* de la cour des monnaies et aux autres fonctions élevées.

Les Hottinguer n'auraient, d'ailleurs, pas fait mauvaise figure à cette cour, car on s'accorde à leur reconnaître de la « gentilhommérie », au moins pour la quantité conciliable avec la profession de financier.

Déjà sous Louis XVIII on parlait de la « raideur » que le Gênois jetait au milieu des rondes et « des danses, comme une sourdine sur les instruments, » lorsqu'il donnait les fêtes auxquelles sa position l'obligeait.

A la même époque, on en disait autant de Mallet et, pour se divertir, il fallait, paraît-il, aller chez Greffulhe ou Rougemont, qui recevaient la cour, le comte d'Artois et le duc de Berry.

Ces deux princes, je l'ai dit ailleurs, s'étaient jetés dans l'agiotage et Hottinguer n'en était alors qu'à la spéculation froide et compassée de son école ; on le disait même *timide*, si bien qu'un peu plus tard je le trouve se laissant enlever par Rothschild

un emprunt d'État; d'où une bouderie contre le juif allemand et aussi contre le ministère Villèle. Cette bouderie s'accrut même au point que, parmi les patrons financiers d'un journal créé par Saint-Simon et Augustin Thierry, *l'Industriel* je lis en toutes lettres le nom des Hottinguer en bonne compagnie d'ailleurs.

Décidément les financiers de Genève passaient à l'ennemi. Une circonstance les réveilla. Le journal saint-simonien venait de publier un manifeste audacieux, il y était dit entre autres vérités : « que les
« empereurs, les rois, les princes, les prêtres,
« même les propriétaires, pouvaient disparaître
« sans que la société en fût autrement affectée, tandis
« que la mort d'un industriel, d'un chimiste, serait
« une calamité publique parce qu'il était une
« capacité. » Aussitôt Hottinguer et ses collègues, non sans quelque lâcheté, se mirent à déclarer bien haut « qu'ils n'avaient souscrit à la feuille qu'à
« titre de secours et d'annonce, sans entendre ni
« l'appuyer ni la patronner. »

Cette petite reculade rendit quelque faveur à la tribu des Hottinguer.

D'ailleurs les palinodies caractérisent la politique de la maison; environ vingt-cinq ans plus tard, après avoir traversé la crise de 1848, plus crânement que Rothschild, mais avec trouble néanmoins,

Rodolphe, réconcilié avec le juif, non seulement fondait, avec lui et Blount, le chemin de fer du Nord, mais, encore, s'associait publiquement à des œuvres de bienfaisance impériale et catholique, dont l'*initiative était officielle* ! Cela figurait au « *Moniteur* ».

Or l'*Assemblée nationale* qui, le 16 février 1857, mentionnait le nom d'Hottinguer parmi les fondateurs de l'*œuvre de Notre-Dame d'Orient* — (c'est par Notre-Dame qu'on commence et par Constantinople qu'on finit !) — insère à la colonne à côté ce petit fait divers, qui, aujourd'hui, devient une véritable perle. Je le transcris tel quel :

« La Compagnie du chemin de fer du Nord vient
« de décider que toutes les voitures de troisième
« classe seront, *à l'avenir*, fermées par des glaces
au lieu de simples rideaux. »

Ainsi les philanthropes Rothschild, Hottinguer et Blount qui, quelquefois, donnaient aux pauvres, avaient commencé par voiturier les contribuables français, un peu moins bien qu'aujourd'hui ils ne voiturent les bestiaux étrangers !

La fonction financière des Hottinguer consiste à être, par le change et le papier, des intermédiaires commerciaux entre la France et l'étranger, notamment l'Amérique du Nord, où ils ont de nombreux correspondants.

Ils mettent la main dans les grands achats inter-

nationaux, par exemple les céréales, et c'est, même, grâce à cette spécialité de leur fonction, qu'après avoir songé à liquider, en mars 1848, ils étaient complètement rassurés en septembre et reprenaient toute leur activité.

Aujourd'hui les Hottinguer forment une tribu ; le principal, le baron Rodolphe est chevalier de la Légion d'honneur et régent de la Banque de France.

Le Bottin mentionne en tout six Hottinguer ; en outre, ils sont fort répandus dans les sociétés financières, on les trouve dans les compagnies d'assurances : la *Nationale-incendie* et la *Nationale-vie* ; à la *Banque impériale ottomane*, au *Crédit foncier d'Autriche*, à la *Compagnie générale des allumettes chimiques*, à celle des *eaux*, à la *Commission de surveillance des cinq banques coloniales*, aux *houillères et chemin de fer d'Épinac*, aux *chemins de fer du Nord*, aux *chemins de fer Autrichiens*, et aux *chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée*.

Cela fait douze sociétés y compris la Banque de France ; Rodolphe à lui seul en a neuf pour sa part ; c'est donc un cumulard.

Les Hottinguer sont immensément riches ; ils occupent plusieurs hôtels splendides ; les petites affiches nous donnent une idée de la valeur de quelques-uns des immeubles possédés par eux et, aussi, un aperçu de leurs alliances.

Quelque temps avant le mariage de l'un d'entre eux, Henri-François Hottinguer vendit à la *Nouvelle-Union* un terrain situé dans le XVI^e arrondissement, ayant 24,796 mètres de superficie, moyennant la somme de 1,983,726 francs.

Ce terrain dépendait de l'ancien couvent des Minimes de Passy et de celui de Nigeon, dit des « Bons hommes ».

Nous apprenons également, à l'occasion de cette vente, que les Hottinguer sont alliés par les femmes à Henri-Samuel-André-Philippe Conquéré de Monbrison, ancien officier de cavalerie, chevalier de la Légion d'honneur ; que Jean-Henri Hottinguer, aujourd'hui décédé, avait épousé une demoiselle Stéphanie-Madeleine-Caroline *Delessert* ; enfin que demoiselle Anne-Caroline-Madeleine *Delessert* a épousé Henri, baron Bartholdi.

Les alliances qui, grâce à notre code civil, ont une importance capitale dans les agissements des financiers, devraient être l'étude constante de tous ceux qui cherchent à expliquer comment les conceptions de la haute banque se résolvent dans un perpétuel accaparement de la richesse publique.

En résumé, les Hottinguer, sauf quelques palinodies envers les pouvoirs établis, ce qui est tellement financier que je ne saurais leur en faire un crime, et sauf, également, leur spéculation *orientale*,

sont, malgré leur parasitisme épanoui dans leurs 150 ou 200 millions de fortune, dignes d'être rangés parmi ceux dont les agissements directs prêteraient moins à la critique.

Cependant, j'ai un reproche grave à leur adresser et, par la même occasion, aux *Mallet*, encore plus coupables qu'eux. Ces financiers, que j'ai déclarés relativement honnêtes, se sont associés, en leur qualité d'administrateurs de la *Compagnie des allumettes*, à une irrégularité inqualifiable : ILS ONT ÉVITÉ DE RENDRE LEURS COMPTES DE GESTION, POUR L'EXERCICE 1884 (LE DERNIER DU MONOPOLE), LAISSANT AINSI PLANER UNE REGRETTABLE OBSCURITÉ SUR PLUS DE CINQ MILLIONS DUS PAR EUX A L'ÉTAT, DEPUIS 1875. OR, ILS ONT FAIT CELA AU MOMENT MÊME OU L'ÉTAT VENAIT DE PRENDRE SUR L'ARGENT DES CONTRIBUABLES PLUS DE DIX MILLIONS, POUR RACHETER LEUR MATÉRIEL ET LEUR STOCK ET OU ILS DISTRIBUAIENT A LEURS ACTIONNAIRES DES BÉNÉFICES EXCEPTIONNELLEMENT ÉLEVÉS !

Ce sans-gêne et, peut-être, cette complicité, où je ne retrouve plus la vieille rigidité d'antan, me font craindre qu'à l'heure des catastrophes sociales, ces financiers ne cherchent à combattre, par des moyens inavouables, la rénovation vers laquelle la nation française marche invinciblement.



Plus j'avance, dans mon travail monographique, plus les ressemblances s'accumulent et moins il devient nécessaire de détailler les hommes.

J'ai montré l'utilitaire, occupant les deux mondes, plus ou moins heureux, plus ou moins discuté : Lesseps.

J'ai montré le bourgeois, ayant fait de sa domesticité une sorte de noblesse et plaçant la livrée au-dessus de l'uniforme : Bocher.

J'ai montré le jurisconsulte, d'abord enclin à réformer, puis tombant aux promiscuités de la finance : Christophle.

J'ai montré le financier de la nouvelle école, flottant sans cesse entre le conservatisme et la réformation, bouffi d'orgueil et incapable : Germain.

J'ai montré le fournisseur, se perpétuant dans les intrigues, flattant tous les pouvoirs sans offrir la garantie qu'exige un service d'état; fréquentant le juif et ne craignant pas de compromettre son patriotisme au contact des mystères internationaux : Seillière.

J'ai montré l'Anglais, plus que l'Allemand, ennemi traditionnel de la France, ayant la main sur la plupart de nos industries, et principalement sur les voies ferrées : Blount.

J'ai montré l'accapareur-agioteur, étranger en France, et, d'ailleurs, sans patrie, dévorant partout et heureux pourvu qu'il dévore : Ephrussi.

J'ai montré la finance réputée austère, timide quelquefois, faible souvent, sans autre conviction sociale que celle favorisant le fonctionnement méthodique du change entre le papier et l'or : Hottinguer.

Dans le premier volume j'avais déjà groupé les financiers politiques, les cosmopolites, orientaux, allemands et autres, les fonctionnaires trafiquants et corrupteurs.

Et je n'ai pas tout dit!

Parmi les centaines de noms qui s'alignent encore devant moi, il faut donc que je choisisse. Ils sont légion; il faut négliger les décurions et ne s'occuper que des centurions.

Même parmi ceux-ci, les uns eussent pu s'ajouter aux individualités du premier volume et les autres pourraient se confondre avec celles dont je viens de m'occuper.

Car, partout, je rencontre des mœurs plus ou moins relâchées, des consciences plus ou moins larges, des exemples plus ou moins scandaleux.

Les moins mauvais sont les inconscients ou les déformés par l'atavisme; et, encore, il faut dire d'eux, comme des naufragés de Virgile : « Apparent rari nantes ».

Je vais donc prendre les plus connus, et les grouper au hasard de leur lettre alphabétique.

IX

Bapst. — Berthier. — Bussierre. — Camus.

BAPST. — Les rois des diamants. Germain est administrateur des *diamants du Cap* et intéressé au journal des *Débats*. Leur tribu est nombreuse à Paris ; leur fortune immense s'agite dans plusieurs syndicats et leur personne dans des emplois diplomatiques ; en somme : grande influence occulte *et anti-sociale*.

BERTHIER. — Il y en a 56 au Bottin, parmi lesquels deux comtesses et un comte ; celui dont je m'occupe a grand soin de mettre, en toutes lettres, *Charles-Louis Berthier*, de crainte d'être confondu avec *les frères Berthier*, dignes comparses d'Er-langer et, comme lui, menacés par la justice. *Charles-Louis* a été juge au tribunal de commerce ; actuellement il est président de la *Compagnie générale des omnibus* ; mais il cumule ; on le trouve à *la France*, compagnie d'assurances, au *Comptoir d'escompte* ; il a été au *Cercle commercial* ; aux

chemins de fer de l'est ; à la Banque de Paris et des Pays-Bas.

En somme, c'est un honnête bourgeois, qui ne comprendra jamais qu'un monopole, appliqué à un service public, ne peut, dans aucun cas, être assimilable à une entreprise commerciale ou industrielle ordinaire ; il sera un homme utile le jour où il suggérera, à la municipalité, l'idée de monopoliser officiellement le service général des omnibus, au moyen d'une société, *ni propriétaire ni fermière*, mais GÉRANTE, exploitant à prix coûtant, c'est-à-dire n'ajoutant aux frais d'exploitation proprement dits, que les honoraires de la gérance ; pour seul aléa : une rétribution, proportionnelle au développement des recettes, basée sur un étalon révisable tous les *cinq* ans.

BUSSIERRE. — Encore un baron ; on compte seulement quatre Bussierre à Paris ; ils sont répandus dans quelques sociétés financières : au *gaz de Bordeaux*, au *chemin de fer d'Orléans à Châlons*, à la *société financière de Paris*, aujourd'hui en liquidation. Par malheur on les trouve, aussi, au *Crédit Algérien* avec le juif Léopold Sée, derrière lequel se cache encore le Prussien Erlanger ; Gustave et Edmond de Bussierre, qui étaient administrateurs de la *Compagnie de gaz et eaux*, depuis sa formation, ont donné leur démission en 1885 ; ils ont, peut-

être, agi sagement ; les deux barons de Bussierre ont occupé des fonctions publiques ; l'un est grand officier et l'autre commandeur de la Légion d'honneur. Ce sont de grands propriétaires multipliant et accumulant, par la finance, les redevances qu'ils prélèvent sur la production des travailleurs.

CAMUS. — C'est la *Compagnie parisienne du gaz* faite homme. Descend-il de l'un des six grands industriels anoblis par Henri IV ? ou de l'avocat au Parlement qui, en 1785, demeurait rue Guénégaud ? Je ne sais.

Quel qu'il soit, actuellement, toute sa famille est dans le *gaz*. L'un, directeur de la compagnie et ingénieur, s'appelle Émile ; l'autre est appareilleur à gaz et répond au nom de Jules. En dehors de ces deux gaziers, les Camus pullulent, sans néanmoins composer une seule famille ; le Bottin en enregistre 63 ; les professions qui dominent parmi eux sont celles de *boulangier* et de *marchand de vins*.

Émile est une puissance, parce que la Compagnie du gaz en est une autre ; jamais collectivité anonyme n'eut plus de ramifications dans la politique républicaine.

Camus est convaincu que Paris a été fondé uniquement pour enrichir ses actionnaires, et que les Parisiens ont été mis au monde, d'abord pour être taillables et corvéables à merci par lui et son conseil,

et, subsidiairement, pour être éclairés et chauffés au gaz.

Au cours de sa direction il a dû apprendre ce que vaut au juste l'aune des consciences humaines, et sa caisse des reptiles n'ignore pas qu'il y a une façon d'attaquer son monopole dont elle a apprécié la *valeur marchande* !

La Compagnie du gaz et son directeur professent, comme le syndic des compagnies de chemins de fer, la doctrine qu'à l'égard d'une municipalité « *erreur fait compte* ».

Par une négligence coupable, on a omis de constater, lorsqu'il en était temps, à quel chiffre se réduisait le prix de revient du gaz, par suite des perfectionnements introduits dans la fabrication ; grâce à cette faute lourde, les Parisiens sont gravement lésés dans leurs intérêts. La procédure, esclave de la légalité, mais le prenant à l'aise avec l'équité, a donné raison au monopole contre l'intérêt public. Ce monopole est donc à supprimer radicalement ; si cela ne se fait point de gré à gré, ce sera l'œuvre d'une liquidation sociale.

X

**Davillier. — Dehaynin. — Denière. — D'Eichtal.
— Delessert. — Dreyfus.**

DAVILLIER. — Le baron, *Jean-Charles*, se garde bien de faire dire, par M. Vapereau, qu'il est *financier*; cette pudeur est digne d'éloge. M. Vapereau nous raconte que Jean-Charles, baron Davillier, est *amateur et historien d'art français*; qu'il est né à Rouen en 1823; qu'il est petit-fils d'un pair de France; qu'il a étudié à Stanislas et à Saint-Louis; qu'étant très riche, il a fait de nombreux voyages ayant pour but l'art et la curiosité; qu'il a été membre de commissions spéciales aux expositions universelles de 1867 et de 1878; qu'enfin il est commandeur de l'ordre de Charles III d'Espagne; seulement Vapereau est muet quant à la Légion d'honneur française, et il évite soigneusement de raconter, qu'au temps jadis, un Davillier, *banquier*, après avoir protégé avec Hottinguer, Delessert et Casimir Périer, le fameux journal de Saint-Simon :

l'Industriel, le désavoua publiquement, comme les autres compères, dans les circonstances que j'ai déjà narrées.

Ceci dit, l'historien d'art, qui a fait des travaux remarquables, m'inspire une grande indulgence pour ceux de sa famille ayant versé dans les finances; ceux-là sont : à la *Banque de France*, à la *Société française et belge de Banque et d'Escompte*; à l'*Internationale* (société d'assurances), à la *Nationale-incendie*, à la *Nationale-vie*; aux *chemins de fer de l'Est*, au canal de jonction de la *Sambre à l'Oise*, à la *Société de la Sambre française canalisée*, aux *Docks et Entrepôts du Havre* et, enfin, aux *Salins du Midi*. Ces dix sociétés sont réparties ainsi : un Davillier en a neuf et un autre en a une.

Ces cumulards sont une puissance d'autant plus redoutables, que le côté littéraire et artistique du baron Jean-Charles absorbe l'attention et égare les enquêtes.

Pourquoi, diable ! le baron ne voyage-t-il pas avec toute sa famille en emportant du même coup les dix sociétés énumérées ? cela vaudrait bien mieux pour nous !

DEHAYNIN. — Encore une tribu industrielle et, surtout, *charbonnière*. A Paris on en rencontre quatre, qui, associés de plusieurs manières, fournissent au Bottin huit adresses différentes. Ils ont

un côté industriel et un côté spéculateur ; comme industriels, ils font des charbons agglomérés ; comme spéculateurs, ils font, sur les charbons, ce que Lebaudy fait sur le sucre et Ephrussi sur les huiles. Félix est membre de la chambre de commerce. Gabriel est banquier et le *Figaro* s'occupe de ses *déplacements* ; on les trouve administrateurs au *Crédit industriel et commercial*, aux *chemins de fer du Nord*, aux *mines de la Loire*, au *gaz Belge*, à l'ancienne société *Cail et compagnie*, aux *Entrepôts et magasins généraux de Paris*, aux *chemins de fer portugais*, et enfin à la *Compagnie d'assurances le Midi* ; l'un d'eux est, en outre, entrepreneur de travaux publics. Les Dehaynin ont une fortune immense et, comme on peut en juger, une énorme puissance d'accaparement, qui leur constitue un monopole de fait. Félix et Gabriel sont membres de la Légion d'honneur.

DENIÈRE. — Un industriel financier, commandeur de la Légion d'honneur. Il est ancien président de la chambre de commerce, au boulevard Malesherbes, mais marchand de bronze rue Vivienne et fabricant de bronze rue Charlot. On trouve les Denière au conseil d'administration des sociétés suivantes : à la *Société générale pour favoriser*, etc... et aussi à la *Société générale algérienne* et aussi à celle des *Transports maritimes à vapeur*, puis au *Crédit fon-*

cier colonial, aux minerais de fer magnétiques de Mokta-el-Hadid, aux hauts fournaux, forges et aciéries de la marine et des chemins de fer, à l'établissement thermal de Vichy, à l'Urbaine-incendie, à l'Urbaine-vie et, enfin, à la banque de France. Dix sociétés, une usine, un magasin et la grande vie parisienne ; quel cumul perturbateur !

D'EICHTAL. — L'un des douze apôtres de M. Enfantin ; un saint-simonien enragé, qui a mis beaucoup d'eau dans son vin, mais un juif très civilisé et d'allure à peu près libérale.

Quoique réformistes, les saint-simoniens étaient gens positifs ; Enfantin lui-même était secrétaire du conseil d'administration du *chemin de fer de Lyon*, et son apôtre d'Eichtal avait un frère nommé *député* sous la monarchie de juillet, en sa qualité de *spéculateur heureux à la Bourse* !

Vapereau dit que Gustave d'Eichtal dépensa *toute sa fortune pour ses idées* ; qu'il est allé en Grèce après la dispersion de la secte saint-simonienne, et y publia plusieurs ouvrages ; qu'en 1848 il collaborait au journal *le Crédit*, et qu'enfin en 1861 il fut chargé, par la *Société d'acclimatation*, d'explorer, avec M. Menier, la *Sibérie* et la *province de l'Amour*.

Si Gustave a *dépensé toute sa fortune*, il faut reconnaître qu'il l'a rapidement reconstruite ; actuel-

lement, il est propriétaire au boulevard Haussmann ; à ses côtés sont deux autres d'Eichtal : Georges qui est ingénieur et Adolphe qui est financier et commandeur de la Légion d'honneur.

Celui-ci est le cumulard de la famille ; il a fondé avec les Pereire la *Société maritime*, avec le rêve de ressusciter la compagnie des Indes !

Le rêve fut déçu ; en 1859, il n'y avait plus que des ruines... pour les actionnaires. En compensation, Adolphe devint vice-président du conseil au *Crédit mobilier*, qu'il a quitté plus tard ; il fut aussi administrateur au *Sous-Comptoir des chemins de fer*, au *chemin de fer de l'Est*, à l'ancien canal de l'Èbre, à la compagnie immobilière de Paris.

Les sociétés dans lesquelles on le trouve actuellement sont l'*Union-incendie*, l'*Union-vie*, les *chemins de fer du Midi*, les *chemins Autrichiens*, le *Jardin zoologique d'acclimatation* et enfin les *salins du Midi*.

Il est inutile de rappeler ici les pertes énormes qu'ont entraînées le *Crédit mobilier* et la *Compagnie mobilière*.

A travers tant de malheurs les d'Eichtal ont eu la sagesse de conserver leur fortune. Décidément le saint-simonisme a du bon !

DELESSERT. — En 1785 de Lessert et compagnie figurent à l'Almanach royal en qualité de *banquiers*

pour les traites, rue Mauconseil. La particule disparaît pendant la Révolution et le premier Empire, mais la fortune s'augmente, si bien, que nous retrouvons, autour du comte d'Artois, au lendemain de l'évacuation du territoire, des *Delessert* décrochant un titre de baron. Ce titre, probablement, n'était pas héréditaire, puisqu'aujourd'hui on ne le voit pas figurer à côté de leur nom.

Malgré leur noblesse et à cause de leur métier financier ils font de l'opposition dite libérale; ils préparent même 1830 avec Casimir Périer, donnent des fêtes plus recherchées et plus luxueuses que celles des Mallet, mais ayant la même couleur de protestation genevoise; chose étrange : au fur et à mesure que Rothschild s'élève, l'opposition des *Delessert* grandit, elle en vient à ce point qu'eux aussi patronnent l'*Industriel* de Saint-Simon, quittes à le désavouer dès qu'ils y ont intérêt. — Ce qu'ils font.

Bientôt on les retrouve dans l'industrie, sans qu'il aient abandonné la banque. En 1832 ils dominent la question des sucres, mais ils sont ralliés tout à fait au pouvoir, car ils en ont aidé l'avènement.

François Delessert, en 1837, se pose en banquier philanthrope, c'était le ton de l'époque; en conséquence il pousse au grand mouvement des *caisses*

d'épargne ; mais, ayant trop montré ses tendances monopoleuses, il excite bientôt la défiance de ses électeurs ; aussi les mêmes qui l'avaient nommé, au sixième arrondissement de Paris, lui retirent leur confiance. Voilà, du coup, François tombé dans la réaction.

Le Delessert qui en 1836 avait été nommé préfet de police, a dû être pour beaucoup dans les retours autoritaires de la famille. En 1844 un amendement demeuré célèbre et présenté par un Delessert eut pour effet de ruiner toute la petite industrie sucrière au profit de la grande, — la leur — ainsi réconfortés, ils arrivent en 1848 et traversent à peu près comme Mallet et Hottinguer le moment critique.

Sous l'Empire leur rôle un peu effacé leur laisse le loisir d'augmenter silencieusement leur fortune ; ils n'y manquent pas ; l'un d'eux, Édouard-Alexandre-Henry, officier de la Légion d'honneur et de plusieurs ordres étrangers, imite, en 1862, Bussierre et d'Eichtal, en écrivant des relations de voyage, des ouvrages d'archéologie ou de géographie, aspirant ainsi à cacher la finance derrière la littérature.

Le Bottin nous révèle qu'actuellement à Paris il y a deux Delessert : un peintre artiste et un financier.

Le financier est un cumulardeur ; on le trouve à la fois à la *banque de l'Indo-Chine*, à la *banque Franco-*

égyptienne, aux chemins de fer de l'Ouest, à ceux du nord de l'Espagne, à la compagnie générale de voitures à Paris, aux Messageries maritimes, à l'Équateur (compagnie d'assurances maritimes), aux Houillères et chemin de fer d'Épinac, au Crédit mobilier espagnol, enfin, il est vice-président de la Banque nationale d'Haïti. Ce parasite, qui n'a plus rien de la raideur de ses pères, qui affecte même un certain débraillé, regrette maintenant l'absence de la particule et du titre de baron; aussi, volontiers il raconte aux gens de l'ouest qu'il descend d'une famille noble, ayant eu des malheurs à cause de l'édit de Nantes; si cette innocente manie pouvait le distraire des accaparements financiers, ce serait tout bénéfice pour la France; je crois néanmoins qu'il peut se contenter de la mention et de l'orthographe que j'ai relevées sur l'almanach de 1785: Blount n'en peut montrer autant.

DREYFUS. — Il est très difficile d'étudier les Dreyfus, car des centaines de juifs portent ce nom; le Bottin en enregistre 67: banquiers, avocat, député, négociants en grains, conseiller municipal; un directeur-propriétaire de journaux (*sic*), puis un tas de commissionnaires, bonnetiers, bouchers, huissiers, marchands de lampes, de rubans et de soie et surtout des « ventes à crédits », enfin un « rabbin ».

Ceux dont j'ai l'intention de dire quelques mots, sont célèbres par des procès encore pendants et qui ont subi toutes les vicissitudes imaginables. Il s'agit du *Pérou* et des *guanos*. En 1877, Dreyfus frères sont parvenus à faire plaider, devant la cour, le *président même de la Chambre des députés*, M. Grévy; il y était question de l'*emprunt péruvien*. La *Gazette des tribunaux* du 21 février 1883 mentionne un autre procès des Dreyfus, ayant Waldeck-Rousseau pour avocat, contre la *Compagnie financière et commerciale du Pacifique*, ayant pour avocat: Lenté.

Enfin, le 18 novembre 1884, l'avocat Barboux plaidait encore contre les Dreyfus devant le tribunal de commerce de la Seine, dans l'intérêt de la *Société générale*; il s'agit, toujours, des *guanos du Pérou* et, comme dit le compte rendu, de *cinquantaines de millions* !

Je ne saurais faire mieux que de reproduire ici un fragment de la plaidoirie de l'avocat Barboux; les paroles qu'il prononça dans l'enceinte du tribunal, sous la robe et sous l'hermine, ayant un caractère officiel auquel moi, humble écrivain, je n'aurai pas l'audace de prétendre.

Au cours de sa plaidoirie l'avocat Barboux eut à rappeler un passage d'une ancienne plaidoirie de M. Grévy pour M. Dreyfus, et il ajoute :

« ... Celui de qui je rapporte ici le langage, c'est un avocat
« consommé, un ami de M. Dreyfus, le confident de toutes
« ses pensées, *l'associé de tous ses desseins*.

« C'est le même qui, guidé par sa vieille amitié, a consenti
« à descendre de son siège de président de la Chambre, pour
« couvrir M. Dreyfus, à la barre, de l'autorité de sa parole et
« du prestige de son nom.

« *C'est celui qui, s'il fallait en croire les promesses, assuré-*
« *ment mensongères, d'une correspondance qu'il me répugne de*
« *livrer à la publicité de l'audience,* CONTINUERAIT A DONNER SA
« COOPÉRATION aux entreprises de M. Dreyfus et se chargerait
« de lui désigner, pour le dehors, des conseils que la corres-
« pondance appelle *apparents...* »

Après avoir si finement et si clairement exprimé sa pensée, l'habile avocat fait du financier, le portrait suivant :

« Je ne tiens pas M. Dreyfus pour un homme ordinaire. Il
« possède à un degré prodigieux cette audace qui séduit la
« fortune et cette persévérance opiniâtre qui la retient et qui
« l'enchaîne.

« Ajoutez-y une vigueur de tempérament peu commune,
« une violence, qui va quelquefois jusqu'à l'injure, un parfait
« dédain pour les « timidités de la conscience », et vous aurez
« les traits principaux de cet homme original et puissant.

« Au seizième siècle, il aurait conquis et exploité le Pérou
« à la façon de François Pizarre, en envoyant les Indiens
« mourir par milliers dans les mines.

« Au dix-neuvième siècle, il a procédé d'une autre manière :
« il a compris ce qu'on pourrait extraire d'or, de cette so-
« ciété qu'une prospérité trompeuse avait corrompue, et que
« relèvera peut-être le dur châtement qu'elle vient de recevoir.

« Mon adversaire parlait, il y a quelques jours, de l'omni-

« potence de M. Dreyfus. Il avait raison. Et, bien loin qu'en
« ce moment je l'offense, je le connais assez pour savoir que
« je chatouille l'orgueilleuse faiblesse de son cœur, en rappe-
« lant, publiquement, les grandes aventures de sa vie.

« Sous Pierola et sous Balta, il a été, en quelque sorte, le
« *maître de la République Péruvienne*. Ensuite sa puissance
« est tombée, comme il arrive toujours, par son excès même.
« Mais, croyez-le bien, Messieurs, on ne traverse pas impu-
« nément une telle existence ! On n'a pas impunément su le
« *prix de toutes les consciences* ! On en rapporte un goût de
« domination insatiable et un mépris des hommes qui se
« traduit par des formules comme celles que je trouvais, il y
« a quinze jours, sur les lèvres de mon honorable contradic-
« teur :

« *Le gouvernement peut tout, même entraver l'action du pou-
« voir judiciaire.*

« J'entends bien que mon adversaire songeait à Lima.

« *Mais son client croit qu'il en est à Paris comme à Lima.*

« Eh bien ! vous pouvez lui dire que nous ne craignons pas
« ses menées, parce que nous sommes sûrs de l'impartialité
« des juges, parce que nous plaçons devant les successeurs
« de ces juges consulaires, qui, jadis, n'ont pas hésité à con-
« damner, les premiers, d'autres princes de la finance qui
« étaient, eux aussi, les amis du pouvoir ! »

Je n'ajouterai rien à la merveilleuse tirade de l'avocat Barboux ; il a été à la fois mordant et courtois ; sous des corbeilles de fleurs il a montré aux juges les abîmes de la vénalité et de la corruption.

Son accès de sincérité comme avocat m'inspire, seulement, le regret de me rappeler qu'avec la même éloquence, le même Barboux a défendu les

malfaisances financières de Soubeyran, et que, sauf le Pérou et le nom de Dreyfus, le portrait qu'il vient de tracer s'applique exactement à ce grand corrupteur de la presse financière.*

Le métier d'avocat crée forcément le scepticisme, et le scepticisme est bien plus anarchique que toutes les doctrines révolutionnaires.

XI

Germiny. — Hachette. — Halphen. — Heine. — Hentsch.

GERMINY. — Financiers essentiellement monarchiques ; l'un des Germiny avait collaboré avec le ministre des finances Villèle ; un autre a épousé une demoiselle Human — encore une fusion de la noblesse avec la finance.

Les Germiny ont occupé des postes élevés sous presque tous les gouvernements. L'un d'eux fut gouverneur du *Crédit foncier*, et, ensuite, de la *Banque de France*.

Adrien, comte de Germiny, est administrateur du *chemin de fer du Nord*, des *chemins de fer de l'Ouest*, de la *banque hypothécaire des États-Unis* et de la *banque impériale Ottomane*.

Propriétaires très riches, ils forment à Paris un clan fermé. L'avenue d'Antin, la rue de Vigny et le boulevard Saint-Germain renferment, dans trois hôtels, les six membres de la famille. Généralement

considérés, ils sont parasites par atavisme; si le cléricalisme n'avait pas resserré leur cerveau, peut-être, par simple honnêteté, se soumettraient-ils aux réformes sociales.

HACHETTE. — Ce libraire-éditeur est devenu « roi », à mes yeux, depuis le jour où j'ai constaté à mes dépens qu'il avait la puissance d'annuler une loi de l'État restituant la liberté à la librairie, à l'imprimerie et au colportage.

Simple éditeur, ses tendances au monopole m'eussent peut-être surpris; par malheur, dans les Hachette, il y a l'influence déprimante de la finance et, dès lors, l'atavisme aidant, tout est explicable.

En pleine république, Louis Hachette le père fut l'un des fondateurs du *Comptoir d'escompte*, celui qui était *national* et non pas *étranger*, comme celui dont nous jouissons aujourd'hui.

Je juge inutile de raconter certaines luttes qui ont marqué l'existence des Hachette.

Celui qui règne actuellement, Jean-Georges, est le courtisan de tous les millions et le flatteur de tous les pouvoirs.

Son instinct de trafic ne l'abandonne jamais; même dans Vapereau, je trouve qu'il s'est offert de magnifiques pages d'annonces, ayant un caractère de réclame à peine déguisé; il n'a pas craint d'ajouter la devise de son père : « *Sic quoque docebo* »

à une sorte d'inventaire de ses marchandises en magasin, pour enseigner au public la route de sa maison.

Non erat hic locus, et Georges avait à sa disposition assez de journaux qui trembleraient de lui être désagréables pour ne pas avoir eu besoin d'infliger, à ce pauvre Vapereau, trois colonnes, desquelles il ressort que toute la gloire de Georges se borne à être le fils de son père : tout le monde, il est vrai, n'en saurait dire autant dans un siècle où, plus que jamais, le mariage est un trafic.

Jean-Georges Hachette est licencié en droit, ce qui explique encore la perversion de son jugement ; il a été juge au tribunal de commerce, et décoré, en 1874, à l'occasion de l'exposition de Vienne.

Le Bottin dénonce douze Hachette ; par une sorte de coïncidence étrange un certain nombre d'entre eux travaille dans *le papier* ; l'un fait des caisses en papier plissé pour la cuisine, l'autre des patrons en papier, enfin un autre fabrique des « serviettes hygiéniques ». N'étant pas Rabelais, je n'entrerai pas dans de plus longs détails.

Pourtant je ne terminerai pas cette courte notice sans rendre justice à la belle organisation de la maison Hachette, aux services considérables qu'elle a rendus à l'instruction publique, en formulant l'espoir qu'elle en rendra de plus considérables en-

core lorsque son chef montrera un peu moins de servilité.

HALPHEN. — Tribu juive des plus redoutables, par sa puissance accapareuse, et par le nombre des tentacules dont elle dispose, en sa qualité de pieuvre, les allongeant dans toutes les directions pour aspirer l'or sous toutes ses formes.

On en compte à Paris 21. L'un, Germain, a été juge au tribunal de commerce. Je le retrouve également dans les sociétés financières : à la *Société générale algérienne*, à la *Banque franco-égyptienne*, à la *Compagnie générale d'assurances maritimes*, à la *Confiance-incendie*, à la *Compagnie générale française de tramways*, à l'*Union* et au *Phénix espagnol*, aux *Charbonnages belges*, enfin il a été administrateur de la *Banque française-italienne* avant sa fusion avec la *Banque d'escompte*, il est, de plus, chevalier de la Légion d'honneur.

Un Halphen (Eugène) est avocat ; un autre (Julien) est courtier assermenté. La veuve d'un autre (Charles) a un magasin de couverts *alfénide* ; deux autres sont négociants en diamants ; puis il y a des commissionnaires, des imprimeurs-lithographes, des « habillements et confections », des institutions israélites, des rentiers et des propriétaires. Les grandes alliances de la tribu placent la main de ses chefs dans tous les agiotages qui ruinent la France.

Ainsi Salomon Halphen, qui était déjà le neveu de Charles de Camondo, a épousé mademoiselle Alice Pereire, fille d'Eugène ; Georges Halphen, officier de la Légion d'honneur, propriétaire, ancien membre de la chambre de commerce, avait épousé une demoiselle Stern.

Dans la nombreuse tribu, quelques-uns, plus obscurs, peut-être parents éloignés, ont été moins heureux ; je trouve qu'en novembre 1875 un Halphen a été condamné, en compagnie d'autres juifs, à une année d'emprisonnement et 1000 francs d'amende, pour infractions à la loi sur les sociétés anonymes, à l'occasion de la transformation de l'*Omnibus du travailleur en Crédit général*, suivant la loi de 1867.

Ce petit malheur paraît être le seul ayant terni l'éclat du nom diamanté des Halphen, car je ne compte pas le dernier saut d'*Alfassa*, gendre de Camondo.

Sous l'Empire les fêtes données par madame Joseph, femme du négociant en diamants, occupaient beaucoup la presse ; on disait que l'hôtel de la rue Lepelletier était un vrai musée d'objets d'art rempli de tapis de haute lisse et de tableaux de maîtres.

Enfin, pour ne pas négliger toutes les branches commerciales, Georges, ancien élève de l'École cen-

trale, s'est occupé de *raffineries*, et tient, affirme-t-on, la tête de cette industrie.

Il est inutile de préciser davantage ; les Halphen pratiquent, énergiquement, la théorie juive qui les fait marcher à la conquête du monde.

HEINE. — Ce nom, célèbre par *Henri Heine*, mort pauvre, après avoir prêté un peu d'esprit à Rothschild (qui ne le lui a jamais rendu), ne brille de l'éclat de l'or que grâce aux deux frères *Armand* et *Michel*. Ceux-ci ont géré pendant longtemps la maison de banque Fould et en ont pris la suite ; ils ont beaucoup gagné aux fournitures de l'expédition de Crimée. Leurs millions comme, aussi, leurs accointances officielles, leur ont fourni l'occasion de contracter des alliances qui, certainement, finiront par effacer le reste de juiverie qui surnage à leur famille. Même les Heine existants n'encourent pas de reproches graves, en dehors, bien entendu, du parasitisme, tout à fait inconscient, de leur fonctionnement financier ; je les comparerais, même, assez volontiers, aux Mallet et aux Hottinguer, n'était leur malheureuse idée de s'accoler aux *Cahen d'Anvers* pour l'émission du fameux *pseudo-Crédit foncier de Hongrie*.

Une demoiselle Heine a épousé un duc de Richelieu ; ce nom choque un peu à côté de ceux de Furtado et de Fould, qui ont aussi épousé des

demoiselles Heine ; d'autres demoiselles se sont appelées Ney d'Elchingen et Murat ; enfin, la veuve du général Ney, mort si mystérieusement, a épousé le duc de Rivoli.

Il y a eu, dans cette famille, de bonnes actions et des adoptions dignes d'être louées. Si, financièrement, et en dehors de leur banque, ils sont dans les sociétés, ils les choisissent avec circonspection depuis l'affaire que j'ai citée ; actuellement on ne les trouve mêlés qu'à la compagnie d'*Assurances sur la vie, le Soleil*, et aux *Mines de cuivre et plomb argentifère de Padern et Montgaillard*. Ce sont des monopoliseurs de métal, et aussi des propriétaires de grands crus. Le château de Beychevelle à Saint-Julien-Médoc, appartenait à Armand qui y est mort il y a quelque temps ; Armand l'avait acheté au fils du baron Guestier, pair de France, moyennant 1,660,000 francs, et y dépensa plus de deux millions. Comment ce château, d'un pur style Louis XV et habitation princière, était-il arrivé aux mains du pair Guestier très roturier malgré sa baronnie ? Par la même cause, sans doute, qui fit tomber dans les mains de Laffitte, le château de Louveciennes ; ce château, ACHETÉ en 1794 par un *perruquier* qui s'y ruina, fut revendu ensuite à un colporteur de peaux de lapins et de ruban de fil ; or, c'est par ce chemin qu'il est arrivé à Laffitte, — puis, à une dame très

lancée. Les Heine, quoique mêlés à certaines grandes spéculations, pratiquent plus que leurs coréligionnaires, et, avec moins d'ostentation, l'aumône et les bonnes œuvres.

Dans un ordre social équilibré, l'aumône ne devrait pas exister ; elle est en effet la plus insolente expression de la souveraineté parasite, et elle sert, le plus souvent, à pallier aux yeux du public, les côtés odieux de certains accaparements. Les Heine, n'ayant pas à se faire pardonner des ruines financières scandaleuses, obéissent donc à une bonté naturelle, qui dément leur origine. C'est surtout par leurs femmes qu'ils exercent la charité ; d'ailleurs, il arrive souvent que la femme juive vaut mieux que l'homme.

On dit habituellement que partout où sont les dames Heine, les misères sont soulagées. Dans la Gironde comme en Seine-et-Oise, à Saint-Julien-Médoc comme à Roquencourt, la reconnaissance publique leur est favorable. Leur cléricalisme se borne à construire des temples, forme toute féminine et plus poétique que philosophique de se prosterner devant un dieu. Voici à ce sujet un détail que je ne veux point laisser passer inaperçu : tout récemment les journaux annonçaient qu'un temple israélite édifié par les soins des Heine-Furtado et du *baron de Hirsch* avait été inauguré par

Oppenheim à Versailles, à l'occasion des fêtes du grand pardon.

Dès le lendemain, les journaux insérèrent une rectification ; les Heine insistaient sur ce point qu'il ne fallait pas confondre ce temple, auquel ils n'avaient pas collaboré, avec celui qu'ils venaient d'élever et qui avait, plutôt, le caractère d'un mausolée ; ils ajoutaient, d'ailleurs, qu'ultérieurement ils l'offriraient au culte isralite.

Il ne me déplait pas de voir ainsi s'établir une légère démarcation entre les Heine d'un côté, les Hirsch et les Oppenheim de l'autre.

Tout n'est donc pas absolument mauvais dans le juif et je saisis avec empressement cette occasion de préciser que je ne fais point une *guerre religieuse*, mais une *guerre économique*.

HENTSCH. — Ce nom, incontestablement d'origine étrangère, est, à la fois, celui d'une maison de banque, sous la raison sociale : Hentsch-Lutscher et C^e, et celui du président du conseil d'administration du *Comptoir d'escompte*.

Paris contient quatre Hentsch ; Édouard est le plus connu ; il est chevalier de la Légion d'honneur ; il préside, outre le *Comptoir d'escompte*, la *banque de l'indo-Chine* ; il administre aussi le *Crédit foncier colonial*, la *Société générale algérienne*, la *banque de Paris et des Pays-Bas*, l'*Union-incendie*, l'*Union-vie*,

la Compagnie générale d'exploitation des chemins de fer de la Turquie d'Europe, les Minerais de fer magnétique de Mokta-el-Hadid, les mines de Soumah et de Tafna. Deux des siens tiennent encore à la Compagnie genevoise de l'industrie du gaz, à la banque du Commerce de Genève, et à l'association financière de Genève.

Il y a un danger véritable à laisser les étrangers, qui n'ont pas, au moins, deux générations de naturalisation, mettre, ainsi, la main sur des établissements de crédit, que nous avons l'illusion de croire français !

•

XII

**Magnin. — Oppenheim. — Pillet-Will. —
Veil-Picard. — Waddington.**

MAGNIN. — Diminutif de *Magne*, disent les mauvaises langues ; grande fortune territoriale dans la Côte-d'Or, dit le cadastre. Malgré des origines monarchiques, Magnin a fait un peu d'opposition sous l'Empire ; il est applaudi le 11 août 1870 en demandant qu'on porte à un milliard, l'emprunt de 500 millions précédemment voté par le Corps législatif. Président du conseil général de la Côte-d'Or en 1873, il refuse la parole au préfet qui, avant même la lecture du rapport, voulait protester contre le vœu relatif à la nomination des maires. Il semble bien vu de tous les partis ; il a eu pourtant quelques complaisances, qui lui ont attiré une mention désagréable dans le procès de l'agent de change Barraïa, à Nice, en août 1885 ; c'est *monsieur Gendre* qui lui a valu cela et il s'en souviendra. Ministre des

finances, il a autorisé les conseillers à la cour des comptes à porter des moustaches; lui-même est richement doté à cet égard et, en outre, il porte une superbe paire de favoris; d'où sa sympathie pour Bethmont qui, récemment nommé président de la cour, parlait de sacrifier sa fonction à son poil.

Cette circonstance, un plan de réforme tendant à centraliser par la *banque de France* tous les services de trésorerie, confiés aux receveurs généraux; sa qualité de membre du conseil de surveillance du journal *le Siècle*, et, par-dessus tout, les excellents dîners qu'il sait donner lui ont valu le gouvernement de la banque de France, et des applaudissements, le jour de sa nomination.

Magnin est un fonctionnaire honnête doté de quelques préjugés bourgeois, mais susceptible de se perfectionner; il aura rendu un très grand service à son pays, le jour où il aura supprimé les actionnaires de la banque de France et concouru à faire de cet établissement, un régulateur du crédit opérant à *prix coûtant*.

OPPENHEIM. — Tribu puissante comme celle des Halphen; ils enserrent, comme eux, un très grand nombre de professions, où dominant, bien entendu, le bric-à-brac, les diamants et la banque. En 1856 il y avait une maison Fould-Oppenheim et C^{ie}, qui fit beaucoup parler d'elle, à l'occasion d'un faux

commis à son préjudice. Ces juifs sont d'ailleurs classés dans le high-life. On raconte leurs fêtes et leurs déplacements. Ils ont une foule d'associations financières *en nom*, et sont aussi dans les compagnies *anonymes*.

En nom, ils sont avec les *Pinto*, avec les *Alberti* ; ces derniers, juifs florentins, depuis très longtemps implantés en France ; ils sont aussi avec un Farcy, qui m'a bien l'air de n'être pas israélite.

La société Oppenheim proprement dite est composée, d'après les Petites-Affiches de janvier 1883, de Henry Oppenheim, *de Londres*, Martin Alberti, *de Paris*, David Oppenheim, et Antoinette Chabert veuve Hermann Oppenheim, aussi à Paris. C'est l'internationalisme individuel.

Les sociétés anonymes où ils se sont distribué des rôles sont : en France : le *Gaz de Bordeaux*, la *C^{ie} générale d'éclairage par le gaz*. — En Belgique : le *Gaz belge*, la *banque de Bruxelles*, la *banque internationale de Luxembourg*. Enfin en *Allemagne*, huit ou dix sociétés prussiennes, dont les noms barbares effrayeraient le lecteur, mais qui n'accusent pas moins leur internationalisme collectif.

Grandes pieuvres selon Moïse, les Oppenheim sont très attachés à leur culte ; juifs judaïsants au plus haut degré, ils officient solennellement dans leur temple, au jour du grand pardon, comme ils l'ont

fait en 1885 à Versailles dans la nouvelle construction de Hirsch.

L'un d'eux, Alexandre, est consul honoraire de Belgique, ce qui explique comment l'idée a pu leur venir de fonder, avec le consul des Grecs Erlanger, un mobilier *Belge*.

Le Bottin compte dix-huit Oppenheim et pas une croix de la Légion d'honneur, c'est bien étrange!

PILLET-WILL. — Encore un étranger, moitié suisse, moitié anglais, dont l'immense fortune est faite avec nos ruines commerciales, et dont la noblesse comtale, non aggravée par la Légion d'honneur, est le prix du négociantisme le plus outré. Les anciens *Canaux* et les fameuses *Actions de jouissance* ont arrondi les millions déjà possédés; puis les *chemins de fer d'Orléans à Corbeil*, avec garantie de l'État, ont ajouté d'autres millions. Entre temps on est propriétaire de *Château-Margaux*, l'un des grands crus de France; on possède des hôtels, des forêts, des châteaux, entre autres celui d'Offémont. Quelquefois on vend un hôtel de Paris à un trafiquant heureux, par exemple en 1874, à ce singulier fabricant de cartouches en laiton, nommé Secrétan dont j'ai déjà parlé.

On est à la *banque de France*, à la *Nationale-vie et incendie*, au *chemin de fer du Nord*, à la *Compagnie des allumettes chimiques*, et enfin à la *banque*

Ottomane. On empile millions sur millions, on joue au fermier général, ancien régime : on adore Rossini, on fait exécuter chez soi sa dernière messe ; on trône, on lorgne, on ne fait rien, on accapare, on se croit très utile, enfin on est fort scandalisé, quand un moraliste de l'économie sociale qualifie sévèrement un semblable parasitisme !

VEIL-PICARD. — Ces financiers, juifs de Besançon, immensément riches aujourd'hui, et bas-perçés hier, incarnent la nouvelle espèce de banquiers politiques, créés par la république orléaniste dont nous jouissons depuis 1875.

Les Veil-Picard, propriétaires du château de Saint-Ferjeux, près de Besançon, ont exercé de père en fils la fonction de *prêteurs*, non pas à faible intérêt, on peut le supposer. A ce jeu ils avaient acquis une fortune énorme, que le père ne cessait d'arrondir, mais que les fils brûlaient de dévorer à belles dents.

Je ne sais si le voisinage de Mont-sous-Vaudrey leur inspira quelque ambition, ou si les lauriers des *Kohn* et des *Reinach* les empêchaient de dormir, toujours est-il, qu'ils devinrent fort *parisiens* et poussèrent l'entrain jusqu'à acheter le journal « *le Paris* » en mars 1884.

Ils éprouvaient des besoins « politiques ». En 1879, nous apprend un jugement du tribunal de com-

merce, en date du 9 janvier 1882, ils avaient pris une participation au *Crédit foncier Lyonnais*, devenu plus tard *Crédit foncier de l'Est*; ensuite ils s'occupèrent activement du *Crédit foncier Algérien*; avec deux autres personnes : M. Oudet, qui m'a bien l'air d'être le sénateur, et un M. de Andreïx, ils obtinrent 12,500 actions de cette dernière société, c'est-à-dire une souscription pouvant entraîner un versement de six millions et demi ! il paraît que la participation n'a pas marché toute seule et que le tribunal de commerce a été obligé de s'occuper de sa liquidation. Si maintenant on fait un rapprochement entre l'immixtion des financiers bisontins dans la manutention des papiers de crédit et cette clause introduite dans l'acte d'achat du journal *le Paris* : « MM. Veil-Picard se réservent la propriété du bulletin financier du journal ; toutefois, pour rémunérer les travaux et le concours de M. L., ces « messieurs consentent à lui remettre dix pour « cent sur les bénéfices bruts dudit bulletin, » on trouvera, pris sur le vif de la pratique, le procédé de publicité dont j'ai parlé au chapitre traitant les *directeurs de l'opinion*.

Je ne sais si la fortune a couronné les efforts des néo-financiers de Besançon, je sais seulement qu'ils ont obtenu d'entrer dans la Légion d'honneur. « *Et nunc erudimini !* »

WADDINGTON. — Gros personnage, sénateur, plénipotentiaire au congrès de Berlin, ministre de l'instruction publique, puis des affaires étrangères, c'est donc un Français *patriote de vieille roche* ? Oh que non pas ! c'est un ANGLAIS NATURALISÉ il y a peu d'années et à qui la France, toujours bonne fille, a prodigué toutes ses faveurs.

C'est ainsi ! quand l'étranger ne nous impose pas ses grains, ses draps, ses produits de toute nature, il nous expédie ses citoyens ; nous les prenons, nous les choyons, et nous en faisons des ministres plénipotentiaires, ce qui permet de supposer que les autres fils de la France sont des idiots.

Pendant ce temps d'autres étrangers nous inondent, sans prétention apparente à nous gouverner ; seulement ceux-là nous dévorent quand ils ne nous trahissent pas.

Il y a deux Waddington à Paris. L'un, Richard, de son prénom — et de sa fortune — gros industriel de Rouen (en face de Londres), et décoré pour s'être battu contre les Prussiens lors de la guerre de 1870. Si on avait décoré tous les Français qui... mais passons. Il se proclama républicain et combattit le projet de rachat des chemins de fer présenté par Germain en 1877 ! c'est-à-dire appuya les compagnies qui favorisent si bien le commerce anglais au préjudice du commerce français.

L'autre Waddington, frère de celui-ci, se dénomme William. Helléniste, numismate, élevé moitié à Cambridge et moitié à Saint-Rémy sur l'Avre (où il est né de parents anglais), puis à Paris, où il étudia ; il opta pour la nationalité française.

Immensément riche, protestant, c'est-à-dire plus clérical encore que l'israélite le plus zélé, il entre à l'Académie en 1865 et à la Chambre en 1871.

Aussitôt il fait des gracieusetés à la République, vote la constitution étrange de 1875 et, deux ans après, le voilà ministre !

On ne saura jamais comment il a compris, en réalité, les intérêts français en Égypte, ni son véritable but dans ses réclamations pour la Serbie et la Roumanie et pour la Grèce. Toujours est-il qu'après avoir refusé, en 1879, l'ambassade de Londres, il l'a acceptée depuis, et, actuellement, *il y est*, il y donne des fêtes auxquelles assistent les *Rothschild*, il continue à s'occuper de nos affaires d'Égypte, *plus obscures que jamais* ; mais par exemple, s'il a accepté les honoraires de sénateur et ceux d'ambassadeur ; si tous les rubans de Belgique, d'Autriche, de Grèce, de Portugal se croisent sur sa poitrine anglaise, en revanche, Vapercau le déclare expressément, il n'a pas reçu la *croix de la Légion d'honneur*.

On ne me dira pas que s'il l'avait seulement... désirée, on ne se serait pas empressé de la lui

donner ! cette lacune me rend songeur, et, involontairement, elle me rappelle une habitude orientale, qui consiste « à ne pas user de sel quand on mange chez un ennemi » !

∴

Je m'arrête.

Sera-t-il nécessaire de poursuivre, un jour, cette triste nomenclature ? Je ne sais.

Les parasites se multiplient, les fonctions pullulent. La finance envahit tout ; où l'almanach officiel en 1764 et en 1785 ne comptait à Paris que 70 « banquiers pour les traites de place en place », l'almanach « Bottin » de 1885 en énumère plus de 800 !

A population quadruple, finance décuple !

Et tout est à l'avenant !

Je passe donc sur les Gunsbourg, la série des Reinach et des Kohn, j'oublie même Demachy si lié à Seillière ; j'oublie des noms en er, en off et une foule de désinences françaises....

Enfin, il faut conclure !

III

CONCLUSIONS

LIQUIDATION. — FORMULE DES CATASTROPHES. — RÉFORMES
GÉNÉRALES

I

Liquidation.

L'heure psychologique. — Accaparements. — Les besoins. — Difficulté de vivre. — Capital foncier de la France. — Les dévotants. — Le blé. — Théorie juive. — Légitimation du vol. — Crédit foncier. — Exécution. — Capital mobilier. — Majorations. — Valeurs financières. — Bénéfices fictifs. — Moyen de contrôle. — Circulation monétaire. — Terrains et bâtisses. — Autres fictions. — Nécessités vitales. — L'impôt foncier et le budget. — 45 milliards d'échanges. — Valeurs étrangères. — Invasion, submersion. — Combien sont-ils ? — La chambre ardente.

Notre constitution sociale et les hommes qui, à la fois, la dominant et la détruisent conduisent la France, cela est certain, vers une catastrophe effroyable.

Son échéance a une date ; non lointaine ; un ensemble de faits sociaux, un ensemble de faits économiques, et l'état psychologique, qui résultera de la combinaison de ces deux ensembles la détermineront.

En l'état psychologique de la nation, il est probable que le centenaire de 89 donnera aux souff-

frances une spontanéité dans leur manifestation; le corollaire sera une révolution.

Quatre ans donc nous séparent du phénomène moral; il me reste à étudier dans quelles conditions éclateront les effets physiques, et si 93 aura aussi son centenaire.

Il n'est plus question, désormais, de tenir compte de l'évolution morale comme fait prédominant; ce sont les résultats matériels qu'il faut étudier; or, du moment où il s'agit de matière, tout le problème gît dans une question de mesure, donc dans une question de chiffres.

Par tout ce qui précède, j'ai démontré que la propriété, prise en ce sens qu'elle confère à l'homme un droit de souveraineté perpétuelle sur le sol, a été le point de départ de tous les accaparements commis au préjudice de la masse de la nation.

Entre la France de 1789 et celle de 1884 il n'y a pas, comme superficie territoriale, une différence considérable :

	Millions d'hectares.
Superficie de la France en 1789.....	52 5/10
— — — 1884.....	52 8/10

L'accroissement en superficie est donc d'à peine 300,000 hectares.

Les propriétés territoriales qu'elle contient n'ont pas, non plus, augmenté en superficie : car un grand

nombre de routes, de rues, suite des travaux des villes et des morcellements des campagnes, ont soustrait à la propriété individuelle une quantité d'hectares à peu près équivalente à l'augmentation que je viens d'indiquer.

Il n'en a pas été ainsi de la population; en voici la preuve :

	Millions d'unités
En 1789.. .. .	24 8/10
En 1881.....	37 6/10

Ainsi qu'on le voit, l'accroissement est de 12,800,000 unités.

Comme, à toutes les époques de l'humanité, il faut à l'homme une quantité donnée de matières azotées, pour entretenir ses forces, et comme le froment peut être pris pour étalon des matières nutritives, il me suffira de constater que toutes les statistiques révèlent une moyenne minima de 142 kilogr. de froment par an et par tête; cela posé, l'accroissement des besoins de la population française peut se calculer par l'accroissement de sa consommation en froment, laquelle, à son tour, servira de base pour calculer la proportion des autres besoins.

La population de 1789 exigeait	3,521,600,000 kil. de froment
Celle de 1884 exige	5,339,200,000 —
Accroissement.....	1,817,600,000 kil. de froment
	20.

De quelque façon que l'on s'y prenne, pour convertir ces kilogrammes de froment en monnaie, il est certain que, pour une surface territoriale sensiblement égale, les besoins de la population se sont accrus d'environ un tiers.

Voyons, pour la même période de temps, comment s'est accrue la valeur capitale attribuée à la propriété :

Entre 1789 et 1826, période dans laquelle les recensements, et les statistiques n'étaient pas, comme ils le sont devenus depuis, l'objet d'un soin particulier, nous trouvons que si les possessions terriennes du propriétaire n'ont pas varié sensiblement en surface, il n'en a pas été ainsi de leur valeur.

La loi du 23 novembre 1790 avait fixé la valeur totale du revenu territorial à 4,200 millions, et, comme à cette époque on calculait au vingtième ou à 50/0, la matière imposable peut être chiffrée à 24 milliards; seulement, ce revenu a subi la défalcation du quart, représentant les frais généraux ou d'entretien, par suite la somme réelle doit être fixée définitivement à 30 milliards.

Ce point de départ accepté, nous allons voir que, pendant que les besoins de la population croissaient d'un tiers ou, si l'on aime mieux, de 33 0/0, le capital de la propriété, dans la même période, s'élevait dans des proportions infiniment supérieures :

Augmentation des besoins.....	34,04 0/0
Augmentation du capital des proprié- tés.....	73,26 0/0

Il est presque élémentaire de conclure, en présence de ces chiffres, que la redevance exigée par le propriétaire, pour le service de son capital s'est élevée, comme le capital lui-même, c'est-à-dire de plus du double de l'augmentation des besoins; de sorte que ces derniers sont obligés de se donner deux fois plus de mal pour obtenir le même résultat.

Afin de rendre palpable cette démonstration, je crois devoir la résumer à l'aide de chiffres simplifiés.

Étant donné que la redevance foncière exigée par le propriétaire, comme tribut payé à sa souveraineté, est l'un des obstacles, sinon le principal, placé entre le besoin et sa satisfaction, je dis que le besoin a crû de $\frac{1}{3}$ pendant que l'obstacle s'est augmenté de $\frac{3}{4}$. Pour mieux les comparer, je réduis ces fractions au même dénominateur, et je me trouve, alors, en présence de $\frac{4}{12}$ pour les besoins, et de $\frac{9}{12}$ pour les obstacles; d'où il suit que la difficulté de vivre s'est élevée, pour la masse de la population, de 4 à 9.

Il ne faut pas croire que les augmentations capitales de la propriété soient tirées de chiffres pris arbitrairement. Les statistiques publiées par le ministère des finances donnent un relevé, très dé-

taillé, des mutations annuelles de la propriété par suite de décès.

Il est donc facile de comparer annuellement le nombre des décès avec la valeur capitale des propriétés qu'ils déplacent ; et comme il n'est pas possible que les décès annuels portent davantage sur la population riche que sur la population pauvre (je dirai même que la balance pourrait, plutôt, pencher en faveur des classes pauvres et que les tables d'assurances tiennent très exactement compte de cette condition), je puis affirmer que les chiffres que je vais donner sont plutôt minima que maxima.

Reste la question de capitalisation ; elle est telle, bien entendu, que les agents du fisc l'ont acceptée ; et comme il y a toujours lutte entre le zèle des agents et les intérêts des héritiers, on peut considérer que la compensation s'est établie et que le capital inscrit comme base des droits successoraux est bien celui qui résulte de la pratique des transactions.

L'épouvantable majoration que la rapacité des propriétaires a fait subir à leurs capitaux est donc bien prise en flagrant délit ; et, sans qu'il soit besoin de leur demander, plus que je l'ai fait, en vertu de quel principe logique la valeur des 52 millions d'hectares composant la France a augmenté de plus de 73 0/0 en 94 ans, je vais placer sous les yeux le développement lui-même de ce capital foncier tel

que je l'ai extrait des tableaux successoraux d'origine officielle, et commençant en 1826.

Voici le tableau :

Années		Milliards	Millions
1790.	Capital foncier de la France	30	000,0
1826	— —	35	495,6
1840	— —	40	630,0
1851	— —	48	708,0
1870	— —	65	801,0
1882	— —	119	452,0

Dans la première période (de 1790 à 1826), l'accroissement de 5 milliards a exigé 36 ans; dans la seconde (de 1826 à 1840) le même accroissement n'a demandé que 14 ans; dans la troisième (1840 à 1851) un accroissement plus considérable n'a demandé que 11 ans; dans la quatrième (1851 à 1870) un accroissement dépassant le triple s'est effectué en 19 ans; enfin, pour la dernière période (1870 à 1882) en douze ans le capital lui-même, et non plus l'accroissement, s'est presque doublé.

La progression arithmétique qui résulte du développement de ce capital rappelle, évidemment, la théorie de Malthus; celui-ci semble en effet accepter, comme un fait normal, l'augmentation fictive du capital, chargeant son produit, puisqu'il propose, non sans férocité, de compenser la diminution des subsistances, par la suppression réelle du nombre

des bouches; mais alors et, s'il faut employer la férocité en matière économique, je demanderai pourquoi l'on choisirait comme champ d'application le prolétariat plutôt que le propriétaire ?

D'ailleurs, pourquoi la férocité ? Le capital foncier n'est pas un être humain; réduire ses prétentions n'a pas la sauvagerie que comporte la réduction des existences. Pourquoi donc les *Rois de la République* ne comprendraient-ils pas qu'ils marchent eux-mêmes vers le suicide parce que, n'étant pas le nombre, ils sont les dévorants ?

Affirmer que le développement de la valeur attribuée au capital foncier est un signe de la prospérité publique, est une des hypocrisies les plus odieuses dont se soient rendus coupables les économistes modernes.

Je comprends, jusque à un certain point, qu'une valeur circulante porte en elle-même l'accroissement de ses intérêts *non dépensés* ; je comprends également qu'à un moment donné cette valeur s'affirme par sa réalisation à l'échange.

Mais qu'on admette, par la pensée, un seul propriétaire du capital foncier français, et qu'on cherche comment et par quel moyen il pourrait jamais voir réaliser par l'échange son capital représenté par le sol ?

On trouvera que l'échange en pareil cas ne peut

avoir lieu d'homme à homme, mais d'accapareur à peuple étranger.

Sans cette hypothèse, que peut espérer le propriétaire unique que je viens de supposer, si, après avoir absorbé toutes les forces vivantes qui font produire le sol, il se trouve tout seul, à son tour, devenu vieux et impotent en face de son immense fortune ?

Le capital, pris comme travail accumulé, ne peut exister qu'à la condition de circuler ; enfoui, c'est le néant.

Si grands que soient les perfectionnements scientifiques, il serait absurde de croire que la force productrice du sol n'ait aucune limite. Que, par la mécanique et par la chimie, on avive la fécondité, c'est là une possibilité ; mais il y a deux choses que la science humaine ne peut dominer, c'est-à-dire, manipuler à son gré, c'est le temps et l'espace. Il n'y a qu'un nombre de jours dans l'année et qu'un nombre d'hectares dans la France ; ces deux éléments du travail sont solidaires et, si l'on peut agrandir le sol par la conquête, il n'est pas possible d'agrandir l'année, ou de changer les saisons.

Or, combien faut-il d'hectares de terres arables pour produire annuellement les 5,339,200,000 kilogrammes de froment ou (pour faciliter les comparaisons, en prenant 75 kilogrammes par hectolitre),

les 71,189,000 hectolitres nécessaires à nourrir la population française ?

Une statistique prise de 1815 à 1873 donne comme moyenne de rendement, pour les bonnes années, 14 hectolitres par hectare ; il faut donc 5,100,000 hectares de terres pour fournir le froment nécessaire.

Le froment français, le seul dont je veuille m'occuper, se vend en moyenne 25 francs l'hectolitre, de telle sorte que, de ce chef, le rendement en argent des hectares plus haut chiffrés s'élève à 1 milliard 780 millions. Les propriétaires ont l'habitude de capitaliser ce revenu à 10 0/0, ce qui donne aux hectares ainsi cultivés une valeur de 17 milliards 800 millions.

Mais que demande, en fait, ce même propriétaire à son fermier pour lui permettre de travailler sur son sol ? Que demande, par suite, à la nation le propriétaire ?

Il demande 3 0/0, non compris les charges, ce qui suffit à établir une redevance de 534 millions de francs qui sont en réalité 32 0/0 du produit brut.

Quand le froment est devenu *pain*, la masse de la nation est donc obligée de déboursier, à raison de 0 fr. 35 le kilogramme, 1,858,720,000 francs, alors que, sans la prélibation domaniale, elle n'aurait à

payer que 1,324 millions, à raison de 25 centimes le kilogramme.

Telle est la triple dîme que le propriétaire exige de chaque consommateur.

Or il en est ainsi pour tout le reste, car le pain n'est pas la matière unique de l'alimentation, ni même des besoins humains; cependant, il peut servir d'étalon et confirmer cette conclusion que « toutes les nécessités humaines ne se satisfont qu'au moyen d'un effort triple de leur utilité réelle. »

L'effort doit égaler l'utilité et cette proportion ne saurait être faussée sans affaiblir gravement l'auteur de l'effort, c'est-à-dire sans raccourcir la durée de la vie humaine; d'où il suit que, grâce à l'ordre social actuel, la vie du Français est trois fois plus courte qu'elle ne devrait l'être.

Ainsi c'est bien clair, le principe de Malthus est appliqué : on vit moins et on s'en aperçoit par le ralentissement très sensible dans les accroissements périodiques de la population.

Mais pourquoi cette majoration arbitraire de la valeur du sol? Pourquoi cette manie d'escompter le futur qui, pour l'homme, est une hypothèse et une illusion?

Ah! c'est que la théorie juive de la vente s'est abattue sur le propriétaire.

Celui-ci ne se contente pas de voir grandir et prospérer la production de ses champs ; c'est trop long de jouir par années ; il faut condenser la perpétuité et en jouir dans l'heure présente ! alors il capitalise son produit annuel et reçoit en échange une valeur équivalente en métal ; avec ce métal, il trafiquera encore, achètera, majorera, revendra, et, « rocher toujours roulant », il *amassera la mousse* que l'adage refuse à la pierre prolétarienne.

A quoi bon recourir au travail puisqu'on peut vivre et s'enrichir sans fatigue, en revendant très cher ce qu'on a acheté à bon marché ?

Par malheur, cette opération, logique chez le fournisseur qui répartit ses gains sur la masse des fournitures, sitôt appliquée au sol, n'est plus du commerce honnête, mais du *vol*.

Il a donc fallu légitimer le vol. Alors est apparue la grande théorie de la *mobilisation des capitaux* ; par une confusion à la fois habile et inepte, la royauté du sol a été appelée *capital* parce qu'on lui avait donné une représentation monétaire.

Le propriétaire-capitaliste vend la terre, mais il la reprend au moyen de l'hypothèque et cela d'autant plus sûrement que, par ses exigences, il rend la vie de plus en plus difficile.

On a voulu moraliser les pratiques usuraires des prêteurs ; en apparence c'est pour cela qu'on a

fondé le *Crédit foncier*. Mais comment pouvait-on croire qu'en faisant appel à des prêteurs-capitalistes pour faire une société, on les obligerait, sous cette nouvelle forme, à modifier leurs pratiques ignobles ?

Cela a été d'autant plus ridicule que les nouveaux prêteurs, soit-disant moralisés, étaient les mêmes que les anciens sous un faux nom, voilà tout.

Le plus curieux, c'est que, en faisant valoir la facilité de réalisation des valeurs dites mobilières (actions ou obligations), on a fini par enrôler, sans qu'ils s'en doutassent, une foule de citoyens dans le clan des usuriers ; tels sont les porteurs d'obligations du *Crédit foncier*.

Les tentateurs ont procédé, d'ailleurs, avec l'effronterie naïve que leur inspirait leur confiance dans les séductions du parasitisme juif.

Vous êtes des prêteurs sur hypothèque, disaient-ils aux obligataires ; c'est-à-dire des possesseurs d'un morceau du sol et, pour vendre ou acheter votre propriété, vous n'avez à passer par aucune des formalités dont la loi a la sottise d'entourer la transmission du sol lui-même. Vous touchez votre revenu et personne n'en sait rien !

Tel est le boniment.

Je n'ai garde de me plaindre du fonctionnement du *Crédit foncier* ; je souhaite même qu'il décuple ses prêts ; je voudrais qu'il eût déjà prêté à toute la

propriété française, parce que je le regarde comme étant l'instrument le plus puissant et le plus pacifique de la liquidation sociale. Parfaitement inutile au travail national, il peut aspirer, cependant, à une utilité particulière ; grâce à lui, on pourra peut-être éviter l'effusion du sang dans la révolution.

En effet, que la crise suprême éclate, le jour où, ayant prêté à la totalité des propriétaires, il aura transformé ses prêts en papier de circulation, et il sera facile à des hommes résolus et intelligents, de réduire au tiers ou même au quart, *non la rente*, mais *le capital de la rente*, puisque ce capital sera entièrement aux mains du *Crédit foncier* et que les coups de bascule de l'agiotage se seront chargés eux-mêmes de produire son avilissement.

Or si cette hypothèse se réalisait, nous verrions éclater, dans toute sa splendeur, la sottise du propriétaire ; en effet, auteur et victime des abus de sa propre spéculation, il courberait la tête : « Il trouverait cela naturel. »

L'État, possesseur des obligations et détenteur du gage, le déposséderait et l'expulserait *au nom de la loi* ; car cette loi, c'est le propriétaire qui l'a faite : *Dura lex !* c'est possible, *sed lex*, et il est trop facile d'ajouter « *patere legem quam fecisti !* »

Eh bien, ce même propriétaire, que je viens de montrer docile et résigné, hurlerait de douleur et de

rage si, aujourd'hui, par une réforme légale, que j'ai indiquée au commencement de ce volume, on lui enlevait le droit de disposer du sol, ne lui laissant que celui de disposer des produits. Cette réforme, il l'appellerait spoliation; il préférera mettre le pays à feu et à sang plutôt que de concourir à une amélioration progressive.

La réforme est donc impossible?

— Le philosophe spectateur de tant de contradictions, mais réellement amoureux de l'humanité, peut se rassurer.

Que nos souverains s'insurgent contre une réforme proposée ou qu'ils continuent leur agiotage, l'une de ces deux attitudes suffira à réduire la valeur fictive qu'ils ont attribuée aux divers papiers de circulation.

La réforme se produira donc quand même; c'est une question de jours et d'heures, et le pays sera sauvé si des réformateurs sincères veillent attentivement et saisissent énergiquement le moment propice.

Au surplus, à ceux qui croiraient mes pronostics empreints d'exagération quant aux majorations des papiers de circulation ou valeurs mobilières, j'opposerai des chiffres.

Pour ces sortes de valeurs comme pour la propriété foncière, j'ai suivi la même marche, et voici comment, depuis 1826, elles ont progressé (1):

(1) Voir page 370 la formule employée.

Années			Milliards	Millions
1826.	Capital mobilier de la France		18	427,4
1840	—	—	24	756,0
1851	—	—	33	413,0
1870	—	—	55	939,0
1882	—	—	106	388,0

Le capital mobilier que je viens d'indiquer contient les *valeurs financières* mélangées à d'autres valeurs que les statistiques des successions ne détaillent pas ; mais il y a là évidemment les outillages de toute nature.

En 58 ans, donc, pendant que la propriété foncière a environ triplé de valeur, la propriété mobilière a plus que quintuplé.

Est-il nécessaire de faire remarquer que ces majorations successives viennent principalement des ventes, escomptant sans cesse des produits futurs ; qu'elles ne représentent pas uniquement l'épargne accumulée, c'est-à-dire l'effort non dépensé ; aussi l'accroissement énorme des redevances qu'elles exigent porte un trouble profond dans l'organisation du travail, ajoutant ainsi une charge nouvelle à celle qu'impose le propriétaire.

*
* *

Et, maintenant, je vais dégager du capital mobilier, ce qui concerne particulièrement les valeurs

financières de toute nature, *fonds d'État français et étrangers, sociétés industrielles françaises et étrangères*, possédées par des Français, d'après les statistiques successorales.

Années	Valeurs financières Milliards	Autres valeurs mobilières Milliards	Total mobilier Milliards
1851....	3, 870	29, 543	33, 413
1870....	6, 343	49, 596	55, 939
1882....	35, 572	70, 4	106, 388

Ce tableau permet de distinguer les capitaux soit-disant épargnés dans lesquels est compris l'*outillage* évidemment perfectionné depuis que la machine à vapeur a pénétré dans les applications industrielles.

J'admets, certainement, que les capitaux mobiliers se sont accrus par la création d'engins nouveaux ; le malheur est que, dans l'évaluation capitale, on ne tient pas compte suffisamment de la déperdition par l'usage. Une machine qui a servi quinze ou vingt ans a moins de valeur parce qu'elle a perdu de sa force productive. Or toutes les sociétés industrielles et financières se gardent bien de diminuer efficacement leur actif des déperditions par « l'usance », parce que, le faisant, elles seraient obligées de confesser que les bénéfices distribués par elles, sont fictifs, dès ors, elles ne pourraient plus vendre leurs actions à

des taux majorés, ou bien, comme les chemins de fer, elles n'auraient pas pu exiger, pour le rachat, un prix tel qu'on a pu croire l'opération impossible.

Or, comme ces bénéfices ont été distribués *quand même*, il faut bien qu'ils aient été pris quelque part, et ce quelque part, c'est simplement « *la portion de subsistance nécessaire à l'entretien de la vie générale* ».

En examinant séparément les deux sortes de valeurs mobilières, on s'aperçoit que dans la même période 1851 à 1882, c'est-à-dire en 30 ans, les valeurs mobilières, autres que les financières, ont un peu plus que doublé, tandis que les valeurs financières seules ont *décuplé*, absorbant ainsi la *moitié* du capital mobilier (35 milliards valeurs financières, 70 milliards valeurs mobilières).

C'est l'épargne, me dit-on, soit ; mais alors j'ai le droit d'examiner où elle a été prise, afin de découvrir si elle est réellement le produit de l'économie volontaire du travailleur.

Ici encore, l'examen des chiffres amène des conclusions terrifiantes.

Prises comme représentant l'épargne, les valeurs financières étaient, en 1851, environ la *dixième partie* du *capital total mobilier* ; actuellement elles en sont le *tiers* (1851 3/33 ; 1882 35/106).

Encore une fois, nous voyons se dégager des

calculs, la proportion renversée de 1 à 3 comme échelle montante des exigences capitales et 3 à 1 comme échelle descendante des moyens de subsister.

Comment ont été pris les 35 milliards soit-disant épargnés?

Trente milliards ont été prélevés en douze ans, de 1870 à 1882, et ce chiffre est égal au montant des douze budgets annuels ajoutés les uns aux autres.

A qui fera-t-on jamais accroire que l'épargne d'un pays venant de supporter 5 milliards de rançon de guerre ait pu, en douze ans, atteindre de pareilles proportions?

Il est d'ailleurs possible de rechercher l'épargne en calculant le chiffre minimum des échanges qui se font annuellement en France.

Il y a, pour cela, deux moyens :

L'un consiste à établir le montant du métal monétaire en circulation au commencement de l'année qu'on étudie et à le tripler (1).

L'autre consiste à prendre, à la fin de l'année étudiée, le montant total des capitaux successoraux, à les rapprocher du nombre de décès survenus dans l'année, et, par une proportion qui a, pour troisième

(1) Voir page 371 le motif de cette façon d'opérer.

terme, la population vivante à la fin de l'année, on obtient (avec une grande approximation) une somme équivalente au *capital* des transactions ou échanges de toute nature qui se sont effectués dans la même période, et qui sont des *produits nets* représentant le *cinquième du capital nominal* lui-même; on verra pages 403 et 404 l'explication de cette proportion et son utilité comme *étalon*.

En exprimant par N la circulation monétaire, par S les capitaux successoraux, par M les décès, par P la population vivante; en exprimant par $1/5$ le produit net des capitaux obtenus et appelant, enfin, B ce produit échangé, on a les formules suivantes :

$$N \times 3 = \frac{P \times S}{M \times 5} = B$$

Dans les périodes normales, c'est-à-dire dans celles où les utilités échangées ne portent pas sur des fictions, cette formule se vérifie avec une exactitude mathématique.

Deux circonstances peuvent néanmoins la troubler; ce sont: un excès des décès indigents ou un abus des spéculations de bourse. Ces deux causes marchent toujours ensemble et elles se traduisent, par rapport à la circulation monétaire, de deux façons différentes.

En calculant d'après les successions, on trouve

que les échanges obtenus et divisés par 3, sont inférieurs à la circulation lorsque les décès indigents dominent ; qu'au contraire ils lui sont supérieurs lorsque les valeurs de bourse n'ont pour base que l'agiotage.

Le rapport de la circulation monétaire avec le tiers des besoins échangés s'explique, logiquement, lorsqu'on examine de près les actes qui constituent l'échange ; on s'aperçoit bien vite, en effet, que, pour deux utilités échangées, il n'y a jamais qu'un paiement, c'est-à-dire une seule représentation en monnaie. On conçoit, dès lors, que, si le numéraire en circulation est inférieur au tiers des besoins échangés, c'est qu'il y a eu des échanges fictifs ; et que, si, au contraire, il lui est supérieur, c'est qu'il y a eu des immobilisations au moyen d'une concentration de la fortune publique dans un petit nombre de mains.

En appliquant la formule précédente, on trouve qu'elle se vérifie par des équivalences sensibles, notamment en 1829, 1841, 1847 et 1867, et par les plus grandes disproportions dans toute la série 1876-1884.

Bien entendu, cela n'implique ni plus de prospérité, ni plus d'infortune à l'une ou l'autre des deux périodes ; cela veut dire seulement qu'il y a eu, à ces périodes, un moment de travail général ;

mais ce serait se tromper grossièrement que d'en conclure à une égalité plus réelle de la répartition des richesses; l'œuvre de concentration s'accomplit sans cesse par ce qu'on appelle le *crédit* et si, en théorie absolue, la nécessité de celui-ci est contestable; sa très rare et très minime utilité apparaît en fait, largement compensée par ses effroyables abus.

Cela dit et afin de découvrir le mode suivant lequel on a prélevé, en douze ans, les 35 milliards de valeurs financières que j'ai signalés plus haut pour 1882, je vais prendre dans ces douze années la première qui a ouvert l'ère du calme matériel, c'est-à-dire 1872.

Je la comparerai ensuite à l'année 1882, après quoi il sera facile de tirer les conséquences.

PRODUITS ou REVENUS (1)	MILLIARDS	
	1872	1882
Au 31 décembre :		
Produit des bâties.....	3,912	5,574
Produit des terrains.....	2,608	2,389
Totaux.....	6,520	7,963
Produits mobiliers.....	29,455	37,205
Échanges totaux.....	35,975	45,168
Dont le tiers.....	11,992	15,056
Circulation monétaire.....	12,250	13,949
Différences.....	+ 0,258	- 1,107

(1) Les *produits des bâties et des terrains* sont calculés d'après les *impôts* inscrits aux *budgets*.

Les *échanges* ou *produits totaux* sont établis à 20 0/0 ou à 1/3

L'année 1872 a révélé un excédent de la circulation monétaire (1); en regardant les produits immobiliers (bâtisses et terrains), qui, on le sait, sont des échanges, dont le numéraire est l'*unique moyen* (car les fermages et les loyers sont toujours stipulés payables en espèces et non autrement), on s'aperçoit qu'ils représentent assez exactement la moitié du métal en circulation. Il est donc resté, pour les 29 milliards d'échanges mobiliers, seulement l'autre moitié. Il est clair, qu'une grande partie de ces échanges a subi des majorations, quelle que soit la quantité de monnaies étrangères dont on ait eu, d'ailleurs, à constater la présence. Quant à la disproportion qui existe entre le revenu des bâtisses et le revenu des terrains, elle n'a pas besoin de commentaires.

En examinant l'année 1882, on s'aperçoit que la circulation monétaire est bien inférieure au tiers des échanges; preuve que ceux-ci ont été le résultat d'opérations fictives : cela n'est point étonnant lorsqu'on se souvient de ce qui s'est passé en 1881; je dois même signaler que les années 1880, 1883,

du capital évalué d'après les *successions* (Stat. du Min. des finances).

Les *circulations monétaires* sont prises dans les tableaux publiés par l'Annuaire des longitudes.

(1) Voir page 393 comment cet excédent résulte des emprunts de rançon.

1884 sont les seules, depuis 1795, où la frappe des monnaies ait été suspendue. On ne peut pas trouver un signe plus évident de l'absence de toute transaction *réelle*. Tout se passe en trocs de papiers.

Les 35 milliards de valeurs financières en *capital* que j'ai signalés quelques pages plus haut (voir page 367, tableau), rapprochés des 70 milliards d'autres valeurs mobilières ne sont pas autre chose que la partie fictive du revenu total du travail industriel,

Précisons :

	Milliards
En 1882, total des valeurs mobilières en <i>capital</i>	106,388
Pour la même année, total des <i>produits</i> mobiliers ou revenus	37,205
<i>Capital</i> des valeurs mobilières n'ayant pas un caractère de <i>papier circulant</i>	70,816
Montant <i>capital</i> des valeurs financières	35,572

Il est visible que le véritable produit industriel et commercial est représenté par 37 milliards $\frac{2}{10}$, car ce chiffre est à la fois environ 33 0/0 du total des capitaux mobiliers et 50 0/0 environ du capital industriel, non circulant, soit 70 millions $\frac{8}{10}$.

Or, si des 37 milliards $\frac{2}{10}$ on retire les 2 milliards $\frac{1}{2}$ environ que l'État paye concurremment avec la Banque de France, le Crédit foncier et les compagnies de chemins de fer, aux porteurs de titres, le reste, jusqu'à concurrence de 6 milliards environ

peut représenter le véritable échange mobilier, car il ne faut pas oublier que le revenu des immeubles s'est élevé, en 1882, à une somme *équivalente au déficit de la circulation* dont il a, en outre, absorbé plus de la moitié (1).

J'avais donc bien le droit d'affirmer que les majorations avaient été scandaleuses et n'avaient eu pour but que de masquer les fictions bénéficiaires afin de provoquer les œuvres malsaines de l'agio-tage ; j'avais aussi raison de dire que les distributions de dividendes avaient été prises sur les *nécessités vitales* de la masse des citoyens, accentuant, par là, l'état de crise, aggravant les misères et provoquant les crimes.

Mais combien a-t-on pris sur les nécessités du citoyen ? On a pris justement ce qui lui est indispensable pour vivre, c'est-à-dire une somme représentée par la différence entre le total des produits de 1882 et le capital des valeurs financières :

(1) En effet d'après le tableau page 372 :

En 1882, produit total immobilier (bâtisses et terrains).	7, 963
En 1872, — — — — —	6, 520
Différence	1, 443
Déficit entre le tiers des échanges et la circulation....	1, 107
Circulation de 1882.....	13. 949
Redevance payée en métal au propriétaire.....	7, 963

	Milliards
Total des produits de 1882.....	45,168
Valeur capitale des papiers circulant....	35,572
Différence.....	9,596

Cette somme est les 2/3 environ de ce que les 10 millions d'électeurs inscrits, considérés comme ne disposant pour eux et leur famille que de 3 fr. 50 par jour (soit le strict nécessaire en pain, viande et vin) sont obligés de dépenser, car ce nécessaire exige absolument 12 milliards 600 millions.

Le déficit annuel a donc été de 3 milliards environ pendant 12 ans.

Je remarque, en outre, que ce même déficit est égal, à la fois, au revenu foncier soumis à l'impôt et au total des dépenses de l'État; en conséquence je dis qu'il double de puissance parce que, en définitive, l'impôt pèse toujours sur les travailleurs et non pas sur les parasites.

Ces dernières considérations m'amènent à déterminer, d'une part, la marche progressive des charges budgétaires, dans leur rapport avec l'impôt payé par le propriétaire, et ensuite à dégager autant que possible le nombre des parasites.

*
* *

Le propriétaire, ai-je dit, qu'il soit capitaliste ou

foncier, se fait toujours rembourser par le prolétariat l'impôt que l'État lui demande ; aussi lorsque les dépenses ordinaires du budget égalent le chiffre *réel* du revenu imposé, on peut dire avec une grande exactitude qu'il y a charge supplémentaire dépassant les forces du travail et que, par suite, l'organisation économique du pays est à la veille d'un cataclysme.

Je vais donner, dans un tableau commençant en 1856 (quatre ans avant l'inauguration du libre-échange), et allant jusqu'en 1884, le rapport pour cent qui existe entre le total des trois contributions (foncière, portes et fenêtres, personnelle-mobilière) et le total du budget ordinaire ; j'y ajouterai, dans une colonne spéciale, le revenu *réel* soumis à l'impôt foncier, et enfin, dans une dernière colonne, le total du budget ordinaire. Je prends le budget ordinaire, *seul*, d'abord parce que, pour les contributions directes, il sert d'étalon au budget spécial, ensuite parce que ce qui reste (budget sur ressources spéciales) est pris, quant aux recettes, sur les patentes, les impôts de consommation, et les emprunts, ce qui constitue d'autres prélèvements perturbateurs écrasant les produits du travail.

En outre, ce qui est vrai pour le budget ordinaire est encore plus vrai pour l'autre et, comme je n'étudie que des proportions calculées sur leur

étalon, le résultat final ne saurait être modifié.

Années	Rapport des trois contributions au total budgé- taire	Revenu foncier réel soumis à l'impôt (Milliards)	Total du budget ordinaire (Milliards)
1856.....	15,23 0/0	3, 333,7	1, 473,1
1868.....	13,91 0/0	3, 532,7	1, 784,1
1876.....	10,86 0/0	3, 545,5	2, 573,0
1884.....	9,22 0/0	3, 624,4	3, 103,7

Je fais remarquer, tout d'abord, que le rapport des trois contributions au total budgétaire confine de bien près le montant ordinaire du revenu agricole (10 0/0) et que cet état de choses dure depuis huit ans.

Eh bien, lorsque le total budgétaire ordinaire aura atteint le chiffre du revenu foncier *réel*, soumis à l'impôt, la crise sociale sera déjà intense ; lorsqu'elle le dépassera, ce sera l'explosion, parce que, alors, les redevances des propriétariats, capitalistes et terriens auront crû dans de telles proportions que la masse prolétarienne n'aura plus aucun moyen de subsister.

La tendance révélée par la décroissance du rapport entre les trois contributions et le total du budget, montre que l'impôt est de plus en plus demandé aux échanges mobiliers, et de moins en moins au foncier.

On croit atteindre celui-ci, en créant un impôt sur les valeurs mobilières ; on se trompe, on n'at-

teint que le trafic sur le capital majoré et mobilisé qui est censé représenter la valeur du sol ; on provoque donc une majoration nouvelle, laquelle ne saurait être qu'une fiction, et une violation de l'égalité des échanges.

Il s'ensuit que les terres de plaisance, les parcs d'agrément, les palais des villes, se multiplient, entraînant cette conséquence : que la population des campagnes émigre vers les cités ; il s'ensuit encore que le sol nourricier est de plus en plus négligé et on se console de ce déplacement en se disant :

— Bah ! c'est bien le diable si, avec nos 45 milliards d'échanges annuels nous ne pouvons pas acheter du blé à l'étranger.

On se trompe encore.

— Il y a longtemps que le mouvement international est commencé ; sous prétexte de fournir nos produits manufacturés à toute la terre, nous avons demandé à toute la terre aussi de contribuer à notre alimentation.

L'internationalisme économique est le pire des dangers, parce qu'il place le régime des échanges hors de la puissance de la nation qui supporte l'infériorité. Il facilite en outre les concentrations de capitaux et, par conséquent, le pouvoir aspirateur des parasites.

Je démontrerai plus bas que la France possède

en terres arables de quoi suffire largement à sa consommation ; en attendant, je constate que le mouvement importateur domine ; qu'il a fait son apparition en même temps que les banquiers étrangers lors de l'invasion de 1815 ; qu'il s'est lentement aggravé ; que de 1816 à 1855 le froment demandé à l'étranger s'est élevé à environ 83 millions de kilogrammes par an, que de 1856 à 1875, il s'est élevé annuellement à 254 millions de kilogrammes et qu'en 1879 il atteignait 290 millions de kilogrammes.

Le corollaire financier ne s'est pas fait attendre ; l'invasion des papiers étrangers a été immédiate ; la statistique des successions permet de calculer leur valeur par rapport au total du capital mobilier : en 1870, cette proportion était 37 0/0, mais, en 1882, elle s'est élevée à 60 0/0. De plus en plus, donc, les détenteurs de capitaux français les immobilisent à l'étranger.

On dira que, si ces revenus sont soustraits au fonctionnement économique en France, ils n'y reviennent pas moins ; soit, mais ce n'est pas pour fomentier la production agraire, mais seulement pour aspirer d'autres capitaux, multiplier les terres improductives et donner à l'agiotage une impulsion nouvelle.

Nous serons bien avancés, quand, suivant une expression presque célèbre, la France sera devenue

« le caravansérail de l'Europe » ou du monde !

Transformée en maisons de rapport, percevant un loyer sur le monde, logeuse en garni, elle sera à la merci de la moindre panique politique ou passionnelle et des épidémies qui, en un instant, dégarnissent les jardins et les palais, ce qui supprime leurs revenus, par cet unique motif que la maison du voyageur ne porte point en elle-même, comme la terre, un pouvoir de reproduction inépuisable.

Quant à attirer l'étranger à titre sédentaire ? comment peut-on oublier qu'une nation dite souveraine doit d'abord vivre elle-même, avant de faire vivre les autres !

Une invasion armée dépossède et détruit les autochtones ; une invasion pacifique produit exactement le même résultat. Or, s'il faut arriver à la même destruction, si, en un mot, il faut choisir le genre de mort, je préfère certainement l'invasion armée, à laquelle, du moins, j'ai le droit de résister par la force, à l'invasion pacifique, sorte de marée montante, submersion lente et lente agonie se terminant par l'engloutissement.

Qu'on ne s'y trompe pas, ce système d'envahissement par l'étranger est mis en pratique ; le propriétaire capitaliste y pousse de toutes ses forces.

Certes la proie est belle et on conçoit qu'elle excite les convoitises ! jugez donc, remuer des mil-

liards sur la tête d'un peuple, qui ne sait ni se plaindre ni résister, lorsque, par des sophismes odieux et des mensonges iniques, on persuade à sa naïve ignorance qu'il se trompe quand il croit souffrir !

Récapitulons donc les charges immenses qui pèsent sur sa tête et voyons entre quelles mains les richesses nationales ont été concentrées :

J'ai donné plusieurs tableaux au cours de ce chapitre, il est utile de les réunir en un seul, le voici :

ANNÉES	MILLIARDS				
	Capital financier	Capital mobilier	Capital immobilier	Capital total	Échanges annuels
1790 ..	»	»	30,00	»	»
1826 ..	»	18,43	35,49	53,92	10,78
1840 ..	»	24,75	40,63	65,38	13,08
1851 ..	3,87	29,54	48,71	82,00	16,40
1870 ..	6,34	49,59	65,80	121,74	24,35
1882 ..	35,57	70,81	119,45	225,84	45,17

La progression des majorations capitales est effrayante et elle est allée, comme eût dit Malthus, bien plus vite que la population, bien plus vite aussi que son travail.

Malthus disait que les moyens de subsistance croîtraient plus lentement que les besoins des nations; ici c'est le contraire et c'est pourtant la même chose; les besoins de l'homme n'ont pas

cessé de croître, comme les hommes eux-mêmes, et ce sont, au contraire, les obstacles opposés à la satisfaction de leurs besoins qui ont crû bien plus vite et bien plus puissamment.

Et maintenant, qui a fait cela? Combien sont-ils ces souverains qu'au premier chapitre de cet ouvrage j'affirmais être à peine au nombre d'un million?

Je ne reviendrai pas sur les considérations déjà développées à l'occasion de ce chiffre; je me bornerai à dire qu'il contient, à la fois, des criminels et des victimes, les grands accapareurs de la fortune publique mobilière et aussi des petits propriétaires.

Comptez donc! si les 119 milliards et demi de capital immobilier étaient répartis également entre le million que j'ai cité, cela ne ferait pas 120,000 fr. par tête. La concentration, je l'ai déjà dit, est bien plus forte.

Le propriétaire qui habite sa maison et vit en en louant la moitié est à plaindre.

Celui qui cultive son champ, pour en vivre, est presque assimilable au prolétaire, tant on lui fait payer cher ce qu'il ne peut pas produire lui-même.

Tous ceux-là sont à plaindre, car, complices inconscients des grands propriétaires, ils contribuent à entretenir leur prestige illégitime. Loin de leur nuire, une liquidation leur profiterait.

Dans le million de grands propriétaires capitalistes je compte donc ceux qui, par le métal, le crédit, l'hypothèque et l'usure, tiennent dans leurs mains toutes les forces vives de la France.

Ce million est lui-même divisible en trois ordres, comme on dirait : la noblesse, le clergé et le tiers état, concentration capitale de différents degrés.

Très certainement, la proportion du nombre des emprunteurs au *Crédit foncier* peut nous conduire à découvrir une des étapes de cette concentration.

Si je rapproche, en effet, le nombre des prêts, et leur valeur, en distinguant les prêts urbains et les prêts ruraux, je découvre que le million est composé d'un état-major de 300,000 propriétaires à la tête desquels on en trouve 3,000. C'est de ce dernier nombre qu'il faudrait dégager les véritables auteurs de l'effondrement qui nous menace. Ces 3,000 ont entre les mains 450 milliards (à raison de 50 millions par tête), sur les 225 milliards qui composent la fortune mobilière et immobilière de la France, d'après le tableau que j'ai résumé plus haut. Qu'y a-t-il d'improbable ? est-ce que les individualités au nombre d'environ 40, dont je me suis occupé dans ces deux volumes, ne représentent pas à eux seuls plus de dix milliards ?

Qu'y a-t-il, dès lors, de si étrange à déclarer que 3,000 personnes tiennent les $\frac{2}{3}$ de la fortune

de la France ? D'ailleurs on peut les dénombrer ; mais ce n'est point moi qui dois le faire et je ne voudrais pas transformer mon livre en index pour une chambre ardente.

— Une chambre ardente !

Sommes-nous donc sous l'ancienne monarchie pour oser prononcer un pareil mot ?

J'ignore si, noble ou plébéien, un justicier se lèvera ; mais ce que je sais bien, c'est que le cataclysmes approche.

Ce que je sais bien, c'est que, sans recourir ni aux spirites ni aux hypnotiseurs, on peut calculer le jour et presque l'heure à laquelle il éclatera.

Car tout est chiffre, en ce siècle de chiffres, et l'algèbre elle-même se charge de nous donner une *formule des catastrophes* !

II

Formule des catastrophes.

Les fatalistes. — Logique chiffrée. — Formule de la vie. — Besoins de la France. — Cosmopolitisme. — Le libre-échange et la guerre. — Effort quadruple et déficit. — Révolutions. — Traduction en chiffres. — Équilibre des échanges. — Le crédit. — Formule des catastrophes. — Composition des termes. — Fixation et origine des chiffres. — Vérification de la formule dans le passé. — La monarchie, l'Empire, la République. — Application de la formule à l'avenir. — Pronostics. — Moyens de les modifier.

Les fatalistes de l'économie officielle ne manquent jamais de faire les grands bras quand on leur déclare que l'ordre social établi est absolument le contraire de la logique et du bon sens.

Si le besoin révolutionnaire leur crève les yeux, ils crient à la perversité, ils poussent à la destruction d'un certain nombre d'êtres et « l'ordre règne à Varsovie » ! c'est leur triomphe. Puis, quand, au bout d'une période plus ou moins longue, les mêmes besoins se montrent de nouveau avec la même intensité, ils sont stupéfaits ; ils accusent le

monstre populaire et ne s'aperçoivent pas ou ne veulent point avouer qu'ils ont, eux-mêmes, soigneusement préparé l'explosion finale.

Quand on les interroge scientifiquement, ils répondent avec une armée de chiffres bellement alignés et prétendent, cependant, qu'une division ou une multiplication ne sont des raisons ni exactes ni précises, mais de simples explications du laisser faire et de la liberté.

A ces enragés de chiffres il faut donner des chiffres ; à ces fatalistes des révolutions il faut donner une formule au moyen de laquelle, trois ou quatre *constatations officielles* étant prises, ils pourront déterminer eux-mêmes le jour et l'heure à laquelle la société éclatera sous la pression de leurs mensonges.

*
* *

Tout d'abord, qu'ils me permettent de leur indiquer qu'il y a une formule de la vie aussi nette et aussi précise que le sont en mécanique les formules de la pesanteur.

La vie de l'homme se compose de quatre besoins principaux qui résument tous les autres. Par ordre d'importance ce sont :

1° La nourriture, dont la privation absolue conduit à la mort à bref délai ;

2° L'abri, dont la privation absolue conduit à la mort par un chemin plus long ;

3° Le vêtement et ses accessoires, dont la privation absolue abrège la vie plus lentement que les deux autres éléments ;

4° La réfection, dans laquelle se groupent le repos et la distraction, l'utile et l'agréable.

Tous ces besoins composent la vie ; et si je donne à cette dernière A comme expression algébrique, je puis écrire :

$$A = 1 + 2 + 3 + 4 = 10.$$

En appelant 0 la mort, je puis écrire :

$$A - (1 + 2 + 3 + 4) = 0.$$

D'où il suit que *la vie défendue contre la mort*, c'est-à-dire, $A - 0 = 10$.

Quelle que soit la valeur que, dans la civilisation ou dans l'état primitif, on donne à ce nombre 10, la relativité qui existe entre ses composants n'en sera pas troublée.

Mais il ne suffit pas de défendre la vie contre la mort ; il faut encore assurer la reproduction des êtres ; la nature nous donne, à cet égard, une leçon et un conseil, et l'agriculteur sait très bien que, le grain de blé produisant 5 grains, il n'a qu'à mettre

en réserve $\frac{1}{5}$ de sa récolte pour que les semailles prochaines renouvellent sa consommation.

Je dois donc ajouter à 10, chiffre symbolique de l'existence, $\frac{1}{5}$, pour réserves; cela donnera $\frac{12}{10}$.

$$\left(\frac{10}{10} \times \frac{2}{10} = \frac{12}{10}\right)$$

Par conséquent le travail ou l'effort humain devra toujours excéder de deux dixièmes les besoins vitaux, lesquels devront être, à leur tour, dans les proportions suivantes *par rapport à la vie* :

Alimentation.....	4,8
Abri.....	3,6
Confort et vêtement.....	2,4
Repos et divertissement.....	1,2
Total.....	12,0, soit $\frac{12}{10}$

Mais si le but est 10, l'effort n'en est pas moins 12; dès lors son produit devra lui être équivalent et la proportion finale redevient $\frac{12}{12}$, ce qui nous ramène au pourcentage ou à 100 0/0 (1).

Cela une fois posé, il faut trouver une unité de matières azotées équivalente à l'alimentation d'un être humain pendant un an. Ici la statistique et la

(1) On peut, également, introduire LES RÉSERVES dans la formule; elle serait alors : $1 + 2 + 3 + 4 + 5 = 15$. Cela ne change rien à la théorie et la pratique serait plus exacte mais la fraction décimale a paru plus facile à introduire dans les raisonnements.

chimie sont d'accord pour égaler la satisfaction du besoin nourricier à la consommation de 450 kilogrammes de froment par an. Donc, sans me préoccuper d'aucune sorte de monnaie, et, prenant ce total pour unité d'aliment, je dis que les $\frac{12}{10}$ qui composent les besoins de l'existence et de la reproduction seront représentés par 450 kilogrammes de froment $\left(\frac{150 \times 10}{4} = 375 + \frac{2}{10} = 450\right)$.

Donc l'homme qui produit 450 kilogr. de blé ou leur équivalent, peut échanger la portion qui excède son alimentation contre toutes autres espèces de produits.

Laissant de côté l'individu et prenant la nation entière comme être vivant, je dois rechercher si son territoire peut produire assez de froment pour représenter 450 kilogr. par tête.

Un calcul très simple nous apprend que, pour la population entière et pour satisfaire tous les besoins compris dans $\frac{12}{10}$, la production de froment devra s'élever annuellement à 16,252 millions de kilogr. ou, pour parler en hectolitres, à 226,037,000 hectolitres.

Si tous les besoins s'appelaient *froment* et si la division du travail n'existait pas, je dirais qu'en se consacrant uniquement à la culture du froment, la

France a assez de terres arables pour obtenir cette quantité.

Mais dans $\frac{12}{10}$ ou $\frac{120}{100}$ de besoins totaux, $\frac{48}{100}$ sont uniquement nourriciers et $\frac{72}{100}$ sont d'autre nature ; ces derniers ont provoqué d'autres branches de travail, et ont amené les échanges.

Il me suffira donc de demander au sol français $\frac{48}{100}$ des hectolitres plus haut chiffrés $\left(\frac{226,037,000 \times 48}{100} \right)$
 $= 108,497,800$ hectolitres, c'est-à-dire, en chiffre rond 109 millions d'hectolitres, pour obtenir la nourriture de la nation entière, réserve des semailles comprise.

Ce chiffre a été atteint dans la pratique ; et on le trouve variant de 1857 à 1872 entre 107 millions et 121 millions ; si les excédents avaient été mis en réserve supplémentaire pour équilibrer les productions annuelles, jamais on n'aurait eu recours à l'étranger.

Sept millions d'hectares ensemencés et six millions de travailleurs (hommes et femmes), — c'est-à-dire le septième du territoire et le sixième de la population — ont suffi à la production de l'année 1872 (recensement de 1872 stat. gén.). Or que n'obtien-

drait-on pas en vulgarisant les machines agricoles ? Il faut le dire ici, une réforme qui imposerait cette vulgarisation, tout en supprimant les abus du propriétaire, sauverait définitivement le pays.

C'est pour avoir méconnu ces principes et délaissé le travail agricole qu'en 1879 la France a dû demander à l'étranger 290 millions d'hectolitres, c'est-à-dire *plus que le total théorique* $\frac{12}{10}$ représentant la somme des besoins de la vie.

Spéculation, cosmopolitisme, juifs d'Odessa, juifs d'Amérique, juifs de France, tous se sont entendus avec nos compagnies de chemins de fer, aussi tendres aux transports étrangers qu'aux consciences vénales, et c'est au bruit des chants de l'économisme officiel qu'a, tout à coup, succédé le glas funèbre de 1884-82.

Une orgie de millions, *en apparence !* le pain à bon marché, *en apparence !* en réalité : *du papier !* d'où la vie trois fois plus chère que ne le comporte la force de l'homme.

La démonstration est facile à faire ; je vais calculer à trois époques différentes la majoration qu'impose au kilogr. de froment, pris comme unité des $\frac{12}{10}$ de l'existence, la valeur attribuée aux échanges réalisés aux mêmes époques : je calcule les échanges,

comme je l'ai déjà dit, sur les capitaux successoraux ; j'ajoute, pour éclairer complètement ma démonstration, leur montant en capital, leur réduction à $\frac{1}{3}$ (pour pouvoir les comparer à la circulation monétaire *seule*) et enfin le chiffre de cette circulation elle-même.

	1841	1872	1882
1 kil. de froment (val. nom.).	0,917	2,214	2,471
— (val. en monn. $\frac{1}{3}$)	0,305	0,738	0,823
Montant des échanges généraux	milliards 14,128	milliards 35,975	milliards 45,168
Le tiers	4,709	11,992	15,056
Circulation monétaire	4,708	12,250	13,949

On s'aperçoit, en lisant ce tableau, que le tiers des échanges nominaux est remarquablement *égal* à la circulation monétaire en 1841 ; ce fut en effet une année de travail ; en 1872, il lui devient *inférieur*. Ce fut cependant aussi une année de travail, mais une concentration métallique avait lieu à cause de la rançon de guerre ; enfin en 1882 l'infériorité incombe au métal, et les échanges le dépassent ; c'est la fiction des valeurs de crédit ; *on les a majorées de tout ce qui est sorti de France, en métal, pour aller à l'étranger*, et aucune contre-partie n'a pu avoir lieu, parce que la production manufacturière n'a plus trouvé les mêmes débouchés. C'est l'effet des traités de commerce mal combinés,

et mal conçus, c'est l'effet désastreux des taxes d'octrois, qui entravent les échanges intérieurs, et poussent aux échanges extérieurs ; c'est l'effet des agissements libre-échangistes, qui sont tout à fait impuissants à influencer le mode de production des étrangers, *à moins de recourir à la guerre et de vaincre pour arracher aux vaincus des avantages commerciaux.*

Le libre-échange est donc une menace perpétuelle de guerre internationale.

Cela dit, voyons, dans le même tableau, quelle valeur en numéraire ressort aux trois époques pour les 450 k. de froment représentant *tout* ce qu'un homme échange annuellement pour satisfaire son droit de vivre et de se reproduire $\left(\frac{12}{10}\right)$; une simple multiplication suffit à nous donner les chiffres suivants :

Pour 1841 (par an et par tête)	87 fr. 25 en métal
Pour 1872	— 332 40 —
Pour 1882	— 370 35 —

Ainsi *le même effet de vivre*, qui coûtait 87 fr. 25 en 1841, coûte 370 fr. 35 en 1882, soit plus du quadruple. La circulation métallique est-elle donc quadruple en 1882 ? Nullement ! elle est à peine le triple, *d'où il suit que la machine humaine s'use quatre fois*

davantage pour obtenir $\frac{1}{12}$ de moins comme moyen d'échange.

Ce sont là des constatations impossibles à réfuter, et tout ce que dira l'école officielle pour masquer, aux yeux du peuple, le *déficit de la vie*, ne servira qu'à accuser davantage son hypocrisie.

Que m'importe le bas prix du pain, si je paye double mon logement ? Il n'est pas possible de modifier un seul terme de la formule $1+2+3+4=10$ sans troubler la vie plus ou moins profondément ; or, si l'on prend sur 4 pour le reporter sur 3, et si 3 lui-même absorbe tout le reste, ne laissant plus ni repos ni vêtement à l'individu, que devient la fantasmagorie du pain à bon marché ?

J'aime mieux payer mon pain un prix double, si ce prix, entrant dans l'harmonie de la formule des besoins, n'en modifie aucun, et si mon effort est à la fois proportionné à son utilité, et aux moyens de l'échanger.

Tout ceci est puéril à force d'être simple, aussi les économistes n'ont-ils pas d'autre préoccupation que d'embrouiller les questions, en éloignant l'attention de tout ce qui démontre l'équilibre de la vie édicté par les lois mêmes de la nature et en invoquant à tout coup le fatalisme de l'inégalité des hommes.

L'organisation sociale ainsi entretenue par les

économistes, a d'ailleurs merveilleusement fait son œuvre.

Qu'on jette un coup d'œil sur la gamme parcourue par les échanges seulement depuis 1829, à la veille de 1830, cette mascarade bourgeoise qui n'a eu l'air d'être un mouvement que pour mieux duper le peuple.

Car 1830 a été un petit 89, et j'étonnerai peut-être fort mes lecteurs en leur faisant remarquer que mon œuvre actuelle est une démonstration très nette de ce fait : qu'en réalité les *immortels principes* sont purement et simplement le produit d'une évolution de l'*ogre juif*, lequel s'est habillé en « *peuple* », afin de mieux le dévorer ; que la monarchie n'a pu durer en France pendant tant de siècles, que parce que les rois osaient de temps en temps exprimer l'huile d'or en broyant le juif ; qu'en 89 ce fut fini, le juif étant émancipé.

Qu'un moment désarçonné par 93 le juif facilita brumaire, puis employa l'Empire et la Restauration à guérir ses meurtrissures, si bien qu'en 1830, il triomphait pleinement ; qu'enfin 1848 fut un mouvement symétrique de 93 ; qu'il avorta par le juif, et que ce dernier ayant refait l'Empire en vécut et le tua ; faut-il ajouter qu'aujourd'hui il agit de même envers la République, il la dévore, et il la tuera si on le laisse faire.

Tout ce que je viens de dire est écrit dans cette langue brutale et tranchante, qui est spéciale aux chiffres ; en effet, voici, groupés dans un tableau, les exploits de la juiverie de 1829 à 1882, en choisissant particulièrement les années précédant et suivant les mouvements politiques :

ANNÉES	ÉCHANGES			Leur capital (Milliards)
	Mobiliers (Milliards)	Immobiliers (Milliards)	Totaux (Milliards)	
1829.....	3,930	7,283	11,213	56,067
1831.....	3,693	6,775	10,468	52,341
1847.....	6,538	10,599	17,137	86,685
1851.....	6,672	9,728	16,400	82,003
1869.....	14,571	17,463	32,034	160,173
1872.....	16,390	19,625	35,975	179,878
1881.....	21,920	22,796	44,716	223,584
1882.....	21,278	23,890	45,168	225,804

Le plus grand mouvement a eu lieu à la période marquée par 1851 ; une liquidation partielle y a été faite, mais, après l'étouffement populaire, la marche ascendante a pu recommencer.

Or, si l'accroissement nominal des échanges est à considérer, il faut surtout surveiller leur proportion entre l'élément mobilier et l'élément immobilier.

Toutes les fois que la masse des échanges immobiliers s'éloigne en plus ou en moins de la proportion que j'ai plus haut établie, soit $\frac{8,4}{40}$ produits

immobiliers et $\frac{3,6}{10}$ pour les autres échanges, total $\frac{12}{10}$, le malaise se révèle et une liquidation doit s'effectuer. Or, comme il s'agit ici de mesurer les *efforts* entre eux et non plus la *vie*, je dois reprendre le pourcentage qui, d'ailleurs, facilite les comparaisons.

La formule donne donc : 70 0/0 pour les échanges immobiliers, 30 0/0 pour les échanges mobiliers ; mais voici comment les faits ont violé cette proportion naturelle :

ANNEES	ÉCHANGES	PROPORTIONS	
		Résultant des faits	Résultant de la formule
1847....	Mobiliers	38 0/0	30 0/0
	Immobiliers.....	62 0/0	70 0/0
1851....	Mobiliers	40 0/0	30 0/0
	Immobiliers.....	60 0/0	70 0/0
1869....	Mobiliers	45 0/0	30 0/0
	Immobiliers.....	55 0/0	70 0/0
1872....	Mobiliers	46 0/0	30 0/0
	Immobiliers.....	54 0/0	70 0/0
1881....	Mobiliers	49 0/0	30 0/0
	Immobiliers.....	51 0/0	70 0/0
1882....	Mobiliers	47 0/0	30 0/0
	Immobiliers.....	53 0/0	70 0/0

Le sens de ce développement *résultant des faits* est bien clair : d'une part, la satisfaction des besoins, *nourriture et habitation*, représentés par 70 0/0, est

constamment en déficit, circonstance qui provoque les crimes et les délits ; et d'autre part les échanges mobiliers, ultra-majorés, n'ont pas de représentation en numéraire, parce que les échanges immobiliers, *qui exigent leur payement en métal et non autrement*, absorbent la circulation.

Il faut qu'on le comprenne bien : la circulation monétaire suffit toujours, et quel que soit son montant, à la masse des échanges *réels* d'un pays, mais elle devient insuffisante grâce à l'inégalité de ses répartitions intérieures.

Je dois le répéter : l'impôt, la rente et le loyer sont exigés en monnaie par privilège.

Or si, par leur excès, ils absorbent les trois quarts de la circulation, il ne reste plus qu'un quart pour satisfaire les salaires et tous les autres besoins vitaux.

On prétend que le crédit supplée à cette insuffisance.

C'est là un mensonge odieux : le crédit, au contraire, est un nouveau moyen d'accaparer le dernier quart disponible de la circulation. Par le crédit, on crée une monnaie changeant de valeur à mesure qu'elle circule ; c'est vingt francs en papier à son point de départ et souvent 30 francs à son point d'arrivée ou inversement.

Il n'en est pas ainsi du numéraire.

Transmise en échange d'une utilité estimée 20 francs, la pièce d'or aura beau circuler, elle n'aura, à son point d'arrivée, pas plus de valeur qu'à son point de départ.

Ce que je dis du numéraire s'applique aux billets de la Banque de France ; mais ce billet ne doit pas être pris comme supplément au métal ; son utilité doit être bornée à faciliter le transport ou la circulation des grosses sommes ; et, sauf les cas de force majeure, il doit n'être, par rapport au métal, que sa représentation égale en chiffre.

Quoi qu'on dise, la lettre de change est un abus à cause de ses majorations successives, et les juifs qui l'ont inventée savaient très bien qu'elle serait le plus puissant outil de leurs accaparements.

Ainsi le crédit s'ajoute à l'impôt, à la rente, au loyer, pour soustraire au travailleur tous ses moyens d'échange ; alors il paye avec son travail, avec sa vie la dîme au capitaliste, et il se croit en république parce que, au lieu d'un roi, il en nourrit un million.

Que parle-t-on après cela des *libertés* et des *immortels principes* ! le principe, seul immortel, consiste à être mangé à la sauce juive plutôt qu'à la sauce chrétienne ; ou même, comme aujourd'hui, à la sauce *judaïco-catholique concentrée*, et cela *in perpetuum*, voilà tout ! Fatalité impossible à prévoir ? dira-t-on. Non pas ! voici une formule qui d'avance annonce

le danger et laisse aux hommes probes tout le temps de le conjurer.

*
* *

Les accumulations et les disproportions des échanges ont une formule rationnelle.

Tant que le Code civil et l'économie officielle régneront, ils engendreront deux progressions arithmétiques croissant en sens inverse et nous conduisant à un choc ; quant à l'explosion, ce sont les gouvernements eux-mêmes qui en déterminent le moment.

Ces deux progressions tendent à établir l'égalité, puis le renversement des deux termes $\frac{70}{100}$ et $\frac{30}{100}$.

Aussi quand on constate : échanges immobiliers 50 0/0 et échanges mobiliers 50 0/0, la crise éclate.

A ce moment il suffit d'un accroissement budgétaire pour déterminer le renversement.

Exemple, 1846 :

Les échanges immobiliers étaient 7 milliards.

Échanges mobiliers	5 milliards 6
Budget de 1847	1 — 6
Total	7 milliards 2

Deux ans après éclatait la révolution de 1848.

Autre exemple, 1869 :

Les échanges immobiliers étaient 17 milliards.

Les échanges mobiliers	14 milliards 5
On y a ajouté le budget de 1870	3 — 5
Total.....	18 milliards

Les échanges immobiliers dépassés, la proportion était renversée et on est arrivé à 1871.

Ce sont là des résultats concluants.

Il ne me reste plus qu'à donner la formule générale qui, appliquée à n'importe quelle année de ce siècle, marquera avec une rare précision l'époque de bouleversement à laquelle, d'une façon ou d'une autre, s'attache une intervention violente.

Pour être plus certain de l'exactitude des chiffres statistiques, il est nécessaire de n'opérer que sur des années de recensement, par exemple 1831, 1841, 1851, etc.

Soient à étudier les causes du bouleversement de 1848-51 et à en chercher les indices dans les chiffres comparés de 1831 à 1841.

J'appelle P la population en 1841, C sa *force productive*, c'est-à-dire son *capital* calculé. d'après les successions de 1841 ($C = \frac{P \times S}{M}$, formule plus haut indiquée). J'appelle P' la population de 1831 et

C' son capital calculé sur les successions de la même année.

En écrivant :

$$\frac{C \times P'}{C' \times P} = F.$$

F exprime l'accroissement de la force productive en capital entre les deux époques. (F sera la *raison* de la première progression.)

D'un autre côté, j'appelle B la consommation de la force productive, c'est-à-dire, en d'autres termes, le produit net du capital national plus haut exprimé par C; enfin j'appelle D les dépenses budgétaires prévues et votées pour l'année suivante.

En écrivant :

$$\frac{B + D}{B' + D'} = A.$$

A exprime la progression des obstacles qui se sont opposés, de 1831 à 1841, à l'équilibre de la vie. (B et D appartenant à l'année 1841, B' et D' appartenant à l'année 1831, A sera la *raison* de la seconde progression.)

Cet équilibre, il faut le rappeler encore une fois, consiste en ce que l'effort égalant 12 (qui contient la vie égalant 10, plus la réserve de reproduction égalant 2), doit obtenir un résultat égal à 12, c'est-à-dire égal à l'effort lui-même; ou, en d'autres

termes, car on ne saurait être trop précis en semblable matière, *il faut que l'effet soit proportionnel à la cause* afin que les deux progressions marchent par raisons égales et s'équilibrent à l'infini.

La force productive, il ne faut pas non plus l'oublier, est *ce qui fait produire 5 grains à un grain de blé* ; ce grain est le capital, les 5 grains sont le revenu (consommation et réserve), de sorte que, dans l'état normal, si l'on veut mesurer la valeur d'un capital par rapport à son produit, — le capital étant zéro s'il ne produit pas ; tout comme une force non agissante est zéro, c'est-à-dire inertie ou point mort en mécanique, on doit dire que le capital vaut 5 fois son revenu ; en écrivant algébriquement :

$$C = 5 B \text{ ou, ce qui est la même chose } \frac{C}{5} = B.$$

Or, il est clair que si ces deux termes s'accroissent annuellement de la même façon ($F = A$), si en un mot, pour un temps x , je puis écrire et obtenir :

$$C\left(1 + \frac{1}{F}\right)^x = 5B\left(1 + \frac{1}{A}\right)^x$$

x sera l'infini ; tout ira pour le mieux ; le travail sera actif, l'aisance générale, parce que l'augmentation de la force productive sera proportionnelle à

celle des consommations et des réserves, et cela année par année et perpétuellement.

Malheureusement, en fait, il n'en est pas ainsi et notre organisation sociale actuelle pousse, constamment, au renversement de cette proportion, c'est-à-dire que les formules du *fait* sont les suivantes :

$$\frac{C}{5} = \frac{3B}{2}; \quad \frac{C}{5} = 2B;$$

et enfin

$$\frac{C}{5} = 3B; \quad \frac{C}{5} = 4B.$$

ou en simplifiant :

$$C = 7 \frac{1}{2} B; \quad C = 10 B; \quad C = 15 B; \quad C = 20 B;$$

ce qui signifie qu'annuellement la force capitale absorbe, progressivement, tous les produits et qu'il faut non plus 1 grain de blé pour en produire 5, mais 7 1/2, puis 15, puis 20 pour obtenir cette même quantité de 5. Comme on le voit, c'est l'épuisement et la mort.

Eh bien, ce résultat est dû aux majorations fictives dont on a chargé les capitaux et aux accroissements inverses de F et de A, le premier allant incomparablement moins vite que le second, alors qu'ils devraient marcher de pair; car si 1 grain en produit 5; 2 doivent en produire 10; 3 doivent en

produire 15, etc. ; en dehors des aubaines lors des bonnes récoltes et, aussi, des déficits lors des mauvaises ; bien que ces deux aléas se compensent ordinairement quand on a eu le soin de créer des réserves extraordinaires.

Et maintenant pourquoi F et A ont-ils cette marche inverse et menaçante ? Parce que la législation favorise les prélèvements inutiles et que l'économie prêche la spéculation parasite, toutes deux engendrant l'accaparement des forces productives au préjudice de la consommation.

Changez la législation, rectifiez les doctrines économiques, et tout rentre dans l'ordre ; alors, au lieu des déficits continus créés et imposés par l'homme, il ne reste plus que les hasards de la nature ; mais ceux-là sont connus et étudiés, ils sont, en outre, comme jalonnés et espacés ; par suite, ils peuvent être annulés dans leurs effets ; en un mot, la lutte est possible contre eux ; c'est même un devoir scientifique que de lutter contre les variations naturelles.

Il n'en est pas ainsi lorsqu'ils s'agit des accaparements artificiels combinés par l'homme ; ici toute lutte est impossible : elle est un crime, elle provoque les pouvoirs établis et soudain, lois, justice, force, se réunissent pour écraser le novateur appelé révolutionnaire !

Mais qu'on y fasse bien attention, il ne s'agit pas ici des passions humaines; celles-ci, libres dans leur expansion, ne doivent être circonscrites que dans leurs effets.

Torrents si l'on veut, mais torrents enîgués.

Elles sont aux sociétés ce que les mauvaises récoltes sont à l'agriculture; donc on peut les combattre et les atténuer. Au surplus la passion est un moyen d'amortissement spontané que l'organisation sociale peut accepter sans recourir aux férociétés de Malthus; car, en réalité, la passion n'est qu'un lent suicide et l'homme est, en somme, responsable de ce qu'il fait.

*
* *

Revenons à la formule.

Trois crises de genre différent se produisent lorsque la solution est obtenue parce qu'on aura posé :

$$\frac{3B}{2}, \text{ ou } 2B \text{ ou } 3B;$$

c'est-à-dire lorsque, annuellement, la force capitale absorbera le tiers, la moitié ou les deux tiers des besoins.

Bien entendu, elles sont d'ordre croissant; la plus aiguë étant celle où la plus grande partie des besoins est absorbée.

Cette série de crises appartient particulièrement aux périodes de paix internationale ; elles sont uniquement engendrées par le fonctionnement des lois émanées du Code civil, par l'organisation sociale qu'elles impliquent et les théories économiques qui en résultent.

Livrées à elles-mêmes, ces crises ne sont arrêtées que par des bouleversements intérieurs.

Néanmoins, il arrive que, malgré ces bouleversements et à cause de leur répression, les charges et les besoins continuent, inversement, leur marche ascendante. Alors on constate que la force productive annuelle devient insuffisante d'un tiers, de la moitié et même de plus, c'est-à-dire, en d'autres termes, que les besoins annuels exigent, pour se satisfaire, tantôt un tiers de plus que la force productive totale, tantôt le double de cette même force, tantôt enfin $2\frac{1}{2}$ et même 3 fois cette même force.

Alors, *il faut* la guerre internationale, car le peuple, qui n'a plus de quoi se suffire, tend à s'alimenter au préjudice des autres nations.

Et, en effet, abandonnée aux progressions inverses F et A, la formule normale dans laquelle $C = 5B$ devient rapidement $C = B$; alors elle indique l'anéantissement et on arrive à $C - B = \text{zéro}$.

Dans ce cas tous les besoins et toutes les consommations étant absorbés annuellement par la

force capitale, il n'y a plus de réserve, plus d'épargne, plus de reproduction.

Voici l'équation sous cette forme :

$$C\left(1 + \frac{1}{F}\right)^x = B\left(1 + \frac{1}{A}\right)^x$$

En continuant de laisser agir les progressions F et A , on arrive en très peu de temps à l'ordre inverse et on obtient :

$$B = \frac{2C}{3}; \quad B = 2C; \quad B = \frac{5C}{2}; \quad B = 3C.$$

Dans ce cas, *tout ce qui manque au capital*, il faut le prendre hors de la nation, c'est-à-dire par la guerre de conquête.

Et maintenant je vais appliquer la formule à diverses époques et voir comment elle se justifie dans le passé.

*
* *

Je me suppose vivant en 1844 et je demande à x dans combien de temps, grâce à la gestion économique en vigueur, les besoins du pays absorberont la moitié de sa force productive, ce qui amènera la crise aiguë, les émeutes, etc...

Voici le calcul (1) :

(1) Le lecteur qui voudra vérifier ce calcul en trouvera page 433 le développement complet.

$$\frac{70,639}{2} \times (1 + 0,28409)^x = 14,128 \times (1 + 0,33717)^x$$

La formule me répond : dans 7 ans ($x = 7$) et, en effet, si j'ajoute 7 à 1841, j'obtiens 1848, époque de la chute de la royauté de juillet.

On marchait alors vers le grand cataclysme, la formule révèle que les $\frac{2}{3}$ du capital seraient absorbés par les besoins au bout de 9 ans ($\frac{2C}{3} = B$ d'où $x = 9$), c'est-à-dire en 1850.

Encore deux ans et la formule des destructions nationales ($C = B$) était applicable ; à ce moment, il fallait liquider ; au lieu de liquider les capitaux, on liquida les hommes ; après les épidémies et la famine, les coups de fusil se chargèrent d'équilibrer les besoins. Ce fut un 93 à rebours. L'homme de décembre sauva donc la propriété, seule coupable de tout le mal, et une nouvelle période d'accumulations put s'ouvrir.

Les chiffres de 1851 à 1861 conduisent à des constatations plus graves.

Pour cette période, la formule est la suivante :

$$1 + A = 1 + 0,20538; \quad 1 + F = 1 + 0,12935; \quad C = 96,9; \quad B = 19,4.$$

En 1851, la destruction totale ($B = C$) devait for-

cément arriver en quatre ans ($x = 4$). Cela conduisait l'Empire à 1855.

Au lieu de changer les lois et l'organisation sociale, on se contenta de réduire une partie des rentes par la conversion, de trafiquer sur la réfonte des monnaies, et, comme tout cela était insuffisant, on consumma des hommes par la guerre d'Orient et par les combats en Afrique.

Grâce à ce mode d'opérer, en 1855, on put espérer développer le commerce. Par malheur et malgré tout, à ce moment-là il fallait ajouter à la force productive $1/3$ en plus pour satisfaire les besoins $(B = C + \frac{1}{3})$ et dans ces conditions on pouvait atteindre 1860; la réponse de la formule est 5 ($x = 5$) qui, ajoutés à 1855, font bien 1860.

On fit la réforme économique; mais pour payer ce qu'on achetait à l'étranger, il fallait rapiner quelque part. On fit la guerre d'Italie dont la conséquence fut l'annexion de la Savoie, puis de Nice; on alla aussi piller, en Chine, le palais d'Été; on consommait des hommes; mais on prenait des terres et du métal.

Interrogée pour 1860, la formule eût dit que, dans 5 ans, les besoins annuels excéderaient le double de la force productive ($B = 2C$; $x = 5$). En 1865 il fallut, en effet, créer une production inté-

rieure ; on provoqua de grands travaux publics, on fit l'exposition universelle ; néanmoins on allait se battre au Mexique. La paix, devenue besoin politique, était devenue également la mort économique.

La formule interrogée en 1865 répond que, dans six ans, les besoins annuels absorberont deux fois et demie la force productive totale du pays ($B = 2 \frac{1}{2} \times C; x = 6$) ; si j'ajoute six à 1865, j'obtiens 1871.

La guerre, indispensable au fond, aux gouvernants français, parut être, hypocritement, une guerre défensive ; elle eut un double résultat : elle diminua la population par la perte de l'Alsace-Lorraine, et par les batailles — dans des proportions beaucoup plus considérables que par la réduction du territoire — et elle nécessita une rançon en argent ; par surcroît, la guerre civile supprima un grand nombre de bouches, si bien que, tout compte fait, l'économie officielle, imbue des théories de Malthus, pouvait se frotter les mains et espérer dès l'année suivante recommencer sur nouveaux frais à dévorer les vies humaines.

Nous arrivons en effet en 1872.

Tout le monde se souvient de la lutte âpre dont fut entourée l'élaboration de la constitution de 1875. Visiblement, il s'agissait de savoir si la juiverie chrétienne ou la juiverie israélite aurait le dessus.

Cette dernière l'a emporté ; aussi faut-il s'attendre à une progression effrayante.

Les leçons du passé n'auront servi à rien.

La juiverie voudra, à la fois, les façons politiques de Louis XIV et celles de Louis-Philippe I^{er} ; elle voudra un mélange informe de libertés commerciales et de concentrations financières ; à un moment donné, n'osant pas la guerre continentale, elle rêvera les colonies.

C'est toujours le même système : le pillage à l'extérieur pour compenser le pillage à l'intérieur ; double moyen d'arrêter les accroissements de la population.

Or, dès 1872, l'organisation financière devait forcément annuler les effets de la splendide récolte qui marqua cette même année.

En prenant seulement la période 1872 à 1876, on pouvait déjà prévoir 1881. Les chiffres donnés par ces deux époques sont les suivants :

$$(C=201,082; B=40\ 216,4; 1+F=1+0\ 09351; 1+A=1+0,11033).$$

Si je demande à la formule dans combien de temps le tiers des forces productives $\left(\frac{C}{3}\right)$ sera absorbé par les besoins annuels, elle me répond : 3,7 c'est-à-dire dans 3 ans et 8 mois après 1876, ce qui nous conduit à 1879-1880. En effet, à cette époque eut lieu

la plus forte importation de céréales : 290 millions d'hectolitres, ainsi que je l'ai déjà dit.

La même formule interrogée sur l'époque à laquelle la moitié des forces productives $\left(\frac{C}{2}\right)$ serait absorbée par les besoins annuels, répond dans 6 ans ($x = 6$), ce qui nous donne 1882 : crise intense, krach financier, liquidation partielle, théorie des expéditions lointaines, ces trois circonstances réunies ont peut-être reculé d'un an ou deux la réalisation de la formule des catastrophes finales ($C = B$) que les chiffres de 1876 indiquaient pour 1886-87 ($x = 10,7$).

Je prends, maintenant, les deux périodes extrêmes : 1872 à 1881 ; les chiffres donnés par ces deux époques sont les suivants :

($C = 223,584$; $B = 44,716$; ($1 + F = 1 + 0,1928$; $1 + A = 1 + 0,2266$).

Je leur demande dans combien de temps la moitié des forces productives $\left(\frac{C}{2}\right)$ sera absorbée par les besoins annuels.

Ils me répondent dans 7 ans ($x = 7$) ; 7 ans ajoutés à 1881 donnent 1888, bien proche, comme on le voit, du centenaire de 1789 ; à cette date, répétons-le, l'organisation sociale, basée sur le Code civil, sur nos théories économiques, sur nos théories financières, aura engendré cette situation qu'annuellement les

besoins exigeront, pour être satisfaits, la moitié du capital qui représente la *force productive* du pays.

J'interroge encore la formule: à quelle date les $\frac{2}{3}$ de la force productive seront-ils absorbés par les besoins? Dans 9 ans, répond la formule

$$\left(B = \frac{2C}{3} \quad x = 9 \right); 1881 \text{ plus } 9 \text{ me donnent } 1890,$$

autre centenaire: celui du cours forcé des assignats.

Enfin, je demande à la même formule dans combien de temps la force productive totale ne suffira plus aux besoins du pays? et elle me répond: dans douze ans!

$$1881 + 12 = 1893!$$

Les données certaines de 1882 n'existent pas, notamment pour la population, mais, approximativement, il se peut que les épidémies et les krachs financiers allongent d'un an la première étape: 1888; par malheur, les charges budgétaires compenseront vraisemblablement les liquidations de vies et de fortunes, de sorte que la date extrême demeurera toujours menaçante et terrible.



Et maintenant à qui m'adresser? à qui avoir recours pour empêcher le cataclysme?

On le peut certes! législateurs et gouvernants ont en main le salut de la France.

Les uns ont le pouvoir de changer les lois, les autres ont celui d'obtenir des agioteurs modernes, sans recourir aux procédés sauvages employés par les rois de France, une liquidation progressive, mais radicale.

Mais, hélas! nos législateurs, nos magistrats, nos journalistes, tous sont coupables d'incurie et empreints de scepticisme.

Par surcroît, au-dessus d'eux planent ceux que j'ai appelés : *les Rois de la République*.

Aussi, quand je parle de cataclysme, c'est à eux principalement que je m'adresse, c'est à eux que je dis :

Prenez-y garde, votre parasitisme pèse sur les besoins de la masse; votre force d'absorption croît bien plus vite que ne peut croître la force de production.

Prenez garde, dès maintenant des chiffres, d'une effrayante impassibilité, vous signalent l'heure à peu près exacte où votre oppression fera éclater les plus impérieuses revendications.

Vous avez donc encore trois ans devant vous, pour comprendre vos erreurs et cesser de vous opposer aux réformes.

Et, quant aux administrateurs de ce pays, je le

leur dis tout net, s'ils laissent passer cette dernière période sans recourir énergiquement aux moyens les plus radicaux de parer au mal, la catastrophe deviendra menaçante.

Déjà les prodromes s'accroissent ; la révolte de la souffrance se manifeste de bas en haut de la société

Tous ceux dont les déformations sociales ont perverti la nature et qui, par suite, ont subi une répression, témoignent à leur manière, c'est-à-dire par la récidive, que la punition n'est pas un remède.

D'autres, non atteints par la justice, mais atteints par les besoins, ont exagéré à la fois la férocité des possédants et la fraude des opprimés, d'où les grands crimes longtemps cachés et éclatant tout à coup.

Jamais, autant qu'à notre époque, les grands meurtres, les grands vols et les grands abus de confiance n'ont été si nombreux.

Les falsifications de denrées pullulent.

Lorsque la justice est appelée à se prononcer sur la criminalité des uns et des autres, elle trahit, à son tour, une perturbation profonde ; indulgente pour les grands, elle est impitoyable pour les petits ; et lorsque, par hasard, les fraudes les plus vulgaires ont été punies, elles trouvent encore dans les ambitions politiques une protection toute prête à les innocenter.

N'a-t-il pas été question d'amnistier tous les délits commis par les marchands de vins pour cause de falsification, afin de grossir le nombre des électeurs influents ?

Heureusement, parmi les opprimés, parmi les souffrants, parmi les prolétaires, toute une légion d'hommes probes et dévoués est parvenue à comprimer ses révoltes, à faire taire ses colères dans l'espoir que, pacifiquement et légalement, des réformes seront obtenues. Cette légion s'augmente sans cesse autour d'un noyau de réformateurs, ayant le droit pour elle, elle a la force ; au refus du droit, elle peut s'en servir.

Dans une période de trois ans, son organisation révolutionnaire pourra être parachevée ; considérez alors, ô *Rois de la République*, que cette échéance *coïncidera avec le CENTENAIRE de 1793.*

III

Réformes générales.

**Le dieu honneur. — Réformes économiques. — Réformes sociales.
— Réformes politiques. — Sommaire par article.**

On peut encore éviter la catastrophe et remettre la France à la garde de l'honneur, seule royauté respectable, seul dieu s'il en faut un.

Aussi, je ne veux pas clore cet ouvrage sans indiquer les remèdes les plus urgents aux maux qu'il a dû révéler.

Je ne m'étendrai pas ; je veux résumer avec toute la concision possible ce que deux autres volumes suffiraient à peine à exposer.

Il me suffira de rappeler qu'en étudiant seulement des chiffres officiels, c'est-à-dire les budgets, les circulations monétaires, les successions annuelles et les populations recensées, j'ai dégagé une loi générale qui régit les forces productrices et les forces consommantes d'un pays.

Cette loi qui résulte des faits et que les faits vérifient absolument, comme en chimie, en physique et en mécanique se justifient les lois de la pesanteur, du mouvement et des affinités, je l'ai condensée dans une formule dont les deux termes sont :

$$C\left(1 + \frac{1}{F}\right)^x; \text{ et } B\left(1 + \frac{1}{A}\right)^x$$

On a vu qu'en appliquant cette formule à toutes les crises, depuis 1831, x a constamment donné la *date précise* des bouleversements jusqu'en 1881-82 ; ainsi vérifiée dans le passé, il n'est pas douteux que, si ses éléments continuent à ne point être modifiés, si, en un mot, on ne perfectionne pas l'économie sociale actuelle et ses moyens politiques, les catastrophes qu'elle pronostique, à bref délai, se vérifieront à leur tour.

Eh bien, puisque j'ai démontré que la désorganisation sociale qui se manifeste, périodiquement, au cours des cinquante années que j'ai pu étudier, avec des éléments contrôlables, est l'œuvre exclusive, annuelle et voulue d'un système fonctionnant comme une pompe d'épuisement et de la royauté de certains hommes agissant comme une machine de compression ; puisque tout le mal vient de ce que, incessamment, on détruit l'équilibre entre les forces productives et les forces consommantes, c'est-à-dire,

tout ce qui est indispensable à la vie et à la reproduction, il est clair que toute réforme doit avoir pour but de rétablir l'équilibre, de détruire le système et de paralyser ceux qui le mettent en pratique.

J'ai démontré qu'une force qui n'agit pas est égale à zéro ; que l'économie officielle avait arbitrairement ajouté 1 à la gauche du zéro et avait dit : *Maintenant zéro vaut dix* et il s'appelle *force* ; par conséquent, qu'elle agisse ou qu'elle n'agisse pas, elle produira, c'est-à-dire *on lui payera* 2 et cela quand même et à perpétuité.

Cette fiction une fois imaginée, on l'a appelée droit du *rentier-propriétaire-capitaliste*.

La réforme est donc tout indiquée : il faut supprimer la valeur fictive qu'on donne au *point mort* des forces qui n'agissent pas, et qui, au contraire, absorbent au lieu de produire.

J'ai démontré que la plus grande partie du numéraire était annuellement absorbée par le loyer, la rente et l'impôt, car l'État et le propriétaire exigent leur paiement en monnaie et non autrement ; qu'il en résultait un déficit énorme des moyens de réaliser tous les échanges nécessaires à la vie.

La réforme aura donc pour but d'égaliser les échanges en supprimant les privilèges des capitalistes, les fictions des agioteurs et en limitant le maximum de l'impôt.

J'ai démontré que la faculté productive et fécondante de la terre était délaissée parce qu'elle exige un travail que les parasites ont en horreur.

La réforme aura pour but de rendre obligatoire la mise en valeur du sol en répartissant également les produits entre les collaborateurs.

Enfin, j'ai démontré que, lorsque le système appliqué se trouvait tout à coup en face d'une rupture de fait et incontestable de l'équilibre vital entre les forces productives et les forces consommantes, il se contentait de diminuer ces dernières au moyen de destructions sanglantes intérieures ou extérieures.

L'équilibre de courte durée qui suivait le massacre, servait à faire accroire à une prétendue augmentation des forces productives.

La réforme consistera à renverser les situations.

***Dans la paix*, elle appliquera la théorie de Malthus, en concentrant ses amortissements sur les parasites passionnels, dont la sphère d'action serait circonscrite par les lois ; *dans la lutte*, elle pourvoira, par des destructions parallèles, à l'anéantissement du système, dont il n'aura pas été possible d'obtenir la modification, par les discussions pacifiques.**

Tels sont les résultats visés par les réformes dont voici le sommaire :

SOMMAIRE DES RÉFORMES

1. Supprimer le droit de disposer du sol et tout ce qui en découle dans le Code civil ; définir la propriété terrienne *droit de jouir du sol* ; qualifier *meuble* tout ce qui n'est pas le sol.

2. Refaire les lois sur l'échange.

Supprimer l'intérêt perpétuel, lui donner un caractère viager et temporaire.

3. Faire des lois sur l'épargne ; aucune valeur ne peut être anonyme : toute négociation doit être faite publiquement, au comptant et au pair.

Prohiber la vente publique des valeurs étrangères.

4. Suppression de l'anonymat, pour les sociétés ; responsabilité personnelle de l'individu.

5. Suppression de l'hérédité en tant qu'elle transmet un droit domanial sur le sol. — Nullité de toute disposition testamentaire ayant ce caractère.

6. Refaire le cadastre afin de classer les terres suivant leur nature et leur fécondité.

7. Faciliter la culture des parcelles pouvant se grouper pour le travail, tout en respectant les anciens droits de propriété sous leur nouvelle dénomination ; favoriser la culture en commun et, dans ce but, doter chaque région agricole d'un

nombre de machines suffisant et de tout l'outillage scientifique nécessaire.

8. L'impôt doit être emphytéotique et porter en lui-même son amortissement quant aux charges autres que celles d'entretien. Il ne doit jamais excéder $1/20$ des échanges calculés sur la circulation monétaire annuelle, d'après une moyenne prise sur les cinq années précédentes.

9. Invariabilité de l'impôt ordinaire pendant vingt-cinq ans, sauf sa progression annuelle par l'accroissement de la population.

10. Supprimer les octrois, les reporter à la frontière.

11. L'égalité des échanges, base de tout traité de commerce ; ni protection ni libre-échange.

12. Supprimer tous les monopoles concédés à des particuliers.

13. Attribuer tous les services publics à l'État, avec droit, pour celui-ci, d'employer des gérants responsables, placés sous son autorité directe et révocables par lui.

14. Suppression des frais de justice et de tous les offices judiciaires.

15. Liberté et réglementation du jeu. L'imposer d'un tiers de son capital ; concentrer sur ses parasites passionnels l'amortissement et les réductions de Malthus.

16. Taxer les étrangers au double des autochtones. Les protéger également, sauf quant aux droits politiques, lesquels seuls confèrent l'usage du sol.

17. Suffrage universel basé sur l'instruction ; électorat, éligibilité par brevet ; emplois, magistrature, etc., par brevet et suffrage, mais avec limites d'âge ; traitements égaux pour la magistrature *sans considération de grade* ; faire du devoir militaire une *carrière suivie*, avec remplacement par substitution entre l'activité et les diverses réserves, sans indemnité d'aucune sorte.

18. Une chambre et un président.

Un président élu par la chambre sans condition de temps, mais avec limites d'âge (50 et 60 ans) et révocable, en cas de conflit, par les communes réunies en assemblée et délibérant au canton.

Hélas! quand donc cesserons-nous de nous assimiler, volontairement, à la brute?

Quand donc comprendrons-nous que, poser en principe la « lutte pour la vie », c'est imiter la cruauté des fauves? que, poser en dogme la « vénéralité du bien faire », récompenser ou châtier, c'est gouverner l'homme par les procédés du dompteur?

Cessons donc d'apprendre, comme des chiens, à « faire le beau », pour le morceau de sucre ou pour le coup de fouet que l'homme appelle *Dieu!*

Allons donc! humains! nous différons de la brute par un seul point : la raison :

De la raison naît le *sentiment des droits et des devoirs solidaires*, et cela s'appelle : L'HONNEUR!

Eh bien! voilà ton *dieu*, peuple; de celui-là le citoyen peut être *prêtre*, la nation : *clergé* et la France : *église!*

Marche! foule aux pieds les fables, écrase les impostures, n'aie qu'un seul but : L'HONNEUR!

Là est le véritable « *sahut* »!

* * *

Cet ouvrage est un cri d'alarme.

Puisse-t-il être entendu!

En attendant, quoi qu'il arrive, l'auteur aura fait son devoir.

Auguste CHIRAC.

DOCUMENTS

I

Les élus d'octobre.

En commentaire à ce que l'auteur a dit au chapitre des *fabricants des lois*, voici comment se décomposent les professions des députés élus :

Avocats.....	135
Rentiers propriétaires.....	100
Industriels et commerçants.....	70
Journalistes.....	40
Médecins.....	35
Gens de justice.....	30
Magistrats.....	28
Agriculteurs.....	23
Universités.....	20
Armée.....	20
Ouvriers.....	9
Gens de finance.....	8
Diplomates.....	8
Prêtres de différents cultes.....	3
Vétérinaires.....	2
Economistes.....	2
Divers.....	8

Les trois premières professions ont la majorité; seulement il faut remarquer que beaucoup de magistrats et d'avocats sont aussi propriétaires.

Où donc se trouvera l'accord, aussi bien pour les réformes économiques que pour les théories politiques?

II

Le servilisme dans les fonctions.

(UN EXEMPLE)

On sait qu'en France la royauté est abolie en fait et en droit : par suite qu'il n'est pas permis de prendre des qualifications royales, sans s'exposer à commettre un acte séditieux et une usurpation de titre, délits prévus et punis par le Code pénal.

Dans le courant d'octobre 1885, monsieur Waldemar Oldenbourg, dit Sonderbourg et Glucksbourg, de religion luthérienne, exerçant en Danemark la profession de prince, a épousé demoiselle Marie Capet dite Bourbon et Orléans, de religion catholique, résidant en France, sans profession.

Les futurs époux se sont présentés devant le maire du VIII^e arrondissement, pour qu'il fût procédé à la célébration de leur mariage.

M. Kœchlin-Schwartz, maire et fonctionnaire du gouvernement républicain, a qualifié et laissé qualifier, dans l'acte de l'état civil, la future épouse française : *altesse royale*.

Grand émoi dans la presse républicaine et réclamations énergiques !

Le *Figaro*, s'aplatissant plus que jamais, déclare que M. Waldemar Oldenbourg, prince de Danemark, a poussé la condescendance jusqu'à daigner se marier à la mairie, sur les instances du père de sa future épouse ; il ajoute, d'ailleurs, *qu'un prince n'est pas semblable aux autres hommes !*

Le maire a fait fournir des explications desquelles il résulte que le ministre de Danemark a insisté, que le roi et la reine de Danemark ont insisté, aussi, pour que la qualification d'*altesse royale* fût mentionnée, dans l'acte de l'état civil ; la reine de Danemark tenant beaucoup, paraît-il, à ce qu'il fût bien constaté que son fils se mariait à une princesse de *sang royal*.

Le maire a cru devoir faire acte de courtoisie ; mais cette courtoisie, dont le vrai nom est courtoisanerie, lui a complètement fait oublier qu'il pouvait constater le sang royal sans mettre les mots *altesse royale*, et en se contentant d'intercaler dans l'acte que : *demoiselle Marie était petite-fille de Philippe d'Orléans, en son vivant roi de France*.

Les gens de procédure ne manqueront pas d'ajouter que la mention d'une *qualité fausse*, puisqu'elle n'existe pas en France, vicie l'acte de l'état civil et pourrait devenir une cause de nullité du mariage.

Que dire, maintenant, de la singulière ambition manifestée par la reine de Danemark de faire constater dans un acte authentique le *sang royal* de sa future bru ?

Le sang royal? Hélas! ni au point de vue national, ni au point de vue de l'atavisme des races, n'est une chose enviable! Les parasites régnants se marient entre eux, absolument comme les juifs, et rien n'est moins français que la série des rois de France.

Quant à leurs mœurs? Hélas! l'histoire est encore là, même celle écrite par les courtisans des rois.

Qu'on lise seulement l'extrait suivant des *Mémoires de Saint-Simon* (1). Il s'agit de Frédéric IV, roi de Danemark.

« Frédéric, amoureux depuis longtemps de la fille du comte de Rewenclaw, chancelier de Danemark, dont il avait eu une bâtarde, en 1709, donna en 1712 le titre de duchesse de Sleswig à cette maîtresse et n'eut pas honte de déclarer son mariage avec elle le 4 avril, c'est-à-dire dix-huit jours après la mort de la reine sa femme, et l'épousa en effet publiquement à Copenhague le même jour (2). Le 7 du même mois, c'est-à-dire trois jours après, le prince et la princesse ses enfants se retirèrent à Jaurespries en Jutland. Tels sont les funestes effets des amours des rois; plutôt à Dieu que ce fussent les plus grands! »

Du même, Saint-Simon raconte encore ceci :

« Mal avec sa femme et sa mère, il s'était mis à voyager... Il s'arrêta assez longtemps à Montpellier, venant d'Italie, et fit l'amoureux d'une dame que *Broglia* aimait aussi. Il (*Broglia*) commandait en Languedoc par le crédit de Bâville, frère de sa femme. Il s'avisa de trouver mauvais que le prince royal tournât autour d'elle et qu'elle le reçût bien. Sa jalousie l'emporta jusqu'à manquer de respect au prince, jusqu'à le menacer. Son gouvernement, à son tour, le menaça de le faire jeter par les fenêtres... Le roi suspendit *Broglia* de tout commandement et ordonna à Bâville de le mener demander pardon en propres termes au prince (3). »

Le sort de *Broglia* a, peut-être, intimidé le maire du VIII^e arrondissement qui n'a pas osé manquer de respect au prince; quant à M. Grévy, il est bien capable de faire comme Louis XIV en ne révoquant pas un fonctionnaire si « respectueux ».

Voilà ce que dit l'histoire quant au sang royal de Danemark.

Quant à celui de France, elle est bien plus prolixe et bien plus complète.

Dans tous les cas, ce n'est pas celui qui porte le nom dont est signé ce livre qui pourrait ignorer ce que vaut le sang royal d'Orléans.

La même histoire, soit dans les correspondances de *Fénelon*, soit dans les commentaires de *Montesquieu*, ou dans les commérages de *Saint-Simon* ou dans les racontars de *Voltaire* et, plus tard, dans les récits de *Capefigue*, met souvent côte à côte le nom porté par l'auteur de ce livre et le nom porté par les Orléans; or, ce

(1) *Mémoires de Saint-Simon* tome XI, page 385.

(2) Heureusement que ce prince n'était pas fleuriste et ne connaissait pas colchicine.

(3) *Saint-Simon*, tome IV, page 279.

n'est jamais à l'avantage de ces derniers; et pendant que ceux-ci n'y représentent que la débauche cynique (le régent), l'autre y représente la science régénératrice, universellement reconnue et respectée.

Faut-il nier l'atavisme? Non, si l'on envisage les collectivités. Personnellement on a, souvent et à la fois, intérêt à le nier et à l'admettre. Les Orléans peuvent nier l'atavisme à cause du régent et d'un grand nombre d'autres personnages de leur famille.

Ceux qui comptent des savants illustres dans leur lignée, ont, au contraire, intérêt à l'admettre. Mais il faut l'admettre en bloc ou pas. Et alors celui qui écrit ces lignes se prend à trembler, que l'écrivain qui, il y a quelque quarante ans, narrait dans un journal d'Auvergne l'histoire des *Brabançons*, n'ait dit vrai en racontant que, sous Philippe Auguste, un certain Bertrand avait enlevé et épousé une fille naturelle de Richard Cœur-de-lion.

Or ce Bertrand avait le nom patronymique de l'auteur.

C'est triste! néanmoins une chose peut le consoler, c'est que le *sire Bertrand*, guerroyant près de Limoges et défendant le château de Chalus, contre Richard, eut la bonne fortune de le tuer en 1199.

Décidément Bertrand n'aimait pas les Anglais.

III

A propos des saisies immobilières.

Tous les journaux ont raconté l'histoire d'une femme se vengeant d'un agent d'affaires en pleine Chambre des criées.

Il s'agissait d'une vente sur saisie immobilière, ruinant, paraît-il, toute une famille.

Le *Figaro*, bonne âme, s'est hâté d'ajouter qu'on acquitterait la femme comme on en avait acquitté tant d'autres. Il pensait évidemment à l'affaire Pagot.

D'après la *Lanterne*, la femme, interrogée sur la cause de son attentat, répondit en parlant de l'agent d'affaires :

« Il a fait saisir la maison de mon mari pour 6,000 francs et il a avait entre les mains 15,000 francs pour désintéresser les créanciers. » (*Lanterne* du 23 octobre 1885.)

D'autre part, le *Figaro* raconte que l'agent d'affaires s'était rendu à cette audience pour surveiller la mise en vente d'une petite maison de 3,000 francs appartenant à l'auteur de l'attentat. (*Figaro* du 23 octobre 1885.)

Enfin la *Lanterne* reprend la parole et raconte les explications de l'agent d'affaires.

Celui-ci reconnaît qu'il était en relations depuis cinq ou six ans avec le mari de la prévenue qui était alors garçon; qui lui fit réa-

liser un emprunt hypothécaire; qu'il était étranger à la vente de l'immeuble et que s'il se trouvait à l'audience des criées, c'était simplement pour avoir connaissance du résultat.

Enfin l'agent d'affaires ajoute :

« C'est une femme qui a perdu la tête, je la crois folle. Du reste « cette affaire ne la regarde nullement, car elle est séparée depuis « quelques mois de son mari et ne peut rien toucher du produit « de cette vente. » (*Lanterne* du 25 octobre 1885.)



Les explications de l'agent d'affaires sont des plus obscures, et si réellement il était étranger à la vente, quel intérêt avait-il à venir y assister ?

La façon de parler, d'ailleurs, contient toutes les réticences des gens de loi et son empressement à déclarer folle celle qui l'a cruellement blessé peut être interprété de telle sorte qu'il ne serait pas étonnant d'apprendre par les débats que sous cette procédure de saisie immobilière se dissimulait un drame bien conforme, du reste, aux agissements exposés dans le chapitre des *Auxiliaires pour la justice*.

IV

Loyers et cautionnements.

Rapport de la quatorzième commission des pétitions.

M. ALICOT, rapporteur.

Pétition n° 1246. (Déposée, le 25 avril 1883, par M. Louis Guillot, député de l'Isère.)

M. Auguste Chwac, publiciste à Paris, soumet à la Chambre un ensemble de mesures ayant pour objet de rendre obligatoire le dépôt à la Caisse des consignations, de tous les cautionnements servant de garantie à l'exécution des obligations de quelque nature qu'elles soient.

Motifs de la commission. — L'auteur de la pétition propose d'assimiler au cautionnement et de soumettre au dépôt, les sommes payées par les locataires ou fermiers entre les mains du propriétaire, au moment de l'entrée en jouissance, c'est-à-dire les semestres de loyers qui, suivant l'usage, sont payés d'avance pour être imputés sur la dernière période de la location.

Ces sommes, dont le propriétaire a la libre disposition dès qu'elles lui ont été payées, seraient déposées à la Caisse des consi-

guations et ne pourraient être délivrées au propriétaire qu'à l'expiration du bail, c'est-à-dire lorsque le propriétaire aurait rempli tous ses engagements envers le locataire.

M. Chirac propose, en outre, de rendre le dépôt obligatoire pour toutes sommes payées d'avance aux compagnies du gaz et des eaux et imputables sur la dernière créance d'un abonnement. Il voudrait aussi qu'on imposât la même obligation pour tous les versements faits entre les mains d'un patron par un employé en garantie de sa gestion.

Au moyen de ces prescriptions légales libellées sous la forme d'un projet de loi, l'auteur de la pétition cherche à atteindre un double but :

1^o Assurer la moralité des contrats en empêchant que les cautionnements soient dissipés par ceux qui les reçoivent avant que ceux-ci aient rempli tous leurs engagements ;

2^o Fournir à l'Etat des ressources financières considérables en mettant à la disposition du trésor des sommes qui, d'après les calculs de M. Chirac, peuvent être évaluées à 1 milliard 800 millions, à la charge, pour le trésor, de payer au propriétaire du cautionnement un intérêt de 2 0/0 l'an.

La commission n'a pas pensé qu'il fût possible de soumettre par une disposition légale, le propriétaire d'un immeuble donné à bail, à l'obligation de déposer à la Caisse des consignations les semestres ou annuités payés d'avance par le locataire. Le principe de la liberté des conventions lui a paru incompatible avec une disposition aussi restrictive du droit des contractants ; mais, en ce qui concerne les cautionnements proprement dits, elle a pensé qu'il pourrait y avoir des avantages à protéger les déposants contre l'insolvabilité ou la mauvaise foi des particuliers ou des sociétés qui attirent à elles les déposants et abusent trop souvent de leur confiance.

La commission n'a pas examiné la grave question de savoir s'il y aurait ou non des inconvénients à mettre à la disposition du trésor ces nouvelles ressources provenant des dépôts devenus obligatoires, pour les propriétaires d'immeubles et les compagnies des eaux et du gaz. Elle n'a pas non plus vérifié les chiffres produits par M. Chirac à l'appui de ses évaluations, mais elle estime que la pétition mérite à plusieurs titres d'être signalée à l'attention du gouvernement, et en conséquence elle propose à la Chambre d'ordonner le renvoi à M. le Ministre de la justice et à M. le Ministre des finances.

La quatorzième commission a décidé le renvoi aux ministres de la justice et des finances.

V

Formule des catastrophes (calculs).

Voici le développement des calculs énumérés à la page 97.

Les calculs suivants sont ceux dont les éléments ont été pris dans la période 1831 à 1841. Il est inutile d'ajouter que tous les autres calculs sont exécutés de la même façon; les données seules changeant, suivant que l'on interroge des périodes différentes, par exemple 1851, 1860, 1881, etc.

DÉVELOPPEMENT DES CALCULS DE LA PAGE 97.

(Période 1831-41.)

Dans combien de temps les besoins absorberont-ils la moitié du capital? Dans 7 ans.

Abréviations.

P', population recensée 1831.	C', capital total de la France 1831.
P, population id. 1841.	C, id. 1841.
M, décès de 1831.	B', produit du capital ou échange 1831.
M, id. de 1841.	B, id. 1841.
S, successions de 1831.	F, accroissement de la force productive entre les deux époques.
S, id. de 1841.	A, accroissement des besoins entre les deux époques.
D', dépenses budgétaires (1832).	
D, id. (1842).	

Données statistiques.

1831. P' = 32,569,223 hab. (Annuaire des longitudes 1885, p. 500).

1841. P = 34,530,178 hab. (id.).

1831. M' = 800,430 décès (Stat. comparée Maurice Block., 1^{er} vol., p. 59).

1841. M = 794,908 décès (id.).

1831. S' = 1,286,371,015 fr. (Bulet. de stat. du min des finances, mai 1884, page 548).

1841. S = 1,640,409,974 fr. (id.).

1831. D' = 1,174,350,197 fr. (Stat. comparée M. Block, 1^{er} vol., p. 397).

1841. D = 1,440,974,148 fr. (id.).

Outre les données statistiques, il s'agit d'obtenir par le calcul C', C; B', B; F et A pour pouvoir résoudre l'équation définitive. Cherchons C' et C:

Il est visible que, pour 1831 comme pour 1841, le même rapport existe entre le nombre des vivants et le *capital total* qu'entre

celui des mort et le total des successions. On peut donc écrire :

Pour 1831 : $M' : S' :: P' : x$ d'où $\frac{S' \times P'}{M'} = x$ ou C ou par lo- garithmes $\log S' + \log P' + \log$ $M' = \log C$. Voici le calcul : $\log S' = 9,499,36624$ $+ \log P' = 7,512,80737$ $+ \log M' = 4,096,67660$ $\log C = 10,718,83021$ dont le n. c. est 52,341,986,000 fr.	Et pour 1841 : $M : S :: P : x$ d'où $\frac{S \times P}{M} = x$ ou C ou par lo- garithmes $\log S + \log P + \log$ $M = \log C$. Voici le calcul : $\log S = 9,214,93240$ $+ \log P = 7,534,40969$ $+ \log M = 4,099,68310$ $\log C = 10,849,04459$ dont nel. c. est 70,639,148,000 fr.
--	--

Quant à B' et B. le revenu d'une année étant un cinquième ou 20 % du capital, un calcul facile nous donne B' = 10,468,397,200 fr. et B = 14,127,829,600 fr.

Pour F, la formule $\frac{C \times P'}{C' \times P} = F$ nous donne réellement l'unité de force productive plus l'accroissement qu'elle a subi entre les deux époques, par conséquent $(1 + F)$.

Par logarithmes cette formule devient :

$(\log C + \log P') - (\log C' + \log P) = \log(F + 1)$ $\log C' = 10,849,04459$ $+ \log P' = 7,512,80737$ $\log(C' \times P) = 18,361,85196$ $- \log(C \times P) = 18,253,25930$ $\log(F + 1) = 0,108,59266$ dont le n. c. = 1,284052.	$\log C' = 10,718,83021$ $+ \log P = 7,534,40969$ $\log(C' \times P) = 18,253,23990$
---	--

Il ne reste plus qu'à rechercher l'accroissement qu'ont subi le besoins, soit A ou $(1 + A)$ dont la formule, $\frac{B + D}{B' + D'} = 1 + A$, devient sous la forme logarithmique : $\log(B + D) - (\log B' + D') = \log(1 + A)$. Voici le calcul :

B = 14,127,829,600 fr. + D = 1,440,975,148 15,568,803,748 dont le log est : 10,192,25510 B' = 10,468,397,200 + D' = 1,174,350,197 11,642,747,397 dont le log est : 10,066,05449 Log A ou $1 + A = 0,126,20091$ dont le n. c. est 1,337214.

Nous pouvons maintenant résoudre la formule principale qui est

$$C\left(1 + \frac{1}{F}\right)^x = B\left(1 + \frac{1}{A}\right)^x$$

mais, comme il s'agit de savoir dans combien de temps les besoins annuels absorberont la moitié du capital, au lieu de C il faut écrire $\frac{C}{2}$.

La formule logarithmique sera donc :

$$x = \frac{\log C + \log 2 + \log B}{\log A + \log (1 + F) + \log F + \log (1 + A)}$$

Voici le calcul définitif :

log C =	10,849,04459	
+ log 2 =	9,698,97000	
+ log B =	9,849,92488	
	0,397,93947	(dividende de l'équation)
log A =	9,527,90560	
+ log (1 + F) =	0,108,59266	
+ log F =	0,546,60,200	
+ log (1 + A) =	9,873,79,909	
	0,056,89,935	(diviseur de l'équation)
39793749	5689935	
56543370	x = 6 ans 99,	soit 7 ans
43339550		
2130135		

Donc dans sept ans les besoins annuels absorberont la moitié du capital total

VI

Codification des réformes

Le sommaire général (page 423) contient des dispositions toutes transitoires aux paragraphes 17 et 18.

Voici, sous forme de projets de lois, avec leur exposé des motifs, les trois grandes réformes qu'il s'agit de réaliser.

Le premier projet indique comment s'effectuerait la transformation du régime du propriétaire.

Le second indique comment serait réglée l'assiette de l'impôt ou contribution commune envers la collectivité, en constituant le budget de liquidation.

Enfin le troisième indique comment seraient modifiés les principaux livres du Code civil, en tant qu'ils règlent les rapports des citoyens entre eux et organisent l'échange de leurs utilités.

Je préviens que ces lois sont *solidaires*, qu'appliquées isolément, elles seraient *plus nuisibles qu'utiles*.

Je préviens également ceux qui les étudieront qu'ils doivent, avant tout, *s'abstraire complètement* des vieilles habitudes que leur impose l'organisme en vigueur.

§ I. — RÉGIME DE LA PROPRIÉTÉ

MODIFICATION DE L'ARTICLE 544 DU CODE CIVIL

EXPOSÉ

L'incessante majoration du prix de toute chose a préoccupé tous les réformateurs, sans que, jusqu'ici, aucun d'entre eux ait trouvé un moyen pratique d'y porter remède, à moins de recourir à une liquidation violente, analogue à celle de 1793, laquelle a cru trouver sa voie dans la dépossession des propriétaires anciens en faveur d'une légion de propriétaires nouveaux, et découvrir une formule dans les prescriptions relatives au maximum.

Depuis de longues années, ce que l'on appelle le *capital* a cessé d'être un moyen de mesurer la source des produits qui servent périodiquement à satisfaire les besoins de l'individu. Bien au contraire, on force artificiellement le produit pour motiver l'exagération de la valeur capitale. Quant à vivre d'un revenu périodique, c'est aujourd'hui un procédé insuffisant et démodé. On préfère majorer le capital, en trafiquer et obtenir, par l'agiotage, des ressources variables qui tiennent lieu de revenu.

Mais, par ces agissements, il est advenu que les moyens d'alimentation et de logement, ces deux besoins primordiaux de la vie, sont absolument disproportionnés entre eux, et que si, en apparence, le prix de l'alimentation paraît modéré, cette modération est largement compensée par le prix exagéré du logement.

Or, ces deux besoins ont, sur la conservation de la vie humaine, une influence considérable, et, cependant, nos institutions civiles ont placé l'individu dans cette alternative ou de diminuer sa nourriture pour payer son logement, ou de se

priver de logement, s'il veut manger à son appétit : libre, d'ailleurs, de ne pas se nourrir ou de limiter sa nourriture, il devient esclave voué au maximum, aussitôt qu'il occupe le logement ou qu'il travaille sur le sol que lui fournit le propriétaire. Sur ce point, il n'est jamais le maître de réduire sa consommation ou sa redevance à proportion de ses moyens. Il y a donc urgence absolue à rétablir l'équilibre entre ces deux situations.

Nul ne peut nier que le prix des terrains dans toute la France n'ait subi depuis 90 ans des majorations continuelles. Son capital immobilier, qui fut évalué 30 milliards, en 1790, s'est élevé, d'après le capital des successions taxées, en 1882, à 119 milliards $1/2$. La règle qui préside à cette série d'augmentation est telle que celles-ci doivent progresser à l'infini ; aussi le moment est-il proche où il sera impossible de satisfaire au revenu qu'exige le capital immobilier, qu'il soit représenté par un hectare bâti ou par un hectare non bâti. La capacité de redevance pour l'hectare agricole a des limites déjà dépassées et, quant aux forces du locataire, elles sont déjà bien au-dessous des moyens d'obtenir la jouissance de l'hectare bâti.

Une observation attentive du passé démontre nettement que le développement du capital immobilier est parallèle à celui du budget des recettes. Il lui est, pour ainsi dire, mathématiquement proportionnel. Si, par exemple, on prend pour point de départ l'année 1826, époque à laquelle, d'après les successions taxées, le capital immobilier de la France se chiffrait à 35 milliards $1/2$; si l'on prend les recettes ordinaires d'une autre année quelconque (par exemple, 1840), en les diminuant simplement des rentes créées dans l'intervalle et qui composent la dette consolidée, on obtiendra, par une simple règle de trois, la valeur du capital immobilier en 1840 ; or, le chiffre ainsi obtenu représentera presque identiquement celui qu'on aura calculé d'après les successions taxées pour la même année, c'est-à-dire au moyen de données tout à fait différentes ; en opérant sur la période de 1870 à 1882, période pendant la-

quelle le capital immobilier, calculé sur les successions, a passé de 66 milliards à 449 milliards $1/2$, on trouve, par le même système, c'est-à-dire par la comparaison des budgets, la même majoration et le même accord entre les valeurs du capital immobilier obtenues par des calculs absolument différents. Au premier abord, il semble impossible d'arrêter cette série de majorations illimitées, parce qu'elle a pour auteur chaque vendeur qui se fait rembourser par l'acquéreur les impôts précédemment payés ; de telle sorte que l'acheteur de 1882 paye le sol au prix cadastral de 1790, plus tous les impôts que ce sol a supportés dans l'intervalle, plus encore un bénéfice pour le dernier vendeur. Ce bénéfice, à lui seul, exagérerait encore les majorations déjà constatées, sans les ventes judiciaires qui font une sorte de contre-partie ; mais cette contre-partie, augmentant les recettes du budget, perd une portion de sa force et laisse subsister la proportion simple qui a été plus haut indiquée.

Il ne faut pas chercher ailleurs les causes de nos crises, les causes qui ont paralysé l'agriculture, les causes de l'exagération du prix des logements ; dès lors, l'organisation économique du mal étant connue, il devient possible d'y trouver un remède.

Il est certain que la nation française en est réduite à cette alternative : ou de faire banqueroute et subir une liquidation par la violence et peut-être par le sang et le feu ; ou de démajorer la valeur de son capital immobilier, comme si elle était une simple société anonyme, contrainte à réduire son capital social afin de pouvoir continuer ses opérations et d'en retirer des moyens suffisants de subsistance.

L'exagération du capital immobilier a, d'ailleurs, un autre inconvénient grave, c'est que chaque acquéreur nouveau, en attendant la revente, exige de son capital une redevance plus élevée, afin de légitimer le prix qu'il réclamera ; d'où il suit que la circulation métallique du pays est devenue insuffisante à satisfaire les échanges de chaque citoyen ; la raison en est simple : tout propriétaire immobilier exige sa redevance en

métal et non autrement; de son côté, l'État (abstraction faite des prestations, qui sont insignifiantes par rapport au budget total) exige l'impôt en métal et non autrement. Dans les deux cas, aucune intervention du crédit n'est possible. En 1882, par exemple, la redevance payée en métal à l'impôt et au capital immobilier s'est élevée à plus de dix milliards; or le total des monnaies frappées et ayant cours à la fin de 1882, n'atteignait pas 44 milliards. La masse de la nation avait donc devant elle moins de 4 milliards, pour satisfaire aux échanges mobiliers annuels, lesquels, pour 1882, ont été calculés à plus de 37 milliards. Le déficit est donc énorme, car la capacité d'échange de l'unité de monnaie est comme 4 est à 3, d'où il suit que, pour parer à 37 milliards d'échanges, il fallait une libre circulation de 42 milliards environ.

Les crises, qui s'accroissent chaque jour, démontrent que le numéraire est accumulé dans un petit nombre de mains, qu'il est rare pour un grand nombre d'individus et manque absolument à un certain nombre d'autres.

Une liquidation s'impose donc et, si l'on veut éviter qu'elle soit faite par la violence, il faut la faire par les moyens pacifiques dont disposent les législateurs.

Puisque le mal provient des majorations incessantes et de la mobilisation effrénée que l'on a pratiquée sur le sol, il faut immobiliser celui-ci entre les mains actuelles, supprimer hardiment le droit d'en disposer, en modifiant dans ce sens l'article 544 du Code civil.

Voici, placées l'une à côté de l'autre, l'ancienne rédaction de l'article 544 du Code civil et la rédaction proposée:

<i>Rédaction du Code civil</i>	<i>Rédaction proposée</i>
Art. 544. — La propriété est le droit de jouir et de disposer des choses de la manière la plus absolue, pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par les lois ou par les règlements.	Art. 544. — La propriété est le droit de jouir du sol français; de jouir et de disposer des choses mobiles ou fongibles, en se conformant aux lois.

On voit tout de suite, par la différence des deux textes, que l'ancienne division en immeubles et meubles sera modifiée ; que le sol seul sera *immeuble* ; que les constructions deviendront *meubles* et enfin que la propriété du sol sera simplement un *usufruit* auquel on conservera tous ses moyens de cession et de transmission, sans que le sol soit compté pour une valeur capitale.

Cette démajoration du capital immobilier de la France, étant commune à tout citoyen et à toute propriété terrienne, ne troublera en rien les situations acquises, par ce motif qu'abaisser un niveau sur toute une surface ne détruit pas l'équilibre de cette surface. On jouira du sol par ses fruits naturels ou artificiels ; les constructions étant considérées comme fruits artificiels, on en disposera librement comme par le passé, le fruit étant chose mobile et fongible ainsi que toute œuvre des mains de l'homme. Le régime hypothécaire subira, il est vrai, quelques modifications, mais, comme il est entièrement basé sur des redevances périodiques et comme la production sera favorisée par le nouveau système, le créancier hypothécaire n'en recevra que plus régulièrement ses intérêts et son amortissement.

Il reste maintenant à garantir aux citoyens français la jouissance du sol. Dans ce but, les anciens titres de propriété seront échangés contre des baux emphytéotiques délivrés par la nation prise, conventionnellement, comme souveraine collective du sol français. La durée de chaque bail emphytéotique serait de vingt-cinq ans ; cette durée n'ayant d'autre but que d'assurer à l'usufruitier que, pendant cette période, l'impôt qu'il devra payer annuellement ne pourra être augmenté, tout en étant susceptible d'être diminué. D'ailleurs, le bail emphytéotique sera cessible et transmissible par toutes les voies ordinaires.

Quant à l'impôt, il serait établi de la façon suivante : le cadastre du territoire français serait révisé, les terrains seraient divisés en deux catégories principales : 1^o terrains

construits ; 2° terrains non construits. Chacune de ces catégories serait divisée en dix séries, suivant la nature des terres, et le cube des constructions, le numéro 1 marquant la plus grande productivité et le numéro 10 la plus faible ; dans les capacités productives on fera entrer la densité de la population et ce, par département et par commune.

Sur ces bases en prenant que, défalcation faite de toutes les voies publiques et de tous les biens sans propriétaires particuliers, la France comprenne 49,389,570 hectares pouvant supporter l'impôt ; si, par exemple, il est reconnu que les dépenses budgétaires ne peuvent être inférieures à 2,250 millions par an, on répartirait cette somme sur le nombre d'hectares pouvant supporter l'impôt, ce qui donnerait, pour chaque hectare, une redevance moyenne de 37 francs environ par an ; mais il serait tenu compte des catégories et des séries plus haut indiquées ; les dix séries de chaque catégorie payeraient par hectare suivant une proportion décroissante de 10 à 1. Quant aux catégories, elles supporteraient l'impôt de la façon suivante : 6/15 pour les terrains bâtis et 9/15 pour les terrains non bâtis, enfin les séries de chaque catégorie seraient établies par département, et par commune, en prenant pour base la densité de la population, le numéro 1 correspondant à la densité la plus élevée et le numéro 10 à la densité la plus faible.

Il est à peine utile de faire ressortir combien cette organisation favoriserait le développement des municipalités et encouragerait le travail agricole, puisque tout serait basé, désormais, sur la mise en valeur du sol, et que tel possesseur qui voudrait le laisser improductif se verrait obligé de payer exactement l'impôt, comme s'il travaillait ou de céder sa place à un autre.

Ces diverses constatations sont résumées et appliquées dans les dispositions suivantes :

PROJET DE LOI

Art. 4^{er}. — L'art. 544 du Code civil est modifié de la façon suivante :

« La propriété est le droit de jouir du sol français ; de jouir et de disposer des choses mobiles ou fongibles, en se conformant aux lois. »

Art. 2. — Le sol seul sera qualifié immeuble ; sera qualifié meuble tout ce qui n'est pas le sol.

Art. 3. — Les titres de propriété du sol existant au moment de la promulgation de la présente loi seront échangés contre des baux emphytéotiques d'une durée de 25 ans et renouvelables.

Art. 4. — La possession d'un bail emphytéotique entraîne, pour le titulaire, garantie par l'État de la jouissance des terres y mentionnées moyennant le paiement annuel de l'impôt y attaché.

Art. 5. — L'impôt stipulé par chaque bail emphytéotique ne pourra pas être augmenté pendant toute sa durée, mais il pourra être diminué tous les cinq ans.

Art. 6. — Une loi spéciale déterminera les catégories et les séries suivant lesquelles les terres seront subdivisées et la quotité d'impôt qu'elles auront à supporter.

Art. 7. — Les baux seront cessibles et transmissibles par toutes les voies légales ; toute valeur capitale attribuée au sol est interdite ; toute cession ou transmission qui en mentionnerait une serait nulle de plein droit, et emporterait déchéance du bail à l'égard des deux contractants.

Art. 8. — Sont abrogées toutes les dispositions du Code civil, toutes les lois et tous les règlements qui seraient contraire à la présente loi.

Art. 9. — Le conseil d'État est chargé de reviser les diverses prescriptions de la législation existante et notamment le livre II du Code civil, pour les mettre en harmonie avec la présente loi.

§ II. — ASSIETTE DE L'IMPOT ET BUDGET DE LIQUIDATION

EXPOSÉ

On paraît être généralement d'accord sur la nécessité absolue de supprimer les impôts indirects, d'asseoir plus également, et par suite, plus équitablement, la base des contributions annuellement nécessaires aux dépenses de la nation ; de supprimer toutes les concentrations monopoleuses au bénéfice d'individus ou de sociétés particulières en attribuant à l'État les monopoles qui concernent exclusivement les services d'intérêt public.

La suppression des monopoles existants, entraînant dépossession, peut être effectuée, suivant les cas, soit par une liquidation violente, soit par une liquidation économique. Ce dernier genre de liquidation est, évidemment, le plus désirable, et il est possible si l'on veut entrer franchement dans la voie des grandes réformes.

Parmi les monopoles concentrant la fortune publique aux mains de certains particuliers, il en est un dont les majorations sont si excessives que le rachat direct en est impraticable ; il s'agit du monopole qui consiste en ce que le Code civil appelle : la propriété ou le droit du propriétaire. Toute amélioration financière et sociale sera impossible, tant qu'on n'aura pas mis un terme à l'accroissement automatique et perpétuel de la valeur attribuée au sol. Cet accroissement est la cause primordiale de toutes les concentrations qui empêchent l'égalité des échanges entre citoyens d'un même pays, désorganisent la circulation normale des richesses, et alourdissent les budgets.

Il faut donc certainement modifier le régime de la propriété, mais, dans un but de paix, il faut éviter de déposséder les pro-

priétaires actuels, et de troubler la transmission de leurs biens. On arrive à ce résultat en immobilisant désormais le sol, au moyen de la limitation des droits attachés à sa possession.

Dans le système proposé, le sol, seul, serait immeuble; tous les autres biens seraient meubles. Un droit de jouissance ou d'usufruit, cessible et transmissible, serait attaché au sol et l'on ne pourrait disposer que des autres biens qualifiés *meubles*. L'exposé complet de cette modification de l'article 544 du Code civil fait l'objet d'un projet de loi séparé; mais il était nécessaire de préciser, au début du travail actuel, que le capital social de la France était démajoré par la suppression de toute valeur vénale en ce qui concerne exclusivement le sol.

Dès lors, il reste à établir un système de recettes applicable à une durée de vingt-cinq ans, par exemple, et au moyen duquel, tout en dépensant annuellement trois milliards, s'il est nécessaire, on aura pu rembourser, par annuités d'une valeur au moins égale à celle des dépenses, un capital total de plus de 80 milliards; or, les plus considérables des capitaux à rembourser sont: la dette consolidée: 25 milliards, et les chemins de fer: moins de 15 milliards. C'est dire suffisamment que le budget de liquidation doit être calculé de façon à atteindre annuellement 6 milliards $4/4$ et cela en ayant supprimé toutes les taxes d'octroi, les quatre contributions directes, tous les autres impôts indirects, en conservant seulement quelques-unes des recettes inscrites aux anciens budgets.

Le budget de liquidation proposé comprendrait essentiellement deux sortes de recettes: l'une, fixée à un maximum et pour une durée de vingt-cinq ans, qui représenterait une perception certaine annuelle; l'autre, composée d'éléments variables, qui vont être dénombrés ci-après, servirait non-seulement à rembourser intégralement tous les monopoles repris à des particuliers, mais encore à dégrever, par période quinquennale, les recettes annuelles fixées à leur maximum, ainsi qu'il a été dit plus haut.

La première sorte de recettes serait appelée *contribution sur les terres* réglée par contrats emphytéotiques de vingt-cinq ans.

La deuxième sorte de recettes comprendrait le produit des services publics mis sous la main de l'État et diverses taxes dont il va être parlé.

CONTRIBUTION SUR LES TERRES. — L'idée de répartir sur la surface utile de la France le total des contributions nécessaires aux dépenses de la collectivité nationale n'est pas nouvelle ; néanmoins, elle n'avait pas été étudiée sérieusement, à cause surtout de la difficulté des communications entre les régions ou les villes.

Il n'en est plus ainsi aujourd'hui ; la revision cadastrale est une opération des plus aisées et l'on va voir que, même en adoptant les chiffres du livre terrier, publiés dans le bulletin de statistique du ministère des finances, on arrive à des résultats aussi simples qu'ils sont logiques.

D'après ce livre, le total de la superficie	
imposable en France, s'élève à.....	49.389.570 hectares
Dont : superficies non bâties.....	49.444.677 —
superficies bâties.....	244.893 —

Il s'agit de répartir proportionnellement entre ces deux dernières superficies le total de la contribution fixe annuelle pendant vingt-cinq ans, mais pouvant être diminuée tous les cinq ans, avec faculté de la relever pendant les cinq années suivantes sans pouvoir dépasser la limite fixée.

Nous admettons que la maximum de la contribution annuelle pour la France entière soit de 2,250 millions.

Voici qu'elle serait la méthode de répartition :

D'après une formule qu'il serait trop long de développer ici (1), le total des besoins de la vie étant désigné par 15/15. l'abri, c'est-à-dire la jouissance de toute construction, aux

(1) Voir page 388.

divers points de vue de l'outillage et de l'habitation, occupe une proportion de $\frac{6}{15}$. En posant donc que la population française doit trouver sur la totalité de son sol la satisfaction de tous ses besoins, il est évident que la contribution à demander devra être fixée d'après la même proportion. Dès lors, $\frac{6}{15}$ de l'annuité totale seront répartis sur les terrains bâtis, $\frac{9}{15}$ seront répartis sur les terrains non bâtis ; on trouve ainsi les chiffres suivants :

	Nombre d'hectares.	Contributions en francs.
Terrains bâtis	244.893	900.000.0 0
Terrains non bâtis. 49.144.677		4.350.000.000
Totaux	49.389.570	2.250.000.000

Ce qui fournit une moyenne générale pour toute la France de 27 fr. 47 pour l'hectare non bâti et de 3,675 francs pour l'hectare bâti.

Pour donner une idée de la part moyenne qui reviendrait à chaque maison de 40 mètres sur 40 mètres, soit un are, notons que chaque hectare supportant 3,675 francs contiendrait cent maisons, soit 36 fr. 75 par maison ; de même la part moyenne de l'are non bâti serait de 27 centimes $\frac{1}{2}$.

Chacune des grandes divisions en terres bâties et non bâties donnerait naissance à dix classes ou séries, pour proportionner les répartitions, suivant la nature des choses et la densité des populations.

Pour les terrains bâtis, les dix classes seraient établies en prenant pour base de chacune d'elles la densité de la population communale et le cube de la construction.

Pour les terres non bâties, les dix classes seraient établies en prenant pour base la densité de la population communale, la nature et l'état de culture des terres.

Il est bon de donner un exemple des répartitions départementales d'où l'on pourra tirer une idée des répartitions communales qui eussent été trop minutieuses à introduire dans le présent exposé :

EXEMPLE DE RÉPARTITION POUR CHAQUE DÉPARTEMENT

NOMS des DÉPARTEMENTS	IMPOT PAR ARE	
	BATI	NON BATI
	fr. c.	fr. c.
Ain.....	24,93.40	0,24.930
Aisne.....	34,40.50	0,29.444
Allier.....	32,51.65	0,22.043
Alpes (Basses-)	34,04.30	0,07.3253
Alpes (Hautes-)	36,36.60	0,08.4849
Alpes-Maritimes	62,89.60	0,23.540
Ardèche.....	49,44.90	0,49.300
Ardennes.....	47,99.00	0,24.723
Ariège.....	37,25.06	0,48.928
Aube.....	24,39.54	0,46.630
Aude.....	87,59.84	0,20.050
Aveyron.....	44,78.20	0,48.445
Bouches-du-Rhône	80,84.48	0,44.435
Calvados.....	56,21.90	0,30.910
Cantal.....	39,37.70	0,45.827
Charente.....	24,39.64	0,24.048
Charente-Inférieure	49,85.70	0,26,414
Cher.....	35,97.70	0,48.930
Corrèze.....	42,77.40	0,20.857
Corse (pas de cadastre)	»	»
Côte-d'Or.....	29,28.23	0,47.005
Côtes-du-Nord.....	40,26.50	0,35.238
Creuse.....	44,74.40	0,19.308
Dordogne.....	27,40.92	0,20.896
Doubs.....	48,88.20	0,22.837
Drôme.....	54,82.70	0,48.523
Eure.....	25,55,82	0,24.032
Eure-et-Loir.....	24,44.54	0,48.588
Finistère.....	37,88.49	0,39.451
Gard.....	64,84.40	0,27.444
Garonne (Haute-)	32,09.90	0,28.697
Gers.....	44,76.90	0,47.496
Gironde.....	27,23.25	0,29.900

NOMS des DÉPARTEMENTS	IMPOT PAR ARE	
	BATI	NON BATI
	fr. c.	fr. c.
Hérault	85,76.40	0,27.334
Ille-et-Vilaine	34,34.80	0,35.664
Indre	28,61.60	0,16.230
Indre-et-Loire	25,45.35	0,28.984
Isère	32,95.50	0,21.524
Jura	36,47.00	0,22.032
Landes	49,74.30	0,12.371
Loir-et-Cher	27,33.80	0,19.622
Loire	68,56.90	0,48.999
Loire (Haute)	57,97.70	0,24.709
Loire-Inférieure	40,40.30	0,35.232
Loiret	29,58.40	0,20.887
Lot	29,94.90	0,20.886
Lot-et-Garonne	34,43.00	0,22.426
Lozère	46,30.00	0,10.796
Maine-et-Loire	23,37.00	0,28.722
Manche	24,44.00	0,34.590
Marne	35,38.00	0,20.097
Marne (Haute-)	34,64.33	0,15.831
Mayenne	23,28.45	0,25.986
Meurthe-et-Moselle (pas de ca- dastre)	»	»
Meuse	43,45.80	0,14.444
Morbihan	35,86.43	0,29.817
Nièvre	37,75.72	0,19.705
Nord	80,53.57	1,09.540
Oise	22,34.84	0,26.776
Orne	24,34.81	0,24.026
Pas-de-Calais	38,21.68	0,48.439
Puy-de-Dôme	45,59.89	0,27.443
Pyrénées (Basses-)	34,97.73	0,22.036
Pyrénées (Hautes-)	29,27.55	0,20.444
Pyrénées-Orientales	76,60.20	0,19.634
Rhône	402,08.37	1,03.095

NOMS des DÉPARTEMENTS	IMPOT PAR ARE	
	BÂTI	NON BÂTI
	fr. c.	fr. c.
Saône (Haute-).....	36,39.75	0,21.256
Saône-et-Loire	34,26.40	0,23.158
Sarthe	24,22.23	0,33.672
Savoie (pas de cadastre)....	"	"
Savoie (Haute-) (pas de cadas- tre)	"	"
Seine.....	262,37.83	27,83.400
Seine-Inférieure.....	63,06.88	0,65.791
Seine-et-Marne.....	27,70.63	0,23.617
Seine-et-Oise	36,27.52	0,39.940
Sèvres (Deux-).....	21,78.67	0,22.483
Somme.....	28,67.19	0,34.522
Tarn	69,51.42	0,24.307
Tarn-et-Garonne.....	24,78.59	0,22.464
Var.....	41,96.04	0,18.534
Vaucluse	51,35.20	0,26.656
Vendée	28,38.42	0,24.393
Vienne.....	24,43.91	0,18.963
Vienne (Haute-)....	41,52.05	0,24.348
Vosges.....	19,57.40	0,27.047
Yonne	27,25.20	0,18.563

EXEMPLE DE RÉPARTITION PAR CLASSES ET CATÉGORIES
POUR LE DÉPARTEMENT DE LA COTE-D'OR

ARE BÂTI

	LOCAUX	
	d'habitation fr. c.	d'industrie fr. c.
1 ^{re} classe.....	58,56.45	39,04.30
2 ^e classe	46,85.46	31,23.44
3 ^e classe	35,43.87	21,42.58
4 ^e classe	23,42.58	15,54.72
5 ^e classe	14,74.29	7,80.56
Are moyen bâti...	29,28.23	

ARE NON BATI

	1 ^{re} catégorie fr. c.	2 ^e catégorie fr. c.	3 ^e catégorie fr. c.
1 ^{re} classe.....	0,39.996	0,26.664	0,13.332
2 ^e classe.....	0,26.664	0,17.776	0,08.888
3 ^e classe.....	0,13.332	0,08.888	0,04.444
4 ^e classe.....	0,06.666		
Are moyen non bâti	0,17.005		

EXEMPLE DE RÉPARTITION PAR CLASSES ET CATÉGORIES
POUR LE XX^e ARRONDISSEMENT DE PARIS

(Ménilmontant)

ARE BATI

	LOCAUX	
	d'habitation fr. c.	d'industrie fr. c.
1 ^{re} classe.....	343,42	288,75
2 ^e classe.....	248,50	167,00
3 ^e classe.....	187,87	125,25
4 ^e classe.....	125,25	83,50
5 ^e classe.....	62,62	41,75
Moyenne générale pour le 20 ^e arrondissement.....	456,56	

Nota. — Pour les bâtisses, les taxes sont obtenues suivant la hauteur des constructions, c'est-à-dire proportionnellement au nombre d'étages qui y sont contenus.

On voit, par les tableaux qui précédent, que le département de la Seine supporte la plus forte contribution; mais, si l'on veut faire le calcul de tous les impôts indirects, de toutes les taxes d'octroi que supprime le nouveau système, on décou-

vrira que, loin de constituer une augmentation de charges, il produit un important dégrèvement.

D'ailleurs, la répartition de la contribution terrienne entre les terres bâties et celles non bâties est établie de telle façon que, plus on bâtit, plus la quotité de l'are bâti diminuera sans que, néanmoins, il en résulte une augmentation sensible pour l'are non bâti. En fait, plus le nombre des bâtisses s'accroîtra, plus s'accroîtra également le nombre des possesseurs jouissant directement de leur habitation; dès lors, cessant d'être locataires, ils seront dégrevés de l'annuité représentant leur location (amortissement et frais de gérance), comme on le verra au projet de loi relatif aux conventions d'échange entre les particuliers.

Un autre résultat du nouveau système sera de raréfier de plus en plus le genre de construction où les habitants sont superposés; d'où un assainissement général et des conditions d'hygiène plus favorables à la vie.

Ces considérations, applicables au département de la Seine, le seront aussi à la France entière. Les départements si différents de population tendront à s'équilibrer, ce qui amènera une répartition plus égale des charges départementales.

En outre, le but tant poursuivi de la péréquation de l'impôt serait atteint, car le nouveau système qui introduit la densité de la population dans les calculs, rectifie les dispositions choquantes et injustifiées qu'on relève en examinant le contingent de chaque département. Enfin le possesseur de la plus grande étendue de terre, bâtie ou non bâtie, payerait en proportion de sa fortune, bien plus véritablement qu'au moyen de l'impôt sur le revenu mêlé à des taxes personnelles.

PRODUITS VARIABLES

Produits des douanes..... 400.000.000 fr.

Dans le système proposé, les octrois seraient en réalité reportés à la frontière, l'égalité des échanges serait appliquée

aux traités de commerce et les taxes de douanes à l'entrée seraient surélevées. Cependant nous conservons les prévisions budgétaires de 1886 qui confinent 400 millions.

Tabacs et poudres..... 400.000.000 fr.

C'est à peu près le chiffre en prévision du budget de 1886.

Postes et télégraphes..... 165.000.000 fr.

Ce sont les prévisions du budget de 1886.

Domaines et forêts..... 40.000.000 fr.

C'est à peu près le total prévu pour 1886 diminué des revenus supprimés par le nouveau système.

Produits divers du budget. 80.000.000 fr.

Ce sont les prévisions du budget de 1886 avec quelques additions et suppressions résultant d'une différence dans le groupement des chapitres.

Éclairages au gaz ou par
d'autres procédés..... 400.000.000 fr.

Le nouveau système admet le rachat de toutes les concessions d'éclairage au gaz, parce qu'elles emploient la canalisation souterraine ou l'usage des voies publiques elles-mêmes et constituent un service public.

On a évalué le produit total de l'éclairage pour la France entière sur le pied de dix fois le bénéfice net moyen de la Compagnie parisienne du gaz. Ce chiffre augmentera certainement. L'exercice de ce monopole rattaché à l'État serait organisé, d'ailleurs, au moyen de compagnies gérantes et responsables de leur personnel; il en serait de même de tous les monopoles de services publics qui seraient rachetés, ainsi qu'il sera expliqué dans un projet séparé concernant les chemins de fer.

Chemins de fer, canaux, etc. 444.000.000 fr.

Ce chiffre représente 37 0/0 du produit brut de la masse des chemins de fer français, 63 0/0 sont laissés aux compagnies gérantes pour frais d'exploitation et indemnités de gérance. Un projet de loi spécial déterminera l'organisation des chemins de fer.

Banque de France..... 40.000.000 fr.

Ce chiffre est inférieur aux dividendes distribués ; la Banque de France rattachée à l'État serait chargée de tous les services de trésorerie.

Droits d'assurance..... 40.000.000 fr.

Ces dix millions sont le produit de dix millions de cotes à un franc par cote, obligatoirement versé par les majeurs de 24 ans jusqu'à l'âge de 45 ans. Ces versements constituent un fonds d'assurance obligatoire, qui sera géré par la Banque de France de façon à assurer, en y joignant d'autres prélèvements sur l'ensemble du budget, soit la validité des mineurs, soit l'invalidité des majeurs suivant une organisation qui fera l'objet d'un projet de loi spécial.

Impôt sur les jeux..... 4.600.000.000 fr.

Les jeux seraient soumis à la surveillance de l'État ; les opérations à terme faites en bourse, c'est-à-dire toute opération qui ne se terminerait pas immédiatement par un paiement ou par une obligation formelle, telle qu'une reconnaissance ou un billet, sera qualifiée jeu de bourse.

Les courtages prélevés, annuellement, par les agents de change sur les seules opérations à terme s'élèvent à 400 millions ; ils sont le produit d'un droit de 425 millimes pour 100 francs de capital nominal engagé au jeu. Une simple proportion indique que la somme des enjeux s'élève annuellement à 80 milliards ; en frappant cette somme d'un impôt de 2 0/0 net, on obtient 4.600 millions. Un projet spécial organisera la perception de cet impôt et la législation de la Bourse. Il est

bon de noter, cependant, que le rendement de cet impôt n'aura toute son activité que pendant la période de liquidation, c'est-à-dire, 25 ans; après cette époque il sera notablement modifié; c'est essentiellement un impôt de transition.

Taxe sur les étrangers. . . . 225.000.000 fr.

Ce chiffre est le résultat de la répartition sur 500.000 cotes d'étrangers de la contribution terrienne réduite à l'unité de contribuable et multipliée par 2. C'est la conséquence, ailleurs développée, du droit absolu de l'État à exiger, de l'étranger venant résider en France, une taxe double de celle des autochtones, sans que, néanmoins, cette taxe leur donne aucun droit à devenir titulaires d'un bail emphytéotique, droit absolument réservé aux citoyens de nationalité française.

Disons, en terminant, que le budget des dépenses sera graduellement réduit, non seulement par le remboursement des dettes, mais encore par la simplification des services. Il y aura lieu, même, de remplacer le budget des cultes par le budget médical, c'est-à-dire de reporter sur les médecins organisés en service public les sommes actuellement payées aux clergés.

PROJET DE LOI

TITRE I^{er}

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 1^{er}. — Tous les impôts directs et indirects, toutes les taxes d'octroi, mais à l'exception des taxes ou droits de douane, sont abolis.

Art. 2. — Les recettes annuelles du budget de la nation française se composeront désormais de deux classes de revenus, à savoir :

1^o Une *contribution fixe*, calculée sur les terres, dont le chiffre maximum sera établi pour une durée de vingt-cinq ans,

avec faculté de réduction par période de cinq années et suivant les distinctions qui seront établies ci-après ;

2° Des *produits variables*, provenant des taxes qualifiées d'*intérêt national* et du fonctionnement des *services publics* suivant les distinctions qui seront expliquées ci-après.

Art. 3. — Chaque année le budget des dépenses sera dressé et arrêté de façon à employer l'excédent des recettes à rembourser toutes les dettes, conformément aux prescriptions qui seront plus bas établies.

Art. 4. — Les dettes une fois remboursées, tous les excédents annuels des *produits variables* seront employés à réduire, par période de cinq ans, ou, s'il y a lieu, par période de vingt-cinq ans, la contribution prévue par l'article 2, § 1, sans toutefois, que le montant de celle-ci puisse jamais descendre au-dessous de 500 millions. Au cas où ce dernier chiffre serait atteint, le prix des *services publics*, compris dans l'article 2, § 2, serait également et proportionnellement abaissé.

Art. 4. — Pour assurer la perception de la contribution prévue à l'article 2 § 1, il sera procédé à une modification de l'article 544 du Code civil, dans le but de réglementer les droits de propriété, en qualifiant désormais *immeubles*, à l'exception de tous autres biens, les terres bâties ou non bâties, et *meubles* tous autres objets possédés, y compris les constructions édifiées sur le sol. Un projet de loi spécial déterminera les termes de cette modification (projet § 1).

Art. 6. — La perception des revenus variables compris dans l'article 2, § 2, sera réglée par des lois spéciales, comme il va être dit au titre III.

TITRE II

CONTRIBUTION SUR LES TERRES

Art. 1^{er}. — Le livre terrier de la France sera révisé et complété.

Art. 2. — Une loi déterminera la superficie imposable en distinguant les *terrains bâtis* et les *terrains non bâtis*.

Art. 3. — La contribution fixe et indispensable à assurer annuellement le fonctionnement des services nationaux sera

calculée à un chiffre maximum et pour une durée de vingt-cinq années, comme il est dit au titre I^{er}, article 2, § 4^{er}.

Art. 4. — Au cas où les produits variables, après avoir permis la réduction prévue pour cinq années, cesseraient d'autoriser le maintien de ce dégrèvement, le quantum des cinq années précédentes pourra être appliqué de nouveau, sans toutefois jamais dépasser le maximum établi des vingt-cinq années.

Art. 5. — Le total de la contribution fixe sera supporté dans la proportion de six quinzièmes pour les terrains bâtis et de neuf quinzièmes pour les terrains non bâtis, et ce par département et par commune.

Art. 6. — Pour répartir entre les départements le total de la contribution fixe, il sera tenu compte du nombre d'hectares imposables et de la densité de la population ; après quoi on divisera le contingent ainsi obtenu entre les terrains bâtis et les terrains non bâtis, à raison de six quinzièmes pour les premiers et de neuf quinzièmes pour les seconds.

Art. 7. — La répartition entre les communes sera faite d'après les mêmes règles.

Art. 8. — Les *terrains bâtis* seront subdivisés en dix classes, les cinq premières comprenant les locaux d'*habitation*, les cinq autres comprenant les locaux dits « *de travail* ». Le contingent communal sera réparti proportionnellement au *cube* des constructions, de façon à ce que la taxe des locaux d'*habitation* soit égale à une fois et demie celle des locaux « *de travail* ».

Art. 9. — Les *terrains non bâtis* seront également subdivisés en dix classes : les quatre premières comprenant les terrains de *grande culture*, les trois secondes contenant les *forêts* et les *terrains de moyenne culture*, les trois dernières comprenant les *terres non cultivées*. Le contingent communal sera réparti proportionnellement entre ces trois séries des dix classes, de façon à ce que la taxe de l'hectare aille en décroissance dans les proportions de 3, 2 et 1.

TITRE III

PRODUITS VARIABLES

Art. 4^{er}. — Pour assurer la perception des produits variables

prévus à l'article 2, § 2, il sera procédé à la confection des lois spéciales suivantes :

1^o Loi réglementant les échanges extérieurs et fixant les taxes douanières, qualifiées *taxes d'intérêt national*, sur la base de l'égalité des échanges.

2^o Lois attribuant à l'État les monopoles suivants :

- A. Transports par chemins de fer, canaux, etc...
- B. Communications aériennes et terrestres, téléphones, etc.
- C. Éclairages au gaz, ou par l'électricité, ou par tout autre moyen découvert ou à découvrir, et service des eaux.
- D. Attributions et fonctionnement de la Banque de France.

Art. 2. — Sont maintenus les produits budgétaires suivants :

1^o Tabacs et poudres.

2^o Postes et télégraphes.

3^o Produits des forêts et des domaines.

4^o Les produits actuellement inscrits sous la rubrique *produits divers* diminués de tous les revenus supprimés par l'article 4^{er} de la présente loi.

Art. 3. — Il sera créé une taxe sur les jeux de bourse et autres, lesquels seront placés sous la surveillance directe de l'État. Une loi spéciale déterminera le quantum et le mode de perception de cette taxe qualifiée d'*intérêt national*.

Art. 4. — Il sera créé un impôt sur les étrangers : une loi spéciale déterminera la quantum et le mode de perception de cette taxe qualifiée d'*intérêt national*.

Art. 5. — Une taxe d'assurance sera perçue pendant 25 ans annuellement, sur tous les Français majeurs de 21 à 45 ans ; elle est et demeure fixée à un franc par tête. Une loi spéciale déterminera l'emploi des sommes ainsi perçues, leur gestion par la Banque de France et déterminera les proportions suivant lesquelles seront assurées les invalidités des enfants mineurs et des vieillards.

TITRE IV

ÉTABLISSEMENT PROVISOIRE DU BUDGET DE LIQUIDATION. RECETTES

Art. 1^{er}. — Jusqu'à la rectification des indications cadas-

trales, les matrices actuelles serviront de base au calcul de la contribution sur les terres.

Art. 2. — Les évaluations budgétaires calculées pour 1886 sont maintenues pour les chapitres plus haut énumérés, sauf les réductions motivées par la législation nouvelle et qui seront ultérieurement détaillées.

Art. 3. — En conséquence, les recettes budgétaires sont évaluées de la façon suivante : 1° *Contribution fixe*, maximum établi pour vingt-cinq années : 2,250,000,000 de fr. ; 2° *Produits variables* évaluées 3,774,000,000 de fr. ; au total 6 milliards 24 millions, conformément au tableau ci-après :

Contributions sur les terrains non bâtis.....	4.350.000.000	} 2.250.000.000
— — — bâtis.....	800.000.000	
Produits des douanes (évaluation du budget de 1886).....	400.000.000	
Chemins de fer, canaux, etc.....	444.000.000	
Éclairages au gaz ou à l'électricité et service des eaux.....	400.000.000	
Banque de France.....	40.000.000	
Tabacs et poudres.....	400.000.000	
Postes et télégraphes (budget de 1886), téléphone (mémoire)..	165.000.000	
Produits des domaines et forêts (budget de 1886).....	40.000.000	
Produits divers (budget de 1886).....	80.000.000	
Impôt de 2 0/0 sur les jeux de bourse, etc.....	1.600.000.000	
Impôt sur les étrangers (500.000 cotes).....	225.000.000	
Droit d'assurance (10.000.000 de cotes).....	10.000.000	
Total.....	6.024.000.000	

Art. 4. — Pendant toute la durée de la liquidation, le budget des dépenses ne pourra dépasser un maximum de trois milliards annuellement; les annuités disponibles par suite des capitaux éteints s'ajouteront à l'excédent des recettes, de façon à pouvoir rembourser, soit *quarante milliards* en douze ans et demi, soit *quatre-vingts milliards* en vingt-cinq ans, conformément aux états qui seront dressés d'après les indications suivantes :

Art. 5. — Les dettes à rembourser sont : 1° Toutes les rentes ou annuités inscrites au grand-livre, excepté les rentes viagères et les pensions; 2° les sommes représentant le rachat de tous les monopoles attribués à l'État en vertu de la présente loi.

Art. 6. — Une loi spéciale déterminera le montant capital des dettes à rembourser, il en sera fait masse et les rembourse-

ments s'effectuèrent annuellement par voie de tirage au sort. Les intérêts seront payés jusqu'au jour du remboursement.

Art. 7. — La répartition de la contribution maximum plus haut chiffrée à 2 milliards 250 millions, sur 244,893 hectares de terrains bâtis et 49,444,677 hectares de terres non bâtis, donne les moyennes suivantes pour la France entière :

Pour un are de terrain bâti	36 fr. 75
Pour un are de terrain non bâti.....	0 fr. 2747

Art. 8. — L'Algérie et les colonies seront régies par des lois spéciales.

Art. 9. — Sont abrogés : Toutes les lois, tous les décrets et tous les règlements contraires aux prescriptions de la présente loi.

§ III. — ORGANISATION DE L'APPROPRIATION ET DES CONVENTIONS D'ÉCHANGES ENTRE LES PARTICULIERS.

EXPOSÉ

Le Code civil, entièrement basé sur le principe de la propriété domaniale, n'a prévu l'association coopérative qu'entre les souverains capitalistes ; la masse des prolétaires est vouée au salariat.

Tant que cette organisation subsistera, les prélèvements parasites et perturbateurs, la prélibation capitaliste reconstruiront incessamment les accaparements et les accumulations qui ruinent l'individu et compromettent la vie des nations.

Le citoyen français étant considéré désormais non plus comme propriétaire souverain, mais comme usager solidaire, il est devenu indispensable de définir rationnellement les principaux contrats qui font l'objet des livres II et III du Code civil.

La loi dont le texte va suivre s'attache aux bases fondamentales et trace complètement le plan suivant lequel devront être modifiées toutes les dispositions accessoires.

Elle règle : 1^o l'usage perpétuel ; 2^o l'usage temporaire ; 3^o le travail individuel ; 4^o les opérations aléatoires.

Partout où l'État agit comme un individu, il est soumis aux prescriptions de ladite loi, qui sont combinées de telle sorte qu'elles s'accordent avec les prévisions du budget de liquidation plus haut exposé.

PROJET DE LOI

TITRE I.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 1. — L'appropriation est le droit de jouir du sol français, de jouir et de disposer des choses mobiles ou fongibles en se conformant aux lois.

Art. 2. — Le droit de jouir du sol qualifié immeuble à l'exclusion de toute autre chose appartient seulement aux citoyens français ; il est constaté par un acte emphytéotique délivré par l'administration nationale.

Art. 3. — L'acte par lequel un ou plusieurs citoyens tendent à équilibrer entre eux leurs utilités sociales est un *échange*.

Art. 4. — Le moyen d'échange est la monnaie métallique frappée par l'État ; la quantité stipulée s'appelle le *prix*.

Art. 5. — Les contrats ou conventions d'échanges sont des instruments stipulant et fixant les obligations des contractants ; ils ont force de loi en tout ce qui n'est point prohibé par les lois générales.

Art. 6. — La nation française n'accorde reconnaissance, sanction et protection légale qu'aux contrats d'échange ayant pour but :

1^o De régler l'usage perpétuel d'une chose mobilière ou l'acquisition d'une chose fongible ;

2^o De régler l'usage temporaire d'une chose mobilière ;

3^o De régler la coopération temporaire du travail individuel à titre isolé ou à titre collectif.

Art. 7. — La monnaie frappée par l'État n'est ni une chose

mobilière, ni une chose fongible, par suite elle ne peut faire l'objet principal d'aucun des contrats énumérés ci-dessus; son rôle unique est de servir de *moyen d'échange*.

TITRE II.

DE L'USAGE PERPÉTUEL.

Art. 1^{er}. — Le contrat qui règle l'usage à titre perpétuel d'une chose mobilière ou la possession d'une chose fongible est une *vente*; la vente comporte la libre disposition de la chose stipulée.

Art. 2. — La vente n'est parfaite que lorsque les contractants sont d'accord sur la nature et sur le prix de la chose vendue.

Art. 3. — Tout objet mobilier, toute chose fongible peuvent être l'objet d'une vente.

Art. 4. — La terre, seul immeuble légal, ne peut être vendue; toutefois, le titre emphytéotique qui en règle l'usufruit est assimilé aux choses mobilières, mais sa possession est inséparable de la jouissance réelle et personnelle à peine de nullité; il est donc interdit de céder temporairement, c'est-à-dire de louer un titre emphytéotique.

Art. 5. — La vente d'un titre emphytéotique entraîne de plein droit la substitution du preneur aux charges, facultés, et avantages du cédant. Le prix sera calculé sur le nombre des annuités de la contribution terrienne antérieurement payées à l'État, compté à partir de la première année de l'emphytéose sans toutefois jamais pouvoir excéder sept fois le montant de la contribution annuelle.

Art. 6. — La vente d'une construction entraînera toujours la cession du titre emphytéotique relatif à la terre qui la supporte.

Art. 7. — Les transmissions de possession pourront être faites à titre d'héritage ou de don gratuit.

TITRE III.

DE L'USAGE TEMPORAIRE.

Art. 1^{er}. — Le contrat qui règle l'usage temporaire d'une chose mobilière s'appelle *location*.

Art. 2. — La loi interdit formellement la location d'une chose mobilière pour une durée indéterminée ou perpétuelle et celle des choses fongibles à quelque titre que ce soit.

Art. 3. — Le contrat de location oblige le preneur à rendre la chose louée à l'expiration du temps pour lequel l'usage lui a été conféré. L'usager ne répond envers le locateur que des dégradations qualifiées abusives par la loi.

Art. 4. — Le prix de la location d'une construction quelconque : maison, usine, hangar, atelier, outillage agencé ou de tout autre objet mobilier et non fongible comprend deux éléments :

1^o Une somme annuelle représentant le remboursement du coût de la création de l'objet loué ;

2^o Une somme annuelle représentant le coût de l'entretien, les frais de gestion ou administration de l'objet loué.

ART. 5. — Lorsqu'il s'agit d'une construction, habitation, etc., le prix de l'usage annuel sera calculé de façon à amortir le coût originel dans un délai de 25 ans à raison de 4 0/0 l'an (annuité 6,4012 0/0).

Art. 6. — Les dépenses d'entretien demeurent à la charge du locateur ; la contribution terrienne établie par la loi sur les superficies bâties sera répartie entre tous les usagers d'une construction, au prorata du prix de location payé par chacun d'eux.

Art. 7. — Tout locateur qui, au moyen des annuités plus haut stipulées, aura reçu le remboursement du coût de la construction louée, ne pourra plus recevoir pour ses frais d'administration, gestion, etc., que 3 0/0 du coût originel et ce par année.

Art. 8. — Tout usager aura toujours le droit de stipuler qu'au bout de vingt-cinq années d'usage et de paiement régu-

lier, la possession de la construction louée lui demeurera acquise. Dans ce cas, il sera subrogé *ipso facto* aux droits et charges du locateur et l'emphytéose sera passée à son nom. Le contrat ainsi stipulé est transmissible par voie d'héritage dans la ligne directe, mais ne peut être cédé sans le consentement du locateur.

Art. 9. — Les droits réservés à l'usager par l'article précédent ne sont applicables que lorsqu'il use de l'intégralité des constructions louées; dans aucun cas le locataire d'une fraction ne pourra devenir possesseur de la fraction louée au bout de vingt-cinq années. Toutefois, s'il y a entente entre tous les usagers d'une même construction, un acte collectif pourra être dressé et la collectivité pourra exercer les mêmes droits que si la location avait été consentie à un seul usager pour la totalité de la construction. Dans ce cas, le contrat relatif à la fraction sera transmissible par voie d'héritage dans la ligne directe, mais ne pourra être cédé sans le consentement du locateur.

Art. 10. — Dans tous les cas ci-dessus exprimés, le droit d'acquisition est inséparable de la jouissance réelle et personnelle et ce à peine de nullité.

Art. 11. — Lorsque, par l'effet de l'intervention collective ci-dessus prévue, la possession d'une construction aura changé de titulaire, la collectivité deviendra de plein droit responsable envers l'Etat de la contribution emphytéotique édictée par la loi, sans que jamais le titulaire cédant puisse être recherché tant à l'égard de la contribution qu'à l'égard des frais.

Art. 12. — Le locateur n'a aucun privilège sur les meubles de son usager à raison de sa créance annuelle. Toutefois, l'usager qui aura laissé passer plus d'une des échéances stipulées dans l'acte de location sans payer la somme fixée, sera déchu de ses droits et pourra être sommairement expulsé par justice. Dans aucun cas, l'expulsé ne pourra être exécuté pour une somme excédant la valeur de deux échéances, quelle que soit la durée de la location.

Art. 13. — Lorsque le contrat de location portera sur des choses mobilières autres que des constructions, en dehors par conséquent de tout acte emphytéotique, le prix de la location annuelle devra contenir l'amortissement de l'objet loué en trois ans au moins et cinq ans au plus, au taux de 2 1/2 0/0 de sa

valeur originelle (1). Dans ce cas, l'amortissement terminé attribuera de plein droit à l'usager la possession de l'objet loué par lui. Toutefois, il est interdit à celui-ci de céder sa location sans l'autorisation du locateur.

Art. 14. — Pour établir la valeur de création des objets mobiliers susceptibles de donner matière à un contrat d'usage, il sera dressé un acte d'origine établissant leur prix de revient ; cet acte certifié sincère, sous la responsabilité civile et pénale du titulaire, sera vérifié et timbré gratuitement par la chambre syndicale du corps de métier compétent et inséré dans le contrat de location à peine de nullité.

Art. 15. — Les objets mobiliers dont la loi autorise l'usage en location sont : les constructions de toute nature, maisons, usines, hangars, ateliers, machines, outils, chariots, voitures, bateaux, instruments de musique, meubles, livres, force motrice naturelle, force provenant des animaux domestiques, et généralement, tout objet dont l'usage peut durer plus de cinq années sans entraîner nécessairement sa destruction automatique.

TITRE IV.

DU TRAVAIL INDIVIDUEL

Art. 1^{er}. — Le fait de concourir, par le travail personnel, à la réalisation d'une utilité sociale constitue un échange et donne lieu à un contrat de coopération.

Art. 2. — Toute coopération donne, à celui qui la fournit, le droit de requérir en retour un prix minimum représentant sa part proportionnelle dans la totalité des moyens d'échange existants au commencement de l'année au cours de laquelle il contracte. Cette part proportionnelle a pour unité la journée. La journée légale contient 7 heures ; chaque heure en plus concourt à former $\frac{1}{7}$ de journée supplémentaire ; le mois contient 28 journées de travail et l'année 300 journées.

Art. 3. — Pour établir les parts proportionnelles, on retranchera de la population recensée les mineurs et les vieillards

(1) Annuité : 3 ans; 35 fr. 01372 0/0.

» 5 ans; 21 fr. 52469 0/0.

dont les invalidités sont à la charge de la collectivité sociale et en outre les mineurs non encore assujettis au travail légal ; le nombre ainsi obtenu servira de diviseur au total exprimant la quantité de monnaie frappée et en circulation au commencement de l'année ; le quotient exprimera le *minimum* de moyen d'échange à obtenir par le travailleur en compensation de son travail annuel. Ce minimum annuel divi-é par 300 donnera le prix de la journée.

(Par exemple, si la population recensée comme il est dit plus haut donne un solde utile de 45 millions et si le total des monnaies ayant cours s'élève à 45 milliards, le minimum des moyens d'échange annuel sera mille francs par tête, soit 3 fr. 33, par jour).

Art. 4. — Le titulaire d'une emphytéose agricole qui aura recours au travail d'autrui devra toujours payer le minimum ci-dessus exprimé ; il ajoutera la dépense de ce chef et ses autres frais au chiffre représentant annuellement la contribution terrienne. Le total ainsi obtenu représentera son apport. Sur le produit brut annuellement réalisé, il prélèvera tout d'abord les avances représentées par son apport, puis une part égale au tiers des produits nets : le reste, soit les 2 tiers, sera réparti également entre tous les coopérateurs au prorata de leurs journées de travail.

Art. 5. — Le titulaire d'une emphytéose industrielle ou son locataire fera, comme il vient d'être dit, masse de sa contribution annuelle, de ses frais industriels et du minimum réservé aux coopérateurs pour obtenir son apport annuel. Après quoi sur le produit brut, aussi annuel, il prélèvera le montant de cet apport plus une somme représentant le quart du produit net ; les $\frac{3}{4}$ restant seront également répartis entre les coopérateurs au prorata de leurs journées de travail.

Art. 6. — L'état, pris comme gérant ou faisant gérer les monopoles qui lui sont attribué par la loi, sera soumis aux mêmes prescriptions relativement au prix minimum et au partage des bénéfices ; toutefois, comme il ne se paye à lui-même, en fait, aucune contribution, il n'en sera pas moins tenu à faire figurer dans son apport annuel un chiffre équivalent à la moitié de la contribution qui serait imposé aux particuliers et de calculer comme il a été dit plus haut.

Art. 7. — Lorsque les entreprises, travaux, exploitations, etc... de quelque nature qu'ils soient, exigeront un approvisionnement préalable de moyens d'échange ou monnaies dans des proportions jugées excédant les forces d'un seul individu, il sera licite de pourvoir à cet approvisionnement en créant une société.

Art. 8. — Dans aucun cas, l'approvisionnement métallique ainsi réuni ne constituera la société propriétaire exclusive des bénéfices ; en conséquence les répartitions entre les coopérateurs non-sociétaires seront faites conformément aux articles 4, 5 et 6 du présent titre et suivant les distinctions y indiquées.

Art. 9. — Les sociétés pourront créer des titres pour valoir représentation de la monnaie rassemblée en vue du but social ; ces titres seront nominatifs, cessibles et transmissibles par simple endos et strictement au pair de la somme qui y est exprimée, à peine, pour les contrevenants, de poursuites correctionnelles.

Art. 10. — Les titres dont il vient d'être question à l'article 9 ne sont considérés par la loi ni comme choses mobilières ni comme choses fongibles ; leur négociation n'est licite qu'au comptant, sans que le prix reproduisant la valeur marquée, comme il vient d'être dit, comporte ni amortissement ni droit d'usage. Leur possession constate seulement le droit du titulaire actuel à participer aux répartitions bénéficiaires.

TITRE V.

DU JEU

Art. 1^{er}. — Toute négociation qui n'a pas pour objet l'échange d'une chose mobilière ou fongible ou la transmission d'une jouissance emphytéotique est qualifiée *jeu*.

Toute négociation de valeurs ou titres créés en vertu des articles 7 et suivants du titre IV et qui ne se terminera pas à l'instant ou par un versement en monnaie ou par une obligation formelle souscrite au vendeur par l'acquéreur est qualifiée *jeu*.

Tout moyen de répartir la monnaie entre les particuliers ayant pour origine des combinaisons dues au hasard est qualifié *jeu*.

Art. 2. — Toute opération de jeu est assujettie à un impôt pouvant atteindre jusqu'au tiers des sommes exposées. L'administration nationale demeurera seule juge des taux à adopter. Pendant la période de liquidation prévue au projet II, l'impôt à prélever sur les opérations qualifiées *jeu de bourse* restera fixé à 2 0/0 comme il est indiqué à l'art. 3 du titre IV du dit projet.

TABLE DES MATIÈRES

AU LECTEUR.....	VII
-----------------	-----

I. — SYNTHÈSE ÉTHOLOGIQUE

I. — GENÈSE DE LA SOUVERAINETÉ

Hors du métal point de salut. — Parasitisme théocratique. — Les propriétaires. — Droit de vivre. — L'acte et l'idée. — L'emphytéose. — La France vendue à l'étranger. — Equilibre des subsistances. — Electeurs, contribuables, rentiers. — Mille accapareurs. — Cataclysmes.....	3
---	---

II. — LES FONCTIONS SOUVERAINES

Triomphe des juiveries. — Trinité, unité. — Le veau divi- nisé. — Lois et coutumes. — Code civil. — Trafic. — La justice et le pape. — La force. — Nobles et mercenaires. — Héroïsme moderne. — L'opinion publique. — La lutte. — La brutalité.....	27
---	----

III. — LES FONCTIONS AUXILIAIRES

Les irresponsables. — Les magistrats et la basoche. — Les subalternes. — Armée et police. — Bailleurs de fonds et journaux.....	38
---	----

IV. — LES FABRICANTS DE LOIS

Convoitises. — Moïse et Justinien. — Les papes sanctifiant les rentes perpétuelles. — Monts-de-piété. — Fausseté du droit. — Les médecins. — Les financiers. — Hypnotisme. — Nouvelle hypothèque. — Contrainte par corps. — Di- vorce. — Rachat des chemins de fer. — Transactions. — Les anonymats. — Morale moderne. — LE DÉPUTÉ. — Provincial et Parisien. — Solliciteur. — Vieux bonze. — L'homme et l'idée. — Palinodies. — Scandales finan- ciers. — LE SÉNATEUR. — Invalide. — Académicien. — Réactionnaire. — Sauveteur de cabinets. — Un rapport en blanc. — Compromissions financières. — LE MINISTRE. — Enrichissement. — Risée des bureaux. — Serf de la haute banque. — Gardien de sérail.....	43
---	----

V. — AUXILIAIRES POUR LES LOIS

Bureaucrates. — Domestiques grincheux. — Echange de niches. — La pelote. — Les bourgeois.....	70
--	----

VI. — RÉFORMES

Le budget. — L'électorat. — L'école. — Limites d'âge.... 76

VII. — LES DÉPOSITAIRES DE LA JUSTICE

Les infailibles. — Tonsure et moustaches. — Personnalisme. — Les perruques. — Récidivistes. — Culte du riche. — Les jurys. — Contradictions du droit. — Les abus de confiance. — Déviation morale de la justice. — Exemples. — L'anonymat. — Etrange jurisprudence. — Le faux n'existe plus. — Les sollicitations. — 1860 et 1867. — Zèle des jeunes, tiédeur des vieux. — Les antécédents. — L'avancement. — Magistrats spéculateurs. — Les plaintes. — L'escroquerie légale. — 23 millions contre zéro. — La finance et la Cour de cassation. — Discipline. — LE PROCUREUR. — Scepticisme. — Mise en scène. — LE JUGE. — Au commerce. — Au civil. — Indépendance et générosité. — LE PRÉSIDENT. — Surveillant. — Les incartades. — Caractères. — Exemples divers. — Juifs et chrétiens. — Le hasard et les avancements..... 89

VIII. — AUXILIAIRES POUR LA JUSTICE

Le garçon de service. — Le greffier. — L'huissier. — Les arbitres. — Les liquidateurs. — Les syndics. — Les experts au civil et au criminel. — Les notaires. — L'avoué. — L'assistance judiciaire. — Un coup de pistolet. — Les adjudications. — Les avocats. — Les questions d'argent. — Conseil de l'ordre. — Tolérance. — Scandales divers. — Ambitions..... 145

IX. — RÉFORMES

Exemples d'honneur. — Comparaisons. — Traitements uniformes. — Limites d'âge. — Brevet et élections..... 183

X. — LES DÉTENTEURS DE LA FORCE

Les faiblesses. — Devoir militaire. — Les brutalités. — Les marins. — GÉNÉRAUX ET PRÉFETS. — Régions et départements. — Ambitions diverses. — Les questions d'argent. — Les femmes. — Scandale de 1875. — Cartouches gaspillées. — Une société anonyme. — Insouciance des législateurs. — Les virements préfectoraux..... 189

XI. — AUXILIAIRES POUR LA FORCE

Officiers et commissaires. — Une histoire navrante. — Le soldat de l'ordre. — La manie du galon. — Consigne. — Acte de probité. — Le gendarme..... 198

XII. — RÉFORMES

Education militaire. — Pièges aux décorés. — La carrière. — Armée active. — Réserves. — Permutations.....	208
--	-----

XIII. — LES DIRECTEURS DE L'OPINION

Le forum. — L'opinion publique. — Pouvoir du journal. — Statistique. — Girardin. — Moloch-Baal. — Quatre men- songes pour une vérité. — Subventions. — Comment on trompe l'opinion. — Témoignages divers. — L'affaire Kaula. — La presse reptilienne en 1866. — L'agence Havas. — La main de l'Allemagne. — L'internationalisme. — La finance et la Presse. — Genèse d'un journal. — Ré- dacteurs et fermiers. — <i>Figaro</i> . — <i>Gil Blas</i> . — <i>Débats</i> . — Leroy-Beaulieu. — Edouard Hervé. — <i>Le Messager</i> . — <i>La</i> <i>Lanterne</i> . — <i>La Revue</i> . — Budget de la presse financière. — Habitudes vénales. — Un syndicat. — Banque natio- nale. — <i>Le Petit Journal</i> . — Témoignages.....	213
--	-----

XIV. — RÉFORMES

?	238
---	-----

II. — MONOGRAPHIES

I. — Ferdinand de Lesseps.....	241
II. — Bocher.....	252
III. — Albert Christophle.....	258
IV. — Henri Germain.....	270
V. — Seillière.....	278
VI. — Blount.....	288
VII. — Ephrussi.....	295
VIII. — Hottinguer.....	304
IX. — Bapst. — Berthier. — Bussierre. — Camus.....	313
X. — Davillier. — Dehaynin. — Denière. — D'Eichtal. — Delessert. — Dreyfus.....	317
XI. — Germiny. — Hachette. — Halphen. — Heine. — Hentsch.....	329
XII. — Magnin. — Oppenheim. — Pillet-Will. — Veil- Picard. — Waddington.....	339

III. — CONCLUSION

I. LIQUIDATION

L'heure psychologique. — Accaparements. — Les besoins. — Difficulté de vivre. — Capital foncier de la France. — Les dévorants. — Le blé. — Théorie juive — Légitima- tion du vol. — Credit foncier. — Exécution. — Capital

mobilier. — Majorations. — Valeurs financières. — Bénéfices fictifs. — Moyen de contrôle. — Circulation monétaire. — Terrains et bâtisses. — Autres fictions. — Nécessités vitales. — L'impôt foncier et le budget. — 45 milliards d'échanges. — Valeurs étrangères. — Invasion, submersion. — Combien sont-ils? — La chambre ardente..... 351

II. FORMULE DES CATASTROPHES

Les fatalistes. — Logique chiffrée. — Formule de la vie. — Besoins de la France. — Cosmopolitisme. — Le libre-échange et la guerre. — Effort quadruple et déficit. — Révolutions. — Traduction en chiffres. — Equilibre des échanges. — Le crédit. — Formule des catastrophes. — Composition des termes. — Fixation et origine des chiffres. — Vérification de la formule dans le passé. — La monarchie, l'Empire, la République. — Application de la formule à l'avenir. — Pronostics. — Moyens de les modifier..... 386

III. RÉFORMES GÉNÉRALES

Le dieu honneur. — Réformes économiques. — Réformes sociales. — Réformes politiques. — Sommaire par article. 419

DOCUMENTS

I. — Les élus d'octobre	427
II. — Le servilisme dans les fonctions.....	428
III. — A propos de saisies immobilières.....	330
IV. — Loyers et cautionnements.....	431
V. — Formule des catastrophes (calculs).....	433
VI. — Codification des réformes	436
§ I ^{er} . — Régime de la propriété. Exposé.....	437
Projet de loi.....	443
§ II. — Assiette de l'impôt et budget de liquidation.	
Exposé	444
Projet de loi.....	455
§ III. — Organisation de l'appropriation et des conventions d'échange entre les particuliers.	
Exposé.....	460
Projet de loi.....	461
Table des matières.....	469
Table alphabétique et index des noms cités.....	473

TABLE ANALYTIQUE

ET

INDEX DES NOMS CITÉS

A

- Acclimation (Sté d'), II, 320.
 Agence Havas, II, 223.
 Agincourt (d'), I, 102.
 Agnès Sorel, I, 94.
 Aguado (Cte de), I, 209, II, 281.
 Alberti, II, 341.
 Alfassa, II, 333.
 Algérienne (Sté générale), II, 319.332.337.
 Alicot, II, 431.
 Allain-Targé, I, 404.
 Allou, II, 194.
 Alloury, I, 160.
 Allumettes (Cie des), I, 203, II, 308.310.342.
 Alméras-Latour (d'), I, 278.
 Andrew-Johnson, I, 276.
 Andrieux, II, 267.
 Anet (Château d'), I, 183.
 Anglesey (Marquis d'), I, 112.
 Angoulême (Duchesse d'), I, 129.
 Anti-sémitique (L'), journal, I, vi.
 Antonelli (Cardinal), II, 246.
 Arlincourt (d'), I, 102.
 Arnaud-d'Andilly-Pourpone (d'), I, 98.
 Arrault et Cie, I, 365-366.
 Artois (Cte d'), I, 201; II, 305.
 Assemblée nationale (journal), II, 307.
 Association financière de Genève, II, 338.
 Assurance maritime, II, 275.332.
 Aubépin, II, 265.
 Aubry, I, 306.
 Audiffret (d'), I, 319.
 Andreix, II, 344.
 Aumale (Duc d'), I, 161.
 Autard de Bragard (Mlle), II, 249.
 Autrichiens (Chemins), I, 224, II, 275.308.321.

B

- Bagnérès, II, 143.144.
 Baird (James), I, 113.
 Balzac, I, 314.
 Bamberg, II, 257.
 Bamberger, I, 213.227.228.376.
 Banques coloniales, II, 308.
 — de Bruxelles, I, 241; II, 341.
 — de France, I, 182.187.209.204; II, 206.308.318.320.329.340.342.
 — de la Chaussée-d'Antin, I, 359.360.
 — de la Nouvelle-Calédonie, I, 280.
 — de l'Empire allemand; I, 241.
 — de l'Indo-Chine, II, 323.337.
 — de Paris, I, 234.
 — de Paris et des Pays-Bas, I, 183.215.216.233.234.242.

- 244.285.286.288.291; II, 314.
 337.
 — d'escompte, I, 338; II, 332.
 — des Pays-Bas, I, 234.
 — du Commerce de Geneve, II, 338.
 — Française et Italienne, II, 332.
 — Franco-Egyptienne, I, 267; II, 323.329.
 — Hypothécaire, 286.320.338.340; II, 268.
 — Hypothécaire de Francfort, I, 241.
 — Hypothécaire des Etats-Unis, II, 329.
 — Internationale de Luxembourg, II, 341.
 — Nationale, I, 352; II, 235.
 — Nationale d'Haiti, II, 324.
 — Ottomane, I, 203; II, 304.308.329.342.
 — Roumaine, I, 242.
 Bapst, II, 313.
 Baragnon (Numa), II, 118.
 Barbox, II, 325-327.
 Barillon, I, 200.
 Baring, I, 113.201.
 Barraia, II, 117.339.
 Barras, I, 200.
 Bartholdi (Baron de), II, 309.
 Baudin, II, 179.
 Bâville, II, 429.
 Baxter (David), I, 113.
 Bazaine, II, 206.
 Beaumont (de), I, 102.
 Beaupoil de Saint-Aulaire, I, 335.
 Bedford (Duc de), I, 112.
 Benazet, I, 160.
 Benoist d'Azy, I, 98.
 Benoit Lucy, II, 165.
 Berger de Xivray, I, 160.
 Berry (Duc de), II, 305.
 Berryer, I, 298.
 Berthelot, I, 97.
 Berthier (Frères), II, 113 144 313.
 Berthier (Ch.-L.), II, 313.
 Bertin (Félonard), I, 159.
 Bertin (Jean), I, 102.
 Bethmont, II, 340.
 Biedermann, II, 298.
 Biesta, II, 118.
 Billy (de), I, 95.
 Bineau, I, 191.
 Bingham (Mines de), I, 241.280.281; II, 271.
 Birague d'Apremont, II, 142.
 Bischoffsheim, I, 247.257.376.
 Bismarck, I, 110.151.219.278. II, 15.221.222.223.257.
 Bixio, I, 309.
 Blache, (de la), I, 100.
 Blanche (Alfred), II, 105.
 Blignières (de), I, 287.
 Blin, I, 97.
 Blount II, 288.307.311.324.
 Bocher, II, 252.311.
 Bœhmer (Elise), II, 99.100.
 Boëtie (Etienne de la), I, x. 380; II, 27.
 Boisgelin (de), II, 284.
 Boismont (de), I, 102.
 Bonaparte (Jérôme), I, 164.
 Bonaparte (Joseph), II, 245.
 Bontems-Mallet, I, 198.
 Bontoux, I, 282.385; II, 275.
 Borda, I, 102.
 Borgeot (François), I, 105.
 Boucher-Cadart, II, 109.127.268.
 Boulainvilliers, I, 97.
 Boulogne (J.-B.), I, 105.
 Boulogne (de), I, 98.
 Bourbon, I, 100.
 Bourgeois (Louis), I, 101.
 Bourgogne (Duc de), I, 63.
 Bourret, I, 101.
 Brimont (Mme de), II, 221.
 Broglie (de), II, 105.
 Broglio, II, 429.
 Brölemann, I, 213.
 Brunois (de), I, 100.
 Brunswick (de), I, 253.
 Buccleugh, I, 112.
 Buret, II, 302.303.
 Busch (D.), II, 223-257.
 Bussière, II, 314.323.
 Bute (Marquis de), I, 112.

C

- Cahen, II, 242.
 Cahen d'Anvers, I, 246.376; II, 334.
 Cahen (dit Lyon), II, 283.
 Cahen (Magistrat), II, 142.143.
 Cail et Cie (Sté), II, 319.
 Caisse centrale populaire de travail et de l'épargne, I, 307. 309.
 Calixte III (Pape), I, 94.
 Calmann-Lévy, I, XII.XV.
 Calonne, I, 104.
 Calthorpe (Lord), I, 112.
 Camondo, I, 208.234.376; II, 242.333.
 Camus, II, 315.
 Canal de la jonction de la Sambre à l'Oise, II, 318.
 Canal des Deux-Mers, I, 177.
 Canalisation de l'Ebre, I, 177; II, 321.
 Capefigue, II, 429.
 Carlier (Pierre), I, 101.
 Carpentier, I, 384.
 Cassagnac (Paul de), I, 366.
 Castries (duc de), I, 336.
 Castro-Palao, II, 277.
 Caussidière (Marc), I, 133.134. 202.
 Cazeaux, II, 118.
 Cazes, I, 101.
 Cenami, I, 96.
 Cercle commercial, II, 313.
 Chabert (Antoinette), II, 341.
 Chambord (comte de), I, 107. 115.164.
 Changarnier (général), I, 130.
 Charbonnages belges, II, 332.
 — Rhénans, I, 280; II, 271.
 Charles-Quint, I, 66.
 Charles V, I, 67.
 Charles VII, I, 63.94.
 Charles IX, I, 75.
 Charles X, I, 202.
 Chassé (général), I, 246.
 Chevalier (Michel), I, 149.150. 179.
 Chevreau (Léon), II, 105.
 Christophle, II, 258.282.311.
 Cibiel, II, 118.
 Cisse, II, 194.221.
 Clairon (journal), I, 367; II, 285.
 Clavière, I, 104.
 Clermont-Tonnerre (de), II, 105.
 Clovis, I, 58.
 Cochery, I, 350.
 Colbert, I, 96.
 Comptoir d'Alsace, I, 277.
 — Comptoir d'Escompte, I, 250. 267; II, 313.330.337.
 — industriel de France, II, 107. 108.113.115.127.
 Concini, I, 79.83.
 Condé (de), I, 99.
 Confiance-incendie, II, 332.
 Conquéré de Monbrison, II, 309.
 Constans, II, 200.
 Constitutionnel (Le), I, 148.172. II, 234.
 Coppée (François), I, 250.
 Cordier (Madame), I, 274.
 Coronio, II, 299.
 Correspondance universelle (journal), II, 234.
 Corvetto, I, 162; II, 252.
 Cossé-Brissac, I, 97.
 Coubert (comte de), I, 97.
 Couche, II, 236.
 Courtefois, II, 119.
 Courtois, I, 9.
 Crawshay, I, 113.
 Crédit (journal le), II, 320.
 Crédit agricole, I, 339.
 — Algérien, II, 314.
 — de France, II, 114.118.144.
 — foncier algérien, II, 344.
 — — anglais, I, 117.
 — — central prussien, I, 152.
 — — colonial, II, 319.337.
 — — d'Autriche, II, 308.
 — — de France, I, 163.204. 287.335.337.338.339.340.345. II, 168.258.263.264.265.267. 268.269.329.363.364.384.
 Crédit foncier de Hongrie, II, 334.
 — — de l'Est, II, 344.
 — — franco-canadien, I, 251.

- Crédit foncier Lyonnais**, II, 344.
 — général (Société de), II, 333.
 — général français, I, 280; II, 112. 144.
 — industriel et commercial, I, 316. 319. 320; II, 319.
 — italien, I, 241.
 — Lyonnais, II, 271. 273. 274. 275. 276. 277.
 — mobilier, 280. 291. 298. 319. 320. 384; II, 321.
 — mobilier belge, II, 299.
 — mobilier espagnol, I, 177. 297. 300; II, 324.
Crispi, II, 218. 219. 220. 222.
Cromwell, I, 109.
- D**
- Dalloz (Paul)**, II, 235.
Dancourt, I, 317.
Danger-Bagneux (Balthazar), I, 105.
David, I, 104.
David (Félicien), II, 247.
David. Salazar et Mager, I, 104.
Davillier, II, 317.
Davoud-Pacha, I, 222.
Dazy, I, 98.
Débats (journal des), I, XI, 147. 148. 150. 159. 160. 172. 179. 267; II, 228. 229. 313.
Decaze (duc), II, 118.
Dehaynin, II, 318.
Delaage (Clément), I, 105.
Delessert, I, 199; II, 309. 317. 321.
Demachy, II, 253. 347.
Démocratie (journal), I, V.
Denière, II, 319.
Dépôts et Comptes courants (Société de), I, 306.
Derby (comte de), I, 112.
Deutéronome, I, 38. 40.
Develle, I, 377.
Devisme (Noël), I, 105.
Devonshire (duc de), I, 112.
Diamants du Cap (Mines de), II, 313.
Didelot, I, 105.
- Docks et Entrepôts de Marseille**, I, 267.
Docks et Entrepôts du Havre, II, 318.
Donon (Armand), I, 305. 376.
Dreyfus, II, 324.
Du Barry (M^{me}), I, 103. 317.
Duclerc, I, 168. 216. 375.
Dudley (comte de), I, 112.
Dufaure, II, 262.
Dupin, I, 101. 104. 105.
Dupin (M^{me}), I, 101.
Dupuis (Jean), I, 367. 368.
Durrieu (H.), I, 314. 375.
Duval (Raoul), I, 291. 350.
Duvancel, I, 105.
Dysart (comte de), I, 113.
- E**
- Eaux (Compagnie des)**, I, 242; II, 290. 308.
Économiste français, II, 229.
Ehrenreich (comte de Redern) (Sigismond), I, 106.
Eichtal (d^r), II, 320. 323.
Emprunt-Coton, II, 271.
Eufantin, I, 200; II, 244. 245. 247. 320.
Entrepôts et Magasins généraux de Paris, II, 319.
Ephrussi, 295. 311. 319.
Équateur (assurance), II, 324.
Erlanger, I, 261. 272. 376; II, 105. 113. 123. 144. 233. 271. 285. 299. 313. 314. 342.
Errera (Léon), II, 299.
Escobar, II, 277.
Est (chemin de fer de l'), II, 314. 318. 321.
Est-Algérien, I, 319.
Événement (journal), I, XI.
- F**
- Farcy (Camille)**, II, 236. 341.
Favre (Jules), I, 151.
Feder, I, 386.
Fénélon, II, 429.
Ferry, 161.

Fernand et Cie (Charles), I, 98.
 Feydeau, I, 170.
 Figaro (journal). I; XI. 180 356.
 370; II, 227. 234. 286. 288 292.
 299 302. 319. 428. 430.
 Financière de Paris (Ste), I,
 307. 308. II, 314.
 — et commerciale du Pacifique
 (Cie), II, 325.
 Fitz-William (Cte de), I, 112.
 Fleury (Cardinal), I, 100. 317.
 Foncière Lyonnaise (Sté), II,
 275.
 Forges de Châtillon. II, 275.
 — de Decazeville, II, 118.
 — et Fonderies du Creuzot, I,
 281.
 Fould, I, 191. 192. 247. 335, II,
 281. 324. 340.
 Fouquet (Nicolas), I, 95.
 Fourcroy, I, 104.
 Française et belge de banque
 et d'escompte (Sté), II, 318.
 France (assurance), II, 313.
 France (journal). I, xi, II, 221.
 222. 230. 234. 236. 313.
 François 1^{er}, I, 67. 71. 77.
 Frédéric IV de Danemarck, II,
 429.
 Freycinet, I, 305.
 Furtado, II, 334. 336.

G

Gabriel d'Estrées, I, 94.
 Galigai, I, 83.
 Galions de Vigo, I, 177.
 Gallifet (de), II, 284.
 Gambetta, I, 1. 131. 215. 329. 351.
 371, II, 179.
 Garnier, I, 61.
 Garnier-Pagès, I, 174.
 Gatineau, I, 189.
 Gaulois (journal), I, xi, 387.
 Gautier, I, 306.
 Gauville, II, 201.
 Gaz (Cie générale du), II, 341.
 — (Cie genevoise de l'indus-
 trie du) II, 338.
 — (Cie parisienne du) II, 315.
 316.

H

Gaz belge, I, 241, II, 319. 341.
 — de Bordeaux, II, 314. 331.
 — et eaux (Cie de), II, 314.
 — et hauts fournaux de Mar-
 seille, II, 275.
 Gérard (général), I 246.
 Gérin, II, 283.
 Germain (Henri), II, 270. 311.
 Germiny, II, 329.
 Gibert Neuilly, I, 105.
 Gibiat, II, 234.
 Gil-Blas (journal). II, 228.
 Gillebert, II, 199. 200. 201.
 Girard (Jean-Marie), voir Sou-
 beyran.
 Girardin (Emile de), II, 215. 270.
 220. 221. 222. 230. 234. 235. 270.
 270.
 Globe (journal), I, 172. 308.
 Globe (de Londres), I, v.
 Glyn (g.), I, 113.
 Godefroy, II, 119. 120.
 Godillot, II, 285.
 Göschen, I, 287. 288.
 Goudchaux, I, 174.
 Grandmauche de Beaulieu, I,
 303.
 Grandval, I, 98.
 Graux (Mme), II, 220. 221. 222.
 Greffulhe, II, 306.
 Grégoire, XIV, I, 74.
 Grévy, I, 350. 351, II, 139 174.
 185. 325. 326 429.
 Grimod de la Reynière, I, 101.
 Guanos du Pérou, II, 325.
 Guérin, I, 384.
 Guestier (baron), II, 335.
 Guillot (Louis), II, 431.
 Guise (de), I, 78.
 Guizot, I, 54.
 Gunsbourg, II, 347.
 Guyot-Montpayroux, I, 350.

I

Hachette, I, v, xii, II, 330.
 Haldon (Lord), I, 112.
 Halphen, II, 332. 340.
 Hamilton (duc de), I, 112.
 Hante (de la), I, 102. 105.

- Haudry de Soucy, I, 102.
 Hautpoul (d'), II, 284.
 Hauts - Fourneaux, forges et aciéries de la marine et des ch. de fer, II, 320.
 Havin, I, 190.
 Haye (de la), I, 102.
 Hébrard (Adrien), I, 235.
 Heine (Henri), I, 132.165.166. II, 333.
 Helvétius, I, 101.196.
 Hénault, I, 98.
 Henri II, I, 94.
 Henri IV, I, 72.74 75 82.94. II, 315.
 Henri V, I, 107.
 Heutsch, I, 337.
 Hérédia, I, 309.
 Herman de Stern, I, 242.
 Hervé (Edouard), II, 229.
 Hesse-Cassel (Landgrave de), I, 137.139.141.197.
 Hippodrome de Paris, I, 280.
 Hirsch (baron) I, 218.232.233. 237.245.294.376, II, 336.337. 342.
 Honduras (emprunt) I, 261.375.
 Hope, I, 201.
 Hottinger, II, 292.304 311.317. 323.334.
 Houillère de la Haute Loire, I, 241.
 — de Montieux Saint-Etienne, I, 241.
 — de Montrambert, II, 275.
 — et de chemin de fer d'Épinac, II, 308.324.
 Human, II, 329.
- I**
- Immeubles de France, II, 118.
 Immobilière (Sté), I, 319, II, 321.
 Indépendance belge (journal), II, 234.
 Industriel (journal l'), II, 306. 318.322.
 Industrielle et commerciale des métaux (Sté), II, 195.196.
 Innocent X, I, 76.
- Internationale (assurance), II, 318.
 Intransigeant (journal), I, v, 368.369.
 Ismaï-Pacha, I, 287.
 Isoard, I, 216.
- J**
- Jacques Cœur, I, 67.93.94.188.
 Jadin, I, 133.
 Jameson, I, 161.
 Janzé (de), II, 195.
 Jardin d'acclimatation, II, 290. 321.
 Jean II d'Aragon, I, 63.
 Jenty, I, 352; II, 234.
 Jésus, I, 44.46.48.50.52.53.
 Joly (Albert), I, 101.
 Josseau (Mc) I, 345.
 Joubert, I, 283.375.
 Journal des économistes, I, 166.
 — d'Indre et Loire, I, iv, 306.
 Judet, II, 236.
 Julienne de Turmenies, I, 388.
 Justice (journal), I, v.
- K**
- Kaulla (M^{re} de), II, 194.220. 221.
 Kergall, II, 270.
 Kervéguen (de), II, 222, 223.
 Kœchlin-Schwartz, II, 428.
 Kœnigswarter, II, 299.
 Kohn, II, 343 347.
- L**
- Laborde, I, 102.
 Laborde (de), II, 253.
 Lacave Laplagne, I, 319.
 Laffitte, I, 254; II, 292.335.
 Laffitte (Odette), I, 274.
 Lagrange, II, 200.
 Laleuse de Grille, I, 105.
 Lalou (Charles), II, 230.235. 236.
 Lambquin, I, 280.
 Langworthy, I, 113.
 Lanterne (journal), I 166.358. 368.369; II, 230.264.265.267. 430.

- Lauriston (Law de), I, 99.
 Lauzun, I, 166.
 Laveissière, II, 195.
 Lan, I, 76.89.92.98.100.
 Lebaudy, I, 281.323.376.385; II, 250.299.319.
 Lechartier, I, 280.
 Leconte, II, 199.200.
 Leczinski (Stanislas), II, 278.
 Lefèvre (Florent), I, 392.
 Lefèvre-Pontalis, I, 161.
 Legendre, I, 98.
 Législature (journal), I, 172.
 Lemoine (John), I, 160.
 Lenté, II, 325.
 Le Riche de la Popelinière (Alexandre), I, 101.317.
 Leroy-Beaulieu, II, 229.250.
 Lesseps (Ferdinand), II, 241.311.
 Lessius, II, 277.
 Le Trésor de la Rocque, II, 81.231.
 Lévitique (Le), I, 37.38.40.
 Lévy-Crémieux, I, 264.376.
 Lexington (Mines de), I, 280.
 L'Huillier, I, 97.
 Liberté (journal), II, 264.
 Ligny (de), I, 46.53.
 Limousin (Ch -L.), II, 236.
 Lincoln, I, 276.
 Linière de Pont-Rémy (Sté), I, 241.
 Live d'Epinay (de la), I, 101.
 Loire (Mines de la), II, 319.
 Louis (l'abbé), I, 162.165.
 Louis-Philippe, I, 3.107.163.333; II, 292.
 Louis IX, II, 93.
 Louis XI, I, 62.66.71.239.
 Louis XII, I, 71.
 Louis XIII, I, 82.83.84.
 Louis XIV, I, 82.85.88.97; II, 92.
 Louis XV, I, 97.102; II, 278.280.305.
 Louis XVI, I, 84.91.
 Louis XVIII, I, 107; II, 305.
 Love (Joseph), I, 113.
 Loyola, I, 68.74; II, 46.
 Luc (St), I, 46.47.52.53; II, 4.
 Luther, I, 68.69.70.
 Lutscher, II, 337.
 Luynes (d'Albert de), I, 83.
-
- Macé, I, 280.
 Mackenzie (E.), I, 113.
 Mac-Mahon, I, 336.351; II, 179.
 Madrid-Saragosse-Alicante (chemin de fer), II, 289.
 Mager, I, 104.
 Magnin, II, 339.
 Mallet, I, 196.375; II, 301.305.310.322.323.334.
 Malthus, I, ix; II, 5.18.19.407.
 Mame, I, 350.
 Marc (St), I, 50; II, 4.
 Maret (Henri), I, 309.
 Marguerite d'Anjou, I, 62.
 Marigny, I, 102.
 Marinoni, II, 236.
 Maritime (Société), II, 321.
 Marlier, I, 359.360.
 Martin, I, 309.
 Martin V, II, 46.
 Mary Raynaud, I, 382.384.386.388.
 Maserani, I, 96.
 Mason, I, 276.
 Mathieu (St.), I, 46.47; II, 4.
 Maupéon, I, 95.
 Maurepas, I, 165.166.
 Mazade, I, 102.
 Mazarin, I, 79.83.95.
 Médicis, I, 67.83.94.
 Meissonnier, II, 302.
 Ménard-Dorian, I, 397.
 Ménier, II, 320.
 Merton, II, 299.
 Messenger de Paris (journal), II, 229.
 Messagerie fluviale de Cochinchine, II, 107.
 — maritimes, II, 324.
 Midi (assurance), II, 319.
 Midi (chemin de fer du), I, 201, II, 321.
 Mill, II, 5.19.
 Millaud (Alphonse), II, 236.

Millaud (Polydore), II, 282.
 Millerand, II, 303.
 Mills (J.-R.), I, 113.
 Mirès, I, 202.282.302.385.
 Mohammed Saïd-Pacha, II, 248.
 Moïse, I, 37.39.52.61.65; II, 5.
 10.
 Mokta-el-Hadid (Mines de), II,
 320.338.
 Mole (de), I, 97.
 Molière, II, 45.137.
 Moniteur universel, II, 234.
 Montaut (de), I, 104.
 Montesquieu, I, 45; II, 429.
 Montigny, I, 98.
 Montijo (Eugénie de), II, 247.
 Montmerque (de), I, 93.
 Moreau (Syndic), I, 186.281.376.
 Morel (Jules), I, 160.
 Morgun (Emprunt), II, 224.
 Morry (duc de), I, 275.308.349.
 352
 Morpurgo, I, 250.
 Murat, I, 95.251; II, 335.

N

Napoléon I^{er}, I, 115; II, 280.
 Napoléon III, I, 107.130; II,
 247.254.
 Nassau (Ch. de fer de), II, 282.
 National (Journal), I, 172.179.
 Nationale (Incendie), II, 308.
 318.342.
 — (Vic), II, 308.318.342.
 Necker, I, 104.196.197.
 Nélaton (Docteur), I, 187.
 Nemours (duc de), I, 129.
 Nerville, I, 93.
 Nessant, I, 200.
 Ney d'Elchingen, II, 335.
 Nord (Ch. de fer du), I, 172.175.
 202.286; II, 275.292.307.308.
 319.329.342.
 Nord de l'Espagne (Ch. de fer),
 II, 324.
 Norfolk (duc de), I, 112.
 Northumberland (duc de), I, 112.
 Nouton, I, 181.
 Nouvelle Presse (journal), II,
 236.

Nouvelle-Union, II, 309.

O

Oberkampff, I, 204.
 Ollivier (Emile), II, 177.178.
 Omnibus (Cie des), II, 313.314.
 Omnibus du travailleur (Sté), II,
 333.
 Omnium (de Lyon), II, 275.
 Oppenheim, I, 248; II, 299.337.
 340.
 Orléans (princes d'), I, 129; II,
 252.254.255.428.430.
 — à Châlons (Ch. de fer), II, 314.
 — à Corbeil (Ch. de fer), I, 342.
 O, seigneur de Fresne (Fran-
 cois d'), 95.
 Oudet, I, 344.
 Ouest (Ch. de fer), I, 288.289;
 II, 324.329.
 Ouvrard, I, 200.307.

P

Padern et Montgaillard (Mines
 de), II, 335.
 Pagot, II, 165.430.
 Palais d'Auteuil, I, 280.
 Pamard, I, 326.385.
 Pamberton Heywood, I, 113.
 Panama (Canal), II, 249.250.
 Papillon de Haute-roche, I, 105.
 Paraguay, I, 75.76.
 Parent, II, 184.
 Paris (journal le), II, 343.344.
 Paris (les frères), I, 100.
 Paris-Lyon-Méditerranée (Ch.
 de fer), I, 204.286; II, 289.
 308.
 Pascal (Blaise), II, 277.
 Paulze (Jacques), II, 105.
 Pays (journal), I, iv, 367; II,
 234.285.
 Pel, II, 99.100.
 Pérrégaux, I, 200.
 Pereire, I, 190.296.376.384;
 II, 242.247.299.321.333.
 Périer (Casimir), II, 317.
 Persil (notaire), II, 299.
 Petit-Bergonz, II, 105.

- Petite France (journal), I, 356.
 358.364.
 — République française. I, 308.
 — Journal, I, 234.235.
 Phalange (journal), I, 384.390.
 391.112.
 Philippart, I, 383.
 Philippe de Valois, I, 67.
 Philippe le Bel, II, 45.
 Phosphates de Sombbrero, II,
 280.
 Pie IX, II, 245.
 Pierre (St), II, 48.50.
 Pilate, I, 46.
 Pillet-Will, II, 242.
 Pinto, II, 341.
 Platrière de Paris, I, 280.
 Pléneuf (de), I, 100.
 Pognac (de), I, 307.
 Pompadour (M^{me} de), I, 101.
 Porgès, II, 299.302.
 Portalis, II, 222.
 Portland (Duc de), I, 112.113.
 Portugais (Chemins), I, 319. II,
 289.319.
 Presse (journal), I, 172.173; II,
 259.282.
 Prévost-Paradel, I, 160.
 Prévôt (Jean-Joseph), I, 102.
 Prie (Marquise de), I, 100.
-
- Quesnay de Beaurepaire, II, 99.
 100.165.
-
- Rameau, I, 317.
 Ramsden (Sir J.-W.), I, 112.
 Raspail, I, 305.
 Ratisbonne (L'abbé de), I, 244.
 Réassurances générales (Sté de).
 II, 105.113.118.
 Rendu, I, 161.
 Réforme financière, II, 230.264.
 Régie cointéressée des tabacs,
 I, 241.
 Reinach, II, 343.347.
 Renan, I, 45.
 République française (journal),
 II, 228.
- Revue des Deux-Mondes, II, 245.
 — financière et économ., II, 230.
 — pratique et critique de juris-
 prudence, II, 260.
 Rewenslaw, II, 429.
 Ribot, I, 178.
 Richard Cœur de Lion, II, 430.
 Richelieu, I, 83.162.317.318; II,
 334.
 Rieux (Cte de), I, 97.
 Ring (de), I, 287.
 Rivet (Gustave), II, 236.
 Rivière (Commandant), I, 368.
 Rivoli (Duc de), II, 335.
 Robespierre, I, 105.106.198.
 Rochechouart (de), I, 307.
 Rochefort, I, 177.369.
 Romanet, I, 97.
 Rothschild, I, 127.157.158.160.
 161.164.172.173.176.182.186.
 195.197.201.202.203.220.229.
 241.245.253.277.283.287.298.
 352.376 ; II, 15.118.246.255.
 292.300.301.302.306.307.322.
 334.346.
 Rougemont, II, 305.
 Rouland, I, 377.
 Rousseau (J.-J.), I, 101.
 Royer-Collard, II, 262.
 Ruben de Couders, II, 114.144.
 Ruiz, I, 309.
-
- Sables aurifères du Cambodge,
 I, 367.368 ; II, 284.
 Sagan (de), II, 284.286.
 Sahuguet d'Espagnac, I, 104.
 Saillard, II, 184.
 Salazar, I, 104.
 Salins du midi, II, 318.321.
 Sambre française canalisée, II,
 318.
 Samuel Bernard, I, 96.
 Sanlot (Albert), I, 105.
 Sautter, I, 283.289.375.
 Sautter de Beauregard, I, 294.
 Say (J.-B.), II, 5.
 Say (Léon), I, 153.155.178.186.
 195.198.294.376.
 Sax, I, 148.

Schneider, II, 281.
 Secrétan, II, 195.196.
 Sée (Léopold), II, 314.
 Séguin, I, 200.
 Seillière (baron), I, 367; II, 278.
 311.347.
 Semaine financière, II, 230.234.
 Sénac, I, 102.
 Siècle (journal), I, 172; II, 340.
 Simon (Clément), II, 105.118.
 Slidell, I, 276.277.
 Société générale, I, 259; II, 289.
 319.325.
 Soir (journal), I, xi. II, 265.
 Soleil (journal), II, 229.
 Soleil-Vie, II, 335.
 Soubeyran, I, 287.333.374.384;
 II, 263.264.265.267.268.328.
 Soudry, II, 302.
 Soumâh et de la Tafna (Mines
 de), II, 338.
 Sous-comptoir des Chemins de
 fer, II, 321.
 Staub, I, 305.307.
 St-Barthélemy (La), I, 75.
 Ste-Amaranthe (de), I, 102.
 St-Louis, I, 63.
 St-Simon, I, 106; II, 306.317.
 322.429.
 Stern, I, 213.240.376; II, 242.
 333.
 Sud de l'Autriche (Ch. de fer),
 II, 289.
 Sully, I, 72.75.95.
 Sutherland (duc de), I, 112.

T

Talabot (Paulin), II, 245.247.
 248.
 Talleyrand-Périgord (abbé), I,
 104.
 Tassin, I, 350.
 Télégraphe (journal), II, 222.
 — du Nord (Grande Compagnie
 des), II, 256.
 Tempier et Cie, I, 97.
 Temps (journal), I, v, II, 228.
 234.
 Terray (l'abbé), I, 103.104.
 Thelusson, I, 104.106.

Thierry (Augustin), II, 306.
 Thiers, I, 151.162.229; II, 231.
 Thornton (R.), I, 113.
 Times (journal), I, 328.
 Tirard, I, 271.
 Tissot (Victor), II, 223.
 Tisza-Eslar (Affaire de), I, 152.
 Toussenet, I, v, 3.159.
 Tramways (Cie générale fran-
 caise de), II, 332.
 Transatlantique (Cie), I, 297.
 300.
 Transports (Sté de), II, 107.108.
 — Maritimes à vapeur, II, 200.
 319.
 Tredegar (Lord), I, 112.
 Tronchin, I, 102.
 Tulin, I, 279.
 Turquie (Chemins de fer), II,
 290.338.

U

Union-Bank (de Francfort), I,
 241.
 Union des ports, I, 242.
 — et Phénix espagnol, II, 332.
 — générale, I, 216.217.224.327.
 329.385.391; II, 105.112.123.
 144.275.
 — incendie, II, 321.337.
 — (journal), I, iv.
 — vie, II, 321.337.
 Urbaine-incendie, II, 320.
 — vie, II, 326.

V

Vacherot, II, 177.
 Vaney, II, 118.119.120.121.
 Vasquez, II, 277.
 Vaudois (Les), I, 77.
 Vaux (Cte de), I, 95.
 Veil-Picard, II, 343.344.
 Vendée (Chemin de fer de la),
 II, 234.
 Vento (Jean), I, 105.
 Viboux, I, 277.
 Vichy (Établissement thermal
 de), II, 320.
 Villard, I 309.

Ville de Paris (journal), I, 358.	Williams (J.), I, 113.
Villèle, I, 202.306.329.	Wilson (Daniel), I, 347.374.376; II, 273.284.339.
Villemeissant, II, 235.	Wimpffen (Cte de), I, 225.
Voiture de Paris, II, 324.	Wolff (Albert), I, 132.
Voltaire, I, 63.100.196.197 ; II, 139.429.	Wollheim de Fonseca, II, 223.
Vuitry, II, 272.	Wolverton (Baron) (G. Glyn), I, 113.
W	
Waddington, II, 345.	Z
Waldeck-Rousseau, II, 325.	
Waldemar (Prince), II, 428.	
Wigley (Th.), I, 113.	
	Zameti, I, 68, 94.
	Zodiaque, II, 144.

ERRATUM

2^{me} volume, page 274, ligne 8 :
au lieu de : 57 *millions*, lire 570 millions.

PUBLICATIONS RÉCENTES DE LA LIBRAIRIE E. DENTU

AUGUSTE BARBIER		ALPHONSE DAUDET		Les Monstres Parisiens.	
Iambes et Poèmes. 1 v.	3 50	Aventures prodigieuses		1 vol.	3 50
Études dramatiques. 1 v.	3 50	de Tartarin de Taras-		Le Roi Vierge. 1 vol.	3 50
ADOLPHE BELOT		con. 1 vol.	3 50	Toutes-les-Amoureuses	
Adulter. 1 vol.	3 50	Le même, illustré.	10 »	1 vol.	3 50
Alphonsine. 1 vol.	3 50	Tartarin sur les Alpes.		Le Rose et le Noir. 1 vol.	3 50
Une Affolée d'amour. 1 v.	3 50	1 vol.	3 50	La Vie et la Mort d'un	
L'Article 47. 1 vol.	3 50	L'Évangéliste. 1 vol.	3 50	Clown. 2 vol.	7 »
La Bouche de M ^{re} X.		Jack. 2 vol.	7 »	Tendrement. 1 vol.	3 50
1 vol.	3 50	Robert Helmont. 1 vol.	3 50	Le souper des pleu-	
Le Chantage. 1 vol.	3 50	Le même, illustré.	10 »	reures. 1 vol.	3 50
Courtisane. 1 vol.	3 50	Les Rois en exil. 1 vol.	3 50	MAURICE MONTEGUT	
Les Cravates blanches.		ALBERT DELPIT		La Faute des autres. 1 v.	3 50
1 vol.	3 50	La Famille Cavallié.		L'Arétin, drame.	4 »
La Femme de feu. 1 v.	3 50	2 vol.	7 »	IMBERT DE SAINT-AMAND	
La Femme de glace.		Jean Nu-Pieds. 2 vol.	7 »	Les Femmes de Ver-	
1 vol.	3 50	Le Mystère du Bas-		sailles. 5 volumes.	
M ^{lle} Giraud ma femme.		Mendon. 1 vol.	3 50	Les Femmes des Tui-	
1 vol.	3 50	FERDINAND FABRE		leries. 1 vol.	
ÉMILE BERGERAT		L'Abbé Tigrane. 1 vol.	3 50	Chaque vol.	3 50
Vie et Aventures de		Les Courbezons. 1 vol.	3 50	Edition illustrée. 2 vol.	
Caliban. 1 vol.	3 50	M ^{lle} de Malavielle. 1 vol.	3 50	in-8° soleil, chaque.	20 »
Ours et Fours. 2 vol.	10 »	Le Marquis de Pierre-		Portraits de grandes	
CLAUDE BERNARD		rue. 2 vol.	7 »	Dames. 1 vol.	3 50
Arthur de Bretagne. 1 v.	5 »	La Petite Mère. 4 vol.	14 »	Madame de Girardin.	
H. DE BERNIER		ARSENE HOUSAYE		1 vol.	3 50
Comment on devient		La Comédie au coin du		EUGÈNE SCRIBE	
belle. 1 vol.	3 50	feu. 1 vol.	3 50	Œuvres complètes en	
Le Jeu des Vertus. 1 v.	3 50	Alice. 1 vol.	3 50	76 vol. à	2 »
La Lizardière. 1 vol.	3 50	Le Chien perdu. 2 vol.	7 »	ALBÉRIC SECOND	
CHAMPFLEURY		La Comédienne. 1 vol.	3 50	Misères d'un prix de	
La Comédie de l'Apôtre.		Confessions. 4 vol.	24 »	Rome. 1 vol.	3 »
1 vol.	3 50	KRAZEWski		Roman de deux Bour-	
Histoire de la Cari-		Le Juif. 1 vol.	3 50	geois. 1 vol.	3 »
cature. 5 v. chaque.	5 »	RICHARD LESCLIDE		Le Tiroir aux Souvenirs.	
Histoire de l'imagerie		Contes extra-galants.		1 vol.	3 »
populaire. 1 vol.	5 »	1 vol.	6 »	La Vicomtesse Alice. 1 v.	3 »
LÉON CLADEL		Propos de table de Vic-		La Vie facile. 1 vol.	3 »
Héros et Pantins. 1 vol.	3 50	tor Hugo. 1 vol.	6 »	VICTOR TISSOT	
Effigies d'inconnus. 1 v.	3 50	La Femme impossible.		L'Allemagne amou-	
JULES CLARETIE		1 vol.	3 50	reuse. 1 vol.	3 50
Les Amours d'un Interne		HECTOR MALOT		La Police secrète prus-	
1 vol.	3 50	L'Ange du Monde.		sienne. 1 vol.	3 50
Jean Mornas. 1 vol.	3 50	4 vol.	12 »	Russes et Allemands.	
Journées de Vacances.		Les Batailles du Maria-		1 vol.	3 50
1 vol.	3 50	ge. 3 vol.	9 »	La Russie et les Russes.	
La Maîtresse. 1 vol.	3 50	Un Beau Frère. 1 vol.	3 »	1 vol.	3 50
Le Million. 1 vol.	3 50	La Belle Madame Donis.		De Sadowa à Sedan. 1 v.	3 50
Monsieur le Ministre. 1 v.	3 50	1 vol.	3 »	La Société et les Mœurs	
Noris. 1 vol.	3 50	Les Besoigneux. 2 vol.	6 »	allemandes. 1 vol.	3 50
Le Prince Zilah. 1 vol.	3 50	Cora. 1 vol.	3 »	Vienne et la Vie vien-	
Le Train 17. 1 vol.	2 50	Clotilde Martory. 1 vol.	3 »	noise. 1 vol.	3 50
		Madame Obernin. 1 vol.	3 »	Voyage au Pays des	
		La Petite Sœur. 2 vol.	6 »	Milliards. 1 vol.	3 50
		Sans Famille. 2 vol.	6 »	Voyage aux Pays an-	
				1 vol.	3 50
				au Pays des	
				es. 1 vol.	3 »
				à Vienne. 1 v.	
				illustre.	10 »

65

89

156ST2

53

005

BR

21

6097

Le nouveau Décaméron

illustrés, de Contes et Nouvelles, par les plus célèbres auteurs contemporains. Chaque volume. 6 fr.

This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

Google™ books

<https://books.google.com>





A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

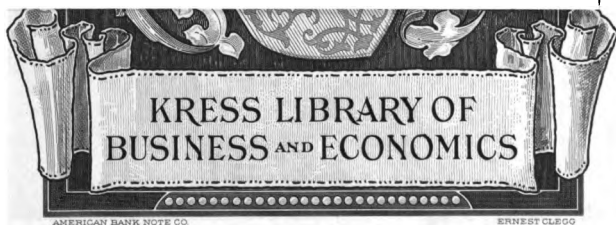
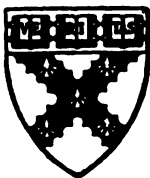
- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

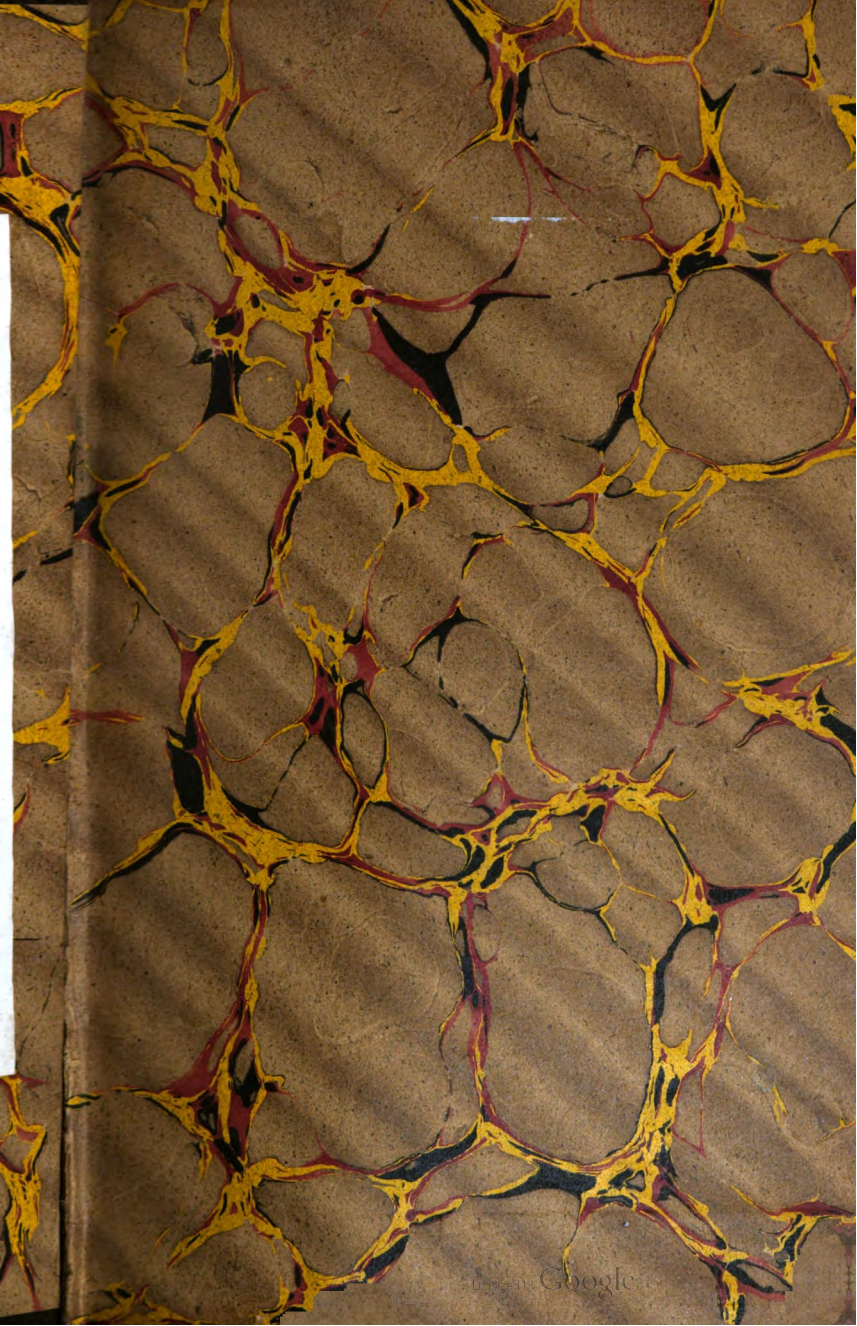


**HARVARD UNIVERSITY
GRADUATE SCHOOL
OF BUSINESS
ADMINISTRATION
BAKER LIBRARY**



AMERICAN BANK NOTE CO.

ERNEST CLEGG



L'AGIOTAGE
SOUS LA TROISIÈME RÉPUBLIQUE

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

Les Rois de la République, <i>histoire des juiveries</i> (nouvelle édition annotée et augmentée, 1888), 2 volumes....	7 fr. »
La Prochaine Révolution (1886).....	2 fr. 50
La Haute Banque et les Révolutions (nouvelle édition, revue et augmentée) (1888), 1 volume	3 fr. 50
Lettres d'un Marseillais sur l'Exposition universelle de 1867, avec gravures (1867), 1 volume	5 fr. »
La Vénalité dans le journalisme (brochure)	» » 25

En préparation :

LES BRIGANDAGES HISTORIQUES

HISTOIRE DE QUATORZE SIÈCLES

Divisions de l'ouvrage :

- I. — PÉRIODE SALIQUE.
- II. — PÉRIODE FÉODALE.
- III. — PÉRIODE MERCANTILE.
- IV. — PÉRIODE AGIOTEUSE.

Cette dernière période comprend les subdivisions suivantes :

- L'AGIOTAGE** sous les BOURBONS (1610-1774).
- sous la RÉVOLUTION (1774-1804).
 - sous BONAPARTE et la RESTAURATION (1804-1830).
 - sous les ORLÉANS (1830-1852).
 - sous le SECOND EMPIRE (1852-1870).
 - sous la TROISIÈME RÉPUBLIQUE (1870-1887).
-

Pour paraître prochainement :

L'ANALYSE SOCIALISTE (Conférences élémentaires).

SAINT-DENIS. — IMPRIMERIE LÉON MOTTE, 20 BIS, RUE DE PARIS

LES BRIGANDAGES HISTORIQUES

AUGUSTE CHIRAC

L'AGIOTAGE

SOUS

LA TROISIÈME RÉPUBLIQUE

1870-1887

TOME SECOND

« Dans une monographie
« des siècles, le XIX^e devrait
« s'appeler le siècle de l'es-
« croquerie. »

Les rois de la République

1^{er} volume, page 19.



PARIS

NOUVELLE LIBRAIRIE PARISIENNE

ALBERT SAVINE, ÉDITEUR

18, RUE DROUOT, 18

list
coll
JWV
C541
v. 2

II

PROGRESSIONS ANARCHIQUES

(Suite)

WJ 3-16-8J

V

Trompettes de Jéricho.

PÉRIODE 1882-1883-1884

SOMMAIRE. 1882. — Dictature occulte. — Les petits Catons. Inondation de financiers. — Le pick-pocket. — La cagnotte. — Le krach. — Les bottes de Bismarck. — Où sont les naïfs. — Plan autrichien. — Bourgeois pudique. — Toucher à Monseigneur?! — Encore Léon Say ministre. — Pauvres agents de change! — Le siège du *Petit Journal*. — La *Paix* moraliste! — Palinodies de la *République française*. — Comédie égyptienne. — Où est la civilisation? — Intrigue tunisienne. — Clairvoyance malgache. — Syndicats professionnels. — Horrible guerre de classes. — L'avocat d'Amiens. — Les grévistes vendus aux Anglais. — La police. — La misère monte. — Idées anti-juives. — Le réquisitoire de Wimpffen.

J'arrive aux épopées finales.

A partir de 1882 vont se dérouler, avec une rapidité vertigineuse, toutes les conséquences des fautes, des ignorances ou des férocités qui ont été accumulées pendant les quatre périodes précédentes, et qui ont fini par installer officiellement la corruption dans le palais du chef de l'État.

Là, en effet, habite maintenant un homme qui réalisera facilement la dictature occulte qu'on avait tant reprochée à Gambetta ; seulement, cet homme, n'ayant à sauvegarder ni une considération personnelle, ni une attitude de parti, ni, comme le tribun de Cahors, un passé retentissant, sera bien plus à l'aise pour le choix des moyens et, naturellement, il emploiera, de préférence, ceux dont il se souviendra d'avoir vécu pendant sa jeunesse de parasite dépravé et cynique ; aussi les valets de la République appelleront « notre dauphin » celui que les garçons et les filles du Café Anglais avaient appelé « M. Daniel », et les magistrats qui l'avaient interdit : « le sieur Wilson ».

Par les courtages financiers, il prendra les entremetteurs et les entremetteuses ; par des impunités, il se fera une armée de malfaiteurs et, par des pourboires plus ou moins déguisés, il séduira la plupart des cochers du char de l'État, vulgairement appelés députés.

Hélas ! ce que j'écris en triste prose, Clovis Hugues l'a dit en vers splendides, dans *l'Intransigeant*, en plein mois de mai, montrant, par là, que l'odeur fade des officines véreuses avait, à ce point, envahi l'atmosphère qu'elle en avait chassé le parfum des premières violettes.

Dans des strophes intitulées : *Les Députés d'affaires*, le poète s'exprimait ainsi :

Tant qu'ils ont eu besoin, pour piper les suffrages,
De jouer les petits Catons,
Et de faire sonner la doctrine des sages
Au bois creux de leurs mirlitons ;

.

Certes nous avons cru qu'ils iraient à l'histoire
Sans trahison, sans attentat ;
Qu'ils se refuseraient à monnayer leur gloire
Sur le vieux comptoir de l'État ;
.

Mais, ô dérision ! sitôt que ces fantoches
Se sont trouvés assis sur nous,
Ils ont tendu les reins pour fouiller dans nos poches
Et nous voler nos quatre sous ;
.

Dame ! on est député pour arrondir sa bourse,
Messieurs, l'argent sent toujours bon,
Et le Pactole grec, aujourd'hui, prend sa source
Aux couloirs du Palais-Bourbon !
.

Honte ! juste au moment où, sauvé de l'abîme,
Le peuple, pilote éternel,
Croyait voir se lever quelque étoile sublime,
Entre les vagues et le ciel ;
.

Nous avons vu monter dans l'aube triomphale,
Au bas du ciel profond et doux,
La petite rondeur mystérieuse et pâle
D'un tas de pièces de cent sous !

Cette énergique et splendide satire était bien méritée, hélas ! par la Chambre élue au milieu du vertige agioteur de 1881.

J'ai déjà dit de quel pourchas avaient été l'objet les places et les emplois, surtout les sinécures grassement payées par l'État ; ceux qui n'avaient pu, ou osé, la *liorée*, s'étaient jetés dans les sociétés financières ; toute une légion de néo-possédants était entrée dans les conseils d'administration des nouvelles sociétés.

Le Sénat, à la fin de 1882, ne comptait pas moins de 52 administrateurs ou intéressés notoires de

sociétés diverses, en dehors, même, des actions possédées silencieusement et soigneusement dissimulées.

Voici la liste des sénateurs notoirement liés avec des conseils d'administration, soit par des fonctions, soit par des opérations devenues publiques :

Andlau (comte d') : *Chemins de fer de l'Orne.*

Arbel : *Assurance financière.* — *Banque centrale du travail et de l'épargne.* — *Société industrielle et commerciale des métaux.*

Baragnon : *Crédit de France.*

Bardoux : *Crédit industriel et commercial.*

Barrot : *La Foncière.* — *Compagnie algérienne.* — *Chemins de fer de Bône à Guelma.*

Barthélemy-Saint-Hilaire : *Mines de Tharsis.*

Bernard : *Grande Compagnie d'assurances.*

Bocher : *Crédit mobilier espagnol.* — *Chemins de fer du Midi.*

Bondy (de) : *Chantiers et ateliers de la Gironde.*

Bonnet : *Banque maritime.* — *Crédit foncier de France.*

Bozérian : *Gaz central (Lebon).*

Broglie (duc de) : *Union générale.*

Brunet : *Centrale-vie.* — *Comptoir de l'industrie linière.*

Cazot : *Alais au Rhône.*

Chabaud-Latour (général baron de) : *Chemins de fer de l'Ouest.* — *Docks et entrepôts du Havre.* — *Mines de Mokta-el-Hadid.* — *Forges et fonderies de Santander et Quiros.*

Claude des Vosges : *Banque centrale du travail et de l'épargne.*

Cordier : *Assurance financière.* — *Banque d'escompte.* — *Docks et entrepôts de Rouen.*

Dauphin : *Aigle-incendie.* — *Crédit général français.*

Denormandie : *Nationale incendie.* — *Le nickel.*

Duclerc : *Banque de Paris et des Pays-Bas.* — *Crédit foncier franco-canadien.* — *Chemins de fer andalous.*

Dupuy-de-Lôme : *Forges et chantiers de la Méditerranée.* — *Messageries maritimes.*

Dutilleul : *Banque de Paris et des Pays-Bas.* — *Crédit foncier.*

Duval : *Grande Compagnie d'assurances.* — *Compagnie parisienne du gaz.*

Fay (du) : *Assurance financière.*

- Feray : *Comptoir de l'industrie linière.*
Ferroüillat : *Crédit Lyonnais. — Houillères de Montrambert. Mines de Mokta-el-Hadid.*
Flers (de) : *Caisse générale des familles. — Mines de la Grand-Combe.*
Fournier : *Banque commerciale et industrielle. — Compagnie franco-algérienne. — Mines de Mafidano.*
Gouin : *Banque de France. — Banque de Paris et des Pays-Bas. — L'Urbaine et la Seine (assurance). — Gaz pour la France et l'étranger.*
Guiffrey : *Compagnie foncière de France. — Crédit foncier et agricole d'Algérie. — Crédit foncier de France.*
Haussenville (d') : *Chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée.*
Honnoré : *Banque de l'Algérie.*
Humbert : *Compagnie générale française de tramways. — Mines de Campagnac.*
Labiche : *Nord-incendie. — Banque centrale du travail et de l'épargne.*
Lareinty (de) : *Crédit foncier colonial.*
Legay (baron) : *Crédit foncier de France. — Société financière de Paris.*
Magnin : *Banque de France.*
Martenot : *Caisse générale des familles. — Rente foncière. — Forges de Châtillon-Commentry.*
Masson (de Mortfontaine) : *Monde-accidents. — Comptoir d'es-compte. — Crédit Lyonnais. — Foncière Lyonnaise.*
Montaignac (de) : *Caisse mutuelle des Reports.*
Oudet : *Crédit foncier et agricole d'Algérie.*
Palotte : *Union mobilière. — Banque de prêts à l'industrie.*
Parent : *Banque centrale du commerce.*
Pélissier (général) : *Chemin de fer de Lyon à la Croix-Rousse.*
Pouyer-Quertier : *Télégraphe de Paris à New-York.*
Roussel : *Houillères d'Ahun.*
Roy de Loulay : *France-incendie.*
Say (Léon) : *Chemins de fer de Madrid-Saragosse-Alicante. — Houillères et fonderies de l'Aveyron.*
Scherer : *La Foncière.*
Scheurer-Kestner : *Matières colorantes de Saint-Denis.*
Tesserenc de Bort : *Chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée. — Chemins de fer de Madrid-Saragosse-Alicante. — Mines de Mokta-el-Hadid.*

A la Chambre des députés, c'était bien pis encore; près de *cent* députés étaient inféodés à la finance agioteuse, de la même façon que les sénateurs.

Voici la liste des noms, dressée d'après le même système :

- Achard : *Foncière-vie*.
Arnoult : *Jardin d'acclimatation*.
Audiffred : *Caisse générale des familles*.
Baïhaut (Charles) : *Société des pêcheries françaises*.
Bert (Paul) : *Banque centrale du travail et de l'épargne*.
Bischoffsheim : *Banquier*.
Bontoux : *Société financière de Paris*.
Bouchet (Brutus) : *Epargne populaire*. — *Zodiaque (assurance)*.
Bourgeois : *Progrès national (assurance)*. — *Banque commerciale et industrielle*. — *Compagnie franco-algérienne*. — *Mines de Mafidano*.
Bouthier : *Crédit Lyonnais*.
Brame : *Forges de Chatillon-Commentry*.
Bravet : *Courtier financier égyptien*.
Brelay : *Progrès national (assurance)*.
Brice (René) : *Caisse générale des familles*. — *Crédit foncier et agricole d'Algérie*. — *Crédit foncier de France*. — *Crédit foncier franco-canadien*. — *Chemins de fer de l'Ouest*.
Cazeaux : *Crédit mobilier*. — *Immeubles de France*.
Christophle : *Crédit foncier*. — *Briouze à la Ferté-Macé*.
Cibiel : *Houillères et fonderies de l'Aveyron*.
Constans : *Ex-industriel en Espagne*.
Couturier : *Crédit foncier colonial*.
Danelle-Bernardin : *Wassy à Saint-Dizier*.
Delaporte : *Banque franco-égyptienne*.
Desprez : *Providencia-accidents*.
Develle : *Banque commerciale et industrielle*. — *Compagnie franco-algérienne*.
Dufour (baron) : *Compagnie franco-algérienne*.
Durand : *La Métropole*.
Durieux : *Société de construction Dyle et Bacalan*.
Etienne : *Banque centrale du travail et de l'épargne*.
Faure : *Union-vie*.

- Ferry (Charles) : *Confiance-incendie*. — *Banque franco-égyptienne*.
- Gaillard : *Banque de France*.
- Gautier : *Chemin de fer d'Orléans*.
- Gavini : *Banque transatlantique*. — *Compagnie transatlantique*.
- Gérard (baron) : *Chemins de fer de l'Ouest*. — *Compagnie des eaux*. — *Houillères de la Haute-Loire*.
- Germain (Henri) : *Crédit Lyonnais* — *Foncière lyonnaise*. — *Chemins autrichiens*. — *Nord de l'Espagne*. — *Gaz de Marseille*. — *Forges de Châtillon-Commentry*. — *Houillères de Montrambert*.
- Gévelot : *Métallurgie et fournitures*.
- Giraud : *Banque de l'Algérie*.
- Girerd : *Banque centrale du commerce*.
- Guichard : *Messageries maritimes*.
- Hérédia : *Banque centrale du travail et de l'épargne*.
- Hovius : *Banque maritime*.
- Janzé (de) : *Monde-accidents*.
- Jolibois : *Banque transatlantique*.
- Kergorlay : *La Foncière*. — *Immeubles de France*. — *Parc de Passy*.
- Laisant : *Progrès national (assurance)*. — *Assurance financière*.
- Lalanne : *Banque de la Guyane*. — *Compagnie générale des omnibus*.
- Laroche-Joubert : *Industriel*.
- Lavielle : *Union nationale*.
- Lebaudy : *Spéculateur, banquier*.
- Lecomte : *Forges et fonderies de Santander et Quiros*.
- Lelièvre : *Compagnie de navigation Havre-Paris-Lyon*.
- Lepère : *Banque centrale du travail et de l'épargne*.
- Levavasseur : *Sphère maritime*.
- Lévêque : *Crédit foncier de France*.
- Levert : *Monde-incendie*.
- Martin : *Nouvelle-Union*.
- Mauger : *Banque commerciale et industrielle*. — *Compagnie franco-algérienne*. — *Mines de Mafidano*.
- Mauguin : *Chemins de fer de l'Hérault*.
- Mercier : *Confiance-incendie*.
- Mir : *Crédit foncier de France*.
- Nadaud : *Banque centrale du travail et de l'épargne*.

- Osmoy (comte d') : *Canal de Pierrelatte.*
Pagès : *Mines de Bully-Grenay.*
Passy : *Banque centrale du travail et de l'épargne. — Confiance-incendie. — Crédit foncier colonial. — Crédit industriel et commercial.*
Pellet (Marcelin) : *Banque centrale du commerce.*
Pénicaud : *Banque de France.*
Perier (Casimir) : *Docks et entrepôts du Havre.*
Plichon : *Mines de Bully-Grenay.*
Poulet (Marius) : *Le Zodiaque.*
Reille (baron) : *Chemins de fer de l'Est. — Compagnie des Eaux. — Eaux de la banlieue de Paris. — Forges et fonderies d'Alais.*
Renault (Léon) : *Les deux Syndicats du Crédit général français (400 actions). — Chemins de fer de l'État.*
Rey : *Temps-vie. — Société marseillaise de crédit.*
Richard : *Bône à Guelma.*
Riotteau : *Banque maritime.*
Rivière : *Centrale-vie. — Crédit foncier de France. — Sous-comptoir des entrepreneurs.*
Robert : *Union-incendie.*
Roche : *Bateaux-omnibus.*
Rochette (de la) : *Commentry-Fourchambault. — Houillères de Saint-Etienne.*
Rousseau : *Gaz de Mulhouse.*
Rouvier : *Compagnie auxiliaire des chemins de fer.*
Royer : *Houillères de Rive-de-Gier.*
Roys (marquis des) : *Compagnie de Fives-Lille.*
Savary (Charles) : *Banque de Lyon et de la Loire.*
Silhol : *Chemins de fer d'Alais au Rhône. — Chemins de fer méridionaux français.*
Soubeyran (de) : *La Foncière. — Banque d'escompte. — Immeubles de France. — Crédit foncier d'Autriche. — Chemins de fer des Asturies-Galice-Léon.*
Sourigues : *Financier; ex-administrateur des voitures de Paris et de la Compagnie transatlantique.*
Tallon : *Société française de reports et dépôts.*
Tézenas : *Nouvelle Union. — Forges et aciéries de la marine et des chemins de fer.*
Thomas : *Comptoir d'escompte.*
Tirard : *Mines de l'Uruguay.*

Truelle : *France-incendie*. — *Comptoir de l'industrielinière*.

Valon (de) : *Compagnie française du télégraphe de Paris à New-York*.

Villain : *Ouest algérien*.

Wilson : *Compagnie de Fives-Lille*.

Cela étant, comprendra-t-on que la Chambre et le Sénat, après avoir laissé s'accomplir toutes les palinodies judiciaires, se soient, finalement, jetés dans les bras de l'ancienne féodalité financière, entraînés qu'ils étaient vers celle-ci par leur commune sympathie pour le double parasitisme de l'usure et de l'agiotage?

Dans les premiers jours de l'année, tout le monde officiel était en liesse; on était à la veille d'une immense panique financière et nul ne la prévoyait, sauf, peut-être, le clan des juifs orientaux, qui savaient d'avance que, sous le nom de *parti national égyptien*, une comédie allait se jouer au Caire le 3 janvier.

On doit remarquer que, presque chaque année, dans le premier trimestre, les financiers, véritables kroumirs de l'épargne, trouvent le moyen de faire une razzia.

Cette année, l'*Union générale* devait en fournir l'occasion.

J'ai dit que nul ne prévoyait une catastrophe financière; en voici la preuve:

Clément Juglar avait doctoralement pronostiqué, vers octobre 1881, que « dans un an ou dix-huit mois », éclaterait infailliblement une crise financière.

Pour le moment donc, on pouvait être rassuré.

De son côté, maître Leroy-Beaulieu égrenait les perles les plus fines de sa dialectique capitaliste. L'homme de l'Institut démontrait dans l'*Économiste français* et dans son patois filandreux, que tout était bien ; que le monde civilisé épargnait annuellement 10 à 12 milliards ; qu'en France seulement, on mettait de côté deux milliards, sans compter un milliard et demi de remboursements par tirages ; qu'aussi il voyait avec satisfaction pulluler les industries mises en sociétés anonymes, déclarant *sans rire*, que le capital appelé par ces sociétés était « remis..., pour la plus grande partie, à titre de « dédommagement de prix de vente ou de cession, à l'industriel individuel qui sortait de l'entreprise ; » et il ajoutait, toujours *sans rire* : « Il n'y a pas là une absorption, mais, simplement, un *déplacement de capitaux*. »

A quoi je répondrai, simplement aussi, que ce sont là des raisonnements d'escarpes et que le pick-pocket qui, en omnibus, coule silencieusement sa main dans ma poche pour faire passer mon portemonnaie dans la sienne, peut, au même degré, déclarer sérieusement, « qu'il n'y a pas là une *absorption*, mais un *déplacement* ! »

Pour faire chorus à Leroy-Beaulieu, l'*Economist de Londres* s'écriait en même temps : « Il n'y a pas d'effondrement à redouter ; « les capitaux que l'on croit absorbés font simplement comme le soldat du cirque... »

Et l'Anglais terminait par le même refrain : « Il y a là un simple déplacement de capital. »

Le plus grave, c'est que, comme le constate lui-même un spécialiste aux gages de la finance : « Ces

opinions, formulées dans les premiers jours de janvier, trouvaient de *nombreux adhérents* !

Entre temps, les gouvernants continuaient la distribution des places : de Courcel allait à Berlin, de Chaudordy à St-Petersbourg, et, malgré les cris, J.-J. Weiss devenait fonctionnaire aux Affaires étrangères.

On risquait, il est vrai, un œil inquiet du côté de Challemel-Lacour, ambassadeur à Londres ; mais bah ! il fallait passer la *Manche* !

D'autre part, Roustan, plénipotentiaire tunisien, sorti un peu froissé de sa discussion judiciaire avec Rochefort, se hâtait de rentrer à Tunis... Bah ! là encore, il fallait passer la mer, et c'est curieux comme l'eau salée nettoie les réputations !

Planant au-dessus de ces choses, Gambetta, *forcé de faire un pas en avant*, songeait à cette folie : réaliser le programme *émission, conversion, rachat*.

Mais il voulait, pour commencer, réviser les lois constitutionnelles et installer à cet effet, très prochainement, le grand congrès national à Versailles. Or la session législative allait s'ouvrir le 10 janvier.

D'ailleurs tout était bien ; aux élections sénatoriales, les républicains venaient de gagner 25 sièges. Le préfet de la Seine, Hérold, venait de mourir juste à point pour que sa succession pût échoir à Charles Floquet.

Quant au peuple, lui toujours bon et bête, s'il pensait à l'héritage de ses morts, ce n'était pas pour en vivre, mais pour en mourir, et, justement comme il venait de s'assembler afin de célébrer l'anniversaire de la mort de Blanqui, il allait offrir ses épaules à quelques sabrades d'autant plus sinistres

qu'elles étaient distribuées dans le champ du repos.

C'est au milieu de ces discordances que résonna soudain le double glas funèbre de la bourse et du ministère.

En effet, les premières paniques financières datent du 15 au 17 janvier et, le 26 du même mois, sous un prétexte d'apparence politique, le cabinet Gambetta était renversé.

Pour bien faire comprendre l'infamale manœuvre qui venait de réussir, je dois préciser quelques points.

Le programme financier du ministère Gambetta avait pour objet, suivant les expressions mêmes d'Alain-Targé, « d'assurer à la politique démocratique et « progressive, une base financière inébranlable. »

Dans ce but, on voulait procéder à une émission publique pour obtenir les fonds nécessaires aux grands travaux et, notamment, ceux qui devaient servir au rachat, au moins partiel, des chemins de fer ; en même temps, par la conversion du 5 0/0, on voulait réaliser une réduction d'intérêt afin de rendre moins onéreuse l'inscription de nouvelles annuités, conséquence naturelle de l'émission projetée.

En fait, il s'agissait, comme toujours, de demander au public de l'argent pour rembourser le public ; ou, mieux encore : de changer la répartition des stocks monétaires, en prenant aux uns pour donner aux autres.

C'était créer le va-et-vient identique à celui dont s'enrichit la cagnotte des cercles. Or, en organisation capitaliste, la cagnotte s'appelle : *La Haute Banque*.

Cependant, celle-ci n'était point bien en cour ; de plus, on avait parlé d'*émission publique*, c'est-à-dire d'appel direct à l'épargne, en dehors de l'intermédiaire officiel des financiers. — C'était inadmissible !

Il faut savoir, en effet, que, lorsque l'État ne les prend pas pour complices, il fait aux financiers une concurrence désastreuse. — Et, justement, il avait des allures ! il prétendait garder tout pour lui !

Vous sentez bien que le capital ne pouvait tolérer une pareille outrecuidance, d'autant plus qu'usurier des transports et vampire du commerce, il n'était pas d'humeur à se laisser arracher sa ferme générale, dénommée : *Monopole des chemins de fer*.

Dès lors et sachant fort bien que la masse est assez folle pour étudier la politique dans la cote de la Bourse, il chercha à créer une panique boursière.

Mais comment faire ? l'Agence Havas avait épuisé, sans succès appréciable, toutes les fausses nouvelles relatives à l'Allemagne. Il fallait donc trouver autre chose.

Voici ce qu'on trouva :

Quelques vautours, tels que *Lebaudy*, *Erlanger*, *Camondo*, *Soubeyran*, avaient su « *environner* » les *environs* de Gambetta ; celui-ci les laissait faire ; non séduit, peut être, mais endormi tantôt par un diner, tantôt par une partie de chasse plus ou moins bien *meutée*, ce qui lui donnait l'illusion de jouer au prince de Galles.

Lebaudy, particulièrement, qui avait entrepris une campagne de hausse sur les titres de Suez,

était parvenu à lui faire accroire qu'il tenait ainsi la dragée haute aux Anglais et que, du même coup, Rothschild (dont la politique anglo-égyptienne était bien connue) en était fort marri. Bref, Lebaudy faisait de la finance patriotique ! Il fallait être Gambetta pour donner dans un pareil panneau !

Il ignorait, sans doute, que les actions de Suez se prêtent plus facilement que d'autres aux intrigues de la hausse. parce que, périodiquement, la compagnie publie des recettes progressives et que, finalement, les bénéfices vont toujours en croissant. Ce n'est pas une raison, je l'ai amplement expliqué, pour majorer sans cesse la valeur du titre ; mais l'habitude en est prise, grâce à l'ignorance d'un public illusionné ; et si illogique, si odieuse, même, qu'elle soit, cette habitude est devenue invétérée.

D'un autre côté, à l'exemple de l'*Union générale*, et pour faire concurrence au *Crédit Lyonnais*, le député Charles Savary, bien vu du gouvernement, avait créé, dès 1880, une *Banque de Lyon et de la Loire* au capital de 25 millions, bientôt porté à 50. Il avait choisi comme centre d'action le chef-lieu du Rhône.

Le caractère politique de l'*Union générale* ne permettait pas à celle-ci d'offrir ses services au grand ministère, mais il en était autrement d'une institution comme la *Banque de Lyon et de la Loire*, dirigée par un « bien pensant. »

Il y eut presque aussitôt lutte entre les deux établissements ; d'abord tous deux escaladèrent avec une rapidité inouïe les hauts sommets de la cote officielle ; puis bientôt ils se rencontrèrent sur le terrain autrichien ; et pendant que l'une venait

d'obtenir la *Landerbank* soi-disant *privilegiée*, l'autre allait obtenir aussi le *privilege* d'une banque maritime.

Je ne sais ce qu'il faut penser du rôle joué par les ministres autrichiens dans cette affaire (le suicide de M. de Wimpffen que je raconte à la fin de l'année me donnera l'occasion de creuser un peu cette question); toujours est-il que les privilèges soi-disant accordés, et qui n'en étaient pas, furent contestés, que des consentements puis des refus se succédèrent et que le même coup déjà porté à l'*Union générale* sans grand succès, fut dirigé contre la *Banque de Lyon et de la Loire* qui ne put y résister.

La panique à Lyon fut effroyable; peu après, elle se répandit à Paris; alors on vit la fameuse journée du 17 janvier.

Hé bien ! devant cet ouragan dont le point de départ est en Autriche et dont le choc dévastateur se produit en France, je ne puis m'empêcher de faire des rapprochements et de me rappeler que, comme je l'ai déjà expliqué, le véritable « empereur » d'Autriche s'appelle Rothschild.

En Autriche et en matière de Société, le mot *privilege* n'exprime pas l'idée d'un *monopole*; un *privilege* est un « décret », un « diplôme ». Une *Banque impériale, royale, privilegiée* est exposée à la concurrence d'une autre banque non moins *privilegiée, royale*, etc... La *Landerbank* « privilégiée », elle aussi, en est la preuve. Charles Savary courut une aventure de plus : ayant obtenu la concession d'une *banque maritime*, il se vit tout à coup refuser l'homologation des statuts.

Qu'y avait-il donc ? Qu'est-ce donc que cette

Banque maritime avait de si extraordinaire ? Je l'expliquerai en peu de mots.

Depuis 1872, on avait travaillé activement au percement du Saint-Gothard. Le 31 décembre 1881, les travaux étaient terminés, le 1^{er} janvier 1882 l'exploitation allait commencer. Le grand transit allait être détourné des lignes françaises ; Marseille allait se voir dépouillée par Gênes ; l'Italie, en fort bons termes avec l'Allemagne, allait en bénéficier. Cela étant, le même *patriotisme financier*, qui avait inspiré à Bontoux l'idée de concentrer les communications orientales par l'Autriche, suggéra à Savary d'opposer Trieste à Gênes. Il était clair que la percée du Saint-Gothard pouvait, au même degré, favoriser les lignes italiennes comme celles du nord et du sud de l'Autriche ; il était clair, aussi, que l'idée de pourvoir ces dernières d'une station maritime, servant à développer leur commerce, au fond de l'Adriatique, constituait une combinaison capitaliste intelligente. Depuis longtemps, d'ailleurs, la *Compagnie des Chemins de fer du Sud de l'Autriche* (vulgairement appelés *Lombards*) travaillait à améliorer le port de Trieste ; donc une *banque maritime*, venant là-dessus jeter l'appoint de ses millions, permettait, à coup sûr, d'établir une base d'opérations des plus soutenables.

Par malheur pour Savary, comme pour Bontoux, il y avait dans le Conseil d'administration des *chemins de fer du Sud de l'Autriche* un fort escadron de juifs et, parmi eux, quatre Rothschild, ni plus ni moins.

Ces détrousseurs bibliques n'allaient certes pas permettre à un « mécréant » d'affoler avec ses

millions la balance de leurs combinaisons intimes.

Si, un jour, quelque puissance devait écraser Gênes en faveur de Trieste, c'est à eux qu'ils réserveraient le soin de désigner, de choisir, et surtout d'aider cette puissance.

Or, ils avaient besoin de courtiser la Prusse.

En effet, si l'Autriche-Hongrie est un fief Rothschild ; si Rothschild règne de droit à Londres, à Paris, à Vienne, il n'en est pas de même à Berlin, où venait de se réveiller l'anti-sémitisme.

A Berlin, Rothschild est obligé de se cacher sous le nom de *Bleichræder*, et en outre, d'obtenir l'agrément de Bismarck. Celui-ci, voyez-vous, a des bottes et quand il lui prend la fantaisie de les lever à une certaine hauteur, c'est seulement à travers Bleichræder qu'il leur fait « toucher » l'amour-propre de Rothschild.

Cela suffit à ce dernier, qui trouve sa dignité saine et sauve, pourvu qu'elle soit *frictionnée* avec « *un pon crosse brofite* », onguent merveilleux aux sémites !

S'étonnera-t-on, maintenant, de voir « dissoudre » Savary et écraser Bontoux ?

Il est vrai qu'en pure morale c'est justice. Qu'allaient-ils faire dans cette galère ? pourquoi cette rage de marcher sur les plates-bandes de l'hégémonie jéhovique ?

Pirates, ils ont attaqué des corsaires ; les corsaires les ont vaincus ; qu'est-ce que cela fait à la moralité des choses ? Pirates ils sont, pirates ils restent ; comme les autres sont et demeurent corsaires.

Seulement cette bataille individuelle a entraîné

des désastres et, comme il arrive après les guerres entre les États, c'est le contribuable, c'est-à-dire le peuple qui en supporte tous les effets.

Or, le public avait versé 25 millions à la *Banque de Lyon et de la Loire* pour constituer la fameuse *banque maritime* : dès qu'il connut le refus d'homologation, il courut réclamer son argent ; ce fut le dernier coup.

Le 17 janvier 1882, la *Banque de Lyon et de la Loire* fermait ses guichets : le 19 janvier, la panique, commencée à Lyon, arrivait à son comble à Paris.

C'est-à-dire qu'alors, ô probité publique ! ON VIT UNE FOULE DE GENS, D'HONNÊTES GENS, DIT-ON, BIEN CONVAINCUS QUE LES CHIFFONS DE PAPIER, DONT ILS AVAIENT BOURRÉ LEURS POCHEs, PERDAIENT LES TROIS QUARTS OU LA TOTALITÉ DE LEUR VALEUR, SE PRÉCIPITER A LA BOURSE CHERCHANT, VITE ET VITE, A LES GLISSER A D'AUTRES, AFIN QUE CEUX-CI PERDISSENT A LEUR PLACE.

Voilà l'honnête commerce qu'ont fait juifs et chrétiens : les curés de l'*Union générale*, comme les diacres de la *Banque de Lyon et de la Loire*.

On ne s'est guère apitoyé sur les seconds, mais on a présenté les premiers comme des martyrs.

Examinons le personnel dirigeant ; j'y vois d'abord le marquis de Plœuc, un ancien sous-gouverneur de la Banque de France et administrateur de la Banque ottomane ; il fut le plus avisé de tous, car il donna sa démission presque au début.

J'y vois encore M. Léon Riant, appartenant, disent ses flatteurs, à la *haute bourgeoisie* parisienne, et ancien député ; or, la fortune de sa famille est

sortie presque tout entière d'agiotages sur des terrains auxquels se rattachent les scandaleuses affaires des *Docks-Napoléon*, des *terrains de la gare Saint-Lazare*, où furent mêlés les Pereire, les Cuzin-Legendre et tant d'autres, qui donnèrent lieu à des procès retentissants au cours desquels un témoin fit la déposition suivante :

— « La commission de 78,000 francs que j'ai touchée de M. *Riant* pour la vente de ses terrains, n'était pas destinée à moi seul : elle a été attribuée à beaucoup d'intermédiaires, à des *journalistes en grand nombre*. »

Cela démontre, tout au moins que, dans la famille *Riant*, on sait spéculer et subventionner les meneurs de l'opinion publique.

Je trouve aussi, parmi les fondateurs-administrateurs, des banquiers sachant parfaitement ce qu'est la cote officielle et le marché en banque.

J'y trouve également des commerçants ou anciens commerçants de Lyon et de Marseille. Parmi eux, un ancien marchand de verrerie, longtemps patenté sur le quai du port à Marseille, et connu sous le nom de *Rozan*.

Ce *Rozan* fréquenta *Mirès*, il épousa la fille de celui-ci devenue veuve du prince de *Polignac* ; mais comme il eût été dur pour une princesse, *par contrat*, de s'appeler ensuite tout uniment « *Rozan* », le dévot négociant s'adressa au pape, afin d'obtenir de lui, *contre espèces*, que la fille du juif pût porter le titre de comtesse romaine — ce à quoi le pape se prêta volontiers. — Plus tard, ce même *Rozan* devenait administrateur, à côté de *Soubeyran*, à la compagnie la Foncière.

Je vois encore parmi les fondateurs de l'*Union*, Rostand, membre de la Chambre de commerce de Marseille; ce n'était pas un naïf non plus que celui-là dont la famille et dont le nom figuraient aux conseils d'administration de plusieurs sociétés financières et entre autres du *Crédit industriel et commercial* de la *Banque franco-égyptienne*, et des *Docks de Marseille*.

Ce n'était pas un naïf, non plus, ni en politique, ni en finances, que le prince de Broglie; à ce double point de vue, il faudrait pouvoir faire parler le feu duc Decazes et le trop vivant baron Hirsch.

Un naïf! le vicomte Emmanuel d'Harcourt, si bien placé pour tout entendre à l'époque du 16 mai? Des naïfs, les journalistes Mayol de Lupé et Eugène Vuillot?

Je ne veux pas allonger cette nomenclature, mais en étudiant de très près la composition de tout le conseil d'administration de l'*Union générale*, je ne trouve absolument personne dont la naïveté fournisse l'étoffe d'un martyr.

On a aussi attribué à Bontoux un plan patriotique.

On a vu dans l'œuvre de cet homme une réaction *anti-sémitique*, alors que la vérité constate simplement une guerre *entre juifs*, voulant accaparer la richesse publique. Le fameux plan patriotique de Bontoux a été repris depuis par des établissements financiers, qui n'ont rien de catholique; or, sait-on qui a succédé à Bontoux dans la partie de ce plan la plus redoutable pour la paix internationale, je veux dire celle qui concernait la péninsule des Balkans?

C'est d'abord *Bleichroeder*, le banquier de Bismarck, et ensuite le groupe de la *Banque ottomane* groupe anglo-allemand juif-judaïsant où je retrouve de Plœuc, le président démissionnaire.

Le plan de Bontoux a été parfaitement signalé à l'attention de Bismarck, dans la brochure allemande publiée à Munich en 1883, et que j'ai déjà citée.

L'auteur de cette brochure fait toute l'histoire des chemins de fer d'Orient, — et, à ce propos, je dois dire que jamais, dans aucun journal français, je n'ai vu traiter le baron Hirsch aussi sévèrement, et aussi justement d'ailleurs, que le fait l'écrivain allemand.

Voici comment cet écrivain résume le plan de Bontoux :

« Le directeur de l'*Union générale* songeait ou-
« vertement depuis longtemps à réunir dans sa
« main toutes les voies de communication par che-
« mins de fer entre l'Europe ouest ou centrale et
« l'Orient, et cela afin de servir les intentions d'une
« politique de revanche autrichienne. »

Comme on le voit, il y avait là du patriotisme autrichien, mais je ne saisis pas bien où était le patriotisme français.

On dira, peut-être, que servir la politique autrichienne contre l'Allemagne, c'était faire, en 1881, ce qu'on aurait dû faire en 1866. Par malheur, en 1881, trop spécialement servir les intérêts autrichiens c'était ressusciter l'antagonisme austro-russe dans ce qu'il a de plus dangereux : les Balkans et Constantinople.

Je sais bien aussi que Bontoux avait l'intention de travailler aux chemins de fer russes, cela a été

dit et écrit; mais quiconque regardera la carte des chemins de fer d'Orient s'apercevra que tout intérêt d'origine autrichienne, voulant s'employer à construire des chemins de fer appartenant aux *Russes*, doit être immédiatement suspecté et, par suite, repoussé par la Russie.

Donc, si tant est que Bontoux ait eu l'intention de favoriser une alliance austro-française, difficile, en tout cas, puisque l'alliance *austro-allemande* était faite, son intention, du même coup, portait préjudice à toute idée d'alliance russe et réduisait la France à opter entre l'Angleterre ou l'Allemagne. Or, comme l'opinion publique, en Allemagne aussi bien qu'en France, n'est pas encore assez épurée pour comprendre quel réservoir de force et, par suite, de paix, contiendrait la conjonction des centres allemands et français, l'œuvre de Bontoux jetait la France dans les bras de l'Angleterre, c'est-à-dire de sa pire ennemie.

Le grand argument des défenseurs de l'*Union générale* consiste à invoquer la répartition de 70 0/0 annoncée par le syndic de sa faillite; là-dessus, les triumphant et s'écrient : « Voyez donc si aucune des « sociétés d'Erlanger a donné la moindre répartition ! »

Hélas ! ce n'est pas parce que les affaires d'Erlanger étaient moins bonnes qu'elles n'ont rien laissé; c'est parce que, en n'arrêtant pas leur créateur, on a laissé le temps à celui-ci de faire tout disparaître; on a donc seulement le droit de dire qu'on aurait dû arrêter Erlanger comme on a arrêté Bontoux; là, seulement, est la vérité.

On dira, peut-être, que Bontoux, laissé en liberté,

eût relevé lui-même ses affaires. Je réponds : non ; ces affaires étaient tellement majorées qu'elles seraient mortes toutes seules, car il y a une proportion définie entre l'approvisionnement métallique qu'on appelle le capital, et le produit que cet approvisionnement peut permettre de créer. Les affaires, comme les hommes, ont un estomac susceptible de pléthore ou d'anémie. Pour toute société anonyme, un capital majoré, c'est une indigestion et, s'il n'y a pas *évacuation*, c'est la mort fatale.

Hé bien, si toutes les affaires Bontoux ne sont pas mortes, c'est parce que faillite ou arrestation ont produit l'évacuation ; cela est si vrai que ceux qui les ont recueillies se sont occupés, aussitôt, de les démajorer. Tout le remède était là, même d'après la logique des procédés de la finance bourgeoise.

Or, ce que je dis de l'*Union générale*, je puis le dire également de la *Banque de Lyon et de la Loire*.

Par ainsi, après avoir disséqué l'une et l'autre, je reste, purement et simplement, en face d'un de ces coups d'agiotage qui, périodiquement, concentrent les capitaux aux mains de quelques-uns et ruinent la masse du public ; or on verra, dans les résumés chiffrés de l'année actuelle, que le Krach de 1882 a entraîné le déplacement de 5 milliards, tout comme l'invasion prussienne de 1870¹.

¹ En attendant, voici, relevée au commencement et à la fin de janvier 1882, la cote des principales valeurs négociées sur le marché des fonds publics :

Valeurs	Plus haut	Plus bas	Perte fin janvier
Rente 3 0/0.....	84,05	82,00	2,05
Rente 5 0/0.....	114,90	113,25	1,65
Banque de France.....	5,985,00	5,025,00	960,00

En face d'une pareille débâcle, la haute banque exultait! Allez donc faire une émission *publique* et racheter les chemins de fer! disait-elle, en rail-lant. Que reste-t-il maintenant de la trilogie : *Émission, conversion, rachat?*

Gambetta et Allain-Targé regardaient ce carnage d'un œil ahuri. Sollicités de faire intervenir la justice, ils avaient refusé. Un reste d'inquiétude tenait la haute banque : Bontoux et Savary étaient-ils bien morts? Leurs actionnaires n'allaient-ils pas se roidir contre la *déveine?* et répondre par quelques coups de boutoir? Or, des assemblées étaient convoquées, il fallait éviter jusqu'à une tentative de relèvement.

J'ai fort peu dissimulé le mince intérêt que je professe pour les « infortunés » de l'*Union générale*. Je n'ai pas davantage caché le mépris que m'ont inspiré les procédés de leurs adversaires; ce faisant, je m'étais placé à l'unique point de vue de la morale, lequel n'a rien de commun avec le point de vue de la *politique*. Mais, si j'entre, à mon tour, dans ce dernier ordre d'idées, je ne puis me dissimuler que si le chef du *grand ministère* — qui avait nié, un jour, l'existence d'une *question sociale* — avait été moins ignorant des organismes capitalistes et, surtout, moins entouré d'appétits furieux, il aurait pu asséner utilement sur les grands rois du capital, un coup de la terrible massue que lui mettait en main l'affaire de l'*Union générale*.

Crédit foncier	1,770,00	1,520,00	250,00
Suez.....	3,512,50	1,910,00	1,602,50
Union générale.....	3,030,00	500,00	2,530,00
Banque de Lyon et de la Loire	1,850,00	"	1,850,00

En effet, il pouvait alors se servir du sémitisme catholique pour blesser grièvement le sémitisme ju daïque; puis les cognant tour à tour, l'un contre l'autre, il aurait pu les anéantir tous les deux.

C'était simple! Un ministre sachant un peu de finance n'eut pas mis quatre mois à exécuter ce travail d'assainissement provisoire, aisément susceptible de devenir définitif par la simple introduction, à la *Banque de France* et au *Crédit Foncier*, de quelques modifications, même bornées au personnel administratif de ces institutions.

En outre, et puisque nos lois françaises, qui ont codifié l'arbitraire, permettaient d'arrêter Bontoux, comme on avait arrêté Mirès, un grand ministre aurait pu se dire qu'il y avait autant de raisons pour arrêter *Rothschild*, *Erlanger*, *Hirsch*, *Camondo*, *Bamberger*, *Ephrussi*, *Lebaudy*, *Gunzbourg*, et bien d'autres, ne fut-ce que pour saisir cette occasion de *perquisitionner* chez eux, quitte à les relâcher ensuite en attendant mieux. Hélas! si on avait fait cela, combien d'étrangetés n'aurait-on pas découvertes?

Mais, allez donc à des embourgeoisés, comme le sont tous nos gouvernants, conseiller une pareille audace, sans que leur atavisme de laquais galonnés ne se réveille, en les aveuglant et les effarant: «toucher à Monseigneur!» Ho! et monseigneur, savez-vous, c'est quiconque est gorgé de beaucoup d'or, même quand c'est *Rothschild* ou quelqu'un des sinistres vautours dont j'ai plus haut écrit les noms.

Bourgeois, vous dis-je, et par suite laquais, ces républicains eux-mêmes qui, pour faire prendre le

change sur leur avilissement, plaisaient quelquefois le respect exagéré des Anglais pour leur reine.

En vérité, je voudrais bien savoir quoi est plus odieusement ridicule, ou de *brailler* « god save the Queen, » ou de *faire*, en toute occasion, « que la loi blesse le peuple, mais sauve Rothschild. »

Le grand ministère ne voulut ni voir ni savoir. Allain-Targé, bourgeois pudique, rougissant à la vue des infamies agioteuses, cacha sa figure dans ses mains ; mais, à travers ses doigts écartés, il suivit silencieusement la marche de l'intrigue dont, assez fidèlement d'ailleurs, Drumont a écrit la partie anecdotique dans son volume : *La France juive devant l'opinion*.

Si l'intérieur voyait grandir les difficultés, l'extérieur n'en était pas exempt. Les négociations relatives à un nouveau traité de commerce entre la France et l'Angleterre étaient laborieuses ; à leur propos, le *Times* avait jeté sa note aigre-douce, en y mêlant l'Égypte et l'éventualité d'une intervention anglo-française.

C'est au milieu de ce branle-bas que le cabinet Gambetta joua son va-tout sur la fameuse question du *scrutin de liste*.

Il fut battu et donna sa démission.

Dès maintenant on va voir poindre le résultat du travail souterrain qui avait été fait en vue de rendre impossible, le cas échéant, un vote favorable au rachat des chemins de fer.

Dès maintenant le siège est mis autour des consciences : l'état des finances fournit un prétexte admirable.

Comment insister sur des projets d'emprunt et de

conversion ? en présence du Krach ! — tel est le nom que la haute banque donnait à son triomphe.

D'ailleurs, pour comble d'hypocrisie, elle s'apitoyait :

— C'est un grand malheur, disait-elle, auquel il faut se résigner, hélas !

Cependant, bientôt, on apprendra que, moyennant 120 francs par an, les députés et les sénateurs vont *acquérir* (?) le droit de voyager sur tous les réseaux de France au gré de leur caprice ; les compagnies, amoureuses du suffrage universel et, même, *démocrates convaincues*, veulent que les élus puissent plus facilement visiter leurs électeurs, tandis que, par le scrutin de liste, Gambetta voulait les en éloigner : *proh pudor* !

Et, après avoir ainsi acheté le vote des deux assemblées, les compagnies trouveront encore l'audace de stigmatiser celles-ci dans les compte-rendus qu'elles adresseront à leurs actionnaires !

En attendant, dès le 26 janvier, le grand ministre était mort ; le 30, un nouveau cabinet était formé, et le 1^{er} février *on arrêtait Bontoux*.

Le nouveau cabinet qui, par cette arrestation *choisie*, étalait sa livrée juive, l'exhiba plus effrontément encore en confiant les finances à l'homme de la rue Laffitte : Léon Say.

Pour faire passer ce scandale, on avait donné la présidence du conseil et le portefeuille des affaires étrangères à l'ingénieur Freycinet, homme des grands travaux. Pour comble d'ironie, le reste de la troupe comprenait *Jules Ferry, Varroy, Goblet, Humbert, Tirard, Billot, Jauréguiberry, de Mahy et Cochery*.

Quant au programme, c'est Léon Say qui va le formuler et il le fait de la façon suivante : *ni émission, ni conversion, ni rachat.*

Cependant, tout n'était pas fini du côté de Gambetta. Il avait senti la trahison ; sa chute et *ce qu'il avait vu autour*, avaient été une révélation et une leçon ; renversé, il eut aussitôt l'idée fixe de recommencer ses anciennes façons, avec cet aiguillon nouveau : l'espoir d'une revanche.

C'est pourquoi la haute banque n'était pas tout à fait rassurée ; seule la mort du tribun — *funèbre opportunisme!* serait de nature à lui permettre un triomphe définitif. — Chose étrange, la mort lui obéira comme lui aura obéi le Krach.

En attendant, à peine arrivé au pouvoir, Léon Say se hâta d'agir, c'est-à-dire de traquer ses ennemis, de favoriser ses bons amis, de secourir ses comparses plus ou moins touchés par le jeu et, enfin, d'acheter ses adversaires.

Le premier fait se révéla par la rapidité inouïe avec laquelle, contrairement à toutes ses habitudes, la justice instrumenta contre les ennemis du clan judaïque, dissolvant, annulant, arrêtant, écrasant tout ce qui touchait à l'Union générale ou à la Banque de Lyon et de la Loire.

Le second fait se manifesta par l'emprunt de 80 millions en faveur du syndicat des agents de change.

Ces pauvres et malheureux agents avaient, eux aussi, — forcés par leur monopole — acheté, vendu, etc... les papiers des mécréants.

Une fois les mécréants tombés, leurs papiers perdaient ; or si le public pouvait, et même devait

perdre, ce n'était que justice ! mais les agents de change, jamais ! Ils étaient sacrés ! c'est que, voyez-vous, des scandales éclataient à Paris comme à Lyon ; des procès multiples, complexes, jaillissaient de toutes parts ; on ne savait pas où cela pourrait s'arrêter.

Il n'y avait pas d'argent lorsqu'il était question de racheter les chemins de fer ; mais dès qu'il s'agit de prêter 80 millions aux agents de change, il y eut de l'argent, et beaucoup et vite ?

D'où venait-il ? Certes de là où le Krach l'avait centralisé. Pour le constater il suffit de résumer les conditions de l'emprunt : il fut émis au moyen de 160 bons de 500,000 FRANCS CHACUN et, naturellement, couvert tout aussitôt.

Est-ce assez clair ? Léon Say, chef des finances et, par conséquent, grand-maitre du parquet, facilita, protégea et recommanda cette opération, qui rivait, d'un coup, tous les agents, aux caprices de quelques hauts banquiers.

J'attire l'attention sur ce secours spontanément accordé à toute une corporation financière, fort peu sympathique en elle-même, car il servira merveilleusement de repoussoir au cynisme capitaliste, qui éclatera bientôt lors des crises de Bessèges et de Monceau-les-Mines.

Je tiens, cependant, à préciser que les 80 millions avancés par la haute banque ont, en fait, été payés par le public-contribuable, sous mille formes diverses, mais, surtout, sous forme de majoration du capital immobilier. Je rappelle ici que, pendant l'année 1882, les capitaux immobiliers ont crû de plus de *six milliards*.

Bref, l'emprunt conclu et la justice lancée, Moloch-Baal triomphait, et alors, si Léon Say, le cas échéant, quittait le ministère, tout serait sauf; d'ailleurs il n'en trafiquerait que plus librement dans les couloirs; c'est, en effet, ce qui lui arriva; mais, avant de détailler cette période de l'année que j'étudie, je dois tenir compte de plusieurs autres circonstances.

La Presse savante, celle de l'*Économiste* qui, peu de temps auparavant, avait rassuré les populations, changea tout à coup de langage.

Je ne risquerai pas de nombreuses citations; je me contenterai de signaler le nouveau thème développé par l'extraordinaire Paul Leroy-Beaulieu.

Je l'ai montré, naguère, le lecteur s'en souvient, s'épanouissant à voir se créer tant de sociétés anonymes et à suivre, d'un œil réjoui, le *déplacement des capitaux*, intégralement et même *centuplement* versés aux industriels qui cédaient leur affaire.

Hé bien, ce même palinodiste officiel, sitôt que son ami Léon Say fut au pouvoir, se mit à écrire :

« Ce qu'étaient autrefois les grandes compagnies
« d'aventuriers et de brigands qui rançonnaient les
« marchands et les pillaient, les sociétés par actions
« le sont aujourd'hui; non pas toutes, sans doute,
« mais *beaucoup d'entre elles*. »

Évidemment, vous le pensez bien, il ne s'agissait ni des compagnies de chemins de fer, ni de la compagnie des agents de change, ni du Crédit foncier, ni de beaucoup d'autres, mais seulement des compagnies nouvellement créées.

Or, c'était parmi ces dernières que Gambetta avait

cherché des appuis; c'est avec elles qu'il avait prétendu battre la vieille banque, tandis que, en passant, il jetait quelques os à sa camarilla aux dents longues !

Comme il était, surtout, dominé par la « politiciennerie, » n'ayant retenu, en fait de finance ou d'économie, que le mot d'Helvétius : « les actions de « l'homme sont déterminées par le plaisir, par « l'égoïsme, » il cherchait à provoquer, autour de lui, beaucoup d'*actions* en leur lâchant des plaisirs et en leur monnayant l'égoïsme.

En outre, sans doute, aussi dominé par ce souvenir : que la grande fortune du même Helvétius était sortie d'innovations heureuses en matière de *quinquina* et d'*ipécacuanha*, il s'était entouré d'un tas de médecins-financiers, et croyait sincèrement, ainsi, arriver à guérir la France. Et c'était bien cela ! La preuve en est que, lorsqu'il voulut témoigner son mépris à ceux de ses anciens caudataires ayant été *déterminés* à l'abandonner, par le *plaisir et l'égoïsme de certaines actions en hausse*, il les appela dédaigneusement des « sous-vétérinaires. »

Tombé du pouvoir officiel dans son ancienne dictature occulte, il rechercha d'autres moyens d'influence.

D'une part, il lui fallait un journal plus répandu que ne l'était la *République française*; de l'autre, il lui fallait quelque grosse institution financière, de vieille date, bien outillée et moins hasardeuse dans ses procédés que ne l'étaient la *Banque d'escompte*, les *Foncières* et la *Banque hypothécaire* avec leur Soubeyran; néanmoins, il ne voulait pas abandonner celui-ci qui, dans l'année 1882, joua encore un

rôle assez important, suite naturelle, d'ailleurs, des luttes que j'ai précédemment narrées.

Or, en fait de presse, Gambetta avait choisi le *Petit Journal* et son groupe; en fait d'institution financière, il voulait avoir sous la main la *Compagnie parisienne du gaz*.

En ce qui concernait le *Petit Journal*, l'opération projetée était la suivante :

Il y avait, à Paris, une Banque dite : *Banque nationale*, maison d'émission, pourvue de 400 correspondances dans les journaux de province, ayant possédé un moment l'*Écho universel*, ayant passé ensuite aux mains de Girardin et de Genty, qui avaient ajouté à son portefeuille un grand nombre d'actions du journal *la France* et du *Petit Journal*. Or, cette institution devait tenir, le 12 avril 1882, une assemblée générale; si l'on parvenait à être en majorité dans cette assemblée, on renverserait l'ancien Conseil d'administration et, à sa place, on en élirait un nouveau qui, s'inspirant des idées de Gambetta, exercerait, en sa faveur, l'influence attachée à la possession d'un grand nombre d'actions du *Petit Journal*, du journal *la France*, etc.

C'était, comme on le voit, une tentative analogue à celle que j'ai signalée en racontant l'année 1877¹.

Un syndicat avait été créé pour l'acquisition des actions; à sa tête, on citait Veil-Picard, banquier juif de Besançon, puis on nommait des administrateurs du *Crédit foncier et agricole d'Algérie* et de la *Banque franco-égyptienne*.

Or, il y eut impossibilité de réunir les actions.

Pourquoi et comment? Le journal *la Lanterne* va

¹ Voyez tome I, page 205.

nous le dire, car il paraît être particulièrement bien informé :

« La bande gambettiste, disait ce journal, n'était
« parvenue à s'emparer des titres de la *Banque na-*
« *tionale* qu'à l'aide de reports avec la complicité
« d'agents de change qui, oubliant complètement la
« charte sous laquelle ils vivent, n'ont l'habitude
« que d'en voir les avantages.

« *Le ministère s'est ému de ces tripotages et a*
« *sommé le syndic des agents de change de les rap-*
« *peler* (les agents) *à leur devoir.* »

Le ministère c'était, en réalité, l'*Élysée*, qui avait jeté feu et flamme dans son journal officieux *La Paix* et qui agissait par la personne de Daniel Wilson, *ancien administrateur de la Banque nationale*, en ce moment *sous-secrétaire d'État* au ministère des finances, dont dépendait le syndicat des *agents de change*.

Les agents qui avaient laissé sortir les actions durent les faire rentrer, et la majorité espérée ne put se manifester à l'assemblée.

Cet échec des gambettistes provoqua une série d'épigrammes dans l'*Intransigeant*, le *National* la *Vérité*, le *Siècle*, qui tous, alors, faisaient, sans s'en douter, le jeu du vibrion élyséen, en haine du « dictateur » ; mais l'appréciation qui, lue à distance, paraît, aujourd'hui, la plus réjouissante, est celle de la *Paix* :

« La manœuvre a échoué, dit ce journal, nous en sommes satisfaits, à la fois pour la presse, dont la *respectabilité nous tient à cœur*, et POUR LA MORALITÉ POLITIQUE DU PAYS ! »

L'ironie était complète !

Or si Gambetta a été justement puni pour avoir judaïsé et imité ses propres détracteurs jusque dans leur malhonnêteté même, il n'en est pas moins vrai que l'intervention occulte du *gendre* était déjà très écoutée, alors qu'il avait seulement quelques mois de « parenté ».

L'autre campagne menée autour de Gambetta, fut aussi pitoyable :

Il s'agissait de la *Compagnie du Gaz*, dans le personnel de laquelle le gambettisme comptait de nombreux amis et aussi des soutiens.

Le *Conseil Municipal* de Paris avait entrepris de forcer ladite Compagnie à abaisser le prix du gaz, ce que celle-ci, non seulement pouvait, mais devait faire, sans poser aucune condition. Mais, féodalité puissante, elle dédaignait les réclamations et se moquait du public.

Or, quel journal soutenait davantage les prétentions de la Compagnie? Le même qui prônait, dans le rachat, la fin du monopole des *Compagnie des chemins de fer* et qui, par une étrange contradiction, défendait celui de la *Compagnie du Gaz*, en approuvant en faveur de celle-ci, le même argument qu'il trouvait détestable en faveur des autres. Or ce journal était : la *République française*.

Cette attitude douteuse lui valut, d'ailleurs, de la part d'Alphonse Humbert, la phrase suivante, véritable coup de massue :

« J'avoue que je ne serais pas fâché de savoir
« comment il se peut faire que la *Compagnie du Gaz*
« défend son monopole en reproduisant l'argumen-
« tation de ceux qui prétendent l'attaquer¹ ».

¹ *Intransigeant*, 12 mai 1882.

Au moment où se passaient ces choses, la comédie égyptienne, que j'ai annoncée en commençant, était poussée au drame par ses organisateurs.

Jamais l'Égypte n'avait vu des jours plus troubles que depuis la fameuse réforme judiciaire opérée au bénéfice de la finance. Qu'on lise son histoire : jamais, même depuis Abbas-Pacha (1849), on n'avait eu à s'occuper de troubles égyptiens ; non pas que les Khédives fussent des modèles de vertu ; mais le peuple, habitué aux façons orientales, ne disait rien. Tout avait changé par l'ouverture du canal de Suez.

A cet égard, j'ai déjà analysé les visées britanniques ; or ce qui allait se passer était entièrement le résultat international des conceptions et des corruptions anglaises.

L'Angleterre avait résolu de prendre publiquement possession de l'Égypte, mais seule et, cette fois, en se débarrassant du *contrôle français*.

Pour atteindre ce but, il fallait spéculer sur l'opinion française, qui avait une répulsion marquée pour tout ce qui ressemblait à une expédition belliqueuse ; or, comme l'influence anglaise dominait les gouvernants français, la combinaison projetée eut un plein succès.

Tout à coup, on inventa l'existence en Égypte de ce qu'on a appelé un *parti national*. C'était exactement la manœuvre avec laquelle la juiverie cosmopolite avait, depuis des ans, ensanglanté la péninsule balkanique.

Là, il s'agissait d'arracher, en les massacrant, les populations chrétiennes au *joug détesté* de la Turquie ; mais en Égypte, tout en employant aussi les

massacres¹, on en arriva à invoquer *la suzeraineté de la Porte*, de telle sorte que, si la France intervenait, on lui déclarait aussitôt qu'elle réveillait la question d'Orient.

Nos diplomates entrèrent dans le complot, au lieu de le démasquer, continuant ainsi l'attitude louche inaugurée par Decazes au profit de Rothschild dès 1875².

Bientôt la flotte anglaise bombardait Alexandrie (11 juillet), mais au premier coup de canon, la flotte française, qui l'avait accompagnée, *pour faire une démonstration pacifique*, s'était retirée ; donc après les massacres d'Européens attribués au *parti national*, il y avait un bombardement *des établissements européens* exécuté par la flotte anglaise, le tout *pour protéger les populations européennes* installées en Égypte !

Le héros de la comédie nationale s'appelait *Arabi*. Il avait, avec une audace et un succès inouïs, accaparé le gouvernement de l'Égypte ; seulement, aux boulets anglais, *qui portaient*, il répondait par des boulets égyptiens, qui, poliment, *s'enfonçaient dans le sol*, à quelques mètres du canon.

Il faut relire, aujourd'hui, les malédictions préférées par la presse anglaise et française « contre ce gredin d'Arabi », pour mesurer à quel point on a pu se moquer de l'opinion publique.

Et, en effet, ce même Arabi, après avoir occupé le canal de Suez, donnant ainsi aux Anglais l'occasion d'en faire autant, après avoir simulé une fuite,

¹ Les massacres d'Alexandrie, 11 juin 1882.

² Voir tome I, page 137.

et après avoir été solennellement condamné à mort, fut gracié, puis pompeusement installé à Ceylan par les Anglais, qui lui servent une pension importante.

Ainsi, depuis 1882, il y a en Egypte une armée d'occupation anglaise; depuis cette époque les financiers anglais y sont les maîtres et, depuis la même époque, les discussions tournent encore autour de la *neutralisation du canal de Suez*!

Et pourquoi tout ce trafic?

Parce que les parasites anglais ont un empire des Indes et les parasites français un empire indo-chinois dont Suez est une des portes.

Donc, c'est pour les seuls appétits de ces deux minorités parasites que la masse des enfants du peuple enrégimentés dans l'armée, est exposée à tout instant à verser son sang et à doubler, tripler, peut-être, le nombre des veuves et des orphelins que le Moloch-Baal du capitalisme dévore ordinairement chaque année!

Oui certes, la percée de Suez était une idée humanitaire, mais, comme toujours, le parasitisme bourgeois l'avait transformée en un engin de destruction, de ruine et de mort.

Ce qu'il avait vu, dans ce travail remarquable, c'était seulement « un prétexte, patriotique ou chauvin, de prélever sur la marine anglaise une dime qui profiterait aux capitalistes français, tout en facilitant le trafic de la marine française. »

Vais-je trouver étrange que le parasitisme des capitaux anglais tende à se soustraire à la dime?

Que non pas! La sauvagerie brutale des capitaux, leur lutte pour ce qu'ils appellent *the life*, est trop dans leur essence pour exciter mon étonnement.

Seulement, je ne puis sans mélancolie songer que notre civilisation est à ce point embryonnaire que nous passons notre vie à nous disputer des coins de terre qui sont d'un usage général et à nous y massacrer, au lieu de nous en servir, ensemble, à frais communs !

Cependant, en attendant que l'Europe soit un peu civilisée, je me bornerai à faire remarquer à la France que le danger de la politique extérieure n'existerait plus pour elle, si elle avait décapitalisé, et, par suite, socialisé son organisation intérieure.

Dès lors, en invoquant seulement son droit de légitime défense, basé sur son *droit de vivre* incontestable, elle pourrait avoir, à l'extérieur, telle attitude que celui-ci lui inspirerait.

Posée en collectivité au milieu des autres collectivités, elle acquerrait une puissance telle que, non seulement la paix serait assurée, mais encore que son exemple entraînerait les autres nations, parce que celles-ci verraient les effets merveilleux d'une socialisation intérieure qui, tout en paralysant les *appétits* de la brute individuelle, sait toujours satisfaire et défendre les besoins du travail national.

On dira, peut-être, que ce serait abaisser Rothschild au profit de *Jacques Bonhomme* ?

Qu'importe ! si c'est, en même temps, élever l'honneur et tuer le vol.

Quoi qu'il en soit, le cabinet Freycinet, après avoir été sauvé, une première fois, par un vote de confiance dû à Sadi Carnot (mai-juin), fut définitivement renversé (29 juillet), sur un refus des crédits destinés à protéger le canal de Suez. Un cabinet Duclerc lui succéda.

De toutes parts, d'ailleurs, on avait eu à surveiller des intrigues, des troubles ou des empiétements.

En Tunisie, on s'agitait toujours; le consul Rous-tan avait fait arrêter (janvier), puis relâcher (avril), Taïeb, frère du Bey; ensuite, bien que le protectorat eût été déjà organisé l'année précédente, il fallut encore le réorganiser, procéder au *rachat*, *tant nié jusqu'ici, de la dette tunisienne* (10 juillet), et enfin, naturellement, *voter des crédits*.

En Algérie, ce qu'on appelait la *pacification* n'était pas terminé; le sud-oranais s'agitait encore; les ouvriers alfatiers, occupés par une société financière française, ayant été massacrés l'année précédente, il fallut indemniser la société et aussi le gouvernement espagnol, *parce que les ouvriers alfatiers étaient des Espagnols* (juin).

En Dalmatie, en Bosnie, en Herzégovine, les insurrections, *terminées depuis 1878*, n'avaient jamais cessé et recommençaient de plus belle (février).

La Serbie, principauté réorganisée par le traité de Berlin et ruinée par l'*Union générale*, préparait ses guerres futures, en se transformant en *royaume* (mars).

Au Tonkin, l'expédition entamée l'année précédente aboutissait à la prise d'Hanoï et préparait ainsi des complications futures (avril).

Entre temps, la constitution du cabinet Duclerc, dont *Léon Say ne faisait pas partie*, avait déplu à l'Angleterre; aussi, selon son habitude, celle-ci chercha-t-elle à aiguïser contre la France toutes les complications coloniales.

Madagascar en fut l'occasion. J'ai signalé, en 1872, un détail des relations, commerciales existantes; les

taquineries anglaises, de 1882, consistèrent à remettre en question le protectorat français (août-décembre).

Ce protectorat, établi en 1842, avait été restauré en 1862, par Napoléon III, « pour procurer certains « avantages à une compagnie de colonisation française ¹ ». En effet, il s'agissait des *banques coloniales*, réorganisées à cette époque, justement au lendemain des fameux traités de 1860, qui avaient sacrifié les intérêts français à ceux de l'Angleterre.

En vertu de traités conclus par l'Empire, les Français avaient le droit d'*acheter*, de *vendre*, d'*affermer* et d'*exploiter des terres* sur tout le territoire de l'Ile.

Madagascar est plus grand que la France, mais l'abus capitaliste avait dû éclairer, naturellement, les Malgaches; aussi avaient-ils rendu une loi, « punissant de dix années de fers tout individu « qui vendrait des terres à un Européen. »

Le consul de France fit des observations, puis se retira, et l'affaire entra dans le domaine diplomatique.

Aussitôt, la presse anglaise, avec la même plume qui aidait à l'extermination des fénians irlandais, jeta feu et flammes contre les projets « cyniques » de ces Français, qui osaient *accaparer les terres des Malgaches!*

Ceux-ci, dupes, allèrent à Londres, solliciter la *protection* de ces purs philanthropes, et le Foreign-Office en profita, dit-on, pour exiger l'abstention française en ce qui concernait l'Égypte.

On pense bien que tous ces événements avaient été mis à profit par l'agiotage.

¹ André Daniel : *L'année politique*, 1882, page 322.

En 1882, comme précédemment, on assista à des mouvements désordonnés, cela permit aux prêteurs qui avaient sauvé la corporation des agents de change, de se rembourser une première fois, sur la bourse publique, en attendant de l'être, une seconde fois, par les débiteurs eux-mêmes¹.

Il est clair que le krach et les majorations de l'année ne présentaient pas un terrain favorable à la création de nouvelles sociétés. Aussi les émissions de 1882 atteignirent-elles à peine au quart de celles de 1881, tout en demeurant au-dessus de celles de 1876.

Les financiers n'en demandèrent pas moins à la confiance publique 630 millions dont les entreprises coloniales, naturellement, et quelques affaires étrangères motivaient une grande partie².

¹ Voici les cours inscrits et cotés officiellement sur les principales valeurs :

Année 1882 :	Plus haut	Plus bas
3 0/0.....	84,50	79,05
5 0/0.....	118,47	113,25
Italien.....	91,02	84,20
Turc.....	14,75	10,00
Egyptien.....	365,00	240,00
Tunisien.....	455,00	305,00
Suez.....	3,512,50	1,910,00
Compagnie parisienne du gaz,...	1,690,00	1,510,00
Crédit foncier.....	1,792,50	1,300,00
Union générale.....	3,030,00	325,00
Banque de France.....	5,985,00	4,825,00
Crédit lyonnais.....	897,50	545,00
Chemin de fer d'Orléans.....	1,365,00	1,190,00
Chemin de fer du Nord.....	2,430,00	1,885,00

² Emissions de 1882 :

Emprunts d'Etats ou de villes.....	6 millions 4/10
Etablissements de crédit.....	202 — 6/10
Chemins de fer et sociétés industrielles.....	421 — 3/10
Total.....	630 millions 3/10

Par exemple, je trouve, parmi les nouvelles créations, la *Compagnie maritime du Pacifique* (6 millions) ; (et, à ce propos, je signale le vote d'une loi modifiant l'hypothèque maritime pour faciliter les agiotages), le *Canal de Corinthe* (30 millions), le *Crédit foncier égyptien* (11 millions), la *Compagnie générale transatlantique* (5 millions), les *Constructions navales* (5 millions), le *Canal de Panama* (100 millions), le *Chemin de fer transcaucasien* (150 millions), la *Banque ottomane* (20 millions) ; celle-ci se hâtait de monnayer les profits d'une convention récemment signée avec la Turquie.

Au milieu des agiotages des financiers et des agitations stériles du Parlement, la notion des réformes sociales avait moins que jamais occupé les esprits.

Cependant, un député bien intentionné avait entrepris de légiférer sur les *syndicats professionnels*. Pensant avoir découvert un moyen d'équilibrer les prétentions réciproques des patrons et des ouvriers, ce député, élevé dans les doctrines bourgeoises, ne voyait pas d'autre procédé que la *lutte* pour organiser la vie et, ayant remarqué l'infériorité des salariés en face des capitalistes, s'était ingénié à embrigader les forces et à régler les conditions de la bataille.

La Chambre avait adopté la loi pour se donner, aux regards populaires, une attitude libérale, tranquille, d'ailleurs, quant à l'avenir, car le Sénat, pour sûr, l'amenderait, et ce n'est certainement pas pour *une question ouvrière* qu'il recommencerait le conflit énergique auquel avaient donné lieu l'article 7 et les décrets.

Le Sénat justifia toutes les prévisions ; il rejeta le

seul article, l'article 5, qui était l'esprit même de la loi (août). Pour obtenir ce rejet, le sénateur Béranger avait agité le spectre des manifestations révolutionnaires récentes, où l'on avait prononcé « ces *odieuses* *paroles* : la seule vraie, l'unique guerre, c'est la « guerre civile, la guerre de classe à classe. » (Grève de Bessèges, février.)

Je ne sais pas si, moi, j'écris des « choses odieuses, » mais il me semble que depuis les premières années de cette histoire, je ne fais pas autre chose que de constater la guerre sauvage que la *classe possédante* fait à la *classe non possédante*.

L'année 1882, autant, sinon plus, que ses aînées, avait fourni des exemples très nets de la situation inique faite aux non possédants.

Des grèves nombreuses avaient éclaté ; quelques-unes très graves.

A Roanne, par exemple, les patrons avaient voulu imposer à leurs ouvriers une réduction de 15 0/0 de leur salaire : ils changeaient leur outillage, ils changeaient leur production, et il leur était apparu *tout simple* de changer aussi leurs frais généraux, sans se préoccuper de savoir si le prix des denrées nécessaires à la vie de leurs ouvriers se trouvait modifié du même coup.

N'importe ! onze établissements furent fermés, 4,000 ouvriers furent congédiés (février), et il en résulta des désordres.

Une autre grève avait éclaté à la *Grand'Combe*, puis, bientôt après, dans les *mines et fonderies de Bessèges* (Gard) (février-mars) ; à la *Grand'Combe*, Gambetta avait envoyé des troupes, inutilement d'ailleurs, car les patrons avaient pris des arran-

gements. Mais à *Bessèges* les choses avaient mal tourné; en effet; comme à la Grand'Combe, on s'était hâté — mais un peu trop — d'envoyer une quantité inusitée de fantassins et de cavaliers.

Les revendications des mineurs étaient légitimes; ils réclamaient la paye par quinzaine, des modifications et même des suppressions dans le fonctionnement des magasins généraux de la compagnie, et, enfin, prétendaient bénéficier de la nouvelle loi sur les syndicats pour soutenir leurs intérêts. — Autant de crimes!

Le déploiement de la force armée, l'intervention — visiblement dictée par des besoins électoraux — de quelques députés, tels que de Lanessan, flanqué de Desmons et de Truelle (ce dernier administrateur de la *France-Incendie* et du *Comptoir de l'industrie linière*), ne servirent qu'à exciter les grévistes. Ceux-ci, d'ailleurs, sous le coup des révélations stupéfiantes ayant accompagné la chute de l'*Union générale*, avaient constaté avec colère que tous les gouvernants, y compris Gambetta, n'avaient aucun souci d'améliorer leur sort, et ils en concluaient, non sans quelque logique qu'à eux seuls ils devaient remettre le soin de leurs intérêts.

C'était ce que leur faisait dire, au surplus, un comité socialiste, de récente formation, qui avait tenu un congrès ouvrier dont j'ai signalé les assises périodiques et qui représentait une organisation déjà puissante et de plus en plus grandissante.

Tout cela était une conséquence rigoureuse des faits que j'ai narrés et de l'état antagonique dont j'ai établi les chiffres et tracé les graphiques.

Que le lecteur veuille bien se reporter au chapitre

de 1881, dans lequel j'ai placé les calculs électoraux, et il verra que les majorités de non possédants ne réussissent jamais à se faire représenter *par leurs pairs*, mais seulement par les possédants, leurs adversaires — de classe — car il n'y a pas d'autre mot.

L'existence semi-officielle de la loi sur les syndicats (non encore votée par le Sénat) et la gravité des événements, suggérèrent à l'opposition une interpellation... platonique (9 mars).

Goblet, l'avocat d'Amiens, ministre visé et chargé de répondre, eut recours à des allégations controuvées.

Il prétendit que les grévistes conduits par Fournière, allaient attaquer les ventilateurs et mettre en danger de mort 200 ouvriers travaillant encore dans les mines.

Le fait avait été déclaré faux huit jours avant l'interpellation¹. Inutile d'ajouter que cette Chambre, qui comptait tant de possédants réactionnaires dont près de cent financiers, adopta un ordre du jour de confiance.

Lorsqu'on relit aujourd'hui les audacieuses affirmations portées à la tribune à l'appui des prétentions de la compagnie de Bessèges et qu'on constate que, six ans après, cette même société sera convaincue d'avoir dilapidé les caisses de secours et de retraite de ses ouvriers, on est saisi d'indignation, tant contre l'incurie des uns que contre le cynisme des autres.

Certes, je sais que les mines et houillères ont traversé une crise due aux tarifs de chemins de fer et aux mauvais traités de commerce; mais je sais

¹ Voir la *Lanterne* du 1^{er} mars.

aussi que les actionnaires, ayant reçu vingt fois leur capital sous forme de dividendes, devaient rapporter leur bénéfice au lieu de spolier leurs ouvriers.

Étrange état d'esprit des possédants :

Au cours de la grève, on avait accusé Fournière d'être à la solde des Anglais, qui inondaient de leurs charbons le Gard et le Midi.

Et nul n'a songé à accuser les compagnies de chemins de fer, incontestablement payées par les Anglais, celles-là, puisqu'elles transportaient leur charbon, de Calais dans le bassin du Gard, à des conditions telles que les produits français subissaient un tarif plus élevé pour aller d'un bout à l'autre du même département que pour traverser la France du nord-est au sud-ouest.

Les événements de Bessèges et l'interpellation qui les avait suivis étaient comme un coup de clairon sonnant le réveil des revendications sociales.

En août et octobre, nouvel avertissement, et cette fois à Monceau-les-Mines, où les tyrannies capitalistes étaient associées aux tyrannies religieuses.

Seulement l'ensemble des faits incriminés par la justice, même le verdict suprême rendu par le jury en décembre, enfin la dynamite qu'on avait sottement ajoutée à cette affaire, n'ont pas tardé à lui donner le caractère d'une simple provocation policière, système que, désormais, j'aurai à signaler souvent.

Dans une enquête extra-parlementaire entreprise par les députés de l'extrême-gauche, l'ancien maire du Creuzot, Dumay, manifesta un soupçon analogue.

Il donna, en outre, des détails intéressants, entre

autres, celui-ci que je reproduis parce qu'il commente les résultats électoraux de 1881 dont j'ai déjà parlé plus haut :

« Le grand nombre d'abstentions constatées lors
« des dernières élections, a dit Dumay, provient de
« ce que les ouvriers, voyant que les députés n'ont
« jusqu'à ce jour rien fait pour améliorer leur
« sort, ne veulent plus voter. A un moment donné,
« si cet état de choses continuait, les anciens par-
« tis monarchistes auraient certainement quelque
« chance de faire passer leur candidat. »

Dumay avait raison ; aussi bien quand on songe qu'une *majorité considérable de candidats élus* avait pris des engagements formels dont, plus d'une année après, aucun n'était rempli, on se demande comment la masse énorme des non possédants, ainsi opprimée, trompée et dépouillée, a encore la patience d'attendre¹ !

Outre les grèves principales dont je viens de parler, il y en eut d'autres de moindre importance; je me contenterai de les énumérer :

En février, grève des *peintres sur cristaux* à Paris, grève des *charpentiers* de la Seine, des *mineurs* à Molières (Gard) et des *peintres décorateurs* à Paris, en mars, grève des *sculpteurs* à Paris, des *tisseuses* et *fileuses* à Belfort, des *tisseuses* à Moirans (Isère), des *tricoteuses* à Barle-Duc, des *ferblantiers* et *plombiers* à Nantes, et des *mineurs* à Saint-Étienne; en avril, grève des *métallurgistes* à Saint-Étienne, à Firminy, à Marquise, grève des *verriers* à Alais, des *cordonniers*

¹ *Cahiers électoraux de 1881*. Chez Martin, éditeur. — Voir aussi l'*Année politique 1882*, par André Daniel.

à Lyon, des *imprimeurs sur étoffes* à Saint-Denis, des *peintres en voitures* à Paris, des *chevriers, maroquiniers* et *mégissiers* à Lyon, des *puisatiers* dans le département de la Seine, des *layetiers-emballeurs* et des *facteurs de pianos et orgues* à Paris ; en juin, grève des *raffineurs* à Saint-Ouen et la Villette, des *camionneurs* de la compagnie de P.-L.-M. à Paris, et des *ouvrières en balais* à Paris ; enfin en octobre, grève des *ouvriers de l'ameublement* à Paris.

Pour commenter cette série, il me reste à indiquer les mouvements nouveaux des majorations capitalistes. Celles-ci n'avaient pas été fortes en comparaison des années précédentes ; de 223 milliards, chiffre à la fin de 1881, on était arrivé seulement à 227 milliards à la fin de 1882¹.

Les valeurs financières avaient subi seules une liquidation partielle ; elles avaient perdu un peu plus de 4 milliards, presque toute la majoration fictive de 1881.

Cela ne s'était point fait sans secousse, le salariat était demeuré stationnaire, mais la misère s'était augmentée de tous les possédants ruinés ; voici le tableau résumé de ces divers mouvements :

	1881	1882	
Possédants.....	20	19	
Salariés... 69	80	81	69 salariés 12 dénués
Dénués.... 11			
Totaux.....	100	100	

	Milliards		
	Fin 1881	Fin 1882	Différence
Capitaux immobiliers.....	113 8/10	120 0/10	+ 6 2/10
— mobiliers.....	69 5/10	71 0/10	+ 1 5/10
— financiers.....	40 0/10	35 0/10	— 4 2/10
Totaux.....	223 3/10	226 8/10	+ 3 5/10

Ces oscillations sociales avaient été accompagnées d'une série de scandales privés qui venaient s'ajouter aux désordres officiels.

L'immondice des prostitutions avait atteint tous les mondes bourgeois ; notamment à Paris, à Lyon, à Nice, la société continuait à pourrir.

D'Italie nous arrivaient les échos d'un procès scandaleux relatif à la succession de l'ancien pape Pie IX ; de Belgique, ceux du drame des frères Peltzer ; en France, les Lapanouse et les Castries avaient recours à l'usure et ensuite plaidaient contre elle ! les Chaulnes-Chevreuse étalaient dans toute sa nudité la plaie intime de leurs sots préjugés ; quelque temps après, le public se repaissait des dissentiments conjugaux qui avaient conduit les époux Fenayrou au meurtre et à la cour d'assises.

Depuis le Krach, il y avait, en outre, un levain anti-sémitique dans l'air ; cela se traduisait par des violences publiques entre Mayer-Déroulède, et des discussions piteuses entre Dumas et le peintre Jacquet, au sujet du juif de Bagdad.

De son côté, la justice en robe continuait ses palinodies ; elle avait découvert les escroqueries des colonisateurs de Port-Breton, mais ignorait celles du Tonkin ; elle condamnait Bontoux, mais laissait en liberté Erlanger.

Un bruit sinistre venait « cependant » stupéfier un moment et les juges et les accusateurs de l'*Union Générale* :

Le comte de Wimpffen, le diplomate austro-hongrois dont j'ai parlé plusieurs fois, s'était suicidé sur la voie publique ; presque en même temps celui

que ses amis appelaient : « le clairon de la France » Gambetta, mourait à Ville-d'Avray.

L'enquête n'est pas encore possible sur la mort de celui-ci ; mais celle du diplomate s'éclaire par une lettre posthume, terrible pour les tripoteurs cosmopolites dont Hirsch est le plus bel ornement.

Je donne cette lettre *in extenso*, telle que la publièrent les journaux allemands ; le lecteur sera saisi de sa parfaite concordance avec tous les faits que j'ai précédemment narrés :

« Monsieur le baron,

« Lorsque vous recevrez cette lettre, vous l'ouvrirez avec hésitation, parce que vous vous douterez bien de ce qu'elle renferme. Ne craignez pas que je vous fasse des reproches. Lorsque je me suis laissé capter peu à peu par votre amabilité, *je ne pensais pas que vous poursuiviez un but haïssable*. C'est imperceptiblement que, profitant de ma faiblesse de caractère, vous m'avez fait glisser sur la pente du déshonneur. Mon pays me jugerait moins sévèrement s'il savait avec *quelle habileté vous avez joué votre rôle*. Vous m'avez induit en erreur et ébloui, avec votre or, comme vous avez induit en erreur DAYOUD et MAHMOUD, NEDHIM-PACHA, le comte de BEUST, le comte ZICHY, M. SCHLEGEL, *et beaucoup d'autres encore*. Vous avez fait de nous tous TRAITRES A LA PATRIE, DANS LE SEUL BUT D'AJOUTER DE NOUVEAUX MILLIONS A CEUX QUE VOUS AVEZ PRIS DANS LES POCHES DES PROPRIÉTAIRES DE BILLETS DE LA LOTERIE TURQUE.

« Ma mort dévoilera ce dont je me suis rendu coupable, ce sera là mon expiation. Le seul fait que l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie s'est suicidé et qu'il a laissé une lettre à l'adresse du baron Hirsch, *suffira pour mettre l'opinion sur la trace de la vérité*. Vous aurez beau faire défendre vos intérêts par la presse parisienne et par les journaux de Vienne, ma mort fera cependant pâlir votre or, à Paris et Vienne. Je ne parle pas de Berlin, parce qu'on ne vous y a jamais pris au sérieux. Berlin est aujourd'hui le centre de la poli-

tique orientale. Il y a quelque temps encore, on s'en rapportait à nous, à Berlin, pour ce qui concernait la question orientale; c'est que l'on ignorait que *les ambassadeurs d'Autriche à Constantinople et à Paris n'étaient que des courtiers de M. Hirsch*. Il s'en est même fallu de bien peu que vous ne meniez à bonne fin la fameuse transaction avec Bleichröder. A présent, Radowitz veillera, j'en ai la certitude, à ce que l'Allemagne agisse d'une manière indépendante à Constantinople, et à ce qu'elle prenne position contre vos exigences insensées. J'ai adressé, en dernière heure, au comte Kalnoky un rapport général sur toute cette affaire, que nous avons toujours considérée comme vôtre, bien qu'elle fût nôtre.

« Si j'étais un négociant autrichien, il y a longtemps que j'aurais accusé la diplomatie austro-hongroise de se laisser influencer par vous depuis douze ans, bien que vous fassiez tout ce qui dépend de vous *pour empêcher un arrangement entre les chemins de fer turcs et les chemins de fer Austro-Hongrois*. Puisse ma mort avoir pour effet d'inspirer un peu de bienveillance au gouvernement allemand, à l'égard de mon malheureux pays. On a, à Berlin, des motifs sérieux de nous en vouloir, car nous *avons été sur le point d'abuser dans votre intérêt, de la confiance et de l'influence dont jouit l'Allemagne à Constantinople*.

« Je mourrai, pour donner satisfaction à ma conscience, l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie se tuera sur la voie publique, afin de confesser sa faute aux yeux de tous.

« *Il est certain que vous avez toujours ignoré les exigences de l'honneur et de la conscience, sans doute parce que vous commentiez votre Talmud en Tartufe*. Mais la vengeance divine atteindra même ceux des princes de la finance qui, comme vous, *sont absolument dépourvus de principes*. Avant peu, *il ne vous restera plus rien des 200 millions que vous avez su vous procurer au moyen des chemins de fer turcs, et vous aurez à rendre compte de vos agissements devant la justice.* »

« Paris, la veille de Noël 1882. »

Signé : « WIMPFEN. »

Tel fut l'acte d'accusation du suicidé.

SOMMAIRE. 1883. — Les prétendants. — Le mystère Gambetta. — Antagonismes sociaux. — L'expulsion de Rothschild. — Aveux tardifs de Léon Say. — Anarchistes à Lyon. — L'esplanade des Invalides. — Rectangle révolutionnaire. — Combinaisons multiples. — Les coups de la conversion. — L'hôtel Wilson. — Misère incorrigible. — Bavardages au Parlement. — Humbles prières aux Compagnies! — Qui paye? — Etranges recettes. — Etat-major financier. — Etapes de capitulations. — Le roi uhlan. — Chauvinisme élyséen. — Les marchés militaires. — Propagande effrontée. — Boland. — Suicide Biedermann. — Misère aggravée.

De peu s'en est fallu qu'à l'occasion de la mort du tribun de Cahors les possédants monarchistes ne reprissent quelque espérance.

Deux hommes pouvaient, jusqu'à un certain point, parler au nom d'un groupement d'intérêts : Jérôme Bonaparte et Henri de Bourbon.

L'un, bavard mais décrié, parla beaucoup, écrivit davantage, afficha une critique de la gestion gouvernementale, très juste d'ailleurs en plusieurs points, et réussit à se faire incarcérer par le ministère, ce qui inspira à la magistrature la malice de le « relâcher » presque aussitôt, et produisit une nouvelle explosion de rires dont moururent définitivement ses ambitions.

L'autre, devenu de moins en moins épistolier depuis 1873, ayant, d'ailleurs, toujours été silencieux, ne laissa pas le temps à ses partisans de lui attribuer, à Froshdorf, un discours de Cahors quelconque et mourut au mois d'août.

La république des parasites, un moment effarée par la mort du châtelain de Ville-d'Avray, comprit bientôt combien les chances lui étaient favorables, et celui qui, « dans l'ombre », avait fait à Gambetta une véritable guerre au couteau : Daniel Wilson, put trouver que sa route était, enfin, sérieusement déblayée.

J'aime peu rechercher les petits côtés inutiles ; cependant la mort de Gambetta vint tellement à point pour Wilson ; depuis cette mort, les intrigues agioteuses de celui-ci s'accusèrent si effrontément et si malproprement que je ne puis m'empêcher de me demander si, dans le drame de Ville-d'Avray, dans les récits contradictoires concernant les causes, la marche et l'issue de la maladie, il n'y aurait pas eu je ne sais quelle noire combinaison dont personne jusqu'ici n'a osé soulever les voiles.

Tout ce que je me permettrai de dire, c'est que Gambetta avait des habitudes compromettantes pour sa santé, absolument comme certains industriels ont eu des appétits « d'honneur » compromettants pour leur bourse ; de plus, j'ajouterai qu'il est possible à de simples cyniques d'obtenir la disparition de certaines personnes sans, pour cela, recourir à ce que la loi qualifie du gros mot d'assassinat.

Voici, à cet égard, quelques jalons que je pose pour une enquête future :

Gambetta est mort dans le *repos* et non dans la *fatigue* de la vie politique.

Les auteurs de l'autopsie ont affirmé, sans *mo'if sérieux* (au sens scientifique du mot), que le sujet était voué à une fin prochaine; de plus, ils ont beaucoup trop insisté sur la *blessure cicatrisée*.

A cette blessure, il y avait eu une cause passionnelle, c'est-à-dire une jalousie provoquée, qui avait éclaté, d'abord dans la colère; puis, le mal fait, dans la douleur!

Pas un homme, peut-être, n'est au-dessus d'une semblable aventure.

Mais Gambetta, plus qu'un autre, en était menacé!

Or, à l'heure où il *tramait sa revanche*, d'autres, qui avaient calculé la valeur d'un mariage, devaient savoir aussi comment on pouvait river les anneaux de fer du passé!

.
.

Les documents et, comme je l'ai dit, les enquêtes, me manquent pour aller plus loin sur ce sujet; en écrivant ceci, j'obéis, je l'avoue, à une série de déductions morales et nullement à une certitude matérielle; mais ayant eu, plusieurs fois, l'occasion de constater l'exactitude de mes prévisions (par exemple, lorsque, quatre ans à l'avance, j'ai calculé et annoncé que la déchéance de Grévy serait l'œuvre de son gendre)¹, je n'ai pas pu résister à consigner une impression que, seul, un pouvoir révolutionnaire me semble capable ou de démentir ou de justifier.

¹ *Les Rois de la République*, 1^{er} vol., p. 372.

Pour le passé il n'y a pas de doute :

Dès le 4 septembre 1870, Grévy, Wilson, Cochery, Tassin, Guyot-Montpayroux formaient déjà un conciliabule hostile à la délégation de Tours ¹ et notamment à Gambetta.

Dans tout ministère où les amis de Gambetta dominaient, Wilson avait été éliminé — c'est ce qui venait de lui arriver quand, par son mariage, il s'était fait sous-président ; — les journaux qui attaquaient davantage le tribun étaient non pas ceux que Wilson patronait publiquement, comme la *Petite France (de Tours)*, mais ceux dont il était l'inspireur, discrètement caché derrière certains affidés ; par exemple : la *Lanterne*, l'*Événement*, la *France*.

J'omets à dessein l'*Intransigeant*, parce qu'à mon avis le rédacteur en chef de ce journal, plus artiste que savant, peut être circonvenu, sans doute, mais non pas réduit absolument en servitude.

Dans la lutte dont la *Banque nationale* avait été l'objet (et que j'ai narrée précédemment), Wilson avait fini par « pêcher » une *correspondance* comprenant plusieurs centaines de journaux, celle qui devint la *célèbre correspondance républicaine de la rue Bergère* et le centre administratif des pots-de-vin extorqués aux soupirants du ruban rouge.

Si je groupe ces diverses circonstances, c'est afin de montrer les ficelles de l'agiotage politique et nullement pour défendre, après coup, Gambetta contre les attaques, trop souvent méritées, qui furent dirigées contre lui.

Je l'ai dit assez, je n'ai point d'idole ; mais j'ai le

¹ *Les Rois de la République*, 1^{er} vol., p. 350.

droit de conjecturer qu'à un moment donné, Gambetta, éclairé par l'expérience, édifié sur l'insuffisance des moyens politiques, ayant senti le besoin d'*apprendre les sciences qu'il ignorait*, eût naturellement lancé quelques ruades à travers son entourage, pour retourner au peuple son berceau, où seulement il pouvait retrouver quelques mâles accents, et organiser, avec lui, la conquête intégrale et simultanée des réformes sociales, fût-ce au prix d'une révolution violente.

Voilà pourquoi j'ai voulu analyser la rapide destruction de cet instrument social, si bien taillé pour les réformes, si mal emboîté dans le gouvernement.

Puissance rénovatrice? Gambetta aurait pu le devenir.

Malheureusement, pour formuler cette espérance, j'en suis réduit à supputer la grandeur des funérailles et non pas la profondeur des résultats.

Ceci dit, tant pis pour ceux à qui ces concordances de faits apparaîtraient comme un réquisitoire.

L'agitation des possédants, réveillés dans leurs appétits, se traduisit immédiatement par des débats, aussi interminables que stériles, dans les deux Chambres; je ne perdrai pas mon temps à les analyser; j'en retiendrai seulement ceci qu'après des tergiversations nombreuses, l'affaire des prétendants amena un ministère présidé par Jules Ferry (21 février), lequel promit de « surveiller » les princes.

Le peuple, lui, ayant des motifs sérieux de mécontentement, ne resta pas indifférent aux effervescences à peine calmées de ses maîtres.

Surtout depuis la fin de l'année précédente, il voyait combien peu il pouvait compter sur les promesses de ses mandataires, ceux-ci lui ayant donné non le fait, mais seulement la comédie des discussions réformistes, tantôt à propos du *droit d'association*, tantôt à propos de la *responsabilité des patrons en matière d'accidents*, en assaisonnant le tout de réflexions ou de projets plus ou moins baroques.

Pour apprécier l'effet que ces discussions pouvaient produire, il est bon de rappeler dans quelles conditions matérielles et morales avait débuté l'année dont je m'occupe.

J'ai produit, à la fin du précédent chapitre, des chiffres accusant l'augmentation de la misère : (11 0/0 à la fin de 1881, 12 0/0 à la fin de 1882), l'immobilité du salariat (69 0/0 aux deux époques), et enfin la réduction du nombre des possédants (20 0/0 fin 1881, 19 0/0 fin 1882).

Or il suffit d'un examen attentif des proportions pour voir que les non-possédants, bien qu'immobiles en bloc, s'étaient accrus dans leur portion *dénuée* et que le nombre de ceux qui étaient tombés de la possession, soit au salariat, soit à la misère, pouvait favoriser une tentative d'émeute ou d'insurrection.

Un peu avant le manifeste de Jérôme et comme pour en préparer les parties sensées, le *Figaro*, sous le titre de « *Le monde des millions* », et la signature de Philippe de Grandlieu, avait publié un réquisitoire contre la finance ¹.

En dépit de son ton modéré, cet article avait une

¹ Sous la date du 13 janvier 1883.

importance grave. D'abord il était une exception dans ce journal qui avait toujours servi la finance haute ou basse, qui avait porté aux nues aussi bien les œuvres du *Crédit foncier* que celles du *Crédit général français*¹, même longtemps avant que ses principaux rédacteurs ou gérants fissent partie des syndicats de ce dernier établissement².

Peu de temps après, et à l'occasion du manifeste jérômiste, un autre journal, de nuance radicale, la *Justice*, avait aussi formulé un réquisitoire et demandé « l'expulsion des gros financiers, des banquiers israélites, de MM. de Rothschild notamment, dont l'immense fortune violait les principes d'une saine démocratie³. »

Comme on le voit, les excitations portaient également des partis les plus opposés.

Quant au monde gouvernemental, il avait aussi reçu son coup de fouet :

Léon Say, dans le *Journal des économistes* de novembre 1882, avait publié une diatribe insolente contre des agissements qu'il avait, lui-même, pratiqués pour son compte toutes les fois qu'il avait été au pouvoir. — Il n'y était plus : d'où sa

¹ Voir tome I, page 145 à propos des emprunts haïtiens.

² Parmi les syndicataires pour les deux augmentations de capital du *Crédit général français*, figuraient les journalistes suivants : *Fernand de Rodays*, 600 actions (en deux fois); *Albert Wolff*, 100 actions, tous deux appartenant au *Figaro*. On trouve aussi : *Arthur Meyer*, directeur du *Gaulois*, 300 actions (en deux fois); puis encore : *E. Merson*, journaliste légitimiste à Nantes, 1,000 actions; *de Blowitz*, correspondant du *Times*, 200 actions; *Léonce Détroyat*, 200 actions; *Ernest Daudet*, 100 actions; *Lebey* (*Agence Havas*), 600 actions.

³ *La Justice*, citée dans l'*Année politique 1885*, page 19.

colère. A cette colère, nous devons, néanmoins, des aveux et des révélations :

Les aveux constatent — un peu tard — que « depuis plusieurs années on avait créé trop d'affaires improductives, trop de banques surtout, et « gaspillé l'épargne publique » ... ce qui avait produit « comme une nouvelle rançon de plusieurs millions payée à la spéculation, comme la rançon de 1871 avait été payée aux Allemands¹. »

Pour une fois, je suis d'accord avec Léon Say ; mais quel dommage que la sincérité de ses constatations tardives mérite d'être suspectée !

Quant aux révélations, elles furent encore moins sincères, mais matériellement — on l'a bien vu depuis — elles disaient la vérité. Léon Say signalait les agissements dangereux du sous-secrétaire d'État au ministère des finances, c'est-à-dire de Daniel Wilson ; il énumérait les bouleversements, opérés, par celui-ci, dans le personnel (procédés auxquels se sont ajoutées ensuite des imputations singulières au sujet des cautionnements) ; enfin il parlait des faveurs sans nombre accordées, notamment, à ceux qui, ayant été condamnés pour *fraude* commerciale, réclamaient la remise des amendes prononcées.

En trois ans, disait Léon Say, de 1876 à 1879, les procès-verbaux de contravention avaient déjà diminué, en moyenne, de 9 0/0 par an ; mais de 1880 à 1881, ajoutait-il, ils ont diminué de 22 1/2 0/0 aussi en moyenne.

Cette dénonciation presque officielle des corrup-

¹ *Journal des Économistes*, novembre 1882, p. 159.

tions administratives installées au gouvernement, effara le parlement et fournit une arme aux partis opposants.

Pour brocher sur le tout, le tribunal de Lyon, abusant d'une loi faite en 1875 contre l'Internationale des travailleurs, venait de ressusciter le délit d'opinion. Sans avoir à juger aucun fait matériel imputable aux accusés (les auteurs des actes n'étant autres que des agents provocateurs *disparus*), il osa incriminer le fait de « provoquer la suspension du travail » — ce qui était la grève légale — « l'abolition de la patrie » — c'était ainsi qu'il interprétait la suppression des frontières en vue de la fraternité dans le travail, contre la guerre — « l'abolition de la propriété, de la famille et de la religion, » — rappelant ainsi les vieux clichés bourgeois qu'on s'attendrait plutôt à voir suivre de la formule papale : « *anathema sit*, » que du célèbre « par ces motifs » usité dans le patois juridique.

Si la terreur anarchique, policièrement organisée, avait inspiré une iniquité de plus aux magistrats de Lyon, à ceux de Paris les échos de la même terreur semblaient avoir inspiré un sentiment contraire.

En effet, dans les derniers jours de janvier, la cour d'assises avait à juger un ouvrier qui, d'un coup de revolver, avait *tué raide* son *propriétaire* ; les circonstances avaient été narrées, exposées, vérifiées ; l'ouvrier avait obéi à une exaspération légitime, mais il avait tué ! et, dans toute autre circonstance, le parquet n'eût pas failli à requérir un châtiment exemplaire. Il n'en fut rien cette fois et,

le ministère public, lui-même, ayant réclamé une peine atténuée, le jury prononça un *acquittement*¹ !

Entre temps, on parlait de complots orléanistes, de comités insurrectionnels organisés, d'une conspiration attribuée au général Charette ; à l'opposite on étalait l'agitation d'une *ligue révisionniste* organisée par Clémenceau et son parti.

Autant d'excitations qui favorisaient un essai de révolution ; il ne manquait plus qu'une occasion de mettre le peuple en avant ; elle ne tarda pas.

Le peuple souffrait déjà du mal *misère*, aggravé par de récentes inondations à Paris et dans les environs ; en outre, plusieurs industriels, appartenant, surtout, à l'industrie du bâtiment, qui était atteinte depuis longtemps par une crise due aux majorations agioteuses, ayant fermé leurs chantiers, il y eut réellement des « ouvriers sans travail, » naturellement enclins à fréquenter les réunions publiques et les meetings.

Il y eut des réunions, il y eut des meetings.

Louise Michel, cette religieuse-laïque (je lui demande pardon de ne pas trouver d'autre mot pour la peindre complètement à ceux qui la méconnaissent), Louise Michel, qui se croit obligée de répondre à toute *convocation* ayant pour objet une réclamation du peuple, dont elle est l'un des meilleurs porte-parole, fut sollicitée de venir au meeting annoncé, pour le 9 mars, à l'Esplanade des Invalides.

Sans prendre garde à l'étrange bienveillance que témoignaient à ce mouvement les journaux les plus hostiles au *populaire*, tels que le *Figaro*, le *Clairon*,

¹ Affaire Brossard-Desportes, 29-31 janvier 1883.

le *Gaulois*, elle y alla ; avec elle une masse d'affamés et, avec ceux-ci, une foule immense de curieux .

Il y eut des bousculades, des arrestations, des vitres brisées, des « outrages aux agents. » On menaça, même, l'Élysée « à travers un omnibus, » comme le raconta plaisamment Paul de Cassagnac à la tribune de la Chambre¹ ; mais tout se borna là ; il en fut ainsi, également, le 11 mars, sur la place de l'Hôtel-de-Ville et, seuls, quelques « banquistes » des réformes sociales reçurent, en lieu clos, quelques contusions, regrettables d'ailleurs, parce qu'il n'est pas possible d'approuver l'introduction du pugilat dans une discussion théorique.

Toutes ces agitations étaient sans racines et ne pouvaient aboutir à une révolution.

Assurément, le mécontentement était général ; il était populaire, il était, même, en forte partie bourgeois ; mais, pour qu'une manifestation tourne à l'action sérieuse, il faut deux conditions : D'abord, une idée simple acceptée par tous, servant à donner une forme *désintéressée* aux mécontentements personnels et à les lancer dans un même élan ;

Ensuite, il faut une certaine intensité des antagonismes économiques poussant sur un même plan de réclamations les deux extrêmes sociaux : la fortune et la misère ; alors, par les deux bouts, le troisième et le plus puissant élément, le salariat, est entraîné, *la grande masse bouge* et la révolution est faite.

Or, en mars 1883, il n'y avait pas d'accord sur le mot. A la vérité, « revision » exprimait une idée simple, mais elle soulevait, au même degré, la méfiance des trois forces que j'ai énumérées ; mieux

¹ Séance du 10 mars 1883, Chambre des députés.

encore : elle divisait entre eux les possédants eux-mêmes.

Néanmoins, cet inconvénient n'eût-il pas existé, que l'insuffisance de l'intensité des antagonismes économiques, enlevait au mouvement le concours des masses profondes.

Pour se rendre compte de ce dernier point, il suffit de comparer, par exemple, 1848 et 1883.

En 1848, les mots simples étaient « réformes », « suffrage universel », c'est-à-dire, à peu près un équivalent de *révision* !

Mais l'antagonisme économique différait dans ses proportions et dans son intensité. En voici la preuve :

Moyenne de 5 années.	Possédants	Salariés	Dénués
1843-1847.....	19	71	10
1878-1882.....	20	69	11

Donc plus de misère en 1883, mais plus de possédants et moins de salariés; voilà la différence des proportions.

Voici maintenant la différence des intensités :

On peut être plus ou moins misérable, plus ou moins riche, plus ou moins salarié; or ce *plus ou moins* dépend uniquement de la proportion existante entre les moyens d'échange (métal, billets de banque) et les exigences budgétaires (impôts).

Dès lors, en comparant les deux années extrêmes 1848 et 1883, *prises à leur début*, je trouve que, par rapport aux *moyens*, les exigences étaient, en 1848, 32/100 et, en 1883, de 25/100.

Et voilà pourquoi les mêmes mouvements matériels n'ont pas accompagné, aux deux époques, les mêmes dispositions morales.

Pour plus de clarté, je symbolise cette différence dans les deux figures suivantes : (VOYEZ PLANCHE IX).

La morsure violette qui apparaît à la droite de chaque cercle exprime le degré d'absorption, *par les impôts*, des moyens d'échange (métal et papier) existant aux deux époques.

En comparant, on s'aperçoit que la crise avait plus d'acuité en 1847-1848, parce que *plus qu'en 1882-1883*, les moyens d'échange étaient absorbés par le budget.

Pour compléter cette démonstration, je condense dans une seule et même figure géométrique tous les antagonismes que je viens d'énumérer et je construis ce que je puis appeler : *Un rectangle révolutionnaire*.

Seulement, comme il s'agit uniquement de comparer deux époques, je prends, *comme unité, la situation de 1847-1848* et, d'après la même méthode de calcul, je la rapproche de celle de 1882-1883.

J'ai ainsi deux hypoténuses de dimensions différentes (VOYEZ PLANCHE X), exprimant la relation entre les acuités des antagonismes *totalisés* aux deux époques¹.

De cette situation, les dirigeants eurent le sentiment plutôt que la notion; la preuve c'est que, d'abord, le ministère se campa dans son énergie et s'attribua une pacification dans laquelle il n'était pour rien; ensuite, c'est que l'on commença à voir défiler la série des panacées economico-politiques.

¹ Le lecteur qui voudrait contrôler les calculs ayant servi à dresser ces différentes figures trouvera toutes les formules à la fin du présent ouvrage, dans la partie intitulée : *LES RÉSULTATS : Contrôle scientifique*.

Planche IX
ANTAGONISMES

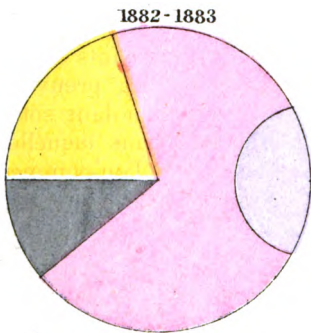
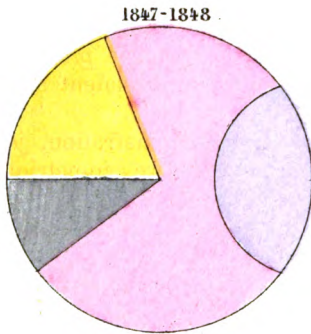
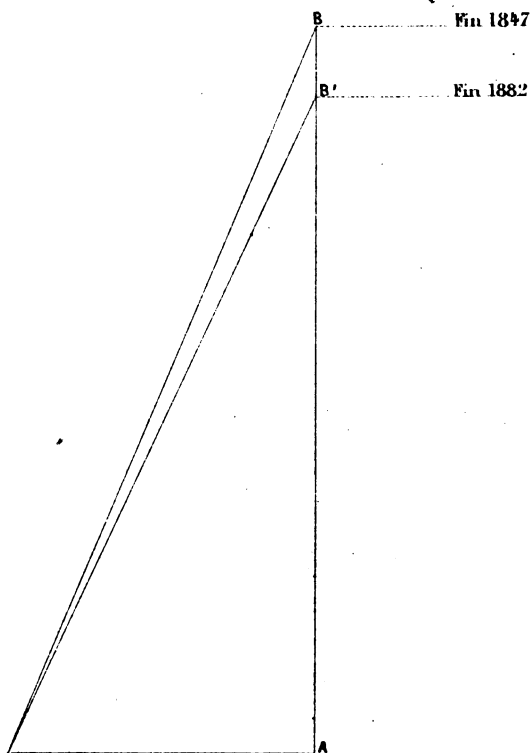


Planche X

RECTANGLE RÉVOLUTIONNAIRE

1847-1848 1882-1883



$AB = 9.536.$

$AB' = 8.608.$

On parla de voter un subsidé de deux millions aux ouvriers de Paris ; mais c'était un opposant (Baudry d'Asson) et le ministère déclara « avec succès, dit un historien, qu'il étudiait la même question » ; par conséquent, il pria la Chambre de repousser la motion. Après quoi Jules Ferry se mit à l'œuvre, en effet ; « il fit d'importantes commandes de mobilier « scolaire pendant que, de son côté, la Ville de Paris admettait à ses adjudications les associations « ouvrières en modifiant les clauses de ses cahiers « des charges ¹. »

D'autre part, des financiers parlaient de démolir les fortifications, de bâtir des logements à bon marché sur leur emplacement et dans la zone militaire ; puis le *Crédit foncier*, reconnaissant les services que j'ai plus haut narrés, se mettait, lui aussi, à la disposition du gouvernement pour construire des cités ouvrières.

Toutes ces générosités apparentes cachaient, néanmoins, autant d'ignorances que d'appétits agitateurs.

Entre temps, sur le seul point où l'on eût pu intervenir : la *législation minière*, Raynal, préludant aux « capitulations » du régime des chemins de fer, avait fait déclarer par la Chambre « que l'État n'avait pas « qualité pour s'ingérer dans l'exécution d'un contrat « de louage d'ouvrage. »

Comme si le législateur qui avait doté le Code civil du chapitre intitulé « contrat de louage » n'avait pas le même droit souverain de le modifier, comme il avait eu celui de l'édicter.

Au milieu de ces « diversités » on dut s'occuper

¹ André Daniel, *L'année politique 1883*, page 114.

de combler le déficit budgétaire avoué cette fois, parce qu'il était impossible à dissimuler.

On était « au seuil » des conventions, mais en manière de préface, on décida la conversion du 5 0/0 en 4 1/2 0/0. Celle-ci pouvait se faire sans crainte ; depuis six mois la finance la savait inévitable, et elle avait établi son compte en jouant effrontément, depuis le commencement de l'année, à propos de toutes les questions pincières.

Jamais, aux plus mauvais jour des paniques internationales, on n'avait vu autant de mouvements et des écarts aussi importants ¹.

La baisse de janvier se produisit le 23, c'est-à-dire, prétend-on, au moment où la *Justice* demanda l'expulsion de Rothschild. Celui-ci n'a pas dû se plaindre de ce coup de bascule.

Les hausses de février appartiennent à la fin de ce même mois, alors qu'il fallait *réaliser*, c'est-à-dire, revendre *cher* ce qu'on avait acquis à bas prix ; seulement je dois faire remarquer que le 5 0/0, qui allait être converti, n'avait presque jamais été plus bas que 110 francs, même pendant la panique organisée en janvier, et que, pendant le mois des *manifestations populaires*, la finance demeura également impassible ; d'où il résultait que le gouvernement disant aux rentiers : « Voulez-vous que je vous rem-
« bourse à 100 francs un titre qui est coté 110

¹ Voici les cours comparés du premier trimestre de 1883 :

	Janvier		Février		Mars	
	Plus haut	Plus bas	Plus haut	Plus bas	Plus haut	Plus bas
3 0/0.....	79,75	76,75	81,75	77,90	82,35	80,20
3 0/0 amort.	80,75	77,75	81,50	79,00	83,00	81,65
5 0/0.....	115,25	113,95	115,75	113,95	115,90	114,30

« francs ? ou bien préférez-vous accepter la réduction à 4 fr. 50 des 5 francs d'intérêt que je vous « sers actuellement ? » leur proposait, au fond, de ne pas changer grand'chose à leur situation ; en effet, avoir payé 110 francs pour obtenir 5 francs de rente, c'est exactement placer son argent à 4,55 0/0.

Grâce à cette opération, le déficit budgétaire fut atténué d'environ 35 millions ; mais plus du triple de cette somme était allé s'ajouter aux millions de la banque haute et moyenne.

J'ai déjà expliqué le mécanisme des conversions¹, je n'y reviendrai donc pas ; néanmoins comme en 1883, les agiotages revêtirent une forme particulière, je dois donner quelques explications.

Le *coup* (pour employer une expression de l'argot boursier) avait été réellement fait en janvier, sous le prétexte imbécile que j'ai mentionné : l'article de la *Justice*.

Dès ce moment, le gouvernement avait décidé de recourir à la conversion et ses amis savaient qu'il allait la proposer aux Chambres.

Plus particulièrement, Daniel Wilson connaissait les dates auxquelles son beau-père signerait les décrets ; de telle sorte que lui (ainsi que plusieurs autres d'ailleurs), pouvait prévoir les mouvements capables d'agiter le marché.

Et en effet, pendant la discussion dont on fit précéder le vote « le public non initié fut soumis à des incertitudes » ; on avait agité plusieurs systèmes : ferait-on, par exemple, la conversion en 4 1/2 0/0

¹ Voir tome I, pages 254-255.

ou en 3 0/0? Autant d'hésitations, autant de coups de bourse.

On n'a pas d'idée de l'acharnement qui fut déployé autour de cette seule question : convertira-t-on en 4 1/2 ou bien en 3 0/0? Il y avait des journaux *pour*, des journaux *contre*.

Ce fut seulement *deux ans* après que la cause de cet acharnement eût pu sauter aux yeux d'un observateur.

A cette époque, et dans un but que je rechercherai plus tard, un journal¹ publia, tout à coup, une série de révélations puisées dans un procès en cours de plaidoiries devant le banc de la reine à Londres. Il y était affirmé qu'en 1880 (époque à laquelle Wilson était au sous-secrétariat des finances), un intermédiaire international, nommé Cartier, avait conféré avec des *personnages* français, avec le ministre des finances Magnin ; ensuite, avait été reçu par le *Président de la République* et, se disant l'auteur d'un plan de conversion en 3 0/0 des 6 milliards de rentes françaises 5 0/0, avait créé un syndicat, dont il avait obtenu des sommes très importantes, promettant que la conversion se ferait *certainement* en 1881 dans le premier trimestre.

Je me borne à rappeler, à cet égard, combien souvent j'ai relevé des bruits de conversion presque toujours lancés par le *Times*.

Bref, lorsque les syndicataires et certains associés (l'un d'eux, nommé Boare, devait toucher près de 4 millions, et un autre, Martin, 15 millions de bénéfices), virent que tout espoir leur était enlevé par

¹ *Le Figaro* des 27 mars et 4 avril 1885.

le vote de la Chambre, ils se fâchèrent et se dévorèrent entre eux devant les tribunaux.

Il est très probable que les coups de bourse de janvier, aidés de certaines confidences opportunes, auront apaisé la colère des plaignants anglais contre les gens de France qui s'étaient davantage compromis avec eux ; en effet, on avait, d'abord, dénoncé des pots-de-vin immenses et, au moment de préciser, le silence s'était fait tout à coup.

Wilson fut-il mêlé à cette affaire ?

Certaines circonstances que je vais raconter permettent de le conjecturer.

Il faut noter, d'abord, que le premier décret relatif à la conversion a été signé le 27 avril 1883.

Or, dans la première huitaine de juillet, les commis d'agents de change se racontaient, ouvertement en bourse, le petit fait suivant :

Un nommé *Mesquite*, au moment de la conversion, faisait exécuter, chez les agents Dollfus, Couturier et Fessard, des ordres considérables. Les commis le soupçonnaient d'être un *homme de paille*. Mais de qui ?

Un hasard le leur fit connaître : on sait que les agents payent en mandats blancs, lesquels leur reviennent *deux mois* après l'encaissement ; donc : avril-juin.

Or, en liquidation de la conversion (fin juin), un mandat de 720,000 francs donné à Mesquite par Couturier était revenu dans les bureaux de celui-ci, mais *avec l'acquit de Wilson* ; Mesquite l'avait endossé au nom de Wilson, qui l'avait lui-même acquitté et touché, laissant ainsi, sans s'en douter,

des traces de son opération, chez Couturier aussi bien qu'à la *Banque de France* ¹.

Quelques jours après (17 juillet), le *Figaro* cueillait dans les *Petites Affiches* la mention suivante :

« M. Daniel Wilson, membre de la Chambre des
« députés, demeurant à Paris, au Palais de l'Elysée,
« et faisant élection de domicile rue de Rivoli, 220,
« en l'étude de M^e Maza, avoué près le Tribunal de
« la Seine, vient d'acheter, le 30 juin dernier, pour
« la somme de *six cent soixante-dix-neuf mille*
« *trois cent cinquante-sept francs trente cinq centi-*
« *mes* (679,357 fr. 35 c.), outre les charges, un ter-
« rain de 2,156 mètres 69 centimètres, faisant l'an-
« gle de l'avenue d'Iéna, de la rue Magdebourg et
« de la rue Fresnel. »

Quelle clarté dans ce rapprochement de circonstances ² !

Pendant que gens officiels et gens officieux agio-
taient sur le dos du peuple, à qui l'on procurait une
économie de 35 millions (!) on songeait aussi
beaucoup à ses intérêts moraux.

D'abord, on s'occupait des récidivistes et parmi
eux (ce qui est inconcevable !), de ceux qui, n'ayant

¹ Voici les cours d'avril et de mai :

	Avril		Mai	
	Plus haut	Plus bas	Plus haut	Plus bas
3 0/0.....	(le 25) 80,75	(le 21) 78,50	(le 24) 80,25	(le 15) 79,60
4 1/2 0/0 a.	(le 3) 110,60	(le 21) 109,00	(le 29) 110,70	(le 15) 110,00
5 0/0.....	(le 2) 114,60	(le 30) 110,00		
4 1/2 0/0 n.			(le 1 ^{er}) 109,50	(le 15) 109,15

² J'ai raconté ces faits dans une lettre publiée par l'*Intransigeant* dans son numéro du 30 octobre 1887, et aucun de ceux que j'avais ainsi publiquement désignés ne les a démentis.

pas de domicile, étant des vagabonds, désobéissaient à la loi en ne *cessant pas* d'être misérables et, par conséquent, « récidivaient dans le délit de vagabondage » ; de véritables incorrigibles ! (21 avril).

Ensuite, on pensa *aux enfants abandonnés* (1^{er} mai) ; mais, comme contre-partie, on commanda cette fabrique d'orphelins et de veuves appelée le Tonkin, et pour laquelle on vota des crédits (15 mai),

Cela fait, on recommença à malmenier la magistrature, c'est-à-dire à créer des vacances pour pouvoir aussitôt les combler (24 mai, 5 juin).

Enfin, on arriva à la fameuse-loi sur les *syndicats professionnels*, déjà déformée par le Sénat (12 juin). La discussion de cette dernière loi, dit un historien, « donna lieu à une très belle lutte entre MM. de « Mun, Lockroy et Frédéric Passy ¹ ».

Belle ou non, il est certain que la lutte a été « jouée » sur le dos du peuple, et que la seule préoccupation dominante a été « *l'intérêt des gouvernants* ».

Ainsi de Mun combattait le « laisser-faire et laisser-passar » des Passy et autres « économistes » ; mais c'était pour y substituer la direction d'une monarchie catholique. Par suite, il invoquait les théories socialistes, parce qu'elles combattaient, comme lui, le « laisser faire », mais il se hâtait de condamner leurs bases scientifiques parce qu'elles n'étaient pas cléricales.

« Si j'interroge le socialisme, disait de Mun, je « trouve dans ses programmes une idée nette, une « formule que voici : suppression du capital privé « et *partage* (?) des instruments et des produits du

¹ André Daniel. *L'année politique 1883*, page 168.

« travail..... *M. Benoit Malon* l'a très nettement
« développée et inscrite à toutes les pages de ses
« écrits. » Alors il ajoutait : « J'ai le droit de
« dire que ceci est la pire des chimères, nous ache-
« **minant** vers le pire des despotismes. »

Lockroy et *Passy* combattirent de *Mun* comme
de *Mun* combattit *Malon*, c'est-à-dire par des argu-
ments et des affirmations empiriques ; bref, jamais
« *belle lutte* n'a révélé de tous côtés, plus d'igno-
« rance et de parti pris. »

Son résultat fut une loi boîteuse, mal conçue, plus
mal appliquée ; inutile, en somme, au but qu'elle
prétendait réaliser.

Une autre hypocrisie se donna carrière à propos
des *caisses d'épargne* et de la *dette flottante*.

Depuis longtemps, les gouvernants puisaient dans
des fonds appartenant aux déposants, risquant, au
cas où des remboursements en trop grand nombre
se seraient produits simultanément, de ne pas pou-
voir y satisfaire.

Paul de Cassagnac, continuant, sous cette nou-
velle forme, les agitations ratées du manifeste jérô-
miste et des meetings, s'éprit soudain pour les dépo-
sants, d'un intérêt qu'il aurait dû éprouver chaque
année, depuis plusieurs législatures et, semant la
panique, il chercha à provoquer des demandes de
remboursements en masse, lesquelles, spontanément,
ne se produisaient pas.

Tout cela n'aboutit qu'à une mesure de précau-
tion qui, si elle était de nature à rassurer les
déposants, ne dégrevait en aucune façon les con-
tribuables de sorte que le danger subsistait tout
entier.

Cette malheureuse année était décidément vouée aux discussions économiques. Il est vrai qu'on avait agité beaucoup de questions sans jamais les résoudre, mais il s'en présentait enfin une qui, malgré son importance capitale et *capitaliste*, allait aboutir en fort peu de temps; je veux parler des *conventions avec les Compagnies de chemins de fer* (juillet).

Le budget était en déficit.

L'argent manquait pour continuer les grands travaux organisés d'après le plan Freycinet.

Néanmoins, le moment était arrivé de trancher la question du *rachat* des chemins de fer, c'est-à-dire, de payer ou non aux Compagnies des sommes considérables.

Tels étaient les obstacles.

De leur côté, les députés avaient promis à leurs électeurs une masse de petits chemins de fer. Le plan Freycinet leur était doux à cet égard; mais, devant l'impossibilité financière de continuer à voter des travaux qui ne se feraient pas, de proposer des tracés qui, s'ils intéressaient l'influence individuelle des députés, n'avaient aucune chance d'obtenir une majorité — parce que la somme des intérêts isolés ne représentait nullement une somme d'avantages collectifs — on chercha un moyen de conciliation, et on trouva ceci :

Pour équilibrer le budget, les Compagnies de chemins de fer rembourseraient par anticipation les sommes qu'elles devaient à l'État; pour continuer les travaux commencés et exécuter les autres, préalablement réduits à de moindres proportions, elles fourniraient, elles-mêmes, les fonds nécessaires.

Enfin, pour satisfaire au fonctionnarisme opportuniste, principal moteur des plans de rachat général, on arrondirait le réseau de l'État, au moyen de quelques cessions faites par une des Compagnies (celle d'Orléans) et on constituerait, ainsi, définitivement, le septième réseau, ou, si mieux l'on aime, la septième Compagnie.

Si la féodalité financière des chemins de fer daignait condescendre aux « humbles prières » ainsi formulées par les gouvernants, ceux-ci la laisseraient jouir de sa *ferme générale* du commerce et de l'industrie, c'est-à-dire la laisseraient maîtresse des tarifs de transports, sous le contrôle illusoire de l'homologation, et, par ainsi, lui livreraient, pieds et poings liés, l'ensemble du travail national, exactement comme l'avait fait l'Empire en 1852.

La féodalité financière fit la difficile; Raynal, l'effroyable ennemi du monopole des voies ferrées et des Compagnies « accapareuses », converti, déclara avoir sué sang et eau *pour obtenir le consentement de celles-ci !* renouvelant ainsi, parlementairement, la farce de tréteau où un médecin de Molière rendait la parole à une fille qui n'était pas muette. Quoi qu'il en soit, les Compagnies imposèrent cette *condition* qu'on leur *garantirait un minimum de dividende* calculé sur la moyenne des cinq derniers exercices.

Ainsi, c'est bien entendu, quand il s'agit des non possédants, — les ouvriers par exemple — Raynal ne comprend pas que l'État intervienne, « dans un « contrat de louage d'ouvrage, »¹ pour égaliser des aléas; mais quand il s'agit des possédants? pas

¹ Voyez tome II, page 65.

d'aléas ! des GARANTIES payées par l'impôt, c'est-à-dire, par les *non possédants seuls*.

Je dis « par les non-possédants seuls », parce que, comme l'attestent, chaque année, les budgets définitifs, sur une moyenne de 800,000 décès, il ne s'ouvre que 200,000 successions ; donc (sauf les variations annuelles) la France ne comprend, en moyenne, que un quart de possédants et trois quarts de non-possédants. Or, si le quart possédant perçoit des revenus, ce n'est pas, à coup sûr, *lui qui se les paye à lui-même* ; donc ce sont les trois quarts non-possédants.

Ces revenus contiennent, évidemment, le *total des impôts*, dont les possédants font l'avance, mais dont ils se font rembourser par les non possédants ; il est clair, en effet, que ceux-ci, payant le *total*, payent *à fortiori la fraction*.

Par conséquent, plus les impôts seront lourds, plus lourdes seront les redevances prélevées, directement ou indirectement, sur les non-possédants. C'est ce qu'il fallait démontrer.

Naturellement, à la Chambre, féconde en appétits, rare en science, personne n'a dit ces choses. Les discussions furent, dès lors, ce qu'elles promettaient d'être, étant donnée la composition financière du parlement, que j'ai détaillée en m'occupant de l'année précédente.

Il y eût, néanmoins, des incidents scandaleux et des accusations formelles de pots-de-vin.

« Les passions furent même tellement surexcitées, à un moment, qu'un député républicain, « M. Laisant, osa insinuer, dans son journal le « *Radical*, que des pots-de-vin avaient été distri-

« bués à plusieurs membres de la majorité qui vota
« les conventions¹. »

Pot-de-vin est une expression brutale qui exprime trop l'idée d'une remise d'argent de la main à la main. Ce n'est pas ainsi que les choses se passent, grâce aux progrès de l'hypocrisie moderne. Tout le monde n'oserait pas tendre, comme on le fit à Deutz, l'argent de la trahison, à bout de pincettes.

Avec les théories du mercantilisme et de l'agiotage combinées, on en arrive aisément à faire, d'un trafic de mandat, une opération simplement commerciale. « M. Jourdain, qui se connaissait en draps, « rendait service à ses amis en leur en donnant « pour de l'argent. » Daniel Wilson reconnaissait le mérite en s'employant à faire décorer *celui* qui avait aidé à la publicité de ses journaux. Lors des conventions on casait un frère, un cousin; on aidait un mariage, on facilitait une dot, on avait des options sur actions, sur obligations, que sais-je?... Et, puisque *l'intérêt du budget l'exigeait*, pourquoi ne pas le servir, en se servant soi-même?

Il est vrai, des ministres vigilants n'auraient pas signé les conventions.

Quelque chose les eût certainement frappés s'ils eussent eu, seulement, la pensée d'examiner les comptes.

Ce quelque chose, le voici :

Jamais et notamment depuis 1866, les recettes n'avaient atteint un chiffre aussi élevé que celui déclaré pour l'exercice 1882, qui entraînait dans le calcul du dividende garanti.

¹ André Daniel. *L'année politique 1883*, page 255 (note).

En voici la preuve ; je donne, ci-dessous, un tableau récapitulatif des *produits bruts kilométriques* réalisés par les six compagnies ; la forme kilométrique a le double avantage de tenir compte des longueurs exploitées et de faciliter les comparaisons, en ramenant à une unité commune les recettes diversement totalisées.

Voici ce tableau :

Produit brut des SIX COMPAGNIES, non compris le réseau de l'Etat depuis sa création.

En 1866.....	45,240 fr. par kilomètre		
En 1875.....	46,190	—	—
En 1878.....	40,210	—	—
En 1882.....	49,520	—	—
En 1883.....	46,280	—	—
En 1887.....	34,130	—	—

Ainsi, d'après les compagnies, en 1882, au lendemain du krach, alors que la crise était déjà intense, que l'on se plaignait, partout, du ralentissement des affaires, on dépassait l'activité de 1875 et de 1866 !

Un document récent, émanant de la commission permanente des valeurs en douane¹ et indiquant les tonnages transportés sur les réseaux, vient encore appuyer l'étrangeté du gros chiffre de recettes accusé pour 1882.

Il en résulte que le plus grand nombre de tonnes kilométriques a été transporté en 1883 et non en 1882 ; que le *poids* de notre commerce spécial d'exportation a été plus élevé en 1881, en 1883, qu'en 1882 : qu'enfin, *en enregistrant les recettes du transport des marchandises sur le réseau des chemins de*

¹ *Statistique du ministère des finances*, janvier 1888, page 26.

fer, les sommes de 1883 sont plus élevées que celles de 1882. Or, d'après les compagnies, en 1883, les recettes ont baissé !

Il est donc certain qu'un ministre, qui n'aurait pas eu les yeux agréablement fermés, aurait vu qu'au moment où le rachat était une menace, il y avait quelque intérêt à contrôler les éléments devant servir à la fixation des prix.

Rien de tout cela n'a eu lieu, et, même en admettant l'incapacité, je dis que, en matière d'intérêts, l'incapacité a des bornes que les juifs nous ont habitués à ne jamais voir franchies par eux.

Le parasitisme juif, c'est-à-dire, l'opportunisme, se jeta donc à corps perdu dans les conventions ; les députés prirent le galop et à la précipitation de leur décision, on eût dit des écoliers se hâtant de lécher leur tartine avant la survenue du maître.

Par malheur, le maître : Gambetta, était mort, bien mort ; lui vivant, jamais les conventions n'auraient été signées !

Il est bon de connaître l'état-major financier qui venait, ainsi, de triompher insolemment contre les intérêts de la nation entière. Le voici :

COMPAGNIE DU NORD.

Composition du conseil d'administration :

Président : ALPHONSE ROTHSCHILD, banquier juif ; outre la compagnie du Nord, ce financier est aussi *régent de la Banque de France*, administrateur à la *Compagnie d'assurances générales maritimes*, à la *Compagnie d'assurances générales contre l'incendie*, à la *Compagnie d'assurances générales sur la vie*,

aux *Chemins de fer de l'Est*, aux *Chemins de fer du sud de l'Autriche*, au *Crédit foncier central prussien*, au *Jardin d'acclimatation*.¹

Vice-président : BARON DE SAINT-DIDIER qui s'appelle AMÉ comme fonctionnaire des douanes, mais qui devient *baron de Saint-Didier* comme administrateur, pour ne pas faire connaître que les deux sont une même personne ; c'est là, d'ailleurs, une hypocrisie bourgeoise très pratiquée. — Amé se trouve aussi à la *Compagnie générale des omnibus*.

LÉON SAY, exerçant, tant qu'il le peut, la profession de ministre des finances et, entre temps, d'ambassadeur à Londres. On le trouve aussi à la *Compagnie des chemins de fer de Madrid à Saragosse et à Alicante*, et encore à la *Compagnie des houillères et fonderies de l'Aveyron* (Decazeville). Sénateur au moment des conventions¹.

BARON DE SOUBEYRAN¹ : député au moment des conventions. Se trouve aussi aux *Foncières*, *Vie*, *Incendies et Transports*, à la *Banque d'escompte*, au *crédit foncier d'Autriche*, aux *chemins de fer des Asturies-Galice-Léon*, à la *Banque hypothécaire*, aux *Immeubles de France*.

G. DEHAYNIN², agioteur sur les charbons, administrateur au *crédit industriel et commercial*, aux *mines de la Loire*, à l'ancienne société *Cail*, aux *Entrepôts et magasins généraux de Paris*, aux *chemins de fer portugais*, à la *Compagnie d'assurances le Midi*.

¹ Voir, au surplus, mes *Rois de la République*.

² Voir mes *Rois de la République*.

BARON GUSTAVE DE ROTHSCHILD, même tribu juive qu'Alphonse; administrateur à la *Nationale-Vie et Incendie*, aux *chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée*, à ceux du *Sud de l'Autriche*, à ceux de *Madrid-Saragosse-Alicante*.

DUK DE MOUCHY, débris de l'Empire, sinécuriste sans grande notoriété; administrateur du *Gaz général de Paris*.

BURTON, millionnaire moins connu; administrateur aux *Salins du Midi*, au *Mines de Pontgibaud*, aux *Fonderies et Forges d'Alais*.

COMTE PILLET-WILL¹, banquier protestant, régent de la *Banque de France*, administrateur à la *Nationale-vie et incendie*, à la *Compagnie des allumettes*, à la *Banque ottomane*.

COMTE ADRIEN DE GERMINY¹, vieille finance catholique; régent de la *Banque de France*, administrateur aux *Chemins de fer de l'Ouest*, à la *Banque hypothécaire des États-Unis*, à la *Banque ottomane*.

ALFRED DE ROTHSCHILD, même tribu juive. (Voir plus haut).

J. HOTTINGUER¹, banquier protestant, régent de la *Banque de France*, administrateur à la *Nationale-Vie et Incendie*, à la *Banque ottomane*, au *Crédit foncier d'Autriche*, à la *Compagnie des Allumettes*, à la *Compagnie des Eaux*, aux *cinq banques coloniales*, aux *Houillères et chemin de fer d'Epinac*, aux *Chemins autrichiens* et à ceux de *Paris-Lyon-Méditerranée*.

¹ Voir mes *Rois de la République*.

FRÉDÉRIC MOREAU¹, régent de la *Banque de France*, administrateur à la *Nationale-Vie et Incendie*, à la compagnie l'*Abeille-incendie* et l'*Abeille-grêle*.

ANDRÉ DE WARU, administrateur à la *Nationale-Vie et Incendie*, au *Lloyd français* et aux *Chemins de fer d'Orléans*.

BAUDELLOT, juge au tribunal de commerce, administrateur au *Comptoir d'escompte*, au *Sous-comptoir des entrepreneurs* et à la compagnie l'*Atlas*,

NATHANIEL DE ROTHSCHILD, de la même tribu juive, dont j'ai parlé plus haut.

AD. VERNES, administrateur à l'*Union-vie et incendie*, à la *Compagnie lyonnaise des magasins généraux* et à la *Compagnie des allumettes*.

BARON ARTHUR DE ROTHSCHILD, de la même tribu juive déjà citée.

A côté de ces notoriétés, on trouvait encore : ALEXANDRE ADAM, millionnaire, plus connu par ses homonymes ; VICOMTE DE SAINT-PIERRE, administrateur seulement au *Jardin d'acclimatation* ; GRIOLLET, peu répandu, mais très millionnaire ; A. VAL-LON, qui rappelle le père de la constitution juive ; E. AGACHE et MARIOLLE PINGUET, nouveaux venus dans le fief des Rothschild.

CHEMINS DE FER DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE

Composition du Conseil d'administration

Président honoraire : VUITRY, ancien ministre de

¹ Voir mes *Rois de la République*.

l'Empire, administrateur à la *Nationale-Vie et Incendie*, aux *Forges de Châtillon et Commentry*.

Président : Ch. MALLET¹, banquier protestant, administrateur à l'*Union-Vie et Incendie*, aux *Chemins Autrichiens*, aux *Docks de Marseille*, au *Crédit foncier d'Autriche*, à la *Banque hypothécaire des Etats-Unis*, à la *Banque de Roumanie*, et à la *Société des Manufactures de cristaux*.

Vice-président : BLOUNT¹, président de la *Compagnie des chemins de fer de l'Ouest*, administrateur à la *Société générale*, aux *Chemins de fer du sud de l'Autriche*, à ceux de *Madrid-Saragosse-Alicante*, aux *Chemins de fer Portugais*, aux *Chemins de fer Ottomans*, aux *Transports maritimes à vapeur*, à la *Compagnie générale des eaux*, au *Jardin d'acclimatation*.

CAILLAUX, vice-président; ancien ministre du 16 Mai, ex-sénateur.

C. DE WITT, vice-président; administrateur aux *Chemins de fer du Sud de l'Autriche*, aux *Mines d'Anzin* et aux *Mines de la Grand'Combe*.

ALFRED ANDRÉ, banquier, administrateur à la *Banque de France*, à la *Nationale-Vie et Incendie*, aux *Mines de Pontgibaud*, à la *Banque ottomane* et à la *Banque de commerce d'Azow-Don*.

CAMBEFORT, administrateur à la *Compagnie lyonnaise d'assurance maritime*, au *Midi* (assurances), aux *Aciéries et forges de Firminy*, aux *Mines de Roche-la-Molière et Firminy*, aux *Mines de Mokta-el-Hadid*.

¹ Voir mes *Rois de la République*.

MARQUIS DE CHATEAU-RENARD, administrateur aux *Chemins autrichiens*.

DEMACHY, banquier, lié avec les Seillière, administrateur : à la *Banque de France*, à la *Nationale-Vie et Incendie*, à l'*Internationale* (assurance), aux *Forges du Creuzot*, à la *Compagnie des Allumettes* et à la *Banque ottomane*.

DENORMANDIE, avoué de Rothschild, SÉNATEUR au moment des conventions, administrateur à la *Nationale-Vie et Incendie*, aux *Chemins Autrichiens*, et à la société *Le Nickel*.

BARON GIROD DE L'AIN, administrateur aux *Chemins de fer de la Suisse occidentale*, aux *Forges du Creuzot*, aux *Salines de l'Est*.

HELY D'OISSEL, administrateur aux *Houillères et fonderies de l'Aveyron*, aux *Glaces de Saint-Gobain*.

BARON HOTTINGUER, déjà cité, à la *Compagnie du Nord*.

LE BRUN DE SESSEVALLE, administrateur au *Comptoir central de crédit*, aux *Forges de Commen-try-Fourchambault*.

BARON DE NERVO, ancien receveur des finances, bonapartiste ; administrateur aux *mines de Pont-gibaud* et aux *mines de Mokta-el-Hadid*.

F. NOUETTE-DELORME ; un de ses homonymes est publiciste financier.

VICOMTE DE RAINEVILLE, administrateur à la *Providence* (assurance).

BARON G. DE ROTHSCHILD, déjà cité, à la *compagnie du Nord*.

TEISSERENC DE BORT, *sénateur* au moment des conventions, administrateur aux chemins de fer de Madrid-Saragosse-Alicante et aux mines de Mokta-el-Hadid.

TRUBERT, administrateur aux Forges de Commentry-Fourchambault, aux compagnies d'assurances générales maritimes, Vie et Incendie, aux Docks et Entrepôts du Havre.

D'autres administrateurs sont moins cumulards; par exemple : Cornudet, qui pourrait être un de Cornudet honteux; et vicomte d'Haussonville, tous deux propriétaires millionnaires; Jagers Schmidt et Laugel, deux nouveaux venus, comte de Salvandy, un millionnaire.

CHEMINS DE FER DE L'OUEST

Composition du Conseil d'administration.

Président : ED. BLOUNT, déjà cité.

Vice-président : DELARBRE; on le trouve à la commission des cinq banques coloniales, administrateur aux Fonderies et Forges d'Alais et au Crédit foncier et agricole d'Algérie.

L. AMÉ; ici : AMÉ tout court; voir plus haut baron de Saint-Didier.

COMTE BENOIST D'AZY, administrateur aux forges et Fonderies d'Alais, aux Chemins de fer d'Orléans, aux Forges de Commentry-Fourchambault, aux Mines de la Grand'Combe.

BONNARDEL, administrateur à la Compagnie générale de navigation, aux Forges de Terre-Noire, la

Voulte et Bessèges, au Gaz de Lyon, au Comptoir d'escompte de Lyon.

RENÉ BRICE, administrateur à la *Caisse générale des familles*, au *Crédit foncier et agricole d'Algérie*, au *Crédit foncier de France*, au *Crédit foncier franco-canadien*. — L'entrée de cet administrateur dans les sociétés financières est postérieure à l'année 1877. Il était DÉPUTÉ AU MOMENT DES CONVENTIONS.

GÉNÉRAL BARON DE CHABAUD-LATOURE, administrateur aux *Mines de Soumah et de la Tafna*, aux *Mines d'Anzin*, aux *Docks et Entrepôts du Havre*, aux *Mines de Mokta-el-Hadid*, aux *Forges et Fonderies de Santander et Quiros*, SÉNATEUR AU MOMENT DES CONVENTIONS.

ED. DELESSERT ¹, banquier, administrateur à la *Banque de l'Indo-Chine*, à la *Banque franco-égyptienne*, à l'*Équateur* (assurance), aux *Chemins de fer du Nord de l'Espagne*, aux *Voitures de Paris*, aux *Messageries maritimes*, aux *Houillères et chemins de fer d'Épinac*, au *Crédit mobilier espagnol*.

BARON GÉRARD, administrateur aux *Houillères de la Haute-Loire*, au *Jardin d'acclimatation* et aussi (sans titre) à la *Compagnie des Eaux*. — DÉPUTÉ AU MOMENT DES CONVENTIONS.

FR. HOTTINGUER, de la famille de banquiers protestants qui sont répartis dans plusieurs sociétés. — Voir plus haut, à la *Compagnie du Nord*.

EDMOND JOUBERT ¹, administrateur à la *Banque de Paris et des Pays-Bas*, au *Crédit foncier d'Autriche*,

¹ Voir mes *Rois de la République*.

à la *Banque hypothécaire d'Espagne*, à la *Banque de Crédit italien*.

Voici les administrateurs moins répandus, mais tout autant millionnaires :

Duc d'Ayen, *Chaplin* et *Alfred d'Ailly*, propriétaires ; *Desbrières*, un ex-administrateur du Nord ; *Alexis Gervais*, un vétéran ; enfin, *Marquis de la Valette*, un exilé de la politique.

COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DE L'EST.

Composition du Conseil d'administration :

Président : **BARON BAUDE**, administrateur aux *Mines de Roche-La-Molière et Firminy*.

Vice-Président : **VAN BLARENBERGHE**, un étranger.

BARON DE BARANTE, administrateur aux *Salins du Midi*, aux *Mines de Pontgibaud*, à la *Providence* (assurance).

DAGUIN¹, ancien juge au Tribunal de commerce, administrateur au *Comptoir d'escompte*, à la *France-rie*, aux *Forges de Chatillon-Commentry*, au *Comptoir de l'industrie linière*, au *Crédit Lyonnais*, à la *Banque d'escompte*.

DAVILLIER¹, banquier ; on le trouve à la *Banque de France*, à la *Société française et belge de banque et d'escompte*, à la *Nationale rie et incendie*, à l'*Internationale*, aux *Salins du Midi*, aux *Docks et Entrepôts du Havre*, au *Canal de jonction de la Sambre à l'Oise*, à la *Sambre française canalisée*

¹ Voir mes *Rois de la République*.

A. GROS (il y a une association *Gros-Davillier*), administrateur à la *Société générale*.

VICOMTE REILLE, famille financière répandue dans plusieurs sociétés; on les trouve administrateurs à la *Compagnie des Eaux*, aux *Chemins de fer d'Orléans*, aux *Fonderies et Forges d'Alais*. — LE BARON REILLE ÉTAIT DÉPUTÉ AU MOMENT DES CONVENTIONS.

ALPH. DE ROTHSCHILD, déjà nommé.

BARON ED. DE ROTHSCHILD, déjà nommé.

MORRISON, administrateur aux *Mines de Pontgibaud*.

Quelques autres, comme :

De Boischevalier, le comte *Foy*, *Gallois*, *Guibal*, *L. Lefebvre*, *Renaudin* sont des nouveaux venus; d'autres, comme : *Berthier*, *baron Renouard de Bussières*, *Dollfus-Mieg* et *Werlé* (vins de Champagne), sont des vétérans qui se consacrent principalement à la *Compagnie de l'Est*.

CHEMINS DE FER DU MIDI.

Composition du Conseil d'administration :

Président : D'EICHTAL¹, de la famille Saint-Simonienne; on le trouve à l'*Union-vie et incendie*, aux *Chemins autrichiens*, au *Jardin d'acclimatation*, aux *Salins du Midi*.

Vice-Président : COMTE ALFRED DE LA ROCHEFOUCAULT.

ÉDOUARD BOCHER¹, intendant des Orléans, famille

¹ Voir mes *Rois de la République*.

de millionnaires ; on les trouve au *Crédit mobilier espagnol*, à la *Grande compagnie des Télégraphes du Nord*. — SÉNATEUR AU MOMENT DES CONVENTIONS.

DAMAS JUNIOR ; serait-ce un *de Damas*, honteux de s'encanailler ?

VICOMTE DE LA POEZE, administrateur aux *Chemins de fer du Nord de l'Espagne*.

CH. DE LA SALLE, nom assez répandu dans les finances, mais avec des variantes ; je me borne à indiquer celui-ci, administrateur de la *Providencia* (assurance).

AL. LÉON ; il y a aussi *M. Léon*, administrateur aux *Chemins de fer du Nord de l'Espagne* ; et il y avait, en 1877, un *Léon Cunin-Gridaine*.

E. MALLET, de la famille déjà désignée.

ÉMILE PEREIRE¹ et H. PEREIRE, représentants actuels de la famille financière de l'Empire ; on les trouve aux *Chemins de fer du Nord de l'Espagne*, au *Crédit mobilier espagnol*, aux *Chemins de fer autrichiens*, à la *Compagnie transatlantique*, au *Gaz de Madrid*, aux *Mines de houille de Montieux-Saint-Étienne*, à la *France incendie*, à la *Compagnie des omnibus*, à la *Banque transatlantique*, à la *Compagnie parisienne du gaz*.

EUG. PUERARI, administrateur à la *Compagnie houillère et métallurgique de Belmez*, à la *Compagnie de Fives-Lille*, aux *Salins du Midi*, à la *Compagnie générale des marchés* (entré depuis 1877).

¹ Voir mes *Rois de la République*.

SURELL, administrateur aux *Chemins autrichiens*, aux *Mines de Carmaux*.

On trouve encore : *G. Samazeuille*, propriétaire et *G. Thurneyssen*, allié aux *Pereire*, deux vétérans ; puis quelques nouveaux, tels que : *L. Aucoc*, vice-président ; *Bellaigue*, rentier ; *Darcel*, ingénieur, administrateur à la *Caisse générale des familles*.

CHEMINS DE FER D'ORLÉANS

Composition du conseil d'administration :

Président : ANDRAL, un nouveau venu depuis 1877, remplaçant *Didion* et *Solacroup*.

Vice-président : COMTE DE SAINT-AIGNAN, un vétéran.

Vice-président : LACROIX SAINT-PIERRE ; on le trouve à la *Société générale algérienne* (en liquidation) et aux *Messageries maritimes*.

Vice-président : DE VILLERS, de la *Commission de surveillance des cinq banques coloniales*.

DENION DU PIN, administrateur à la *Société générale*, aux *Messageries maritimes*, aux *Mines de la Loire*, aux *Forges et chantiers de la Méditerranée*, à la *Banque ottomane*.

DE FOURTOU, ancien ministre du 16 mai, était déjà administrateur en 1877.

LEMERCIER, il y a des *Lemercier* avec et sans titres nobiliaires. Avec le titre de *comte*, on les trouve au *Crédit industriel et commercial* et au *Comptoir central de crédit*.

MARQUIS DE TALHOUET-ROY ; on trouve un marquis de Talhouët (simple) aux *Mines d'Anzin*.

A. BARTHOLONI et F. BARTHOLONI, financiers de l'empire, sont répandus dans plusieurs sociétés ; étaient, en 1877, dans la *compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée* d'où ils sont sortis depuis ; on les trouve ensuite à la *Providencia* (assurances), au *Lloyd français*, aux *Forges et chantiers de la Méditerranée*, à la *Compagnie générale des marchés*.

COMTE DE PEYRONNET.

BARON REILLE, de la famille déjà citée.

THOINET DE LA TURMELIÈRE, ex-député.

VICOMTE BENOIST-D'AZY, de la famille déjà citée.

BARDOUX, ancien ministre, réfugié dans la finance après 1877, administrateur du *Crédit industriel et commercial*, SÉNATEUR AU MOMENT DES CONVENTIONS.

CHABRIÈRE-ARLÈS, administrateur à la *Compagnie lyonnaise des magasins généraux*, au *Crédit lyonnais* et à la *Compagnie lyonnaise d'assurances maritimes*.

J. DE WARU, de la famille déjà signalée.

Puis quelques nouveaux : *comte du Martroy*, propriétaire ; *Lalande*, administrateur de la *Girondo* assurance, et *Vernes*, déjà signalé à la *Compagnie du Nord*.

Ainsi 113 administrateurs dirigeaient près de 300 sociétés diverses, qui embrassaient toute l'industrie française et représentaient à peu près 25 mil-

liards, c'est-à-dire plus du tiers de la valeur que les successions annuelles accordaient, en 1882, aux capitaux mobiliers seuls.

Mais, en dehors de cela, chacun d'eux possédait une fortune considérable et, en calculant largement, je puis dire que, sur les 226 milliards de capitaux nationaux évalués en fin d'année 1882, 100 milliards au moins étaient dans les mains de 113 personnes !

Et, maintenant, placez donc en face de ce ruissellement de milliards les ministres et les députés qui ont signé un « traité de paix » avec les compagnies, ainsi que cela a été dit par Raynal.

Placez devant ces rois, ce même Raynal, d'abord, courtier juif, humble commissionnaire de Bordeaux, puis Léon Renault, avocat financier, puis Baihaut, puis Rouvier, et dites si la lutte était possible !

De cette lutte, voici d'ailleurs les étapes :

Janvier 1882, chute de Gambetta.

6 mars, prise en considération de la *proposition Papon* (rachat général) ; 9 mars, *abonnements réduits* ; décembre, *mort de Gambetta* ; juillet 1883, *capitulation* !

Détail topique : au moment du vote, le *Figaro* (21 juillet) publiait sous le titre de « les Ploutocrates » justement la thèse contraire à celle qu'il avait soutenue six mois avant sous le titre de : « *Le monde des millions* ! »

Après cela, il est à peine utile d'ajouter que la discussion des conventions fut accompagnée d'agiotages désordonnés sur la plupart des valeurs, y

comprises, bien entendu, les actions des six grandes compagnies ¹.

L'énervement causé par les conventions détournait un peu l'attention de la mauvaise tournure que prenaient les affaires extérieures, en Orient, à l'occasion de la Bulgarie et au Tonkin, grâce à la politique coloniale, décidément adoptée par le cabinet Ferry; j'aurai d'ailleurs, à m'occuper prochainement de ces deux questions et, pour éviter des redites, je passe immédiatement à l'événement intérieur qui, encore une fois, faillit amener des troubles.

Daniel Wilson, vaincu, mais probablement non sans profit, dans sa campagne contre les compagnies de chemins de fer, était vivement contrarié de ne pas avoir la haute main sur le ministère; aussi cherchait-il une occasion de mettre celui-ci aux prises avec la Chambre, afin de provoquer une crise et, par conséquent, un changement de personnel.

De même qu'il avait joué de l'*intérêt public*, pour soutenir la thèse du rachat des voies ferrées — (ce qui, pour lui, était, principalement, un moyen d'avoir à distribuer des places et de se créer, dès lors, un vaste parti de fonctionnaires) — de même il avait résolu de faire vibrer le chauvinisme français, non

⁵ Voici les cours :

	Plus bas	Plus haut
	—	—
Chemin de fer de l'Est.... (janvier)	687,50	748,75 (août)
— de P.-L.-M. (décembre)	1,230,00	1,622,50 (mars)
— du Midi.... (janvier)	1,000,00	1,195,00 (mai)
— du Nord... (décembre)	1,690,00	1,935,00 (mai)
— d'Orléans.. (janvier)	1,187,50	1,325,00 (août)
— de l'Ouest. (avril)	765,00	805,00 (mars)

du côté des conquêtes tonkinoises, mais du côté de l'Allemagne.

Le Tonkin, qu'il visait autrefois, étant accaparé par Ferry, lui était devenu odieux.

Aussi, de connivence avec le général Thibaudin, qu'il avait réussi à placer au Ministère de la guerre, il était parvenu à empêcher un nouvel envoi de troupes, mais ce n'était pas assez.

Un événement, prévu du reste, le passage du roi Alphonse XII à Paris, lui fournit bientôt l'occasion *chauvine* désirée.

Alphonse XII revenait d'Allemagne, où Bismarck lui avait conféré de commandement d'honneur d'un régiment de uhlans — genre de politesse usité entre bandes royales, ne signifiant pas grand'chose d'ailleurs, si ce n'est que la tartuferie bourgeoise arrange ses grimaces suivant les lieux; que le « Ordonnez, vous êtes ici chez vous » du *monsieur* qui « reçoit », devient le : « Commandez, voici votre régiment » du *seigneur* qui « accueille », ce qui n'empêche pas que si, prenant la formule au *sérieux*, le « reçu » « ordonnait » et l'« accueilli » « commandait », l'un et l'autre seraient aussitôt traités de « simples *goujats* ».

Quoi qu'il en soit, pour le bourgeois de Paris, Alphonse XII n'en était pas moins devenu le *roi uhlan* ! On lui souffla cette épithète; aussitôt et comme si le voyageur n'était pas assez rapelissé, et par son métier de roi et par son grade d'emprunt, ledit bourgeois résolut de lui crier en face : « A bas le uhlan ! à bas le uhlan ! »

Les bons radicaux virent là un tour à jouer au ministère; Wilson vit une belle spéculation à réa-

liser, les journaux républicains un bon tirage ; partant de là, tous s'emballèrent à qui mieux mieux.

Arrivé à ce point de mon récit, je veux, pour le reste, laisser la parole à un autre ; d'abord, afin de montrer comment un historien *politique* a « narré les événements », ensuite parce que cet écrivain a fait précéder sa narration d'une réflexion justifiant trop bien les procédés que j'ai adoptés, dans le présent ouvrage, pour que je ne me donne pas la satisfaction de l'enregistrer.

L'auteur que je cite s'exprimait ainsi :

« La seule attitude qui convenait à la France au moment où elle allait recevoir le roi d'Espagne « était un calme mêlé de froideur.... En allant plus « loin, on prostituait le patriotisme au point de vue « de l'Allemagne.... mais on vit dans la réception « officielle qui se préparait... un moyen de com- « battre M. Jules Ferry et cela suffit. »

Ici l'auteur place la note suivante :

« Pour la première fois... nous nous voyons « obligé de nous départir de la règle, que nous nous « étions imposée, de ne jamais juger les personnes « autrement que pour leur conduite *publique*. La « gravité des événements du 29 septembre, au point « de vue du fonctionnement du régime constitu- « tionnel et parlementaire, nous force de faire « infraction à cette règle. Puissions-nous n'avoir « plus jamais à recommencer ! »

J'ai à peine besoin de faire remarquer combien peu ce souhait a pu se réaliser dans la suite : dans tous les cas, j'insiste sur ce point : qu'à un moment donné un écrivain, *habitué à suivre la routine historique*, a jugé *ne plus pouvoir éviter* de regarder au-

dessous des actes *publics*. S'il avait regardé plus tôt, combien de faits, à ses yeux demeurés inexpliqués, auraient été mis en lumière ?

Je continue la citation :

« Le signal partit on ne sait d'où.... Les intran-
« sigeants n'étaient malheureusement pas les seuls
« à surexciter les passions populaires : l'exemple
« venait de plus haut, ou de plus bas, comme on
« voudra.

« Au mois d'octobre 1881, M. le Président de la
« République a donné sa fille à M. Wilson, alors
« sous-secrétaire d'Etat aux finances, mais bien-
« tôt renversé du pouvoir avec le cabinet auquel
« succéda Gambetta. Depuis lors, on a souvent
« reproché à M. Wilson de profiter de sa situation
« à l'Élysée pour servir ses intérêts personnels; on
« l'a accusé de s'être mêlé, d'une façon trop ouver-
« tement active, à des intrigues ayant pour but de
« renverser tel ou tel ministère, et de lui en subs-
« tituer un autre. Jamais cependant l'audace n'avait
« été si grande qu'en septembre 1883; jamais,
« surtout, M. Wilson n'avait mis en avant le nom
« justement (!) respecté de M. Jules Grévy; il jugea
« le moment opportun pour recourir à un procédé si
« peu honorable.

« M. Jules Grévy était alors à la campagne à
« Mont-sous-Vaudrey et ne devait rentrer à Paris
« que la veille du jour fixé pour l'arrivée du roi
« d'Espagne. De son correspondant spécial de
« Mont-sous-Vaudrey, la *Petite France* de Tours,
« organe attitré et propriété de M. Wilson, recevait
« des dépêches aussitôt reproduites à Paris par
« d'autres feuilles officieuses de l'Élysée, telles que

« *La France*, *l'Événement*, etc. (*La Petite France*
« recevait également communication d'actes admi-
« nistratifs envoyés à la signature de M. Jules
« Grévy, avant que le *Journal officiel* ne les pu-
« bliât). Ces dépêches ne tendaient à rien moins
« qu'à dévoiler au public de prétendus dissenti-
« ments entre M. Jules Grévy et son ministère
« responsable ; M. Jules Grévy, à en croire ces
« informations, ne voulait pas recevoir Al-
« phonse XII, et si, cédant au dernier moment à
« M. Jules Ferry, qui le menaçait de crise ministé-
« rielle et de complications extérieures, s'il admet-
« tait le principe, le président de la République
« refusait, du moins, de se soumettre aux forma-
« lités d'étiquette exigées en pareille circonstance.
« Il n'en était rien, comme bien l'on pense ; M. le
« Président de la République « se soumit » à tout
« ce que l'on « exigeait » de lui, mais l'important
« était de faire généralement accroire que la respon-
« sabilité de M. Jules Ferry serait d'autant plus
« lourde, d'autant plus exclusive, dans ce qui pour-
« rait survenir par la suite, et c'est à cela que l'on
« travaillait. Ces insinuations, ces affirmations
« même, car on donnait la chose comme certaine,
« produisirent tout l'effet qu'en pouvaient attendre
« M. Wilson et les intransigeants.

« Alphonse XII arriva à Paris, le 29 septembre,
« dans l'après-midi. M. Jules Grévy, accompagné
« des ministres, s'était rendu à sa rencontre à la
« gare ; un seul ministre manquait à l'appel, celui
« de la guerre, le général Thibaudin, qui prétexta
« une indisposition. A la sortie de la gare, une
« bordée de sifflets, mêlés de vociférations im-

« mondes, accueillit la voiture d'Alphonse XII ; le
« soir, lorsque le roi d'Espagne alla visiter M. Jules
« Grévy à l'Élysée, mêmes démonstrations hos-
« tiles » ¹.

Tout cela avait mis debout 10 ou 15,000 curieux.

Jules Grévy présenta des excuses et l'incident n'eut pas d'autre suite en ce qui concernait l'extérieur.

A l'intérieur, il y eut de vives discussions ; on parla de crise ministérielle, de quasi-altercation entre Grévy et Ferry. Ce dernier allait jusqu'à demander l'éloignement de Daniel Wilson ; il n'obtint que deux choses : la renonciation (apparente) de celui-ci à la direction de la *Petite France* et la retraite du général Thibaudin ; quant à Wilson, il demeura à l'Élysée.

A l'occasion de ces divers incidents, l'état de décomposition sociale qui minait les dessous de la nation put, néanmoins, apparaître au grand jour. Il y eut, dans les journaux ministériels, aussi bien que dans la presse réactionnaire, une campagne furieuse contre Wilson, si bien que celui-ci fut à demi abandonné par certains journaux radicaux ; cependant, tout en reculant un peu, ces derniers alléguaient encore qu'*à travers le gendre* on voulait atteindre le *président sacro-saint*, lequel « ignorait
« absolument l'abus que faisait Wilson, son gendre,
« de sa situation à l'Élysée et prenait pour de
« simples calomnies les accusations qu'on n'avait
« pu parvenir à dérober à son attention ! »

« La preuve, ajoutait-on, c'est que le Président a
« donné des ordres : 1° pour qu'aucun document ne

¹ André Daniel *L'année politique 1885*, pages 318 à 320.

« fût distrait des dossiers et confié à M. Wilson ;
« 2° pour que le service des doubles dépêches télé-
« graphiques lui fut remis en mains propres à lui
« M. Grévy ; 3° pour que le timbre présidentiel qui
« permettait à M. Wilson d'affranchir sa corres-
« pondance fut confié à une personne sûre ¹ ».

Et ces précautions furent si bien prises que, quatre années après, *les mêmes agissements* ont été encore constatés.

Voici, d'autre part, comment les journaux anciennement courtisans modifiaient leurs allures :

Par exemple, *la Lanterne*, après avoir salué gracieusement la nomination de Daniel Wilson au sous-secrétariat des finances ², après l'avoir aidé par des notes officieuses comme celle-ci :

« Nous connaissons les bonnes intentions de
« M. Wilson, mais en voyant son impuissance à se
« procurer des renseignements exacts..... etc ³ ».

Le même journal, dis-je, insérait, le 17 octobre 1883, ce filet d'un ton aigre-doux :

« Hier à paru à Dijon, un nouvel organe de
« M. Wilson : LA PETITE FRANCE DE L'EST. *La*
« *Petite France du Centre*, qui se publie à Tours,
« conserve le monopole des indiscretions ; *La Petite*
« *France de l'Est* doit contenir des articles de dis-
« cussion destinés à faire connaître aux populations
« la politique personnelle de M. Wilson. Nous dou-
« tons que ce nouvel organe obtienne un grand
« succès ; on n'est pas, en France, partisan de la

¹ *Le National* cité par *le Paris* du 10 octobre 1883.

² *La Lanterne*, 1^{er} janvier 1880.

³ *La Lanterne*, 29 juillet 1880.

« politique personnelle, qu'elle vienne de M. Ferry ou de M. Wilson. »

Ce qui n'empêchait pas la même feuille de publier ensuite, dans une quinzaine de numéros, une apologie du général Thibaudin sous ce titre : « Histoire d'un ministre. »

Or, après avoir lu cette histoire, si l'on rapproche deux faits : 1^o la malveillance du ministère à l'égard d'Erlanger (manifestée par un commencement de poursuites); 2^o la préférence de Thibaudin pour les *marchés de gré à gré en matière de fournitures militaires* (affirmée en pleine tribune, sous une forme habile du reste), on comprendra pourquoi les journaux allemands, *amis d'Erlanger*, feignaient d'attaquer durement Thibaudin, ministre de la guerre; par ces attaques, en effet, on espérait consolider le ministre en le rendant populaire, grâce au chauvinisme surexcité, par ainsi, allonger la durée de ses fonctions et avoir le temps de conclure avantageusement *un certain nombre de marchés*.

De cet ensemble, on voit se dégager assez nettement l'intérêt de Daniel Wilson à conserver Thibaudin au ministère de la guerre.

Tout cela était-il su ou deviné?

La lecture des journaux ne permet pas de l'établir clairement.

Néanmoins, depuis quelques mois, on avait, plus ouvertement qu'auparavant, et avec plus de précision que Léon Say, signalé les agissements corrupteurs du gendre de l'Elysée¹, par exemple: l'emploi abusif de la griffe présidentielle qui impliquait la

¹ Voyez mes *Rois de la République* au chapitre *Wilson*.

franchise postale et donnait, aux missives, un caractère particulièrement officiel.

On signalait encore des faveurs scandaleuses; des logements donnés, *gratuitement ou non*, dans les palais nationaux à des amis de Wilson; des trafics dans les fournitures militaires, chères à *Erlanger*, lequel, *seulement à cette époque*, encourait les premières menaces de la justice, paralysées d'ailleurs dans la suite, comme je l'expliquerai.

Les amis de Wilson, eux-mêmes, l'accusaient en affichant publiquement leur corruption.

Ainsi une circulaire relative à l'élection au Conseil général dans le canton de Moulins-Engilbert, où le frère du général Thibaudin remplissait les fonctions de maire et se présentait comme candidat républicain, contenait la phrase suivante¹:

« Autrefois, nos adversaires étaient puissants ;
« aujourd'hui ils n'ont aucun crédit près du gouver-
« nement. *Comme frère du ministre de la guerre,*
« le maire de Moulins-Engilbert. jouit d'une répu-
« tation incontestable; aussi est-il appelé à l'exercer
« tous les jours en faveur de quelque compatriote
« militaire ou civil.

« Il ose donc espérer que les *électeurs... soucieux*
« des intérêts de leur pays *et de ceux de leur fa-*
« *mille*, voudront bien... lui prouver, *par leur sym-*
« *pathie*, qu'ils sont dignes de ses *bienveillantes*
« dispositions »... etc.

Signé : Auguste THIBAUDIN.

Ce fragment de littérature commerciale révèle toute la ligne de conduite adoptée par Wilson.

¹ *Le Figaro*, 8 août 1883.

Ne pouvant flirter avec la haute banque, dont il s'était déclaré l'ennemi, réduit, par conséquent, à des spéculations isolées; ne pouvant frayer qu'avec les réfractaires du Code, comme Erlanger, ou du gibier de récidivistes comme Marlier; voué, donc, aux opérations louches; ayant néanmoins de nombreux journaux à soutenir, des actions à « émettre », mais sans espoir de les placer par les procédés habituels, il devait en arriver à *monnayer* l'influence de son beau-père, c'est-à-dire à trafiquer des décorations, des débits de tabac, des impunités, des places, des faveurs de toute nature, sous peine de rester désarmé devant la double inimitié de la féodalité financière et des réactionnaires ameutés contre lui.

Or ceux-ci ayant accaparé tous les moyens de corruption oubliés par la loi, courtisane éternelle des possédants, ne laissaient guère à Wilson que des procédés cousus « à la lisière du Code »; et Wilson s'y acharna au risque de déchirer le drap à force de tirer au bord.

En rut des conventions ou du Tonkin, Chambre et gouvernement ne se sentaient pas assez purs pour placer la lutte sur son véritable terrain; entre l'Élysée et le Palais-Bourbon c'était une guerre d'appétits où la morale n'avait rien à faire.

D'ailleurs il y avait des révélations dans l'air, même sur les gens de la majorité.

Depuis *mai*, le sénateur Palotte était l'objet d'une demande en autorisation de poursuites au sujet des affaires de l'*Union mobilière*; depuis *juin*, une histoire de pots-de-vin, reçus par deux députés, traînait dans les journaux; il s'agissait de 16,000 francs,

d'une affaire belge et de la *Société française financière* (en faillite, peu de temps après) ; on mena un bruit infernal autour du nom de *Boland* ; temps perdu ! l'accusation ne fut jamais élucidée ; elle servit seulement à détourner l'attention publique d'autres actes beaucoup plus graves, demeurés ignorés ; je veux parler des tripotages sombres qui ont entouré le projet d'un second canal de Suez ; du refus (août), puis de la concession (décembre), à une *compagnie anglaise*, d'un câble télégraphique entre la *Cochinchine* et le *Tonkin*.

On verra, par la suite, quel rôle devait jouer ce câble.

En attendant, cette dernière concession, discutée avec acharnement à la Chambre, et qui prend une couleur singulière étant rapprochée de l'existence (non encore révélée), du *tripotage anglais* que j'ai rapporté en parlant de la conversion¹ coïncida avec un apaisement de l'attitude hostile que le *Times* et les journaux allemands avaient affectée dans ces derniers mois.

Comme on peut en juger, cette année 1883 a été en grande partie extraordinaire. Immorale au Parlement, dans le palais du chef de l'État et dans celui de la justice, elle abonda aussi en tricheries dans les cercles, en scandales privés² ; quelques-uns, même, furent tachés de sang. Il en est ainsi du suicide retentissant et non expliqué d'un accapareur d'huiles nommé Biedermann (14 avril), à l'occasion duquel le public, stupéfié, apprit comment les juifs s'arrangeaient entre eux pour faire monter ou bais-

¹ Voir, tome II, page 68.

² Par exemple, l'affaire Frémy-Tual ; 25 mai 1883.

ser les huiles et prélever, sur la consommation générale, une dime absolument arbitraire de plusieurs dizaines de millions.

Malgré la crise sucrière, malgré la faillite ou la liquidation de sociétés financières, — catastrophes plus grandes en capitaux qu'en nombre — les émetteurs ne s'étaient pas découragés; en 1883 ils trouvèrent le moyen de demander à la bourse publique plus d'un milliard¹.

Il est vrai que celle-ci ne répondit que faiblement aux demandes; mais, certainement, il y eut encore des *moyens-possédants* pris au trébuchet de la finance.

Malgré tout, l'agiotage n'en avait pas moins réussi à rattrapper les réductions de fin 1881, car les papiers à vignettes, en dépit des « à-coups », s'étaient « ajouté » 6 milliards! Il est vrai que les autres capitaux n'avaient guère varié², immeubles et meubles chômaient un peu.

Quoi qu'il en soit, les possédants pouvaient se dire qu'en fin d'année leur *fortune* avait crû de plus de *neuf milliards*.

¹ Emissions de 1883 :

Emprunts d'Etat ou de Villes	0 millions 0/10
Etablissement de crédit.....	401 — 5/10
Chemins de fer et Sociétés industrielles....	604 — 4/10
Total.....	1,005 millions 9/10

	Milliards		
	Fin 1882	Fin 1883	Différence
itaux immobiliers.....	120,0/10	121,3/10	+ 1,3/10
— mobiliers.....	71,0/10	72,9/10	+ 1,9/10
nanciers.....	35,8/10	41,8/10	+ 6,0/10
Totaux.....	226,8/10	236,0/10	+ 9 2/10

Leur nombre était demeuré stationnaire : 19 0/0 comme en 1882, mais seuls, ces 19 0/0, avaient à se répartir l'accroissement nouveau.

Les non-possédants, eux aussi, n'avaient ni crû ni diminué dans leur proportion globale ; les grèves avaient persisté, moins multiples, peut-être, mais plus aigües : on avait parlé de troubles à *Roubaix* et à *Marseille*. Il y avait eu aussi plusieurs catastrophes ; entre autres, un coup de grisou aux mines de *Lalle*, toujours mal entretenues et plus mal surveillées par la *Société de Bessèges*.

Bref, la misère avait monté de 12 0/0 à 13 0/0.

Voici le tableau résumé de ces divers mouvements :

	1882	1883	
Possédants.....	19	19	
Salariés..... 69	81	81	{ 68 salariés 13 dénués
Dénués..... 12			
Totaux.....	100	100	

Il est certain que les éléments d'une catastrophe sociale se groupent et se préparent. J'ai dit, plus haut comment les manifestations de mars ne pouvaient aboutir, faute du large concours des masses ; j'en dis autant des effervescences de septembre et d'octobre, plus spécialement bourgeoises que n'avaient été les autres.

Avertissements ! Menaces ! *Trompettes de Jéricho* ! mais les murs ne s'écroulent pas encore !

SOMMAIRE. 1884. — Repus et sourds. — Silence de mort. — Faillites. — Les économies. — Ferry dit : il n'y a pas de crise ! — Il dit aussi : il n'y a pas de profit illégitime ! — 2 et 2 font 4. — Succès de Tirard ! — Les millions des Compagnies. — Encore Raynal. — Audience Grévy. — Charbons allemands. — Témoignage de Foville. — Les chiffonniers. — Les sucres. — Façon de coloniser. — La dette tunisienne. — Mensonge de Lang-Son. — Scapin. — L'affaire Saint-Elme. — Lalou et Veil-Picard. — Fournisseurs militaires. — Les allumettes. — A l'exemple de Hirsch. — Agiotage cholérique. — Agiotage du divorce. — Agiotages égyptiens. — Influences au Palais de justice. — On parle des guanos. — Un avoué exécuté. — Guerre de races !

Repus, les gouvernants étaient sourds ; la corruption fatigue même les corrompus. Pourtant il fallait agir, car les élections de 1885 allaient provoquer des investigations sur les actes des élus de 1881.

Pour avoir l'air d'agir, on s'agita ; on battit l'eau, mais au même endroit et comme un nageur qui se noie.

Pour caractériser ces douze mois, un historien n'a trouvé à dire que ceci, et d'un ton *satisfait*, hélas ! à navrer le lecteur :

« Pendant un an, on a conservé le même cabinet ;
« c'est la première fois depuis l'élection de M. Jules
« Grévy !¹ »

¹ André Daniel ; *L'Année politique 1884*.

En effet, ce fut tout ce que l'année législative put accomplir de plus saillant.

On était repu, vous dis-je; car, quand on renverse un ministère, est-ce donc pour autre chose que pour se mieux repaître à sa place?

D'ailleurs, les gouvernants eurent toutes les chances: ils purent, faisant collaborer la *guerre* avec le *choléra*, manger un peu de chair humaine.

Oui, il y a eu, cette année-là, 17,683 décès *de plus* que l'année précédente à côté de 196 naissances *de moins*; aussi on a compté plus d'abondance et de silence, parce que la mort ne consomme pas et parle encore moins!

C'est douloureux à dire, mais la misère, aigüe pendant l'hiver de 1883-1884, va décroître; au bout de l'année, elle aura perdu 1 0/0; les possédants se verront accrus d'autant, mais leur richesse commune aura diminué; au contraire, le salariat sera resté stationnaire; mais moins payé il sera moins patient et les grèves qui se manifesteront seront plus graves.

Je donne, dès maintenant, les proportions que j'ai l'habitude d'inscrire à la fin de l'année, car les préoccupations dont j'ai à retracer l'histoire ont rempli tout le premier trimestre de 1884.

Voici la répartition des possédants et des non possédants :

	Fin 1883	Fin 1884	
Possédants.....	19	20	
Salariés..... 68	81	80	68 salariés
Dénués..... 13			
Totaux.....	100	100	12 dénués

Il est certain, d'ailleurs, que 1884 a été un *jubilé*; les faillites l'affirment par leur chiffre plus élevé qu'en 1883¹; les liquidations volontaires, les réductions de capitaux et, par conséquent, la diminution des exigences du plus grand nombre des sociétés financières ou industrielles viennent, à leur tour, corroborer cette constatation.

Et en effet, entre les deux années, les capitaux nationaux auront déchu de près de 12 milliards.

Environ 4 milliards représenteront la dépréciation du *domaine immobilier* (terrains et maisons); la crise du bâtiment a été, du reste, généralement constatée.

Les capitaux financiers auront perdu 4 milliards 1/2 environ; à cause des faillites et des réductions capitales exécutées par les sociétés.

Il m'est aisé d'en donner la preuve: voici, groupées dans un tableau, un certain nombre d'émissions, faites en 1881, avec leur valeur cotée à la fin de 1884:

Emissions de 1881	Millions de francs		
	Sommes versées	Leur valeur cotée fin 1884	Perte
Crédit algérien.....	16.800	11.760	5.040
Banque hypothécaire.....	35.225	35.000	0.225
3 0/0 amortissable français..	1.000.000	975.375	24.626
Crédit lyonnais	153.000	104.000	46.000
Union mobilière	8.960	0.600	8.360
Crédit provincial.....	11.750	0.000	11.750
Mines de Ferfay	4.000	2.900	1.100
Canal de Pierrelatte.....	5.750	0.850	4.900

¹ 6.966 faillites en 1883 et 7.719 en 1884; accroissement de 753 dans une seule année.

Emissions de 1881 —	Millions de francs		
	Sommes versées —	Leur valeur coté fin 1884 —	Perte —
Chemins de fer de la Beïra-Alta.....	6.128	2.875	3.253
Docks et entrep. libres. Mar-seille.....	1.150	0.104	1.046
La Dentellière.....	2.500	0.000	2.500
Transports à vapeur fran-çais.....	11.000	6.000	5.000
Ciments français.....	5.250	2.000	3.250
Grands moulins de Corbeil.	24.000	5.120	18.880
Ciments du Haut-Rhône ...	15.000	6.000	9.000
Musée Grévin.....	1.000	0.500	0.500
Société générale de laiterie.	7.875	3.075	4.800
Temps-vie (assurance).....	3.418	0.548	2.870
Crédit général français.....	66.000	13.200	52.800
Banque des pays Hongrois.	60.000	31.000	29.000
Société foncière lyonnaise.	8.250	7.000	1.250
Compagnie algérienne.....	5.750	4.650	1.100
Crédit de France.....	54.000	0.090	53.910
Emprunt grec 5 0/0	89.520	81.300	8.220
Cie franco-algérienne.....	5.000	1.450	3.550
Banque parisienne.....	108.000	61.000	47.000
Epargne populaire	10.000	0.000	10.000
Mines Baïa de Arama	11.250	0.750	10.500
Mines d'or de l'Uruguay....	5.000	0.090	4.910
Chemins de fer Madrid-Ca-cérès-Portugal.....	22.781	20.625	2.156
Compagnie auxiliaire des chemins de fer	23.550	3.300	20.250
Alais au Rhône.....	6.221	1.851	4.370
Est-algérien.....	72.751	67.256	5.495
Mag. gén. de France et Al-gérie.....	30.000	21.600	8.400
Casino municipal de Nice...	6.586	0.000	6.586
Société générale des fourni-tures militaires.....	18.000	4.200	13.800
Bitumes et asphaltes fran-çais.....	6.800	0.000	6.800
Eden-Théâtre.....	6.000	0.720	5.280

Emissions de 1881	Millions de francs		
	Sommes versées	Leur valeur cotée fin 1884	Perte
Magasins du Printemps	30.958	18.265	12.693
Plages bretonnes	6.175	0.000	6.175
Paternelle-accidents.....	5.750	0.950	4.800
Caisse des assurances agri- coles.....	13.800	1.820	11.980
Cie foncière de France et d'Algérie	100.000	79.000	21.000
Crédit maritime de France.	22.250	0.000	22.250
Obl. ville de Bordeaux.....	15.000	14.400	0.600
Banque Lyon et Loire.....	12.500	6.250	6.250
Banque I. R. P. pays autrich.	123.000	91.750	31.250
Chemins de fer intérieurs Marseille.....	4.500	0.000	4.500
Cie de navigation Paris- Havre-Lyon	10.300	2.800	7.500
Cirages français	3.450	2.610	0.840
	2.272.948	1.531.259	741.689

Ainsi, en quatre ans, sur 2 milliards 1/4 versés par lui, le public aura perdu près de 750 millions, c'est-à-dire les 3/4 d'un milliard ! Soit enfin une proportion de 30 francs de perte sur 100 fr. demandés !

C'est une autre *réduction au tiers* !

Encore, faut-il considérer que ce tableau contient seulement une faible partie des valeurs financières cotées.

Les moins atteints seront les *capitaux mobiliers*, perdant à peu près 3 milliards : ce genre de capitaux porte spécialement sur des créances *non négociables en bourse*, des agencements et des or-

nvier 1884.

uns en chômage, les autres en amortissement¹.

De tout cela, résulteront, certainement, moins de recettes et des économies *forcées*.

En effet, c'est ce qui arrivera et l'on constatera, au *budget définitif* de 1884, que le moins dépensé (177 millions) correspond précisément à l'intérêt de la réduction subie par le *domaine immobilier*, calculé à 4 0/0, taux moyen de l'année (4 milliards 2/10 à 4 0/0 = 168 millions).

J'ai déjà eu l'occasion de signaler ce fait; il y a là une loi d'intérêt composé appliquée par le capital, lequel amortit, c'est-à-dire se fait rembourser par le prolétariat, les impôts qu'il avance; mais il ne les avance qu'autant qu'il peut se les faire rembourser.

A l'appui de ce qui précède et qui résulte des seules investigations de la science, je n'ai que le choix des citations, dans les journaux ou dans les débats parlementaires, tout le monde *ayant senti* ce que nul n'a *expliqué*.

Un seul homme, le chef du cabinet : Jules Ferry osa dire :

« Des crises ? Il n'en est point ; *loin de là* (!) ; les
« chiffres du commerce extérieur, le rendement des
« impôts pour la fin de 1883, accusent une reprise
« générale des affaires². »

¹ Voici la récapitulation :

	Milliards		
	1883	1884	Différence
Capitaux immobiliers	121 3/10	117 1/10	— 4 2/20
— mobiliers	72 9/10	70 0/10	— 2 9/10
— financiers.....	41 8/10	37 2/10	— 4 6/10
Bitumes et asphaltes.....	236 0/10	224 3/10	— 11 7/10

Totaux.....

cais..... *ique 1884*, page 16.

Eden-Théâtre....

Cet homme parlait ainsi *au mois de janvier* (séances du 24 janvier au 2 février), alors que rien de ce qui devait se produire pour « tuer » les plaintes ne s'était encore produit ; alors que tous les journaux, sans distinction de parti, clamaient la crise d'un même ton :

Mais, Ferry disait : « On en veut au cabinet ! »

Et, au nom de cette ineptie politicienne, tant pis pour la vérité ! tant pis pour la nation !

Cependant, le *Paris*¹, ami du cabinet, citant les économistes américains, voulait prouver que « les salaires n'étaient pas uniquement régis par la cherté des vivres. » — (Je le crois bien, on oublie toujours le loyer, qui absorbe inexorablement le plus pur du travail).

« Oui ! disait la *Lanterne*¹, nous traversons une « crise économique des plus graves, une crise industrielle et commerciale qui pèse nécessairement « de tout son poids sur les travailleurs... Oui, il y « a en France, dans ce fertile pays... des ouvriers « par centaines de mille, qui ne trouvent pas à « employer leurs bras. ' »

Le *Figaro*, de son côté, reconnaissait l'existence de la crise, mais, toujours pratique, trouvait, en même temps, le moyen d'organiser, par une longue série d'articles spéciaux, la perception d'une *dîme de publicité*, sur ceux dont il narrait les « ennuis. »

Ce fut le député Langlois qui attacha sérieusement le grelot à la Chambre en interpellant le cabinet sur sa *politique économique*.

Comme toujours, d'après les historiens, « le débat

¹ *Le Paris*, 27 janvier ; la *Lanterne*, 18 janvier 1884.

fut magnifique ! » Langlois, prudhomme éloquent, fut « fort écouté », mais plus encore Ferry, — naturellement.

Or Ferry dit les belles choses suivantes :

« Pour moi, *il n'y a pas de bénéfices illégitimes.*
« Faire disparaître l'élément *risque* dans les profits
« du capital... serait une réforme salubre... je
« serais prêt à la réaliser... et si l'on me montrait
« que, dans l'organisation actuelle de la société, il
« il y a un obstacle qui s'oppose à sa réalisation,
« cet obstacle, je m'associerais à vous pour le
« surmonter. »

Ainsi c'est clair : Capital ? pas de risques ! tous les risques pour le travail *qui nourrit le capital !* et enfin il n'est « pas de bénéfices illégitimes » !

Voilà les théories du « beau débat ».

Personne n'a dit :

— Pardon ! Ferry, 2 et 2 font 4.

— Non pas, eût répondu Ferry, 2 et 2 font 22.

— Bah !

— Le premier 2 est le capital ; le second 2 c'est le travail. Vous voyez bien que je tiens compte des deux.

— Mais pas du tout, vous en dévorez un !

— Nullement, j'ai dit 2 et 2.

— Oui, mais votre premier 2 vaut dix fois le second.

— C'est le capital ! quoi ? voudriez-vous par hasard, mettre le second à la place du premier ? alors faire la Révolution ? « mettre dessus ce qui était dessous », comme disait Danton ?

— Calmez-vous Ferry, et écoutez : le *premier 2 capital* n'existerait pas sans le *second 2 travail* ;

mais le *second 2 travail* existerait sans le *premier 2 capital* ; pourquoi celui qui vaut le moins, vaut-il le plus ?

— Parce que c'est le capital !

— Et l'autre ?

— Parce que c'est le travail !

Et un facétieux, ayant dormi très « attentivement », mais réveillé par le silence de la fin, se fût écrié :

« 2 et 2 ? Pas malin ! les deux cocottes ! »

Voilà, dépouillé des fioritures parlementaires, le squelette de ce que Ferry a répondu à ce que Langlois « aurait pu dire », s'appropriant d'instinct le *quia est in eo virtus dormitiva* » du médecin de Molière.

Néanmoins, comme le même Ferry a textuellement ajouté : « Il n'y a de réformes sociales « profondes que celles qui commencent par la « réforme des idées et des mœurs », je me permettrai de lui faire observer que les idées et les mœurs *étant le résultat de l'organisation sociale*, ses paroles cachaient seulement cette sottise : POUR « CHANGER LE RÉSULTAT, IL NE FAUT PAS TOUCHER AUX CAUSES ! »

Bref, la comédie se termina par un *semblant d'enquête* et par l'*absence* de toute réforme.

Cependant, l'optimisme de Jules Ferry devait recevoir un affront dans ce qui le touchait bien plus que l'intérêt populaire : je veux parler de l'emprunt émis par Tirard le 12 février.

Très convaincu de la gêne publique, quoi qu'en ait dit le Président du conseil, le ministre des finances ne voulait pas s'exposer à un échec public ; au lieu de favoriser le fractionnement des

versements, c'est-à-dire, au lieu de s'adresser à la petite épargne, il donna la préférence aux souscriptions *entièrement libérées*. C'était avouer qu'il ne comptait que sur les gros *capitalistes* ; et, encore, parmi ceux-ci, il savait, également, n'avoir point à espérer le concours de quiconque aurait des liaisons avec les grandes compagnies de chemins de fer.

Ce fut dans ces circonstances que le robinet du 3 0/0 amortissable, étant rouvert, laissa couler 350 millions de papier, contre lesquels il ne fut versé directement que 90 millions environ, le reste l'ayant été par l'intermédiaire des établissements de crédit qui, plus ou moins « intéressés » aux affaires du gouvernement, lui prêtèrent leur concours ; il faut compter dans ce nombre le *Crédit foncier*, le *Comptoir d'escompte*, le *Crédit Lyonnais*, le *Crédit industriel et commercial*, la *Banque franco-égyptienne* et divers autres établissements tenant à l'Algérie ; le premier, parce qu'il était sous la dépendance légale du ministre ; les autres, parce qu'ils étaient sollicitateurs incessants de faveurs ou de concessions.

En somme, il y eut en France 92,320 personnes qui souscrivirent, en versant complètement la somme demandée et 20,421 qui versèrent seulement une partie ; au total 115,741 souscripteurs ; nous sommes loin désormais des 934,276 souscripteurs à l'emprunt de 1872 !

Quoi qu'il en soit, on peut mesurer en comparant ces nombres aux 6 ou 7 millions de cotes personnelles mobilières, quel était, réellement, l'état de concentration de la fortune nationale.

Cela n'empêcha pas les historiens de déclarer, suivant leur routine habituelle, que « ce résultat accusait l'existence en France de réserves numéraires considérables, laissées disponibles « par la stagnation des affaires. »

Puis, toujours « aveugles », ils ajoutaient : « sans le concours *des banquiers*, l'emprunt eut échoué »¹ parce qu'il était *trop cher* !

Or, en fait, ce 3 0/0 était, par son taux (76,60), du 3,91 0/0.

En même temps que cet emprunt de *déficit*, les compagnies de chemins de fer ouvraient aussi leurs guichets ; on se souvient, en effet, que « sous la garantie de l'Etat », elles empruntaient pour exécuter les travaux auxquels le gouvernement avait renoncé ouvertement.

Enregistrant ce fait, les mêmes historiens ont écrit :

« *Les émissions d'obligations à guichet ouvert dans les compagnies de chemins de fer eurent un tel succès que, ne sachant que faire de l'argent versé entre leurs mains, les compagnies durent le placer en compte courant à 1 et à 1 1/2 0/0* »².

Personne n'a compris ni combien cette circonstance affirmait, de nouveau, la concentration des fortunes entre les mains de la haute banque, ni surtout, combien il était absurde d'admettre que le crédit de l'Etat fût moins apprécié directement qu'étant caché derrière un intermédiaire *garanti par lui* !

Les économistes officiels n'en ont pas moins

¹ *L'année politique 1884*, page 40.

² *L'année politique 1884*, page 40 (note).

continué d'affirmer que la fortune était très divisée en France, et que la masse préférerait *l'initiative privée* des compagnies à l'ingérence de l'Etat !

Tout ceci, au surplus, se trouve corroboré par le chiffre total des émissions, plus d'un milliard, dans lequel l'initiative privée compte environ pour les *neuf dixièmes* ¹.

L'insolence de la féodalité financière, encouragée par le servilisme des gouvernants, ne tarda pas à s'affirmer de nouveau.

Le 8 mars, un député du Nord développait une interpellation à propos d'une grève fort importante récemment signalée dans les *Mines d'Anzin*.

Raynal lui répondit en substance « que le gouvernement *n'en pouvait mais*; qu'il ne lui était pas possible de s'ingérer dans un contrat de louage d'ouvrage; que, d'ailleurs les bénéfices de la compagnie avaient beaucoup diminué; qu'en fin cela résultait d'une série de phénomènes économiques hors de la portée et du gouvernement et de la compagnie. »

Là-dessus, ordre du jour de confiance !

Ainsi repoussées par la Chambre, les plaintes des mineurs s'adressèrent au chef de l'Etat; une audience ayant été assignée, voici ce que dirent les délégués :

« Est-il juste que des artisans des mines, après vingt ou trente, ou même quarante années, soient chassés de leurs travaux ? C'est ce renvoi scan-

¹ Voici les émissions de 1884 :

Emprunts d'Etat ou de villes.....	180 millions 5/10
Etablissements de crédit	255 — 0/10
Chemins de fer et sociétés industrielles ...	682 — 7/10
Total.....	1,118 millions 2/10

« d'aleux des serviteurs usés au service des com-
« pagnies qui est la cause première de la grève.

« Et non seulement on a révoqué les vieux tra-
« vailleurs, mais, aussi, d'autres ouvriers connus
« par leurs efforts pour *l'organisation des syndicats*
« *d'ouvriers mineurs.* »

On se rappelle qu'une loi dite des *syndicats professionnels* avait été votée par les deux chambres.

Les délégués ajoutèrent :

« Quant à la question des salaires et aux abus
« criants que nous subissons... nous sommes char-
« gés de réclamer une enquête... sincère... c'est-
« à-dire faite par les ouvriers. »

Enfin, comme sanction, les mêmes délégués de-
mandaient *une loi FIXANT UN MINIMUM DE SALAIRE.*

Rien n'était plus aisé que de voter une pareille loi en matière de concessions minières, celles-ci étant régies par une législation particulière qui armait suffisamment le gouvernement.

Or Grévy allégua *comme Raynal* : « le respect
« des contrats, les lois, les charbons étrangers, les
« économies nécessaires ! »

Ce n'était pas la peine, vraiment, d'avoir accordé audience pour judaïser de la sorte !

La vérité était que, pour satisfaire les ouvriers, il eût fallu toucher aux grands seigneurs... et la *République ne l'osait pas !*

Anzin n'est, en effet, pas autre chose qu'un fief royal maintenu en France depuis 1717 et protégé à travers toutes les révolutions ; ses premiers féodaux furent le *prince de Croy*, le *marquis de Cernay*, *encanaillés* néanmoins, pour cause « de bénéfices »,

avec les roturiers *Desandrouin, Taffin et Cordier*.

J'ai déjà dit que le *sou* d'Anzin avait atteint une valeur fantastique, que les profits réalisés s'étaient chiffrés par des vingtaines de millions ; j'ajouterai que le comité directeur, en fonction au moment de la grève, comptait des membres du parlement et non des moins influents¹.

De simples honnêtes gens auraient constaté les faits et auraient rendu justice aux réclamations ouvrières ; nul n'y avait songé.

Cependant des écrivains non inféodés au socialisme, bien loin de là ! révélèrent la situation vraie de la compagnie d'Anzin :

« En l'état actuel (disait le *Capitaliste*)², la régie
« d'Anzin étend son monopole sur près de 30,000 hec-
« tares ; elle possède huit grandes concessions et
« n'exploite pas la vingtième partie de ses im-
« menses richesses. »

Dans un autre numéro², le même journal avait constaté qu'à plus de huit reprises différentes, la régie d'Anzin n'avait concédé quelques augmentations que contrainte et forcée par les grèves.

Ainsi les grèves de 1833, 1836 et 1837 lui avaient arraché chaque fois une augmentation de 11 0/0 sur le salaire des ouvriers ; celle de 1846 : 15 0/0 ; celle de 1847 : 10 0/0 ; celle de 1866 : 9 0/0 ; celles de 1872 et 1873, chacune 8 0/0 ; au total de 1833 à 1873, 83 0/0 d'augmentation sur les salaires ; or, c'est après ces augmentations arrachées de vive force que, EN 1875, le dividende du denier fut

¹ Voir tome I, page 238.

² Voir le *Capitaliste* des 2 avril et 7 mai 1884.

40,000 francs et la cote du même UN MILLION DEUX CENT CINQUANTE MILLE FRANCS, preuve évidente que les grèves et les augmentations de salaires n'avaient jamais ruiné la compagnie.

« Depuis dix ans (ajoutait le même journal), les oscillations du salaire n'ont pas sensiblement modifié le chiffre de 1873. »

Indiquant les causes de la grève de 1884, le même encore s'exprimait ainsi ¹ :

« C'est la première fois qu'une grève, qui atteint 15,000 ouvriers agglomérés, et par conséquent, plus de 60,000 individus, se prolonge dans de pareilles conditions... malgré la misère...

« A qui remonte la responsabilité de cette grève... et pourquoi la compagnie a-t-elle, de propos délibéré, soulevé ces graves questions de salaires et de sécurité du travail, à la veille des discussions parlementaires sur les caisses de prévoyance et sur la responsabilité des patrons en matière d'accidents ?

«
« La regie d'Anzin, menacée dans sa vieille prospérité, ne pouvait plus lutter contre la concurrence des houillères du Pas-de-Calais, dont elle avait réussi à retarder l'exploitation pendant plus d'un demi-siècle; elle se trouvait, également, impuissante à combattre les prix des charbons allemands sur les marchés de l'Est. Ne voulant pas réduire ses bénéfices, il lui fallait réduire le prix de revient, c'est-à-dire rogner sur la main-d'œuvre. Le personnel dirigeant d'Anzin imagina

¹ Capitaliste du 5 mars 1884.

« d'inaugurer son récent avènement par un remaniement des anciens procédés de travail amenant une diminution dans le nombre des ouvriers.

« On supprima près de 600 ouvriers employés à l'entretien des galeries et l'on mit, à la charge des mineurs proprement dits, non seulement l'abatlage de la houille, mais tous les travaux accessoires, les rendant, de plus, seuls responsables de ces travaux et des accidents qui surviendraient dans un rayon de cent mètres du chantier.

«
« C'est là le vrai motif de la grève.

«
« Le renvoi de ces deux séries d'ouvriers constituait pour la compagnie une économie nette de 600,000 francs par an. »

Voilà comment un organe spécial de la finance capitaliste expliquait les causes de la grève. Et cependant la Chambre ne s'est pas émue.

Maintenant, veut-on savoir au milieu de quel système économique opérait la régie d'Anzin ?

C'est encore un des adversaires du socialisme qui va le constater ; les chiffres que je vais donner ont été publiés par M. Alfred de Foville, dans sa *Statistique raisonnée et comparative de la France économique*¹.

La consommation française, dit cet auteur, s'est élevée en 1884 à 30,941,000 tonnes de houille ; la production française, à 20,024,000 tonnes. Le déficit de la production sur la consommation était donc de 10,917,000 tonnes.

¹ Armand Colin, éditeur, 1887.

Ce n'était donc pas la *demande* qui faisait défaut, mais bien la production seule; par suite *Anzin*, comme d'autres, n'avaient qu'à étendre, et non à restreindre, leur exploitation.

Ici interviennent les chemins de fer qui préfèrent, de beaucoup, transporter les charbons allemands, anglais, belges, etc., que de transporter les charbons français.

Aussi les importations ont-elles, en 1884, dépassé le déficit de la *consommation*, dans les proportions suivantes relatées par M. de Foville (page 181) :

Houilles importées de Belgique....	5.733.000 tonnes
— — d'Angleterre ...	4.260.000 —
— — d'Allemagne ...	1.678.000 —
— — d'autres pays...	7.000 —
Total.....	11.678.000 tonnes

Or, pour les houilles étrangères, comme pour beaucoup d'autres marchandises, les compagnies de chemins de fer accordent des *traités DE FAVEUR qu'elles refusent aux produits français!*

Le même de Foville déclare que le prix moyen de la tonne sur le lieu de production, était, en 1884, de 12 fr. 33 c., et sur le lieu de consommation, de 21 fr. 17 c. Dès lors, il suffit de lire les comptes-rendus annuels de la plupart des compagnies houillères françaises *du centre* pour constater que les charbons étrangers viennent leur y faire concurrence à 12 fr. et même quelquefois à 9 francs la tonne, *transport compris!*

Or, la France peut se suffire à elle-même, si elle veut bien exploiter tous ses gisements et mettre fin à la protection de l'étranger, constamment pratiquée

par les *compagnies de chemins de fer françaises garanties par l'État* !

Et quand même la consommation française dépasserait sa capacité de production, j'ajoute que, quel que soit le prix auquel la France achèterait à l'étranger ce qui lui manquerait, elle aurait encore un bénéfice considérable : celui de faire vivre plus de 100,000 familles qui s'étiolent et périssent.

Il est vrai, la *haute banque* serait moins riche ! il est vrai que pour équilibrer tous les intérêts, pour assurer la vie de chacun, même celle des anciens parasites, il faudrait toucher simultanément à presque toutes les lois, notamment à celles qui régissent la propriété ; mais est-ce donc impossible ?

Pour dire *oui*, il faudrait oser affirmer que la féodalité de l'or ne saurait vivre sans dévorer annuellement 100,000 familles ; or, nul n'osant avouer cela, on s'enveloppe d'hypocrisie et on « s'amuse » à mélanger ensemble l'huile du travail avec l'eau du capital ; si, en les « fouettant un peu fort » on parvient ordinairement à faire une « pommade » *provisoire*, un peu de repos ne tarde pas à rétablir la séparation ; aussi est-ce seulement au prix de *battages répétés* que les *maîtres* espèrent maintenir l'amalgame !

Et voilà pourquoi, le 8 avril, un député interpellait le gouvernement sur l'intervention de la *force armée* dans la grève d'Anzin.

Comme pour encourager cette attitude « conciliante » des possédants dirigeants, le *Figaro*¹ publiait des articles intitulés « le secret des grèves », où il était dit, tout simplement, que l'Allemagne

¹ *Figaro* du 16 avril 1884.

avait dû subventionner les 60,000 familles mourant de faim, pour que leur chômage facilitât l'entrée des charbons allemands!!!

Le *Figaro* se trompait : les subventionnés étaient, non les familles d'ouvriers, mais *les administrateurs des chemins de fer français* qui, sachant que le prix moyen de la tonne était, *en Allemagne*, de 5 fr. 75 c., trouvaient plus grand profit à transporter le charbon allemand, faisant, ainsi, payer leurs dividendes par les 60,000 familles des affamés d'Anzin.

Qui sait, même, si Anzin n'achetait pas du charbon allemand pour agioter comme les autres ? Ce genre d'opérations internationales est familier au parasitisme financier ; peu lui importe le profit direct ou indirect, pourvu qu'il y ait *profit* ? Et puis : IL N'Y A PAS DE PROFIT ILLÉGITIME, AVAIT DIT FERRY !

C'est ce que pensait aussi le juif Camondo, lorsqu'il agiota pour accaparer les *chemins portugais* ; cette affaire a, d'ailleurs, été fort bruyante, elle a réuni des complicités françaises et portugaises, et les journaux, les plus « collet montés », y ont ramassé quelques riches subventions — manne devenue rare en 1884 !

Quoi qu'il en soit, la résistance des gouvernants et la passivité publique étaient désespérantes aux ouvriers ; ceux-ci pouvaient, en effet, se remémorer quel bruit on avait mené à propos des fameuses boîtes à ordures imaginées par le préfet Poubelle.

Ils pouvaient comparer les attitudes et de la presse et des millionnaires, car ils avaient pu lire, le 24 janvier, dans ce même *Figaro* qui les accusait de faire le jeu de l'Allemagne :

« En présence de la situation pénible faite aux
« chiffonniers, beaucoup de sympathies vont à ces
« déshérités; c'est ainsi que, hier, M^{me} la baronne
« de Rothschild a fait distribuer à ces infortunés, par
« son intendant, une somme de 4,000 francs!!! »

Mais est-ce bien cela? Ne serait-ce pas plutôt
4,000 francs de publicité, passés à *frais généraux*
d'une commandite accordée aux fabricants des
boîtes à ordures *devenues obligatoires*?

— Pourquoi pas?

— Pendant qu'on sacrifiait ainsi les intérêts les
plus respectables, ceux des mineurs d'Anzin, en
particulier, et ceux des non possédants en général,
c'est-à-dire les intérêts des 80 0/0 de la population,
les mêmes qui trouvaient impossible de légiférer en
faveur du prolétariat trouvaient très possible de lé-
giférer en faveur des possédants.

Ainsi : les crédits pour le *chemin de fer du Sénégal* ; ainsi : la *convention financière avec le bey de Tunis* ; ainsi : la loi sur les *ventes judiciaires d'immeubles* (mars).

Ainsi : la loi sur les *sucres*, les crédits pour *Madagascar* (juillet) et pour le *Tonkin* (août), sans compter
toutes les « accessions » aux différents chapitres du
budget.

Des deux lois, l'une sur les *ventes judiciaires d'immeubles* et l'autre sur les *sucres*, — modications
agréables aux possédants — la dernière seule tra-
versa quelques discussions ; tous les propriétaires
d'immeubles ont un même intérêt contre la masse,
mais il n'en est pas de même des agriculteurs, bet-
teraviers, raffineurs et sucriers.

Je n'entrerai pas dans le menu de ces lois, dont

le fardeau pèse toujours sur le peuple ; je dirai seulement que cette discussion mit en lumière les appétits des Say, des Soubeyran, des Lebaudy, et prépara à Wilson quelques petits profits, dont il trouva l'instrument dans la *Compagnie de Fives-Lille*, où il devint administrateur.

En dehors de ces deux lois, toutes les autres, comme on l'a vu, se rattachaient à la conception générale, dite : « Politique coloniale. »

Pour bien comprendre comment le parasitisme opportuniste entendait le système colonial, il faut se reporter à l'une de ses tentatives, avortée celle-là, tant elle était extraordinaire !

À la fin de l'année précédente, les députés algériens n'avaient rien trouvé de mieux, pour que la colonie africaine profitât enfin à la métropole, que de réclamer de celle-ci 50 millions destinés à exproprier les indigènes, à bâtir des villages, etc.

Il était impossible de mieux démontrer que toute la juiverie installée là-bas à grand renfort de concessions diverses, que la *Franco-Algérienne*, le *Crédit foncier et agricole d'Algérie*, la *Banque de l'Algérie*, entre autres, loin d'être utiles au pays, l'avaient ruiné de fond en comble.

Les députés, blackboulés à la Chambre, manifestèrent leur *indignation* par une lettre rendue publique en janvier 1884, et les choses en restèrent là.

Or, ces cinquante millions demandés, Ferry les aurait certainement appuyés si, s'étant embarqué dans la « maudite galère » du Tonkin, il n'avait pas eu constamment besoin de recommencer, auprès du parlement-*Argante*, toutes les fourberies de *Scapin*.

Il était entendu que la France ne faisait pas la

guerre ; je rappelle à ce propos la théorie de l'expédition tunisienne : y envoyer des troupes armées, ce n'était pas faire la guerre, parce que les soldats, au lieu de combattre *contre*, combattaient *avec* le Bey.

Donc pas de *conquête*, parce que la conquête eût imposé à la France toutes les responsabilités des finances de la Régence, ce qui n'existait pas avec le simple *protectorat*.

Or, voilà que, soudain, en mai, Tirard déclare avoir « conclu, avec un *syndicat de banquiers*, un « arrangement en vertu duquel la dette tunisienne « était convertie en obligations émises au nom du « Bey et par les banquiers ¹ ! »

Était-ce *légal* ? Oui.

Une loi du 11 avril avait rendu la France GARANTE d'un emprunt destiné à rembourser ou à convertir la dette consolidée, s'élevant à 120 millions et la dette flottante, jusqu'à concurrence de 17,550,000 francs !

Cette opération *légal*e, mais faite sans *publicité*, ni *concurrence*, indigna fort Soubeyran, qui n'en était pas ; il s'en expliqua devant la Chambre ; celle-ci, hélas ! demeura indifférente et collabora, une fois de plus, à l'apothéose des banquiers (entre autres, ceux du *Comptoir d'escompte* et du *Crédit industriel et commercial*), leur permettant tout, à eux, même de réaliser l'*Union des syndicats professionnels*, si redoutée, quand il s'agit des travailleurs français, si applaudie, quand il s'agit des protecteurs tunisiens.

Quoi qu'il en soit, le système tortueux employé à conduire l'expédition de Tunis, les annexes finan-

¹ *Année politique 1884*, page 84.

cières qui s'y révélèrent, peu à peu, auraient dû éclairer la Chambre au sujet du Tonkin.

Point. Elle s'emballa. Seul un coup de tonnerre secouera un jour sa torpeur.

En attendant, elle votait tous les crédits à la queue leu-leu. On lui inventait des expressions spéciales pour travestir la vérité; en Chine, par exemple, on se battait *contre*, mais ce n'était pas « la guerre », c'était « l'état de représailles » ! et l'argent de la France coulait toujours, souvent rougi par le sang de ses soldats !

Entre temps, à Cahors — comme Gambetta — Ferry avait fait sa propre apologie et déclaré, le 14 avril, que « le protectorat tunisien était conso-
« lidé » (ce qui était vrai pour la dette), mais que « l'expédition du Tonkin était presque terminée » !, ce qui était faux.

Un journal ami, le *Paris*, avait, peu de temps auparavant¹, publié *en dernière heure*, pour mieux impressionner, la communication suivante :

« Ces derniers jours, nous avons affirmé que le
« gouvernement se bornerait à réclamer une in-
« demnité de la Chine, lorsque nous aurions occupé
« Hong-Hoa.

« Le *New-York-Herald* publie un télégramme
« de Hong-Kong, d'après lequel la France songe-
« rait à occuper *Lang-Son*, etc.... , nous affirmons
« de nouveau que le télégramme dont il s'agit est de
« pure fantaisie, et nous répétons que les opérations
« peuvent être considérées comme terminées dans
« quatre ou cinq jours, c'est-à-dire après la prise de
« Hong-Hoa. »

¹ *Le Paris*, 5 avril 1884.

Cependant, le 12 juin, le même journal attisait encore les convoitises en publiant un long article sur les richesses minières de ce magnifique pays, lorsque, tout à coup, « on apprit le désastre de « Bac-Lé » « un détachement du corps expéditionnaire avait été chargé d'aller occuper Lang-Son ¹ ! »

Que le lecteur veuille bien remarquer la « contradiction » relative à Lang-Son et surtout la facilité avec laquelle on parlait de « télégrammes de « fantaisie ».

Dans tous les cas, à ces nouvelles contradictoires, les boursiers bien informés ne perdaient rien et, pendant toute l'année, il y eut des oscillations plus ou moins importantes ².

Or, ce fut sous l'influence de l'échec de Bac-Lé que, le 14 août, la Chambre dut voter un crédit de 38 millions, déposé depuis le mois de mai et qu'un ordre du jour de confiance, signé Antonin Proust et Sadi-Carnot, fut accordé au ministère.

On voit d'ici la scène ; elle a été écrite par Molière :

Argante vient d'assister aux affreuses menaces du spadassin *Sylvestre*, celui-ci parti, *Scapin* dit à *Argante* :

¹ *L'année politique 1884*, page 141.

² Voici quelques cours :

	Plus haut	Plus bas
3 0/0.....	79,22	75,40
3 0/0 amortissable	82,00	76,27
4 1/2 0/0 nouveau	109,15	105,25
Turc	9,25	7,50
Italien	99,45	91,00
Egyptien	348,00	285,00
Tunisien.....	530,00	474,50

« *Scapin*. — Hé bien, vous voyez combien de
« personnes tuées pour deux cents pistoles? Or sus,
« je vous souhaite une bonne fortune.....

Argante. — *Scapin* !....

Scapin. — Plaît-il ?

Argante. — Je me résous à donner les deux cents pistoles !

Quelqu'un dans la coulisse avait, bien malgré lui d'ailleurs, contribué à ce beau résultat, c'était Daniel Wilson ; celui-ci n'avait pas désarmé ; de l'Élysée partaient, de temps en temps, des coups que Ferry paraît comme il pouvait.

Au mois de juin, à propos de la Corse, une interpellation avait été portée à la tribune. Un journaliste : Saint-Elme, avait été incarcéré, puis était mort dans des circonstances peu ordinaires ; des magistrats avaient été mêlés à l'affaire ; des faveurs, des partialités, des passe-droits avaient été révélés, dans les journaux et au cours des débats, ni plus ni moins odieux que ceux tenus cachés en France, bien qu'ils y fussent aussi fréquents. Le respect du droit, l'amour de l'équité, le culte de la probité, n'avaient rien à voir dans l'interpellation ; c'était une simple manœuvre ourdie par le vaincu de la manifestation anti-alphonsiste.

Ranc, dans le *Voltaire* (reproduit par le *Paris*, 10 juin), avait dépeint la séance :

« L'extrême-gauche, écrivait-il, applaudissait
« avec enthousiasme M. Andrieux vidant sa poche
« à fiel ; M. Goblet se trémoussait sur son banc. A
« chaque calomnie, à chaque injure, à chaque outrage
« lancé contre les ministres, M. Wilson,
« gendre du président de la République, donnait le

« signal des bravos..... M. Wilson a, d'ailleurs, « compris, mais trop tard, la faute qu'il avait commise de se découvrir ; le troisième jour il n'est « pas venu ; il est resté à l'arrière-plan. »

Tout ce que l'histoire a gagné à ce débat honteux, c'est de pouvoir constater que *Wilsonnistes*, *Ferrystes*, *Choiseulistes* ne valaient pas mieux les uns que les autres ; que, sous leur administration, les mêmes « dilapidations des deniers de l'État » et les mêmes « complaisances de la magistrature » avaient été pratiquées.

Mais la Chambre, mise en présence de ces indignités réciproques, ne vit plus, dans son ministère, qu'une victime odieusement maltraitée....,

Et voilà pourquoi les prolétaires ont sur le dos quelques dizaines de millions de plus à payer !

Les agiotages politico-financiers de Daniel Wilson avaient eu, d'autre part, un préambule en dehors de la Chambre.

Par jugement en date du 29 mars 1884, la *Banque nationale*, au capital de 30 millions, avait été déclarée en faillite. Cette même banque, on s'en souvient, avait été l'objet d'une tentative d'accaparement de la part des amis de Gambetta en 1882¹.

A l'inventaire de 1883, on s'était aperçu que, précisément depuis cette époque, les actions du journal la *France* et les parts d'exploitation du *Petit Journal* avaient disparu du portefeuille ; depuis 1883, la *Semaine financière* (journal spécial) et la *Correspondance universelle* en étaient également sorties.

On reconnut, en outre, que, bien que cette « correspondance » eût été constituée en société distincte

¹ Voir tome II, pages 32-33.

au capital de un million de francs, en *septembre 1883*, (époque où les intrigues de l'Élysée avaient battu leur plein), la *Banque nationale* semblait en avoir repris la direction le 20 février 1884, car dans une circulaire elle annonçait qu'elle réorganisait ses bulletins financiers dépendant de la *Correspondance universelle*¹.

Or, le président de la Banque en faillite était un nommé Lalou, en même temps *directeur* du journal *La France*, et aussi mêlé aux affaires de la *Banque de prêts à l'industrie*.

La situation de cette dernière banque avait provoqué l'intervention de la justice, causé une demande en autorisation de poursuites contre le sénateur Palotte (que j'ai déjà mentionnée) et, finalement amené la démission de ce dernier, annoncée en bonne place, par le *Paris*, dans son numéro du 5 avril.

Un peu avant, une campagne avait été entamée par la *France* contre le ministère, à l'occasion des affaires de *Corse*; mais, tout à coup, le 10 juin, au moment où Ranc exposait dans le *Voltaire* le jeu de la coalition Wilson, la *France* coupait court à sa polémique.

Immédiatement, la rédaction entière quitta ce journal et l'*Intransigeant* du 12 juin imprimait ce qui suit :

« La lettre suivante vient d'être adressée par
« M. Ernest Judet à M. Charles Lalou, directeur
« politique de la *France* :

¹ Tous ces détails sont empruntés au journal spécial le *Capitaliste*, numéro du 16 avril 1884.

« Monsieur,

« La campagne entreprise dans la *France* avec votre pleine approbation, avec celle du conseil de rédaction, sur les *affaires de Corse*, a été subitement arrêtée par vous, lorsque le débat soulevé depuis deux mois était porté devant la Chambre, après avoir passionné toute la presse française.

« Je n'ai point à apprécier les raisons d'ordre purement privé qui vous imposent ce silence et solidarisent d'une façon si imprévue la cause de la *France* avec celle du ministère.

« Le public prononcera entre le directeur sacrifiant une politique au souci de ses affaires personnelles et le journaliste indépendant qui ne consent ni à briser sa plume ni à la vendre. »

Cette lettre, d'un ton fort digne, d'ailleurs, en dit déjà long pour qui sait lire entre les lignes ; mais une polémique survenue entre la *France* et le *Paris* vint ajouter quelque clarté.

Vers le 15 juin, dit la *France* (que le *Paris* n'a pas démentie sur ce détail), Veil-Picard avait accepté des pourparlers avec Lalou ; celui-ci achetait le *Paris*, le fusionnait avec la *France*, mais voulait conserver la *direction politique*. Là fut, paraît-il, la pierre d'achoppement.

Veil-Picard en consentant à vendre sa feuille, demandait que *toute sa rédaction* entrât dans la nouvelle combinaison, mais il ne voulait pas de la direction de Lalou. Au fond du dissentiment, il y avait certainement Wilson, lequel eût été obligé de renoncer à l'appui du journal fusionné, du moment où celui-ci aurait passé aux mains de ses adversaires.

Veil-Picard garda son journal, Lalou le sien; des paroles désagréables furent échangées; un duel suivit et, finalement, le 26 juin, le *Paris* lançait ce dernier coup :

« C'est le 5 août que viendra, devant la 11^{me} « chambre correctionnelle, un des procès qui attendent M. Lalou. Nous espérons que, cette fois, ce « sera sans remise ».

Les choses, néanmoins, ne tournèrent jamais au tragique, car Lalou est encore, en 1888, directeur du journal la *France*, mais, au moins, *il n'a pas obtenu la décoration !*

Les agiotages *Wilson*, les agiotages *Lalou*, les agiotages *Veil-Picard*, les agiotages *Palotte*, voilà les « dessous » des votes qui prolongèrent les folies tonkinoises, se traduisirent par des aggravations d'impôts, et conduisirent le peuple aux démoralisations et aux misères noires que j'aurai à constater dans les années suivantes.

Je ne vois pas d'argument plus fort contre la théorie de ceux qui veulent *gouverner* les hommes au lieu de *se borner à administrer les choses*, pour la plus grande utilité générale.

Comment ne voit-on pas qu'entre les choses et leur utilité on maintient un obstacle qui s'appelle le capitalisme individuel ?

Supprimez cet outrage à la raison, qui travestit le *droit* humain en *fiction légale*, et toutes les immoralités agioteuses disparaîtront du même coup.

Alors on ne verra plus des interpellations sur la *Corse*; alors on n'aura plus à s'inquiéter des *fournitures militaires* et des « conditions d'adjudica-

tions », comme cela a eu lieu, à la Chambre, les 28 et 29 février, et on n'aura plus à rechercher si « *un banquier juif de Besançon a été, oui ou non, particulièrement favorisé.* »

Alors on n'aura plus à soulever des débats hypocrites, comme l'ont été ceux de mai et de juin, où, tout en affectant de combattre le *monopole des allumettes*, on préparait sa consolidation.

En effet, après une comédie de deux adjudications publiques où *personnes ne s'est présenté*, système qui, pour être le contraire de celui des *quatre fournisseurs militaires* entendus ensemble pour *offrir un même prix*¹, n'en est pas moins déloyal dans ses résultats, le ministre dut *traiter de nouveau* avec l'ancien monopole, c'est-à-dire avec les Mallet, Hottinguer et autres honnêtes millionnaires, qui oublièrent *depuis neuf* ans de payer (au trésor du moins), 5 millions de redevances appartenant à l'année 1875; oubli auquel, d'ailleurs, les gouvernants *n'avaient jamais fait allusion!*

Alors on n'aura plus à se demander pourquoi, après avoir soulevé une *grave revendication* de plusieurs millions dus au Trésor par les *compagnies de chemins de fer*, pour *trop perçu à l'occasion des transports militaires effectués en 1870-1871*, et après avoir nommé un rapporteur, qui avait signalé des faits scandaleux, dans son rapport de 1883 (*année des conventions*), le silence s'est fait tout à coup; si bien, que le seul crime dont le Chambre de 1884 ait failli s'inquiéter (octobre), fut celui imputé par Raspail aux dites compagnies, d'empêcher leurs agents d'accepter des fonctions municipales!

¹ Voir le *Paris* du 26 janvier 1884.

Cependant, ces honorables milliardaires avaient fait exactement ce que Hirsch avait fait contre la Turquie, et que j'ai narré plus haut; ils avaient, profitant du désarroi général, perçu le tarif entier où le demi-tarif, là où seulement le demi et le quart étaient applicables ¹.

Et ces gens, qu'il faudrait fusiller, nous gouvernent!

Quiconque les approche est pourri; ils *suent* l'agiotage! ils ont imité Hirsch et ils ont fait Raynal. Leur exemple est d'ailleurs funeste! Quoi? les hauts barons ont agioté sur la guerre? on peut, dès lors, agioter sur le choléra! Ainsi fut fait: le fléau qui frappa si cruellement le Midi et provoqua des voyages ministériels, n'en souleva pas moins une affaire de travaux de *salubrité* et, au fond de cette affaire, je trouverai bientôt des tripotages, des vénalités, des concussions ².

Agiotages, encore, toutes les discussions sur le divorce!

Cette réforme qui, cependant, apparaissait à tous comme une loi de salubrité sociale, n'en cachait pas moins, sous ses arguments philosophiques, psychologiques et surtout philopédiques, des rapacités, des combinaisons qu'on n'osait pas et que nul n'a osé dénoncer.

¹ Le rapport Lombard contenait des détails extraordinaires; par exemple, une expédition de terreau, d'une valeur de 80 francs, *de Calais à Poissy*, avait payé un transport de 719 fr. 85. — On envoyait des fusils de Nevers à Clamecy, 80 kilomètres, et le ministère de la guerre payait un parcours de 80 lieues! etc.

² Affaire des *Bons de salubrité*, à Marseille, dont je m'occuperai en 1886.

Le divorce, comme la mort, dissout les associations ; celle du mariage, société civile formidablement privilégiée, était chère aux possédants ; livrer aux *passions sexuelles* la rupture d'un contrat, doré le plus souvent, rendre à une femme l'or qu'on a reçu pour accomplir l'acte de prostitution légale ! cela était dur à une foule de mariés, *dotaux* surtout !

Hé bien ! là, fut la véritable cause des hésitations législatives, car, au fond, le respect du contrat moral, la fidélité conjugale étaient le moindre souci des opposants ! demandez à Jules Simon !

Aussi a-t-on trouvé, tout d'abord, ce moyen terme merveilleux : l'arbitraire du juge, qui pouvait à son gré, refuser le divorce tout en accordant la séparation ; or celle-ci laisse aux mains du mari la haute surveillance de la fortune, même dotale, et on savait bien que, lorsqu'il s'agirait de *gros capitaux*, les choses se passeraient, exactement, comme pour les *grosses affaires* ! — A la longue, seulement, on créera le délai de trois ans, temps suffisant pour que le détenteur des biens ait eu le *moyen de se retourner* ; quant au *souci moral* de constituer, ainsi, une période d'épreuve, nul, n'est-ce pas ? ne l'a pris au sérieux !

Veut-on encore un exemple ? Celui-ci est un agiotage international.

La domination anglaise n'était pas heureuse en Égypte ; un prophète : le Mahdi, un négociateur mystérieux : Gordon, avaient singulièrement embrouillé la situation. Une conférence avait été convoquée ; à cette conférence, Waddington et de Bli-gnières étaient délégués ; et l'on vit cette chose

étonnante, deux vieu^x courtisans de la *politique anglaise* résister, avec acharnement, aux plans financiers des plénipotentiaires *anglais*.

La chute du cabinet Gladston^e, qui arrivera l'année suivante, expliquera toute cette comédie, si l'on veut bien se rappeler que Gladstone avait remplacé Disraëli, le ministre des juifs. La France n'eut pas, cette fois, de dommage matériel à craindre; mais le cabinet Ferry, qui avait triomphé « *par son attitude ferme contre l'Angleterre* » (?) en reçut un nouvel affront.

Que dirai-je, maintenant, si, comme je le fais chaque année, j'étudie l'attitude de la magistrature?

Là, aussi, la servilité des intentions avait éclaté de mille façons, sous la pression des influences contradictoires du ministère et de l'Élysée.

Ainsi : Un magistrat, au cours d'un procès correctionnel, dirigé contre le *Crédit de France* et un nommé *Lepelletier* (ce dernier bien vu dans un certain parti), s'était vu obligé de faire la déclaration suivante :

« Le tribunal regrette qu'on ait fait agir auprès
« de lui des influences et des recommandations qui,
« bien loin d'être utiles aux prévenus, ne pour-
« raient que leur nuire, car elles semblent être un
« aveu indirect de culpabilité¹. »

Citerai-je des exemples ? parlerai-je des procès du *Zodiaque* où étaient impliqués deux députés : *Marius Poulet* et *Brutus Bouchet*, comme l'étaient *Lalou* et *Palotte* dans ceux de la *Banque de prêts à*

Le Figaro, 17 janvier 1884.

l'Industrie, comme le fut *Blanchard* dans la *Grande compagnie d'assurances*.

Je mets à part les procès d'Erlanger, véritables romans, contenant, à eux seuls, toutes les rivalités gouvernementales, et dont je m'occuperai à l'époque de leur dénouement.

Tantôt un juge d'instruction décernait un mandat d'amener, et, ce mandat restant lettre morte, un président le faisait exécuter en pleine audience.

Telle fut l'aventure de l'agioteur *Mary Raynaud* ; jugé par le même président qui avait dénoncé les démarches faites à propos du *Crédit de France*, il fut condamné à la prison, peu importe ! un jour on apprendra que, gracié, il a pu acheter l'abréviation de sa peine.

Menacé cette même année, Savary, l'homme de la *Banque de Lyon et de la Loire*, a, néanmoins, le temps de disparaître après des procès fâcheux.

Enfin, chose étrange ! les antiques procès d'Auguste Dreyfus, ami de Grévy et des guanos, qui avaient toujours été favorisés du « *silence de la presse* », émergent au grand jour, seulement en 1884 ; en effet, le *Figaro*, très muet jusque-là, publiait, en novembre un morceau de plaidoirie où l'influence persistante, exercée par l'*ancien avocat des guanos devenu président de la République*, était habilement mais clairement dénoncée¹.

Était-ce donc pour éclairer la morale publique ? Nullement ! c'était *une revanche* de l'interpellation sur la *Corse* !

Mais tout cela écœurait l'opinion ; aussi cette der-

¹ Voir mes *Rois de la République*, 2^e volume, page 325, et *Figaro* du 18 novembre 1884.

nière pour exprimer son sentiment sur les erreurs ou les défaillances du personnel judiciaire assis, debout, *banquant* dans l'officine de l'*avoué*, du *notaire* ou de l'*huissier*, avait saisi l'occasion d'un procès en cour d'assises.

Un malheureux, victime d'une erreur judiciaire, non contestée par l'accusation, mais dont il n'avait jamais pu obtenir la reconnaissance légale, exaspéré, d'ailleurs, de son impuissance à paralyser les poursuites dirigées injustement, quand même, contre lui, par un *avoué*, avait tiré sur celui-ci deux coups de revolver.

Malgré un réquisitoire sévère, le jury prononça son acquittement ¹.

Entre temps, un autre mouvement d'opinion avait commencé à se manifester.

Tout autour de la France, l'antisémitisme s'était progressivement accentué; en Hongrie, les corps constitués avaient aggravé leur attitude en refusant de voter une loi autorisant les mariages mixtes, c'est-à-dire entre juifs et chrétiens.

En France, pour la première fois depuis Tausenel, un journal spécial avait mené une campagne *anti-sémitique*. Les juifs avaient senti le besoin de se défendre; un ouvrage intitulé « *La mission des juifs* » avait été fortement applaudi par plusieurs journaux, critiqués par d'autres.

Malheureusement, au lieu de comprendre que le sentiment anti-sémitique a sa *cause vraie* dans l'horreur inspirée par le vice parasitique, plus odieusement pratiqué par les *sémites israélites*, le catholicisme, en France comme en Hongrie, n'y chercha

¹ Affaire Pagot-Benoît-Lucy, 15 juin 1884.

qu'un moyen d'aiguiser, à son profit, un antagonisme de race. C'était bestialiser le sentiment de l'honneur!

Pourtant quelque chose s'en dégagait : une réaction symétrique à l'enthousiasme de 1875 commença à s'élever contre la *constitution juive* née à cette époque et, bien que cette réaction ne se fut pas déclarée au *congrès d'août*, qui vota la révision minutieusement limitée, je ne tarderai pas à constater ses progrès, parce que, mieux que tous les discours, les *actes* et les *résultats* vont commencer à dessiller les yeux du peuple.

VI

La Roche Tarpeïa

1885 — 1886 — 1887

SOMMAIRE 1885. — Vilenie royale. — Fabrique de silence. — La revanche de Wilson. — Les faux télégrammes. — Ferry succombe. — Les deux câbles. — Langage secret. — Un Wilson anglais. — La station de Pékin. — Le coup de bourse. — On meurt de pléthore. — Imitation prussienne. — Chômage militaire. — La paix universelle. — Agences de décorations. — La justice dans le Midi. — Barraña et Wilson. — Contrastes. — Boulanger à Tunis. — Le gaudissarisme. — Éclairage? par le gaz. — Charbons du Tonkin. — Allures de grand seigneur. — Fin d'une classe. — Les Juifs. — En Saône-et-Loire. — Victor Hugo. — Les grèves. — Les élections. — Erreur menaçante. — Grévy prolongé.

L'histoire des trois années qui vont suivre — années suprêmes d'ailleurs ! — va tourner autour de trois hommes !

Deux d'entre eux luttent depuis longtemps : Jules Ferry et Daniel Wilson ; derrière eux Jules Grévy regarde, n'ayant que les trois soucis de cette vilenie royale : empiler, empiler, empiler !

Pourtant, si laide, absurde et écoeurante que fût, dans son veuvage de tout casque empanaché, cette caricature de la royauté, elle avivait encore les convoitises, et les deux champions de la honte française que j'ai nommés tout à l'heure, ne piétinaient le peuple que pour se vaincre mutuellement.

Malgré tout, mais trop tard peut-être, pour la France, chacun d'eux trouvera sa roche Tarpeïenne et les derniers coups de leur bataille n'arriveront qu'à jeter hors du Capitole celui qui y était assis.



La fin de 1884 avait été calme ; on parlait moins de la crise ; j'ai expliqué, déjà, que les hécatombes triples de la guerre, du choléra et de la misère avaient fabriqué du silence et atténué, pour un moment, les besoins de la consommation.

Je ne m'attarderai donc pas à commenter ici les discussions parlementaires qui, de janvier à fin mars, comblèrent, par des paroles, le vide des conceptions.

D'abord, on a beaucoup perdu de temps à des questions électorales ; ensuite, l'étude de quelques discussions sérieuses qui auraient pu avoir lieu me condamnerait à des redites, soit qu'il s'agisse du travail des ouvriers (interpellation Révillon, 5 février), soit qu'il s'agisse du budget (février-mars), soit qu'il s'agisse de certaines lois ; par exemple, celle des *marchés à terme* et celle *relevant les tarifs douaniers* ; j'aurai, d'ailleurs, quelques mots à dire, non des discussions, mais de leurs résultats lorsque, constatant les nouveaux progrès des spolia-

tions agioteuses, j'aurai à les clouer avec quelques chiffres.

Je veux arriver, tout de suite, à la grande spéculation de Wilson : la chute de Jules Ferry.

Il suffit d'avoir présents à l'esprit certains faits de 1883 et 1884, pour se rappeler que Daniel Wilson avait à prendre une revanche.

Voyant, très nettement, que Ferry espérait obtenir au Tonkin assez de lauriers pour éblouir le bourgeois, au moment où celui-ci aurait à renouveler les pouvoirs du président de la République, il était décidé à tout pour le couler avant les élections générales, qui devaient avoir lieu en octobre.

En outre, il lui était nécessaire d'avoir un coup de bourse à lui, bien à lui, dans la période où ceux-ci sont le plus fructueux, c'est-à-dire dans le premier trimestre. Comme à l'ordinaire, en vue des élections de toute nature, on avait, à l'Élysée, besoin de l'argent des autres.

Au surplus, comme il s'agissait du fauteuil présidentiel, le gendre était, plus que jamais, assuré d'un concours absolument dévoué.

Le 13 février, les troupes françaises avaient occupé Lang-Son, que, on s'en souvient, *la France ne songeait nullement à occuper*¹ ; la Chambre, docile, avait voté tout ce que Ferry avait voulu ; les millions suivaient les millions ! et le grand débouché colonial allait, sous peu, rembourser, haut la main, toutes les avances qu'on aurait faites pour l'ouvrir.

Il n'y avait guère que les soldats tués qu'on ne remplaçait pas, parce que la France marchait à la

¹ Voir tome II, page 127.

dépopulation, et c'EST POURQUOI *il lui fallait des colonies!*

Bref, Ferry, son ministère et sa majorité étaient certains du succès, car toutes les nouvelles reçues annonçaient des victoires. C'était franchement, désormais, la guerre ouverte; on ne se donnait plus la peine de se servir du pseudonyme: « état de représailles », si bien qu'on avait mis l'embargo sur les approvisionnements de riz à destination des ports chinois.

Soudain, le 25 mars, le gouvernement recevait un premier télégramme daté du 24 mars, avouant un échec; atténué aussitôt par un autre, daté du 26; l'émotion s'était calmée, lorsque, le 29 au soir, les journaux publièrent un télégramme, daté du 28 mars, qui contenait ces mots:

« *Je vous annonce, avec douleur, que le général de Négrier, grièvement blessé, a été obligé d'évacuer Lang-Son; les Chinois, débouchant par grandes masses, ont attaqué..... le colonel Her-binger ayant épuisé ses munitions, m'informe qu'il est obligé de rétrograder.*

« *L'ennemi grossit..... quoi qu'il arrive, j'espère pouvoir défendre tout le Delta.*

« *Je demande au gouvernement de m'envoyer, le plus tôt possible, de nouveaux renforts. »*

Il était difficile de combiner une rédaction plus alarmante.

Ce n'est pas ainsi que les télégrammes militaires sont ordinairement conçus, et si celui-ci n'avait pas été revêtu de la signature du général Brière de l'Isle, j'aurais juré volontiers qu'il avait été fabriqué par Erlanger.

Financièrement, il ne manqua pas son effet :
Entre le 29 et le 30 mars, il y a eu :

3 fr. 25 de baisse sur le 3 0/0.

3 fr. 00 de baisse sur l'amortissable.

Et 2 fr. 00 de baisse sur le 4 1/2 0/0.

Au surplus, je dois faire remarquer, ici, que les télégrammes financiers « à sensation » se produisent, presque toujours, ou du 12 au 14, ou du 27 au 29, parce que la Bourse a deux liquidations par mois, l'une le 15 et l'autre le 30.

Avant d'en arriver aux explications, je résume brièvement les faits :

Le 31 mars, Ferry demandait un crédit de 200 millions, on en votait 50 et on le renversait.

Le 1^{er} avril, de nouvelles informations rendaient de plus en plus étrange le télégramme du 29 ; le 4 avril, les préliminaires de paix avec la Chine, *en élaboration depuis le 22 mars*, étaient signés à Paris ; le 6 avril, le cabinet Brisson était constitué, et, le 7, *on votait 150 millions de nouveaux crédits*, complètement des 200 millions demandés le 31 par Jules Ferry. Pourquoi faire ? puisque c'était fini ! et ce l'était, ou, du moins, les événements n'exigeaient plus les mêmes sacrifices.

Personne ne l'a jamais su ; les nouveaux ministres, eux-mêmes interrogés à cet égard, répondirent « qu'ils ne le savaient pas, qu'ils n'avaient
« pas eu le temps matériel de prendre connaissance
« des dépêches diplomatiques ou militaires parve-
« nues à Paris, mais que cette manifestation de la
« ferme volonté du parlement de poursuivre l'exé-
« cution intégrale du traité de Tien-Tsin, du

« 11 mai 1884, était indispensable au succès de la « politique française ¹. »

Et la Chambre et le Sénat votèrent dans de pareilles conditions !

Maintenant, cherchons la vérité :

Le gouvernement ne s'attendait qu'à des dépêches pacifiques, puisque, depuis le 22 mars, les pourparlers de paix étaient engagés.

Il n'est pas admissible que, même pour un coup de bourse, Ferry ait imaginé la dépêche alarmante du 29 mars, d'autant plus qu'à son trouble, à sa prière de voter les crédits sans voter la confiance, on voyait bien qu'il avait pris cette dépêche au sérieux.

Donc celle-ci était bien inattendue ; d'ailleurs, d'un style tout à fait inusité ; enfin, dès le 1^{er} avril, le même Brière de l'Isle télégraphiait :

« L'évacuation de Lang-Son semble avoir été un « peu précipitée..... on ne s'explique pas, non plus, « l'évacuation rapide de Dong-Son. En résumé, la « situation est meilleure que ne le faisaient sup- « poser les *renseignements exagérés* qui m'étaient « parvenus depuis quatre jours. »

Ce télégramme était daté d'Hanoï.

Où se passaient les faits ? à Lang-Son.

Quels étaient les moyens de communication de Lang-Son à Hanoï et d'Hanoï à Paris ?

De Lang-Son à Hanoï, les communications ne pouvaient être que « volantes » et dépendaient, certainement, de l'armée d'occupation ; une fois à Hanoï, c'était vers la mer, c'est-à-dire vers Haï-Phong qu'il fallait se tourner. Là siégeait déjà une succursale de

¹ André Daniel ; *l'Année politique 1885*, page 85.

la *Banque de l'Indo-Chine*, dirigée par un personnel ami du ministère Ferry¹, ce qui prouve que l'administration française y était assez organisée pour pouvoir contrôler, efficacement, les communications télégraphiques.

Mais, à partir d'Haï-Phong, on tombait de tous côtés en des mains étrangères.

Le 11 juillet 1883, le ministre de la marine, Ch. Brun, avait passé avec une compagnie ANGLAISE : l'*Eastern extension Company*, une convention pour la pose d'un câble télégraphique sous-marin entre le cap *Saint-Jacques* (atterrissement le plus voisin de Saïgon) et Haï-Phong (atterrissement le plus voisin d'Hanoi).

Soumise à l'approbation de la Chambre, dans sa séance du 1^{er} août, cette convention avait été vivement critiquée, surtout parce qu'elle confiait des communications françaises à des mains étrangères.

Pour bien comprendre les explications données à la tribune, il faut se représenter l'aspect du golfe du Tonkin.

Imaginez un demi-cercle, creusé dans le territoire asiatique et dont la convexité regarde le nord-ouest; vers le centre du demi-cercle est une île : *Haï-nan*; si, de cette île aux bouches du fleuve Rouge, on tirait, sur un planisphère, une ligne

¹ Les administrateurs de la *Banque de l'Indo-Chine* étaient alors : Hentsch (aussi administrateur du *Comptoir d'escompte*), Durieu, vice-président (aussi président du *Crédit industriel et commercial*), Allard et F. Aubry (de la *Société de dépôts et comptes courants*), Ed. Delessert (aussi administrateur de la *Banque franco-égyptienne*), G. Gillet, G. Girod, A. Prévost, Ch. Sautter.

droite dans le sens du nord-ouest, cette ligne couperait le *Thibet*, la *mer Caspienne*, la *Turquie d'Asie*, les *Balkans*, passerait près de *Venise*, et, prolongée, irait se perdre en France, à l'extrémité du *Finistère*.

Or, *Haï-Phong*, placé presque au milieu de la courbe, regarde l'île *Haï-nan*, où les Anglais et les Allemands ont fondé des établissements considérables.

A l'extrémité nord-est de la courbe est un port chinois, *Pa-Koï*, et, plus haut, en dehors de la courbe, qui se ferme à cet endroit par un cap très avancé vers *Haï-nan*, se trouve *Hong-Kong* appartenant aux Anglais.

A l'extrémité opposée de la courbe, c'est-à-dire au sud-ouest, la configuration des terres présente un relief convexe ; on y rencontre *Huê*, puis, beaucoup plus bas, *Saïgon* qui regarde *Singapoor*, point terminus du *golfe de Siam*.

Hong-Kong est relié télégraphiquement à l'Europe par une série de câbles appartenant aux *Télégraphes du Nord*, compagnie *Danoise* dont le représentant en France s'appelle *G. Bocher*.

Ces câbles unissent *Hong-Kong* à *Amoy*, *Amoy* à *Shanghai*, *Shanghai* à *Nangasaki* (Japon), et enfin *Nangasaki* à *Wladiwostock* (Russie). C'est de là que, par le *Danemark*, les télégrammes aboutissent en France.

Or, quel était le plan de l'*Eastern Company* en traitant avec le ministre de la marine ? Ce plan, expliqué à la tribune dans la même séance du 1^{er} août 1883, était le suivant :

Possédant déjà un câble reliant *Hong-Kong* à *Singapoor*, c'est-à-dire faisant fonction de corde au

de mi-cercle qui est le golfe du Tonkin, et de tangente à la convexité annamite, elle avait, en 1881, établi un rattachement de Singapoor au cap Saint-Jacques, atterrissage de Saïgon ; de sorte que, l'*Eastern Company*, par Hong-Kong, reliait la Chine à l'Inde anglaise, celle-ci étant, d'autre part, reliée tant à l'*Australie* qu'à la *métropole britannique*, par Constantinople, Vienne et le *Pas-de-Calais*.

Les choses étant ainsi, l'*Eastern Company*, prise d'une « vive sollicitude pour les intérêts français », proposait de relier directement Saïgon et Haiphong (ce qui revenait à rendre, pour ainsi dire, inutile son câble existant de Singapoor au cap Saint-Jacques); de relier Haï-phong à Hong-Kong, d'une part à Pa-Koï (le port Chinois) et à Haï-nan (l'île anglo-allemande) de l'autre.

Évidemment, pouvoir télégraphier d'*Haï-Phong* à *Hong-Kong*, tête de ligne des *Grands télégraphes du Nord*, offrait plus de sécurité que de télégraphier à *Singapoor* par *Saint-Jacques*, mais à la condition que la ligne Haï-phong — Hong-Kong fût française ou, tout au moins, efficacement surveillée.

La Chambre d'août 1883 parut comprendre l'importance de cette condition, et, par un vote, refusa d'approuver la convention du 11 juillet 1883.

Mais, six mois après, tout était changé, et les deux Chambres approuvaient la concession faite à la *Compagnie anglaise*, ainsi que je l'ai signalé précédemment⁴ (décembre 1883). J'ai fait remarquer, également, que ce vote coïncida avec un apaisement de l'attitude hostile manifestée dans les derniers

⁴ Voir tome II, page 102.

mois de 1883, par le *Times* et les journaux allemands.

De cet exposé, un peu technique, mais nécessaire, comme on le verra, je veux, tout d'abord, faire ressortir deux points :

Avant le vote, il était assez difficile et certainement assez lent, d'avoir un double moyen de communiquer avec l'Europe, la voie la plus directe étant celle qui dépendait du *réseau danois*. Après ce vote, on disposait de deux sources de télégrammes également rapides, l'une employant le *réseau danois*, l'autre le *réseau anglais* ; l'une passant par la *Russie*, l'autre passant par l'*Autriche*.

En décembre 1884, le nouveau câble était déjà en fonctions, l'*Eastern Company* ayant déclaré que « le « câble pouvait être posé en quarante jours. »

Il me reste, maintenant, à établir que, deux moyens télégraphiques existant du Tonkin en France, il y avait un danger, soit d'indiscrétion, soit de falsification.

Ce danger avait été aussi communiqué à la Chambre, où l'on cita le fait suivant :

Il y a environ deux ans, lorsque Goujard était ministre de la marine et des colonies, des dépêches administratives extrêmement graves furent échangées avec le gouvernement.

L'une d'elles « excessivement sérieuse, *était chiffrée, et, cependant, lorsqu'elle passa à Singa-
« poor, elle fut lue, elle fut ébruitée mot pour mot,
« lettre par lettre.* »

Le député qui exposait ces faits ajoutait :

« Il y a longtemps que j'ai fait savoir au ministre de la marine que son chiffre était connu par

« le télégraphe anglais... Même un fonctionnaire
« des colonies me racontait encore, hier, qu'un in-
« dividu s'était présenté, se flattant de lire toute
« espèce de dépêche chiffrée, et qu'il l'avait fait¹. »

Voilà pour ce qui concerne les indiscretions si favorables aux *coups de Bourse* !

Voici maintenant ce qui concerne les falsifications et les indiscretions mêlées :

En juillet 1884, un procès d'une certaine gravité se plaidait à Londres à la Cour du Banc de la Reine ; deux Compagnies télégraphiques étaient en cause : le *Central News* accusait l'*Eastern Company* et l'*Exchange Company* d'avoir copié et employé une dépêche à lui adressée.

« Le jury a décidé que M. Charles Wilson, dont
« la dépêche avait été copiée par les défenseurs,
« avait employé en partie le télégramme des plai-
« gnants. »

Le *Wilson*, dont il est ici question, a été pris pour le gendre Elyséen à propos d'autres affaires dont je m'occuperai plus tard ; mais on a affirmé depuis que c'était là une erreur et que Charles et Daniel n'avaient rien de commun.

Dans tous les cas, il est très curieux de voir, dans une pareille circonstance, retentir le nom de celui qui, en France, avait un si grand intérêt à ce que Jules Ferry, son adversaire, fût mis hors de combat avant les élections !

Je ne puis m'empêcher de grouper les faits.

Ferry savait très bien qu'il avait en Wilson un ennemi redoutable ; trois jours avant la débâcle du

¹ *Journal officiel* du 2 août 1883, débats parlementaires (Chambre), page 2,052.

ministère, c'est-à-dire sous la date du 27 mars, le *Figaro* venait de puiser, encore en Angleterre et encore dans un procès, les éléments d'une accusation formelle de *tripotages* relatifs à la conversion du 5 0/0, que j'ai déjà narrée et qui tombait d'aplomb sur la tête de Daniel Wilson. A coup sûr, sans l'émotion de ce qu'on a appelé le *désastre du Tonkin*, l'attention publique se serait abattue sur ce tripotage.

Mais trop de complices avaient intérêt au silence et d'ailleurs, les coups de bourse de mars, *répétition exacte de ceux de la conversion*, apportaient un moyen nouveau « d'élaguer » les discussions.

Et maintenant dois-je calculer comment le général Brière de l'Isle a pu être effrayé, lui-même, au point d'envoyer le télégramme que l'on sait ? dois-je me demander si le colonel Herbingier était, ou un séduit ou un alcoolique, ou un imprudent ? Dois-je rechercher si Erlanger, fourré dans toutes les affaires de *câbles*, mêlé aux chemins de fer de Suède par sa maison de Francfort, qui venait d'y obtenir une concession (novembre 1884), influent en Angleterre, où il avait lancé de nombreuses affaires, protégé par la Prusse dont il était le... regard, n'avait pas aussi la main soigneusement dissimulée au fond de quelque syndicat dans l'*Eastern-Company* et si, grâce à cette situation, il n'avait pas collaboré à la fabrication des moyens d'effacement dont bénéficia l'Elysée ?

Dois-je enfin voir un lien quelconque entre ce triomphe des deux hommes de l'Elysée et celui d'Erlanger, bientôt arraché des griffes de la justice ?

Je ne crois pas avoir à pousser si loin mes constatations et à serrer davantage un réquisitoire émergeant tout seul de l'ensemble des faits.

Que le rôle de la *Grande Compagnie des télégraphes du Nord* dans la conclusion de la paix avec la Chine ait été décisif, c'est ce qu'on ne peut révoquer en doute, après avoir suivi les événements et lu dans le compte rendu annuel de cette société que « la station ouverte, le 22 août 1884, à Pékin, avait « contribué à l'heureuse terminaison des hostilités « entre la France et la Chine ¹. »

Que des complicités aient été nouées en Angleterre, cela ne saurait être, non plus, douteux, quand on a lu les questions demeurées sans réponse que, après le triomphe de Wilson, le *Figaro* du 6 juillet adressait à ceux des amis de celui-ci qui, alors, étaient au pouvoir :

« Est-il vrai que le gouvernement, pour attendre
« le grand emprunt qui ne sera discuté par la nou-
« velle Chambre qu'après les vacances de janvier,
« essaierait de trouver de l'argent auprès de finan-
« ciers anglais ? Est-il vrai que cette affaire fût
« menée par un individu de nationalité étrangère
« qui est parti, ces jours-ci, pour Londres et dont
« le séjour à l'hôtel a été payé par deux de nos
« ministres ? »

Il s'agissait de bons du Trésor que l'on négociait ainsi en silence, au risque de charger outre mesure le chiffre de la dette flottante déjà si lourde !

Que le coup de bourse du 30 mars, ne vienne pas du clan juif, où l'on compte Rothschild, Hirsch, Camondo et quelques autres qui, en dehors de leurs

¹ Rapport à l'assemblée générale tenue en avril 1885.

informations personnelles, ont avec l'*Agence Havas* des traités particuliers ? cela est encore probable, parce que, s'il en avait été autrement, certains d'entre eux n'auraient pas eu à enregistrer de krach comme celui (survenu à cette occasion), d'Alfassa, gendre et fondé de pouvoirs de *Camondo*.

Enfin, que les agissements militaires à Lang-Son contiennent un « mystère » sur lequel le silence a été *imposé* ? cela résulte, incontestablement, de ce que le colonel Herbinger, venu en France, a été renvoyé au Tonkin pour y être jugé ; qu'il ne l'a pas été, qu'il s'est toujours montré aussi sûr de lui-même que l'ont été, depuis, tous les *amis* de Wilson ; que tout ce qui le concernait a été étouffé alors que Ferry n'était plus au pouvoir et qu'enfin, plus tard, en décembre seulement, le général Brière de l'Isle a prononcé devant la commission d'enquête ces paroles graves : « qu'il n'expliquait le non-lieu « rendu en faveur d'Herbinger que par des « *motifs politiques* qu'il voulait ignorer, et que, si « une balle bienvenue avait frappé le colonel, au « lieu de Négrier, le désastre ne serait pas sur-
« venu ¹. »

Ainsi, des milliers d'hommes avaient été tués et des millions de francs pesaient sur le travail du peuple, et tout cela parce que ce bourgeois possédant : Jules Ferry avait voulu séduire ses pairs en les fouettant de ses lauriers coloniaux, et que cet autre bourgeois non moins possédant : Daniel Wilson avait voulu garder sa ferme générale de l'honneur français !

¹ Voir les dépositions devant la commission d'enquête, dans le *Figaro* du 1^{er} décembre 1885.

A la Chambre, complice de ces deux tueurs d'hommes, de ces deux fauteurs de ruines, de ces deux *bandits*, on eut la velléité de discuter une *mise en accusation*, contre un seul :

Ferry !

C'eût été trop ou trop peu ; cependant, même réduite à l'unité, la mise en accusation eût été si gênante qu'après quelques roulements d'yeux et quelques airs de matamores, la Chambre, prudemment, rengaina le glaive de sa justice.

De mai à octobre, le parlement et la rue n'eurent qu'une pensée :

Les élections.

Aussi ne saurait-on se faire une idée des inutilités qui furent longuement et compendieusement discutées dans les deux assemblées, et des innombrables concessions financières, travaux de chemins de fer, emprunts de villes, etc..., qui furent silencieusement votés.

A la fin de cette année, les capitaux enregistrent, en masse, les plus-values fictives nées des espérances ainsi avivées et, d'un seul coup, ils s'accroîtront de plus de 21 milliards.

Le *relèvement des tarifs* douaniers sur les céréales et sur les bestiaux a prétexté plus de 9 milliards de plus-value pour les capitaux immobiliers ; la loi sur la reconnaissance des *marchés à terme* fut interprétée comme donnant une sécurité nouvelle aux titres de crédit et les capitaux financiers s'en gonflèrent de plus de 5 milliards ; enfin les outillages et les créances non cotées, allaient accroître leur activité, grâce aux travaux, grâce aux projets d'exposition universelle, qui avaient déjà hanté les cer-

velles gouvernementales ; d'où une plus-value dépassant 6 milliards¹.

Naturellement, toutes ces majorations absurdes pèseront sur l'avenir ; qu'y faire ?

Pourtant l'*agiotage* avait trouvé l'année mauvaise ; le coup de bourse, c'était bien, mais les émissions c'est mieux encore, parce que celles-ci demandent moins de préparation, moins d'embarras et, en outre, parce qu'elles sèment sur les journaux la manne des subventions que les coups de spéculation, à la hausse ou à la baisse, par leur comédie de l'imprévu, ne peuvent motiver.

Donc, on avait très peu créé de nouveaux papiers à vignettes ; on était même loin du milliard de l'année précédente ! à peine était-on arrivé au tiers : 300 millions² !

C'était pitoyable en vérité ! Les journaux financiers déclaraient, sérieusement, que l'esprit d'entreprise était mort ; les capitalistes clamaient qu'ils ne savaient que faire de leur argent ! — Heureusement que Rothschild, en juillet, émettait un *nouvel em-*

	Milliards		
	Fin 1884	Fin 1885	Différence
Capitaux immobiliers.....	417 1/00	126 5/17 +	9 4/10
— mobiliers.....	70 0/10	76 4/10 +	6 4/10
— financiers.....	37 2/10	42 8/10 +	5 6/10
Totaux	224 3/10	245 7/10	21 4/10

² Émissions de 1885.

	Millions
Emprunts d'État ou de Villes.....	110 5/10
Établissements de crédit.....	0 0/10
Chemins de fer et Sociétés industrielles.....	200 6/10
Total	311 1/10

prunt égyptien de 225 millions garanti par l'Europe y compris la *France*¹ bien entendu ; — néanmoins, pour celle-ci, c'était fini ! on y mourait de pléthore !

On voulait, par ces discours, pousser le gouvernement à faire un emprunt ; on lui mettait aux yeux qu'il devait plus d'un milliard et demi aux déposants des caisses d'épargne, que c'était « fort dangereux » (simple redite après Cassagnac) et Leroy-Beaulieu, dans les premières semaines de 1886, déclarait, en effet, que la France marchait *à la banqueroute*.

Nul, dans tout ce pathos capitaliste, n'avait songé à mesurer la misère ; pourtant les agiotages de la bourse avaient eu, surtout, pour résultat de concentrer la fortune entre moins de mains.

Il y avait eu, comme on l'a vu plus haut, des écarts considérables dans les cours et non pas seulement sur les rentes, mais sur d'autres valeurs².

Tout cela avait déplacé des fortunes, ajouté quelques têtes soit au salariat, soit au dénuement ; assurément le mal-être général s'était accru ; malgré cela, on vient de voir comment, dans son jargon, le capitalisme jugeait cette situation !

¹ Voir le placard d'émission dans la *Lanterne* du 30 juillet 1885.

² Voici quelques cours :

	Cours	
	Plus haut	Plus bas
3 0/0.....	82,30	76,50
3 0/0 amortissable	83,95	78,85
4 1/2 0/0.....	110,40	107,25
Italien.....	99,45	92,10
Turc (converti)	18,60	13,60
Égyptien.....	347,00	307,50
Tunisien	500,00	475,50

Au surplus, je vais donner, dès maintenant, les chiffres que je place ordinairement à la fin de l'année, parce que, pour leur part, ils vont éclairer le résultat des élections; celles-ci, en effet, vont avoir lieu à une époque assez voisine de décembre pour que l'*économisme* ait presque entièrement accompli son œuvre de destruction :

Voici ce tableau comparatif :

	Fin 1884	Fin 1885
Possédants.....	20	18
Salariés..... 68	80	82
Dénués..... 12		
Total.....	100	100

Les possédants auront perdu 20/0, mais en revanche les 180/0 restant se compteront plus riches de 21 milliards!

Cependant, qu'ils y prennent garde! sur eux pèse la charge d'entretien des 820/0 non possédants; dans ce nombre, il y a déjà 130/0 de misère; il faut du travail, il faut du produit, sinon ils ne pourront rien tirer du peuple; qui donc, alors, paiera l'impôt?

Vainement, honteux et maladroits, imitateurs du chancelier de Prusse, voudront-ils élaborer une loi militaire à gros contingent; ils ne pourront jamais s'entendre. Ils voteront, néanmoins, en juin, une loi sur le service de trois ans, leurre démocratique, et charge écrasante pour le contribuable, soit comme *service personnel*, soit comme *service financier*.

Bismarck, agitant incessamment, aux yeux de ses

bourgeois, la menace d'une agression française ou russe, n'a d'autre but que de les obliger à entretenir, sous le harnais militaire, un prolétariat toujours croissant sous la double poussée de la prolifération naturelle à la race et de l'accaparement inhérent au capitalisme, sachant bien qu'ils ne l'entretenaient pas autrement. Il est vrai, l'émigration, plus que les décès, modère, quelquefois, les charges prussiennes, mais l'émigration elle-même est devenue insuffisante; de là sont nées les idées coloniales, les tentatives sur les *Carolines* et les tendances italiennes du Saint-Gothard et de Trieste.

Or, jamais la France n'accepterait le militarisme prussien; c'est pourquoi ceux qui, en même temps, prônent une politique de paix aux frontières, une expansion coloniale et un accroissement militaire, ruinent trois fois le pays.

Le chauvinisme bourgeois veut la grosse armée que « commande l'honneur national ! » mais il ne veut pas la payer; le voudrait-il, ce serait encore une ruine, car l'armée, par le service personnel et par l'impôt qu'elle exige, pèse principalement sur le peuple.

Celui-ci, affolé d'égalité, veut bien aller au service, à cette seule condition qu'il n'y ait pas d'exceptions, de faveurs et d'exemptions, convaincu, d'ailleurs (mais à tort), que, malgré l'ignoble *organisation capitaliste*, il retrouvera, *après une interruption de trois ans*, une carrière capable de suffire à ses besoins.

Autre cause de ruine nationale, car la natalité, c'est-à-dire la force vitale du pays, *est stationnaire*,

et ne peut pas supporter des *inutilités*, même provisoires.

Or, la grosse armée, *défensive* et jamais *offensive*, le socialisme seul pourra la fournir, parce qu'il basera son organisation sur la *division du travail*, ayant retiré à celui-ci, par la suppression préalable du *parasitisme* capitaliste tout le danger du *chômage* appelé : « service militaire. »

Il est vrai, il la fournira avec regret, parce que la férocité batailleuse n'est pas dans ses principes, mais il la fournira, quand même, à ce contraint par l'attitude de ses voisins.

Seulement ceux-ci, un jour, solennellement assurés que le *bourgeoisisme chauvin de la conquête n'existe plus en France*, voyant, même, un élan de vive sympathie se dessiner parmi *les leurs*, vers ce peuple laborieux, courageux mais PACIFIQUE, l'imiteront peut-être, rentreront dans la vérité sociale du travail, ayant ce but : l'égalisation des échanges internationaux ; ce sera alors la première étape du progrès allant sûrement à la paix universelle.

Ni à la Chambre, ni au Sénat, ni dans les assemblées populaires, ce langage n'a été tenu. Loin de là, on a toujours avivé les passions et les colères. Entre temps le dégoût vint s'y ajouter. Des scandales éclataient çà et là dans toutes les couches sociales.

C'est en 1885 que, pour la première fois, le trafic des décorations a été porté devant la justice : Dans la première quinzaine de février, le tribunal correctionnel apprenait, avec un certain ahurissement, que des députés et des fonctionnaires recevaient de

l'argent pour procurer la décoration. Une agence avait été montée, elle fonctionnait administrativement sous le nom de : *Agence Buret, Soudry et Chesnel*.

Relus à l'époque actuelle, les débats de 1885 ont un aspect tout nouveau :

Alors, on « s'indignait » à voir Buret se défendre *avec une audace extraordinaire* ; il était détenu ; c'était le Ratazzi de l'époque, plus muet, cependant ; au cours des débats et en entendant nommer des décorés ou des aspirants, le substitut Jacomy s'était adressé tout à coup à Buret :

Citez des exemples de gens en place.

— Je ne suis pas assez enfant, répondit Buret, pour vous citer des noms de gens en place ; je n'ai pas de reçu d'eux ; si vous les faisiez venir ici, ils nieraient avec indignation !

Aussitôt, M^e Millerand avait raconté que des pourparlers avaient été entamés avec le banquier *Éphrussi* : contre 100,000 francs, on devait lui obtenir la croix de commandeur de la Légion-d'Honneur, — il avait été effectivement nommé commandeur.

Alors le président Mercier qui, sans doute, « avait fait une enquête, » s'écria :

— Mais ce n'est pas par l'influence des prévenus !

— Je parlerai quand j'aurai des preuves, répétait Buret.

Le substitut insista :

— Je vous défie de citer un seul nom de député ou de fonctionnaire corrompu par vous. Nommez-les ces *concussionnaires*, NOUS LES CITERONS ICI.

— A quoi bon ? disait toujours Buret, ils nieraient !

Ce que ne voulait pas faire Buret, Millerand le fit; il cita des noms, il est vrai, pas celui de *Wilson*. Le parquet d'alors ne s'émut point et, d'ailleurs, n'en avait nulle envie. Les prévenus furent condamnés : Buret à deux ans, Soudry à huit mois et Chesnel à six mois de prison. On n'a jamais su s'ils avaient accompli leur peine.

Les considérants du jugement excellèrent en banalités; ils parlèrent de crédit *imaginaire* qui, vérifié, serait de la *concussion*; mais ils se terminèrent cependant par une naïveté qui dénonçait le bourgeoisisme invétéré de cette magistrature de moins en moins enviée par l'Europe.

« Si, disait le jugement, les prévenus eussent disposé de décorations, *même étrangères* (!), ILS EUSSENT COMMENCÉ PAR SE FAIRE DÉCORER EUX-MÊMES. »

Vers le même temps, à l'autre bout de la France, on incarcérait un certain chevalier d'Albert et d'*industrie*, également marchand de décorations, invoquant aussi des gens en place, des députés. Après huit mois de prison préventive et une longue instruction, dénotant quelques hésitations au Parquet — sans doute la terreur de mettre le pied sur un scandale embarrassant, — ledit chevalier, auquel ses noms italiens et sa profession de magnétiseur ont paru porter quelque préjudice, a été condamné à huit mois de prison.

Un autre procès, celui-ci en cour d'assises, fit encore retentir des noms de fonctionnaires, dans des circonstances plus topiques que les précédentes.

Afin de mieux faire ressortir l'*égalité* de la justice, j'ai besoin de rapprocher ici quelques décisions :

A Paris, les tribunaux venaient de condamner, à six mois de prison, un employé des postes, coupable d'avoir détourné 2 fr. 15 en timbres-poste.

A Draguignan, ils avaient condamné à trois ans de prison un individu coupable d'avoir volé un saucisson et trois fromages.

Au même endroit, ils avaient acquitté un maire, conseiller d'arrondissement, accusé d'avoir détourné 88,000 francs.

Au même endroit encore, ils avaient réduit à dix-huit mois la peine de quatre ans de prison prononcée contre un agent de change ayant détourné 400,000 francs¹.

Au même endroit enfin, ils avaient condamné à la réclusion un individu coupable d'avoir émis 20 francs de fausse monnaie.

Or, dans ces divers procès, où l'on voyait les grands épargnés et les petits écrasés, aucun nom de « haut parage » n'avait été prononcé — si ce n'est dans la coulisse — mais il n'en fut pas de même dans le procès suivant :

Un agent de change de Nice nommé Barraïa, étant poursuivi pour faux, détournements, etc..., eut l'imprudente naïveté de mêler à sa défense des lettres comme celle-ci :

« Barraïa à Borriiglione :

« Dans une de vos lettres, vous m'avez dit que
« *Wilson* avait pris l'engagement de vous concéder
« le Parquet dès que les trois nouvelles charges
« auraient été créées... quant à moi et à mes deux

¹ Affaire Pécoud.

« autres confrères, nous sommes décidés à mettre
« à votre disposition *toutes les sommes* que vous
« croirez nécessaires pour faciliter vos démarches... »

« Borriglione à Barraïa :

« J'ai vu les ministres *Tirard* et *Magnin*, pour
« l'affaire du Parquet; j'ai trouvé aussi mon homme
« dans le directeur du mouvement des fonds. *Je*
« *puis marcher dans les limites, n'est-ce pas ?* »

En outre, le même Borriglione, maire de Nice, député, « déposant comme témoin à l'audience, ré-
« véla que « des premiers présidents » et des « pro-
« cureurs généraux », avaient aussi spéculé chez Barraïa.

Le dénouement se devine : les juges prononcèrent la peine de dix ans de réclusion, non pas contre Borriglione, mais contre Barraïa, qui s'évanouit en entendant l'arrêt.

Tout cela se passait en août; peu auparavant, la Cour de cassation, statuant disciplinairement, avait dû prononcer la révocation d'un président de tribunal civil pour *tripotages indéliçats dans le manie-ment des fonds du tribunal*¹.

Puis c'était un interminable défilé de hontes, de malversations, de trafics, dans les fonctions officielles, dans les professions individuelles : juges, accusés, fonctionnaires, administrés, tous tombaient, à la file, dans le mépris public.

Des actes d'une immoralité révoltante amenaient la révocation du gouverneur de la Réunion (mai),

¹ 8 juin 1885, affaire Lajanacci, président du tribunal de Saint-Marcelin (Isère).

contraste avec l'indulgence mystérieuse dont on entourait la conduite du colonel Herbingier.

L'île de La Réunion, c'était bien loin pour que les faits signalés pussent émouvoir profondément le public non actionnaire des différentes banques usurant la colonie ! mais il n'en était pas ainsi de Tunis.

Un incident, ridicule au fond, mit en mouvement toute la presse, et, si mince qu'il semble avoir été, dans son origine, il n'en devait pas moins produire certaines complications, peut-être non définitivement apaisées.

Des officiers français de la garnison de Tunis et des gommeux de la colonie italienne courtoisaient les mêmes actrices du théâtre tunisien.

Des bouquets ayant été lancés sur la scène, les actrices avaient ramassé, de préférence, ceux de provenance italienne ; d'où : altercation, rixe et tout ce qui s'ensuit, notamment un procès correctionnel.

D'après ce que j'ai narré, précédemment, au sujet de la Tunisie, on devine que des influences, mues par des intérêts, devaient s'y livrer de continuelles batailles.

En outre, j'ai montré à Paris deux courants de gouvernement, émanant l'un : de Wilson, l'autre de Ferry ; le même double courant existait à Tunis, comme d'ailleurs, en Algérie, au Tonkin, au Sénégal, mais plus effronté s'il est possible.

La magistrature à laquelle fut soumise la rixe entre les *Don Juan*, n'y vit qu'une gaminerie réciproque et, ne mesurant le délit qu'au fait matériel *coups et blessures*, condamna l'Italien à une peine légère.

Ici apparaît le chauvinisme bourgeois, incarné dans la personne du général Boulanger ; celui-ci estima que c'était là une belle occasion d'acquérir une double popularité militaire et civile et, dans un ordre du jour, flétrissant indirectement le jugement du tribunal, il ordonna « à tout militaire en uni-
« forme de faire usage de ses armes toutes les fois
« que, sans provocation (?) de sa part, il aura été
« assailli ou frappé par un individu de quelque
« nationalité que ce soit. »

De l'examen attentif des faits, il résulte que le mot « sans provocation » signifie uniquement que l'officier français ne devait pas « *cogner* » le premier. Mais, comme on sait, on frappe aussi bien avec le mot qu'avec le geste. Par son ordre du jour, le général donnait donc, réellement, à ses officiers le droit *d'insulte* et d'impertinence, ce qui sous le soleil tunisien, doublé par la « galanterie française », devait, nécessairement, multiplier les antagonismes et les conflits.

A Paris, on discuta chaudement sur le jugement et sur l'ordre du jour.

A cette époque (les choses ont changé depuis) les Wilsoniens tenaient pour Boulanger ; c'était en effet agioter sur le chauvinisme, recommencer, sous une autre forme, la manifestation anti-alphonsiste de 1883.

Au contraire, les Ferrystes tenaient pour Pontois, président du Tribunal civil, c'est-à-dire, pour la neutralité.

Mais chauvinisme, d'un côté, comme neutralité, de l'autre, étaient uniquement des faux-nez mis aux opérations financières engagées dans le

protectorat, sous les apparences multiples de : *Eaux de Tunis, Banque de Tunisie, Banque Beylicale, Chemins de fer, etc.*

Ce qui résulta du conflit fut une pure merveille : le président fut déplacé, et, quant au général, je le retrouverai bientôt ministre de la guerre où il amorcera encore le chauvinisme.

Ah ! le chauvinisme ! qu'est-ce que cela a jamais de commun avec le patriotisme éclairé, c'est-à-dire le sentiment du *mieux-être national*, inspirant, au besoin, la résistance acharnée, héroïque à l'invasion du *pire* ? c'est au contraire une sorte de susceptibilité bête, d'essence absolument bourgeoise, dont Gaudissart, ce commis-voyageur magistralement peint par Balzac, est le type achevé.

Au fond être *chauvin*, c'est avoir « une humeur de dogue ». Par erreur ou par malice, « il ne faut pas, « monsieur, lui marcher sur le pied ! »

Quant à savoir si la faute est au pied de dessus ou au pied de dessous ; quant à remarquer que, dans les trois quarts des cas, si on n'avait pas avancé le pied, il n'y aurait pas eu de rencontre ? qui y songe ? *gaudissarisme* !

On veut être respecté quand même, et d'autant plus qu'on est moins respectable.

— Je préfère être *Prussien* que *Français*, monsieur ! dit celui-ci.

— Monsieur, vous insultez la France ! hurle l'autre et il dégaine !!!

Hélas on n'impose pas le respect, mais celui-ci *motivé* s'impose tout seul.

On ne songe pas assez à cela !

En tout cas, ce n'était pas le spectacle de sa

démoralisation intérieure qui pouvait relever le prestige extérieur de la France et, quant à la diplomatie, dont j'ai déjà narré les compromissions, sa décomposition devenait publique ; même certains de ses membres tombaient dans l'escroquerie vulgaire ; un ministre plénipotentiaire en fonction était surpris à Rome, trichant au jeu, comme un simple rastaquouère qu'il avait toujours été.

Ce n'était pas un Français, mais qu'importe ? si la nationalité était sauve, la fonction n'en était pas moins salie ¹ !

En France, d'ailleurs, le jeu attisait aussi de nombreux scandales ; il y eut même une circulaire spécialement destinée à réprimer, d'aucuns disent : à réglementer, d'autres enfin à « affermer » leurs abus ².

Cet agiotage simple ne déparait pas ceux de la Bourse et, encore moins, les conceptions bizarres de ceux qui avaient élevé la fraude à la hauteur d'un système.

C'est en juillet qu'un candidat imagina de se préparer des électeurs, comme Wilson se faisait des partisans, en demandant au gouvernement d'amnistier les marchands de vins condamnés pour falsifications. Il est possible, certain même, que des jugements iniques ont été prononcés ; mais, dans la circonstance que je cite, il y avait non pas une *revision*, mais une *légitimation de la fraude*, principe inacceptable, même comme moyen de résister à l'iniquité des impôts.

¹ C'était un diplomate américain ; il fut révoqué presque aussitôt. (*Intransigeant* du 23 juin 1885.)

² Circulaire Levailant ; juillet 1885.

Cette ambiguïté n'était pas la seule.

Des journaux poursuivaient encore la vieille campagne contre la *Compagnie du gaz*, dont j'ai déjà parlé ; mais, tout en paraissant défendre l'intérêt public, certains étaient subventionnés par la Compagnie elle-même ¹.

Le Conseil municipal avait fini par pousser le préfet à prendre un arrêté obligeant la Compagnie à abaisser à 25 centimes, le prix du gaz qu'elle vendait 30 centimes aux particuliers ; la Compagnie avait attaqué cet arrêté (qui, plus tard, devait être réformé) et, dans l'intervalle, elle proposait d'accorder volontairement la diminution de prix si, en échange, on prolongeait son monopole.

Cette proposition était réellement inacceptable et la Compagnie abusait d'une situation usurpée grâce à l'incurie, à la complicité, peut-être, des édiles de 1870 ; ce qu'il fallait poursuivre, c'était la révision du contrat passé à cette dernière époque, démontrer sa nullité, pour cause de « faute lourde » résultant de la non-constatation, en temps voulu, des progrès effectués dans les procédés de fabrication, ceux-ci ayant, alors, atteint les proportions prévues pour motiver un abaissement du prix de vente ; mais, si on laissait debout le contrat de 1870, il était inutile de plaider et le procès était perdu d'avance.

Ceux qui l'ont conseillé ignoraient-ils cela ? je veux le croire ; sinon procès et campagne ne seraient plus qu'un immonde chantage ; et voilà pourquoi ceux qui poussaient le Conseil à accepter

¹ Voir les discussions entre la *Lanterne* (13 juillet) et l'*Intransigeant* (17 juillet) 1885.

la diminution de prix, contre une prolongation de monopole, trahissaient l'intérêt public au profit de la Compagnie, *qui les payait*.

Comment, au milieu de ces palinodies, ne pas trouver naturelles toutes les accusations d'enrichissement formulées à l'égard de certaines personnes mêlées aux affaires de l'État, soit par leurs fonctions, soit par leur parenté ?

Comment s'étonner des rapprochements faits entre les concessions minières du Tonkin, accordées à Bavier-Chauffour, et le cousinage de ce dernier avec Jules Ferry ?

Ce cousin était-il, au moins, une notabilité industrielle, comme le veut ordinairement le code bourgeois ?

Nullement, c'était un ancien directeur en 1882, de la succursale, à Paris, d'une maison de commerce de Lyon, ayant un siège à Londres, à Yokohama, et tombée en déconfiture en mars 1883.

Effrayé du bruit fait par Rochefort, Ferry n'osa aller plus loin et la concession, transportée, par le dit cousin, à Marmottan, ex-député maire de Passy, attendit des jours meilleurs qui, du reste, finirent par arriver ¹.

Comment prendre au sérieux les dénégations *sur papier timbré*, opposées par Charles Ferry, frère de Jules, lorsque Rochefort lui mit au nez un extrait des *Petites Affiches* prouvant qu'il avait, lui, ex-moderne travailleur, devenu administrateur de la

¹ Lire, à cet égard, la *Lanterne* du 26 août 1884 et les notes identiques publiées par : le *Petit Marseillais* du 9 août 1885, le *Soleil* et le *Figaro* du 16 août 1885.

*Banque franco-égyptienne*¹, acheté une maison coûtant 540,000 francs, le 13 septembre 1884 ? Or, Charles Ferry *niait* être propriétaire d'aucun immeuble ; mais il *niait* cela *en 1885*, parce que, après six mois de propriété, une surenchère lui avait enlevé l'adjudication ! En avait-il moins eu le moyen de dépenser 540,000 francs ? Or c'est cela seulement qui contrastait avec son ancienne situation, et qu'on lui reprochait !

Le plus extraordinaire c'est que la date de l'achat et la nationalité du vendeur *par force*, n'ont pas attiré l'attention.

Cependant cet achat venait précisément fort peu de temps après le rachat de la *dette tunisienne* (mai 1884)², le vendeur avait nom : Ahmed-Bey-Ben-Aïad. Et je ne parle pas des 75,000 francs, prix d'un service d'orfèvrerie acheté chez Odiot, ni des allures de grand seigneur prêtées à l'acheteur à cette occasion. *Ho ! les allures de grand seigneur !* tel était, en effet, le rêve de la bourgeoisie néo-pos-sédante qui avait envahi le pouvoir !

Réussir un *beau coup* (en grand secret par exemple !), puis, trôner publiquement dans un hôtel luxueux, parmi toutes les valetailles, avec ou sans livrée, voilà la rage des néo-bourgeois, prolétaires hier !

Telle, exactement, avait été la rage de ce valet de chambre qui tenait maîtresse et table ouvertes à Compiègne où il frayait avec les « notabilités du

¹ Aspirant au Sénat, il a démissionné ; rapport à l'assemblée générale de la *Banque franco-égyptienne*, tenue le 14 avril 1888 (page 11).

² Voir tome II, page 126.

pays, » alors qu'à Paris, *la nuit*, il était simplement voleur et assassin ¹.

Et pendant que les néo-possédants étalaient ainsi leur nudité laide, au contraire les dénommés légendairement *grands seigneurs* chéaient en un rut de barrière dans cet autre Élysée-Montmartre appelé hôtel Sagan.

En effet, en mai, tout l'or titré et tous les titrés redorés avaient assourdi Paris du bruit des orgies et des *abêtissements* dans lesquels ils s'étaient vautrés à l'invitation de *la princesse* !²

La Lanterne avait raison de constater ; dans un article intitulé : « la fin d'une classe », la décadence sociale de l'« ex-grand monde. » Voici ce qu'on y lisait : (13 mai 1885).

« Le noble faubourg s'humanise ; la Chine de
« Paris est en train de s'ouvrir... avec quelques
« millions, on peut s'y faire naturaliser... Mesde-
« moiselles les financières allez-y carrément, s'il
« vous convient d'être duchesses.

« Mais ce sont les filles nobles qui n'ont pas de
« chance ! Maintenant que les marquis épousent
« chez Israël ou chez Mondor, il ne reste plus
« personne pour épouser les pauvres héritières
« dont un grand nom est la seule dot ! »

Dans le *Figaro*, Gaston Jollivet avait constaté la même chose ; mettant sous sa plume tout le bon sens que pouvait contenir sa cervelle de bourgeois, il disait de se méfier de la bourse où, « tant qu'on gagne on est un financier » où « quand on perd

¹ Marchandon, jugé, condamné et exécuté en 1883.

² Voir mes *Rois de la République*, t. II, page 286.

on est un joueur; » il raillait ceux qui, au club, étaient les *amis* d'Ephraïm ou de Zabulon, et qui « Chamillards des Louis XIV de la haute Banque, espéraient tout de leurs rois Soleil. »¹

Enfin il terminait en conseillant doctement à ses « chers contemporains » de « toucher tranquillement leurs coupons, leurs rentes, leurs fermages à date fixe et de laisser pétrir emprunts, titres, valeurs nationales et internationales, par les mains dont c'est l'emploi, » sans songer qu'il leur conseillait, du coup, à ces mêmes « chers contemporains », de se *laisser* tranquillement *ruiner* par la Chambre, par le Sénat et par les juifs.

Cette dernière épithète, jamais oubliée du peuple, semblait cependant y susciter de nouveaux commentaires et raviver les souvenirs de la haine antique.

Plus que jamais, le mouvement anti-sémitique, déjà vif à l'extérieur, semblait s'organiser. En Hongrie, après avoir repoussé les mariages mixtes, on avait exclu les juifs de la chambre des magnats; en Russie, la querelle était permanente; en Prusse, en Autriche elle continuait son développement. En France, c'était une nouveauté; cependant il y eut une question juive très nette et très animée, cela se voyait aux articles de journaux et aux ouvrages nombreux publiés pour ou contre, tout le long de l'année². Il y eut même des agitations *anti-sémitiques* en Algérie.

¹ *Le Figaro* du 18 mars 1885.

² *La Vie juive*, par Léon Cahun; *le Roi des Juifs*, par Mario Stuart; *la Question juive, statistique des Juifs* : supplément du *Figaro*, 13 mai 1885.

La spéculation, l'agiotage, le « je prends » par tous les moyens, s'incarnait dans le mot *juiverie*.

Chez les possédants titrés, la juiverie tremblait devant le divorce, tournait autour de la séparation et spéculait sur les enfants¹.

Les plus honnêtes, étant ruinés, allaient se suicider sur le palier de leur liquidateur judiciaire².

Enfin, toujours dans ce milieu d'année, où se préparaient les élections d'octobre, voici que, sans doute pour consoler la France de sa profonde démoralisation, les journaux jetèrent unanimement en pâture à la polissonnerie publique les *scandales de Londres*, lesquels auraient pu, aussi bien, s'intituler de *Paris*, de *Vienne*, de *Bruxelles*, ou de *Berlin* !

Et, pendant ce temps, les non possédants honnêtes, ceux qui ne recouraient ni à l'agiotage, ni à la vénalité, ni à la prostitution, ni même à la mendicité, crime dont la récidive conduisait à la relégation, ceux-là, avaient-ils pu, au moins, à défaut de pain, se nourrir d'espérances ?

Les faits vont répondre :

Les mineurs de *Saône-et-Loire*, dont j'ai déjà eu l'occasion de parler, n'avaient pas vu s'améliorer leur situation, moins encore à Montceau-les-Mines qu'ailleurs ; aussi les aspirations socialistes y étaient-elles incessamment développées. Pour les enrayer par l'intimidation, il fallait une occasion de *sévir* ; c'est pourquoi un complot avait été organisé par des policiers, lesquels avaient acheté la

¹ Affaire Trédern.

² *La Ligue*, 28 février, et aussi 13 juillet ; *le Figaro*, 23 juillet 1885.

collaboration de quelques malheureux et, par ainsi, obtenu le concours naïvement convaincu des autres.

Les faits ne purent tenir à l'audience; la main artificieuse y fut même nettement dénoncée, si bien que la majorité des prévenus fut relâchée.

Le 24 mai, ce dénouement n'était pas encore connu et les non possédants étaient sous l'impression irritante des pièges tendus à leurs souffrances.

On a vu, dans les récits précédents, que, chaque année à la même époque, les anciens combattants de la commune avaient l'habitude de se rendre en masse au cimetière du Père-Lachaise pour honorer leurs morts.

Ce *culte des morts* est, peut-être, bien un peu *idolâtre*, malaisé, au surplus, parmi les idées anticléricales qui dominent maintenant les masses; mais celles-ci n'ont guère que cette « imitation des façons bourgeoises » comme moyen de se compter et d'évoquer ensemble les souvenirs de leur commune désespérance.

Au surplus, ils avaient un mort récent : Cournet, à conduire au tombeau (25 mai); de son côté, le monde officiel se préparait à célébrer grandiosement les funérailles de Victor Hugo, c'est-à-dire presque les funérailles du siècle.

Les masses populaires avaient donc un stimulant nouveau à faire leur promenade annuelle.

Cependant la bourgeoisie était inquiète; ayant conscience de ses hontes, elle redoutait la foule.

Étant dans un semblable état psychologique, le *taureau*, *gouvernement* ne tarda pas à entrer en fureur à l'aspect d'un *drapeau rouge*, et une colli-

sion sanglante se produisit le 24 ; qu'allait-il arriver le 25 et, surtout, le jour des funérailles du poète ?

Heureusement, les ministres interpellés avaient imaginé une escobarderie en déclarant que, si le *drapeau rouge* était légalement interdit, il n'en était pas ainsi de la *bannière rouge* ! Or, celle-ci étant autorisée, il y eut une accalmie.

Entre temps, à *Lyon*, où la crise industrielle s'aggravait chaque année, éclata une nouvelle grève ; cette fois, outre les réclamations ordinaires du « nécessaire pour vivre », il y avait, au fond, la mauvaise humeur des patrons contre la récente loi sur les syndicats professionnels.

Les ouvriers n'obtinrent aucune amélioration matérielle ; mais un jugement du tribunal de Lyon, qui excita la stupéfaction du *Figaro*, leur donna « l'eau bénite de cour » suivante :

« La nouvelle loi sur les syndicats, disait le jugement, laisse les ouvriers parfaitement libres de se concerter pour préparer une grève ; les amendes, les interdictions, exclusions prononcées par les grévistes contre les camarades qui voudraient travailler, ne constituent plus un délit... leurs commissions élues peuvent annoncer, par affiches ou par publications dans les journaux, la mise à l'index de tel ou tel établissement ¹. »

C'est parfait ; seulement les juges ont oublié d'ajouter « à ces droits reconnus » celui de l'accession aux capitaux nécessaires, qui sont monopolisés aux possédants, confisqués aux ouvriers et sans les-

¹ *Le Figaro* du 22 juillet 1885.

quels, cependant, toute grève partielle, à de très rares exceptions près, est fatalement vouée à la *capitulation*.

Pour ne pas tomber dans les redites, je n'énumérerai pas toutes les grèves ; je me bornerai à indiquer que celles-ci furent de plus en plus nombreuses et que les ministres durent, par une circulaire, inviter les préfets à les leur signaler aussitôt qu'elles se produisaient (juillet).

C'est dans ce milieu, étrangement troublé au moral et au physique, et où, plus on approchait des élections, plus se multipliaient les dénonciations contre les députés entachés de finance, que le peuple fut appelé à choisir de nouveaux mandataires.

Comme toujours, les programmes abondèrent en belles promesses, mensonges conscients chez la plupart des candidats, et la masse non possédante (en plus grand nombre que jamais), majorité incontestable, toujours naïve, s'attachant peu à discerner les améliorations colorées de *bleu* de celles colorées de *rouge*, pourvu qu'en les épelant elle croie y découvrir l'*espérance d'un changement quelconque*, sera dupée une fois de plus.

Je vais donner les résultats définitifs ; mais, comme ces résultats sont les derniers que j'aurai à étudier dans ce livre, je crois nécessaire de grouper ensemble les quatre consultations électorales de la République, en rappelant, pour les éclairer, le plébiscite de 1870.

	1870	1876	1877	1881	1885
<i>Sur 1,000 élect. insc. :</i>					
Votants.....	820	759	813	705	771
Absténants....	180	241	187	295	229
Totaux.....	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000
<i>Sur 1,000 votants :</i>					
Majorité.	850	545	540	714	546
Minorité.	150	455	460	286	454
Totaux	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000
<i>Sur 1,000 majorité :</i>					
Possédants.....	+ 600	+ 200	+ 97	+ 390	— 40
Non possédants.	+ 400	+ 800	+ 903	+ 610	+1.040
Totaux	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000

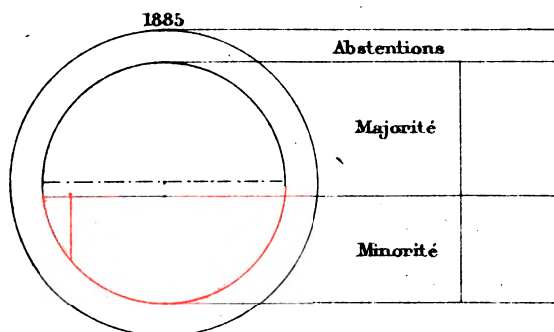
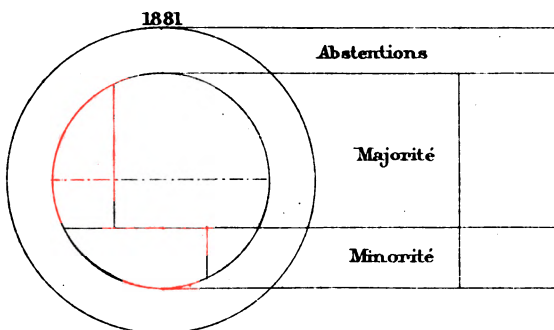
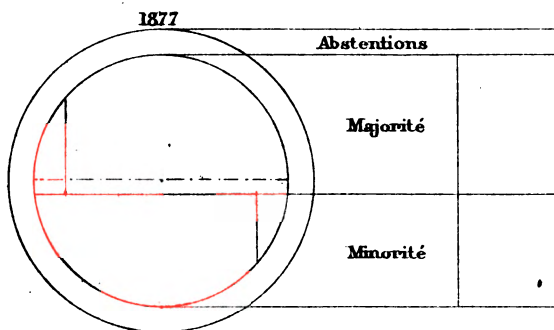
Comme on le voit, les votants furent plus nombreux et moins nombreuses les abstentions ; mais quel changement dans les proportions entre la *majorité* et la *minorité* !

Quelle différence, surtout, dans la composition de la majorité ! Les non possédants sont en 1885 en si grand nombre que, non seulement, ils sont *toute la majorité*, mais encore, un certain nombre d'entre eux, sans doute les *plus dupes*, c'est-à-dire plus ignorants que les autres, sont allés fournir un appoint à la minorité. C'est le résultat de la *persécution religieuse*, NON CONTREBALANCÉE par une *pacification économique* !

Afin de mieux faire pénétrer le sens des chiffres, j'ai recours, cette fois encore, à la forme *imagée*, plus saisissante au regard ; dans les graphiques suivants, je reproduis les proportions des trois derniers scrutins mentionnés dans le tableau numérique. (Voyez PLANCHE XI.)

Le scrutin de 1885 a de grandes ressemblances

Planche XI



avec celui de 1877, sauf en deux points : le premier c'est que *tous les possédants* sortis en 1877 de la minorité pour empêcher le rachat des chemins de fer, y sont retournés en 1885 ; le second c'est que, si les non possédants ayant en 1885, fourni leur appoint à la minorité étaient restés dans la majorité, celle-ci eût acquis une puissance à laquelle elle n'aurait pu prétendre en 1877, parce que, à cette époque, les possédants, compris dans la majorité égalaient, à peu de chose près, ceux compris dans la minorité.

Que le peuple y songe ! lors des élections de 1889, la moindre *erreur* qui le pousserait à voter avec et pour des possédants, n'aurait d'autre résultat que de mettre en présence deux forces égales, c'est-à-dire de faire que la ligne noire devienne exactement le diamètre du cercle, ce qui serait un vote d'impuissance et de conflit.

Or, le conflit serait d'autant plus redoutable que les non possédants ayant la perpétuelle naïveté de choisir leurs mandataires parmi les possédants, qui sont LEURS ADVERSAIRES, assisteraient à une nouvelle trahison de leurs intérêts. Dès lors et, l'antagonisme économique ayant atteint un degré suffisant d'acuité, l'état révolutionnaire s'exprimerait par la guerre civile, c'est-à-dire par une *extermination intérieure*, à moins que, dans l'intervalle, une épidémie ou un massacre international n'aient changé toutes les proportions, ce dernier pouvant, en outre, anéantir le pays !

Déjà en 1885 des menaces de guerre avaient circulé.

La situation de l'Égypte, devenue définitivement anglaise, était toujours grosse de conflits, à l'occa-

sion : soit du contrôle financier, soit de la neutralité du canal de Suez.

Le ministre Gladstone, objet d'une coalition que j'ai déjà indiquée en 1884¹, avait donné sa démission et, parallèlement, comme la Turquie se hâtait de procéder aux raccordements de ses chemins de fer (mai-juillet), il fallait à l'Angleterre et à son agent Hirsch un moyen de diversion.

Une révolution, survenant à point nommé en Roumélie (premier terrain des travaux, septembre), puis la guerre éclatant entre la Serbie et la Bulgarie (novembre), satisferont l'Angleterre et rouvriront de nouveau la question d'Orient, ainsi que je l'expliquerai plus tard.

Enfin, pour clore la malheureuse période que je viens de parcourir, j'indiquerai que Grévy, après avoir fait répandre le bruit qu'il « était malade » et que, « bien certainement, si on renouvelait sa présidence expirant en janvier 1886, il n'arriverait pas au terme d'un nouveau mandat, » fut réélu pour sept ans presque sans discussion.

Et cela malgré les scandales qui avaient abondé autour de l'Élysée et autour de lui-même.

En effet, tout récemment, à la ruine du Pérou et des porteurs de titres, un suicide s'était ajouté, assombrissant, ainsi, l'œuvre déjà si sombre du procès des guanos, qu'il avait plaidé pour son ami Dreyfus²; ce suicide fit quelque bruit... seulement en paroles, mais les journaux se gardèrent bien de l'étudier comme ils avaient étudié la mort du préfet de l'Eure !

¹ Voyez plus haut, page 137.

² Suicide de Premsel, 29 novembre.

Bref, on méprisait le beau-père et le gendre, mais, comme on vivait du favoritisme de l'un et des vénéralités de l'autre, on se taisait !

En manière d'excuse, les politiciens disaient qu'en présence des élections, où, même, le mot « République » avait perdu du terrain, les républicains devaient craindre de se diviser.

Et on perpétuait ainsi, comme un *remède*, la cause même du *mal* : la corruption !

Celle-ci était plus puissante que jamais ; si *l'on était moins nombreux en richesse*, ai-je dit plus haut, en revanche *un moins grand nombre détenait plus de fortune* ; voilà pourquoi les moyens de corruption avaient acquis une force plus grande.

Par ainsi, d'un côté, les possédants monarchistes ; de l'autre, les possédants déjà financiers ou aspirant à l'être (ceux-ci parés, d'ailleurs, des couleurs républicaines) ayant envahi la Chambre, aucune majorité de réformes sociales n'y était possible et ce sera, seulement, pour des *intérêts possédants* que, de temps à autre, une coalition se groupera.

Et quant aux rares prolétaires devenus *députés* parce qu'il avait plu à des faiseurs de listes de tromper le peuple en exploitant leur nom, que pourraient-ils ? étant 5 ou 6 contre 500 ¹.

¹ Parmi ces députés, je dois cependant signaler l'activité et l'énergie de Basly, Antides Boyer, Camélinat, Planteau.

SOMMAIRE. 1886. — Les deux austères. — Candidats nettoyés. — Drame à Decazeville. — La caisse est atteinte. — Dufaure courtier. — Escobarderies. — Rivières à pépites. — La mine aux mineurs. — Séparatisme. — Crise générale. — Prime aux étrangers. — A Vierzon. — On emprunte. — Expositions funèbres. — Les mariages. — Les guanos en cour d'appel. — Les loteries. — Protection de l'épargne. — La morale de l'État. — Chiffons de banque. — L'union Bragance. — Le boulangisme. — Interdiction Seillière. — Un bouquet de trafics. — La juiverie déborde. — Jubilé partiel. — L'ami d'Erlanger.

La réélection de Jules Grévy à la présidence de la République avait précédé de 24 heures la démission de Jules Brisson et de son cabinet.

Les deux *austères* — car au second Jules on avait aussi donné ce qualificatif (mieux appliqué, il faut l'espérer) — se gênaient, sans doute mutuellement.

Or, ce n'était point chose commode que de trouver une collection d'hommes susceptibles de s'entendre avec une Chambre sans boussole et sans cohésion, comme était celle dont j'ai narré la naissance.

Les négociations durèrent huit jours, après lesquels on vit éclore, enfin, un ministère de circonstance, fait de *courbes et d'ellipses*, et naturellement présidé par Freycinet (7 janvier).

Cet ex-collaborateur de Gambetta admit comme « éléments nouveaux » : *Baihaut* (travaux publics), *Develle* (agriculture), *Granet* (postes), *Lockroy* (commerce), *Aube* (marine), et enfin *Boulanger* (guerre) : c'est le général dont j'ai parlé à propos de Tunis.

Freycinet conserva, d'autre part, *Sadi-Carnot* (finances), *Demôle* (justice), *Goblet* (instruction publique et beaux-arts) et *Sarrien* (intérieur).

De ce cabinet, aussi impuissant, aussi divisé que l'était la Chambre elle-même, n'ayant d'autre préoccupation que de « maroquiner » le plus longtemps possible, il n'y avait pas à attendre l'ombre d'une réforme.

Les ministres se bornèrent à déclarer « qu'ils pensaient devoir liquider les affaires existantes plutôt que d'y renoncer » ; cela ne signifiait absolument rien, mais *rien* était ce qu'il fallait dire aux députés.

Les premières séances, après avoir traversé l'éternelle proposition d'amnistie, eurent à « nettoyer » les candidats élus, encore tout « parfumés » des fraudes électorales au moyen desquelles ils avaient enlevé les suffrages.

Or il y avait eu fraudes de tous les côtés, mais, paraît-il, les gens de la droite avaient plus particulièrement des craintes ¹.

Aussi, après le plus jésuitique des marchandages réciproques, il arriva ceci :

On *amnistia* tous les députés fraudeurs, mais on *n'amnistia pas* les condamnés politiques, sous pré-

¹ André Daniel. *L'Année politique 1886*, page 15.

texte que, parmi eux, il y avait *des anarchistes et des monarchistes* !

Cependant, les derniers mois de 1885 avaient accentué la misère ; comme je l'ai montré, il y avait eu une aggravation de 1 0/0 parmi les dénués, ce qui représentait environ 380,000 bouches affamées de plus qu'en décembre 1884 ; aussi les députés durent se donner au moins l'apparence de faire quelque chose.

En outre, le 26 janvier, à Decazeville où, plus particulièrement qu'ailleurs, si c'est possible, l'histoire du travail est un martyrologe, une grève importante venait de se déclarer. C'était un avertissement.

Il en résulta que, le 28 janvier, la Chambre vota une loi étendant aux *associations syndicales* le bénéfice de celle du 21 juin 1865 ; au fond, c'était une manière d'inciter l'initiative bourgeoise à combiner financièrement quelques affaires et, *par occasion*, à « octroyer » de l'ouvrage au salariat.

Un extrait du travail d'Yves Guyot, rapporteur dudit projet de loi, m'évitera toute explication supplémentaire. Rappelant que la mesure proposée, l'avait été déjà en 1877, Yves Guyot concluait ainsi :

« Si la loi avait abouti, disait-il, des travaux « comme l'achèvement du boulevard Haussmann, « le dégagement du Palais-Royal, l'achèvement du « boulevard d'Enfer, auraient été certainement « accomplis à Paris dans ces dernières années ¹. »

Du travail à Paris, des spéculations aux capita-

¹ *La Lanterne*, 27 janvier 1886.

listes, tout cela était insuffisant à améliorer la situation générale et, encore plus, à soulager les maux des grévistes de Decazeville.

Là, cependant, les choses étaient devenues graves : l'exaspération des travailleurs avait tourné au tragique, le sang avait coulé, un des chefs de l'exploitation avait été tué.

Et pendant ce temps, au Sénat, on s'occupait de l'enseignement primaire (28 janvier). puis on disputait à propos d'un article de polémique paru dans les landes et où il était question du récent assassinat du préfet de l'Eure (30 janvier).

A la Chambre, on perdait un temps précieux à discuter sur un changement de garnison (1^{er} février), sur une enquête à propos du Tonkin et sur la circulation monétaire (8 février), lorsque, le 11 février, les faits qui se passaient à Decazeville, apparurent sous la forme d'une interpellation.

Il est inutile d'ajouter que, des discussions, ne sortit ni la lumière, ni même un indice que le parlement eût conscience de sa responsabilité.

Les 11 et 15 mars, le 3 avril, le 29 mai, trois interpellations sur la grève de Decazeville et une autre le 18 octobre sur une grève survenue à Vierzon, révélèrent seulement, chez les gouvernants, la même hypocrisie de langage, le même égoïsme et les mêmes preuves d'ignorance que j'ai eu déjà si souvent l'occasion de signaler.

Dans l'intervalle, par exemple, un incident les avait passionnés de la belle façon ; car cette fois il s'agissait de *leurs seigneurs les princes* ; mais, avant d'en écrire quelques mots, il est nécessaire que je

retrace brièvement l'état social au milieu duquel les réactions contraires allaient évoluer.

L'impôt ne rentrait pas ; déjà l'année 1885 avait accusé un déficit de 37 millions, sur les évaluations, et de 5 millions, sur les recettes correspondantes de 1884. Or, voici que les deux premiers mois de 1886 accusaient un nouveau déficit de 23 millions 1/2 quant aux évaluations, de 5 millions quant aux réalisations symétriques de 1885.

La *caisse* étant atteinte aussi visiblement, la torpeur gouvernementale fut secouée.

Quoique bien décidé à ne rien emprunter aux *sciences sociales*, le gouvernement cherchait néanmoins des moyens d'encaissement.

C'est en Allemagne qu'il crut les avoir découverts. Un professeur « français », *Alglave*, ayant fort admiré le monopole de l'alcool, né dans le cerveau de Bismarck, résolut de franciser le même système.

Bismarck laissait la fabrication aux mains de l'industrie privée, mais il épurait, transformait et vendait seul aux débitants, en fixant un tarif officiel.

Or, en France, il y avait des précédents, par exemple, le monopole du tabac et *Alglave* promettait un milliard de celui de l'alcool.

Seulement ce professeur n'avait pas pensé que la haute Banque trouverait cette innovation d'un fort mauvais goût, car elle allait ouvrir la voie aux autres monopoles d'État, à celui des chemins de fer, par exemple, ayant aussi des précédents : les postes et télégraphes.

Or, dans un pays où, même en créant le mono-

pole des *allumettes*, on avait eu recours à une *compagnie fermière*, comment espérer que, pour l'alcool, on se passerait de l'interposition d'une société financière ? Il est vrai qu'alors toutes les difficultés renaissaient, que les accusations d'agiotages devenaient redoutables, d'où il suivrait nécessairement que le monopole alcoolique serait vaincu, comme d'ailleurs il devait l'être en Allemagne.

En effet, il aurait fallu exproprier les industriels, indemniser les capitalistes, cela seul tuait la réforme.

Quant à exproprier *gratuitement* pour instituer ensuite le service public spécial de l'alcool, c'était, au fond, impossible sans injustice.

En matière de socialisation, le *tout ou rien* s'impose ; la simple logique veut l'utilité de tous à tous et non pas au préjudice de quelques-uns.

Entre temps, on s'égayait à la pensée de « l'État marchand d'alcool et on exhumait plaisamment une étonnante circulaire signée Dufaure qui se faisait en mai 1876, le courtier de la *compagnie des allumettes* ¹.

¹ Voici cette circulaire :

MINISTÈRE
DE LA JUSTICE

Versailles, 24 mai 1876

—
Circulaire

« Monsieur le Procureur général,

« Monsieur le Ministre des finances me fait savoir qu'à l'occasion de l'établissement, en France, du monopole des allumettes chimiques, la compagnie concessionnaire vient de conclure, avec M. Villette, représentant d'un certain nombre de fabriques

De plus clairvoyants auraient peut-être pu découvrir, dans cette attitude « naïve » d'un *garde des sceaux*, le signe de l'influence toute-puissante exercée, alors comme aujourd'hui, par les financiers de la compagnie en question.

En concurrence au monopole des alcools, d'aucuns voulaient instituer l'impôt sur le *revenu*, nouvelle preuve ou d'ignorance ou de perfidie, parce que, quelle que soit la façon dont on s'y prenne, « tant « que le capital se remboursera de ses frais sur le « travail du prolétaire, c'est celui-ci seul qui paiera « l'impôt. » Dès lors, imposer le *revenu équivaut* à imposer le *salaire, quand même, sur le papier légal, celui-ci serait nettement exempté de l'impôt.*

Au cours des interpellations provoquées par les événements de Decazeville, le Parlement avait d'excellentes occasions de traiter à fond la « question sociale ». Il n'en fit rien.

On daigna, néanmoins, s'apercevoir que les tarifs de chemins de fer présentaient des anomalies; *Bathaut* poussa le dévouement jusqu'à obtenir « de

suédoises, un traité aux termes duquel il s'engage à importer de Suède une quantité considérable (700 millions).

• Pour faciliter le placement de ces produits, la compagnie générale voudrait obtenir le concours des administrations publiques. M. le Ministre des finances a déferé à ce désir en adressant des instructions spéciales aux divers services placés sous ses ordres, et en demandant à ses collègues d'envoyer des instructions analogues en ce qui concerne leurs départements respectifs.

« Je vous prie, en conséquence, Monsieur le Procureur général, d'inviter vos substituts à se servir de ces allumettes, qui, étant du type amorphe, ont l'avantage de ne pouvoir s'enflammer seules, et de prévenir les incendies.

• Recevez, etc.....

• *Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes,*

« J. DUFAURE »

« la *Compagnie d'Orléans* une diminution des
« tarifs de transports appliqués aux produits de
« Decazeville, de manière que la compagnie
« minière pût écouler plus aisément ses charbons.»

C'était là une nouvelle escobarderie des « conventionnels » et les ouvriers ne devaient en retirer aucun profit.

Pour le démontrer, il me suffira de transcrire à cette place les arguments publiés par les journaux payés par les compagnies de chemins de fer.

« On se plaint, disait la *Lanterne*, que la ligne
« de Dieppe à Paris, par exemple, ait des *tarifs réduits* pour la houille.

« Êtes-vous partisan de l'amélioration de la Seine ou voulez-vous la combler ?

« Vous ne voulez pas la combler ? Vous la voulez aussi navigable que possible ? Oui. Quel sera le résultat ? D'amener de la houille de Cardiff ou de Newcastle au plus bas des taux possibles.

« Que fait la compagnie de chemin de fer ? Ayant cette concurrence, la Seine, elle réduit ses tarifs pour transporter, à son tour, la houille au plus bas prix.

« Qui en profite ? Le consommateur parisien.

« Il en profite comme consommateur, mais il en profite, en même temps, comme contribuable.

« Si la compagnie de l'Ouest fait une bonne affaire à l'aide de ces tarifs, elle prend une garantie d'intérêts moindre et le contribuable a moins à lui donner.

« Nous prenons comme exemple, la compagnie de l'Ouest parce qu'il est topique ; elle (sic) pouvait

« être parfaitement indifférente en matière de tarif
« et ne pas essayer de développer son trafic,
« puisque c'est elle qui a le plus large recours à la
« garantie d'intérêts ¹. »

Voilà l'argumentation des « subventionnés. »

Donc, pour ne pas combler la Seine et pour diminuer la garantie d'intérêts, il fallait que 100,000 houilleurs français fussent exposés à mourir de faim !

Quant à supposer que les compagnies pourraient aussi bien prendre la houille à Decazeville et dans les autres gisements du Centre ou du Nord qu'à *Newcastle* et *Cardiff* ? Quant à supposer que l'État aurait pu, aussi, éviter de payer des garanties d'intérêt ? cela ne vint même pas à l'idée du journaliste ; pour lui, équilibrer les productions et les consommations d'un pays, cela s'appelle *combler les rivières* — les rivières à pépites mensuels évidemment — et il ne s'aperçoit pas qu'en écrivant cela c'est lui, au contraire, qui « comble » le sens commun !

Toujours à propos de la grève de Decazeville, la pauvre cervelle des gouvernants, incessamment dominée par le « respect des droits de la propriété « auxquels il ne faut pas porter atteinte » (*très bien, très bien* A GAUCHE (!) ², continuait encore, le 15 mars, à chercher un remède dans une modification de la législation minière datant de 1810.

Ce qui en sortit fut nul, et comme projet de loi *non voté mais déposé*, et comme conception individuelle. De cette époque, en effet, date le fameux « la mine aux mineurs », interprété par le député Laur,

¹ *La Lanterne* du 24 mars 1886.

² Débats parlementaires des 11 et 15 mars 1886.

dont je ne méconnaiss pas les bonnes intentions, mais dont je déplore la myopie sociale.

Syndiquer des ouvriers pour une exploitation quelconque, celle-ci restant en concurrence avec des exploitations capitalistes analogues, est encore une conception de la tartuferie bourgeoise.

Il ne faut pas connaître les procédés de concurrence employés même entre possédants, pour supposer un instant qu'on puisse *socialiser* un morceau de pays, une ville, un village, un champ.

En ce qui concerne une exploitation minière isolée, la raison est simple :

Les syndiqués n'ayant aucune réserve d'avance, c'est-à-dire aucun capital, seraient obligés d'en constituer un, peu à peu, au moyen de prélèvements.

Dans l'organisme actuel, en effet, le capital est seulement *une réserve initiale* permettant d'attendre le plein des échanges, ceux-ci n'ayant plus ensuite qu'à rembourser les avances faites.

Or, si une réserve initiale est indispensable à créer une réserve annuelle, comment les syndiqués pourraient-ils intervertir l'ordre de ces créations ? Ils ne le pourraient que si, *préalablement*, ils avaient des *marché passés pour une longue suite d'années*, ce qui serait précisément prendre le résultat pour la cause ; cercle vicieux qui consiste à vouloir résoudre la question par la question.

Non, les abus sont solidaires ; dès lors solidaires aussi doivent être les réformes.

Je vais plus loin : si, *dans la France capitaliste actuelle*, un département, supposé entièrement socialiste et entouré de *frontières naturelles* (montagnes et rivières) voulait *socialiser ses moyens de*

production, il serait obligé de se séparer du reste de la nation, de se constituer en état autonome, d'avoir des *tarifs* de défense avec *une armée* pour les faire respecter, c'est-à-dire pour maintenir l'*égalité de ses échanges*, faute de quoi il mourrait rapidement de faim.

Cette question des tarifs fut, aussi, agitée à la Chambre, à la suite des discussions sur Decazeville, car, lorsque, par un seul côté, en touche aux problèmes, sociaux, toutes les parties de ces problèmes viennent à la file, « comme les courants d'air par « les portes ouvertes. »

Donc on parla des *tarifs de pénétration* profitant aux produits étrangers au détriment des productions françaises. Cela, même, remit sur le tapis les horribles « *conventions* », et le gouvernement dut promettre de « poursuivre ses négociations auprès des « compagnies, de constituer la commission des tarifs intéressant le régime douanier et de charger « cette commission de proposer des mesures législatives propres à fortifier les droits de l'État en « matière de chemins de fer » (27 mars).

« Verba ! Verba ! prætereaque nihil ! »

Le gouvernement avouait ainsi sa faiblesse ; de plus : en l'état de corruption générale constatée, il créait le nouveau danger d'une commission particulièrement exposée aux séductions aurifères de la féodalité des voies ferrées.

Quoi qu'il en soit, il est certain que l'année s'écoula sans que des « mesures propres à fortifier les droits « de l'État » pas plus qu'à modifier les tarifs de chemins de fer, aient été proposées.

Et, cependant, le sentiment de la misère, la sen-

sation de la crise générale, vibraient dans les journaux.

Louis Ulbach, dans le *Figaro*¹, proposait un congrès « sans parti pris d'école ». Il citait Émile de Laveleye « le savant professeur de Liège » qui, à l'occasion des troubles de Belgique, avait rappelé les crises de 1820 à 1828, qu'avait décrites Sismondi et où « l'on pillait les fermes et brûlait les récoltes ».

De Laveleye ajoutait que cette perturbation d'alors était, comme celle de 1886, « amenée par les mêmes causes : accroissement de la production, diminution des moyens d'échanges, d'où baisse anormale des prix et ruine de l'agriculture et de l'industrie ».

Mais cette conclusion se contredisait elle-même ; si, au lieu d'écrire *diminution*, de Laveleye avait écrit *accaparement* des moyens d'échange, il eut été plus près de la vérité.

Il est certain, en effet, que si la production croît plus vite que les moyens d'échange, avec *moins de moyens*, on doit avoir plus de production, parce que, normalement, le *total moyens*, quel qu'il soit, doit toujours payer le *total produits*.

Mais il est visible, au contraire, que les moyens ont crû, de leur côté, en nombre absolu et qu'en 1886 on les trouvait beaucoup plus considérables qu'en 1826 ; en France, à cette époque, le total des monnaies frappées et ayant cours, comparé à la population, donnait une faculté d'échange de 89 fr. par tête ; en 1886 : 365 francs par tête.

Seulement, en 1826, les dépenses budgétaires absorbaient environ 35 0/0 des moyens monnaie,

¹ *Le Figaro* du 27 avril 1886.

ce qui était beaucoup plus qu'en 1886, où le calcul donne 26 0/0 environ.

La comparaison manque donc d'assiette et le remède préconisé par l'économiste, c'est-à-dire l'usage non exclusif de l'or dans les échanges internationaux, n'apparaît plus que comme une conception d'un ordre particulièrement nuageux.

D'ailleurs, toutes les fois qu'ils ont peur d'une constatation nettement *socialiste*, les économistes orthodoxes se réfugient dans les conclusions les plus fantaisistes. En 1886, il en a été ainsi du légendaire Leroy-Beaulieu.

En septembre, au moment où l'on venait de constater le déficit de la récolte des céréales, où les premiers résultats connus du recensement de mai accusaient un accroissement de l'immigration étrangère, où l'on relevait un ralentissement dans la natalité, c'est-à-dire une dépopulation lente de la France, où, enfin, on continuait à clamer la crise de toutes parts, lui, Leroy-Beaulieu, trouvait, pour remédier aux maux, l'ingénieux moyen suivant :

« On devrait, écrivait-il dans le *Journal des Débats*, « donner des primes aux immigrants; ce sont eux « qui feront souche, parmi nous, de familles proli- « fiques...; et ouvrir toutes grandes les portes de la « France aux travailleurs qui veulent y venir. »

C'est assez clair ! Et ce bourgeois qui, chauvin à ses heures, poussait aux destructions brutales pour empêcher l'invasion du sol national, proposait tout simplement de favoriser cette invasion qui, d'ailleurs, se fait déjà continuellement et aggrave les souffrances sociales.

Aux possédants, tout est bon, plutôt qu'une ré-

forme équitable ! Ils ont même inventé la théorie de la stérilité, *signe des races supérieures*, confondant, volontairement peut-être, la détente par les mœurs avec la tension cérébrale ; mais les mœurs et, par suite, le cerveau, étant influencés par la brutalité du capitalisme, qu'on supprime cette brutalité et on verra s'élever à vue d'œil la natalité française.

En conséquence de ces théories, les gouvernants ne firent rien pour les grévistes de *Decazeville*, pas plus que pour ceux de *Vierzon*. Je me trompe : ils incarcérèrent leurs défenseurs ¹, et envoyèrent des troupes aux directeurs et aux administrateurs ².

Seul, le Conseil municipal de Paris fit passer, non sans peine, aux ouvriers, quelques subsides auxquels des amis dévoués ajoutèrent leur cotisation personnelle ³.

Les administrateurs de *Decazeville* n'avaient aucune excuse : bien qu'en société anonyme, ils refusaient de publier leurs bilans, car ceux-ci eussent révélé des profits qu'ils préféraient dissimuler ; ils avaient donc provoqué la grève par pur agiotage.

Le dénouement fut loin d'être profitable aux ou-

¹ Duc-Quercy et Ernest Roche.

² Le conseil d'administration est ainsi composé :

Léon Say, *président* ; Raoul Duval, *vice-président* ; Gastambide, *secrétaire* ; Petitjean, *administrateur-délégué* ; Deseilligny, *idem* ; E.-J. de Bammerville, A.-J. de Bammerville, Cibiel, Marmottan, Hély d'Oissel, Schneider, de Lamberterie.

³ Cayrade, maire de Capdenac, aida les grévistes en 1886, comme il l'avait fait déjà en 1878.

vriers, mais la Compagnie bénéficia de l'abaissement de tarif arraché à la Compagnie d'Orléans, pour : — et c'est le comble de l'impudence ! — pour faciliter l'entente avec les travailleurs ¹ !

A Vierzon, les résultats furent aussi peu avantageux. La grève causée, comme à Decazeville, par l'agiotage capitaliste, qui « voulait faire double « production avec un personnel réduit des deux « tiers ¹, » et réduisait, du même coup, les salaires d'environ moitié, se traîna dans une lutte pénible, mais énergique. Les ouvriers conservés, après avoir vu repousser leur offre de ne travailler que six heures, afin que leurs camarades aient un peu de pain noir, se déclarèrent solidaires avec eux et le chômage fut général.

Les gouvernants envoyèrent des bataillons aux directeurs. Ceux-ci, d'ailleurs, étaient aussi peu sympathiques que ceux de Decazeville ².

Le président du Conseil avait été mêlé indirectement à la *Banque de prêts à l'industrie* avec Palotte, dont j'ai déjà parlé à l'occasion de la *Banque nationale*, de l'*Union mobilière* et de Lalou. Bref, il y avait là un bouquet d'agioteurs.

Des amis dévoués aidèrent les grévistes de Vierzon comme ils avaient aidé ceux de Decazeville ; mais un jour il fallut vivre !.... on devine le reste !

Quoi qu'il en soit, si ces grèves n'ont rien amélioré la situation des ouvriers, elles ont cependant

¹ Au surplus, voyez mes articles dans la *Revue socialiste* de février 1886 et dans le *Ralliement* des 7 et 12 mai 1886.

² La *Société de matériel agricole* de Vierzon avait été fondée, en 1879, par Lucien Arbel, Jacques Palotte, sénateurs, Auguste Barthe, P. Richard, députés, et Louis Gallicher.

servi à agiter au Parlement des questions qui ne l'auraient pas été sans elles. Là, seulement, put apparaître l'utilité du petit groupe de députés représentant la classe *non possédante*.

Mais on n'en reste pas moins confondu quand, après avoir ainsi parcouru la série des problèmes soumis aux Chambres, on découvre que, pour toute solution financière, celles-ci ne trouvèrent que l'emprunt (10 mai) et, pour toute solution ouvrière, que le vote sur le projet de loi concernant une *Exposition universelle à ouvrir en 1889* (avril-juin).

L'emprunt, cependant, souleva des querelles ; on disait aux gouvernants :

— Mais vous violez toutes vos promesses !

— Pardon, répondaient-ils, nous empruntons sans emprunter.

— Comment ? vous n'empruntez pas 1,466 millions ?

— Non ! nous *consolidons* !

En effet, on ne créa *que* pour 900 millions de rentes 3 0/0, dont 400 millions pour les déposants des Caisses d'épargne et la Caisse des retraites pour la vieillesse ; de sorte qu'on *n'offrit véritablement au public* que 500 millions devant servir au budget de la guerre, notamment, et à faire face aux exigences de la dette flottante.

On ajournait la conversion des 466 millions de bons du Trésor et nous verrons en 1887 de quels jolis tripotages cette conversion devait être accompagnée. En attendant, les thuriféraires du ministère déclarèrent de nouveau que l'emprunt était un

succès ¹; et les agioteurs eurent encore l'occasion de « plumer » la poule publique ².

Wilson, pour sa part, embusqué dans sa correspondance républicaine, lançait sur tous les journaux de province la circulaire suivante :

CORRESPONDANCE

RÉPUBLICAINE

Paris, 28 avril 1886.

18, rue Bergère, 18

Cabinet du Directeur

« Monsieur et cher confrère,

« Nous avons l'honneur de vous adresser ci-inclus deux articles concernant l'emprunt.

« Nous vous prions de vouloir bien les reproduire dans votre plus prochain numéro, c'est-à-dire avant dimanche 2 mai.

« Pour cette reproduction, la *Correspondance républicaine* vous allouera, soit dix francs pour les deux articles, soit cinq francs pour l'un d'eux.

« Comme vous le remarquerez, ces articles sont absolument dans la note de votre honorable journal; il s'agit d'une propagande patriotique et républicaine.

Il y eut 248,407 souscripteurs *en tout*; ce nombre est inférieur à celui que j'ai relevé pour d'autres emprunts.

² Cours de l'année :

	Cours	
	Plus haut	Plus bas
3 0/0 (Décembre)	83,77	80,20 (mars)
3 0/0 amortissable .. (Décembre)	86,47	82,05 (décembre)
4 1/2 0/0 nouveau .. (Juillet)	110,75	108,30 (mai)
Obligation du Trésor. (Juin)	527,50	506,00 (mars)

« Agréez, je vous prie, l'assurance de mes meilleurs et tout dévoués sentiments.

« *Le Directeur de la Correspondance républicaine,*

« Alph. BERTRAND. »

« Nous vous prions de nous adresser, sans retard, deux exemplaires du numéro justificatif, en retour duquel le montant de l'insertion vous sera immédiatement adressé. Prière de nous informer, par retour du courrier, du jour de l'insertion. »

Si, d'une part, l'emprunt, « succès » grevant de nouveau les contribuables, était au moins un indice de la *gêne budgétaire*, d'autre part, l'exposition votée était un aveu très net des craintes que l'avenir inspirait aux gouvernants.

Les expositions sont, en effet, la grande ressource des gouvernements aux abois. Ce n'est pas pour se rendre compte du progrès des sciences, des arts et de l'industrie, qu'on y a recours tous les dix ou douze ans, c'est parce que le fonctionnement capitaliste est identique au fonctionnement de l'intérêt composé, qui, au taux usuel de 50/0, *double le capital tous les quatorze ans*.

Or, suivant quel accaparement a été plus ou moins précipité et que les taux ont été plus ou moins usuraires, il arrive, fatalement, qu'au bout de chaque période de 10 ou 12 ans on voit grandir dangereusement l'impossibilité d'équilibrer les *besoins* et les *moyens* de vivre. Alors, on provoque une activité et un mouvement factices ; le consommateur autochtone n'ayant plus les moyens de consommer suffisamment pour servir le capital, on cherche à attirer les étrangers. Voilà pourquoi les expositions sont internationales.

Parallèlement, on provoque des déplacements à l'intérieur du pays en attirant les habitants sur un même point, car cela provoque des échanges. Malheureusement, ces échanges fébriles ont le caractère de la fièvre; ils s'arrêtent en même temps que la circonstance d'où ils sont nés; et notre organisation économique est telle, qu'après cette activité passagère le peuple est un peu plus ruiné, les majorations sont un peu plus excessives; seule, la féodalité capitaliste s'est enrichie car elle a accaparé tous les *produits nets*.

Qu'on jette un coup d'œil sur le passé et qu'on rapproche les situations! Quel fut le rôle de l'exposition universelle de 1855? A-t-elle empêché la crise économique? Où en était-on en 1864 et quels furent les effets de l'exposition universelle de 1867, *douze ans après 1855?*

La crise économique, aggravée de la crise sociale, s'est-elle accusée moins intense? Ici les affirmations sont sinistres: elles s'appellent *Sedan*; elles s'appellent *Paris*!

En 1877, on était dans la même situation; les dix ou douze ans allaient s'accomplir; mais, comme l'accaparement capitaliste avait été plus féroce, la période d'accumulation avait été plus courte; onze ans avaient suffi depuis 1867. Or la fièvre internationale de 1877-78 n'a pas empêché le krach de 1882.

En 1886, il en est de même, le gouvernement s'y prend trois ans à l'avance, mais, si tant est que l'exposition de 1889 puisse s'ouvrir, — ce qui est douteux, — on verra se reproduire les mêmes aggravations que j'ai signalées dans le passé et qui rendront plus terrible encore la crise finale.

Trois ans après, 1867, on a vu les catastrophes 1870-1871.

Trois ans après 1878, on a vu le Krach de 1881-1882.

Trois ans après 1889, nous sommes exposés à voir un 1892-1893 !

Ce fut au milieu de ces diverses occupations qu'éclata soudain un bruit rendu sinistre par ses propagateurs.

M^{lle} Amélie d'Orléans allait épouser le duc de Bragance; bien plus: dans les « *réceptions solennelles* », on avait trouvé, disait le *Figaro*, *tous les éléments d'une cour royale!* (26 mai.)

Et aussitôt on ajouta l'affirmation « d'une conspiration royaliste » !

Un simple mariage avait mis la France *dirigeante* en ébullition.

Je ne suis pas superstitieux, mais je suis d'avis qu'il ne faut pas trop dédaigner l'influence des mariages; grâce à eux, on a souvent la clef de certaines complications ou de certaines combinaisons difficiles à expliquer sans eux.

Et en effet, tant que la morale frelatée du code Français maintiendra, sous le gros numéro du *titre V*, les 194 paragraphes réglant le trafic ignoble qu'il qualifie *Contrat de mariage*, on sera autorisé à chercher un agiotage destructeur là où la nature n'a voulu mettre qu'une multiplication humaine.

Par exemple, saura-t-on jamais ce qu'aura coûté à la France le mariage de M^{lle} Alice Grévy avec Daniel Wilson ?

Saura-t-on, davantage, ce qui a préparé, accompagné et suivi le mariage de M^{lle} Périvier, fille du

premier président de la Cour d'appel, avec l'archi-millionnaire Sarlin ?

Seule l'association des idées m'amène à parler des Périvier lorsque je viens de parler des Grévy ; les témoins du mariage Sarlin en sont la cause : ils s'appelaient Messieurs Jules Grévy et Daniel Wilson.

Mais Sarlin était un ami de l'Élysée naguère plaideur devant la Cour d'appel, presque en même temps que Dreyfus, autre ami de l'Élysée, et aussi plaideur devant la même cour.

Le lecteur s'en souvient, je lui ai exposé les grandes lignes d'un énorme procès faisant, depuis plusieurs années, encourir à Auguste Dreyfus des risques considérables.

Il est vrai, l'un de ses principaux adversaires, Premsel, venait de se suicider vers la fin de 1885, mais celui-ci laissait des héritiers qui réclamaient quelques dizaines de millions.

Or, ce procès, qui durait depuis plus de dix ans, tout à coup, se termine ; Périvier étant premier président, la cour rend cinq arrêts le même jour, 22 avril 1886.

Le 1^{er} juin, trente-huit jours après — le temps de lever les grosses (quand le greffier y met un peu de bonne volonté) — on célébrait un mariage où plaideurs et amis des plaideurs figuraient au premier rang.

C'est peut-être un hasard ! Le même hasard fera sans doute que Wilson protégera Dreyfus contre l'administration de l'enregistrement ; Dreyfus a donc été condamné ?

Oui et non ! L'arrêt est admirable ! Dreyfus paye

un quart des frais, parce qu'il succombe sur certains points ; voilà ce qu'on voit.

Mais il y a un arbitrage sur les gros chapitres de 25 millions et, ce qu'on ne voit pas, c'est le dénouement.

D'ailleurs, Dreyfus avait été habile ; pour arrêter les plaintes des porteurs de titres péruviens, il avait pris des arrangements avec eux, en Angleterre, (décembre 1885) ; il se présentait donc en belle posture d'homme généreux.

Mais avouez qu'il serait curieux d'avoir à constater que le suicidé seul a payé les frais de l'arrangement anglais et de l'arbitrage français !

Que si le premier président s'offusque de ces rapprochements, je me bornerai à lui répondre tout net : *qu'il y a des procès qu'on ne préside pas*, quand on a certaines liaisons mondaines, sociales ou politiques avec certains plaideurs ou leurs puissants amis ; en pareil cas, on est absent, on demande même, ou, pour l'affaire, le renvoi à une autre juridiction, où, pour soi-même, un changement de résidence.

En somme, la récusation spontanée, inscrite dans la loi et dont il y a de trop rares exemples, n'a pas d'autre objet que de défendre la magistrature contre les soupçons possibles ; et, hélas ! ceux-ci ne l'ont jamais plus été que sous la présidence Grévy !

Voici un autre mariage : les millions y sont remués, et, autour de ces millions, des agiotages énormes ont été signalés.

J'ai déjà parlé du *Canal de Panama* et de Lebaudy¹.

¹ Voir l'année 1880, tome I, page 302 et aussi mes *Rois de la République*.

Celui-ci, visant à remplacer Ferdinand de Lesseps à la présidence de la Société, cherchait à accaparer un grand nombre de titres; et, pour y arriver, il entretenait, contre l'entreprise, une campagne à la baisse.

« Il faudra plus d'argent qu'on ne croit! on n'aura « jamais terminé à l'époque prévue! » disaient les journaux à sa solde.

En fait, Lesseps avait dû changer ses entrepreneurs; l'un d'eux s'appelait Hersent; la résiliation de son contrat fut tout un mystère, dans lequel je ne veux pas pénétrer; Lesseps avait eu tort d'agréer le concours de cet homme; mais, l'ayant accepté, il devait, mieux qu'il n'a fait, expliquer sa rupture avec lui. Quoi qu'il en soit, l'entreprise comptait un ennemi de plus.

Lebaudy s'empara de toutes ces circonstances¹. Les journaux se remplirent de récits contradictoires.

Il y eut même un rapport officiellement adressé au gouvernement². Et pourquoi tout ce bruit? Parce que Lesseps demandait l'autorisation d'émettre des obligations à *lots*. Voilà ce qui causait le branlebas.

Épris d'une morale soudaine, le gouvernement *n'autorisa pas l'émission des lots*.

Oui, il y a des jours où il est ainsi! Il autorise toutes sortes de loteries *tunisiennes, coloniales*

¹ Cours de l'action de Panama :

Cours	
Plus haut	Plus bas
(Avril) 476,50	385 (septembre)

² Rapport de Rousseau, mai 1886.

ou *françaises*, d'aucunes, même, ayant des liquidations difficiles; mais la *morale* s'opposait à l'émission des lots pour *Panama*.

Je ne suis pas l'ami des entreprises capitalistes, — ai je besoin de le dire? — mais le tartufisme des gouvernants, des financiers et des journalistes est, véritablement, par trop écœurant pour que je ne le mette pas à nu; d'ailleurs cette question des lots, même à l'occasion de Panama, se reproduisant périodiquement, je veux la vider une fois pour toutes.

Quel reproche adresse-t-on à Panama?

Celui-ci : de puiser largement dans l'épargne publique pour une entreprise dont le produit n'est pas assuré *en proportion* du capital engagé; ou, si l'on veut, de prendre *du métal* en France pour payer des travaux en Amérique, sans que, en échange, la France soit certaine de recevoir *un service équivalent*.

Ce reproche est fondé. Mais, alors, outre qu'il pouvait être adressé à toutes les émissions étrangères, il s'appliquait, surtout, à la conception de l'affaire interocéanique; dès lors, c'est au début qu'il fallait défendre à Lesseps de recourir à l'épargne française, et, même, empêcher la création de la Compagnie de Panama.

— Et la liberté commerciale? dira-t-on; les émissions sont parfaitement libres; l'État ne peut rien empêcher!

C'est encore très exact; et c'est là que se place le système des lots.

La concurrence, entre les divers genres de titres créés par la flibusterie financière, a produit la *lutte des taux*.

C'est à qui promettra plus de revenu contre moins de versement.

Par exemple : on promet 25 francs de revenu d'une somme nominale de 500 francs (ce qui est 5 0/0) ; mais on ne demande que 450 francs et, quelquefois, 400 francs (ce qui est alors du 6 1/4 0/0).

Cette lutte est du domaine public, et, quand il n'y a pas de rivalités *sérieuses*, les loups, je veux dire les émetteurs, ne se mangent pas trop entre eux, étant coalisés, d'ailleurs, pour manger le public.

Mais, aussitôt qu'il y a en jeu une grosse rivalité, tout change et le malheureux émetteur, *mis en quarantaine*, est forcé d'adopter des taux à 7, 8 et même 9 0/0, c'est-à-dire d'offrir un revenu éventuel de 25 francs contre un versement de 250 ou 300 francs.

Il est clair, n'est-ce pas, que les ressources ainsi obtenues sont de moitié moins utiles, parce que, là où les uns, promettant 25 francs, obtiennent 450 francs, les autres, promettant la même somme, n'obtiennent que 250 francs.

Mais si, à l'aléa purement industriel, exposé d'ailleurs à des discussions plus ou moins loyales, l'émetteur peut opposer un autre aléa hors de controverse, n'ayant qu'un côté avantageux : la perception d'une *prime* adjudgée par le sort, c'est-à-dire *un lot*, cet émetteur pourra répondre à ses adversaires :

— L'affaire est soumise à des vicissitudes, c'est vrai ; laquelle n'en subit pas ? mais, pour celle-ci, vous avez, toujours, une chance heureuse ; *tout le monde, il est vrai, ne peut pas aller à Corinthe*, mais vous pouvez être parmi ceux qui iront.

Oyant cela, les souscripteurs, gogos avides, bour-

geois possédants et parasites ne méritant, d'ailleurs, aucune pitié, sont séduits par le *lot* et la souscription est couverte, avec cette circonstance que, pour 25 francs de revenu, l'émetteur peut espérer recevoir 450 francs et quelquefois 500 francs de ressources utilisables.

Or, si l'émission des titres *sans lots* est libre, celle des titres *avec lots* ne l'est pas. Dans le but de favoriser ses propres intérêts ou ceux de ses amis, voire, même, de rançonner la finance, l'État s'est réservé la faculté de défendre ou de permettre les émissions pourvues de lots.

C'est ainsi que certains emprunts de villes et certains titres du *Crédit foncier* sont pourvus de primes distribuées par un tirage au sort.

Au *Crédit foncier*, notamment, la faculté d'autorisation a été, entre les mains de Léon Say, une arme terrible; pour en juger, le lecteur n'a qu'à se reporter à mes précédents commentaires ¹.

Hé bien si la morale a quelque chose à voir en finance, je déclare qu'il est aussi immoral d'autoriser les emprunts loteries en faveur des villes et du *Crédit foncier* qu'en faveur du *Panama*.

En effet, les emprunts des villes et du *Crédit foncier* sont les principaux éléments de la majoration des capitaux, qui, à leur tour, écrasent le peuple par le loyer et par l'impôt, à proportion de leur majoration; les favoriser d'une façon quelconque équivaut donc à organiser la ruine et la misère nationales.

Néanmoins, qu'on ne s'y méprenne pas : ce n'est

¹ Voir les années 1877 et suivantes, notamment, Tome I, pages 193 et 216.

pas, spécialement, par les permissions de lots qu'on favorise ces ruines, c'est par le seul fait *d'avoir inscrit dans la loi la liberté des emprunts par émission publique*.

Mais cette liberté existant, étant maintenue, la *fauteur-loterie* devient une atténuation de son rôle néfaste.

Ce que je vais écrire ici est vrai, même au point de vue bourgeois des moyens-possédants.

Je prends un exemple :

Une ville a besoin de cinq millions pour des travaux de voirie ; pour obtenir ces cinq millions effectifs il lui faudra, sans lots, emprunter *six millions deux cent cinquante mille francs* ; avec lots, cinq millions deux cent soixante-cinq mille francs ¹.

Donc, moins de majoration, par suite moins d'aggravation d'impôt.

Il en est de même pour Panama :

Sans lots, il empruntera librement *plus souvent* et, pour avoir, par exemple, 500 millions il sera obligé d'en demander 700 ou 800, lesquels, *étant perdus*, seraient certainement plus onéreux que 550 ou 600 millions *pourvus de lots* ; il y a plus : si un refus entraînait la chute de l'entreprise elle-même, on aurait causé, du même coup, la perte du milliard précédemment versé.

Comme on le voit, le souci gouvernemental envers l'épargne est une pure hypocrisie.

La vérité est qu'on a voulu obliger les actionnaires à verser le solde du capital qu'ils avaient

¹ Je ne compte, dans ces deux chiffres, que les différences entre les *taux* d'émission, le calcul des intérêts et amortissement restant en dehors.

promis, ce qui était conforme à l'équité ; mais cette équité, elle-même, a été invoquée, uniquement, parce qu'on espérait, par un appel de fonds, provoquer des ventes nombreuses, par suite, une baisse, laquelle permettrait d'accaparer plus facilement les actions. C'est ce qui est arrivé entre 1885 et 1886, mais pas assez complètement, paraît-il, puisque la lutte a continué depuis.

En outre, la masse des établissements de crédit étant gorgée de papiers, envers lesquels le public s'était montré quelque peu froid, avait intérêt à ce que le titre Panama ne fût pas pourvu de l'attrait loterie, ce qui eût fait à ses chiffons une concurrence redoutable.

Donc, toute la *morale gouvernementale* tient dans cette constatation : que les loteries — *simples jeux* — ne font pas concurrence aux établissements de crédit, mais que les *loteries avec placement* leur sont beaucoup plus sensibles¹ !

Hé bien c'est en spéculant sur ces diverses circonstances que Lebaudy et quelques autres vautours de la juiverie ont mené leur campagne contre Lesseps.

Ceci dit, je me bornerai à signaler qu'à la fin de janvier 1886, on annonçait² le prochain mariage de M^{lle} Hersent, fille de l'ex-entrepreneur du *Panama*, avec Paul Lebaudy, fils de l'agioteur archi-millionnaire.

Jusqu'ici les mariages que j'ai signalés et aux-

¹ La même manœuvre a continué en 1888 et on ne saura jamais par quels « sacrifices » Lesseps aura obtenu la fameuse autorisation.

² *Figaro* du 30 janvier 1886.

quels je puis ajouter, sans autre commentaire, celui de *M^{lle} de Marcère* avec G. Christophle, parent du préposé au *Crédit foncier*, dénoncent seulement des combinaisons entre groupes possédants, mais ne sont qu'une fraction des menaces totales pesant sur la nation. Seul le mariage Wilson a eu ce caractère d'englober le double péril individuel et collectif.

Hélas ! il faut en dire autant du mariage *Bragance*, rapprochement qui enorgueillira, peut-être, le bourgeois de l'avenue d'Iéna, ce qui prouvera seulement qu'il n'est pas difficile.

On s'imagine, peut-être, que je vais parler du péril orléaniste ?

Non. L'union Bragance a eu quelque chose de bien plus imprévu. Cette Union a fait la popularité du général *Boulanger*.

Oui ! L'effarement des bourgeois dirigeants, à la nouvelle d'un prétendu complot royaliste, après avoir amené les inutiles discussions sur l'expulsion des princes, puis le vote de cette expulsion, donna le spectacle de la servilité étrange de ceux qui tremblaient de toucher aux seigneurs et éleva soudain, au rang de héros, le général Boulanger, qui, lui, avait osé qualifier l'impertinente attitude du duc d'Aumale !

Or, sachez-le, possédants bourgeois, il n'est pas impossible que, ce jour-là, vous ayez simplement, avec les débris de vos terreaux royalistes, fabriqué la matière d'un dictateur !

Voyez la filière : A dater de ce moment, Boulanger, qui est ambitieux et chauvin, deux vices, quand on porte sabre et panache, a entamé sa propagande personnelle. Tous les procédés suivirent : images colo-

riées, notices biographiques, visites incognito dans les casernes et dans les arsenaux, tapes familières sur l'épaule du factionnaire ahuri d'avoir refusé la porte à son chef suprême, sévérités aux gradés et caresses aux subalternes; un peu plus de bien-être aux seconds, quelques « arrêts » habilement ménagés aux premiers; bref toute la série des réclames traditionnelles.

La troupe, négligée, malmenée, ayant été jusqu'ici plus particulièrement une mine à fournitures militaires pour *Erlanger*, *Godillot*, *Seillière*, *Veil-Picard*, *Gévelot*, *Secretan* et d'autres moins connus, respira, trouva bon d'être mieux et, dans l'armée d'abord, s'éleva un parti boulangiste qui ne devait pas être long à déborder sur les chauvins.

« On se battra ! Ça ira mieux « ensuite ! » Voilà ce que le bourgeois disait tout bas. — Et après ?

Boulangier soupçonne-t-il seulement ce qu'il faut faire pour remédier au mal social qui a survécu à toutes les guerres, à tous les Napoléon, à tous les dictateurs ?

Sera-t-il autre chose qu'un *boucher malthusien* ? ou bien voudra-t-il être l'homme *tenant la force* et mettant celle-ci au service de la *régénération sociale intérieure*, en imposant le respect aux *appétits extérieurs* ?

Ce redoutable mystère est le moindre des soucis du peuple; il crie : « Vive Boulanger ! » il le chante même... Advienne ce que pourra !

L'encombrant général stupéfia le ministère. Wilson et Grévy se regardèrent effarés.

Qu'était-ce donc que ce remuant qui, d'abord, avait accepté tous les sourires, rendu toutes les

poignées de main, écrit un mot gracieux sur des milliers de cartes, écouté toutes les propositions de fournitures, de décorations, et qui, tout à coup, se dérobait ?

Car il se dérobait *au point d'avoir fermé sa porte aux tripotages de Wilson*, d'où sa chute personnelle qui, l'année prochaine, sera englobée, à dessein, dans une crise ministérielle.

Je n'ignore pas qu'en démêlant, à cette heure troublée, les actes de Boulanger d'avec ceux de Wilson, je me donne l'apparence « d'en tenir pour » le général. » C'est une erreur ! Le différend Wilson-Boulanger m'a été raconté par un témoin oculaire et auriculaire, et je ne veux pas le « cacher », parce que ma préoccupation constante est de tirer des conclusions vraies de tous les faits dont je suis saisi. D'ailleurs, pour le moment, l'acte vrai témoignerait seulement, chez son auteur, ou d'une perception nette des scandales qui se préparaient, ou d'une rivalité d'influence avec l'Élysée !

D'autre part, il paraîtrait naturel qu'un homme, désireux de s'attacher sérieusement l'armée, cherchât à couper court aux *fournitures frelatées* en usage depuis si longtemps. Dans ces conditions une rupture avec tous les protégés de Wilson ou de Ferry devenait inévitable.

Cette réflexion donne une portée toute particulière à un fait révélé au mois de mars¹ :

Le baron Seillière, associé en nom collectif de la maison de banque *Demachy R.-F. Seillière*, venait d'être pourvu d'un conseil judiciaire ; même une note

¹ *Le Matin* du 23 mars 1886.

insérée dans les journaux, accusait le baron d'avoir dissipé 12 millions en dix ans.

On savait, d'ailleurs, que, grâce à l'intimité du dit baron avec Daniel Wilson, sa maison de banque avait obtenu de nombreux marchés avec l'État. Est-ce que l'interdiction n'allait pas modifier la situation des contractants et amener une résiliation des traités passés? On posait, publiquement, cette question au général Boulanger.

Plus tard, on verra cette interdiction de Seillière tourner au tragique, par une séquestration où l'Elysée et la princesse de Sagan joueront un rôle étrange !

C'est encore en 1886 que l'on se préoccupa d'une *nouvelle poudre à obus* et d'un *nouveau fusil*, le fusil Lebel ; d'où les exigences de Boulanger, réclamant à l'extraordinaire 300 millions pour l'armée ; d'où aussi l'attitude non moins extraordinaire de Daniel Wilson, *rapporteur général du budget*, insistant, cette fois, pour des économies, et ne concédant que 105 millions pour la guerre ! Et cependant, autour des fournitures d'armes, les abus dont j'ai parlé, en m'occupant du *fusil Gras* et des cartouches *avariables*, quoique signalés, constamment dès 1884 et 1885 par un négociant en métaux nommé Albert Hubner, avaient continué. Par malheur, ce dénonciateur des Laveissière et Secrétan était un plaideur ; il avait un procès avec Secrétan ; on pouvait donc le soupçonner ou de rancune ou de concurrence ; tout cela atténuait un peu l'importance de ses révélations.

Toutefois, lorsqu'on a le courage de lire la prose embourbée dont il a accablé, tour-à-tour, Jules

Ferry, Spuller, Jean-Casimir Périer, Camperon, Borel, Billot, Thibaudin, Farre et même *Clémenceau* et *Andrieux*, on finit par y découvrir des vérités effrayantes, sur lesquelles des motifs politico-financiers, seuls, ont pu réussir à faire le silence.

Comment conclure autrement quand on voit toutes les affaires publiques se lier à des profits personnels ?

S'agissait-il des sucres, pour lesquels on réclamait la prorogation de la surtaxe établie en 1884 ? Il y avait au fond un intérêt de trafiquants ; *Wilson* et *Siegfried*, par exemple, étaient administrateurs de la *Compagnie de Fives-Lille* ; or on lisait dans le compte-rendu de 1884-85 ¹ la phrase suivante :

« Nous craignons la mise en vente... la nouvelle *législation fiscale* a permis à l'une des fabriques de sucre de nous payer une partie des intérêts qu'elle nous devait. »

On lisait aussi dans le rapport du 27 novembre 1886 :

« Les résultats généraux de l'exercice laisseraient à désirer si le bénéfice de nos sucreries n'était venu compenser les diminutions, *grâce, surtout, à la nouvelle législation fiscale.* »

Et ces rapports étaient signés *Wilson*, *Siegfried*, etc...

S'agissait-il de travaux de salubrité à exécuter à *Marseille*, pour paralyser, comme je l'ai déjà dit, la contagion cholérique ? Vite *Wilson*, *Fives-Lille* et la *Société des Batignolles* sont en mouvement et savez-vous comment cela se termine ? par un procès scandaleux en cour d'assises où, pour avoir hésité

¹ Assemblée générale du 20 novembre 1885.

à *dénoncer un pot de vin*, un adjoint au maire est condamné à la dégradation civique ; le corrupteur était encore Wilson ; cela fut dit clairement à l'audience et fit exécuter le malheureux comparse, d'autant plus durement qu'on voulait éviter de profaner le nom *austère* du président de la République ¹.

Autour du *salycilage des bières*, du *mouillage des vins*, du *métropolitain*, des *téléphones*, du *Boulevard Haussmann*, du *Pavage en bois*, de l'*Hôtel des Postes*, comme autour des *cartouches*, des *draps*, des *fusils*, des *gamelles*, des *décorations*, partout : trafic ! trafic ! trafic !

La juiverie déborde. Constatée d'une façon retentissante dans un ouvrage appuyé de deux duels ² ; menacée en la personne de Rothschild, que la justice humble cherchait à défendre contre le socialisme et que le jury condamnait en acquittant les accusés ³ elle se secoue désespérément, en attisant d'autant plus les colères contre elle.

Or, toutes les sortes de juiveries avaient raison d'être furieuses, car, au cours de l'année, elles avaient voulu émettre encore un milliard de valeurs, et tout était resté entre leurs mains ⁴ ;

¹ Affaire des *Bons de salubrité*, Cour d'assises des Bouches-du-Rhône, audience du 20 au 30 novembre 1886.

² Drumont. *La France juive*.

³ Affaire du *Cri du Peuple*. Jules Guesde, Lafargue, etc. Procès : voir le *Figaro* du 26 septembre 1886.

⁴ Émissions de 1886 :

Emprunts d'État et de villes.....	507 millions	8/10
Établissements de crédit.....	96	— 7/10
Chemins de fer et sociétés industrielles...	514	— 2/10
Total	1,118 millions	7/10

même un des leurs, l'agent de change Vuaflart, étant exécuté, s'était suicidé (décembre).

La finance se plaignant, il ne sera pas étonnant de relever dans l'inventaire des capitaux nationaux à la fin de 1886, des réductions sur les immeubles¹ et sur les meubles ; les valeurs financières seules se sont majorées, justement, de la valeur des émissions non placées.

Bref, au total, la réduction fut de 7 milliards².

Ce jubilé partiel, cette démajoration capitaliste, avaient eu pour collaborateurs le chômage et la mort.

Les décès avaient été plus nombreux : (836,897 en 1885 ; 860,222 en 1886). Dès lors : *moins de misère vivante* ; aussi avait-on constaté, vers la fin de l'année, que les rentrées de l'impôt, sans égaler les prévisions, s'amélioraient un peu.

Les *possédants* n'avaient pas augmenté ; le *salarial* avait un peu crû. (Les morts n'étant plus en concurrence.)

Voici, d'ailleurs, le tableau résumé de la situation :

¹ Le Crédit foncier a exécuté pendant cette année 162 expropriations sur ses emprunteurs ; mais ses gages lui restent et, à la fin de 1886, 296 *immeubles* figuraient encore à son bilan.

	Milliards		
	1885	1886	Différence
Capitaux immobiliers	126 5/10	122 4/10	— 4 1/10
— mobiliers	76 4/10	72 5/10	— 3 9/10
— financiers	42 8/10	43 8/10	+ 1 0/10
Totaux	245 7/10	238 7/10	— 7 0/10

	Fin 1885	Fin 1886	
Possédants.....	18	18	
Salariés..... 69	82	82	70 salariés
Dénués..... 13			
Total.....	100	100	12 dénués

Mais, visiblement, les détraquements sociaux se préparent ; les manifestations bruyantes se sont multipliées tout le long de l'année ; les coups de pistolets ou d'exaltation politique, ou d'irritation individuelle, sont plus nombreux ; les procès de mœurs, les scandales intimes, les vols, tout se multiplie.

Les crises, les dislocations gouvernementales, les corruptions, les passe-droits administratifs et parlementaires se découvrent, peu à peu, et commencent à scandaliser la prud'homie de la petite bourgeoisie.

Aussi un *ami* du général Boulanger, trouvant que l'occasion était propice, osa, dans son journal *La France militaire* (décembre), demander carrément *la dictature du général*, à quoi, chose plus étonnante encore, sans se récrier, mais sous diverses formes, il y eut *écho* dans un certain nombre de journaux.

Mais en attendant, Wilson triomphait ; un nouveau ministère venait d'être installé le 10 décembre et, dans ce ministère, il y avait comme *ministre des finances*, un *magistrat*, Dauphin, l'*ami du Crédit* général français et du baron d'Erlanger.

SOMMAIRE. 1887. — Le coup de bourse périodique. — Assurance contre un accident. — Agence Havas. — Tueries glorieuses ! — Flétrir, non punir. — Premier acquittement d'Erlanger. — Les coïncidences. — A l'Hippodrome. — L'ordre du sauveur. — Deuxième acquittement d'Erlanger. — Les spoliations. — Papotages parlementaires. — L'assurance financière et Dauphin. — Deux hypothèses. — Boulanger exclu. — Combinaisons bulgares. — Suffrage libre ! — Faux documents. — Jalons de faits. — Hirsch fait ses comptes. — Bataillon financier. — La France travailleuse et payeuse. — Cobourg, Orléans et C^e. — Les métis. — Recensement. — L'Europe agraire. — Invasion pacifique. — Congrès ouvrier. — Le cinquantenaire. — Un pot-de-vin non bu. — L'ingénieur Chevallier, opticien. — Les câbles. — L'accaparement du cuivre. — Fusée de scandales. — Paroles d'Épinal. — Un grain de sable. — Séquestration Seillière. — Agiotages bénins. — Les décorations. — Connivence. — Dates très nettes. — Crise grave. — Sadi-Carnot. — Antagonismes suprêmes.

Le coup de bourse périodique auquel les agioteurs ont abonné le premier trimestre de chaque année, a revêtu, en 1887, un caractère particulier.

En effet, l'un des principaux agioteurs, l'un des plus dangereux, Erlanger, courait un péril suprême.

Dès les premiers jours de janvier, la Cour des appels correctionnels devait s'occuper de lui ; la meute de ses victimes était à ses trousses et ne prétendait pas le lâcher. Il est vrai, certains spécu-

lateurs s'étaient glissés parmi ses victimes (le baron ayant eu l'imprudence (?) d'en satisfaire quelques-unes), et il en était résulté que : justes réclamations d'une part et avidités menaçantes de l'autre avaient conclu une sorte de pacte, rendant plus dangereux, non pas tant le déshonneur des révélations éventuelles — le baron en avait vu bien d'autres ! — que la grosseur des sommes pouvant être réclamées.

Il fallait donc, à tout prix, obtenir l'impunité et étouffer, ensuite, les réclamations isolés ; c'était l'affaire de quelques millions « intelligents » à prendre dans la poche publique.

Presque au même moment, Jules Ferry avait combiné un agiotage politique :

PAR HASARD, à l'occasion des visites du jour de l'an, il s'était rencontré avec Freycinet chez Grévy.

Par hasard, tous les trois s'étaient entretenus du général Boulanger ; *par hasard*, ils avaient émis des idées communes.

De son côté, le général Boulanger, très préoccupé de ses plans personnels, chassait à la popularité et finissait par faire accroire à des velleités belliqueuses.

Le terrain était admirablement préparé pour un coup de bourse et même pour deux.

Avec sa spécialité prussienne, Erlanger le comprit :

Ayant mis l'*Agence Havas* en société anonyme, ayant conservé des relations étroites avec les chefs de cette agence¹, il lui était aisé de « suggérer »

¹ L'un de ceux-ci va, chaque matin, chercher rue Taitbout le secrétaire du baron, M. de Wailly, et l'emmène déjeuner chez Peters ou chez Brébant. (Voyez ma conférence sur *La vénalité dans le journalisme*.)

une nouvelle à sensation, qui, naturellement, aurait trait à une *menace de guerre franco-allemande*.

C'était, d'ailleurs, faire le jeu de Ferry aussi bien que celui de Wilson, tous deux redoutant le « mouvement ascensionnel » du ministre de la guerre ; par conséquent, c'était, rendant service aux deux *pouvoirs* rivaux, contracter une sorte d'assurance contre un « *accident judiciaire*, » quelque fût le ministère en fonction.

Les choses étant ainsi préparées, l'*Agence Havas* publia tout à coup, le 25 janvier, comme étant la traduction d'un article du *Daily News*, la note suivante :

« Le *Daily News* affirme que l'*Allemagne* est à la veille de demander à la France, sous une forme quelque peu péremptoire, des **EXPLICATIONS** sur les mouvements des troupes françaises à la frontière de l'*Est*. »

En bourse, l'effet de cette note fut d'autant plus foudroyant que les agioteurs avaient surmené le marché.

Pour fixer les idées, je dirai qu'un vendeur de 3 0/0 à 82 fr. 50 fin courant, qui aurait opéré sur 3 millions de rentes pouvait livrer des titres rachetés à 79 fr. 50 et gagner, ainsi, d'un coup 3 millions net dans un seul mois ¹.

¹ Les principales variations de janvier à février ont été les suivantes :

	Janvier		Février	
	Plus haut	Plus bas	Plus haut	Plus bas
3 0/0.....	82,55	79,50	79,80	76,10
4 1/2 0/0.....	110,25	108,00	108,00	106,00
Italien	102,10	94,90	96,00	90,50
Suez.....	2082,50	1968,00	1980,00	1896,00

Or, la traduction de l'*Agence Havas* était intentionnellement alarmante; au lieu des mots : « Le *Daily News* AFFIRME QUE L'ALLEMAGNE EST À LA VEILLE... » Il aurait fallu écrire :

« Personne au courant des faits, ne sera surpris
« si, dans un temps très court..... l'Allemagne,
« etc....¹ »

Quiconque, ayant un peu de cervelle, ne pouvait se méprendre sur la véritable origine de cette étonnante traduction ; il suffisait de savoir qu'Erlanger avait la main, le regard et des créatures dans une foule de bureaux et, plus encore, à l'*Agence Havas*; celle-ci, toute *société anonyme* qu'elle soit, s'est arrangée de façon à ne pas rendre de comptes à ses actionnaires, à la seule condition de ne pas leur demander d'argent.

Or, comme elle peut, *ailleurs que chez eux*, trouver tout ce qu'il lui plaît de récolter, l'anonymat n'est, pour elle, pas autre chose qu'un moyen de soustraire ses directeurs aux responsabilités éventuelles. En effet, si la société gagne, personne ne peut contrôler comment et combien ; si elle perd, *l'être anonyme seul et non les hommes*, sera passible de la faillite ; tant pis, alors, pour les créanciers si l'actif est insuffisant !

Il n'est pas besoin d'être « *clerc* » pour reconnaître, dans ces statuts, la main de celui qui avait combiné ceux du *Bingham* et organisé les syndicats du *Crédit général français*.

Quelques journaux, ayant, à défaut de cervelle,

¹ Le texte anglais portait, en effet, les mots suivants :
« *But no one who is acquainted with the facts, will be surprised if in a very short time* », etc....

quelques « renseignements » le désignèrent presque clairement, *après coup* toutefois.

« Nous croyons savoir, imprimait-on, que l'article « qui a produit une si vive émotion dans le monde « de la bourse a été un article commandé et payé « très cher par un spéculateur bien connu et d'origine étrangère ¹ ».

Or, ce n'était pas fini. On avait accusé la fidélité de la traduction Havas; il fallait atténuer le mauvais effet produit; celui-ci avait été tel que le *Temps*, lui-même, (non dans la confiance, sans doute), s'était indigné de « la légèreté » de l'administration Havas.

La Post, de Berlin, coutumière (on s'en souvient) des communications menaçantes, ² fut chargée de vérifier le pronostic du *Daily-News*.

Avec ce titre : « Sous le tranchant du couteau », elle lança un article signalant que « le langage de « la presse française permettait de reconnaître que « la situation du ministre de la guerre était *devenue* « *inattaquable*, » que les efforts dirigés contre lui avaient « complètement échoué, » et enfin que, plus maître de la situation que ne l'avaient été Thiers ou Gambetta, « le général Boulanger était en état de » déchaîner la guerre » ³.

Wilsonniens et Ferrystes étaient visiblement d'accord pour mener cette campagne écœurante, laquelle pourtant allait contre son but; car, loin d'atténuer, elle avivait la popularité du général; popularité malsaine, d'ailleurs, étant assise sur l'espérance de

¹ *La Lanterne* du 28 janvier 1887.

² Voyez, tome I, page 163.

³ Voir les journaux du 3 février 1887.

voir organiser les massacres et les tueries auxquelles la tradition imbécile attache une idée de gloire !

En attendant, Erlanger avait râflé quelques millions, et, pourvu de munitions autrement puissantes que toutes les poudres et tous les fusils, il pouvait regarder sa situation en face.

J'ai dit précédemment que les premières poursuites l'avaient touché en 1883.

En juin, il faisait plaider en police correctionnelle. Lœw était, alors, procureur de la République, Falcimaigne était son substitut. Un expert nommé *Barré*, élu depuis député de *Seine-et-Oise*, avait été chargé de faire un rapport concluant contre celui de l'expert *Flory*.

Aucun de ces illustres personnages ne découvrit une culpabilité quelconque; ils trouvèrent bien, ça et là, quelques *foulages de plates-bandes*, mais, jamais, à leur avis, Erlanger n'avait assez avancé le pied au delà de la limite, « indécise » (avouait Falcimaigne), qui sépare la mauvaise administration de l'acte frauduleux.

« Il faut flétrir les accusés, mais il faut les renvoyer des fins de la plainte », achevait ce substitut, qui connaissait bien ceux à qui il avait affaire.

Cependant, le 19 juin 1883, le Parquet, inquiet, semble-t-il, du grand jour de l'audience, dessaisissait le Tribunal en annonçant une information et le Tribunal dut s'incliner en remettant l'affaire *au premier jour*.

Comme *simple éphéméride*, qu'on me permette de rappeler ici : que, le 11 juillet 1883, le ministre de la Marine concédait le câble Tonkinois à la *Eastern*

company, au fond de laquelle j'ai dénoncé la main d'Erlanger.

Que, le 1^{er} août, la Chambre refusait d'approuver cette convention, mais qu'en décembre de la même année, changeant d'opinion, elle avait autorisé ce qu'elle désapprouvait six mois auparavant¹.

Ceci dit, je continue :

En août 1884, Erlanger et les deux Berthier, ayant désintéressé certains réclamants qui les « tenaient » trop fort, demandaient la radiation de leur affaire; mais non pas une radiation pure et simple, qui ne leur suffisait pas; au lieu de la formule légale et constante en pareil cas : « Le Tribunal ordonne la radiation de l'affaire, » (formule qui laissait la porte ouverte à de nouvelles poursuites), ils voulaient qu'on écrivit : « Le Tribunal renvoie d'Erlanger, Berthier, etc... des fins de la plainte ».

On sait, n'est-ce pas, avec quelle raideur juges et greffiers reçoivent les sollicitations des malheureux justiciables ; on sait que, plutôt que de changer une syllabe au vieux jargon de la basoche, la magistrature se ferait guillotiner !

Hé bien, *Erlanger et ses amis ont obtenu l'insertion d'un « renvoi des fins de la plainte » dans le dispositif du jugement, c'est-à-dire une absolution portant sur des faits dont le tribunal n'avait pas été saisi*².

Grâce à ce subterfuge, — il n'y a pas d'autre mot — Erlanger échappait à l'article 419 punissant ses dividendes fictifs absolument indéniables.

¹ Voyez tome II, page 102 et 147.

² Plaidoyer de Bigault de Granrut. Compte rendu sténographique de Léon Sarradin.

Cependant on avait encore la ressource de l'article 405 punissant l'escroquerie; ce fut sur ce point que les poursuivants engagèrent de nouveaux débats, lesquels aboutirent, le 4 août 1886, à un premier jugement.

Que le lecteur me permette d'intercaler ici quelques éphémérides supplémentaires :

En avril 1886, *Lœw* qui, depuis longtemps, était passé procureur général, devenait *président de chambre à la cour de cassation* et *Bouchez*, qui lui avait succédé comme procureur de la République, devenait procureur général; enfin, au moment où l'on rendait le jugement d'août 1886, Bernard était procureur de la République.

Le jugement du 4 août 1886 fut rendu par la 8^e chambre, présidée par le juge Vanier; ce juge-
« ment déclara : que les faits qualifiés escroque-
« ries, suivant l'article 405, *étant les mêmes* que
« ceux qualifiés violation de l'article 419, il y avait
« chose jugée à leur égard. »

Il releva, il est vrai, quelques délits nouveaux contre les Berthier, les punit de 3,000 francs d'amende et six mois de prison, mais il acquitta Erlanger avec ce blâme platonique :

« Il ne résulte d'aucun document de la cause
« qu'Erlanger ait participé à la confection de bilans
« frauduleux... que quelque coupable qu'ait été sa
« conduite... le délit spécial de distribution de
« dividende fictif ne saurait être retenu à son
« égard. »

La huitième chambre y mettait véritablement de la complaisance, car, puisqu'elle acceptait la *chose jugée*, à quoi donc lui servait cet étrange « blan-

chiment » sinon à justifier le mot de Falcimaigne :

« Il faut les flétrir et non les punir. »

Cette théorie dénonce, d'ailleurs, clairement son inspirateur et elle s'étala publiquement, en 1888, sur ces mêmes bancs de la police correctionnelle, étant plaidée pour Wilson par son avocat Lenté.

Ici se place encore une coïncidence : les audiences dont l'issue fut particulièrement favorable à Erlanger ont été tenues précisément aux époques où l'influence Wilson était prépondérante... à l'Élysée. Ainsi, en juin 1883, avant l'échauffourée alphonsiste ; en août 1886, après la chute de Ferry.

Quoiqu'il en soit, l'acquittement d'août ayant été, en apparence, précédé d'un débat, le public, *qui ne lit pas*, pouvait croire que ce *pauvre baron* avait été étrangement persécuté.

Quoi ? lui, un escroc ? un homme ayant de si belles relations ! Est-ce que la veille même du jugement d'août, on n'avait pas vu dans sa loge, à l'Hippodrome, Clémenceau lui-même ? non ! ce n'était pas possible !

La vérité est que Clémenceau était lié depuis longtemps avec les Berthier, qu'il dinait chez eux à peu près tous les vendredis. Mais ce sont là des accidents communs ; qui peut répondre même de son meilleur ami ? Clémenceau fut navré de la mésaventure des siens ; aussi ne la propagea-t-il pas : et son journal inséra laconiquement la note suivante :

« La huitième chambre du tribunal de la Seine
« a rendu hier son jugement dans l'affaire du *Crédit*
« *général français*. M. Erlanger a été renvoyé des

« fins de la plainte, les autres prévenus retenus
« pour infractions à la loi de 1867.

« Les délits d'escroquerie et d'abus de confiance
« ont été écartés ¹. »

Je ne fais aucune confusion entre Clémenceau et les financiers dont je viens de narrer l'odyssée. Je sais que le chef de l'extrême gauche est personnellement très correct ; je sais, également, qu'il était si convaincu de la bénignité des agissements des Berthier, qu'il n'a risqué aucune démarche en leur faveur. Il les a crus sacrifiés à l'impopularité d'Erlanger, voilà tout.

Mais je m'explique moins son indulgence envers ce dernier, surtout me rappelant la sévérité de son journal réclamant, en 1883, l'expulsion des Rothschild ².

Hélas ! je crains bien qu'il n'y ait encore là les exigences de cette *politique néfaste*, qui, pendant si longtemps, avait attaché la *Justice* et l'*Intransigeant* au char du gendre élyséen !

Malgré tout, cependant, Erlanger sentait le besoin de se montrer au peuple en belle société ; ce Marchandon financier croyait, apparemment, que si, du même coude, qu'il avait graissé sur les acajous du *Crédit général français*, il pouvait frotter des *gendres*, des *députés*, des *rois* ! (étrange association d'idées !) cela jetterait, aux yeux, assez de poudre pour masquer les accrocs faits à ce qui lui servait d'honneur !

C'est pourquoi, en 1886, ayant invité chez lui le roi et la reine de Grèce, il avait voulu que sa très

¹ *La Justice* du 5 août 1886.

² Voir tome II, page 58.

estimable femme allât *avec la reine* visiter solennellement l'orphelinat de l'abbé Roussel; choix singulier! car cet établissement était déjà sous le coup du scandale qui devait, quelque mois après, se dénouer en cour d'assises¹, presque en même temps que lui-même, Erlanger, triompherait de nouveau en cour correctionnelle.

En effet, en janvier 1887, comme je l'ai dit, sur l'appel des plaignants, l'affaire Erlanger et Berthier était inscrite au rôle.

Presque au moment où allaient s'ouvrir les débats, les journaux annonçaient que le *ministre du roi de Grèce, Délyannis*, « chargé de remettre au « Président de la République « le grand cordon de « l'ordre du *Sauveur* », allait être reçu à l'Elysée². L'ordre du *Sauveur* était-il une « parabole? » Il y avait lieu, en effet, de *sauver* encore une fois le consul des Hellènes!

Pourtant celui-ci était entre bonnes mains; on pouvait compter sur les lumières de la Cour; son président, Bresselle, était un « coutumier » des affaires financières; simple juge d'instruction, il avait dans le temps relâché extraordinairement Soubeyran³, Dauphin étant son procureur général; cela n'ayant pas nui à son avancement, pourquoi ne relâcherait-il pas Erlanger? Les circonstances étaient les mêmes, à cela près que Dauphin au lieu d'être Procureur général, était ministre des finances!

Les débats durèrent de janvier à mars. Ils furent mouvementés; des imprudences faillirent empêcher

¹ Affaire Annette Harchoux, janvier-février 1887.

² *La Liberté*, 13 janvier 1887.

³ C'est encore Bresselle qui a acquitté Wilson en 1888.

l'indulgence ; une fiche oubliée valut à Erlanger l'accusation d'avoir suborné des témoins ; il en était incapable ! Rien n'y fit. La décision flétrissante, *mais sans pénalité*, était dans les cervelles de la cour.

A un moment donné, les magistrats s'étaient crus le jouet d'un mauvais rêve : de tous les coins de leur parenté, on se montrait inquiet de la solution Erlanger. Dans je ne sais quel cabinet noir, on avait dépouillé leur dossier, compté leurs relations, leurs alliances, leurs intérêts, les fonctions qui les environnaient.

Bref, malgré les conclusions fermes et loyales de l'avocat général Roullié, dont l'attitude repose un peu dans tout ce fouillis de compromissions, la cour a statué de la façon suivante :

« Considérant qu'il est incontesté, en droit, que de
« *simples allégations mensongères* quelque multi-
« pliées qu'elles aient pu être, ne sauraient, par elles-
« mêmes, constituer des *manœuvres frauduleuses* au
« sens de l'article 405 du code pénal ;

« En ce qui touche l'escroquerie :

« Considérant que, si l'examen approfondi des
« faits de la cause révèle, chez les prévenus, des
« habitudes de spéculation sans scrupule et, plus
« particulièrement chez l'un d'eux ¹, un esprit de lucre
« habile à disposer toutes choses en vue de son in-
« térêt personnel, en laissant peser sur d'autres la
« responsabilité des entreprises qu'il a, en réalité,
« *conçues et dirigées* ², il est constant que le délit

¹ Erlanger. Primitivement, son nom était cité, mais il a été, ensuite, remplacé par la désignation « l'un deux. »

² Il ne résulte d'aucun document de la cause, disaient

« d'escroquerie ne peut exister qu'à la condition que
 « des remises de fonds aient été obtenues à l'aide
 « de manœuvres caractérisées; qu'il résulte de ce
 « qui précède que les faits invoqués par les parties
 « civiles, ou bien ne sont pas établis, ou bien ne
 « présentent pas le caractère de manœuvres délic-
 « tueuses; que le délit ne peut donc être retenu. »

Après ces beaux considérants, la même Cour *de-*
clarait que les dilapidations des deniers sociaux
n'étaient pas un détournement, ayant été faites SANS
 INTENTION FRAUDULEUSE !!!

En conséquence de quoi elle maintenait l'acquitte-
 ment d'Erlanger, et, allant plus loin, *acquittait les*
deux Berthier!

C'était complet!

Mais, quand on rapproche ces deux arrêts de
 ceux qui ont puni sévèrement tant d'autres finan-
 ciers, *pour des faits identiques*, il est impossible de
 ne pas rendre soi même, dans un mouvement de co-
 lère indignée, un arrêt bien autrement flétrissant
 contre ces juges, qui démoralisent d'autant plus le
 peuple, qu'ils sont autorisés à lui parler de plus
 haut¹!

les juges d'août 1886, qu'Erlanger ait *participé* à la confec-
 tion de bilans frauduleux. (Voir tome II, page 58.)

¹ Je crois devoir donner ici le tableau des spoliations
 accomplies par le financier dont je m'occupe:

Sur les emprunts libérateurs	60	millions
Sur le krach de l' <i>Union générale</i>	40	—
Sur la baisse causée par le <i>Daily-News</i>	25	—
Sur divers coups de bourse	30	—
Sur des affaires dont je donne ci-dessous le détail	374	—

Total

529	millions
-----	----------

Inventaire des 574 millions :

Emprunt Sudiste (coton).....	75,000,000
Société générale de fournitures militaires.....	9,525,000
Agence Havas.....	4,250,000
Mines de Bingham.....	17,000,000
Crédit mobilier.....	30,000,000
Hippodrome de Paris.....	5,000,000
Palais d'Auteuil.....	12,500,000
Banque de la Nouvelle-Calédonie.....	3,500,000
Aciéries de France.....	5,000,000
Crédit foncier d'Angleterre.....	8,000,000
Crédit général français.....	52,500,000
Charbonnages du Rhin.....	1,125,000
Charbonnage du Nord.....	2,250,000
Villagutierrez (actions).....	255,000
— (obligations).....	3,192,000
Aciéries d'Alforville.....	1,550,000
Jemmeppes-Auvélais.....	3,525,000
Canal de la Bourne.....	900,000
Emprunt Haïtien.....	22,265,000
Forges de la Seine.....	811,000
Tramways du département du Nord.....	5,040,000
Bourges à Gien (actions).....	12,500,000
— (obligations).....	2,102,500
Charbonnages Rhénans.....	380,000
Foncière-incendie.....	8,387,500
Petit Lyonnais.....	1,605,000
Marché aux chevaux.....	2,000,000
Alais au Rhône (obligations).....	5,709,000
Alais au Rhône (actions).....	11,000,000
Réassurances générales.....	15,510,000
Soleil-grêle.....	3,537,000
Platrières de Paris.....	14,880,000
Platrières du bassin de Paris.....	8,748,000
Secours-accidents.....	2,640,000
Compagnie bordelaise de navigation.....	1,720,000
Établissement de Biarritz.....	2,905,000
Temps-vie.....	1,264,000
Compagnie de navigation Havre-Paris Lyon....	3,150,000
Compagnie générale franç. et contin. d'éclairage.	5,232,500
Grands moulins Corbeil.....	7,020,000
Tramways de St-Étienne.....	150,000
Bressuire-Poitiers (Chemin de fer).....	Mémoire
Câbles-algériens.....	Mémoire
Phosphates de l'île de Sombroso.....	Mémoire
Total.....	373,626,500

Ce procès révélait, au surplus, un état fort inquiétant d'anarchie morale. Comment donc finirait-elle cette année qui commençait de pareille façon ?

Entre temps, les Chambres s'étaient réunies et avaient recommencé leurs éternels popotages, leurs inutiles querelles, leurs ignorantes combinaisons autour du sphynx budgétaire. En dehors du budget elles avaient discuté sur la *liberté des funérailles*, le *régime du divorce*, la *loi sur les aliénés*, le *relèvement des droits sur les céréales*. Ça et là on interpellait le ministère sur une *représentation de Tartufe* ou sur le *rapatriement des troupes du Tonkin*, et, comme toujours, la « chose » se terminait par un ordre du jour *simple*, sinon *pur*.

Vers le milieu de mars, un incident entre le général Boulanger et de Mahy signala de nouveau la lutte sourde qui se concentrait sur le ministère de la guerre.

Mais, derrière ces discussions ou ces incidents, se cachaient incessamment une spéculation, un agiotage.

Le *relèvement du droit sur les céréales*, par exemple, fut une merveille d'impudence ; on avait fort discuté sur ses effets ; libre-échangistes et protectionnistes s'étaient livré leur bataille habituelle, avaient échangé des points d'interrogation, d'autant plus insolubles que, des deux côtés, on prétendait respecter l'obstacle : *le capital* !

De guerre lasse, on décida que la surtaxe serait adoptée mais que, si elle produisait la cherté du pain, *elle serait suspendue par un simple décret* !

Quand on se rappelle entre quelles mains on re-

mettait, ainsi, le pouvoir de modifier en vingt-quatre heures tout un régime douanier; quand on suppose quel parti l'agiotage immonde de gens comme les Lebaudy ou les Éphrussi pouvaient tirer de cette circonstance, on est indigné ou de l'ignorance ou du cynisme de ceux ayant voté une semblable mesure!

D'autre part et en attendant le vote ou le refus de son budget, Dauphin, compère de Wilson, se livrait aux combinaisons les plus fantastiques :

Il avait chargé le directeur d'un établissement financier, plus fourni de mésaventures que de capitaux, de négocier 117 millions de bons sexennaires; l'*Assurance financière*, tel était le nom de cet établissement, se donnait pour mission de *reconstituer* les capitaux; et on prétendait appliquer ce système aux obligations du Trésor!!!

C'est-à-dire qu'on espérait amortir les *besoins de l'État* avec les *besoins de l'État*!

Que cachait donc cette opération — avortée d'ailleurs — mais repêchée, dit-on, par le juif Cahen d'Anvers¹?

Ce fut au milieu de ces conceptions bizarres qu'éclata un incident franco-prussien, immédiatement présenté comme une provocation allemande (21 avril).

Les éléments historiques de l'arrestation du commissaire français sur le territoire prussien, pas plus, d'ailleurs que ceux relatifs aux coups de fusils de Raon-la-Plaine (24 septembre), ne me paraissent sérieusement établis. Ils sont à compléter.

Loin de croire à une provocation allemande,

¹ Le directeur de l'*Assurance financière*, nommé Boulan, s'est suicidé en 1888 (mars).

j'estime que Bismarck, ayant obtenu le vote du septennat militaire, ne nourrissait aucune velléité de guerre, surtout pendant les derniers jours de son vieil empereur ¹.

Bien mieux, si j'envisage les résultats des susdits incidents, j'y trouve seulement ceci : ou une manœuvre dirigée, à l'intérieur, contre une personnalité militaire envahissante ou, au contraire, une tentative organisée, par cette même personnalité, pour imposer sa collaboration.

Je ne choisis pas entre les deux hypothèses parce que les faits contradictoires y sont jusqu'ici trop nombreux ; je remarque, néanmoins, qu'il y a certainement deux spéculations entreprises, l'une *sans*, l'autre *avec* le concours du général.

Je n'ai pas besoin de m'étendre sur la première, simple réédition du « j'y suis, j'y reste » déjà connu ;

¹ Ces lignes ont été écrites *en janvier 1888* ; la récente note de la *Gazette de l'Allemagne du Nord*, datée du 29 mai 1888, corrobore absolument ma manière de voir ; elle explique, même, de la façon que je pressentais, les précautions prises en Alsace-Lorraine.

Voici un passage de cette note :

« Nous ne désirons pas du tout la guerre ; nous désirons
« seulement entretenir avec la France des relations moins
« étroites et, comme nous sommes liés à l'Etat voisin par
« une frontière commune, nous ne pouvons que nous bor-
« ner à montrer plus de réserve dans nos relations avec la
« France, à restreindre davantage ces relations sur la fron-
« tière où on les emploie à *exciter* la population d'Alsace-
« Lorraine. »

Ce que j'ai écrit *en janvier* était le simple résultat de mes déductions économiques ; encore une fois ces déductions reçoivent la confirmation des faits. (Le lecteur en trouvera l'exposé page 291.)

celle-là, d'ailleurs, est moins dangereuse qu'écoeuvrante et elle s'abimera toute seule dans sa propre honte.

Reste la seconde ; le point important de celle-ci est que, certainement, elle implique l'intervention des capitaux ! On ne fait pas tout ce bruit, toute cette propagande d'imprimés et de journaux sans avoir, comme Erlanger montant à l'assaut de son impunité, un approvisionnement métallique. Hé bien, cela suffit à condamner le héros ; si le *capital* le soutient, c'est que le *capital* veut se servir de lui, et si le capital se sert de lui, c'est fini ; il sera dans une autre série de massacres, ou Cavaignac, ou Thiers, ou Bonaparte le décembriste, ou Galliffet le boucher ; il sera tout, enfin, excepté un bienfaiteur.

En attendant sur ce dernier point le témoignage des faits, voyons comment les gens du pouvoir s'y étaient pris pour se débarrasser de leur encombrant collègue.

Le 17 mai, ils se chamaillaient encore sur le budget ; à pareille occasion, maintes fois, les désaccords de la veille s'étaient transformés en embrassades du lendemain ; mais, cette fois, « on sentait vaguement *qu'il y avait autre chose en jeu* que le budget de 1888¹ ; » aussi, sous l'apparence d'une divergence fiscale, on renvoya le projet à la commission et Goblet en saisit le prétexte pour donner sa démission.

La crise dura 15 jours, pendant lesquels la question principale fut : Boulanger fera-t-il, oui ou non, partie du nouveau ministère ?

¹ André Daniel, *l'année politique 1887*, page 113.

Cela devenait agaçant à la fin !

Le chauvinisme avait intimidé même les cervelles ambitieuses ; on n'osait pas écarter le représentant du « patriotisme » français !

Cependant quelques hommes courageux se décidèrent et, après avoir flirté avec les possédants monarchistes, qui brûlaient d'envie de jouer un peu à la majorité, ils acceptèrent le ministère *sans Boulanger*.

Ces vaillants méritent d'être nommés ; ce furent :

Rouvier (*finances et président du Conseil*), Mazeau (*justice*), Flourens (*affaires étrangères*), Fallières (*intérieur*), général Ferron (*guerre*), Barbey (*marine et colonies*), Spuller (*instruction publique et beaux-arts*), Hérédia (*travaux publics*), Dautresme (*commerce et industrie*), Barbe (*agriculture*).

« Ministère allemand ! » s'écria Rochefort ; ministère Élyséen, dirai-je, et surtout ministère de l'impuissance.

Les possédants, qui se qualifient *droitiers*, accueillirent volontiers les nouveaux maroquins. Ils avaient solennellement déclaré « qu'ils ne feraient aucune « opposition systématique, qu'ils seconderaient « toutes les mesures conservatrices et libérales ; « qu'ils maintiendraient le : *pas d'emprunt, pas* « *d'impôts nouveaux, des économies*, déjà formulé, « mais qu'ils combattraient toute mesure anti-religieuse ou *anti-sociale*. »

La dernière moitié de cette phrase exige une explication : ce que les possédants appellent *anti-social*, ce n'est pas eux-mêmes, capitalistes *anti-sociaux* et destructeurs par excellence, mais qui-conque ne reconnaît pas leur supériorité et leur

droit à gouverner la France, c'est-à-dire quiconque est *social*.

Cet avatar de l'ancienne minorité avait des ramifications extérieures dont il faut, maintenant, que je m'occupe :

Depuis 1885, j'ai laissé au second plan (qui alors lui convenait), l'histoire de la péninsule des Balkans. J'ai mentionné, seulement, qu'une révolution, très opportune pour Hirsch, avait éclaté dans la *Roumélie*, et que, peu après, Serbie et Bulgarie s'étaient déclaré la guerre.

Contre toute attente, la Serbie avait éprouvé une défaite (dont la véritable cause, absolument étrangère au « sort des armes, » pourrait être expliquée par certain coffre-fort), et Battemberg, l'ami d'Hagiénoff, le serviteur dévoué de Hirsch et des Anglais, *Battenberg le victorieux* ! eut de telles allures que, pour calmer celles-ci, le czar, agissant en véritable souverain asiatique, le fit enlever nuitamment (21 août 1886).

Les Anglais, mis aussitôt en éveil, inondèrent l'Europe de réclamations directes ou indirectes, œuvres des fonds secrets — journaux et diplomates étant soudoyés — et on assista à ce singulier spectacle du retour triomphant, puis de l'abdication piteuse du prince de Bulgarie.

Pour obéir au traité de Berlin, il fallait que la *Sobranié* se choisit un autre maître.

La *Sobranié* biaisa, temporisa, quoique plusieurs fois mise en demeure ; finalement, vers les derniers jours de décembre 1886, on commençait à parler de la candidature éventuelle d'un prince Cobourg-d'Orléans appelé Ferdinand.

Jusqu'ici les Balkans n'avaient mis en branle les monarchistes orléanistes que sous la forme *financière*, de l'*Union générale*, non moins dangereuse.

Mais expulsés, depuis juillet 1886, les princes français de cette maison ne pouvant plus intriguer à l'intérieur, se hâtaient d'intriguer à l'extérieur.

Au point de vue financier, la Bulgarie n'est peut être point une mauvaise affaire. A peine était-elle née comme principauté, que ses hommes d'État (pour la plupart ex-étudiants ayant sucé à Paris, avec le poison du droit romain, les bons principes de la juiverie agioteuse), s'étaient mis en tête d'organiser des finances bulgares.

En octobre 1880, Karaveloff, ministre des finances, préparait à Paris une *banque nationale Bulgare*, avec le concours apparent des juifs Gunsbourg, banquier, et Poljakoff, entrepreneur de chemins de fer; les organisations financières avaient continué à travers tous les incidents que j'ai déjà racontés et les tripotages bulgares, à l'occasion du chemin de fer *Varna-Routschouk*, de la construction d'un *palais pour Battemberg*, et d'une foule de *menues concessions*, avaient pu rivaliser avec ceux des autres pays.

Au commencement de 1887, des délégués Bulgares parcouraient l'Europe; à Londres, ils allaient porter un toast au lord maire; à Paris, avant de visiter Flourens, ils confiaient leurs angoisses à *La Lanterne*.

Grékoff, interrogé, déclarait que la Bulgarie « était « une véritable démocratie, possédant le suffrage « universel »; « quoi que sa constitution soit monarchique, ajoutait-il, cette constitution est aussi

« libérale que n'importe quelle organisation républicaine... l'assemblée est souveraine et le pays doit toujours avoir le dernier mot. »¹

A côté de ce panégyrique, il est bon de placer le récit d'un *Bulgare* expliquant le fonctionnement du suffrage universel en Bulgarie. Ce Bulgare racontait ainsi les élections du 26 Juin 1881 :

« Pour terroriser les fonctionnaires, écrivait-il,²
« on ne craignit pas d'exciter contre eux les paysans assez enclins, partout, à voir des ennemis dans les agents de l'État. A *Tern*, les fonctionnaires se sauvèrent en Serbie pour échapper à un soulèvement des villageois. Les mêmes scènes se répétèrent à Nicopoli, où les employés furent contraints de mettre le Danube entre eux et la jacquerie qui les poursuivait.

« Afin de mieux gagner les paysans, on leur assurait que, s'il l'emportait, le prince les exempterait d'impôts pour sept ans. Ils n'oublièrent pas ces paroles imprudentes. Plus tard il fallut, en plusieurs endroits, avoir recours à des exécutions militaires pour faire rentrer les taxes.

« En Roumélie, cette principauté sœur, l'opinion publique avait été peu à peu soulevée par le spectacle de l'arbitraire et des persécutions qui sévissaient de l'autre côté de la frontière. Des meetings d'indignation furent organisés à Philippopoli et autres villes, des télégrammes de protestation envoyés au prince Alexandre. Il

¹ *La Lanterne* du 10 janvier 1887.

² A. - G. Drandar : *Alexandre de Battenberg* (Dentu, 1884).

« n'en tint pas plus compte que des plaintes qui lui parvinrent de différents côtés de la Bulgarie.

« On arriva au 26 Juin qui était le grand jour de vote. Dans toutes les villes où il y avait des urnes électorales, on vit arriver des troupeaux de paysans ahuris et menaçants à la fois. La plupart ne savaient pas pourquoi *les gendarmes étaient venus les chercher dans leur village*. On les rassemblait sur la place publique et la demande suivante leur était adressée :

— « Êtes-vous pour le Prince ou pour Karavéloff ? »

— « Pour le Prince ! répondaient-ils énergiquement. »

— « Hourra ! commençait une voix. »

« Hourra ! » répétaient les paysans. Des bulletins de votes portant les noms des députés favorables leur étaient remis ; le vin circulait et ils allaient voter avec ensemble.

« Généralement le vote était unanime. Les électeurs qui, par hasard, montraient des bulletins douteux étaient aussitôt signalés à des porteurs de gourdins qui les expulsaient de la salle. A Sophia et dans d'autres villes, des miracles se produisirent. Les bulletins trouvés dans les urnes furent en nombre double des votants. »

Cette peinture est édifiante, n'est-ce pas ? Aussi un pays si bien préparé à manifester *librement* sa volonté, devait, naturellement, tenter les Hirsch et les Orléans.

C'est ce qui était arrivé ; c'était pourquoi les entrepreneurs de la candidature Orléans-Cobourg avaient pu annoncer, le 7 Juillet 1887, que la

Sobranié, réunie à Tirnovo, avait « librement » acclamé le prince Ferdinand, lieutenant dans « l'armée hongroise. »

La Russie avait désormais devant elle, non plus les Battenberg, mais les Orléans.

Mise en demeure de se prononcer sur la validité de cette élection, faite contrairement au traité de Berlin, c'est-à-dire sans son adhésion préalable, l'Europe fit comme les chefs bulgares : elle temporisa.

Entre temps les journaux, et surtout le *Soleil*, furent plus que jamais remplis de choses bulgares.

Ici se place l'incident des faux documents diplomatiques.

Je ne m'attarderai pas à des discussions; peu m'importe que des documents diplomatiques de nature à brouiller le czar et l'empereur d'Allemagne aient existé ou non, avec ou sans la collaboration du prince Ferdinand; il me suffit qu'on ait eu besoin de les *déclarer faux* pour établir à mes yeux le puissant intérêt des Orléans à cacher leurs menées; même la lettre de Bocher,¹ repoussant, au nom de ses maîtres, toute complicité dans les affaires de Ferdinand, m'est encore un précieux indice; un démenti en politique valant ce qu'on veut bien qu'il vaille.

J'aime mieux prendre pour jalons une série de faits non niables, les voici :

En *juillet*, le comte Zichy épousait mademoiselle de Wimpffen, dont le père avait été, comme je l'ai narré, une victime de Hirsch.

¹ *Le Soleil* du 2 décembre 1887.

En juillet, la *Sobranié* élisait le prince Ferdinand; en août, l'*Alliance israélite* envoyait à Vienne des pièces de monnaie frappées à Paris spécialement pour les « *communautés juives de Palestine* » (?) ; en même temps, on annonçait qu'un syndicat, constitué sous la présidence d'un *financier français*, venait d'assurer un emprunt de 25 millions au prince Ferdinand ¹.

En novembre, Hirsch, l'ex-mauvais génie du duc Decazes (ayant perdu son fils unique en mars) jetait l'or à pleines mains dans le sud de la Russie et dans les Balkans ; il donnait, d'un coup, 50 millions, disait le *Temps* ; 100 millions, affirme Alexandre Weill dans son « *Paris-mensonge* », aux pauvres et aux écoles de la Russie ! En décembre, les *journaux financiers* annonçaient que l'emprunt bulgare de 25 millions serait garanti par la princesse Clémentine, les fonds étant fournis par les maisons *Bischoffsheim*, *Philipppson* et *Montefiore*, fleurs de la juiverie.

Ce mouvement exceptionnel des financiers vers la Bulgarie, le nom et la nationalité de ceux-ci indiquent clairement une lutte décidée.

Aussi ne tarderons-nous pas à voir Hirsch entamer de *nouveaux pourparlers avec la Turquie* ; en effet, la *Cote européenne* annonça bientôt ² que « le baron Hirsch était à Constantinople pour « régler ses comptes avec la Porte. Les deux « parties, ajoutait le journal, se réclament « mutuellement un gros chiffre de millions ; une

¹ *L'Intransigeant*, 17 août 1887.

² *Cote européenne* du 30 janvier 1888.

« transaction est probable et, moyennant une certaine somme, Hirsch obtiendra quitus. »

Le journal continue :

« En vue de cette solution, une convention aurait été signée entre la *Société des Raccordements*, le groupe de la *Banque ottomane*, les *Chemins autrichiens*, le *Comptoir d'escompte* et la *Landerbank*, pour fusionner les intérêts de la *Société d'exploitation des chemins de fer turcs*.

« Une société ottomane serait créée au capital de 180 millions : 100 à fournir par Hirsch, sous forme d'apports (matériel et droits de concession), et 80 millions par la société des raccordements, de concert avec les autres sociétés participantes.

« Cette nouvelle société serait constituée aussitôt que Hirsch aurait obtenu son quitus. »

Enfin, le journal que je cite concluait par cette mélancolique réflexion :

« Il n'est rien alloué aux lots turcs ! »

On le voit, une grande partie de la haute pègre financière était en mouvement autour de la Bulgarie; quant à ses intentions, le dénombrement du haut personnel suffira à les dénoncer :

A la *Banque ottomane*, on trouvait (pour la France), *Mallet*, le banquier orléaniste; de *Germiny*, le monarchiste ; puis les *Hottinguer*, *Pillet-Will*, de *Plœuc*, etc.

Aux chemins autrichiens, c'était le comte *Zichy*, (le nouveau marié que j'ai dit tout à l'heure), et encore *Mallet*, *Hottinguer*, etc., avec en plus, *Henri Germain*.

Au *Comptoir d'Escompte*, (qui avait déjà des intérêts en Serbie et en Grèce), c'était l'élément

Ferry ; ses amis Hentsch, Baudelot, Girod, etc., y figuraient, et non parmi les moins importants.

A la *Landerbank*, c'était l'élément nettement autrichien, amalgamé, néanmoins, avec quelques débris de l'*Union générale*.

Enfin, à la *Société des raccordements*, c'étaient *Hirsch, Hentsch*, etc.

Voilà le gros bataillon, mais à côté de ceux-ci, les sociétés secondaires pullulaient.

La toute puissance de ces gens-là est indiscutable en Orient, ce qui, déjà, explique la domesticité de Battenberg ; que dirai-je des rois grecs et des princes serbes ou roumains ? En Grèce, *Erlanger* et le *Comptoir d'escompte* peuvent tout ; on se souvient des emprunts dont j'ai narré la genèse ? Ces emprunts ont continué ; 1887 en avait vu éclore un nouveau, grâce au *Comptoir d'Escompte*, et veut-on savoir comment celui-ci expliquait son rôle *français* ? Qu'on lise les confidences faites par lui à ses actionnaires¹ :

« Par délégation d'un groupe d'établissements de
« Crédit et de banquiers, leur disait-il, nous avons
« conduit les négociations relatives à l'emprunt de
« 135 millions 4 0/0 hellénique. Une partie de cet
« emprunt étant destiné à fournir les fonds
« nécessaires au paiement de commandes de maté-
« riel de marine et d'artillerie faites à l'industrie
« française, et s'élevant à un total de 26 millions
« de francs, il était de notre devoir de faciliter
« l'introduction des titres sur le marché français. »

Ainsi c'était clair ! la France fournissait, d'abord

¹ Rapport sur l'exercice 1887, page 13.

son travail puis son *argent pour rémunérer son travail!*

Ce n'était pas assez ; elle fournissait aussi le *gaz* et l'*argent* à la Roumanie, où la juiverie a monté le coup suivant :

La Société de *gaz et eaux*¹ avait visé la Roumanie, comme l'UNION GÉNÉRALE la Serbie et la Bulgarie, c'est pourquoi elle y voulait fonder une société dite du *gaz de Bucharest* :

— « En pleine Roumanie! des mécréants ? s'écria Camondo, ce n'est pas supportable ! »

Aussi il arriva bientôt ceci : le roi refusa d'*aprouver la concession*.

« Il fallait des études nouvelles, » paraît-il, mais celles-ci ne furent pas longues car, bientôt, le roi revenait sur sa décision.

Voilà la Compagnie *gaz et eaux* satisfaite ? dirait-on. Que non ! *gaz et eaux* avait dû céder ses titres à une autre société, française aussi, et dénommée *gaz pour la France et l'Étranger* ; ce fut cette dernière qui bénéficia de la concession ; or ses administrateurs s'appelaient *Camondo, Stern, Brolemann*, etc !

Ces quelques renseignements suffiront, je crois, à montrer que la lutte financière de 1881 était transportée dans les Balkans et que la raison sociale *Ferdinand, Cobourg, Orléans et Cie*, lui donnait plus que jamais, une signification menaçante pour la paix de l'Europe et la sécurité de la France.

En effet, la Russie inquiète, se demandera quelle

¹ Société anonyme française, fondée en 1881, avec des éléments monarchistes ; entre autres : les de Bussièrre et les Foulon de Vaulx.

juiverie nouvelle se prépare à lutter contre elle, et tandis que l'Allemagne, en bons termes avec l'Autriche, ne pourra que gagner aux raccordements ferrés, l'Angleterre, cherchant à « manipuler, » comme toujours, la diplomatie Turque favorisera, « à défaut de nouvelles garanties, » les opérations de Ferdinand et de ses commanditaires¹.

Pendant que l'avenir oriental se préparait ainsi, que faisait le nouveau ministère, et que devenait le travailleur français ?

Le ministère Rouvier avait une majorité droite, qui votait au pied levé toutes les sottises financières ou autres.

Les radicaux, qui sont aux bourgeois ce que le métis est au nègre, avaient inventé des remaniements d'impôts, gros en apparence, inutiles au

¹ Depuis la fin de 1887, plusieurs faits sont venus corroborer mes appréciations.

C'est, d'abord, le bruit *diplomatique* mené autour du futur mariage de Battenberg avec une petite fille de Victoria d'Angleterre ; ce qui prouve, une fois de plus, que la Grande Bretagne n'abandonne jamais ses « Arabi » qu'ils soient égyptiens ou bulgares !

C'est, ensuite, le prospectus financier récemment publié (mai 1888), sous le titre de l'*Union générale, sa vie, sa mort*, par Bontoux.

De cette publication, il ressort visiblement que les tronçons du serpent coupé par les juifs cherchent à se rejoindre... Or, regardez là-bas en Roumanie et en Bulgarie, lecteurs... et vous comprendrez.

Au surplus, Bontoux, dans ses *demi-confessions*, ne fait que confirmer tout ce que j'ai dit de sa *Société financière*, de Hirsch et de Gambetta ; puis il explique, comme il peut, son *capitalisme* et cherche, sans y parvenir, à atténuer son « *ju-daïsme*. »

En somme, après avoir lu son livre, je n'ai pas un mot à

fond. Mais telle était la routine générale, que le seul mot de *changement* suffisait à reculer la *réforme*.

C'était la dix-septième fois depuis dix-sept ans, que les députés recommençaient la même reculade ! Bientôt revinrent les éternelles discussions : les *sucres*, les *pensions*, le *service de trois ans*, et, le 23 juillet, les Chambres clôturaient leur session ordinaire.

Dans les deux derniers mois de cette session, deux faits, seuls, avaient répondu aux préoccupations, contradictoires d'ailleurs, des prolétaires et des possédants.

L'un (le dernier), fut la loi sur un essai de *mobilisation partielle* (18-20 juillet) qui, par une série de ricochets invraisemblables, devait renverser le président Grévy, ainsi que j'aurai bientôt l'occasion de l'expliquer ; l'autre fut le simple dépôt d'une proposition relative à *l'établissement d'une taxe sur l'étranger*.

Étant donnée l'ignorance profonde qui domine les cervelles gouvernantes, c'était évidemment par ce gros côté que celles-ci devaient apercevoir un coin de la *question sociale*.

retrancher à tout ce que j'ai écrit, dans le présent ouvrage, sur le sujet qui lui tient à cœur ; je persiste donc à ne point accepter ses affirmations « d'ignorance en matière de comptabilité, et d'inexpérience en matière de banque et de bourse », d'autant moins admissibles que, pendant de longues années, il avait fait des finances et des chiffres... chez Rothschild !...

Quant au reste, quant à l'attitude odieuse du magistrat Lœw, avant Bontoux, je l'avais énergiquement flétrie, mais, en vérité, la vilénie de l'un ne saurait à aucun degré impliquer l'innocence de l'autre !

Le dernier recensement avait révélé que 1,115,214 étrangers étaient installés en France¹, et dans ce nombre les juifs étaient en forte proportion.

Comment, du reste la France n'aurait-elle pas attiré les préférences des peuples environnants ? Partout ailleurs que chez elle, la question agraire avait pris une acuité particulière.

En Amérique, chose surprenante, on avait dû interdire l'acquisition du sol par des sociétés étrangères ; en Irlande, Gladstone venait de combiner un moyen de rendre les tenanciers propriétaires du sol, en échange d'un amortissement calculé ; en Russie, le czar venait, par un ukase, d'interdire aux étrangers d'y acquérir la terre ; enfin, en Allemagne, Bismarck avait proposé d'exproprier, contre indemnité, un certain nombre de grands propriétaires polonais, de diviser leurs terres en parcelles suffisantes à assurer l'existence d'une famille, puis de les concéder, moyennant paiement d'une rente foncière perpétuelle, à des paysans *allemands* d'origine.

Ainsi, alors que les principales nations sentaient le besoin de décentraliser la propriété, la France, non seulement faisait tout pour la concentrer et la majorer, mais encore elle envoyait ses propres enfants à la mort dans des expéditions coloniales ; de sorte que, ceux-ci absents, 1,115,000 étrangers venaient tranquillement s'installer à leur place !

¹ L'invasion avait été constante depuis 1861 ; voici les chiffres :

1861.....	499,000 étrangers
1872.....	733,000 —
1876.....	801,000 —
1881.....	1,001,000 —
1886.....	1,115,214 —

Dans ce péril de l'invasion pacifique, les gouvernants ne virent rien; l'un déposa platoniquement son projet de taxe qu'on discutera un jour quand il n'y aura plus d'ambitions ministérielles à satisfaire — et ce sera long ! — L'autre, non moins platoniquement, fit prendre en considération une proposition *proclamant le « droit au travail pour « tout citoyen valide ; le droit à l'assistance pour « tout malade ou infirme »* ¹.

La belle affaire ! Le droit au travail, c'est-à-dire le droit de dire au roi capital : mange-moi.

Le droit à l'assistance ? c'est-à-dire le droit de dire au roi capital : « achète-moi ! »

Ces gens-là, vous dis-je, rêvent *d'assister* tout le prolétariat électeur, espérant qu'en échange celui-ci versera, docilement, dans l'urne, l'*élixir de longue vie* dont a soif le parasitisme !

Combien furent plus sérieuses et plus savantes les délibérations du peuple, dont s'étonna Paris au cours du mois d'août !

Le *congrès ouvrier* tenait ses assises annuelles; là, au moins, on mettait le doigt sur la plaie. Ses discussions étaient, d'ailleurs, attentivement suivies par toute la presse ².

Il y fut déclaré que les travailleurs, les salariés, les prolétaires, ne devaient rien attendre *que d'eux-mêmes* et ne recruter que *parmi eux* leurs mandataires officiels.

Hélas ! si cette clairvoyance était générale, je

¹ 28 mai, proposition Martin Nadaud ; Chambre des députés.

² *Le Journal des Débats, le Temps, etc.*, leur ont consacré de nombreuses colonnes.

n'aurais pas à redouter les conflits terribles que je vois monter à l'horizon ¹.

Car, en effet, la féroacité des possédants poussera, comme à plaisir, le peuple à la famine.

Veut-on cueillir au passage un de ces aveux terribles échappant parfois aux financiers qui dirigent des compagnies industrielles et occupent des légions d'ouvriers?

En voici un :

Presque au moment où *Martin Nadaud* déposait la proposition platonique que je viens de citer, les administrateurs de la Société anonyme de *Commentry-Fourchambault*, c'est-à-dire des baron de la *Rochette*, des vicomte *Benoist d'Azy*, des du *Breuil de St-Germain*, des *Maurice de Mieulle*, des de *Sessevalle*, des *Paignon*, des *Trubert*, des *Aubert*, et enfin un *Ivan Flachet* (un descendant de *Stéphane* peut-être?), osaient enregistrer, sans protester, cette observation d'un actionnaire désapprouvant la longanimité du conseil à conserver des ouvriers quand le travail diminuait et déclarant que : la philanthropie du conseil NE DEVAIT PAS ALLER JUSQU'À COM-
« PROMETTRE LES INTÉRÊTS DE LA SOCIÉTÉ POUR
« FAIRE VIVRE SES OUVRIERS. ² »

La sauvagerie de cette phrase apparaîtra bien davantage, encore, lorsqu'on s'apercevra qu'elle

¹ Allemane, Joffrin, Lavy, principaux orateurs, ont nettement conclu que l'émancipation complète du prolétariat ne serait obtenue que par « la voie révolutionnaire ». (André Daniel, *l'année politique 1887*, page 195, note.)

² Rapport du Conseil d'administration de la Société anonyme de *Commentry-Fourchambault*, 5 avril 1887, page 19, ligne 16.

répondait à la constatation suivante, officiellement faite par le conseil d'administration :

« Nos établissements, disait celui-ci,¹ ont été
« préservés des agitations malsaines qui ont si
« douloureusement atteint d'autres contrées indus-
« trielles. Vous vous félicitez avec nous 'de cette
« preuve de la sagesse de nos populations ouvrières,
« dont les souffrances sont grandes, malgré tous les
« sacrifices que nous nous sommes imposés, afin de
« leur conserver une part de travail, hélas ! insuffi-
« sante pour eux comme pour nous. »

On le voit, la patience des ouvriers était telle qu'elle imposait au capital l'espèce de circonspection qui perce dans la phrase précédente.

Malgré tout, cependant, la voix du sauvage actionnaire sera écoutée ; le capital, trop longtemps gêné dans la satisfaction de ses appétits, exigera le renvoi de ses ouvriers. *Commentry-Fourchambault* décrètera le chômage chez elle. Pour qui sait lire entre les lignes, cette décision perce à travers les bonnes paroles du Conseil.

D'autres sociétés industrielles, dans le même cas, l'imiteront ; les guerres civiles ne sont pas faites d'autre chose que de ces chômages isolés qui, multipliés, deviennent collectifs.

Quant au capital, il aura encore la ressource de l'agiotage².

¹ Même rapport, page 8, ligne 7.

² Le rapport à l'assemblée générale du 16 avril 1888 donne entièrement raison à ce pronostic. L'ancienne forge va être fermée et les capitalistes déclarent qu'ils auront « la sagesse de renoncer à s'user dans une lutte stérile, » afin de conserver leur force « pour d'autres usages plus fructueux. » (Page 7, ligne 12, du rapport.)

L'agiotage prospérait toujours, d'ailleurs, - au milieu des préoccupations extérieures et des pseudo-occupations intérieures.

Au cours de l'année 1887, il n'a pas chômé un seul instant, au contraire, et, pendant que soufflait le vent révolutionnaire que j'ai constaté, les financiers demandaient encore 900 millions à leurs gogos habituels ¹.

Dans ce chiffre il faut compter l'*emprunt grec* de 135 millions, dont j'ai parlé, et un *emprunt indo-chinois* de 50 millions (juin).

A côté des émissions lancées, il y avait les émissions préparées et, naturellement, précédées ou suivies de toutes les vilenies habituelles.

Sous prétexte de donner du travail aux ouvriers de Paris, des spéculateurs avaient ressuscité le projet d'un chemin de fer métropolitain, en préparation depuis plus de dix années, gros, d'ailleurs, de mouvements capitalistes et d'expropriations, pêche en eau trouble s'il en fut jamais et certainement aggravation des impôts qui pèsent sur le peuple de Paris.

Un scandale à côté a, peut-être, sinon empêché définitivement, du moins retardé cette « affaire » :

Un juif avait rêvé de faire précéder l'*Exposition universelle* d'une exposition préparatoire et spéciale des chemins de fer.

Prétendant célébrer le *cinquantenaire* des susdits,

¹ Émissions de 1887 :

Emprunts d'État et de Villes.....	216 millions	5/10
Établissements de crédit.....	23 —	0/10
Chemins de fer, et sociétés industrielles.....	648 —	7/10
Total.....	888 millions	2/10

ce juif avait obtenu du Conseil municipal le droit de disposer d'un vaste emplacement dans le bois de Vincennes, et le Conseil municipal avait accordé son consentement avec une regrettable légèreté.

Mais, quoi ? le rapporteur était le benjamin du radicalisme et même de l'autonomie communale. Comme benjamin, il avait un faible pour la tribu de Lévy — c'était un mal de famille — en outre, tous les journaux avaient reçu la manne céleste dont les Hébreux sont toujours pourvus, même dans le désert ; on leur avait montré cette exposition comme un bon tour à jouer aux compagnies de chemins de fer *si arriérées dans leur matériel* ; Lockroy, Boulanger, tous les autres ministres, avaient écrit des lettres encourageantes ; enfin Lévy avait, comme un simple Soubeyran, exhibé un chèque *sans couverture* en façon de cautionnement ; mais, en revanche, il y avait eu « couverture » et même « couvert mis » pour un chèque de 10,000 fr. que le rapporteur victorieux encaissait après son triomphe, un peu avant que la fameuse exposition, dont *les chemins de fer étaient principalement absents*, ne tombât en pleine déconfiture.

Or, cette juiverie était découverte presque au moment où, chose singulière ! une élection municipale, faite dans le neuvième arrondissement, avait revêtu les apparences d'une manifestation antisémitique.

Les bureaux de l'exposition ratée étant situés dans le quartier même du nouvel élu, le Conseil trouva naturel de lui confier l'examen et le rapport du Cinquantenaire.

A l'étonnement général, il en résulta une sorte

de réquisitoire où les faits étaient nettement formulés.

Grand émoi ! Ahurissement du benjamin ; appel effaré à la justice, blanchisseuse ordinaire des fonctionnaires éclaboussés. La justice, comme toujours, ne trouva rien de reprehensible dans le fait *établi* d'un versement de 10,000 francs, parce que *rien ne démontrait que ces 10,000 francs, versés par Lévy, à bout de ressources, entre les mains de son ex-rapporteur, eussent un lien quelconque avec l'objet même du rapport et les fonctions de son auteur.*

C'est ainsi ! au Palais de justice de Paris, le voisinage de l'ingénieur Chevallier, opticien, détourne probablement les rayons solaires de l'ancre noir de la justice. Mais il n'en est pas ainsi à Marseille où le soleil tombe d'aplomb.

Là-bas, l'adjoint au maire, dont j'ai parlé à propos de l'affaire des *bons de salubrité*¹, avait reçu un pot-de-vin en papier, avait hésité à le garder, l'avait rendu sans l'avoir bu, encore moins touché, prétextant, pour expliquer son hésitation, qu'il avait « voulu voir ce que feraient ses collègues. » Rien n'y fit ; il fut condamné à la dégradation civique. Cela lui apprendra : une autre fois il exigera un bon chèque où rien ne sera écrit concernant l'affaire et qui sera facilement convertible en métal.

Bien plus avisé fut un *conseiller général* dont l'affaire occupa, bruyamment, les journaux de Marseille en novembre 1887.

Ce conseiller général avait promis de s'employer

¹ Voir, tome II, pages 214-215.

à faire obtenir, à Dufour, *syndic* d'une maison de commerce (Roux de Fraissinet), qui se plaignait d'avoir subi des dommages, lors du pillage de *Tamatave*, une indemnité payable par le Trésor public.

— Vous me donnerez 30 0/0 de ce que vous recevrez, avait dit le conseiller général.

Il fit mieux que de parler : il exigea un acte *passé devant notaire, et un notaire se trouva qui instrumenta dans ces conditions* !

Évidemment, ce que le réclamant payait 30 0/0, ce n'était pas le concours d'un homme d'affaires vulgaire, c'était l'influence du conseiller général bien en cour auprès de l'Élysée. Tel était, d'ailleurs, Pierre Baragnon (c'est le héros de l'aventure), également rédacteur en chef du *Courrier du Soir* à Paris.

Bref les efforts de celui-ci furent couronnés d'un succès chiffré à 1,200,000 francs.

Déjà il allongeait la main, quand un incident se produisit.....

Sous le choc des révélations du procès Caffarel-Limouzin, Wilson, le « protecteur de Baragnon, » venait de trébucher sur son piédestal ; du même coup, à Marseille, on fit du bruit sur l'énormité de la susdite commission de 30 0/0. Les créanciers du négociant se mirent de la partie, discutèrent le contrat et saisirent les tribunaux.

Les tribunaux ne purent rien :

« Ce n'était pas pour faits relatifs à ses fonctions de *conseiller général* que Baragnon avait stipulé une commission. »

Et en effet, les indemnités coloniales ne sont

nullement de la compétence des conseils généraux.

Donc la morale juridique était sauve, mais la morale qui n'est pas *juridique*, c'est-à-dire celle qui est vraie, jeta son anathème!

Dénouement :

Le 29 novembre 1887, le *Petit Marseillais* annonçait la démission du Conseiller général, et le 30 novembre 1887, le *Cri du Peuple* imprimait que « le même » avait réduit ses prétentions à 200,000 fr. C'était clair : entre la fonction et l'argent, l'homme n'avait pas hésité !

Les échos marseillais de ce drame politico-commercial n'arrivèrent que très atténués aux oreilles du public parisien.

Mais les scandales du cinquantenaire des chemins de fer provoquèrent un bruit infernal.

Je ne sais pas si le démissionnaire de Marseille risquera une réélection, mais il est certain que le blanchi de Paris en risqua une et fut récrépi par ses électeurs auxquels il exposa la « terrible persécution » dont il était l'objet ; et le Conseil l'a vu revenir depuis, recevoir tranquillement des affronts, autre genre de chèques au porteur, que la caisse municipale transforme, à la fin de chaque mois, en bonne monnaie trébuchante.

L'ensemble des récits précédents témoigne, déjà, d'une démoralisation courante ; j'ai même voulu leur conserver une allure gaie parce qu'elle correspond fidèlement à la sérénité avec laquelle les amis du gendre élyséen ont toujours commis leurs méfaits ; il faut bien le reconnaître, celui qui, suivant les cas, secourait ou dénonçait les fraudeurs sucriers comme Lebaudy, Halphen et Fiévet, celui qui, bientôt, sera

surpris la main dans le sac aux décorations, avait comme tous les grands hommes déteint sur son époque.

Je renonce à dresser une liste complète de toutes les malpropretés qui signalèrent cette année néfaste et qui finirent par une explosion de scandale. Je mentionnerai, rapidement, les tentatives d'accaparement des *cables télégraphiques français* par les américains (Jay Gould et Mackay), tentatives qui éclairèrent singulièrement la conduite de Pouyer-Quertier, président de la Compagnie du télégraphe de Paris à New-York.

Je mentionnerai, également, d'un mot, les drames sinistres qui éclatèrent dans une des créations d'Er-langer, les *Acieries de France*¹.

J'ai hâte d'arriver aux étrangetés et aux agiotages de toute nature dont fut environnée la réfection de notre armement et, notamment, la fabrication du fusil Lebel.

J'ai fait remarquer, au cours des précédents chapitres que, précisément, toutes les fois que des fournitures métalliques considérables pouvaient être nécessaires au ministère de la guerre, il se manifestait un agiotage ayant pour résultat de majorer les prix².

Ces agiotages ont eu, en 1887, des proportions extraordinaires, révélant de non moins extraordinaires répercussions.

On sait que les câbles et les fils téléphoniques ou télégraphiques, tous les appareils électriques et en-

¹ Une mort mystérieuse, racontée par les journaux, n'a jamais été éclaircie par une enquête.

² Voir t. I, pages 114-115.

fin, la plus grande partie des pièces nécessaires à la marine et aux armes de guerre emploient du cuivre comme matière première.

Or, en novembre 1887, on apprit que Rothschild, Secrétan, André Girod et C^{ie} avaient formé un consortium accapareur, ayant pour but de relever le prix du cuivre ; effectivement, de 107,50, cours du 21 octobre 1887, ils l'ont fait monter à 214,25, cours du 23 décembre 1887. Voilà le fait brutal exprimé en deux mots.

Or, cette combinaison ne s'est point exécutée en un jour, il a fallu la préparer ; il a fallu passer des marchés en Amérique, créer, avec d'énormes capitaux, une *série de monopoles*, au moyen de traités fermes.

C'est, en effet, ce qui est avoué par l'un des coupables, la *Société commerciale et industrielle des métaux* (anciens établissements Laveissière et Secrétan) qui, même, fait honneur à Secrétan de cette belle opération, et la décrit dans son rapport administratif communiqué aux actionnaires¹. Aussi le bilan de 1887 enregistre-t-il un bénéfice net dépassant 16 millions, peut-être la vingtième partie des profits généraux du dernier agiotage, alors que, précédemment, c'était avec grand peine que la société des métaux, atteignait 2 ou 3 millions.

Hé bien, quand on songe que, depuis des années, ces mêmes noms, *Secrétan* et *Rothschild* se trouvent mêlés à presque tous les marchés passés avec l'État ; quand on songe que Rothschild a failli discrediter Clémenceau, grâce aux relations de celui-ci avec *Cornélius Hertz* et avec *Deprez* ; quand on se

¹ Rapport à l'assemblée générale du 10 mars 1888.

rappelle que Cornélius Hertz a obtenu, *dans un court délai*, les plus hauts grades de la Légion d'Honneur — ce qui témoignait, tout au moins, d'une grande faveur auprès de l'Élysée-Grévy ; — que le même avait été nommé *ingénieur à vie* de la Société des Téléphones devant traiter avec l'État — ce qui révélait, au moins, une grande faveur auprès du ministère ; quand on se souvient que le Secrétaire des cartouches avariées (qui ont fait sa fortune) est le même que le Secrétaire ayant encore le monopole des *étuis de Mallechort* nécessaires au fusil Lebel¹, on se demande, avec effroi, si la *conscience publique* n'est décidément plus qu'une femme mise en carte par la finance !

Autour des moindres détails de l'armement national, c'est un continuel égrenage de hontes !

Tantôt c'est un wagon scellé qui, transportant des *fusils Lebel*, se trouve descellé en route² ; plus tard, c'est une trahison complète, combinée froidement par un soldat français en correspondance avec la Prusse³ ; entre temps, c'est une indiscretion de reporter, se procurant, par des moyens extraordinaires, les plans de mobilisation partielle⁴.

De toutes parts, comme au temps de l'ordre moral, on accuse d'espionnage des hommes, des femmes, des journaux ! Un journal belge⁵, raconte que des Prussiens écrivent dans plusieurs feuilles de Paris (janvier 1887).

¹ *Le Matin*, 13 mars 1888.

² *Intransigeant* du 26 septembre 1887.

³ Affaire du sergent Châtelain ; *Soir*, 26 décembre 1887.

⁴ Affaire Aubanel ; *Lanterne*, 24 septembre 1887.

⁵ *Le Journal de Bruxelles*.

Plus que jamais l'argent pourrit la presse : cette même année, à la suite du procès d'un assassin¹, don juan et voleur, seize journalistes sont accusés de *chantage* (août).

Puis c'est un tohu-bohu de vilenies ; des procès les plus ordinaires sortent, soudain, des scandales inattendus : ici c'est la déconfiture d'une modiste fort connue, au fond de laquelle on trouve mêlé un fonctionnaire élevé du ministère de l'intérieur² ; là c'est un enlèvement-spéculation³ ; presque en même temps on voit cette chose extraordinaire : une Rothschild faisant des actes respectueux, se mariant malgré sa famille, et exigeant — là était le vrai nœud de la question — le versement d'un nombre respectable de millions, ceux-ci lui appartenant en propre. Et qui sait si cette forte saignée métallique n'a point sa part dans le coup de spéculation sur le cuivre ?

Dans la magistrature, dans l'armée, dans le clergé, parmi les hauts, bas et moyens-possédants, dans les fonctions, dans le palais du chef de l'Etat : Partout les scandales éclataient en fusées !

L'indignation publique montait. Déjà elle manifestait à toute occasion son mécontentement. Elle aussi avait besoin d'une explosion.

Aux heures troublées, tous les moyens de protestation paraissent bons. Le général Boulanger, très cocardier, avait organisé sa chute en apothéose ; l'applaudir c'était huer les gouvernants ; d'où, à la gare de Lyon, une énorme manifestation au moment

¹ Pranzini. Affaire Marie Regnault.

² Procès Angèle Renard ; *Soleil* du 22 juillet 1887.

³ Affaire Campos ; *Intransigent*, 18 juin 1887.

de son départ pour Clermont-Ferrand, où on l'avait nommé chef du 13^e corps (8 juillet).

Entre temps, Jules Ferry voulut aussi protester, lui, décrié, contre la popularité étonnante de l'ex-ministre de la guerre. Dans un discours imagé à la façon d'*Epinal* (où il parlait d'ailleurs), il appela Boulanger un « St-Arnaud de café-concert ». Il y a des gens qui n'ont le droit de stigmatiser personne, à qui sied le silence, dont les épigrammes se retournent contre eux-mêmes ; Ferry étant de ceux-là, n'arriva qu'à exalter la popularité qu'il voulait abaisser.

On chercha d'autres moyens.

Qui sait si, dans les indiscretions relatives au plan de mobilisation, on ne trouverait pas une imprudence de Boulanger qui, pendant son ministère, avait reçu tant de monde interlope et écrit à tant de gens ?

On chercha ; on mit la main sur une de ses créatures, un chef d'Etat-major, pauvre diable criblé de dettes et en quête d'emprunts, n'importe comment.

On perquisitionna ; rien n'apparut contre Boulanger, sauf une carte banale, mais en revanche on trouva la trace des œuvres du gendre élyséen !

Cela avait commencé par la plainte vulgaire d'un bourgeois qui, ayant payé pour obtenir « l'étoile de l'honneur », et ne l'ayant pas reçue, s'était fâché ; cela devait finir par la chute du premier magistrat de la France.

Des agences de décorations ? La police en avait vu bien d'autres et n'avait pas soufflé. Comment cette fois, le grelot fût-il attaché ?

L'histoire est une vieille qui se répète : dans l'affaire Wilson, il y a un grain de sable comparable à celui qui tua Cromwell¹ ; ce grain de sable s'appelait Canivet secrétaire de la rédaction du *XIX^e Siècle*.

Le *XIX^e Siècle* était aux mains de Portalis, un remuant, un vibrion, sans visées sociales, sans profondeur, mais heureux toujours de dire et de contredire.

Canivet, lui, était un ancien colon de Buenos-Ayres ; sur les rives du Chaco, il s'était trouvé compère et compagnon avec Goron.

Or, Goron était devenu sous-chef à la *sûreté générale* et Canivet un *indiscret par profession*. L'un raconta à l'autre les faits qui sont devenus l'affaire Caffarel-Limousin ; l'autre les transmet à Portalis, qui, se purléchant à l'idée du bruit, lança le pétard².

La presse saisie, l'opinion informée, il devenait impossible d'étouffer le scandale ; celui-ci hurla !

Déjà plusieurs mystères avaient plané autour du duumvirat élyséen ; vers le mois de mai, Seillière, un intime de Daniel avait été l'objet d'une *séquestration*, survenue le lendemain même d'une visite qu'il avait faite à l'élysée ; cette séquestration, qui arrivait à la suite de l'*interdiction*, dont je me suis occupé

¹ « Cromwell allait ravager toute la chrétienté ; la famille royale était perdue et la sienne à jamais puissante, sans un petit grain de sable qui se mit dans son uretère. »

« Blaise PASCAL (*Pensées*). »

² Je trouve ce récit dans *l'Indépendant* qui se publie à Buenos-Ayres (numéro du 4 janvier 1888).

l'année précédente ¹, et qui se compliquait de questions financières, alors que des marchés militaires avaient été en jeu, excita l'étonnement mais fut ou peu ou pas expliquée.

Au reste, depuis la chute de Boulanger, une hostilité s'étaient élevée contre Wilson.

Plusieurs journaux avaient commencé à malmenier le gendre, notamment l'*Intransigeant*. Tantôt il s'agissait de spéculations de bourses et des bizarres démentis du *Syndic des agents de change*, nommé *Hart*. Tantôt on rappelait la « vieille histoire » de la griffe présidentielle ; puis on signalait de nouvelles recommandations *comminatoires* ayant pour but de procurer à des imprimeries montées ou syndiquées par Wilson, la clientèle administrative.

Mais tout cela semblait bénin ; le favoritisme et l'agiotage étant choses communes, parmi les gens du pouvoir ou du parlement, nul n'osait s'en indigner, de peur de s'exposer à des épigrammes.

Il n'en fut pas ainsi du trafic de décorations, monté et organisé en agence commerciale.

C'était là une opération moins accessible aux vulgaires gouvernants, car, pour réussir les gros coups, il fallait être près de la *signature suprême* !

Daniel avait trop compté sur la servilité de ses créatures, avait trop affronté l'impunité. Comme pour la manifestation anti-Alphonsiste de 1883, il avait, pour ce trafic, employé le nom de son beau-père. Celui-ci avait fermé les yeux.

Deux lettres accusatrices furent découvertes. Vainement Grévy lui-même les fit-il disparaître des

¹ Voir t. II, pages 212 et 213.

dossiers, tous les hasards s'accumulèrent pour démasquer la connivence des deux hommes.

L'indignation fut alors générale ! et, pourtant, c'est qu'on apprenait n'était qu'une partie — *la plus innocente* — des œuvres du couple agioteur. On peut en juger si l'on compare les révélations portées devant les tribunaux et devant la commission d'enquête, avec les récits — d'ailleurs forcément incomplets, eux-mêmes, — que j'ai semés à travers l'histoire des années précédentes.

Je n'entreprendrai pas de détailler par le menu les incidents qui suivirent ; ni l'acharnement cynique du président à se cramponner au pouvoir, afin de retarder les poursuites judiciaires qui menaçaient son complice, ni les hésitations très marquées du ministère qui — chose admirable ! — contribuait à retarder la démission présidentielle, comme pour avoir le temps de faire signer, par *l'austère*, le décret convertissant le 4 1/2 et le 4 0/0 !

Les dates sont ici très nettes :

7 octobre, mise en non-activité du général Caffarel ;

25 octobre, dépôt du projet de conversion ;

Même jour, urgence sur l'enquête parlementaire relative à l'affaire des décorations ;

3 novembre, vote de la conversion à la chambre ;

7 novembre, même vote au Sénat ;

Même jour, promulgation du décret.

9 et 10 novembre, incident à la Chambre à propos de l'affaire Wilson ;

14 novembre, exécution de la conversion ;

17 novembre, nouvel incident parlementaire sur Wilson ;

19 novembre, démission du cabinet Rouvier;

24 novembre, annonce officielle de la démission Grévy et retrait de la démission du cabinet;

1^{er} décembre, refus de Grévy de se retirer;

Même jour, mise en demeure par les Chambres;

2 décembre, démission officielle de Grévy.

A deux mois d'indignation, s'était ajouté une quinzaine d'angoisses !

La France entière était haletante; Paris, l'avant-garde, Paris qui voyait et savait, était houleux. Un vent révolutionnaire soufflait. Tous les comités étaient en permanence; des manifestations importantes s'étaient organisées.

La vigilance du Conseil municipal de Paris, provoquée, d'ailleurs, par certaines précautions militaires, laissant percer une arrière-pensée de main mise sur le pouvoir, non par Boulanger, mais par Ferry, fut à la hauteur des circonstances.

Wilson en bas c'était Ferry en haut.

Telle était la conclusion tirée, du moins par ce dernier, qui, *tardivement* mais hardiment, avait fait mener la campagne anti-wilsonienne par son journal le *Paris*.

Le 3 décembre, le Congrès était réuni.

Jules Ferry comptait bien voir sortir son nom de l'urne.

Mais l'attitude calme et ferme du peuple avait produit un salutaire effet; d'un mot, le congrès pouvait allumer la guerre civile; il fut effaré :

Le peuple dans Paris, Boulanger dans l'armée ? Deux menaces ? C'était trop !

Que faire ? Qui choisir ?

Un vote bien bourgeois saillit, enfin, des cervelles terrifiées des souverains.

On avait, incidemment, raconté que *Sadi-Carnot*, ministre des finances, avait refusé de donner la main à un passe-droit fiscal en faveur de Dreyfus, l'ami de Grévy et, cela, malgré les sollicitations de Wilson.

C'était assez ! *Sadi-Carnot* ainsi comparé, était le parangon de l'honneur.

Il fut élu.

Singulier effet de l'optique bourgeoise !

On nommait en *Carnot* :

Celui qui, en 1880, étant aux travaux publics, avait choisi l'intègre Raynal comme sous-secrétaire d'État.

Celui qui, en 1882, avait repêché Ferry, lors de sa palinodie sur la *mairie centrale*.

Celui qui, en 1885, avait poussé aux emprunts par obligations à court terme et avait, ainsi, chargé de 320 millions la dette flottante.

Celui qui, en 1886, avait montré une rare incapacité, même au point de vue bourgeois, dans la confection du budget.

En somme, un *complice de Ferry*, des *conventions* et du *Tonkin* !

Est-ce fini ?

Non, février 1848 s'est appelé décembre 1887. Voilà tout !

Mais 1848 a eu les journées de juin !

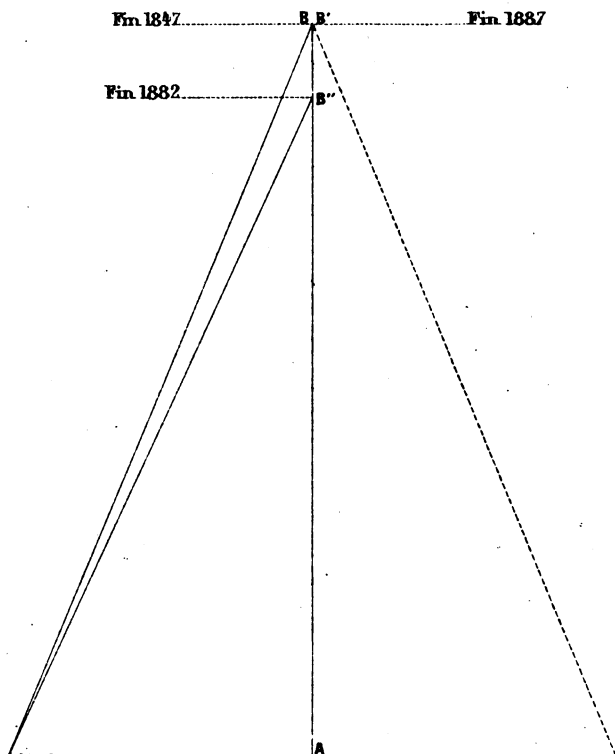
Or l'état révolutionnaire subsiste dans sa partie décisive : les antagonismes économiques.

A ce point de vue, 1887 est la reproduction exacte de 1847-1848.

Planche XII

RECTANGLE RÉVOLUTIONNAIRE

1847 1882 1887



$AB = 9.536.$

$AB' = 9.531.$

$AB'' = 8.608.$

C'est la notion précise de cette similitude qui m'a fait prévoir, quatre ans à l'avance, et la chute de Grévy, et ses causes, et l'époque à laquelle elle se produirait¹.

J'ai montré, à propos de l'année 1883, comment les antagonismes éclataient sous la pression des exigences budgétaires.

Pour compléter la comparaison, il me suffira de condenser les résultats des trois années, 1847-1882 et 1887, prises à *la fin*, dans un seul et même rectangle. (VOIR PLANCHE XII).

On le voit, 1847 et 1887 sont identiques.

Qu'on veuille bien le remarquer, les scandales Teste, Despons-Cubièrre, etc..., duraient depuis 1840; ils n'ont produit leur effet qu'en 1847-1848.

De même, les scandales Wilson-Grévy, etc..., duraient depuis 1880; ils n'ont produit leur effet qu'en 1887.

Pourquoi? Sommes-nous meilleurs en 1887 qu'en 1880? Était-on meilleur en 1847 qu'en 1840?

Nullement.

Le sentiment de l'honneur n'est pas plus développé en 1887 qu'il ne l'était en 1880; de même que l'horreur des tripotages de la monarchie de juillet n'était pas plus vive en 1847 qu'en 1840.

En 1840 comme en 1880, on connaissait les accumulations d'improbités qui déshonoraient les gouvernements.

Mais, si profond que soit le mécontentement économique d'une population, ce mécontentement

¹ Voyez mes *Rois de la République*, 1^{er} volume, p. 372, 2^e volume, page 414. Et aussi, dans la *Revue socialiste* de juin 1887, « *La loi des crises sociales* ».

affecte tant de nuances diverses qu'il est surtout l'expression des colères INDIVIDUELLES : aussi ne contient-il pas de mot d'ordre *unique*.

Mais, si à ce moment, un fait gouvernemental d'un genre scandaleux, *fût-il déjà connu*, est remis en lumière, il se trouve subitement pourvu de la faculté de synthétiser le mécontentement général, car chaque égoïsme particulier est trop heureux de pouvoir « rehausser » sa colère en l'abritant sous le drapeau de *l'honneur national*.

Voilà pourquoi on a chassé Grévy, voilà pourquoi on a pris Carnot.

Et maintenant prenons garde ! les antagonismes vont toujours croissants.

Les gouvernants n'ont rien réformé.

Après avoir promis d'instituer la *République*, c'est-à-dire, de *gérer en faveur de la chose publique*, ils n'ont fait qu'*imposer le règne des hommes publics*, c'est-à-dire de ceux que nous avons vus se vautrant, comme des filles, dans ces grandes maisons que la *tolérance* du bourgeois baptise : des *ministères* !

Ministères de l'or, oui ! Officines du capital ; *boucheries* où se débitent à la fois et la chair et la conscience des hommes !

Hélas ! quand donc, au lieu de voir les DIEUX du capital tuer les hommes, verrai-je, enfin, les hommes tuer les DIEUX du capital ?

Pour conserver l'espèce humaine !

RÉSUMÉ DE LA PÉRIODE.

De 1882 à 1887, la décadence nationale, sous le régime soi-disant républicain, s'est déplorablement accentuée.

La destruction lente de la population s'est aggravée, la mortalité a repris une marche ascendante depuis 1882; mais le pronostic le plus menaçant est accusé par le ralentissement de plus en plus marqué des naissances.

Voici les chiffres :

En fin d'année :	Population	Décès	Rapport pour 100	Naissances	Rapport pour 100
Rappel de 1881.	37.672.048	828.828	2,21 0 0	978.253	2,61 0/0
Fin 1882.	37.769.075	838.539	2,22 0/0	935.566	2,48 0/0
— 1883.	37.865.918	841.401	2,22 0/0	937.944	2,48 0/0
— 1884.	37.944.892	858.784	2,26 0/0	937.758	2,47 0/0
— 1885.	38.032.553	836.897	2,20 0/0	924.558	2,43 0/0
— 1886.	38.249.563	860.222	2,26 0/0	912.782	2,40 0/0
— 1887 ¹	38.329.887	?	?	?	?

Si, maintenant, je compare les moyennes globales des deux dernières périodes, je découvrirai que, par rapport aux destructions de 1876-1881, celles de 1882-1886 ont déchu seulement de 3/10,000, c'est-à-dire que la vitalité est plus menacée depuis 1882.

On en jugera mieux en rapprochant les deux proportions :

Décroissance des décès pour la période 1876-1881...	38/10.000
— — — 1882-1886...	3/10.000

¹ Les chiffres de 1887 ne sont obtenus que sur les données provisoires, les résultats définitifs n'étant pas encore publiés; néanmoins les écarts éventuels ne sauraient avoir assez d'importance pour altérer les proportions qui entrent dans mes calculs.

Si le mouvement conservateur de la vie est en pleine décroissance, le mouvement réfecteur de la vie, c'est-à-dire la natalité, est franchement en déficit.

En effet, la période 1876-1881 enregistrait encore un accroissement moyen de 7/10,000 dans les naissances.

La période 1882-1886 accuse une *décroissance* moyenne de 23/10,000.

Voici, au surplus, le tableau récapitulatif :

Moyenne de la période	Population	Décès	Rapport pour 100	Naissances	Rapport pour 100
1876-1881.	37.289.982	838.666	2,26 0/0	995.209	2,68 0/0
1882-1886.	37.972.400	847.169	2,23 0/0	929.721	2,45 0/0

C'est la franche dépopulation ; et celle-ci est d'autant plus dangereuse que l'aisance des *existants* est, elle-même, gravement atteinte.

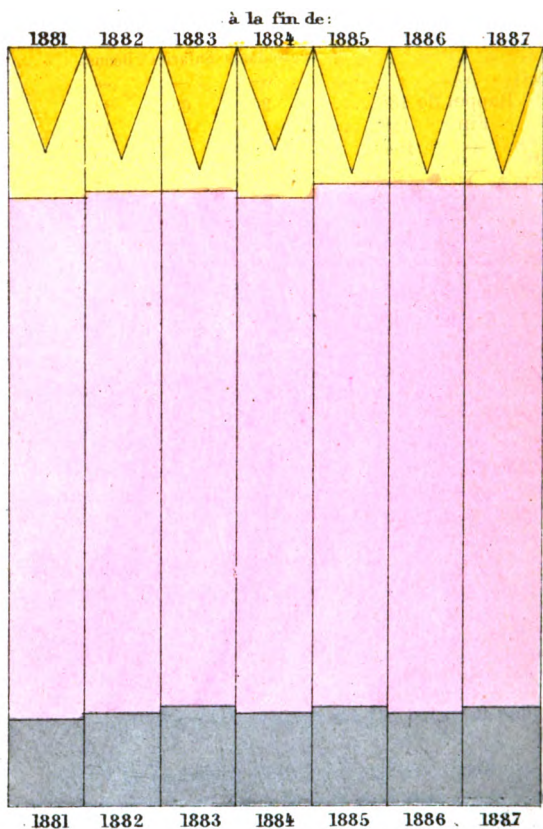
Voici les chiffres :

Fin d'année :	Population	Possédants		Non possédants	
		Chiffres absolus	Rapp. p. 100	Chiffres absolus	Rapp. p. 100
Rappel 1881	37.672.048	7.534.000	20 0/0	30.138.000	80 0/0
Fin 1882.	37.769.075	7.176.000	19 0/0	30.593.000	81 0/0
— 1883.	37.865.918	7.195.000	19 0/0	30.671.000	81 0/0
— 1884.	37.944.892	7.589.000	20 0/0	30.356.000	80 0/0
— 1885.	38.032.553	6.846.000	18 0/0	31.187.000	82 0/0
— 1886.	38.249.563	6.885.000	18 0/0	31.365.000	82 0/0
— 1887.	38.329.887	6.899.000	18 0/0	31.430.000	82 0/0

Ainsi la richesse s'est concentrée, pour ainsi dire régulièrement et, par un mouvement parallèle, s'est accru le nombre des non possédants.

† Voyez la note précédente.

Planche XIII



Jaune : Possédant
 Rouge : Salarial
 Noir : Dénuement

Les triangles supérieurs expriment
 la proportion des exigences capitalistes

Au moins, ceux-ci trouvent-ils, tant bien que mal, à soutenir leur vie ?

Le tableau suivant va répondre :

Voici les chiffres :

	Possédants	Salariés	Dénués
Rappel de 1881.....	20	69	11
Fin 1882.....	19	69	12
— 1883.....	19	68	13
— 1884.....	20	68	12
— 1885.....	18	69	13
— 1886.....	18	70	12
— 1887 ¹	18	69	13

Ainsi la misère monte ; elle est aux limites des proportions révolutionnaires ².

Les mêmes chiffres mis en relief par les *lignes* et les *couleurs* (Planche XIII) révèlent, par contre, l'enrichissement des possédants.

¹ Voyez la note précédente.

² Il est très probable qu'en 1888 la misère s'accroîtra encore, mais, cette fois, en se recrutant davantage parmi les petits possédants.

J'ai déjà signalé plus haut (tome II, page 216), combien croissait rapidement le nombre des expropriations exécutées par le *Crédit foncier*.

La situation a empiré en 1887 ; de nouveau, 162 expropriations ont été exécutées ; de sorte qu'en deux années, il y a eu 324 expropriations.

Au 31 décembre 1887, les immeubles exécutés et restés à la charge du *Crédit foncier* s'élevaient en nombre à 395.

En 1867, leur nombre atteignait seulement deux ; en 1873, il s'élevait à 54 et, après quelques fluctuations, à 61 en 1883 ; puis sont arrivés les gros chiffres.

Le *Crédit foncier*, ai-je dit quelque part, sera le meilleur instrument de la liquidation sociale. Tous les prodrômes confirment ce pronostic.

Non seulement, ceux-ci ont *tout*, mais ce *tout* a crû en valeur, en nombre, en milliards !

Le peuple, obligé de les entretenir, meurt à la peine !

Les chiffres suivants commentent éloquemment la valeur des triangles, *guillotines menaçantes* suspendues sur le salariat.

En fin d'année	Capitaux (francs)	Nombre de possédants	Moyenne par unité
Rappel de 1881	223.361.500.000	7.534.000	29.647 fr.
Fin 1882	226.941.000.000	7.176.000	31.620 fr.
— 1883	236.114.000.000	7.195.000	32.950 fr.
— 1884	224.384.000.000	7.589.000	29.560 fr.
— 1885	245.714.000.000	6.846.000	36.000 fr.
— 1886	238.742.000.000	6.885.800	34.700 fr.
— 1887 ¹	240.265.000.000	6.899.000	34.826 fr.

L'année 1885 fut l'apogée. Depuis lors, un léger ralentissement s'est produit ; le salariat n'a rien à en attendre, mais la masse possédante, un peu gênée *par rapport au passé* (on se fait vite au luxe !), sera mieux disposée à prêter la main à un césarisme quelconque !

Ainsi, comme toujours, mêmes causes, mêmes effets !

Ceux qui avaient le devoir d'organiser les *solidarités nationales* en ont, au contraire, constamment outré la *désorganisation* !

Qu'ils prennent garde !

Ils ont abusé des ressorts populaires, mais les ressorts trop tendus ont des détentes effroyables !

Qu'ils prennent garde !

¹ Voyez la note précédente.

III

LES RÉSULTATS

III

LES RÉSULTATS

I. — Contrôle scientifique

SOMMAIRE. — Une tuerie est un fait. — Psychologie et mentalité. — Blindé. — Palpable, crié, constaté. — Un tableau. — Vallées violettes. — Parallèles? — Unité des mesures. — Capitaux. — Produits. — Formules. — **X. Y.**

On ne discute pas contre le fait.

Une tuerie est un fait.

Un chiffre est un fait.

Si la tuerie commente le chiffre et si le chiffre concrète la tuerie, ce sont deux faits connexes, leur total est un autre fait.

On ne discute pas contre le fait.

Voilà pourquoi, j'ai constamment cherché à placer le fait *acte* à côté du fait *chiffre*.

Et voilà pourquoi les phraseurs des écoles sont les ennemis mortels du fait chiffre !

Il est si commode de jouer avec les mots, de coudre ensemble, avec un fil bleu, ou blanc, ou rouge, un tas de syllabes, en oubliant de fourrer des idées au milieu !

Il est si facile de se réfugier derrière la *métaphysique* pour motiver les obscurités du langage ou excuser la pauvreté des conceptions ! Il est si aisé

de chicaner l'agissement d'hier, en lui opposant l'agissement d'avant-hier et, celui d'avant-hier, en le heurtant contre celui du siècle précédent !

La mauvaise foi du mysticisme clérical et parasite se retrouve toujours à l'arrière-plan des discussions où la *psychologie* (d'aucuns disent la *mentalité*) joue le rôle de base, de guide ou de *toile de fond* !

Et puis, pour discuter des chiffres, il faut du travail ! On aime mieux faire de l'esprit ! C'est plus facile ! En France, l'esprit court les rues et la rue court après l'esprit.

Et un éclat de rire suffit à épuiser la question sociale !

Il faut avoir un certain aplomb pour jeter à ces rires un peu d'arithmétique ; il faut être blindé pour y ajouter des formules algébriques !

Je suis blindé !

..

Une formule est une généralisation des causes, mise en présence de la généralisation des résultats.

Si l'on modifie les termes dont sont composées les causes, on arrive, nécessairement, à modifier ceux dont sont composés les résultats.

D'où il suit que, si la *vie sociale* peut être condensée en formules, *toutes les réformes sociales tombent dans le domaine exclusivement scientifique* et n'ont plus rien de commun avec les phraseurs et les menteurs de la politique.

Or, tout ce qui peut se mesurer : le *temps*, l'*espace*, le *sol* ; tout ce qui peut se nombrer : les *naissances*,

les *décès*, les *populations* ; tout ce qui peut se monnayer : les *capitaux*, les *profits*, les *impôts* ; en un mot, tous les instruments divisionnaires d'un fonctionnement général, concourant à la production et à la consommation, c'est-à-dire à ce qui constitue la vie d'un pays, tout cela, exprimé en chiffres, pour être soumis à des comparaisons dont on suppose les éléments et les retours périodiques, donne, des situations générales et de leurs résultantes—les événements sociaux — une notion bien plus précise que ne peuvent la donner les hypothèses tirées des études psychologiques, particularisées ou généralisées, celles des systèmes de philosophie ou de morale, des légendes historiques, plus ou moins prouvées, et des autres procédés de pure métaphysique où l'imagination joue le rôle principal.

Faute d'avoir été outillé, c'est-à-dire *faute de documents statistiques contrôlables et contrôlés*, on a divagué dans des malentendus perpétuels et on a fini par installer une façon de croire et de penser qui va jusqu'à paralyser les sens physiques, si bien qu'on ne *touche* plus le *palpable*, qu'on n'*entend* plus le *crié*, qu'on ne *voit* plus le *constaté* et que la vérité, elle-même, n'apparaît plus que comme quelque chose d'hypothétique, ondoyant comme la vague et ridant l'océan des ignorances.

Telle est, précisément, la situation d'esprit de ceux qui demandent l'inspiration des réformes sociales à je ne sais quel empirisme divin ou, plus simplement, à leurs conceptions passionnelles !

Parmi les adversaires des changements sociaux, il y a un certain nombre de gens loyaux. Hé bien, le jour où ces derniers seront en présence d'une

science et non plus d'un parti, c'est-à dire d'une vérité et non pas d'un appétit, la *secousse révolutionnaire* sera singulièrement atténuée !

C'est pour ceux-là que j'écris cette dernière partie de mon œuvre actuelle.

..

Qu'ils veuillent bien jeter un regard sur le tableau d'apparence étrange, où j'ai condensé toute l'histoire de France, depuis cinquante-sept ans : (PLANCHE XIV).

Pas une ligne, dans ce tableau, qui ne soit le résultat d'un chiffre, et pas un chiffre qui ne soit le résultat d'une constatation officielle.

Donc rien d'arbitraire.

Hé bien, regardez :

Voilà trois régimes : la monarchie (1830) ; la république, (1848) ; l'empire (1852).

Tous les trois ont eu la prétention d'améliorer le sort de la nation Française ; tous les trois ont abouti à des *tueries* !

Trois régimes différents par les hommes, trois régimes identiques par les résultats.

Donc, *changer les hommes est inutile* !

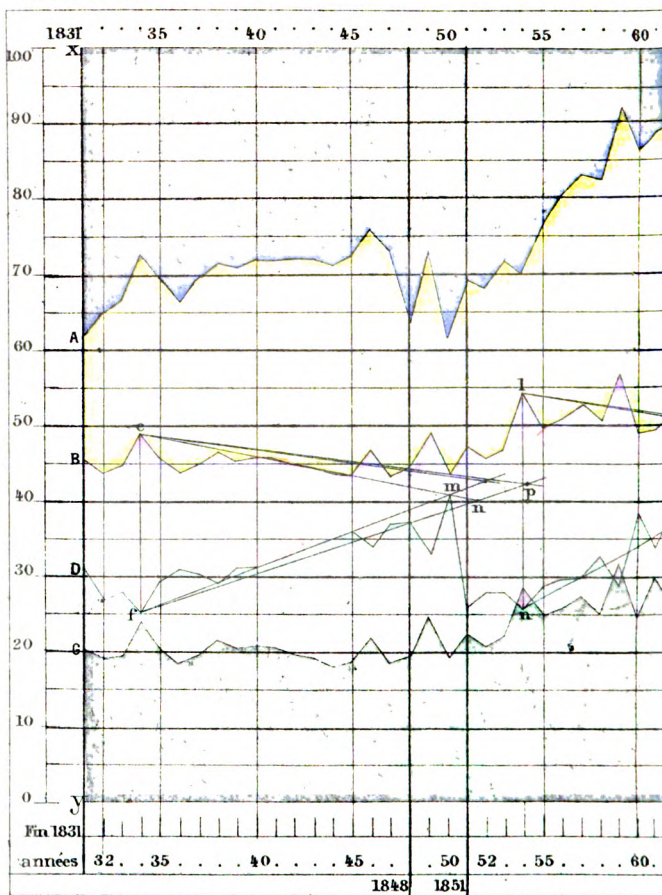
Ceci étant acquis, que reste-t-il à faire ?

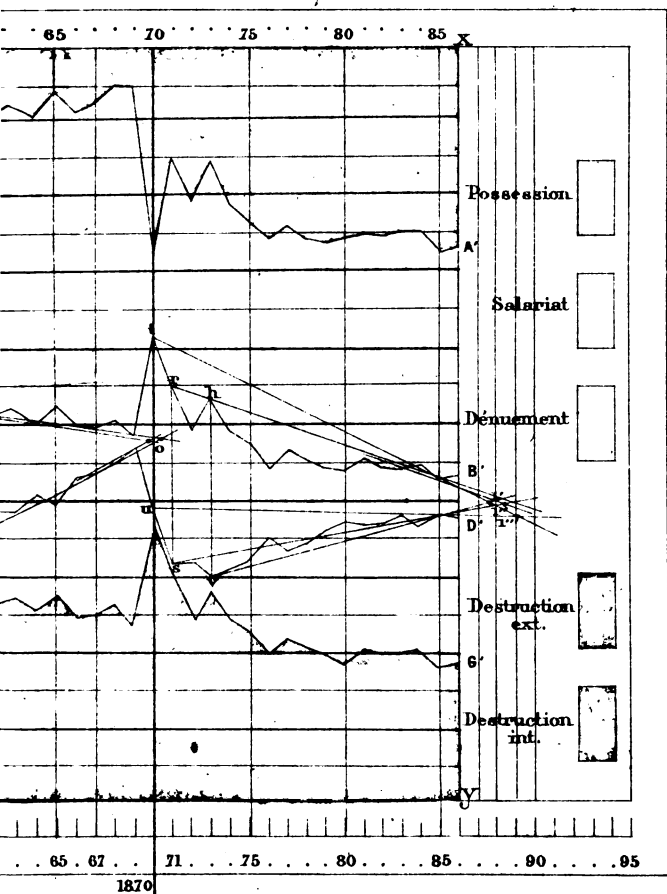
Le même tableau le précise.

Voyez cette coulée centrale, coulée rouge, qui, large au début, s'amincit en avançant et désigne les catastrophes :

C'est la plus forte partie de la population, ce sont les non-possédants, les salariés, les prolétaires.

Planche XIV





Les deux lignes qui les séparent des *montagnes jaunes* (la possession), et des *vallées violettes* (le dénuement), ont des sommets ou plus distants ou plus rapprochés entre eux.

Si on unit, par deux lignes droites, les sommets les plus distants à ceux les plus rapprochés entre eux, et si on prolonge ces deux lignes jusqu'à leur rencontre mutuelle, on aura construit plusieurs triangles.

On aura ainsi le triangle de la période 1834-1852-1854 (e f m ; n ; p.) ; celui de la période 1854-1870-1871 (l n o) ; et enfin ceux de la période 1870-1871-1889 (?) (t u i" ; r s i" ; h v i").

Or, dans le passé, chaque sommet dénonce une tuerie énorme, succédant à plusieurs tueries moins fortes ; ainsi 1848-1852, ainsi 1870-1871...

Suivez encore :

Au dessous des vallées violettes du dénuement sont les *abîmes noirs* de la destruction. Hommes et choses sont là pêle mèle : les fusillades de 1834 et les famines et épidémies de 1846 s'y trouvent indiqués ; les massacres de 1848-1849, 1851-1852 ont seulement diminué la misère ; mais voyez les guerres ! Voyez cette morsure *violet-foncé* qui traverse le dénuement et empiète sur le salariat. Ce sont les guerres de 1854-1855, puis celles de 1858-1859 ; les destructions de 1870-1871 ont mordu en pleine misère !

Maintenant, examinez les *montagnes jaunes*, trésors des possédants ; ce sont les capitaux ; ils se perdent aussi dans les brouillards de l'extérieur.

Voyez ceux de la période 1830-1848 ; c'est l'étranger qui vit sur la France.

L'empire succède; lui, au contraire, il mange sur l'étranger. Aussi les sommets s'élèvent à des hauteurs inconnues; mais, partout, plus hauts ils sont, plus mince est le salariat, plus profonde la misère.

La République de 1870 a recommencé le système de 1830; elle aussi est dévorée par l'étranger qui avait débuté, d'ailleurs, par un formidable coup de mâchoire!

Tout cela est net!

..

Mais tout cela est-il fatal?

Non. Tout cela est modifiable, comme est modifiable chacune des proportions ayant donné naissance à chacune des lignes.

Par conséquent, *il suffit de vouloir* pour que là où les sommets déterminent les *triangles*, deux *parallèles* se développent à l'infini!

Afin que ceux qui le désireront puissent contrôler mes calculs, je donne ici les éléments et la composition de mes formules.

Voici d'abord les éléments¹ :

* * *

Une nation comprend un nombre déterminé d'individus, vivant sur un territoire exactement délimité; les statistiques officielles font connaître les mouvements GLOBAUX; il

¹ Voir mon exposé de SOCIOMÉTRIE *Revue socialiste*, octobre 1887); je publierai ultérieurement un traité complet sur cette matière.

s'agit d'établir le rapport : 1° Entre les consommations individuelles et la consommation générale; 2° entre les productions individuelles et la production générale; donc de mesurer, aussi exactement que possible, l'action mutuelle des *consommations* et des *productions*.

Les éléments constitutifs de la production comprennent, certainement, un effort et un moyen; le premier étant appliqué au second, leur mutualité se résume par un mot : le travail.

Comme moyen, nous trouvons, tout d'abord, le territoire même de la nation, c'est-à-dire toutes les terres, toutes les constructions, tous les outillages, instruments et objets quelconques.

Comme effort, nous trouvons immédiatement la population elle-même, qui met en usage ou en activité, l'ensemble des *choses* ci-dessus énumérées.

Or, cet ensemble de choses a reçu un nom; les économistes les ont appelées des *capitaux*.

Quant à ce qui est engendré par le travail, on le désigne sous le nom de *produit*.

En réalité donc, il s'agit de mesurer d'abord les *capitaux*, ensuite les *produits*.

* * *

UNITÉ DES MESURES. — Recenser la population, métrer la surface des terres, cuber les constructions, nombrer les outils, agencements, etc., tout cela donnerait, assurément, un aperçu de l'importance des *capitaux*, mais il serait absurde d'en composer un chiffre global, parce qu'il n'est pas possible d'additionner des unités de nature différente.

Ajouter un nombre d'hommes à l'étendue d'une surface, au volume d'une construction et à une quantité d'outils, ne donnerait aucune synthèse chiffrée intelligible.

Aussi une convention s'est-elle établie pour représenter la quantité des utilités échangées entre les individus; par cette convention, on a déterminé la forme, le poids et le nom d'un morceau de métal — l'argent — et on l'a appelé : *franc*.

Dès lors, le franc est devenu le nom d'une mesure commune à toutes les utilités échangées.

Une surface de terre représente *tant de francs* ;
 Un cube de construction représente *tant de francs* ;
 Un outil, un instrument représentent *tant de francs* ; etc...

Je dois faire remarquer ici qu'à dessein, je ne me sers pas du mot *valeur*.

Pour le moment, peu m'importe que la représentation d'une utilité échangée soit, théoriquement ou scientifiquement, logique, sincère, exacte ; je constate, purement et simplement, ce qui existe en fait.

Or, *capitaux* et *produits* ayant été ainsi ramenés à une unité commune, l'établissement de leur total global et la comparaison de ces totaux sont devenus faciles.

* * *

MESURE DES CAPITAUX. — Chaque année, le ministère des finances publie un gros volume intitulé : *Compte définitif des recettes* : c'est le budget réel et contrôlé.

Dans ce volume, on trouve, notamment, la justification des *capitaux* ayant changé de possesseur par suite de *décès* ; à côté de ces *capitaux* est le *quantum* de l'impôt perçu par l'État.

Les capitaux sont évalués contradictoirement, c'est-à-dire après discussion entre des intérêts opposés ; on peut donc les considérer comme répondant fidèlement à la moyenne des *valeurs* admisés pendant l'année écoulée.

Quant à l'impôt, il est clairement indiqué.

Étant ainsi en possession du total global représentant, en francs, les capitaux successoraux d'une année, il suffit de les rapprocher du nombre de décès qui ont donné lieu à leur évaluation.

Or, il est clair qu'annuellement, il y a un rapport sensiblement constant entre le nombre total des décédés et le chiffre total des capitaux successoraux,

Dès lors, si j'appelle :

M, le nombre des décès;
P, le chiffre de la population;
S, le chiffre capital des héritages taxés;
C, le capital mesurant la valeur de l'héritage de la nation entière.

Je puis écrire :

$$\mathbf{M : P :: S : C}$$

Ou en résolvant pour rechercher **C** :

$$\frac{P \times S}{M} = C$$

Par exemple, en 1881, il est mort 828,828 personnes et ce total de décès a fait taxer 4,914,227,477 francs de successions.

La population recensée étant de 37,672,048, on a :

$$\frac{37,672,048 \times 4,917,227,477}{828,828} = 223,361,500,000 \text{ francs.}$$

Soit 223 milliards 4/10.

On comprendra, en effet, qu'il suffit de limiter les *comparaisons* aux unités de l'ordre le plus élevé et que peu importera une erreur, fût-elle de 10 et même de 100 millions.

En opérant, d'une façon absolument identique sur l'année 1872, on trouvera que les capitaux de cette année étaient : 180 milliards 4/10.

De telle sorte qu'entre 1872 et 1881, c'est-à-dire dans un espace de 9 ans la représentation des capitaux français s'est augmentée de 43 milliards

Il est non moins évident qu'une suite de comparaisons annuelles peut être ainsi établie et que, pourvu qu'elle soit obtenue en employant *toujours le même mode de procéder*, elle donnera une idée exacte de la progression imprimée aux évaluations capitalistes.

* * *

MESURE DES PRODUITS. — Il s'agit maintenant de mesurer le *produit net* ou *réserve normale* annuellement créée par ces

capitaux, ou si mieux on aime : d'établir le chiffre total du *solde des échanges réels* auxquels ces capitaux ont donné lieu.

On y parvient, en ayant recours à la statistique des *moyens d'échange*.

Ceux-ci sont de deux sortes :

- 1° La monnaie métallique ;
- 2° Les billets de la banque de France.

Je ne dois pas compter ici le papier de circulation, créé par les particuliers ou les établissements de crédit, parce que ce papier n'est pas un *moyen d'échange*, mais un *échange* lui-même, c'est-à-dire un *commerce*; en effet, il se résout toujours, finalement, par un *paiement*, lequel a lieu en espèces ou en billets de la banque ou partie de l'un et de l'autre.

Si donc je puis chiffrer le total des monnaies ayant cours à la fin de 1881, par exemple, et si je l'augmente de la somme des *billets d'État* circulant, mais, seulement, pour la portion qui *excède* l'encaisse métallique (afin d'éviter un double emploi) j'aurai un total chiffré exprimant tous les moyens d'échange existant à la fin de l'année étudiée.

Avant d'aller plus loin, il est nécessaire d'établir ici comment :

L'UNITÉ DE MONNAIE SUFFIT A SATISFAIRE LE TRIPLE D'ÉCHANGE

C'est-à-dire comment 1 franc satisfait à 3 francs d'échanges.

Faisons, pour le moment, abstraction de la monnaie et envisageons deux personnes troquant, par exemple, un outil et un boisseau de blé (en supposant égales les deux valeurs). Je fixe à 6 francs la représentation de chaque objet ; n'est-il pas vrai qu'il y a, en réalité, *deux utilités* en présence, l'une l'outil ; l'autre le boisseau de blé, les deux valant ensemble 12 francs ?

C'est-à-dire $6 + 6 = 12$.

Ici intervient la monnaie : celui qui offre l'outil peut ne pas savoir si son besoin le plus actuel sera un boisseau de blé ou tout autre objet ; par suite, au lieu d'un objet pré-

cis, il préférera recevoir le *moyen d'acquérir quoi que ce soit*, suivant son besoin.

Or, ce « *quoi que ce soit* » est implicitement contenu dans la monnaie d'État, dont les inscriptions peuvent être traduites de la façon suivante, ainsi que l'explique fort justement un économiste américain (Peshine Smith):

« Rendez au porteur, contre le présent, des services équivalents à ceux qu'il a rendus à la société, et qui ont été mesurés par la quantité d'argent pur contenue dans cette pièce. »

L'*utilité-monnaie* vient donc faciliter l'échange des deux autres *utilités-produits*; dans l'espèce 6 francs de monnaie ont mis en relation 12 francs d'échange; donc, par rapport aux *trois utilités* agissantes et totalisées par 18 francs, je puis dire que :

6 francs ont satisfait 18 francs et 18 étant le triple de 6, je constate que l'*unité* monétaire satisfait le *triple* d'échanges.

Toute la comptabilité commerciale est d'ailleurs basée sur la *dualité* des utilités et la *trinité* des échanges.

En conséquence, j'appelle :

R, ce produit net;

O, le total des monnaies en circulation en fin d'année.

N, le total des billets de banque en circulation en fin d'année.

E, le total de l'encaisse métallique de la même banque en fin d'année.

Et, en appliquant la relation triple que je viens de déterminer, j'écris :

$$R = 3(O + N - E)$$

Si je veux avoir la valeur de R par rapport aux capitaux obtenus par la formule $\frac{P \times S}{M}$, j'écrirai :

$$R = \frac{P \times S}{M \times [3(O + N - E)]}$$

En traduisant cette expression algébrique en langage ordinaire, on obtient le commentaire suivant :

Le quantum du *produit net annuel des capitaux* est le quotient d'une division ayant :

Pour dividende :

Les capitaux successoraux multipliés par la population recensée;

Et pour diviseur :

Le total des monnaies ayant cours, augmenté de la différence entre la circulation des billets et l'encaisse métallique, ledit total triplé en bloc, puis multiplié par le nombre des décès.

Enfin, si R doit avoir la signification d'un *pourcentage*, je le désignerai par $\bar{R}$ (R barré), et il suffira d'écrire :

$$\bar{R} = \frac{100 \times M [3(O + N - E)]}{P \times S}$$

* * *

PROPORTION DES POSSÉDANTS. — Le même compte-rendu définitif des recettes qui contient la statistique des successions permet d'établir un rapprochement entre le nombre des décès et le nombre des successions ouvertes.

Les calculs effectués sur une période de trente ans ont fourni une proportion moyenne de vingt-cinq successions sur cent décès.

Pour démontrer que cette proportion doit être considérée comme exacte, je vais prendre une période de trois années, choisie précisément parmi celles où la fortune publique est réputée avoir été la plus divisée.

D'après le compte rendu définitif du ministre des finances pendant les années 1882, 1883 et 1884, il a été taxé en chiffres ronds, 676,000 successions, lesquelles ont été ouvertes par 2,545,000 décès.

Par un calcul élémentaire, ces chiffres établissent que 100 décès ont ouvert 26 successions $1/2$.

Il est donc certain qu'en prenant la moyenne à un quart, on ne commet aucune erreur.

D'ailleurs, si l'on considère que le nombre des cotes personnelles mobilières est d'environ 8 millions $1/2$, et si l'on rapproche ce chiffre de celui de la population majeure, on

trouvera encore que la proportion de un quart se justifie, pour ainsi dire, rigoureusement.

* *

ÉTABLISSEMENT DES FORMULES. — Ceci étant expliqué, il ne me reste plus qu'à donner les formules qui ont servi à établir les tableaux chiffrés et les graphiques contenus dans cet ouvrage.

J'appelle $\frac{P \times S}{M}$ les capitaux obtenus d'après les données de la statistique officielle de *chaque année* (populations, successions, décès);

J'appelle $\frac{P' \times S'}{M'}$, ou par abréviation K, les capitaux obtenus seulement d'après les données de la *première année* d'une période étudiée.

Donc K reste invariable pendant la période et $\frac{P \times S}{M}$ varie chaque année.

Toutes les lignes qui serpentent de B en B' (besoins satisfaits) (planche XIV) et que j'appelle B, sont obtenus par :

$$\frac{3 (O + N - E) \times M \times 100}{P \times S} = B$$

Toutes les lignes qui serpentent de D en D' (déficits de la consommation) et que j'appelle D sont obtenus par :

$$\left(\frac{3 (O + N - E) \times 100}{K} \right) = B = D$$

Quant aux lignes qui serpentent de A en A' (planche XIV) et que j'appelle A, et celles qui serpentent de G en G' et que j'appelle G, elles sont complémentaires de B et D et rapportées à un total 100 qui est exprimé par la hauteur du carré.

De telle sorte que :

$$x A + AB + BD + DG + Gy = 100$$

Enfin la largeur du carré est arbitrairement prise à raison de 2 millimètres $1/2$ pour une année.

NOTA. — Les personnes qui voudraient étudier en détail la PLANCHE XIV, très réduite à cause des nécessités du format, pourront se procurer la *grande planche originale*, mesurant 40 centimètres sur 50 centimètres. Dans ce but, elles devront se faire inscrire pour l'édition de cette planche. (*Note de l'éditeur.*)

2. — Prévisions ¹.

SOMMAIRE. — Danger de mort. — État-major de rois. —
Accroissement humain. — Accroissement fiscal. —
Appétits nationaux. — Paix allemande.

Dans l'espace de dix-huit ans, la France a vu sa force de *reproduction* diminuer de 23/10,000, ce qui signifie qu'au lendemain de la guerre franco-allemande, 10,000 êtres possédaient encore une faculté d'accroissement de 45 par an et qu'à la fin de 1887,

¹ Je crois devoir mentionner ici la lettre que j'ai envoyée, le 18 novembre 1885, au président de la Chambre des députés.

« Monsieur le Président,

« Comme citoyen français et comme électeur, j'ai le
« devoir de vous faire la communication suivante, qui
« résulte d'une étude approfondie de la situation matérielle
« de notre pays.

« Si la constitution économique, légale et sociale de la
« France n'est pas modifiée sans délai en prenant pour base
« le principe de *l'égalité des échanges à l'intérieur* comme à
« *l'extérieur*, elle marchera, quels que soient, d'ailleurs,
« les expédients politiques employés, vers une série de
« catastrophes qui se succéderont dans l'ordre suivant :

« 1° En 1888, les forces de consommation, du pays absorberont la moitié de ses forces de production ce qui ramènera exactement la situation d'où sont sorties les crises de 1848.

c'est à peine si on peut espérer que 10,000 êtres s'augmenteront de 22 par an.

Ce résultat est dû *au parasitisme du capital*.

Sans ce parasitisme, la France de 1888 ne connaîtrait pas la misère ; elle serait riche de 3 millions d'habitants de plus et n'aurait pas à nourrir un million d'étrangers ;

Elle aurait pu socialiser et, par suite, équilibrer ses productions et ses consommations ;

Enfin, elle ne pourrait pas être menacée parce qu'elle serait apte à mettre en ligne, *en cas de péril*,

« 2° En 1890, les forces de consommation absorberont les deux tiers des forces de production, ce qui ramènera exactement la situation ayant caractérisé l'année 1850, et, en outre, ouvrira l'ère du papier monnaie, centenaire des assignats de 1790.

« 3° En 1893, les forces de consommation absorberont la totalité des forces de production, ce qui engendrera cette situation qu'il n'y aura plus ni épargne, ni travail, ni réserves, ni monnaie et que, dès lors, la masse affamée exigera impérieusement une liquidation analogue à celle de 1793.

« Toutes ces indications résultent de chiffres officiels groupés dans une formule contrôlable, mais irréfutable et que je vous envoie. »

En juin 1887, j'écrivais aussi dans la *Revue socialiste* :

« La forme des luttes, comme le prétexte invoqué, sont généralement résumés par une phrase simple, ou même par un *nom d'homme* ; aussi les circonstances ou les apparences peuvent varier, mais les causes fondamentales demeurent les mêmes.....

«..... Hé bien, je ne crois pas m'aventurer en faisant remarquer que la situation de juillet 1887 est menaçante et qu'elle pronostique, pour les douze mois à venir, et par conséquent pour 1887-1888, une situation extrêmement grave. »

(*Revue socialiste*, juin 1887, p. 556-561).

un million de soldats *de plus* qu'elle ne peut le faire actuellement, et cela, *sans que le travail national ait à en souffrir*.

Au contraire, grâce au parasitisme capitaliste, la France est en danger. Mais, ce danger, d'où vient-il ?

De l'extérieur ou de l'intérieur ?

De l'intérieur ; c'est là que l'on conspire pour amener un *massacre*, afin de pouvoir recommencer le festin d'anthropophages de 1870, *qui a doublé les richesses des possédants et créé, parmi eux, un état-major de rois !*

La menace allemande est purement artificielle. De tous les peuples qui nous environnent, l'allemand est un de ceux qui, *au nom même de leurs intérêts bourgeois*, ont le moins besoin de la guerre.

IL FAUT QUE LE PEUPLE FRANÇAIS SACHE QUE, SI LA GUERRE ÉCLATE ENTRE LA FRANCE ET L'ALLEMAGNE, CE SERONT SES PROPRES DIRIGEANTS CAPITALISTES QUI AURONT VOULU ET PRÉPARÉ CETTE GUERRE !

Je ne me contente pas d'affirmer ; je prouve.

Toute nation qui vit sous le régime capitaliste (et toute l'Europe est ainsi), n'a d'appétits extérieurs qu'en tant qu'il se manifeste chez elle une forte disproportion entre ses accroissements humains et ses accroissements fiscaux.

Or, cette disproportion peut se préciser.

Par exemple, lorsque l'accroissement fiscal est quintuple de l'accroissement humain, il y a certainement épuisement des réserves¹ ; dès lors, pour rétablir l'équilibre, il faut : ou une réduction des consommants, ou une augmentation des produits.

¹ Sur la théorie des réserves, voyez *Les Rois de la République*, t. II, p. 388 et suivantes.

L'un ou l'autre de ces résultats peut être atteint par une révolution intérieure ou par une guerre extérieure.

Mais, presque toujours, les peuples soumis au joug du capital sont lancés, par celui-ci, dans la *guerre extérieure*, parce que le profit en est plus certain. En effet, le capital y trouve, *dans tous les cas*, une suppression de consommateurs ; mais, grâce à une victoire, il peut, en outre, obtenir une augmentation de ses réserves ou de ses productions, soit par des indemnités en espèces, soit par des terres conquises.

Ai-je besoin d'ajouter que le *budget* résume tous les revenus et tous les échanges, grâce à son rapport *mathématique* avec les capitaux et avec les monnaies.

Et que, de son côté, l'accroissement *humain* résume toutes les forces de production et de consommation.

Hé bien, en mesurant, par période de dix-huit ou vingt ans, les rapports entre les deux espèces d'accroissements, dans chacune des nations de l'Europe, on peut préciser clairement quelle est celle qui, *pour ne pas VOULOIR ou ne pas POUVOIR détruire la royauté de ses capitalistes*, sera conduite à un égorgement.

J'ai mesuré les antagonismes en 1870 ¹ et j'en ai dénoncé les attitudes réciproques en Prusse et en France.

Je vais maintenant dresser un tableau complet des *appétits*, c'est-à-dire des *besoins en déficit*,

¹ Voyez le chapitre intitulé : *Incubation de la troisième République* (tome I, page 57).

causés par la marche disproportionnée des consommations et des productions, et cela pour les principales nations européennes.

Je placerais, à côté des appétits de 1870, ceux de 1887 et l'on verra que les changements survenus depuis dix-huit ans ont absolument modifié les causes de guerre éventuelle entre celles des nations qu'on pousse davantage les unes contre les autres.

Voici, d'abord, le tableau des accroissements humains et fiscaux de chaque nation, prise aux deux époques 1870 et 1887 ¹ :

	1870 Accroissement		1887 Accroissement	
	humain	fiscal	humain	fiscal
Allemagne.....	13,46 0/0	87,28 0/0	27,53 0/0	130,40 0/0
France.....	4,99 0/0	37,59 0/0	2,81 0/0	77,16 0/0
Autriche-Hongrie..	4,82 0/0	101,80 0/0	3,45 0/0	48,09 0/0
Russie.....	16,42 0/0	77,50 0/0	30,77 0/0	78,32 0/0
Angleterre.....	13,66 0/0	47,33 0/0	17,64 0/0	37,87 0/0
Italie.....	25,43 0/0	"	16,66 0/0	15,66 0/0

Qu'on étudie attentivement ces tableaux, on y verra que de 1870 à 1887, l'*Allemagne*, l'*Angleterre* et l'*Italie* ont vu croître plus vite leurs forces de production (accroissement humain), que leurs forces de consommation (accroissement fiscal).

Au contraire, la *France* et l'*Autriche* ont vu croître bien plus vite leurs forces de consommation (accroissement fiscal) que leurs forces de production (accroissement humain). Or, ces deux nations sont

¹ Je dois faire remarquer que les accroissements humains sont établis sur *cent hectares* ou un kilomètre carré, et qu'en conséquence les variations territoriales sont comprises dans les proportions calculées.

précisément vouées à la guerre par leurs rois capitalistes.

Je vais serrer davantage mes comparaisons en condensant, en un seul chiffre, cet *appétit guerrier* de l'ogre capital, c'est-à-dire en réduisant à l'unité les rapports entre les accroissements fiscaux et humains; l'opération faite, on obtient le tableau suivant, où je place côte à côte les deux époques 1870 et 1887 :

APPÉTITS NATIONAUX OU BESOINS EN DÉFICIT

(Rapportés à l'unité).

	1870	1887
	—	—
Allemagne	6,48	4,74
France	7,52	27,46
Autriche-Hongrie	21,10	13,94
Russie	4,72	2,54
Angleterre	3,46	2,15
Italie	»	0,94

Ce que révèlent ces chiffres est très net :

Quatre nations : L'*Allemagne*, la *Russie*, l'*Angleterre* et l'*Italie*, ont des appétits inférieurs à la proportion quintuple qui signale le besoin guerrier; l'*Allemagne* est, cependant, celle qui s'en rapproche le plus.

Mais la *France* et l'*Autriche* sont en pleine genèse d'une explosion extérieure que, néanmoins, pourrait conjurer une révolution nationale.

Le même tableau permet de se rendre compte des changements opérés en Europe par les événements de 1870.

Il est certain, par exemple, que l'*Allemagne* a vu diminuer ses appétits; que la *Russie*, en Asie,

l'Angleterre un peu partout, ont obtenu des satisfactions ; il n'est pas jusqu'à l'Autriche-Hongrie qui n'ait trouvé dans les Balkans quelque faible compensation à ses pertes de 1859 et de 1866 ; mais elle est tant dévorée par la juiverie, tant tiraillée par les intrigues roumaines et bulgares, éternelles causes des discordes anglo-russes visant Constantinople, que la guerre est, pour elle, une menace permanente.

Seule de toutes ces nations, la *France* n'a eu que des revers ; dévorée par ses capitalistes qui, étant cosmopolites, l'ont incessamment jetée en pâture aux besoins de l'Europe entière, elle meurt, à la fois, de richesse et de misère.

Pour mesurer exactement la situation internationale occupée par la France au regard des menaces de guerre, il faut récapituler les appétits des cinq nations directrices de la politique continentale et les ramener à la même unité.

Tel est le but que se propose le tableau suivant, dans lequel *les appétits européens étant représentés par 100*, chaque nation occupe une proportion particulière.

Voici ce tableau :

	1870	1887
Allemagne.....	14,97	9,32
France.....	17,38	54,02
Autriche.....	48,75	27,43
Russie.....	10,91	5,00
Angleterre.....	7,99	4,23
Totaux.....	100,00	100,00

On le voit : entre l'Europe de 1870 et celle de 1888, la différence est grande.

Tandis que, il y a 18 ans, quatre nations sur cinq avaient les appétits les plus considérables, actuellement deux nations seulement concentrent les plus gros chiffres de ces appétits.

Ces deux nations entraîneront-elles, par des alliances, une mêlée générale ?

Examinons :

Ce qui prédispose aux alliances est, à la fois, l'éloignement matériel des frontières et l'inégalité des appétits :

En 1888 (?) : France, Russie.

Ce qui détermine les chocs est, au contraire, le voisinage des frontières :

En 1870 : France, Allemagne.

En 1888 (?) : Russie, Autriche.

Mais, en 1870, l'Allemagne venait d'écraser l'Autriche, déjà blessée par l'empire français (guerre d'Italie) et c'est en échange de sa neutralité en 1870 qu'elle a favorisé la politique autrichienne dans les Balkans : *Congrès de Berlin, 1878!*

Or si, en 1888, l'Allemagne doit se mouvoir, ce sera encore pour compléter l'œuvre austro-balkanique et réduire de nouveau les besoins austro-hongrois. C'est pourquoi l'antagonisme russe ; c'est pourquoi l'alliance italienne, cette dernière n'ayant d'autre objet que d'occuper la « fièvre » française. Bien entendu, Trieste, l'Arlberg et le Gothard sont la triple base commerciale, industrielle et financière des compensations à venir !

En résumé, *France, Autriche-Hongrie, voilà les*

deux peuples que les rois du capital ont besoin de *liquider* par une hécatombe malthusienne ¹.

Hommes ! faut-il faire le jeu de ces bêtes féroces ?

Quoi ! parce qu'elle a été dévorée par l'étranger depuis dix-huit ans, la France n'aurait d'autre alternative que de se ruer sur lui à son tour ?

Quoi ? à la dévorance n'y aurait-il d'autre remède que la dévorance ?

A l'humanité, la science sociale affirme le contraire ! et elle lui dit :

Ce ne sont pas les peuples qui ont agi, ce sont les rois du capital !

LEUR ROYAUTÉ SUPPRIMÉE, LA PAIX SERAIT UNIVERSELLE !!!

¹ Au moment où j'écrivais ces lignes, il n'était pas encore question de l'incident TISZA (28 mai).

Or, je suis convaincu que ce ministre a parlé *étourdiment* dans la forme, sans aucune idée de provocation au fond, tout en *ayant raison de craindre* que l'état social soit fort troublé en France en 1889 ; mais ce qui est évident, c'est que les journaux autrichiens dont j'ai marqué la vénalité (tome I, page 120), tous, au surplus, aux mains des juifs, ont envenimé outre mesure un incident sans aucune portée sérieuse.

Ce qui est plus triste, c'est que les journaux dits « Boulangistes » ont fait un écho empressé à la *juiverie* qui rayonne de la rue Laffitte à Buda-Pesth !

Dans tous les cas, il faut qu'on s'en rende compte : la réaction anti-française et anti-républicaine rallie ses forces dans les Balkans.

Les études serbes et bulgares contenues dans le livre de Bontoux (dont j'ai parlé plus haut), l'inauguration récente de la ligne de *Salonique* (voyez les journaux des 20 et 21 mai), et, surtout, les noms des assistants à cette cérémonie, sont trois séries de faits qui, sérieusement analysés, permettent de compter à l'avance les éléments des futures coalitions pour les batailles futures.

3. — Conclusion.

SOMMAIRE. — Hommes et choses. — Usage. — Utilité. — Travail.

Que faut-il faire ?

Il faut paralyser ceux qui organisent et fomentent les guerres et, *avant qu'ils n'aient réussi*, changer immédiatement l'organisation sociale.

Il ne faut plus gouverner les hommes.

Il faut administrer les choses.

Donc il ne faut plus de gouvernement ;

Mais il faut une administration nationale.

Il ne faut plus de capitalisme monopolisant à l'individu la production collective ;

Mais il faut socialiser nationalement les moyens de produire, afin que la consommation absorbe le plein de la production.

Il faut enfin rayer des lois tout ce qui est capitalisation et intérêts, tout ce qui falsifie les valeurs monétaires, tout ce qui autorise la vente du sol, et ne laisser debout que l'*usage* mesuré sur l'*utilité* et justifié **PAR LE TRAVAIL !**

Tout ceci n'est qu'œuvre de science et nullement œuvre de parti.

Car c'est l'enseignement contenu tout entier dans ce dernier chaînon des *solidarités séculaires* qui a été appelé :

LA TROISIÈME RÉPUBLIQUE.

OBSERVATION. — Je crois devoir rappeler que j'ai codifié, en détail, toutes les *réformes scientifiques* dont il est ici question; je ne reproduis pas ce travail, afin de ne pas surcharger le présent ouvrage; mais le lecteur peut se reporter, soit à mon ouvrage *la Haute Banque et les Révolutions* (page 240), soit au deuxième volume des *Rois de la République* (page 419); soit, enfin, à mon petit livre intitulé : *La prochaine Révolution*. Dans ces trois ouvrages, il trouvera les exposés des motifs et les lois toutes préparées.

Pour le même motif, je n'ai pas cru devoir davantage développer ici la concordance technique des formules données plus haut (p. 287), avec celle : $\left(1 + \frac{1}{F}\right)^x = n \left(1 + \frac{1}{A}\right)^x$, expliquée notamment dans les *Rois de la République* (tome II, pages 404, 420).

Je dirai, néanmoins, que c'est cette dernière formule qui a engendré les pronostics relatés dans ma lettre au président de la Chambre des Députés (pages 290, ci-dessus, en note).

Cette déclaration et l'étude attentive de la planche XIV suffisent à souligner l'*identité des méthodes*. Aller plus loin serait faire de la *discussion algébrique* qui, inutile ici, sera mieux à sa place dans mon traité spécial sur la *sociométrie*.

POST-SCRIPTUM

LES PREMIERS MOIS DE 1888

SOMMAIRE. — Les mois sont des semaines. — Ton effronté. — Les espionnages. — Acquittement Wilson. — Bobine de Rumkorff. — Le général menace. — Affolement. — Champignon vénéneux. — La juiverie. — La science. — Les partis. — A Épinal. — Au café Riche. — Tous barons Louis. — L'invasion allemande. — Ils mentent. — Une nuit du 4 août.

J'avais arrêté mes récits aux derniers jours de 1887, mais à l'heure où paraîtront ces deux volumes, l'année 1888 aura accompli à peu près la moitié de sa course.

Or, comme au train dont vont les choses, les mois sont des semaines, je dois, en quelques mots, constater l'état le plus actuel des événements.

Naturellement, je ne m'attacherai plus à détailler les menues infamies. Celles-ci, d'ailleurs, se condensent

dans quelques grosses dont l'outrance a frappé les masses.

*
* *

Dans la première huitaine de janvier, le monde officiel savourait sa liesse bourgeoise.

Hé quoi ? un président nouveau n'était-il pas à l'Élysée, recrutant un nouveau personnel, recevant de nouvelles assurances de dévouement et des louanges nouvelles ornées des confiseries traditionnelles ?

Bientôt, néanmoins, il fallut s'occuper des papotages parlementaires.

Les journaux du 10 janvier indiquaient la rentrée du Sénat et de la Chambre.

Or, les invalides de la représentation nationale annonçaient un beau zèle ; ils le manifestèrent à propos de l'éternelle question des sucres et de l'éternelle hypocrisie de je ne sais quel *crédit agricole* ou *mobilier* qui, vraisemblablement, devait sauver le peuple !

D'aucuns s'attaquèrent au fonctionnement de la Banque de France, menacèrent d'une sorte de révocation l'institution vermoulue qui alimente, depuis des années, la gloutonnerie bourgeoise et capitaliste au préjudice de la masse.

La féodalité financière s'en émut peu et, au contraire, il faut voir de quel ton effronté Paul Leroy-Beaulieu tança l'État, lui promettant une représaille *féodale* !

Entre temps, il semblait que, de toutes parts, grâce à une influence mystérieuse, on cherchât à irriter toutes les causes de conflits pouvant naître du côté de l'Italie et du côté de la Prusse.

A l'égard de l'Italie, on épilguait sur les traités de commerce et du moindre incident consulaire, on voulait voir sortir la guerre.

A l'égard de la Prusse, on menait grand bruit des vols du fusil Lebel, des espionnages et on couronnait le tout

par la publication bruyante du traité austro-prussien (5 février), dont je me suis précédemment occupé.

Brochant sur l'Europe, il y avait aussi les complications balkaniques : la Bulgarie et son Ferdinand, la Roumanie et ses usuriers juifs.

Naturellement, à tout cela s'ajoutait la menace russe.

Ces diverses agitations opéraient lentement leur effet, mais elles étaient alourdies par la préoccupation de voir étouffés les procès et les enquêtes sur les agissements du gendre auquel le président Carnot devait son avènement.

Lorsque les journaux du 3 mars annoncèrent la condamnation de Wilson par des juges de première instance, il y eut un vaste soupir de soulagement.

On crut, vraiment, que la justice sortait de son long sommeil.

C'était encore une illusion, car les juges du second degré, après avoir temporisé, crurent pouvoir acquitter celui que l'opinion publique avait flétri.

Où donc avaient-ils puisé une pareille audace ?

Si comblaisant qu'on soit, encore faut-il, pour oser un défi à l'équité, espérer qu'un autre bruit noiera ce défi comme ferait le silence !

C'était cela !

Huit jours après l'acquittement en première instance, en effet, une grave nouvelle avait secoué l'Europe (10 mars) : Guillaume I^{er}, roi de Prusse et empereur d'Allemagne, bénéficiaire des boucheries de Sadowa et de Sedan, venait d'être forcé, par la mort, de restituer à la nature les matières azotées qui, mues quelque temps par l'électricité cérébrale, avaient fait trembler le monde, à la honte éternelle des hommes et des peuples.

Son successeur, Frédéric III, était un malade ayant conscience de sa fin prochaine, circonstance qui, seule, pouvait neutraliser, provisoirement, la « bobine de Rumkorff » dont avait abusé Guillaume, et qui, vulgaire-

ment, est connue sous le nom de prince de Bismarck.

Cette mort et cet événement mirent en branle les exploiters de la misère publique et on cria partout au réveil patriotique de la France.

Celui qui battait la diane à cette aurore était un gaulonné : le général Boulanger.

Le bruit devint infernal, si bien que l'on crut définitivement la question Wilson enterrée.

Cependant les gens du ministère et le parolier d'Epinal s'aperçurent soudain que le général devenait une menace, d'autant plus que les anciens défenseurs de Wilson (qu'ils abandonnaient désormais), se ralliaient autour du général, tirant à eux tous ceux qui, au fond de leur cœur, avaient conservé le culte d'un panache deux-décembriste.

Le 17 mars, les journaux annonçaient la révocation du général Boulanger.

Juste, au point de vue de la discipline militaire ; sotté, au point de vue des motifs réels, disproportionnée, dans tous les cas, avec les circonstances, cette révocation indigna tout le monde.

Aussi le 25 mars, presque aux deux extrémités de la France, le nom de Boulanger devint un cri de colère. Pendant que les cervelles conservatrices de l'Aisne lui annexaient le titre de député ; plus clairvoyantes celles du midi le prononcèrent : Félix Pyat (Bouches-du-Rhône).

Qu'on veuille bien le remarquer : cette double manifestation donne la vraie note : elle montre, à l'horizon, trop prochain peut-être, la sanglante lueur de la guerre civile !

Le ministère s'affola.

Un conseil d'enquête avait été institué, choisi, disent les uns... peu importe ! des généraux le composaient ;

devant ce conseil, le général, qui avait commis une faute grave contre la discipline, avait comparu.

Pendant ce temps, de son côté, la magistrature avait préparé un nouveau jugement concernant Wilson.

Or il arriva ceci ; le même jour (27 mars) le public stupéfié apprenait que les œuvres de Wilson n'étaient point condamnables, mais que l'indiscipline de Boulanger méritait la perte de son grade.

Je renonce à dépeindre l'ahurissement populaire.

Trois jours après, les honorables messieurs, Tirard, Fallières, Flourens, Sarrien, Logerot, de Mahy, Faye, Loubet, Dautresme et Viette étaient obligés de rendre leurs portefeuilles.

Pourquoi ?

Pour l'acquiescement Wilson ; pour la condamnation Boulanger, certainement ! mais, en apparence, pour n'avoir point voulu accepter la révision de la Constitution.

A partir de ce moment, la révision qui, depuis plusieurs années, servait de plate-forme à Clémenceau et à son parti, va devenir celle de Boulanger et le *Boulangerisme*, champignon vénéneux, né spontanément sur les ordures parlementaires, est définitivement créé comme parti politique.

Le nouveau ministère, qui prenait le pouvoir dans ces circonstances, sera inévitablement criblé d'incidents embarrassants.

Voici sa composition :

Président du conseil et intérieur.....	MM. Floquet, député.
Affaires étrangères..	Goblet, député.
Guerre.....	de Freycinet, sénateur.
Marine.....	Krantz, vice-amiral.
Justice et cultes.....	Ferrouillat, sénateur.
Finances.....	Peytral, député.
Instruction publique et beaux-arts....	Lockroy, député.

Travaux publics.....	Deluns-Montaud, député.
Agriculture.....	Viette, député.
Commerce.....	Legrand (Pierre), député.

Malgré un rapprochement récent entre l'ambassadeur de Russie et l'auteur du cri célèbre : « Vive la Pologne ! monsieur ! », le chef de ce ministère et ses compagnons étaient bien faits pour effrayer les vieux possédants.

Il est vrai, ils satisfaisaient assez généralement la tourbe des néo-possédants mais ils ne faisaient point du tout l'affaire des futurs possédants bonaparto-boulangistes.

De promptes vacances les mirent, tout d'abord, à l'abri d'attaques préméditées.

Quant au général privé de son grade et que j'appellerai désormais : Georges Boulanger, il avait recommencé, ouvertement cette fois, ses intrigues électorales.

Très bien conseillé par des politiciens, il ambitionnait de se faire élire par un département très peuplé, très ouvrier ; ayant remarqué la forte majorité que le bonapartiste Brame avait obtenue dans le département du Nord, le siège de ce député étant vacant, il résolut d'y briguer des suffrages.

Il les obtint aisément.

Mais, décidément, il y a trop d'argent autour de Georges Boulanger ; il est visible désormais qu'il est l'objet d'une commandite, qu'il est l'instrument d'une spéculation.

Peu à peu, la juiverie l'entoure ostensiblement¹.

Quand un homme offre de soigner un pays malade, il

¹ En 1883, en expliquant comment Wilson causerait la chute de son beau-père (voir *Les Rois de la République*, tome I), j'ajoutais : (page 372). « Après quoi, il (Wilson) vaudra à la « France une *réaction juive*. » — On peut se demander à cette heure si cette réaction sera *boulangiste* ou *ferryste* ?

est tenu de déclarer le remède qu'il prétend appliquer, pour que, non pas l'homme, mais le remède, soit l'objet des discussions ; pour que, si l'ignorance dominante ne comprend pas le remède, celle-ci n'ait à imputer qu'à elle-même les maux dont elle aura *désiré* souffrir.

L'homme n'est rien, le remède est tout.

Or, quel remède apportent les boulangistes ?

Une demande de révision de la constitution.

Dans quel sens ? Nul ne le sait.

Oui, il est question de supprimer le Sénat et même la présidence.

Qu'est-ce que cela signifie ?

Un homme de moins et quelques conflits sénatoriaux écartés ? La belle affaire ! Si la Chambre unique délibérante reproduit les crimes de l'assemblée nationale de 1872 ou ceux de toutes les Chambres de députés qui se sont succédé depuis. Qu'y aurait-il de changé ?

Or, la Chambre unique future présentera les mêmes dangers que toutes les précédentes ; elle sera composée presque exclusivement de possédants parce que les élections coûtent cher ; or, tant que des possédants délibéreront et légifèreront en majorité, crois-le bien, *peuple non-possédant !* ce sera toujours pour te dévorer !

Donc, dissolution, révision, signifient seulement qu'on veut te dévorer à la sauce bonaparto-boulangiste ou à la sauce Ferryste, sinon à la sauce orléaniste dans laquelle, cependant, tu bouillottes encore.

Crois-moi ! ceux-là qui sont actuellement au Luxembourg et au Palais-Bourbon, ceux-là sont tes otages ; ceux-là tous semblables, d'ailleurs, à ceux que tu nommerais pour une Chambre unique, tu les tiens.

C'est à ceux-là que tu dois imposer une nuit du 4 août ! en leur criant ces deux mots : Plus de capitalisme ! plus de salariat !

S'ils ne t'écoutent pas, hé bien, fais tes affaires toi-

même et ne t'enrégimente pas derrière un homme quel qu'il soit.

Un homme incarne toujours des appétits, et c'est pourquoi tu vois de soi-disantes *opinions* se grouper sous forme de *partis politiques*.

Même ceux qui sont le plus près de la vérité scientifique sociale, ceux qui sont les représentants les plus autorisés de la classe non-possédante se sont crus obligés de faire de la *politique*, au lieu de faire seulement de la *science* !

Au lieu de s'appeler simplement « des travailleurs », ils ont pris le nom de « parti ouvrier » ; or, un parti ne vit que par la politique, et la politique empoisonne. Elle a empoisonné toutes les classes dirigeantes ! Comment n'empoisonnerait-elle pas les classes dirigées ?

La vérité sociale ne sera pas plus triomphante du triomphe du *PARTI ouvrier* que du triomphe du *PARTI Boulanger*, que du triomphe du *PARTI Ferry*, parce que ce triomphe impliquera toujours la prédominance et par suite, le parasitisme d'une classe sur toutes les autres.

Or, avec le parasitisme restauré, même sous une autre forme, toute l'épopée lamentable que je viens de narrer sera à recommencer ¹ !

Il est profondément humiliant pour la France d'avoir à constater qu'à l'heure actuelle, trois hommes dominent ses destinées :

L'un est appelé Philippe (d'Orléans) ; l'autre Jules (d'Épinal) ; l'autre enfin Georges (de Clermont).

Le premier il est suffisamment connu par sa nullité ; fantoche, il n'existe que par les appétits qu'il résume ; ceux-ci plus tièdes, parce qu'ils sont plus repus depuis dix-huit ans.

¹ Répondant à Boulanger, le 4 juin, Clémenceau a eu l'inconscience de « reprendre le mot de Gambetta : on ne gouverne qu'avec un parti ! » GOUVERNER !!! Quelle rage bourgeoise de jouer toujours à la royauté ? au lieu de faire, simplement, de l'administration !

Le second, son histoire est dans ce livre. A toutes les sottises qu'il a débitées et que j'ai enregistrées, il vient d'en ajouter une dernière, que voici :

Le 16 avril, à Épinal, il disait, avec une feinte naïveté qui, au surplus, dénonçait sa profonde ignorance, les phrases suivantes :

« Il ne servirait à rien de le dissimuler : le
« gouvernement républicain traverse une crise sérieuse,
« d'autant plus grave qu'elle semble plus INATTENDUE (!).
« Nous voyons reparaître, tout à coup, les symptômes
« que l'on pouvait croire à jamais étouffés dans les
« hontes du passé. Les bons citoyens assistent avec
« surprise, avec angoisse, à un violent retour de l'es-
« prit césarien et plébiscitaire. Toutes les déceptions,
« tous les mécontentements que la Chambre a suscités
« depuis deux ans se tournent en accusations contre le
« régime parlementaire. Ce n'est pas seulement aux
« députés, c'est aux institutions elles-mêmes que l'on
« s'en prend. »

Or, après avoir ainsi parlé, le même, sans s'apercevoir du soufflet qu'il s'appliquait, ajoutait :

« L'expérience du passé ne servirait-elle donc qu'à
« ceux qui en ont subi directement les sanglantes
« leçons¹ ? »

Vraiment ! Est-ce que les leçons, sanglantes ou non, qui s'appellent le Tonkin, la Tunisie, les grèves, les émeutes, les accaparements capitalistes, les ruines et les Kracks n'existent pas dans le passé et sont muettes pour Jules ?

Et quand il se plaint de voir attaquer les « institutions, » comment ne remarque-t-il pas qu'elles seules n'ont point changé, mais au contraire, que depuis cent années, LES MÊMES ont été servies pas cinq gouvernements différents ?

Comment, enfin, de gaieté de cœur se déclare-t-il

¹ Discours reproduit par la Justice du 16 avril 1888.

aveugle, surtout imprévoyant, puisque la crise lui semble **INATTENDUE** à lui, alors qu'il suffisait d'une étude sérieuse, faite de bonne foi, pour pouvoir, plusieurs années à l'avance, en préciser jusqu'à la date exacte.

Le dernier des trois personnages que j'ai désignés est le bruyant banqueteur du Café Riche.

Celui-ci, comme Jules Ferry, ignore l'histoire sociale.

Dans ses discours, lorsqu'il est mis en présence du mal social, qu'il demande à guérir, que dit-il ?

A Anzin, il a dit les choses suivantes :

« Tant que je serai à la Chambre, je prends l'engagement formel de travailler énergiquement à la solution des problèmes sociaux, desquels dépend l'amélioration du sort de toutes les classes ouvrières, et qui n'est, en somme, que la solution des problèmes politiques ¹. »

Oser dire que la solution des problèmes sociaux n'est que la solution des problèmes politiques est véritablement digne de Ferry.

Ferry et Boulanger ont donc le même système et, comme l'effroyable baron Louis, si souvent plagié par Léon Say, ils répètent tous en chœur cette ineptie :

« Faites-moi de la bonne politique et je vous ferai de bonnes finances. »

Or, l'abbé baron Louis s'adressait à ses bons amis les capitalistes et, à eux, il avait grandement raison de dire :

Soyez politiques, c'est-à-dire fourbes, et nous écorcherons ensemble la poule populaire sans la faire crier.

¹ Discours reproduit par l'*Intransigeant* du 15 mai 1888.

C'est bien là, d'ailleurs, toute sa conception, mais c'est aussi celle de Ferry et de Clémenceau ; la *politique de parti* pour ces ignorants tout est là. Or, il suffit d'étudier le bizarre discours, lu par Boulanger, le 4 juin, à la Chambre, pour s'apercevoir que lui, comme tout son entourage, ignore absolument quelles sont les vraies causes du « mal matériel et moral » dont souffre la France.

Abbé baron Louis! *abbé baron Say!* *abbé baron Ferry!* *abbé baron Boulanger*, tous sont les mêmes pions du même échiquier capitaliste.

Et leurs criailleries, aux heures des misères populaires, leurs plaintes « enfarinées » montrant habilement « ce mal de l'un » qui pourrait bien « profiter à l'autre » comme profite au bourgeois d'à côté la vente par autorité de justice des meubles de son voisin, ces plaintes dis-je, sont un fidèle écho de cette férocité de la bête humaine, à laquelle s'adresse ce camelot du boulevard qui, le soir, brame aux échos :

« Tous les volumes à vingt sous! demandez le mas-
« sacre des volumes!! la ruine des libraires!!! »

Non content des harangues ambiguës qu'il promène, Georges Boulanger a brigué les lauriers de l'historien.

Il a signé un livre, qu'il a acheté, dit-on.

Je ne perdrai pas mon temps à critiquer les aperçus enfantins par lesquels débute ce livre.

Je me bornerai à constater que le fait seul de choisir l'HEURE ACTUELLE pour populariser ces mots : « L'INVASION ALLEMANDE, » dénonce le système de destruction batailleuse sur lequel il compte pour s'imposer à ce pays.

Cela venant après les provocations chauvines de Tunis, après la bruyante phrase cent fois répétée :

« Si je cherchais la guerre, je serais un fou, mais si je
« ne m'y préparais pas, je serais un misérable ; » cela venant après les attitudes douteuses du ministre lors de l'incident Schœnebelé ; après les discussions particulièrement acrimonieuses contre l'Italie¹, développées surtout par les journaux, ses amis, tout cela, dis-je, me crée cette conviction intime que le seul système du prétendant consiste à *réduire* par la mort, le prolétariat que le capital ne veut plus nourrir.

Jusqu'ici les provocations n'ont pas réussi à créer l'état de guerre, uniquement parce que, comme je l'ai

¹ Et contre l'Autriche (incident Tisza).

démontré, l'Allemagne n'en a point l'appétit aussi aiguisé qu'en 1870; à preuve : c'est qu'en 1870, il a fallu, pour déchaîner les hostilités, des incidents bien moins graves, en fait, que ceux de Pagny et de Raon-sur-Plaine.

Mais il n'en sera pas toujours ainsi : comme la France, l'Allemagne arrivera au point de misère populaire qui crée les entraînements psychologiques ; or, j'ai démontré, plus haut, que la France ne pouvait subir aucune tuerie, même victorieuse sans se ruiner davantage.

Que le lecteur, donc, ne se méprenne pas : il est faux que le peuple français souhaite la guerre.

Ce qu'on appelle son réveil patriotique est simplement le cri de sa souffrance, lequel n'est baptisé *réveil guerrier* que par les coalitions capitalistes parlant à travers leurs journaux.

Quels qu'ils soient, ces journaux, ils mentent comme mentaient ceux de 1870 : l'*Univers*, l'*Opinion nationale*, le *Gaulois*, le *Figaro*, le *Journal de Paris*, le *Correspondant*, la *Liberté*, la *Presse*, l'*Union*, le *National*, la *Gazette de France*, le *Siècle*, le *Soir*, le *Monde*, le *Journal des Débats*, la *Revue des Deux Mondes*, tous cités par Jules Delafosse dans un récent article¹, s'ils attribuent encore, en 1888, à la masse populaire, un appétit guerrier qui émane seulement d'une poignée de dirigeants capitalistes !

Le peuple donne à sa souffrance tous les noms dont on impressionne sa cervelle et qu'on impose à son ignorance, mais jamais il ne cherche la destruction internationale, dont il subit tous les dangers sans jamais pouvoir diriger ses destinées.

Plus de mots ! plus de fourberies !

Peuple ! ceux qui t'embrigadent pour la révision et leurrent, quels qu'ils soient² !

¹ *Le Matin*, mardi 13 mai 1888.

² En fait ceux de la *Rue de Sèze*, comme ceux de la *Rue*

Encore une fois, rappelle-toi la nuit du 4 août 1789.

De cette nuit, voici les actes résumés par un historien qui n'était certes pas socialiste :

« L'assemblée nationale, a-t-il écrit, tint, dans la nuit
« du 4 août 1789, une séance à jamais célèbre. Là, par
« un esprit d'entraînement dont il n'existait aucun
« exemple dans l'histoire, les députés de la noblesse,
« ceux du clergé, et, après eux, ceux des communes,
« firent, tour à tour, et au bruit des acclamations, l'aban-
« don de tous leurs droits et privilèges. On décréta
« d'enthousiasme l'abolition du titre de serf et celles des
« juridictions seigneuriales des privilèges de la noblesse,
« des provinces et des villes, le rachat de la dîme, l'éga-
« lité des impôts, l'admission de tous les Français aux
« emplois civils et militaires et la destruction de tout ce
« qui pouvait rappeler, directement ou indirectement,
« le régime féodal ou la monarchie absolue ¹. »

Eh bien, si tu te lèves, Peuple, cet entraînement peut se renouveler.

Mais, écoute ceci : la Constituante fut dominée par la juiverie. Sous les noms bourgeois et roturiers de *capital* et de *salariat*, elle a rétabli tous les privilèges abolis.

Cadet sont des coteries d'Arlequins désirant se substituer à cette autre coterie d'Arlequins qui nous GOUVERNE (!), voilà tout. Mais, étant faits d'équivoques et de promiscuités, ils ne sauraient mériter la confiance publique ; le seul rôle auquel ils soient voués, est celui d'*agents révolutionnaires*, rôle qui sera d'autant plus efficace qu'il aura pour complice l'ignorance populaire.

Produits d'un milieu dans lequel ils évoluent, sans le déparer du reste ils accomplissent une fonction naturelle, analogue à celle des asticots dans les cadavres ; tout cela finira par une *jacquerie*, comme je l'ai annoncé il y a quatre ans ; et par malheur ce sera, peut-être, seulement après avoir passé par cette *jacquerie* et par une réaction déjà menaçante, que la France, sera mûre pour les réformes scientifiques qui composent le *socialisme*.

¹ *Histoire de France*, par Amédée Gabourd.

ET EN EFFET : IL Y A ENCORE DES TITRES NOBILIAIRES QUI S'ACHÈTENT; IL Y A DES ÉVÊQUES RICHEMENT DOTÉS; LE SERF EST SALARIÉ; LA JURIDICTION SEIGNEURIALE? C'EST LA JURIDICTION CAPITALISTE; LES PRIVILÈGES DE LA NOBLESSE! CE SONT LES PRIVILÈGES DU CAPITAL; LES PRIVILÈGES DES PROVINCES ET DES VILLES? CE SONT LES BUDGETS DÉPARTEMENTAUX, COMMUNAUX, LES OCTROIS; LES EMPRUNTS; LA DIME? C'EST LE PRÉLÈVEMENT CAPITALISTE, QUANT A L'ÉGALITÉ DES IMPÔTS, OU EST-ELLE? ET QUANT A L'ADMISSION DE TOUS LES FRANÇAIS AUX EMPLOIS CIVILS ET MILITAIRES? CETTE ADMISSION EST DEVENUE CHARGE POUR TOUT LE MONDE, PRIVILÈGE POUR QUELQUES-UNS.

Voilà où nous en sommes après cent ans!

Peuple que l'histoire du passé te serve!

Sois généreux d'abord!

Mets en demeure tes gouvernants d'imiter leurs pères de 89;

S'ils refusent? exige, impose, prends!

Et surtout, ayant *obtenu*, ou de gré ou de force, veille!

VEILLE SUR LES HYPOCRITES DU LENDEMAIN, POUR QUE, COMME LA JUIVERIE D'ANTAN, CELLE D'AUJOURD'HUI NE DÉTRUISE PAS TA VICTOIRE!

FIN DU TOME SECOND

Au moment où paraît cet ouvrage, la mort de Frédéric II est officielle.

Son successeur, Guillaume II, est réputé tout acquis aux idées du Chancelier.

Mais cette circonstance ne saurait suffire à modifier les antagonismes économiques que j'ai signalés en Europe.

Dès lors, et contrairement à certaines opinions, il n'y a ni plus ni moins d'aléas qu'avant le décès de Frédéric.

TABLE DES MATIÈRES

DU TOME SECOND

II. — PROGRESSIONS ANARCHIQUES (suite).

Pages.

5. — Trompettes de Jéricho :

1882.	1
1883.	52
1884.	105

6. — La Roche Tarpeïa :

1885.	141
1886.	182
1887.	218
Résumé de la période.	269

III. — LES RÉSULTATS

1. — Contrôle scientifique.	275
2. — Prévisions.	289
3. — Conclusions.	298

Post-scriptum :

Les premiers mois de 1888.....	300
--------------------------------	-----

FIN DE LA TABLE DU TOME SECOND.

TABLE ANALYTIQUE

	Pages
Avis aux ignorants du monde officiel T. I.	I
A Benoit Malon	V

I. — SOLIDARITÉS SÉCULAIRES.

1. — La routine historique.

L'agiotage. — Une thèse. — L'esprit scientifique. — La conservation. — Qu'est-ce que gouverner? — Le doigt de Dieu. — Un héros. — L'art! — La vie normale. — Brutal et cruel.	3
--	---

2. — Les caractéristiques.

Parasitisme. — La guerre. — Brigandage salique. — Féodal. — Mercantile. — Agioteur. — Les agiotages. — Science juive. — Proudhon. — Oscar de Vallée. — Une île inconnue. — Les chalets. — Les ma- chines. — Ils se dévorent! — L'archéologue, le singe et le perroquet	16
---	----

3. — Incubation de la Troisième République.

Déblaiement. — Fruitier boursier. — 1869. — Regrets des possédants! — Système impérial. — Terrifiante découverte! — 1870. — Résultats. — Un tour d'Europe. — Entre la mer Noire et la mer Caspienne. — La Prusse. — Autres nations. — Mesure des appétits. — England! — Les Vacoufs. — Hirsch. — Agiotage international..... T. I. 39

II. — PROGRESSIONS ANARCHIQUES.

Troisième république..... 69

1. — Lutte sur les cadavres.

PÉRIODE 1870-1871-1872

1870. — Le Plébiscite. — Parasitisme éternel. — La France éventrée. — La Paix. — L'Agiotage du Siège..... 71

1871. — Assemblée de Bordeaux. — Gambetta. — Thiers. — Paris brûlé. — Tout est sauvé! — Les Asticots. — Dévouement du capital. — Chemins de fer..... 75

- 1872.** — On répare. — Enflure sur les massacres. — Le Libérateur! — Primes aux journaux. — L'or du monde entier. — Prologue colonial. — Les Orléans. — La Magistrature. — Les Possédants croissent. — Résumé de la période..... 85

2. — Vautours Multicolores.

PÉRIODE 1873-1874-1875

- 1873.** — Combien de possédants? — Les vautours. — Malechance! — Groupes financiers. — Chambord. — Des garanties! — Deux noms. — Le Septennat. — Autre préface coloniale. — Seillière fraudeur. — Le banquier Huguet. — Les possédants croissent. — Beulé-le-Cynique..... T. I. 99
- 1874.** — On pense aux prolétaires. — Supprimons les électeurs! — Espions et pots-de-vin. — Chassepot et fusil Gras. — Les corbeaux chez Rothschild. — L'Espagne. — L'Égypte. — Chemins Turcs. — La France vassale de la Prusse. — Vénalité. — Honduras. — Dreyfus et guano. — Erlanger. — Concentration nouvelle..... 111
- 1875.** — Le parti juif. — Esprit de la Constitution. — Craintes de guerre. — Les capitulations. — Krach Turc. — Disraëli achète les actions de Suez. — Rôle de Rothschild. — Jules Simon entremetteur. — Rôle de Decazes. — L'horrible amnistie! — Emprunt d'Haïti. — Philippart. — Les possédants se concentrent toujours..... 128
- RÉSUMÉ DE LA PÉRIODE:** La vie et la mort. — La richesse. — La misère. — République!?..... 147
- 18.

3. — Evohé! Jéhovah!

PÉRIODE 1876-1877-1878.

- 1876.** — Les élections. — Ce qu'on disait dans les salons. — Corruptions électorales! — Les « DÉBATS » socialistes. — Les votes républicains. — Paniques. — Le Jubilé et l'Académie des sciences morales. — Les Indes. — L'ordre règne « aux Balkans »! — Presque dupe! — Crédit foncier. — Milieu parlementaire. — En Égypte. — Aurore tunisienne. — Chanson de la « Gazette ». — Le notariat. — Finances pour la Calédonie. — Philippart et les chemins de fer. — Bonnes idées de Wilson. — Congrès ouvrier. — Flot de richesse. — Les étrangers. T I. 151
- 1877.** — Comparaison révolutionnaire. — Les Chrétiens d'Orient. — On se bat. — Moscou et Rome. — Le portefeuille égyptien. — Un fief Rothschild. — Triste sort de Pereire. — Le plan Philippart. — Les guanos et Grévy. — Coup d'État! — Épopée Mac-Mahonienne. — *Le Petit Journal*. — On soigne les ouvriers. — Broglie. — Sauveurs d'Israël. — Le moulin forcé. — Veuvage de la France. — Les scrutins. — Soumission..... 188
- 1878.** — Le coriace Ismaïl. — Soubeyran otage. — Le calme par l'incendie! — Rothschild vainqueur. — Le Congrès de Berlin. — Les Tarifs de Hirsch. — Les gens de Nuremberg. — Chypre. — Waddington roi des juifs. — L'épicière de Londres. — Épanchements de Gambetta. — L'Homme aux courbes. — Le pape Say. — Compagnie du Nord. — Tout a augmenté. — Grèves et Congrès. — Circulaire bénie. — Les Canaques. — Une gifle. — Orgie de milliards. 215

4. — Les Ciseaux de Dalila

PÉRIODE 1879-1880-1881

1879. — Grévy président. — Choses de Tunis. — Bône à Guelma. — Troubles en Algérie. — Comment l'Égypte a empêché la conversion du 5 0/0. — Rothschild ne paye plus. — Un non-lieu. — Les pourquoi? — L'article 7. — Les déplacés. — Palinodies judiciaires. — La Russie agonisante. — La Grèce. — Tréteau bienfaisant! — Le Congrès de Grévy. — La misère monte..... 246
1880. — Usine d'électeurs. — Les congrégations. — Marchandage sénatorial. — Le pourchas des fonctions. — La Pologne était ivre! — Premier scandale Grévy. — Aveugles et sourds. — L'espionnage et la dame Kaulla. — Préface de d'Andlau. — Accusations contre Waddington. — Le traité austro-allemand. — Désastres en Russie. — Nihilisme et socialisme. — Déjeuner, décoration et emprunt grecs. — Théories canailles. — Les colonies. — Option Rothschild. — Soubeyran et l'Italie. — Erlanger s'agite. — Les grèves. — Prostitutions « brossées ». — Les ambassadeurs..... T. I. 276
1881. — Réveil des possédants catholiques. — Anti-sémitisme en Prusse. — Ce que disent les juifs de France. — Coup de bourse. — Ferry marchand de poudre. — Torrent d'amortissable. — Crise monétaire. — Soubeyran *sauve* Christophle! — Les élections. — Encore l'Égypte! — Les Kroumirs de 1863. — Cancans tunisiens. — L'Union générale. — 315

Hirsch et les diplomates. — Absorption ou destruction. — Le grand ministère. — Les émissions de 1881. — Les grèves. — Jubilé de capitaux. — Les magistrats. — Mariage de Wilson.....	315
RÉSUMÉ DE LA PÉRIODE : Morts et vivants. — Dépopulation. — Richesse individuelle. — Les dénués. — Désorganisation	355

4. — Trompettes de Jéricho.

PÉRIODE 1882-1883-1884

1882. — Dictature occulte. — Les petits Catons. — Inondation de financiers. — Le pick-pocket. — La cagnotte. — Le krach. — Les bottes de Bismarck. — Où sont les naïfs. — Plan autrichien. — Bourgeois pudique. — Toucher à Monseigneur?! — Encore Léon Say ministre. — Pauvres agents de change! — Le siège du <i>Petit Journal</i> . — La <i>Paix</i> moraliste! — Palinodies de la <i>République française</i> . — Comédie égyptienne. — Où est la civilisation? — Intrigue tunisienne. — Clairvoyance malgache. — Syndicats professionnels. — Horrible guerre de classes. — L'avocat d'Amiens. — Les grévistes vendus aux Anglais. — La police. — La misère monte. — Idées anti-juives. — Le réquisitoire de Wimpffen.. T. II.	1
1883. — Les prétendants. — Le mystère Gambetta. — Antagonismes sociaux. — L'expulsion de Rothschild. — Aveux tardifs de Léon Say. — Anarchistes à Lyon. — L'esplanade des Invalides. — Rectangle révolutionnaire. — Combinaisons mul-	52

tiples. — Les coups de la conversion. — L'hôtel Wilson. — Misère incorrigible. — Bavardages au Parlement. — Humbles prières aux Compagnies! — Qui paye? — Étranges recettes. — État-major financier. — Étapes de capitulations. — Le roi uhlan. — Chauvinisme élyséen. — Les marchés militaires. — Propagande effrontée. — Boland. — Suicide Biedermann. — Misère aggravée. 52

1884. — Repus et sourds. — Silence de mort. — Faillites. — Les économies. — Ferry dit : il n'y a pas de crise! — Il dit aussi : il n'y a pas de profit illégitime. — Deux et deux font quatre. — Succès de Tirard! — Les millions des compagnies. — Encore Raynal. — Audience Grévy. — Charbon allemand. — Témoignage de Foville. — Les chiffonniers. — Les sucres. — Façon de coloniser. — La dette tunisienne. — Mensonge de Lang-Son. — Scapin. — L'affaire Saint-Elme. — Lalou et Vieil-Picard. — Fournisseurs militaires. — Les allumettes. — A l'exemple de Hirsch. — Agiotage cholérique. — Agiotage du divorce. — Agiotage égyptien. — Influences au palais de justice. — On parle des guanos. — Un avoué exécuté. — Guerre de races. T. II. 105

6. — La Roche Tarpèa

PÉRIODE 1885 — 1886 — 1887

1885. — Vilenie royale. — Fabrique de silence. — La revanche de Wilson. — Les faux télégrammes. — Ferry succombe. — Les deux câbles. — Langage secret. — Un Wilson anglais. — La station de Pékin. — Le coup de bourse. — On meurt de plé- 141

- thore. — Imitation prussienne. — Chômage militaire. — La paix universelle. — Agences de décorations. — La justice dans le Midi. — Barraña et Wilson. — Contrastes. — Boulanger à Tunis. — Le gaudissarisme. — Éclairage? par le gaz. — Charbons du Tonkin. — Allures de grand seigneur. — Fin d'une classe. — Les Juifs. — En Saône-et-Loire. — Victor Hugo. — Les grèves. — Les élections. — Erreur menaçante. — Grévy prolongé..... 141
- 1886.** — Les deux austères. — Candidats nettoyés. — Drame à Decazeville. — La caisse est atteinte. — Dufaure courtier. — Escobarderies. — Rivières à pépites. — La mine aux mineurs. — Séparatisme. — Crise générale. — Prime aux étrangers. — A Vierzon. — On emprunte. — Expositions funèbres. — Les mariages. — Les guanos en cour d'appel. — Les loteries. — Protection de l'épargne. — La morale de l'État. — Chiffons de banque. — L'union Bragance. — Le boulangisme. — Interdiction Seillière. — Un bouquet de trafics. — La juiverie déborde. — Jubilé partiel. — L'ami d'Erlanger. 182
- 1887.** — Le coup de bourse périodique. — Assurance contre un accident. — Agence Havas. — Tueries glorieuses! — Flétrir, non punir. — Premier acquittement d'Erlanger. — Les coïncidences. — A l'hippodrome. — L'ordre du Sauveur. — Deuxième acquittement d'Erlanger. — Les spoliations. — Papotages parlementaires. — L'assurance financière et Dauphin. — Deux hypothèses. — Boulanger exclu. — Combinaisons bulgares. — Suffrage libre! — Faux documents. — Jalons de faits. — Hirsch fait ses comptes. — Bataillon financier. — La France travailleuse et payeuse. — Cobourg, Orléans et Cie. Les métis. — Recensement. — L'Europe agraire. — Invasion pacifique. — Congrès ouvrier. — Le cin- 218

quantenaire. — Un pot-de-vin non bu. — L'ingénieur Chevallier opticien. — Les câbles. — L'accaparement du cuivre. — Fusée de scandales. — Paroles d'Épinal. — Un grain de sable. — Séquestration Seillière. — Agiotages bénins. — Les décorations. — Connivence. — Dates très nettes. — Crise grave, — Sadi-Carnot. — Antagonismes suprêmes.....	T. II.	218
RÉSUMÉ DE LA PÉRIODE : La vie menacée. — Dépopulation. — Très riches. — Très pauvres. — Guillotine menaçante. — Qu'ils prennent garde !.....		269

III. — LES RÉSULTATS

1. — Contrôle scientifique.

Une tuerie est un fait. — Psychologie et mentalité. — Blindé. — Palpable, crié, constaté. — Un tableau. — Vallées violettes, — Parallèles ? — Unité des mesures. — Capitaux. — Produits. — Formules. — X. Y.....	275
--	-----

2. — Prévisions.

Danger de mort. — État-major des rois. — Accroissement humain. — Accroissement fiscal. — Appétits nationaux. — Paix allemande.....	T. II.	289
--	--------	-----

3. — Conclusion.

Hommes et choses. — Usage. — Utilité. — Travail.... 298

POST-SCRIPTUM

Les premiers mois de 1888. — Les mois sont des semaines. — Ton effronté. — Les espionnages. — Acquittement Wilson. — Bobine de Rumkorff. — Le général menace. — Affolement. — Champignons vénéneux. — La juiverie. — La science. — Les partis. — A Épinal. — Au café Riche. — Tous barons Louis. — L'invasion allemande. — Ils mentent. — Une nuit du 4 août..... 300

TABLE DES MATIÈRES...... T. I. 359

TABLE DES MATIÈRES...... T. II. 314

TABLE ALPHABÉTIQUE ET INDEX DES NOMS CITÉS..... 325

8 PLANCHES..... 1^{er} vol. 358

6 PLANCHES..... 2^{me} vol. 314

TABLE ALPHABÉTIQUE

ET

INDEX DES NOMS CITÉS

A

- Abadie-Kira'l-Knoblock (affaire): I, 312.
Abbas-Pacha: II, 35.
Abdul-Aziz: I, 59, 60, 61, 63, 167, 168.
Abdul-Hamid: I, 167.
Abeille-grêle: II, 81.
— incendie: II, 81.
Abonnements réduits: II, 91.
Académies des sciences morales: I, 163.
Accidents: II, 57.
Accroissement fiscal: II, 291, 293.
Accroissement humain: II, 291, 293.
Achard: II, 6.
Acheter: I, 322.
Aciéries d'Alfortville: II, 231.
— de France: II, 231, 257.
Acte: II, 275.
Actions d'apport: I, 353.
Actions de l'homme: II, 31.
Actions de Suez: I, 137.
Adam (Alex.): II, 81.
Aden: I, 58.
Adjudication: I, 130, 282.
Administrateurs: II, 4 à 9, 78 à 90.
Administrer: II, 133, 298.
Adultère: I, 207.
Afghanistan: I, 227.
Agache: II, 81.
Agence Havas: I, 249, 307, 313, 319, 323; II, 13, 58, 154, 219 à 221, 231.
Agents de change: I, 41, 204; II, 28, 33, 69, 163, 263.
Agiotage: I, 19, 20, 29, 161, 273, 293, 305; II, 55, 152, 232, 251, 257.
Agriculteurs: II, 124.
Ahmed-Bey-Ben-Aïad: II, 171.

- Ahun (houillères d') : II, 5.
 Aigle-incendie II, 4.
 Ailly (d') : II, 86.
 Aisne : II, 303.
 Alabama (chemin de fer de l')
 I, 308.
 Alais au Rhône (chemin de
 fer) : I, 307; II, 4, 8, 108,
 231.
 Albert (d') : II, 162.
 Alberti : I, 303.
 Alexandrie : II, 36.
 Alfassa : II, 154.
 Alfatiers : II, 39.
 Algérie : I, 129, 253, 281; II,
 125, 165, 173.
 Algérienne (C^{ie}) : II, 4, 108.
 Algérienne (Société générale)
 II, 89.
 Alglave : II, 186.
 Aliénés : II, 232.
 Alissov : I, 291.
 Allain-Targé : I, 230, 234, 252,
 347; II, 12, 24, 26.
 Allard : II, 147.
 Allegri : I, 228.
 Allemagne : I, 190, 202, 271,
 287, 288; II, 123, 220, 221,
 332, 241, 246, 248, 291 à 296,
 302, 311.
 Allemands : I, 131; II, 148,
 248.
 Allemane : II, 250.
 Alleux : I, 18.
 Alliance : II, 296.
 Alliance israélite : I, 228; II,
 242.
 Allumettes (C^{ie} des) : I, 82,
 133; II, 80, 81, 83, 134, 187.
 Allures de grand sei-
 gneur : II, 171.
 Alphonse XII : I, 132; II, 93,
 96, 97, 226, 263.
 Alpes (Société des) : I, 341,
 342.
 Alsace : I, 131; II, 234.
 Alte Presse : I, 120.
- Ambassadeur : I, 314.
 — d'Allemagne
 I, 202.
 Amé : II, 79, 84.
 Amé baron de Saint-Didier :
 II, 79, 84.
 Amédée : I, 116.
 Amendes : II, 59.
 Amérique : I, 19, 51; II, 248,
 258.
 Amnistie : I, 143, 177, 209,
 265, 278.
 Amortissable (rente) : I,
 219, 262, 323; II, 107, 114.
 Amoy : II, 148.
 Amsterdam : I, 23.
 Anarchie : I, 28.
 Andalous (chemins de fer) :
 II, 4.
 Andlau (d') : I, 285, 286; II,
 4.
 Andral : II, 89.
 André : II, 82.
 Andrieux : I, 182, 265; II,
 129, 214.
 Andrinople : I, 224.
 Anémie : II, 23.
 Anglais : I, 141, 142; II, 148.
 Angleterre : I, 19, 51 à 58,
 118, 175, 190, 191, 195, 208,
 243; II, 137, 149, 180, 237,
 246, 293, 294.
 Anglobank : I, 64, 65.
 Anne de Montmorency : I, 10,
 11.
 Anonymat : I, 40.
 Antagonismes : II, 63, 266,
 292.
 Anti-cléricanisme : I, 159;
 II, 178, 236.
 Anti-sémitique : II, 139.
 Anti-sémitisme : I, 316; II,
 17, 20, 139, 173, 253.
 Anti-social : II, 236.
 Anzin : I, 237, 238; II, 82, 85,
 116 à 123, 309.
 Appétits : II, 291 à 296, 311.

Arabi-Bey: I, 331; II, 36, 246.
Arbel: II, 4, 196.
Arbitrage: I, 256.
Argante: II, 125, 128, 129.
Argentine (République): I, 348.
Arlberg (tunnel): II, 296.
Armée: I, 183, 341.
Armentières: I, 309.
Arminius: I, 316.
Arnim (d'): I, 131, 132.
Arnoult: II, 6.
Arsenaux: I, 320.
Art: I, 12, 14.
Article 7: I, 266, 277.
Artillerie: I, 321.
Aryen: I, VII.
Asie: I, 52, 165; II, 294.
Assemblée nationale: I, 151, 265.
Assignats: II, 290.
Assistance: II, 249.
Association: I, 233; II, 57.
Assurances: I, 125, 274.
 — (grande Cie d'): II, 4, 138.
 — financière: II, 4, 7, 233.
 — gén^{le} incendie: II, 78, 84.
 — gén^{le} maritime: II, 78, 84.
 — gén^{le} vie: II, 78, 84.
Asticots: I, 80; II, 312.
Asturies-Galice-Léon (ch. de fer): II, 8, 79.
Atlas (assurance): II, 81.
Attentats: I, 270, 292.
Aubanel: II, 259.
Aube (amiral): II, 183.
Aubépin: I, 200.
Aubert: II, 250.
Aubry: II, 147.
Auch: I, 242, 270.
Aucoc: II, 89.

Audriffred: II, 6.
Audiffret-Pasquier (d'): I, 105, 238.
Auguste: I, 13.
Aumale (d'): I, 6, 94, 100, 284, 285.
Aurès: I, 253.
Australie: I, 51; II, 149.
Autonomie: I, 168.
Autriche: I, 46, 52, 53, 54, 190, 194, 222, 223, 226, 239, 271, 287, 288, 340, 348; II, 15, 246, 293 à 296, 310.
Autrichiens (chemins de fer): II, 7, 80, 82, 83, 87, 88, 89, 243.
Auvergnats: I, 145.
Auxiliaire des chemins de fer (C^{ie}): II, 8, 108.
Avenir (journal): I, 95.
Avenir libéral: I, 109.
Aveyron (houillères et fondries de l'): II, 5, 6, 79, 83. (V. aussi Decazeville.)
Avoué: II, 139.
Ayen (duc d'): II, 86.

B

Bac-Lé: II, 128.
Baïa-de-Arama (mines de): I, 108.
Bailhaut: II, 6, 91, 183, 188.
Baisse: I, 324; II, 145.
Balkans: I, 55, 58, 166, 192, 241, 289, 293, 342; II, 148, 237, 238, 242, 245, 294 à 297, 302.
Baltique (mer): I, 251.
Balzac: II, 167.
Bamberger: I, 64, 91, 119, 228, 302; II, 25.
Bannueville (de): II, 195.
Bandits: I, 240; II, 155.
Banque beylicale: II, 167.

- Banque centrale du commerce : II, 5, 7, 8.
 — centrale du travail et de l'épargne : II, 4, 5, 6, 7, 8.
 — coloniales : I, 180 ; II, 40, 80, 84, 89.
 — commerciale et industrielle : II, 5, 6, 7.
 — d'Alsace - Lorraine : I, 302.
 — de commerce d'Alzow-Don : II, 82.
 — de Crédit italien : II, 86.
 — de France : I, 81, 134, 272, 304, 325 ; II, 5, 7, 8, 18, 25, 70, 78, 80 à 83, 86, 284, 301.
 — de la Guyane : II, 7.
 — de l'Algérie : II, 5, 7, 125.
 — de la Nouvelle-Calédonie : I, 180, 209, 240.
 — de l'Indo-Chine : II, 85, 147.
 — de Lyon et de la Loire : II, 8, 14, 18, 23, 28, 109, 138.
 — de Paris : I, 222, 302.
 — — et des Pays-Bas : I, 102, 116, 119 ; II, 4, 5, 85.
 — de Prêts à l'Industrie : II, 5, 131, 137, 196.
 — de Roumanie : II, 82.
 — d'Escompte : I, 263, 302 ; II, 4, 8, 31, 79, 86.
 — des Pays-Hongrois : I, 341 ; II, 108.
 — de Tunisie : II, 167.
- Banque de Winterthür : I, 302.
 — Européenne : I, 268.
 — franco-égyptienne : I, 230, 250 à 254, 302, 329 ; II, 6, 20, 32, 85, 114, 147, 171.
 — franco-hollandaise : I, 146, 180, 181, 199.
 — générale de dépôts : I, 341.
 — hypothécaire : I, 263, 299, 300, 326, 327, 328 ; II, 31, 79, 107.
 — hypothécaire des Etats-Unis : II, 80, 82.
 — hypothécaire d'Espagne : II, 86.
 — maritime : II, 4, 7, 8.
 — — (en Autriche) : II, 15, 18.
 — nationale : I, 302 ; II, 33, 55, 130, 131, 196.
 — nationale Bulgare : II, 238.
 — ottomane : II, 134, 208 ; II, 18, 21, 42, 80, 83, 89, 243.
 — parisienne : I, 180, 302 ; II, 108.
 — transatlantique : II, 7, 88.
 — viennoise : I, 341.
- Banqueroute : I, 134, 163 ; II, 157.
 Banquets : I, 208.
 Banquiers : I, 81.
 Baragnon : II, 4.
 Baragnon (Pierre) : II, 225.
 Barante (de) : II, 86.
 Barbe : II, 236.
 Barberet : I, 311.
 Barbey : II, 236.
 Bardo : I, 337.

- Bardoux : II, 4, 90.
 Barmin : I, 225.
 Barodet : I, 104.
 Barraña : 163, 164.
 Barrail (du) : I, 114.
 Barré : II, 223.
 Barrot (F.) : I, 252.
 Barthe (Aug.) : II, 196.
 Barthélemy-Saint-Hilaire : I, 289, 319, 323, 326, 332 ; II, 4.
 Basly : II, 181.
 Bassins houillers du Hainaut : I, 199.
 Bateaux-omnibus : II, 8.
 Batignolles (Société des) : II, 214.
 Battenberg (Alexandre de) : I, 342, 343; II, 237 à 246.
 Baude (baron) : II, 86.
 Baudelot : II, 81, 244.
 Baudry d'Asson : II, 65.
 Bavier-Chauffour : II, 170.
 Bazaine : I, 80.
 Beaconsfield (Disraëli) : I, 63, 65, 222.
 Beïra-Alta (Chemin de fer de) : II, 108.
 Belgique : I, 46, 48, 55, 60, 83, 200.
 Bellaigue : II, 89.
 Belleville : I, 330.
 Bellowar-Sofia : I, 225, 342.
 Belmez (Cie houillère et métallurgique de) : II, 88.
 Bénédice : I, 18.
 Benjamin : II, 253.
 Benoist-d'Azy, II, 84, 90, 250.
 Benoît-Lucy : II, 139.
 Benvenuto : I, 13.
 Bérenger : II, 43.
 Berlin : I, 226, 251, 342 ; II, 174.
 Bernard (magistrat) : II, 225.
 Bernard (sénateur) : II, 4.
 Bert (Paul) : I, 347; II, 6.
 Berthezène : I, 140.
 Berthier : II, 87.
 Berthier frères : II, 224 à 230.
 Bertrand (Alph.) : II, 199.
 Besançon : I, 237 ; II, 134.
 Besoigneux : I, 105.
 Bessèges : II, 29, 43 à 46, 85.
 Bestiaux : II, 155.
 Bête humaine : I, 69.
 Betteraviers : II, 124.
 Beulé : I, 110.
 Beust (comte de) : I, 62 ; II, 50.
 Béziers : I, 308.
 Biedermann : II, 102.
 Bienfaisance : I, 272.
 Bière (Marie) : I, 311.
 Bigault de Granrut : II, 224.
 Billing (de) : I, 337.
 Billot (général) : II, 27, 214.
 Bi-métallisme : I, 326.
 Bingham (mines de) : I, 308, II, 221, 231.
 Bisaccia (de) : I, 154.
 Bischoffsheim : I, 122 ; II, 6, 242.
 Bismarck : I, 63, 80, 90, 117, 131, 203, 222, 229, 250, 251, 286, 288, 289, 318 ; II, 7, 93, 158, 186, 234, 248, 303, 313.
 Bitume : I, 229.
 Bitumes et asphaltes français : II, 108.
 Blanchard : II, 138.
 Blandin : I, 347.
 Blanqui : II, 11.
 Bleichröder : I, 63, 229, 302, 316 ; II, 17, 21, 51.
 Blignièrès (de) : I, 173, 257, 331, 332 ; II, 136.
 Blount : II, 82, 84.
 Blowitz (de) : II, 58.
 Boare : II, 68.
 Bocher : II, 4, 87, 148, 241.
 Bockos : I, 337.
 Bohême (Société minière de) : I, 341,

- Boischevalier (de) :** II, 8.
Boîtes à ordures : I, 123.
Boland : II, 102.
Bonaparte (Jérôme) : II, 52.
 — (Louis) : I, 44, 210; II, 235.
Bonapartistes : II, 305.
Bondy (de) : II, 4.
Bondy à Aulnay-lès-Bondy (chemin de fer) : I, 125.
Bône à Guelma : I, 251, 252, 329, 336, 337; II, 4, 8.
Bonnardel : II, 84.
Bonnechose (Mgr de) : I, 247.
Bonnemère (Eugène) : I, 12.
Bonnet : II, 4.
Bonnet-Duverdier : I, 243.
Bons de salubrité : II, 135, 214, 215, 254.
Bontoux : I, 234, 239, 240, 341 à 344; II, 16 à 27, 49, 246, 297.
Bontoux (député) : II, 6.
Bordeaux : I, 75, 237, 242, 270, 309; II, 109.
Bordelaise de navigation (Cie), II, 231.
Borel : II, 214.
Borriglione : II, 163, 164.
Bosnie : I, 134, 166, 227; II, 39.
Bou-Aména : I, 329.
Bouches-du-Rhône : II, 303.
Bouchet (Brutus) : II, 6, 137.
Bouchez : II, 225.
Boulan : II, 233.
Boulanger : II, 166, 183, 210, 212, 213, 217, 219, 222, 232 à 236, 253, 260 à 265, 297, 303, 304, 305, 306, 307, 309, 310, 312.
Boulevard Haussmann : II, 215.
Bounicaud-Gesmond : I, 267.
Bourbon (famille de) : I, 210; II, 52.
Bourgeois (député) : II, 6.
Bourgeoisie : I, 29, 94, 153, 248, 269, 275, 292, 311, 312, 325; II, 25, 175, 246, 266.
Bourges à Gien (chemin de fer), II, 231.
Bourse : I, 20, 25, 80, 106, 144, 146, 163, 166, 182, 186, 189, 232, 243, 255, 270, 274, 318; II, 168.
Bouthier : II, 6.
Boyer (Antide) : II, 181.
Bozérian : II, 4.
Brabançons : I, VIII.
Bragance (de) : II, 201, 210.
Brame : II, 6, 305.
Bravet : II, 6.
Bréban : II, 219.
Bresselle : II, 228.
Bressuire-Poitiers (chemin de fer) : II, 231.
Bretagne : I, 10.
Breuil de Saint-Germain (du) : II, 250.
Brice (René) : II, 6, 85.
Brière de l'Isle : II, 144, 146, 152, 154.
Briouze à la Ferté-Macé (chemin de fer) : II, 6.
Briseurs d'Auvergne (Les) : I, 145.
Brisson : II, 145, 182.
Brogie : I, 104, 112, 133, 204, 207; II, 4, 20.
Broglio : I, 207.
Brölemann : II, 245.
Brossard : II, 61.
Brun (Charles) : II, 147.
Brunet : II, 4.
Bruxelles : II, 174.
Buda-Pesth : I, 195.
Budget : I, 105, 182, 235, 259, 313; II, 124, 235, 266, 282, 292, 313.
Buenos-Ayres : II, 262.
Buffet : I, 133.
Buisson : I, 252.

- Bulgares** : I, 190; II, 238, 239.
Bulgarie : I, 167, 222 à 228, 343; II, 92, 180, 237 à 246, 295, 297, 302.
Bulletin de statistique : I, 185.
Bulletins financiers : I, 298.
Bully-Grenay (mines de) : II, 8.
Buret : II, 161, 162.
Burton : II, 80.
Bussièrès (de) : II, 87, 245.
- C**
- Câbles algériens** : II, 231.
 — anglais : II, 102, 150, 223.
 — Tonkinois : II, 223.
 — transatlantiques : I, 308; II, 257.
Caboul : I, 243.
Caffarel : II, 255, 262, 264.
Cahen : I, 91.
Cahen d'Anvers : II, 233.
Cahiers des charges : II, 65.
Cahiers électoraux : II, 47.
Cahors : II, 229.
Cahun (Léon) : II, 173.
Cail (ancienne Société) : II, 79.
Caillaux : I, 205; II, 82.
Caire (le) : I, 257.
Caisses d'épargne : II, 72.
 — des assurances agricoles : II, 109.
Caisse générale des familles : II, 5, 6, 85, 89.
Caisse mutuelle des reports : II, 5.
Calotte : I, 278.
Cambefort : II, 82.
- Cambodge** : I, 106.
Camélinat : II, 181.
Camelot : II, 310.
Camondo : I, 91, 116, 296, 302; II, 13, 25, 123, 153, 154, 245.
Campagnac (mines de) : II, 5.
Campeçon : I, 347; II, 214.
Campos (Mercedès de) : II, 260.
Canal de jonction de la Sambre à l'Oise : II, 86.
Canal de la Bourne : II, 231.
 — de Pierrelate : II, 8, 107.
Canaques : I, 240.
Candas : I, 353.
Canivet : II, 262.
Cantagrel : I, 111.
Caoutchouc : I, 93.
Capital : I, 59, 157, 159, 206, 273; II, 112, 114, 133, 232, 251, 268, 290, 291, 292, 297, 298, 306, 309, 310, 312.
Capitaliste : II, 118, 119, 131.
Capitiaux (tableaux) : I, 109, 126, 185, 213, 244, 275, 313, 351, 357; II, 48, 103, 110, 156, 216, 272, 277, 280 à 283, 286, 287.
Capitulations : I, 117, 118, 139, 141, 194; II, 35.
Cap St-Jacques : II, 147.
Cardiff : II, 189.
Carmaux (mines de) : II, 89.
Carolines (Iles) : II, 159.
Cartier : II, 68.
Cartouches : I, 133, 321, II, 215.
Casino municipal de Nice : II, 108.
Caspienne (mer) : I, 58; II, 148.
Cassagnac (Paul de) : I, 143, 202, 283; II, 62, 72, 157.
Castellane : II, 209.
Castries (dc) : II, 49.

- Catastrophes:** 11, 278, 289.
Catholiques: 1, 157, 193, 202, 204, 208, 239, 315, 341, 346.
Cautiounnements: 1, 206.
Cavaignac: 11, 235.
Cavalerie: 1, 237.
Cave: 1, 175.
Cayrade: 11, 195.
Caze (Ed.): 1, 347.
Cazeaux: 11, 6.
Cazot: 1, 280, 307, 347; 11, 4.
Centrale-vie: 11, 4, 8.
Central-News: 11, 151.
Cercles: 11, 102.
Céréales: 11, 155, 232.
Cernay (de): 11, 117.
César: 1, 176.
Césariens: 1, 276.
Cévennes: 1, 13.
Ceylan: 11, 37.
Chabaud-Latour (de): 11, 4, 85.
Chabert: 1, 281.
Chabrières-Arlès: 11, 90.
Chabrol: 1, 252.
Chaco: 11, 262.
Chagot: 1, 238.
Chalamel: 1, 347.
Chalets: 1, 31.
Challemel-Lacour: 11, 11.
Chalus: 1, VIII.
Chambord (de) 1, 75, 100, 102, 105, 202; 11, 52.
Chambre des députés: 11, 146, 160, 173, 247, 264, 289, 301, 306, 308.
Chambres de commerce: 1, 306.
Chamerot (Georges): 1, 332.
Change: 1, 20.
Changeurs: 1, 82.
Chantage: 1, 10; 11, 260.
Chantiers et ateliers de la Gironde: 11, 4.
Chantilly: 1, 11.
Charbonnages: 1, 125; 11, 119.
 — du nord: 11, 231.
 — du Rhin: 11, 231.
 — Rhénans: 11, 231.
Charbons: 11, 117 à 123, 189.
Charcutier: 1, 41.
Charentes (Chemins de fer des): 1, 181, 182.
Charette: 11, 61.
Charlemagne: 1, 18.
Charmes (Gabriel): 1, 332.
Chassepot (fusil): 1, 114.
Chateaubriand (comte de): 1, 10.
Chateaufort (de): 11, 83.
Chateauroux: 1, 108.
Chatelain (sergent): 11, 259.
Châtiments (les): 1, 14.
Chaudordy (de): 11, 11.
Chaulnes (de): 11, 49.
Chauvinisme: 11, 92, 159, 166, 167, 235, 310.
Chemins de fer: 1, 59, 133, 181, 184, 198, 224, 282, 298, 306; 11, 13, 26, 30, 34, 73, 92, 115, 121, 122, 123, 134, 167.
 — russes: 1, 136, 11, 21.
 — tunisiens: 1, 253.
 — turcs: 1, 50, 62, 137, 223, 343; 11, 51, 82, 297.
 — turcs (Société d'exploitation), 11, 243.
Chevalerie: 1, 248.
Chevallier (ingénieur): 11, 254.
Chesnel: 11, 161.

- Chesnelong : 1, 1.
 Chiffonniers : 11, 124.
 Chiffres : 11, 275, 276, 278.
 Chine : 1, 45; 11, 127.
 Choiseul (de) : 11, 130.
 Choléra : 1, 45, 110; 11, 106, 135, 142.
 Chômages : 1, 156, 203; 11, 160, 216, 251.
 Choppin d'Arnouville, 1, 267.
 Chrétiens : 1, 60, 190, 191, 227, 270; 11, 139.
 Christianisme : 1, 26.
 Christophe : 1, 178, 182, 199, 217, 263, 264, 265, 299 à 302, 327, 328; 11, 6, 210.
 Chudeau : 1, 267.
 Chypre : 1, 227.
 Cibiel : 11, 6, 195.
 Cicéron : 1, 5.
 Ciments du haut Rhône : 11, 108.
 — français : 11, 108.
 Cinquantenaire des chemins de fer : 11, 252, 253, 256.
 Cirages français : 11, 109.
 Circulation monétaire : 1, 91.
 Cisse (de) : 1, 112, 114, 284, 353.
 Cités ouvrières : 11, 65.
 Civilisation : 1, 17; 11, 38.
 Clairon : 11, 61.
 Clamecy : 11, 135.
 Classes dirigeantes : 1, 264.
 — ouvrières : 1, 142.
 Caude des Vosges : 11, 4.
 Clearing-House : 1, 86.
 Clémenceau : 1, 322; 11, 61, 214, 226, 227, 258, 304, 307, 309.
 Clémentine (princesse) : 11, 242.
 Clément Marot : 1, 23.
 Cléricalisme : 1, 169, 238.
 Clermont-Ferrand : 11, 261 307.
 Cloué (amiral) : 1, 323.
 Clovis : 1, 9, 17, 18.
 Cluseret : 1, 77.
 Cobourg (Ferdinand de) : 11, 237, 240, 247.
 Cochery : 1, 280, 323, 347; 11, 27, 54.
 Cochinchine : 11, 102.
 Cocottes : 11, 113.
 Code civil : 11, 65.
 Colbert : 1, 19.
 Colin (Armand) : 11, 120.
 Collo (Mines de) : 1, 353.
 Cologne : 1, 173.
 Colonies : 11, 165.
 Colonne Vendôme : 1, 143.
 Commandements militaires : 1, 247.
 Commandite : 11, 124.
 Commeny-Fourchambault : 11, 8, 83, 84, 250, 251.
 Commerce : 1, 306.
 Commission des chemins de fer : 1, 198.
 — de surveillance des Banques coloniales : 11, 80, 84, 89.
 Commission du budget : 1, 259.
 Commune : 1, 143, 177, 204.
 Compagnies fermières : 1, 198.
 Compensation (bureau de) : 1, 86 :
 Compiègne : 11, 171.
 Complots : 1, 292; 11, 174.
 Compte définitif des recettes : 11, 282, 286.
 Comptoir central de crédit : 11, 83, 89.

- Comptoir de l'industrie li-
nière : 11, 4, 5,
9, 44, 86.
- d'escompte : 1, 81,
102, 107, 116,
271, 302, 324; 11,
5, 8, 81, 86, 114,
126, 147, 243, 244.
- d'escompte de
Lyon : 11, 85.
- Concentration de la for-
tune : 1, 149, 357.
- Concussions : 11, 162.
- Conférence à quatre : 1,
226.
- de Constanti-
nople : 1, 189.
- égyptienne :
11, 136.
- monétaire : 1,
326.
- Confiance-incendie : 11, 7,
8.
- Congrégations : 1, 265, 276.
- Congrès : 1, 183, 184, 186,
222, 223, 226,
238, 247, 273,
311; 11, 11, 140,
265.
- de Berlin : 1,
222, 223, 226;
11, 296.
- ouvrier : 1, 183
à 186, 238, 240,
273, 311; 11, 249.
- Conquête : 11, 126.
- Conseil d'Etat : 1, 327.
- municipal : 1, 201;
11, 34, 169, 195, 253, 265.
- Conservateurs : 1, 7, 204.
- Consommation : 11, 120,
277, 281, 287, 291 à 293, 298.
- Conspiration : 1, 325.
- Constans : 1, 280, 286, 323;
11, 6.
- Constantinople : 1, 58, 189,
192, 223, 225, 343; 11, 149,
242, 295.
- Constaté : 11, 277.
- Constitution : 1, 130, 132,
11, 140, 304.
- Constitutionnel : 1, 183, 205.
- Constructions navales (so-
ciété de) : 11, 42.
- Consuls : 1, 166.
- Contin : 1, 252.
- Contrat : 11, 136.
- Contrebande : 1, 310.
- Contribuables : 1, 46.
- Conventions : 1, 307; 11,
66, 73, 92, 101, 134, 266.
- Conversion : 1, 254 à 256;
11, 67, 152, 264.
- Corbeaux : 1, 115.
- Cordier : 11, 118.
- (sénateur) : 11, 4.
- Corinthe : 1, 324; 11, 42.
- Corneille : 1, 13.
- Cornudet : 11, 84.
- Correspondance républi-
caine : 11, 55, 198.
- Correspondance universelle :
11, 130, 131.
- Correspondant : 11, 311.
- Corruption : 11, 1.
- électorales :
1, 210.
- Corsaire : 1, 142, 172 à 176.
- Corse : 1, 154, 129 à 133, 138.
- Cote européenne : 11, 242.
- Cotelle : 1, 267.
- Coupons : 1, 157.
- Coups de bourse : 1, 318;
11, 18, 68, 143, 146, 151,
156, 218, 219, 230.
- Coups d'Etat : 1, 193, 202,
212, 213.
- Courcel (de) : 11, 11.
- Cour d'appel d'Aix : 1,
209.
- Cour de cassation : 11, 164.
- Cournet : 11, 175.

- Courrier d'Angers : 1, 267.
 — du soir : 11, 255.
 Cours de bourse : 1, 106, 107, 146, 186, 212, 218, 221, 244, 251, 262, 274, 298, 319, 338, 348; 11, 23, 24, 41, 66, 70, 92, 128, 157, 198, 204, 220.
 Cours forcé : 1, 300, 304, 324.
 Courtois : 1, 20, 22, 23, 24, 30.
 Couturier (Agent de change) : 11, 69, 70.
 Couturier (député) : 11, 6.
 Crédit ; 1, 40, 171; 11, 301.
 — agricole : 1, 173, 193, 194.
 — algérien : 11, 107.
 — de France : 11, 4, 108, 137, 138.
 — foncier de France : 1, 81, 102, 105, 138, 169 à 173, 193, 196, 201, 216 à 220, 240, 262 à 265, 299, 300, 302, 326, 327, 328; 11, 4, 5, 6, 7, 8, 25, 30, 58, 65, 79, 85, 114, 207, 210, 216, 271.
 — foncier central prussien : 1, 103.
 — foncier colonial : 1, 102; 11, 5, 6, 8.
 — foncier d'Angleterre : 11, 231.
 — foncier d'Autriche : 1, 222; 11, 8, 79, 80, 82, 85.
 — foncier Egyptien : 11, 42.
 — foncier et agricole d'Algérie : 1, 298, 11, 5, 6, 32, 84, 85, 125.
 — foncier franco-canadien : 1, 298; 11, 4, 6, 85.
 — foncier suisse : 1, 146.
 — général français : 1, 126, 144, 145, 146, 252, 262, 304, 307; 11, 4, 8, 58, 108, 217 à 231.
 — industriel et commercial : 1, 102, 302, 329, 337; 11, 4, 8, 20, 79, 89, 90, 114, 126, 147.
 — Lyonnais : 1, 81, 88, 302; 11, 5, 6, 7, 14, 86, 90, 107, 114.
 — maritime de France : 11, 109.
 — mobilier : 1, 180, 219, 252, 302; 11, 6, 231.
 — mobilier Espagnol : 1, 104, 302; 11, 4, 85, 88.
 — mutuel : 1, 111.
 — provincial : 11, 107.
 Crédits : 11, 145.
 Crémieux : 1, 111, 129, 184, 228, 336.
 Creuzot : 11, 46, 83.
 Cri du peuple : 11, 215, 256.
 Crié : 11, 277.
 Criminalité : 1, 208, 312.
 Crise économique : 1, 214; 11, 45, 64, 110, 308, 309.
 Crise lyonnaise : 1, 203; 11, 176.
 — monétaire : 1, 326.
 Critérium : 1, 7, 8.
 Cromwell : 11, 262.
 Croy (de) : 11, 117.
 Cuivre : 1, 133, 11, 258, 260.
 Culte : 1, 159.
 — des morts : 11, 175.
 Cultivateurs : 1, 166.

Cumul : 1, 284.
 Cuzin-Legendre : 11, 19.
 Czar : 1, 165, 227, 270; 11, 237, 241.

D

Daguesseau : 1, 27, 29.
 Daguin : 11, 86.
 Daily-News : 11, 220 à 222, 230.
 Dalmatie : 11, 39.
 Damas junior : 11, 88.
 Danelle-Bernardin : 11, 6.
 Danemark : 1, 55; 11, 148.
 Danger : 11, 291.
 Daniel (André) : 1, 155 ; 11, 40, 65, 71, 76, 97, 105, 146, 183, 236, 250.
 Danoise (Cie de télégraphes) : 11, 148, 150.
 Danube : 11, 239.
 Darcel : 11, 89.
 Daudet (Ernest) : 11, 58.
 Dauphin : 1, 262; 11, 4, 217, 228, 233.
 Dautresme : 11, 236, 304.
 Davillier : 11, 86, 87.
 Davoud-Pacha : 1, 63, 64, 65; 11, 50.
 Decazes (duc) : 1, 104, 118, 133, 137 à 142, 152, 166, 173 à 176, 179, 202, 203, 250; 11, 20, 36, 242.
 Decazeville : 1, 237, 238 ; 11, 79, 83, 184, 185, 188, 195.
 Décès : 1, 148, 350, 354 ; 11, 106, 216, 269, 277, 282, 283, 286.
 Décomposition sociale : 11, 97.
 Décorations : 11, 133, 160, 215, 228, 257, 261 à 264.
 Dédeagadsch : 1, 225.

Defalque : 1, 252.
 Défense : 1, 273.
 Déficit : 11, 66, 115, 120, 292, 294.
 Dehaynin : 11, 79.
 Dehn (Paul) : 1, 62, 121, 224, 225.
 Delafosse Jules : 11, 311.
 Delafosse (P.) : 1, 289.
 Delaporte : 1, 106, 252; 11, 6.
 Delarbre : 11, 84.
 Délation : 1, 204.
 Delessert : 1, 252; 11, 85, 147.
 Délimitation de frontières : 1, 230, 271, 293.
 Delta (Tonkin) : 11, 144.
 Deluns-Montaud : 11, 305.
 Délyannis : 11, 228.
 Demachy : 11, 83, 212.
 Démajoration : 1, 110.
 Démocratie : 11, 58, 238.
 Demôle : 11, 183.
 Démonétisation : 1, 305.
 Démoralisation : 1, 286, 311; 11, 168, 256.
 Denain : 1, 309.
 Denier d'Anzin : 1, 238.
 Denière : 1, 303.
 Denion du Pin : 11, 89.
 Denormandie : 11, 4, 83.
 Dentelière (La) : 11, 108.
 Dénusés : 1, 98, 149, 158, 187, 211, 244, 313, 349, 358 ; 11, 48, 63, 104, 106, 158, 217, 271, 279.
 Dépêches chiffrées : 11, 150, 151.
 Déplacements de richesses : 1, 161.
 Dépopulation : 11, 271.
 Dépôts et comptes courants (Société de) : 1, 81, 302; 11, 147.
 Deprez (Marcel) : 11, 258.
 Derenbourg : 1, 228.
 Déroulède : 11, 49.
 Desandrouin : 11, 118.

- Desbrières : II, 86.
 Deseilligny : II, 195.
 Desgranges : I, 252.
 Desmons : II, 44.
 Despans-Cubièrre : II, 267.
 Desportes : II, 61.
 Desprez : I, 228 ; II, 6.
 Destructures : I, 7, 49 ; II, 279.
 Détroiat (Léonce) : II, 58.
 Dette : I, 134.
 — flottante : II, 72, 266.
 Dette tunisienne : I, 230, 251, 338 ; II, 39, 171.
 Deutz : II, 76.
 Develle : II, 6, 183.
 Devès : I, 267, 320, 347.
 Dévorances : II, 297.
 Diamants du Cap (mines de) : I, 307.
 Dictateurs : II, 211, 217.
 Didion : II, 89.
 Diplomatie : I, 189, 192, 222, 251, 254, 314 ; II, 241, 246.
 Disraëli : I, 118, 136, 165, 167, 222 ; II, 137 (voir aussi Beaconsfield).
 Dissolution : I, 243 ; II, 306.
 Dividendes : II, 74.
 — fictifs : I, 196 ; II, 224.
 Divorce : II, 135, 136, 232.
 Docks de Marseille : II, 20, 82.
 Docks et entrepôts de Rouen : II, 4.
 Docks et entrepôts du Havre : II, 4, 8, 84, 85, 86.
 Docks et entrepôts libres de Marseille : II, 108.
 Docks Napoléon : II, 19.
 Doigt de Dieu : I, 9.
 Dollfus : II, 69.
 Dollfus-Mieg : II, 87.
 Dong-Son : II, 146.
 Don-Juan : II, 165.
 Donnet : I, 208.
 Donon : I, 302.
 Douai : I, 163.
 Douanes : II, 142, 155.
 Douars : I, 334.
 Draguignan : II, 163.
 Drandar : I, 343 ; II, 239.
 Drapeau blanc : I, 75.
 — rouge : II, 175.
 Draps : II, 215.
 Dreyfus : I, 121 à 124, 138, 180, 200, 201, 218, 247 ; II, 138, 180, 202, 203, 266.
 Drogman : I, 119.
 Droit : I, 123.
 Droit de vivre : II, 38.
 Droits de l'homme : I, 183, 184.
 Drumont : I, 169 ; II, 26, 215.
 Dubarry : I, 19.
 Duchêne (Georges) : I, 25, 26.
 Duclerc : II, 4, 38, 39.
 Ducrey : I, 281.
 Ducrot : I, 241.
 Duc-Quercy : II, 195.
 Duel : II, 132.
 Dufaure : I, 133, 164, 177, 179, 186, 214 ; II, 187.
 Dufour : II, 6.
 Dufour (syndic) : II, 255.
 Dulcigno : I, 297.
 Dumas fils : II, 49.
 Dumay : II, 46, 47.
 Duportal : I, 243.
 Duprat (Pascal) : I, 140, 176.
 Dupuis (Jean) : I, 106.
 Dupuy de Lôme : II, 4.
 Durand : II, 6.
 Durieux : II, 6.
 Durrieu : I, 281 ; II, 147.
 Dutilleul : II, 4.
 Duval : II, 4.
 Duval (Raoul) : I, 238 ; II, 195.
 Dyle et Bacalan (Société de) : II, 6.
 Dynamite : II, 46.

E

Earle (Ralph) : I, 63.
 Eastern Extension Company :
 II, 147 à 152, 223.
 Eaux (Cie générale des) : II,
 7, 8, 80, 82, 85, 87.
 Eaux de la banlieue : II, 8.
 Ebéniste : I, 41.
 Echanges : II, 192, 284, 289.
 Echo universel : II, 32.
 Economie : I, 26.
 Economies budgétaires :
 II, 110.
 Economist : II, 10,
 Economiste français : I, 295;
 II, 10, 30.
 Economistes : I, 232; II,
 111, 115.
 Ecouen : I, 10.
 Eden-théâtre : II, 108.
 Eglise : I, 60, 159.
 Egypte : I, 102, 117, 118, 133,
 136, 137, 163, 166, 173, 174,
 175, 194, 215, 221, 250, 253,
 259, 324, 332; II, 26, 35,
 136, 157, 179.
 Eichtal (d') : II, 87.
 Electeurs : I, 160, 211; II,
 100, 168.
 Elections : I, 159, 324; II,
 142, 151, 155, 177, 179, 239,
 240, 253, 305, 306.
 Elections sénatoriales : I,
 243.
 Elysée-Montmartre : II,
 172.
 Embargo : II, 144.
 Emigrants : I, 54.
 Emissions : I, 96, 107, 126,
 144, 179, 195, 201, 214, 233,
 274, 304, 307, 323, 348; II,
 13, 41, 103, 107, 115, 116,
 156, 215, 252.
 Empire : I, 197, 204; II, 278,
 280.

Employés : I, 204.
 Emprunt bulgare : II, 242.
 Emprunt-coton : I, 308; II, 231.
 — haïtien : I, 144, 145;
 II, 231.
 — indo-chinois : II,
 252.
 Emprunts : I, 144, 200, 201,
 206, 221, 271, 294, 295, 308,
 335; II, 115, 126, 197, 198.
 Emprunts égyptiens : I,
 221; II, 157.
 Emprunts grecs : I, 271,
 295, 298, 307, 324; II, 108,
 244, 252.
 Emprunts péruviens : I,
 200, 201; II, 203.
 Emprunts tunisiens : I,
 308; II, 128.
 Enfants abandonnés : II,
 71.
 Enfida : I, 336.
 Enseignement : I, 142, 168.
 Entrepôts et Magasins géné-
 raux de Paris : II, 79.
 Epargne : I, 156; II, 72.
 Epargne populaire : II, 6,
 108.
 Ephémérides : II, 223, 225.
 Ephrussi : I, 302, 319; II, 25,
 161, 233.
 Epidémies : I, 334; II, 279.
 Epinac (Houillères et chemin
 de fer d') : II, 80, 85.
 Epinal : II, 261; II, 307, 308.
 Epuration : I, 263.
 Equateur (Assurance) : II,
 85.
 Erlanger : I, 91, 126, 180, 219,
 231, 250, 252, 263, 268, 271,
 293, 296, 303, 307, 308, 318,
 319; II, 13, 22, 25, 49, 99,
 100, 101, 138, 144, 152, 211,
 217 à 230, 235, 244, 257.
 Erreur judiciaire : II, 139.
 Escroqueries : I, 9, 26, 40,
 196, 198; II, 168, 225.

Esope : 1, 13.
Espagne : 1, 55, 56, 104, 116, 163, 180; 11, 39, 194.
Espions : 1, 113, 133, 284; 11, 259, 301.
Esplanade des Invalides : 11, 61, 62.
Esprit : 11, 276.
Est (ch. de fer) : 11, 8, 79, 86, 87.
Est-Algérien (ch. de fer) : 1, 281; 11, 108.
Etablissement de Biarritz : 11, 231.
Etats-Unis : 1, 54, 205, 206.
Etienne : 11, 6.
Etrangers : 1, 47, 96, 141, 318; 11, 247, 248, 279, 280, 297.
Etuais de Maillechort : 11, 259.
Evènement (L') : 11, 55, 96.
Exception de jeu : 1, 182.
Exchange-Company : 11, 151.
Exportations : 1, 214.
Exposition de Vienne : 1, 111.
Exposition de 1867 : 1, 46, 59.
Exposition de 1878 : 1, 195, 206, 231.
Exposition de 1889 : 11, 197, 199, 252.
Expropriations : 11, 216, 271.
Expulsion des moines : 1, 278.

F

Fable : 1, 12.
Faillites : 1, 194; 11, 22, 107, 130.
Fait : 11, 275.
Falcimaigne : 11, 222, 226.

Fallières : 11, 236, 304.
Falsificateurs : 11, 168.
Famille : 11, 60.
Fanatisme : 1, 8.
Farre : 1, 280; 11, 214.
Faure (Félix) : 1, 347; 11, 6.
Fausse-monnaie : 11, 163.
Fausse-nouvelles : 1, 134.
Favre (Jules) : 1, 73, 80.
Fay (du) : 11, 4.
Faye : 11, 304.
Fénélon : 1, VIII.
Féodal : 1, 18.
Féodalité financière : 1, 155; 11, 301.
Feray : 11, 5.
Ferdinand de Cobourg (de Bulgarie) : 11, 237 à 246, 302.
Ferfay (Mines de) : 11, 107.
Fermages : 1, 166; 11, 173.
Fermiers généraux : 1, 19.
Ferrand : 1, 112.
Ferron (général) : 11, 236.
Ferrouillat : 11, 5, 305.
Ferry (Charles) : 1, 230, 252; 11, 7, 170, 171.
Ferry (Jules) : 1, 1, 230, 252, 265, 276, 277, 280, 320 à 323, 328, 329, 334, 339; 11, 27, 56, 65, 92 à 99, 110 à 113, 125 à 130, 137, 141 à 147, 151, 154, 155, 165, 166, 170, 214, 219 à 226, 244, 261, 265, 266, 305, 306, 307, 308, 309, 310.
Fessard : 11, 69.
Fidélité conjugale : 11, 136.
Fidus : 1, 89, 94, 113, 241, 242.
Fiévet : 11, 256.
Figaro : 1, 1, 89, 115, 124, 144, 155, 178, 180, 183, 206, 210, 241; 11, 57, 58, 61, 68, 91, 100, 111, 122, 123, 137, 138, 152, à 154, 170 à 176, 193, 201, 209, 215, 311.

Filles nobles : 11, 172.
Finance : 1, 88 ; 11, 59.
Financière (société) : 1, 302.
 — de Paris (société) :
 11, 5, 6.
Financiers : 1, 102, 191, 201.
Finistère : 11, 148.
Fives-Lille (Cie de) : 11, 8, 9,
 88, 125, 214.
Flachat (Yvan) : 11, 250.
Flers (de) : 11, 5.
Flers (pays) : 1, 309.
Floquet : 1, 336 ; 11, 11, 289,
 305.
Florins : 1, 340.
Flory : 11, 223.
Flourens : 11, 236, 238, 304.
Foncière (La) : 11, 4, 5, 7, 8,
 79.
Foncière de France (Cie) : 11,
 5, 109.
Foncière incendie : 11, 79, 231.
 — Lyonnaise : 11, 5, 7,
 108.
Foncière transports : 11, 79,
 — vie : 11, 6, 79.
Fonctionnaires : 1, 247.
Fonctions municipales :
 11, 134.
Fondaria (Les) : 1, 262.
Fonds turcs : 1, 163.
Force : 1, 156.
Forges de Chatillon-Com-
mentry : 11, 5, 6, 7, 82, 86.
Forges de Decazeville : 1, 104,
 237, 238 ; 11, 79, 83.
Forges de la Seine : 11, 231.
 — de Terre-Noire, la
 Voulte et Bessèges : 11, 85.
Forges et aciéries de Fir-
miny : 11, 82.
Forges et aciéries de la ma-
rine et des chemins de fer :
 11, 8.
Forges et chantiers de la Mé-
diterranée : 11, 4, 89, 90.

Forges et fonderies d'Alais :
 11, 8, 80, 84, 87.
Forges et fonderies de San-
tander et Quiras : 11, 4, 7,
 85.
Formules : 11, 276, 280, 287,
 290.
Forster : 1, 208.
Fortifications : 1, 77 ; 11,
 65.
Fortune dotale : 11, 136.
Foulon de Vaulx : 11, 245.
Fouquier (Henri) : 1, 1.
Fourbes : 1, 11.
Fournier : 11, 5.
Fournière : 11, 45.
Fournitures militaires : 1,
 307 ; 11, 99, 100, 133, 134,
 211, 212.
Fournitures militaires (So-
ciété générale de) : 11, 108,
 231.
Fourtou : 1, 204, 205, 241.
Foville (de) : 11, 120, 121.
Foy (comte) : 11, 87.
Français : 1, 164 ; 11, 167, 244.
Française de reports et dé-
pôts (Société) : 11, 8.
Française et Belge de banque
et d'escompte (Société) :
 11, 86.
Française et continentale
d'éclairage (Société) : 11,
 231.
France (journal) : 11, 32, 55,
 96, 130 à 133.
France incendie : 11, 5, 9, 44.
 — juive : 11, 215.
 — militaire : 11, 217.
 — (pays) : 1, 54, 56, 57,
 190 ; 11, 148, 220, 234, 244,
 279, 289, 291 à 296, 303, 309,
 311.
France vie : 11, 86.
Francfort : 1, 195 ; 11, 152.
Franck (A.) : 1, 164.

Franco-algérienne (Cie) : 11, 5, 6, 7, 108, 125.
Franco-égyptienne (Cie) : 1, 124.
François-Joseph : 1, 288.
Fraternité : 11, 60.
Fraude : 11, 59, 183, 256.
Frémy : 1, 194, 217 ; 11, 102.
Freppel : 1, 1.
Fresnel (rue) : 11, 70.
Frévent-Gamaches : 1, 125.
Freycinet : 1, 231, 232, 236, 248, 262, 277, 278, 297, 310, 311, 322 ; 11, 27, 33, 73, 182, 183, 219, 305.
Frontières grecques : 1, 230.
Fruitier : 1, 41.
Fusils : 1, 114, 115, 319 à 323 ; 11, 213, 215, 257, 259, 301.
Fusion : 1, 100, 102.

G

Gabourd (Amédée) : 11, 312.
Gaillard : 11, 7.
Galine : 1, 302.
Galles (prince de) : 1, 165, 229, 251, 291.
Gallicher (Louis) : 11, 196.
Galliffet : 1, 80, 293, 11, 235.
Gallois : 11, 87.
Galon : 1, 280.
Gambetta : 1, 73, 77, 80, 89, 100, 112, 128, 130, 141, 154, 168, 169, 170, 171, 182, 204, 208, 229, 230, 234, 235, 236, 248, 251, 253, 254, 282, 283, 293, 321, 347, 353 ; 11, 2, 11, 12, 14, 24 à 34, 43, 44, 50 à 56, 78, 91, 93, 127, 130, 183, 222, 246, 307.
Gamelles : 11, 215.

Garantisme : 1, 155.
Gare de Lyon : 11, 260.
Garnier (Francis) : 1, 106, 125.
Garnier frères : 1, 27.
Gastambide : 11, 195.
Gaudissarisme : 11, 167.
Gaulois : 1, 95 ; 11, 58, 62, 311.
Gautier : 11, 7.
Gavini : 11, 7.
Gay (Oscar) : 1, 337.
Gaz (Cie parisienne du) : 11, 4, 32, 34, 88, 169.
Gaz central (Lebon) : 11, 4.
 — de Bucharest : 11, 245.
 — de Madrid : 11, 88.
 — de Mulhouse : 11, 8.
 — et eaux (Société de) : 11, 245.
 — général de Paris (Hugon) : 11, 80.
Gaz pour la France et l'Etranger : 11, 5, 245.
Gazières (Compagnies) : 1, 125.
Gazette allemande : 1, 120.
 — de France : 1, 178 ; 11, 311.
 — de l'Allemagne du Nord : 11, 234.
Gazette des Etrangers : 1, 120.
Gazette des Tribunaux : 1, 201, 262.
Gazette du faubourg : 1, 120.
Gênes : 11, 16.
Genty : 1, 205 ; 11, 32.
Gérard (baron) : 11, 7, 85.
Germain (Henri) : 11, 7, 243.
Germer-Baillère : 1, 263.
Germiny (de) : 11, 80, 243.
Gervais : 11, 86.
Géry : 1, 252, 253, 337.
Gévelot : 1, 114 ; 11, 7, 211.
Gibiat : 1, 205.
Gibraltar : 1, 56, 58, 201.
Gifle : 1, 242.

Gillet : 11, 147.
 Girardin : 1, 205, 284, 303; 11, 32.
 Giraud : 11, 7.
 Girerd : 1, 280; 11, 7.
 Girod : 1, 303; 11, 147, 244, 258.
 Girod de l'Ain : 11, 83.
 Gironde (assurance) : 11, 90.
 Glaces de St-Gobain : 11, 83.
 Gladstone : 11, 137, 180, 248.
 Goblet : 11, 27, 45, 129, 183, 235, 304.
 Gobron : 1, 252.
 Godette : 1, 283.
 Godillot : 1, 307; 11, 211.
 Golfe de Siam : 11, 148.
 Gordon, 11, 136.
 Gorges (S. M.) : 1, 91.
 Goron : 11, 262.
 Gouin : 1, 252; 11, 5.
 Goujard : 1, 347; 11, 150.
 Gouverner : 1, 7; 11, 133, 298, 307, 312.
 Grand'Combe (mines de la) : 11, 5, 43, 82, 84.
 Grande-ceinture de Paris : 1, 133.
 Grandlieu (Philippe de) : 11, 57.
 Grand-Ministère : 1, 347, 11, 24.
 Grand Rabbin : 1, 164, 228.
 Granet : 11, 183.
 Graphiques : 11, 287.
 Gras (fusil) : 1, 114, 115.
 — (veuve) : 1, 207.
 Gratifications : 1, 269.
 Graux : 1, 284.
 Grèce : 1, 26, 230, 231, 271, 287, 291, 293, 295, 319, 322, 348; 11, 227, 228, 243, 244.
 Grékoff : 11, 238.
 Grêle : 1, 272.
 Gréninger : 1, 252.
 Grenoble : 1, 309.

Grèves : 1, 156, 183, 237, 272, 308, 350, 11, 43, 46, 47, 104, 116 à 122, 176, 177, 308.
 Grévy (Albert) : 1, 253, 281, 282, 283.
 — (Alice) : 1, 354, 11, 201.
 — (Jules) : 1, 104, 180, 183, 200, 201, 239, 247, 273, 281, 336, 11, 54, 55, 95 à 98, 105, 117, 138, 141, 180, 182, 202, 203, 211, 219, 247, 259, 263 à 268.
 Griollet : 11, 81.
 Grivart : 1, 220.
 Gros : 11, 87.
 Guanós du Pérou : 1, 124, 138, 180, 200, 247, 336, 11, 138, 180.
 Guerre : 1, 319, 339, 11, 106, 135, 142, 179, 222, 237, 279, 291 à 298, 304, 311.
 — d'Orient : 1, 203.
 Guesde (Jules) : 1, 184; 11, 215.
 Guibal : 11, 87.
 Guichard : 11, 7.
 Guiffrey : 11, 5.
 Guillaume I^{er} : 1, 85, 163, 288, 308, 316, 302.
 Guizot : 1, 153.
 Gunzburg : 1, 296; 11, 25, 238.
 Guyot-Montpayroux : 11, 55.

II

Hagiénoff : 1, 343; 11, 237.
 Haï-Nan : 11, 147, 148.
 Haï-Phong : 11, 146, 147, 148.
 Haïti : 1, 144, 145, 163, 180.
 Halim (Prince) : 1, 219.
 Halphen : 1, 252; 11, 256.
 Hamond : 1, 135, 136.
 Hanoï : 11, 146, 147.

Harchoux (Annette) : II, 228.
 Harcourt (d') : I, 152; II, 20.
 Hart : II, 263.
 Hartington : I, 208.
 Hartmann : I, 291.
 Haupt (Ottomar) : I, 91.
 Hausse : I, 324.
 Haussmann : I, 196.
 Haussonville (d') II, 5, 84.
 Haute-Banque : II, 101, 122.
 Haute-Loire (houillères de la) : II, 7, 85.
 Havre (le) : I, 237.
 Hébreux : II, 253.
 Hégémonie juive : I, 118; II, 17.
 Heilbronner : I, 320, 322.
 Heine : I, 302.
 Helvétius : II, 31.
 Hentsch : I, 296; II, 147, 244.
 Hérault (chemins de fer de l') : II, 7.
 Herbinger : II, 144, 152, 154, 165.
 Hérédia : II, 7, 236.
 Hérold : II, 11.
 Héros : I, 80.
 Herran : I, 122.
 Hersent : II, 204, 209.
 Hertz (Cornélius) : II, 258, 259.
 Hervé (Edouard) : I, 1.
 Hervé de Saisy : I, 131.
 Herzégovine : I, 134, 166; II, 39.
 Hippodrome : II, 226, 231.
 Hirsch (baron) : I, 62 à 65, 82, 91, 118 à 121, 135, 222 à 229, 268, 296, 319, 336 à 345; II, 20, 21, 25, 50, 51, 135, 153, 180, 237 à 246.
 Historiens : II, 94, 111, 115, 278, 310.
 Hiver de 1870 : I, 272.
 Hœnel : I, 316.
 Hohenzollern : I, 116, 117.
 Hollande : I, 55, 200.

Honduras : I, 122, 124, 294.
 Hong-Hoa : II, 127.
 Hong-Kong : II, 127, 148.
 Hongrie : I, 53, 195, 226, 348; II, 139, 173.
 Honneur : I, 308; II, 140, 267, 268.
 Honnoré : II, 5.
 Horace : I, 13.
 Horteloup : I, 267.
 Hôtel des Postes : II, 215.
 — de Ville : I, 206.
 — Dieu : I, 206.
 Hottinguer : II, 80, 83, 85, 134, 243.
 Houillères du Hainaut : I, 181, 199.
 — du Pas-de-Calais : II, 119.
 Hovius : II, 7.
 Hubner : I, 115; II, 213.
 Hué : II, 148.
 Hugo (Victor) : I, 239; II, 175.
 Hugues (Clovis) : II, 2.
 Huguet : I, 74, 108.
 Huissiers : II, 139.
 Humbert I^{er} : I, 262.
 — (Alphonse) : II, 34.
 — (sénateur) : II, 5, 27.
 Hylkoff (Prince) : I, 343.

I

Iéna (avenue d') : II, 70.
 Ignatieff : I, 195.
 Immeubles de France : II, 6, 7, 8, 79.
 Immobilière (Cie) : I, 195, 196, 199.
 Immortels principes : I, 229.
 Impératrice d'Autriche : I, 291.

Impératrice de Russie :
 1, 291.
 Impératrice des Indes :
 1, 165.
 Importations : II, 121, 155.
 Impôts : I, 157; II, 168, 277,
 282, 312.
 — sur le revenu ;
 1, 157, 168; II, 188.
 Inamovibilité : I, 279.
 Incendies : I, 270, 292.
 Indes : I, 51, 52, 165, 167, 203.
 Indépendance belge : I, 61.
 Indépendant : II, 262.
 Industrielle et commerciale
 des métaux (société) : II,
 4, 258.
 Infernet (vaisseau) : I, 249.
 Influences : II, 165.
 Ingénieurs : I, 232.
 Inondations : I, 165.
 Instituteurs : I, 142.
 Instruction profession-
 nelle ; I, 156, 157.
 Insurrections : I, 240, 257,
 259, 331.
 Intentions : II, 230.
 Intérêt : I, 326; II, 298.
 Intérieurs de Marseille (che-
 min de fer) : II, 109.
 Internationale : II, 60.
 — (assurance) :
 II, 83, 86.
 Interpellation : I, 282.
 Intimidations : I, 193.
 Intransigeant : I, 339 ; II, 2,
 33, 34, 55, 131, 168, 169, 227,
 242, 259, 260, 263, 309.
 Intransigeants : II, 95.
 Invalidations : I, 241.
 Invasion allemande (L') : II,
 310.
 Ipêcacuanha : II, 31.
 Irkousch : I, 270.
 Irlande : I, 51, 291; II, 248.
 Isidor : I, 228.

Ismaïl : I, 173, 215 à 221,
 260, 261.
 Israël : I, 208.
 Israélites : I, 164, 190, 228 ;
 II, 172.
 Italie : I, 45, 54, 55, 190, 262,
 300, 324; II, 293, 294, 296,
 301, 310.
 Italien : I, 107.

J

Jacomy : II, 161.
 Jacques Bonhomme : II,
 38.
 Jacquet : II, 49.
 Jagerschmidt : II, 84.
 Janvier de la Motte : I, 94,
 327.
 Janzé (de) : II, 7.
 Jardin d'acclimatation : II,
 6, 79, 81, 82, 85, 87.
 Jauréguiberry : I, 280; II, 27.
 Jay Gould : II, 257.
 Jemmeppes Auvelais : II, 231.
 Jetons de présence : I, 201.
 Joffrin : II, 250.
 Joinville : I, 94.
 Jolibois : II, 7.
 Jollivet (Gaston) : II, 172.
 Joret : I, 281.
 Josseau : I, 173, 194.
 Joubert : II, 85.
 Jourdain (Monsieur) : II,
 76.
 Journal de Bruxelles : II, 259.
 — de Paris : II, 311.
 — des débats : I, 155,
 168, 212, 220, 260, 279, 295,
 332, 334; II, 194, 249, 311.
 Journal des économistes : II,
 58, 59.
 Journal officiel : I, 171; II,
 96, 151.

Journalistes : 1, 81, 89, 120, 264; 11, 259, 260.

Journault : 1, 282.

Jubilés (cérémonie) : 1, 208.

Jubilés financiers : 1, 45, 112, 135, 316, 352; 11, 107.

Jubilé mosaïque : 1, 163.

Judé (Ernest) : 11, 131.

Juglar (Clément) : 11, 9.

Juifs : 1, 23, 60, 129, 166, 186, 193, 200, 228, 254, 270, 287 à 292, 315 à 322, 329, 341, 346; 11, 9, 25, 49, 139, 173, 242, 246, 248, 252, 297, 302.

Juif de Bagdad : 11, 49.

Juiverie : 1, 142, 156, 167, 321; 11, 125, 174, 235, 242, 245, 246, 295, 297, 305, 312, 313.

Juiverie malthusienne : 1, 47.

Jury : 11, 139.

— d'honneur : 1, 263.

Justice : 1, 183; 11, 58, 66, 67, 227, 600.

Justice : 1, 242, 11, 308.

K

Kabylie : 1, 45.

Kahn : 1, 252.

Kalnoky (comte) : 11, 51.

Karaveloff : 11, 238, 240.

Kaulla (Mme de) : 1, 284.

Kergorlay (de) : 11, 7.

Khéredine : 1, 175.

Kirail : 1, 312.

Knight : 1, 252.

Knoblock : 1, 312.

Krachs : 1, 23; 11, 18, 27, 29, 41, 77, 154, 200, 308.

Krantz : 11, 304.

Kremlin : 1, 270.

Kroumirs : 1, 231, 329, 334, 336.

L

Labiche : 11, 5.

Labordère : 1, 214.

Lacroix-Saint-Pierre : 11, 89.

Laenderbank : 1, 341, 346; 11, 15, 109, 243, 244.

Lafargue (Paul) : 11, 215.

Lagrange : 1, 252.

Lajanacci : 11, 164.

Laisant : 1, 284; 11, 7, 75.

Laiterie (Société générale de) : 11, 108.

Lalande : 11, 90.

Lalanne : 11, 7.

Lalle (Mines de) : 11, 104.

Lalou : 11, 131 à 137, 196.

Lamberterie (de) : 1, 195.

Lancelin : 1, 146.

Landan : 1, 302.

Lanessan : 11, 44.

Langlois : 11, 111, 112.

Langrand-Dumonceau : 1, 61, 62, 146.

Lang-Son : 11, 127, 128, 143 à 146, 154.

Lanterne : 1, 228, 249, 263, 269, 270, 273, 285, 290, 291, 298, 318; 11, 32, 45, 55, 98, 111, 157, 159, 170, 172, 184, 189, 190, 222, 238, 239, 259.

Lapanouse : 11, 49.

La Pommeraye : 1, 11.

Lareinty (de) : 11, 5.

Larivière : 1, 114.

Laroche-Joubert : 11, 7.

Laugel : 11, 84.

Laveissière : 1, 115; 11, 213, 258.

Lavelaye (de) : 1, 63, 64; 11, 193.

Lavieille : 11, 7.

Lavy : 11, 250.

Law : 1, 28.

- Lebaudy : 1, 266, 302, 319; 11, 7, 13, 14, 25, 125, 203, 204, 209, 233, 256.
 Lebel (fusil) : 11, 213, 257, 259, 301.
 Lehey : 11, 58.
 Le Brun de Sessevalle : 11, 83.
 Lecomte : 11, 7.
 Lefebvre : 11, 87.
 Lefebvre de Vieffville : 1, 267, 312.
 Lefèvre : 1, 122.
 Legay (baron) : 11, 5.
 Légende des siècles : 1, 14.
 Léger : 1, 281.
 Légion d'honneur : 1, 286, 11, 259.
 Legrand (Louis) : 1, 289.
 Legrand (Pierre) : 11, 305.
 Lehman : 1, 228.
 Lelièvre : 1, 347; 11, 7.
 Lemoine (John) : 1, 1, 279.
 Lenté : 11, 226.
 Léon (Al.) : 11, 88.
 Léon-Guinin-Gridaine : 11, 88.
 Lepelletier : 11, 137.
 Lepère : 1, 280; 11, 7.
 Leroy-Beaulieu : 1, 1, 203, 295, 296, 326; 11, 10, 30, 157, 194, 301.
 Lesguillier : 1, 347.
 Lesseps : 11, 204, 209.
 Levailant : 11, 168.
 Levasseur : 11, 7.
 Leven (Narcisse) : 1, 228.
 Levêque : 11, 7.
 Levert : 11, 7.
 Leviez : 1, 217, 220.
 Lévy : 11, 253, 254.
 Lévy-Crémieu : 1, 250, 252, 302.
 Libérateur : 1, 204.
 Liberté : 1, 195, 297; 11, 228; 11, 311.
 Liberté d'association : 1, 156.
 Liberté de la presse : 1, 203.
 Liberté de l'artiste : 1, 12.
 — des funérailles : 11, 232.
 — religieuse : 1, 166.
 Liébert (Eugène) : 1, 193.
 — (général) : 1, 281.
 Ligue : 11, 174.
 Ligue révisionniste : 11, 61.
 Lille : 1, 308, 309.
 — à Valenciennes : 1, 125.
 Limouzin (Mme) : 11, 255, 262.
 Lippmann : 1, 252.
 Liquidateur judiciaire : 11, 174.
 Liquidations : 11, 145, 290.
 Livre jaune : 1, 319.
 Lloyd français : 11, 81, 90.
 Locataire : 1, 170, 309.
 Lockroy : 1, 176; 11, 71, 72, 183, 253, 304.
 Lœw : 11, 223, 225, 247.
 Logerot : 11, 304.
 Loire (mines de la) : 11, 79, 89.
 Lombard (député) : 11, 135.
 Londres : 1, 118, 195, 243; 11, 170, 174, 238.
 Lorraine : 1, 202; 11, 234.
 Loteries : 11, 204, 208, 209.
 Lots tures : 1, 118; 11, 243.
 Louage d'ouvrage : 11, 63, 74.
 Loubet : 11, 304.
 Louis XIV : 1, 13, 79.
 Louis (baron) : 11, 309, 310.
 Louis-Napoléon : 1, 40.
 — Philippe : 1, 77, 316.
 Louise Michel : 11, 61.
 Loyer : 1, 309; 11, 111.
 Luther : 1, 10.
 Luttes : 11, 290.

Lyon : 1, 104, 106, 203, 238, 269, 309 ; 11, 60, 170, 176.
 Lyon à la Croix-Rousse (chemin de fer) : 11, 5.
 Lyonnaise d'assurance maritime (Cie) : 11, 82, 90.
 Lyonnaise des magasins généraux (Cie) : 11, 82, 90.

M

Maccio : 1, 337.
 Macédoine : 1, 26.
 Machines : 1, 32.
 Mackay : 11, 257.
 Mac-Mahon : 1, 75, 104, 105, 106, 133, 204, 205, 208, 214, 239, 246, 247.
 Madagascar : 1, 93 ; 11, 39, 40, 124.
 Madrid - Cacérès - Portugal (ch. de fer) : 11, 108.
 Madrid-Saragosse-Alicante : 11, 5, 79, 80, 82, 84.
 Magasins du Printemps : 11, 109.
 Magasins généraux de France et d'Algérie : 11, 108.
 Magdebourg (Rue) : 11, 70.
 Magistrature : 1, 170, 207, 242, 267, 279, 341 ; 11, 60, 130, 137, 162, 229, 260, 304.
 Magliani : 1, 301.
 Magnin : 1, 280, 323, 326 ; 11, 5, 68, 164.
 Magnin (expert) : 1, 262.
 Mahdi (Le) : 11, 136.
 Mahmoud-Pacha : 11, 50.
 Mahy (de) : 11, 27, 232, 304.
 Maire : 1, 252.
 Mairie centrale : 11, 266.
 Majorations : 1, 269, 308.
 Majorité : 1, 160, 211.
 Malfidano (Mines de) : 11, 5, 6, 7.

Mallet : 11, 82, 88, 134, 243.
 Malon (Benoit) : 1, v ; 11, 72.
 Malthusiens : 1, 242 ; 11, 211, 297.
 Manau : 1, 201, 353.
 Manche (mer) : 1, 251.
 Mandat : 1, 130.
 Manifestations catholiques : 1, 202.
 Manufactures de cristaux : 11, 82.
 Marcère : 1, 164, 178, 179 ; 11, 210.
 Marchand : 1, 18.
 Marchandage : 1, 132.
 Marchandon : 11, 172, 227.
 Marchands de vin : 11, 168.
 Marchéaux chevaux : 11, 231.
 Marchés (Cie générale des) : 11, 88, 90.
 Marchés à terme : 11, 142, 155.
 Marchés de gré à gré : 11, 99.
 Marchés militaires de Lyon : 1, 108.
 Mapet (Henry) : 1, 237.
 Margue : 1, 347.
 Mariages : 1, 147 ; 11, 139, 172, 201.
 Mariages mixtes : 11, 139.
 Marie-Antoinette : 1, 19.
 Maritime du Pacifique (Cie) : 11, 42.
 Marlier : 11, 101.
 Marmottan : 11, 170, 195.
 Maroc : 1, 56.
 Marseillaise : 1, 237.
 — de crédit (société) : 11, 8.
 Marseille : 1, 201, 309, 335 ; 11, 16, 104, 135, 254, 255.
 Martenot : 11, 5.
 Martin : 11, 68.
 — (député) : 11, 7.
 Martin-Feuillée : 1, 280, 347.

- Martroy (du) :** 11, 90.
Mary Raynaud : 11, 138.
Massacres : 1, 8, 13; 11, 235, 278, 279, 291.
Masson de Mortfontaine : 11, 5.
Matériel agricole (Société de) : 1, 196.
Matières colorantes de Saint-Denis (Société des) : 11, 5.
Matin : 11, 212, 259, 311.
Mauger : 11, 7.
Mauguin : 11, 7.
Mayer (Eugène) : 11, 49.
Mayol de Lupé : 11, 20.
Maza (avoué) : 11, 70.
Mazarin : 1, 177.
Mazas : 1, 261.
Mazeau : 11, 236.
Médecins : 1, 19.
Méditerranée : 1, 251.
Mensonges : 1, 321.
Mentalité : 11, 276.
Mercantile : 1, 18, 326.
Mercier (député) : 11, 7.
 — (président) : 11, 161.
Mer du Nord : 1, 251.
Méridionaux français (ch. de fer) : 11, 8.
Merson : 11, 58.
Mesquite : 11, 69.
Messageries maritimes : 11, 4, 7, 85, 89.
Messenger officiel de Saint-Petersbourg : 1, 292.
Métaphysique : 11, 276, 277.
Métaux : 1, 116.
Métis : 11, 246.
Métropole (assurance) : 11, 6.
Métropolitain : 11, 215.
Meyer : 1, 228.
 — (Arthur) : 11, 58.
Mexique : 1, 45.
Mézidon à Dives (chemin de fer) : 1, 125.
Michel-Ange : 1, 13.
Midi (assurance) : 11, 79, 82.
 — (chemin de fer du) : 1, 199; 11, 4, 87.
Mieulle (de) : 11, 250.
Millerand : 11, 161, 162.
Mines tonkinoises : 1, 298.
Ministère de la guerre : 11, 135.
Ministres du 16 mai : 1, 273.
Mir : 11, 7.
Mirès : 11, 19, 25.
Mise en accusation : 1, 273.
Misère : 1, 158, 262, 272; 11, 57, 61, 106, 119, 158, 271, 279, 295.
Mission des juifs (La) : 11, 139.
Mobilisation : 11, 247, 259.
Mœurs : 1, 269.
Moïse Maïmonide : 1, 164.
Moissac : 1, 309.
Moivre : 1, 25.
Mokta-el-Hadid (mines de) : 11, 4, 5, 82, 83, 84, 85.
Molière : 11, 74, 113, 128.
Moloch-Baal : 1, 79, 221.
Monarchie : 1, 162, 188, 11, 236, 278.
Monceau-les-Mines : 1, 237, 238; 11, 29, 46, 174.
Monde : 11, 311.
 — accidents : 11, 5, 7.
 — incendie : 11, 7.
Mondor : 11, 172.
Moniteur universel : 1, 173, 219.
Monnaie : 1, 82, 83, 305; 11, 242, 281 à 285.
Monopoles : 1, 232, 266; 11, 15, 134, 258.
Montaignac (de) : 11, 5.
Mont-Cenis : 1, 84.
Montefiore : 11, 242.
Monténégro : 1, 222.
Montesquieu : 1, VIII.

- Montieux - Saint - Etienne
 (mines de) : II, 88.
 Montrambert (houillères de) :
 II, 5, 7.
 Morale du monde : I, 312;
 II, 101, 256.
 Moreau : I, 258, 259 ; II, 81.
 Morgan : I, 90.
 Moscou : I, 192.
 Mosquées : I, 60.
 Mot d'ordre : I, 205, 206, 290.
 Mouchy (de) : II, 80.
 Mouillage des vins : II,
 215.
 Moulin : I, 209.
 Moulins de Corbeil (Grands) :
 II, 108, 231.
 Moulins-Engilbert : II, 100.
 Mourad V : I, 167.
 Moyen-âge : I, 13.
 Mun (de) : II, 71, 72.
 Musée Grévin : II, 108.
 Mussali : I, 337.
 « Mystère » : I, 241.
- N**
- Nadaud : II, 7, 249, 250.
 Naissances : I, 148, 354 ; II,
 106, 195, 269, 277, 289.
 Naïveté : II, 162.
 Nalèche (de) : I, 252.
 Nangasaki : II, 148.
 Nantais (chemins) : I, 125.
 Napoléon I^{er} : I, 143 ; II, 211.
 Napoléon III : I, 13, 46, 75, 80,
 100, 102, 117, 165 ; II, 40, 211.
 Naquet (Alfred) : I, 143, 168,
 169, 171 à 177, 182.
 National : II, 33, 98, 311.
 Nationale-incendie : II, 4,
 80, 81, 82, 83, 86.
 Nationale-vie : 80, 81, 82, 83,
 86.
 Navigation (Cie générale de) :
 II, 84.
 Navigation Havre-Paris-Lyon
 (Cie de) : II, 7, 109, 231.
 Nedhim-Pacha : II, 51.
 Négrier (général) : II, 144, 154.
 Nervo (de) : II, 83.
 Neue-Frei-Presse : I, 120.
 Neutralisation : II, 37.
 Nevers : II, 135.
 Newcastle : II, 189.
 New-York-Herald : II, 127.
 Neymark : I, 123.
 Nice : II, 163.
 Nickel (Société du) : II, 4,
 83.
 Nicopoli : II, 239.
 Nièvre (élection de la) : I, 112.
 Nihilistes : I, 270, 291.
 Nijni-Novogorod : I, 270.
 Noire (mer) : I, 58.
 Nord : II, 305.
 — (chemin de fer du) : I,
 171, 182, 184, 236 ; II, 78,
 83, 85, 86, 90.
 Nord de l'Espagne (chemin
 de fer) : II, 7, 85, 88.
 Nord-est hongrois (chemin
 de fer) : I, 341.
 Nord incendie : II, 5.
 Norris : I, 286.
 Norvège : I, 55.
 Notariat : I, 179, 186 ; II,
 139, 255.
 Nou (île) : I, 143.
 Nouette-Delorme : II, 83.
 Nouvelle-Calédonie : I, 143,
 209, 210, 240.
 Nouvelle-Union : II, 7, 8.
 Nuit du 4 août : II, 306,
 312.
 Nuremberg : I, 226.
- O**
- Obligations : II, 115.
 Octroi : I, 159.
 Odiot : II, 171.

Oissel (Hély d') : 11, 83, 195.
 Omnibus de Paris : 1, 308 ;
 11, 7, 79.
 Opinion : 1, 168.
 Opinion nationale : 11, 311
 Oppenheim : 1, 116, 168, 169.
 Opportunisme : 1, 130 ; 11,
 28, 78.
 Orembourg : 1, 270.
 Orient (Question d') : 1,
 118.
 Orléanisme : 1, 46,
 Orléanistes : 1, 72, 100, 101.
 Orléans (Chemin de fer d') :
 1, 182, 198, 306 ; 11, 7, 74,
 81, 84, 87, 89, 189.
 Orléans (famille d') : 1, 94, 210 ;
 11, 87, 185, 201,
 237, 240, 241, 245,
 307.
 — (Philippe d') : 1, 19.
 — à Rouen (Ch. de fer) :
 1, 125.
 Orne (Ch. de fer) : 11, 4,
 Osmoy (Comte d') : 11, 8.
 Oudet : 11, 5.
 Ouest (Ch. de fer) : 11, 4, 6,
 7, 80, 82, 84, 189.
 — algérien (Ch. de fer) :
 11, 9.
 Ouvriers : 11, 50.

P

Pages : 11, 8.
 Pagny (Incident de) : 11,
 233, 311.
 Pagot : 11, 139,
 Paignon : 11, 250.
 Paix : 11, 33.
 Paix : 11, 145, 146, 153, 245,
 297.
 Pa-Koï : 11, 148.
 Palais d'Auteuil : 1, 308, 11,
 231.

Palestine : 11, 242,
 Palinodie : 1, 242, 11, 170.
 Palotte : 11, 5, 101, 131, 133,
 137, 196.
 Palpable : 11, 277.
 Panama : 1, 66, 302, 303, 304 ;
 11, 42, 203 à 208.
 Panique : 1, 323 ; 11, 18.
 Pape : 1, 192, 240 ; 11, 49.
 Papon : 11, 91.
 Parallèles : 11, 280.
 Parasitisme : 1, 9, 15, 159 ;
 11, 37, 249, 290, 291, 307.
 Paray-le-Monial : 1, 105.
 Parc de Passy (Société du) :
 11, 7.
 Parent : 11, 5.
 Pâris : 1, 141, 204, 205.
 Paris (journal) : 11, 98, 111,
 127 à 134, 265.
 — (ville) : 1, 195, 237, 308,
 309 ; 11, 146, 163, 174,
 200, 238, 265.
 — Lyon - Méditerranée,
 (Ch. de fer) : 11, 5, 80,
 81, 90.
 — Mensonge : 11, 242.
 Parquet : 1, 146, 220 ; 11,
 162, 223.
 Parti : 11, 278, 299, 307, 309.
 — catholique : 1, 199,
 202.
 — juif : 1, 140, 153, 155,
 161, 162, 168, 176,
 199, 202, 213, 246,
 263, 277, 278, 297.
 — ouvrier : 11, 307.
 Pascal (Blaise) : 1, 5 ; 11, 262.
 Pas-de-Calais : 11, 149.
 Passy (député) : 1, 1 ; 11, 8,
 71, 72.
 Paternelle-accident : 11, 109.
 Patrie : 1, 95, 209, 273.
 Patrie : 11, 60.
 Patriotisme : 11, 167, 303.
 Patrons : 1, 206 ; 11, 57, 119.
 Paulard : 1, 311.

- Pauvres** : 1, 158, 308.
Pavage en bois : 11, 215.
Pavia : 1, 116.
Pêcheries françaises (Société des) : 11, 6.
Pécoud : 11, 163.
Pékin : 11, 153.
Pélissier (général) : 11, 5.
Pellet (Marcelin) : 11, 8.
Pelletier : 1, 122.
Peltzer : 11, 49.
Pendule : 1, iv.
Pénicaud : 11, 8.
Péreire : 1, 116, 117, 180, 195 à 199, 255 à 258, 297, 301, 302 ; 11, 19, 88.
Père Lachaise (Cimetière) : 11, 175.
Périer (Casimir) : 1, 238 ; 11, 8, 214.
Périvier : 11, 201, 202.
Pérou : 1, 124, 138, 163, 180, 200 ; 11, 180.
Perse : 1, 26, 58.
Personnel judiciaire : 11, 139.
Peters : 11, 219.
Petite France : 11, 55, 95 à 98.
 — — del'Est : 11, 98.
 — affiches : 11, 70, 170.
 — voitures (Cie des) : 1, 82.
Pétitions : 1, 333.
Petitjean : 11, 195.
Petit Journal : 1, 205 ; 11, 32, 130.
 — Lyonnais : 11, 231.
 — Marseillais : 11, 170, 256.
 — Moniteur universel : 1, 61, 250.
Peyronnet (de) : 11, 90.
Peytet : 1, 252.
Peytral : 11, 304.
Pharaons (les) : 1, 13.
Phédre : 1, 13.
Philadelphie : 1, 183, 206.
Philippart : 1, 146, 180, 181, 199, 268.
Philippe : 1, 100 ; 11, 307.
Philippe d'Orléans : 1, viii.
Philippopoli : 11, 239.
Philippson : 11, 242.
Philistins : 1, 249.
Philopédique : 11, 135.
Phosphates de Sombbrero : 11, 231.
Picardie et Flandres (chemins de fer) : 1, 125.
Pie IX : 11, 49.
Pièces d'or : 1, 305.
Pillet-Will : 11, 80, 243.
Pinguet (Mariolle) : 11, 81.
Pirée (le) : 1, 271.
Plages bretonnes : 11, 109.
Planches : 1, 49, 98, 150, 161, 188, 211, 329, 359 ; 11, 64, 64, 178, 267, 271, 278, 288.
Planteau : 11, 181.
Plâtrières de Paris : 11, 231.
 — du bassin de Paris : 11, 231.
Plébiscite : 1, 48, 71, 160 ; 11, 177.
Pléthore : 11, 23, 157.
Plichon : 11, 8.
Plœuc (de) : 1, 134, 135, 220 ; 11, 18, 21, 243.
Poésies bibliques : 1, 14.
Poëze (de la) : 11, 88.
Poissy : 11, 135.
Police : 11, 174.
Politique : 1, 15, 26, 198, 203 ; 11, 94, 111, 125, 227, 276, 600.
 — coloniale : 11, 125, 144.
Poljakoff : 11, 238.
Pologne : 1, 291 ; 11, 248, 305.
Pontgibaud (mines de) : 11, 80, 82, 83, 86, 87.
Pontois : 11, 166.
Population : 1, 148, 354 ; 11, 277, 281, 283.

- Portalis (F'douard) : I, 111 ;
 11, 262.
 Port-Breton : 11, 49.
 Portugais (chemins de fer) :
 11, 79, 82, 123.
 Portugal : I, 55, 56, 348.
 Possédants : I, 98, 149, 187,
 211, 244, 313, 349, 358 ; 11,
 48, 63, 104, 106, 158, 217,
 271, 279, 286, 291, 306.
 Post : I, 163 ; 11, 222.
 Pots de vin : I, 113 ; 11, 75,
 76, 101, 254.
 Poubelle : 11, 123.
 Poudre : I, 322, 323 ; 11,
 213.
 Poulet (Marius) : 11, 8, 137.
 Pouyer-Quertier : 11, 5, 257.
 Pradines : I, 267.
 Pranzini : 11, 260.
 Préfecture de police ; I,
 264.
 Préfets : I, 202.
 Premsel : I, 138 ; 11, 180,
 202.
 Presse : 11, 311.
 Prévost : 11, 147.
 Prim (maréchal) : I, 117, 196.
 Prince impérial : I, 265.
 Pristina : I, 343.
 Privilèges : I, 209 ; 11, 312.
 Probité : I, III ; 11, 129.
 Production : 11, 120, 277,
 281, 292, 293, 298.
 Produits : 11, 281, 283, 285,
 286, 291.
 — bruts des six
 compagnies (ta-
 bleau) : 11, 77.
 Progrès national (assurance) :
 11, 6, 7.
 Prolétaire : I, 311.
 Prolétariat : I, 52, 145, 148,
 156, 158, 185 ; 11, 159, 249,
 250, 310.
 Propriétaires : I, 157, 170,
 209 ; 11, 60, 248.
- Propriété : I, 27, 163 ; 11,
 60, 190.
 Prostitution légale : 11,
 136.
 Protectorat : I, 175, 338 ;
 11, 126, 127.
 Protocoles : I, 131.
 Proudhon : I, 25 à 30.
 Proust (Antonin) : I, 319, 347 ;
 11, 128.
 Providence (assurance) : 11,
 6, 83, 86, 88, 90.
 Prudhomme : I, 234.
 Prusse : I, 46, 53 à 57, 134,
 287 ; 11, 17, 173, 292, 301,
 302.
 Prussiens : 11, 167, 259.
 Psychologie : 11, 276.
 Puerari : 11, 83.
 Puits-Jabin : I, 155.
 Pyat (Félix) : 11, 303.
- Q
- Quentin : I, 311.
 Quesnay de Beaurepaire : I,
 267.
 Questions électorales : 11,
 142.
 Question sociale : 11, 24,
 247, 276,
 Quinquina : 11, 31.
 Quitus : 11, 243.
- R
- Raccordements ottomans
 (Société des) : 11, 243, 244.
 Races supérieures : 11, 195.
 Rachat des chemins de
 fer : I, 156, 232, 306, 330 ;
 11, 73, 91.
 Racine : I, 4, 13.

- Radical : 11, 75.
 Radicaux : 1, 111 ; 11, 93, 97, 246.
 Radowitz : 1, 51.
 Raffineurs : 11, 124.
 Raineville (de) : 11, 83.
 Ralliement : 11, 196.
 Ramsès II : 1, 38.
 Ranc : 11, 129.
 Raon-sur-Plaine : 11, 233, 311.
 Raphaël : 1, 13.
 Rappel : 1, 176.
 Raschid-Pacha : 1, 166, 168.
 Raspail : 11, 134.
 Ratazzi : 11, 161.
 Raynal : 1, 347 ; 11, 65, 74, 91, 116, 117, 135, 266.
 Razzia : 1, 335.
 Réactionnaires : 11, 97, 297, 312.
 Réassurances générales : 11, 231.
 Recensements : 1, 318, 354 ; 11, 248.
 Récidivistes : 11, 70.
 Recommandations : 11, 137.
 Rectangles révolutionnaires : 11, 64, 267.
 Récusation : 11, 203.
 Redevance : 1, 18.
 Réforme financière : 1, 173, 263.
 Réforme judiciaire égyptienne (voir Capitulations).
 Réformes libérales : 1, 166 ; 11, 63.
 Réformes sociales : 11, 277, 299, 312.
 Régnault (Marie) : 11, 260.
 Reille (baron) : 11, 8, 87, 90.
 Reims : 1, 308.
 Reinach : 1, 281.
 Reine de Grèce : 11, 227.
 Relégation : 11, 174.
 Religion : 11, 60.
 Remède : 11, 291.
 Rémusat : 1, 104.
 Renaissance : 1, 103.
 Renard (Angèle) : 11, 260.
 Renaudin : 11, 87, 90.
 Renault (Léon) : 1, 152, 219, 268, 284, 285, 337 ; 11, 8, 91.
 Rennes : 11, 11.
 Renouard de Bussières : 11, 87.
 Rente : 11, 173.
 — foncière : 11, 5.
 Rentier (Le) : 1, 123.
 Reportages : 1, 192.
 Représailles : 11, 127, 144.
 République : 1, 150, 160, 162, 204 ; 11, 278, 280, 299.
 République française : 1, 184, 203, 236 ; 11, 31, 34.
 Républiques calvinistes : 1, 318.
 Réseau national : 1, 232.
 Respect : 11, 167.
 Responsabilité des patrons : 11, 119.
 Résumés de périodes : 1, 147, 354 ; 11, 269.
 Retour du parlement : 1, 265.
 Retraite des travailleurs : 1, 156.
 Réunion (Ile de la) : 1, 253 ; 11, 164, 165.
 Révillon (Tony) : 11, 142.
 Révision : 11, 61 à 63, 304, 306, 311.
 Révocation de l'Edit de Nantes : 1, 8.
 Révolution : 1, 23 ; 11, 62, 179, 292, 303, 312.
 Révolutionnaires : 1, 311 ; 11, 179, 265, 271, 278.
 Revue des Deux-Mondes : 11, 311.
 — du lundi : 1, 120.

- financière autrichienne : 1, 120.
 Revue socialiste : I, v, 11, 196, 267, 280, 290.
 Rey : 11, 8.
 — de Foresta : 1, 252.
 Rhode : 1, 322.
 Riant (Léon) : 11, 18, 29.
 Riaz-Pacha : 1, 331.
 Ribot : 1, 1.
 Ricard : 1, 164.
 Richard : 11, 8, 196.
 — Cœur-de-Lion : 1, VIII.
 Richelieu : 1, 19, 308.
 Richesse : 1, 161, 230, 313, 357 ; 11, 270, 295.
 Richesses minières : 11, 128.
 Richter : 1, 317.
 Ring (de) : 1, 331 à 333.
 Riotteau : 11, 8.
 Rive-de-Gier : 1, 183 ; 11, 8.
 Rivers-Wilson : 1, 257.
 Rivet : 1, 284.
 Rivière : 11, 8.
 Roanne : 11, 43.
 Robert : 11, 8.
 Roche : 11, 8.
 — (Ernest) : 11, 195.
 Rochebouët (de) : 1, 213.
 Rochefort : 1, 284, 353 ; 11, 11, 170, 236.
 Rochefoucault (de la) : 11, 87.
 Roche-la-Molière et Firminy (mines de) : 11, 82, 85.
 Rochette (de la) : 11, 8, 250.
 Rodays (Fernand de) : 11, 58.
 Roi de Grèce : 11, 227.
 Romans : 1, 230.
 Rome : 1, 192 ; 11, 168.
 Ronjat : 1, 284.
 Rosebery (de) : 1, 243.
 Rostand (Albert) : 1, 252 ; 11, 20.
 Rothschild : 1, 82, 91, 103, 104, 114 à 118, 133, 139, 141, 142, 168 à 174, 193, 194, 195, 199, 204, 215 à 220, 229, 234, 236, 240, 243, 254 à 261, 268, 273, 296, 299 à 304, 316 à 319, 324, 331, 332, 333, 341, 346 ; 11, 14 à 17, 25, 26, 36, 38, 58, 66, 78, 80, 81, 83, 87, 124, 153, 156, 215, 227, 247, 258, 260.
 Roubaix : 1, 309 ; 11, 104.
 Rouen : 1, 308.
 Rouland : 1, 214.
 Roullié : 11, 229.
 Roumains : 1, 190.
 Roumanie : 1, 222, 268, 287 ; 11, 245, 246, 295, 302.
 Roumélie : 1, 223, 228 ; 11, 180, 237, 239.
 Rousseau : 11, 8, 204.
 Roussel : 11, 5.
 — (abbé) : 11, 228.
 Roustan : 1, 253, 353 ; 11, 11, 39.
 Routine historique : 11, 94.
 Routschouk-Warna : 1, 343 ; 11, 238.
 Rouvier : 1, 140, 347 ; 11, 8, 91, 236, 246, 265.
 Roux de Fraissinet : 11, 255.
 Roy : 1, 252.
 Royauté : 11, 142.
 Roy de Loulay : 11, 5.
 Royer : 11, 8.
 Roys (marquis des) : 11, 8.
 Rozan (comte) : 11, 19.
 Rubattino : 1, 297, 337.
 Ruraux : 1, 158.
 Russes : 1, 214, 221.
 Russie : 1, 52 à 58, 134, 136, 191, 195, 219, 222, 270, 287, 290, 349 ; 11, 173, 241 à 248, 293 à 296, 302, 305.

S

Sabiani : 1, 242.
 Sadi-Carnot : 1, 234, 280, 323.
 11, 38, 128, 183; 266, 268, 302.
 Sadowa : 1, 54, 341, 11, 302.
 Sagan (de) : 11, 172, 213.
 Saïgon : 1, 125, 297; 11, 147, 148, 149.
 Salaires : 1, 238, 309, 310; 11, 117, 118.
 Salariés : 1, 98, 149, 187, 211, 233, 244, 313, 349, 358; 11, 48, 57, 62, 63, 104, 106, 157, 158, 217, 249, 271, 278, 279, 306, 312.
 Salines de l'Est : 11, 83.
 Salins du Midi : 11, 80, 86, 87, 88.
 Salique : 1, 18.
 Salle (de la) : 11, 88.
 Salles : 1, 252.
 Salonique : 1, 166, 191, 343; 11, 297.
 Salvador : 1, 196, 197.
 Salvandy : 11, 84.
 Salycilage : 11, 215.
 Samazeuille : 11, 89.
 Sambre française canalisée (Société de la) : 11, 86.
 Samson : 1, 249.
 Samuel Ricard : 1, 23 à 25.
 Sancy (de) : 1, 249.
 Sanges : 1, 308.
 Sang-Haï : 1, 105; 11, 148.
 San-Stéfano : 1, 222, 287, 290.
 Saône-et-Loire : 11, 174.
 Sarlin : 11, 202.
 Sarradin (Léon) : 11, 224.
 Sarrien : 11, 183, 304.
 Sautter : 11, 147.
 Sauveur (ordre du) : 11, 228.
 Savary (Charles) : 1, 143; 11, 8, 14 à 17, 24, 138.

Say (J.-B.) : 1, 135.
 — (Léon) : 1, 1, 103, 133, 171, 172, 173, 179, 182, 193, 194, 195, 203, 208, 216 à 220, 234 à 238, 248, 256 à 260, 266, 280, 306, 328, 332; 11, 5, 27 à 30, 39, 58, 59, 79, 99, 125, 195, 207, 309, 310.
 Scandales : 1, 242, 311; 11, 102, 160, 174, 180, 228, 252, 257 à 262; 267.
 — de Londres, 11, 174.
 Scapin : 11, 125, 128, 129.
 Scherer : 11, 5.
 Scheurer-Kestner : 11, 5.
 Scheyer : 1, 121, 122.
 Schiraz : 1, vii.
 Schlegel : 11, 50.
 Schnaebelé : 11, 233, 310.
 Schneider : 11, 195.
 Science : 1, 11, 56, 278, 297, 299, 307.
 Scrutin de liste : 11, 26.
 Secours-accidents : 1, 307; 11, 231.
 Secrétan : 1, 114, 115; 11, 211, 213, 258, 259.
 Sedan : 1, 200; 11, 302.
 Seillières : 1, 108, 293; 11, 83, 211, 212, 213, 262.
 Seligmann : 1, 303.
 Semaine financière : 11, 130.
 Sémitisme : 11, 25.
 Sénat : 1, 132, 151, 155; 11, 3, 42, 146, 160, 173, 264, 301, 306.
 Sénateurs : 1, 140.
 Sénégal, 11, 124, 165.
 Séparation de corps : 11, 136.
 Septennat : 1, 106.
 Séquestre : 1, 205.

- Serbie : I, 167, 222, 226, 240;
 II, 39, 180, 237 à 245, 297.
 Serrano : I, 116.
 Servage : I, 292.
 Servan : I, 27.
 Service militaire : I, 317;
 II, 160, 247.
 Sessevalle (de) : II, 250.
 Siècle : II, 33, 311.
 Siegfried : I, 252, 337; II,
 214.
 Sienkewicz : I, 216,
 Silhol : II, 8.
 Simon (Jules) : I, 1, 140, 179,
 203; II, 136.
 Simpson (Thomas) : I, 23.
 Singapoor : II, 148.
 Sismondi : II, 193.
 Smith (Peshine) : II, 285.
 Sobranié : II, 237, 241, 242.
 Socialisme : I, 28, 183; II,
 71, 72, 160, 187, 191, 290, 298.
 Socialistes : I, 155, 156, 239.
 Société d'économie politique :
 I, 296.
 — française financière :
 II, 102.
 — générale : I, 81, 102,
 138, 200, 201, 302;
 II, 82, 87, 89.
 Sociétés anonymes : I,
 156, 179, 277.
 — corporatives : I,
 156.
 Sociométrie : II, 280, 299.
 Sœtbeer : I, 91.
 Sofia : I, 223, 225, 342; II, 240.
 Soir : II, 259, 311.
 Solacroup : II, 89.
 Soleil : I, 241; II, 170, 241,
 260.
 — grêle : II, 231.
 Solidarités : I, 358.
 Soubeyran : I, 95, 105, 118,
 138, 169 à 173, 193 à 201,
 215 à 220, 234, 237, 262,
 263, 273, 299 à 302, 324, 327
 337; II, 8, 13, 19, 79, 125,
 126, 228, 253.
 Soudry : II, 161, 162.
 Soumah et la Tafna (mines
 de) : II, 85.
 Sourigues : I, 256, 303; II, 8.
 Sous-comptoir des entre-
 preneurs : II, 8, 81.
 Souscriptions publiques :
 I, 165.
 Spéculateur : I, 114; II, 222.
 Spéculation : I, 25; II, 305.
 Sphère maritime : II, 7.
 Springer : I, 64.
 Spuller : I, 347, II, 214.
 Standart : I, 229, 288.
 Stérilité : II, 195.
 Stern : I, 91; II, 245.
 Stœcker : I, 316, 317.
 Strousberg : I, 136.
 Stuart (Mario) : I, 173.
 Successions : II, 75, 282, 283,
 286.
 Sucres : I, 133; II, 124, 214,
 247, 256, 301.
 Sud de l'Autriche (Ch. de fer) :
 I, 240; II, 16, 79, 80, 82.
 Suède : I, 55; II, 152.
 Suez (Canal) : I, 58, 66, 118,
 136 à 139, 227, 251, 301, 302;
 II, 35, 36, 37, 102, 180.
 Suffrage plébiscitaire : I,
 160.
 — universel : II, 63.
 Suicides : I, 47; II, 102, 180.
 Suisse occidentale (Ch. de
 fer) : II, 83.
 Surell : II, 89.
 Sylvestre : II, 128.
 Syndicats : I, 302, 304; II,
 8, 58, 126, 184,
 242.
 — professionnels :
 II, 42, 71, 117, 184.
 Syndic des agents de
 change : I, 106.

SAINTS

Saint-Aignan : 11, 89.
 Saint-Arnaud : 11, 261.
 Saint-Barthélemy : 1, 8.
 Saint-Chamond : 1, 237.
 Saint-Didier (de) : 11, 79, 84.
 Saint-Elme : 11, 129.
 Saint-Etienne : 1, 155.
 — (Houillères
 de) : 11, 8.
 — à Saint-Bon-
 net-le-Château : 1, 125.
 Saint-Genest : 1, 210.
 Saint-Gothard : 1, 84, 251; 11,
 16, 159, 296.
 Saint-Leu : 1, 11.
 Saint-Mamers : 1, 107.
 Saint-Marcelin : 11, 164.
 Saint-Omer : 1, 309.
 Saint-Petersbourg : 1, 195.
 Saint-Pierre (de) : 11, 81.
 Saint-Quentin : 1, 309.
 Saint-Simon (de) : 1, VIII, 207.
 Saint-Vallier : 1, 228,

T

Tableaux des capitaux :
 1, 109, 126, 185,
 213, 244, 275, 313,
 351; 11, 48, 103,
 140, 156, 216.
 — des cours : 1,
 106, 107, 186, 212,
 221, 244, 274, 319,
 348; 11, 41, 92,
 128, 198, 220.
 — des émissions :
 1, 96, 107, 126,
 144, 179, 233, 274,
 307, 348 : 11, 41,
 103, 116, 156, 215,
 252.

— des possédants,
 salariés et dé-
 nués : 1, 98, 187,
 211, 244, 275, 313,
 349; 11, 48, 104,
 106, 217, 271.
 — électoraux : 1,
 160, 211, 330; 11,
 178.
 Tacite : 1, 12.
 Taffin : 11, 118.
 Tages-presse : 1, 120.
 Tagsblatt : 1, 120.
 Tafel-Bey : 11, 39.
 Talandier : 1, 237.
 Talhouët-Roy (de) : 11, 90.
 Tallon : 1, 142; 11, 8.
 Tamatave : 1, 93; 11, 255.
 Tarare : 1, 237.
Tarifs de chemins de fer :
 1, 234, 307; 11, 45, 121, 135,
 189, 192.
Tarifs de pénétration : 11,
 189, 192.
 Tartufe : 11, 51, 232.
 Tassin, 11, 55.
Taux : 11, 205.
Taxe sur les étrangers : 11,
 247.
Télégrammes : 11, 127, 128,
 145, 148, 150, 151, 239.
 Télégraphe de Paris à New-
 York : 11, 5, 9, 257.
 Télégraphe du Nord (Grande
 Cie des) : 11, 88, 148, 153.
Télégraphiques anglais
 (câbles) : 11, 102, 150, 151.
Téléphones : 11, 215, 259.
Temps : 1, 124, 163, 164, 287;
 11, 222, 242, 249.
 — vie : 11, 8, 108, 231.
 Tern : 11, 239.
 Terrains de la gare Saint-
 Lazare : 11, 19.
 Tessierenc de Bort : 11, 5, 84.
 Teste : 11, 267.
 Teutobourg : 1, 316.

- Tewfik-Pacha : 1, 261.
 Tézenas : 11, 8.
 Tharsis (mines de) : 11, 4.
 Théâtre tunisien : 11, 165.
 Théliér : 1, 281.
 Thibaudin (général) : 11, 93, 96 à 100, 214.
 Thibet : 11, 148.
 Thiers : 1, 46, 73, 77 à 82, 85, 89, 90, 92, 97 à 104, 108, 109, 114, 128, 176, 204, 209, 247, 332, 333; 11, 222, 235.
 Thoinnet de la Turmelière : 11, 90.
 Thomas : 11, 8.
 Thomassin (mission) : 1, 293, 295, 320, 321.
 Thurneysen : 11, 89.
 Tickets de chemins de fer : 1, 82.
 Tien-Tsin : 11, 145.
 Timbre : 1, 206.
 — de quittances : 1, 82.
 Times : 1, 133, 260; 11, 26, 58, 68, 150.
 Tirard : 1, 141, 280, 323; 11, 8, 27, 113, 126, 164, 304.
 Tirnovo : 11, 241.
 Tissot : 1, 90.
 Tisza : 11, 297, 310.
 Tolain : 1, 111.
 Tonkin : 1, 125, 297; 11, 39, 49, 71, 92, 93, 101, 102, 124, 143, 165, 185, 232, 266, 308.
 Torquemada : 1, 278.
 Toulouse : 1, 183.
 Tourcoing : 1, 308.
 Tours : 1, 183.
 Toussenel : 11, 139.
 Traité austro-prussien : 1, 271, 287, 288; 11, 302.
 Traité de Berlin : 1, 66, 226, 270, 290, 296; 11, 237, 241.
 Traités de commerce : 1, 208; 11, 45.
 Traités de faveur : 11, 121.
 Tramways (Cie générale française de) : 11, 5.
 Tramways de St-Étienne : 11, 231.
 Tramways du département du Nord : 11, 231.
 Tramways Nord et Sud : 1, 308.
 Transatlantique (Cie) : 1, 297; 11, 7, 42, 88.
 Transcaucasien (ch. de fer) : 11, 42.
 Transports à vapeur français : 11, 108.
 Transports maritimes à vapeur : 11, 82.
 Transports militaires : 11, 134.
 Travail : 1, 230; 11, 60, 112, 249, 281, 298.
 Travaux publics : 1, 231.
 Tredern (de) : 11, 174.
 Trésor de la Rocque (Le) : 1, 89, 352.
 Trésor public : 1, 212; 11, 233.
 Tréteau : 1, 272.
 Trèves des confiseurs : 1, 347.
 Triangles : 11, 279, 280.
 Tribunal des conflits : 1, 279.
 Tribunaux de commerce : 1, 306.
 Trieste : 1, 251; 11, 159, 296.
 Trifail (Mines de) : 1, 341.
 Tripolitaine : 1, 230.
 Tripotages de la conversion : 11, 152.
 Troc : 1, 349.
 Trochu : 1, 94.
 Troubles : 1, 227.
 Trubert : 11, 84, 250.
 Truelle : 11, 9.
 Tual : 11, 102.

Tunisie : I, 175, 230, 231,
249 à 253, 298, 324, 328 ;
II, 124, 126, 165, 308, 310.
Turc : I, 107, 190, 221.
Turmelière (de la) : II, 90.
Turquet : I, 280, 286.
Turquie : I, 52, 60, 134, 189
à 195, 215, 241, 271, 293,
319 ; II, 135, 148, 242.

U

Ueskub : I, 343, 344.
Uhlan (Roi) : II, 93.
Ulbach (Louis) : II, 193.
Ultimatum : I, 249, 250.
Union : II, 311.
— générale : I, 23, 207,
240, 298, 302, 316, 340, 342 ;
II, 4, 9, 14, 18, 20, 23, 24,
28, 39, 44, 49, 230, 238, 244
à 246.
Union incendie : II, 8, 81,
82, 87.
Union métallurgique : I, 114.
— mobilière : II, 5, 101,
107, 196.
Union nationale : II, 7.
Union vie : II, 6, 81, 82, 87.
Univers : II, 311.
Urbaine et Seine (assuran-
ces) : II, 5.
Uruguay (Mines de l') : II,
8, 108.
Usurer : I, 129, 233.
Utilité générale : II, 133,
282, 285, 298.

V

Vagabonds : II, 71.
Valenciennes : I, 309.
Valéry : I, 155.
Valets : I, 153.
Valette (de la) : II, 86.

Valeurs en douane : II
77.
Vallée (Oscar de) : I, 27, 28,
29, 60.
Vallon : II, 81.
Valon (de) : II, 9.
Van Blarenberghe : II, 86.
Vanier : II, 225.
Varroy : I, 280, 310 ; II, 27.
Vaucluse : I, 107.
Veil-Picard : II, 32, 132, 133,
211.
Vénalité : I, 153.
Vendée (Ch. de fer) : I, 182,
203.
Vendre : I, 322.
Venise : II, 148.
Vente du sol : II, 298.
Ventes judiciaires : II, 124.
Vérité : II, 33.
Vérité historique : I, 6.
Vernes : II, 81, 90.
Versailles : I, 165, 247.
Veto : I, 217, 300.
Veuillot : II, 20.
Victoires : II, 144, 292, 313.
Victor Hugo : I, 13, 37.
Victoria : I, 165, 167, 221, 243.
291 ; II, 246.
Vienne : I, 195, 226 ; II, 149,
174, 242.
Viennoise de constructions
(Société) : I, 341.
Vierzon : II, 185, 195, 196.
Viette : II, 304, 305.
Vieux-Condé : I, 309.
Vigan (Le) : I, 236.
Vilaine : I, 128.
Villagutierrez : II, 231.
Villain : II, 9.
Virgile : I, 13.
Vitu (Auguste) : I, 144.
Vogué (de) : I, 119.
Voitures de Paris : I, 267 ; II,
8, 85.
Voltaire : I, 4, 13.
Voltaire (Le) : II, 129, 131.

Von Buhler : 1, 286.
 Votants : 1, 160, 211.
 Vranja : 1, 343, 344.
 Vuallart : 11, 216.
 Vuitry : 11, 81.

W

Waddington : 1, 200, 227, 228,
 229, 248, 286 à 289, 295 ; 11,
 136.
 Wailly (de) : 11, 219.
 Waldeck-Rousseau : 1, 347.
 Wallon : 1, 113, 131, 132.
 Waru (de) : 11, 81, 90.
 Wassy à Saint-Dizier : 11, 6.
 Weil (Alex.) : 11, 242.
 Weiss : (J.-J.) : 11, 11.
 Werbrouck : 1, 203.
 Werlé : 11, 87.
 Wiener - Allgemeine - Zei-
 tung : 1, 120.
 Wilson (Charles) : 11, 151.
 — (Daniel) : 1, 155, 200,
 234 à 236, 266, 280, 354 ;
 11, 2, 9, 33, 53, 55, 59, 67 à
 70, 76, 92 à 101, 125, 129 à
 133, 141, 143, 153, 154, 162
 à 168, 198, 201, 202, 210 à

228, 255, 262 à 267, 302 à
 304.
 Wimpffen (de) : 1, 345 ; 11,
 15, 49 à 51.
 Witt (de) : 11, 82.
 Wladiwostock : 11, 148.
 Wolff (Albert) : 11, 58.

X

XIX^e Siècle : 1, 193 ; 11, 262.

Y

Yokohama : 11, 170.
 Yung-Westlyne : 1, 284.
 Yvert : 1, 353.
 Yves Guyot : 1, 326 ; 11, 184.

Z

Zichy (Comte) : 11, 50, 241,
 243.
 Zodiaque (assurance) : 11, 6,
 8, 133.
 Zoulous : 1, 265.

This book should be returned to the
Library on or before the last date
stamped below.

A fine is incurred by retaining it
beyond this time.

Please return promptly.



HC
275
.C493
v.2

Chirac

L'AGIOTAGE

